

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-11

Séances publiques
n^{os} 119 et 120 p. 12-84

Questions au
Gouvernement p. 84-99

2023-2028

n°48



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-11

Séances publiques p. 12-84

119^e séance du jeudi 18 décembre 2025 p. 12-43

120^e séance du jeudi 18 décembre 2025 p. 43-84

Questions au Gouvernement p. 84-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :

Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

04/03/2026

PRINTED IN
LUXEMBOURG



4 Joer Krich an der Ukrain



De Chamberpresident Claude Wiseler huet an engem Videomessage un de véierte Joresdag vum Ufank vum Krich an der Ukrain erënnert.

„De russeschen Aggressiounskrich géint d'Ukrain kënnt elo a säi fënneft Joer. Et ass den trauregen Anniversaire vun enger onprovocéierter Attack géint eng friddlech Natioun.

Zënter véier Joer weist dat ukrainescht Vollek seng Resilienz a Stärkt géint e vill méi grouss Nopeschland, wat seng Zukunft diktéiere wëllt.

D'Erhale vun der Souveränitéit vun der Ukrain hat bis ewell en héije Präis. Dausende Mënschen hunn hiert Liewe verluer, während vill anerer verdriwwen goufen oder a besat Gebidder liewe mussen. Dat Leed, dat d'ukrainescht Vollek nach ëmmer op sech hält, darf esoubal net an de Vergess geroden.

Ech hunn d'lescht Joer d'Stad Butscha besicht, wou russesch Besatzer Krichsgefangener an

Zivilisten exekutéiert hunn. Op der Plaz vun esou Evenementer ze stoen, léisst kee kal.

D'Responsabel vun dëse Verbrieche mussen zur Rechenschaft gezu ginn. De Fridde muss erëm hiergestallt ginn an déi russesch Aggressioun darf net belount ginn. D'Souveränitéit an d'Onofhängegkeet vun der Ukrain mussen nees onkontestéiert ginn.

D'Chamber ënnerstëtzt weiderhin dat ukrainescht Vollek. Mir stinn un ärer Säit an hoffen op e gerechten an dauerhafte Fridden.

Slava Ukraini!”

Scannt dëse QR-Code, fir de Videomessage vum Chamberpresident (op Englesch) ofzeruffen:



15^e Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)

Compétitivité européenne, marché unique et soutien indéfectible à l'Ukraine

Les 23 et 24 février 2026, MM. Sven Clement et Tom Weidig ont participé à la 15^e Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG), organisée au Parlement européen à Bruxelles. Elle s'est tenue dans un contexte hautement symbolique : le quatrième anniversaire du début de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine.

La Présidente du Parlement européen, Mme Roberta Metsola, a ouvert la conférence qui a réuni plus de 120 parlementaires de 27 États membres, sous la présidence chypriote de l'UE. Elle a appelé les responsables politiques à « faire correspondre les paroles aux actes », face à la hausse du coût de la vie, aux tensions géopolitiques et aux transformations rapides de l'économie mondiale.

Compétitivité et dimension sociale : deux visions complémentaires

La première journée, consacrée aux réunions de commission, a porté sur les fondements économiques et sociaux de la compétitivité européenne.

En Commission de l'Emploi et des Affaires sociales, M. Clement a contesté l'idée d'une opposition entre protection sociale et performance économique. Selon lui, l'investissement social constitue un moteur de productivité. S'appuyant sur l'expérience du Luxembourg comme économie ouverte, il a souligné que la compétitivité européenne repose sur une main-d'œuvre qualifiée, attirée et retenue grâce à une qualité de vie élevée, des services publics efficaces et une protection sociale solide. Il a plaidé pour que le tableau de bord social du Semestre européen bénéficie d'un poids politique équivalent à celui des objectifs budgétaires.

En Commission des Affaires économiques et monétaires, M. Weidig s'est concentré sur la compétitivité

et l'indépendance technologique. Il a estimé que l'Union européenne devait avant tout garantir un cadre économique fonctionnel permettant aux entreprises et aux citoyens de développer leurs propres solutions. Il a soutenu les initiatives de simplification réglementaire, notamment le paquet « Omnibus », considérant qu'une réduction ciblée des charges administratives peut renforcer la flexibilité et la capacité d'innovation des entreprises européennes.

Les échanges ont porté sur différents thèmes : comment accompagner la transition numérique et écologique, renforcer les compétences face à l'essor de l'intelligence artificielle, approfondir le marché unique, consolider l'union des marchés de capitaux et l'union bancaire et sécuriser l'accès à l'énergie et aux matières premières stratégiques.

Vers un « One Market Act » : relancer le marché unique

La deuxième journée a été dédiée, dans le cadre de la séance plénière, à la construction d'une « Europe favorable aux entreprises » en perspective de l'établissement du prochain cadre financier pluriannuel.

M. Enrico Letta, invité principal et ancien Président du Conseil des ministres italien et auteur du rapport « Much more than a market », a mis en lumière le « coût de la fragmentation » dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les marchés financiers ou encore la connectivité. Face à la montée en puissance des États-Unis et de la Chine, il a estimé qu'il est illusoire de prétendre rivaliser efficacement avec 27 marchés encore largement cloisonnés.

Le Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, s'est adressé aux députés par visioconférence depuis Kyiv. Il a remercié l'Union pour son soutien politique, militaire et financier, appelant au maintien des sanctions

contre la Russie et à des garanties de sécurité crédibles.

À l'issue du débat, une résolution a été adoptée à une large majorité, condamnant la guerre d'agression menée par la Russie et réaffirmant que l'avenir de l'Ukraine se situe au sein de l'Union européenne.

Une Europe face à un moment charnière

Au terme de ces deux journées, un constat s'impose : l'Union européenne fait face à un moment décisif. Renforcer sa compétitivité, achever son marché unique, investir dans les compétences et la cohésion sociale, tout en maintenant un soutien ferme à l'Ukraine : autant de priorités qui exigent coordination, détermination et vision stratégique.

La conférence s'est inscrite dans le programme de la présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne, placée sous le signe de l'autonomie stratégique, de la simplification réglementaire et d'une Union « autonome et ouverte sur le monde ».



MM. Sven Clement (à droite) et Tom Weidig ont représenté la Chambre des Députés à Bruxelles.

Nationale Commemoratiounsday fir d'Resistenz



De 25. Februar 1944 goufen 23 Lëtzebuerger Resistenzler am Konzentratiounslager zu Hinzert an der Géigend vun Tréier ëmbruecht.

Am Kader vun enger Gedenkzeremonie um nationale Commemoratiounsday fir d'Resistenz huet den Här André Bauler, Vizepresident vun der Chamber, beim Hinzertter Kräiz an der Stad eng Gerbe niddergeluecht.

Réunion de la Commission 4 « Environnement et Agriculture » du Comité parlementaire interrégional (CPI) Exploiter les énergies renouvelables : un défi pour la Grande Région



Les membres de la Commission 4 du CPI ont participé à une conférence organisée autour du thème des énergies renouvelables.

« Face à une dépendance persistante aux exportateurs d'énergies fossiles, l'Europe se trouve confrontée à une vulnérabilité stratégique majeure », a constaté M. Maurice Bauer, Président de la Commission 4 « Environnement et Agriculture » du Comité parlementaire interrégional (CPI), lors d'une conférence organisée par la Chambre des Députés le 5 février 2026 à Bettembourg.

Devant ce constat, qui a fait l'unanimité des parlementaires régionaux participant à cette première réunion de la Commission 4 en 2026, l'urgence d'accélérer le développement des énergies renouvelables s'impose comme une opportunité clé pour renforcer l'autonomie énergétique européenne.

Cette rencontre a offert l'occasion aux parlementaires, réunis à l'Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB), d'identifier des pistes concrètes pour positionner la Grande Région comme véritable moteur de la transition énergétique. D'autres acteurs étaient pré-

sents, dont un représentant de la Commission européenne, et des personnalités du monde académique, du secteur associatif et du secteur privé.

Des efforts continus dans l'économie verte

Le représentant de la Commission européenne a souligné que celle-ci reste déterminée à mener à bien la transition écologique en cours. Il a rappelé la nécessité pour les États membres de poursuivre leurs investissements dans les technologies vertes. Il a conclu en notant que l'objectif est de parvenir à un système énergétique européen intégré, au sein duquel l'énergie circule efficacement entre producteurs et consommateurs, réduisant ainsi le gaspillage des ressources et des fonds.

Vers une plus grande acceptation sociale des énergies renouvelables

La représentante de l'« Institut für ZukunftsEnergie- und Stoffstromsysteme » (IZES) a rappelé que la

transition énergétique ne se limite pas qu'à la production d'énergie renouvelable. Elle a mis en avant les bénéfices liés à la biodiversité et aux projets à usages multiples. Ces éléments contribuent fortement à l'acceptation sociale, considérée comme centrale pour le succès de la transition énergétique.

Une coopération au-delà des frontières

La représentante de l'Association des régions frontalières européennes (AEBR) a souligné l'importance de l'engagement du grand public par le biais de communautés énergétiques. Ces communautés pourraient théoriquement aussi assurer un approvisionnement énergétique transfrontalier. Cependant, des obstacles réglementaires et structurels freinent encore cette coopération, limitant l'exploitation complète du potentiel de la Grande Région.

Les discussions ont été conclues par une visite des installations de l'IFSB, permettant aux membres de la Commission 4 de se rendre compte d'exemples de constructions durables.

Le CPI souffle ses 40 bougies

Dans un message vidéo à l'occasion du 40^e anniversaire du CPI, le Président de la Chambre des Députés a souligné que le Luxembourg « mesure pleinement la valeur de cette collaboration parlementaire » au cœur de la Grande Région. « Nous célébrons 40 années d'engagement exemplaire au service de la solidarité, de l'unité et de la coopération transfrontalière dans notre Grande Région », a précisé M. Claude Wiseler dans ce contexte.

Retrouvez le message vidéo du Président de la Chambre en scannant le code QR suivant :



La francophonie parlementaire, une ancre dans un monde démocratique fragilisé

Les membres du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) se sont réunis à Podgorica au Monténégro, du 29 au 31 janvier 2026, à l'invitation de la section monténégrine.

Le programme prévoyait plusieurs échanges sur une multitude de thématiques dont un débat politique sur la situation géopolitique dans la zone des Balkans, un échange avec Mme Caroline St-Hilaire, Administratrice de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), un examen des situations politiques dans l'espace francophone, une présentation des travaux de la Déléguée générale et des Présidents de commission et des réseaux du deuxième semestre 2025 ainsi qu'une discussion sur le projet de budget et le futur cadre financier de l'APF, une responsabilité confiée au trésorier, M. Michel Wolter.

Débat politique sur la situation géopolitique dans la zone des Balkans

Les Balkans constituent une mosaïque géopolitique où s'entrecroisent diversité culturelle, enjeux identitaires, aspirations démocratiques, ambitions d'intégration régionale et influences étrangères multiples. Ils apparaissent dès lors comme un terrain de réflexion plus large sur la gouvernance régionale, le multilatéralisme et les équilibres géopolitiques dans des espaces sous pression.

Les membres du Bureau ont entendu les présentations des différents experts, dont M. l'Ambassadeur Ivan Leković, qui a noté dans son intervention que les axes principaux de la diplomatie du Monténégro œuvrent à maintenir de bonnes relations diplomatiques avec ses

voisins, d'intégrer l'OTAN ainsi que l'Union européenne. Le diplomate a rappelé que l'ambition primordiale du Monténégro est d'adhérer à l'UE en 2028 en tant que 28^e membre. M. Wolter a contribué au débat en assurant le soutien de la Chambre des Députés du Luxembourg au Parlement monténégrin dans ses efforts de renforcement des institutions démocratiques et du maintien de l'État de droit. Il a fait part de son soutien aux efforts d'adhésion du Monténégro à l'UE.

Un budget axé vers le futur

En sa qualité de Trésorier, M. Wolter a présenté un projet de budget de l'Assemblée pour l'année 2026. Ce budget a été placé sous le thème du « retour vers l'équilibre ». Face à une baisse des subventions et des dépenses de plus en plus importantes ces dernières années, le Trésorier a proposé une refonte du budget pour 2026 et au-delà. Le Bureau a suivi la recommandation du trésorier d'augmenter les contributions des membres de l'APF. M. Wolter a également exprimé sa volonté de présenter plusieurs propositions de modernisation des finances de l'organisation lors du prochain Bureau.

Les situations politiques fragiles

M. Guillaume Chevrollier, nouveau Président de la Commission politique de l'APF, a présenté le rapport sur les situations politiques dans l'espace francophone. Cinq sections, à savoir la Syrie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et Haïti, restent suspendues des activités de l'APF. Il a noté que même si une certaine stabilité s'est installée en Syrie avec de premières élections à l'automne 2025 pour mettre en

place un organe législatif de transition, la situation sécuritaire demeure très tendue. Un tiers des sièges ont été directement attribués par le Président syrien. Il a poursuivi sa présentation avec un rapport sur la situation du conflit à l'est de la République démocratique du Congo (RDC) qui continue de faire rage dans la région, bien que plusieurs accords de paix aient été conclus entre la RDC et le Rwanda au cours des derniers mois. Le Président de la Commission politique a conclu avec un rapport sur le conflit opposant le Cambodge et la Thaïlande, qui a connu une escalade au cours des derniers mois, causant plusieurs dizaines de morts des deux côtés de la frontière.



M. Michel Wolter lors de la présentation de son projet de budget de l'Assemblée pour l'année 2026

Le principe de l'intégrité territoriale au cœur des débats



MM. Gilles Baum, Marc Hansen, Emile Eicher, Marc Lies et Claude Haagen (de gauche à droite)

La session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) s'est achevée le 20 février 2026. Des parlementaires de 57 pays s'étaient rassemblés à Vienne pour consacrer deux journées entières aux principaux enjeux en matière de sécurité. La Chambre des Députés y était représentée par MM. Gilles Baum, Marc Lies, Claude Haagen, Emile Eicher et Marc Hansen.

« Des élections libres, justes et sûres sont indispensables à la légitimité démocratique »

Conformément à l'approche globale de l'OSCE fondée sur trois dimensions, les parlementaires ont siégé au

sein de trois comités distincts pour examiner une variété de questions politiques, économiques et humanitaires. En mettant l'accent sur la sauvegarde de l'intégrité des élections face aux menaces hybrides et à l'influence malveillante étrangère au sein du Comité général sur la démocratie, les droits de l'homme et les questions humanitaires, M. Gilles Baum, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OSCE, a rappelé que « des élections libres, équitables et sûres sont indispensables à la légitimité démocratique ». Évoquant les récentes élections en Moldavie ainsi que les ingérences hybrides constatées, il s'est dit convaincu que les missions d'observation électorale devraient demeurer au cœur des activités de l'organisation.

Par ailleurs, M. Claude Haagen, qui avait assumé le rôle de coordinateur spécial lors de la mission d'observation électorale de l'Assemblée au Kirghizistan le 30 novembre 2025, a partagé les conclusions des observateurs. Il a déclaré que la journée électorale avait été jugée globalement positive, tout en indiquant que le scrutin s'était déroulé dans un cadre fondamentalement réformé. Ce dernier avait non seulement entraîné des modifications substantielles au processus, mais avait également conduit à un certain nombre de lacunes par rapport aux normes internationales. M. Haagen a souligné l'intérêt manifesté par l'organisation à ces élections législatives, qui témoignent de son engagement particulier vis-à-vis du Kirghizistan, de son peuple et de son avenir.

« Défendre nos principes communs au Groenland »

Au-delà des discussions menées au sein des différentes commissions, deux sessions conjointes ont réuni l'ensemble des parlementaires. Lors d'un débat sur le sujet des droits de l'homme comme base de la sécurité, le Président du Parlement danois, M. Søren Gade, a souligné que la souveraineté territoriale d'un pays ne devrait jamais être remise en cause. Il a conclu en remerciant ses collègues parlementaires pour le soutien apporté au Groenland et au Danemark dans le contexte actuel.

Le sort de l'Ukraine, enjeu déterminant pour l'avenir de l'Europe

La réunion du comité permanent a permis au Président, au Secrétaire général et au Trésorier de l'AP-OSCE de présenter un état des lieux des travaux récents. Outre l'examen de la situation financière de l'organisation, les intervenants ont également analysé les développements géopolitiques et les réponses à y apporter. La guerre en Ukraine reste une priorité absolue pour l'Assemblée, qui a réaffirmé – à l'approche du quatrième anniversaire tragique de l'invasion à grande échelle de la Russie – le message qui vaut dès le début : l'Ukraine n'est pas seule.

La séance s'est terminée par un regard vers l'avenir, en appelant à un renforcement de la coopération entre les États membres afin de répondre plus efficacement aux défis sécuritaires qui se présentent.

18^e réunion du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC)

« La menace ne vise pas que les enfants vulnérables, elle concerne tous les enfants »



Mme Nancy Arendt a représenté la Chambre des Députés lors de la 18^e réunion du GCPC.

Les députés membres du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC) se sont retrouvés les 4 et 5 février 2026 pour la 18^e réunion du groupe à Nicosie en Chypre.

Lors de sa dernière intervention devant le GCPC responsable du contrôle des activités d'Europol, la Directrice exécutive d'Europol, Mme Catherine de Bolle, dont le mandat arrivera à échéance d'ici la prochaine réunion, a mis en garde contre les menaces émanant de l'émergence de réseaux cybercriminels extrémistes tels que le groupe « 764 » et ses ramifications.

Ces groupes représentent une menace croissante pour la sécurité des mineurs en Europe. Le réseau « 764 » s'est fragmenté en de multiples entités, une évolution qui, selon Mme de Bolle, complexifie

considérablement le travail des services répressifs. Cette dispersion pose des défis majeurs en matière de coordination transfrontalière et d'échange d'informations entre États membres.

La Directrice exécutive d'Europol a présenté les dernières données de l'agence, mettant en lumière l'augmentation des activités criminelles des passeurs et des trafiquants d'êtres humains et la nouvelle responsabilité de son agence dans la lutte contre le trafic des migrants.

Dans ce contexte, les membres du GCPC ont passé en revue les dispositions du nouveau règlement de l'Union, adopté en décembre 2025 et qui étend les missions de l'Agence à la prévention et la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains. Pour répondre à cette extension de mandat, il est prévu de créer au sein d'Europol un Centre européen de lutte contre le trafic de migrants (European Migrant Smuggling Centre – ECAMS) venant soutenir les États membres dans leurs missions. M. Jean-Philippe Lecouffe, Directeur exécutif adjoint chargé des opérations d'Europol, a expliqué que ce centre sera mis en place grâce aux moyens supplémentaires alloués à Europol.

En effet, ceux-ci prévoient un staff de 50 personnes et une enveloppe budgétaire de quelque 50 millions d'euros. Le centre devrait être opérationnel à partir du deuxième trimestre 2026. M. Lecouffe a insisté sur la nécessité de mettre pleinement en œuvre le nouveau règlement, de rendre opérationnel le centre contre le trafic des migrants, de continuer à mettre à disposition des États membres un soutien opérationnel et

analytique ciblé et de favoriser la collaboration avec les acteurs concernés.

Les membres du GCPC ont également discuté de l'extension du mandat d'Europol. La stratégie européenne de sécurité intérieure, présentée par la Commission européenne le 1^{er} avril 2025, prévoit en effet de faire d'Europol une agence de police véritablement opérationnelle en doublant ses effectifs et en renforçant son mandat et sa surveillance ainsi que le soutien qu'Europol apporte aux États membres et la coopération entre Europol et les autres agences chargées de la justice et des affaires intérieures. La programmation budgétaire 2028-2034 prévoit de porter les moyens de l'agence à 3 milliards d'euros, un doublement qui traduit autant la confiance politique que l'élargissement de ses missions.

Un autre sujet à l'ordre du jour portait sur la lutte contre la criminalité financière et économique, et plus particulièrement sur la coopération d'Europol avec le Parquet européen (European Public Prosecutor's Office – EPP) et l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (Anti-Money Laundering Authority – AMLA). M. Olivier Onidi, Directeur général adjoint à la DG HOME (Directorate-General for Migration and Home Affairs) de la Commission européenne, a rappelé que l'EPP ne disposait pas de capacité d'analyse propre et qu'Europol pouvait être considéré comme un partenaire stratégique. M. Onidi a également mis en avant la coopération entre Europol et l'AMLA, notamment du fait que chaque enquête menée par Europol doit désormais comporter un volet financier.

Le Président de la Chambre rencontre les élèves de l'École européenne Luxembourg II



Le Président de la Chambre des Députés a poursuivi sa série de visites auprès des lycéens à l'École européenne Luxembourg II.

Après sa visite récente au Lycée Nic-Biever à Dudelange fin janvier, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, était en visite le 5 février 2026 à l'École européenne Luxembourg II à Mamer dans le cadre de la cérémonie d'ouverture de l'événement LETZMUN 2026. Il s'agit d'une rencontre annuelle réunissant des élèves de différents établissements et pays qui leur permet de se mettre dans la peau de diplomates et de débattre, avec rigueur et diplomatie, de grandes questions internationales et d'enjeux mondiaux majeurs.

Lors de son discours, le Président de la Chambre a souligné l'importance des libertés fondamentales – liberté de la presse, de la recherche, de la science, d'expression et de religion – comme piliers essentiels de la paix. M. Wiseler a insisté sur son rôle, en tant que premier citoyen du pays, de garant du débat libre, de la protection de l'opposition et de la tenue d'élections justes, pour que chaque voix puisse être entendue.

Le Président de la Chambre rencontre régulièrement des lycéens pour échanger avec eux sur le fonctionnement de la démocratie et le rôle des institutions publiques.

Outils et procédures numériques en droit des sociétés

8342 – Projet de loi portant modification :

1° du Code de commerce ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés

Le présent projet de loi a pour objet d'achever la transposition, en droit luxembourgeois, de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019, qui modifie la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de procédures numériques en droit des sociétés (la « directive 2019/1151 »). Si une première étape a été réalisée par la loi du 7 juillet 2023, notamment en matière de constitution en ligne des sociétés et de dématérialisation de certaines formalités, le cadre national doit encore être complété afin d'intégrer les dispositions relatives aux interdictions de gérer et à l'échange d'informations entre registres d'entreprises prévu par l'article 13decies de la directive 2019/1151.

Au niveau européen, la réforme s'inscrit dans une politique plus large visant à concilier la simplification de la vie des entreprises avec un haut niveau de sécurité juridique. D'une part, l'Union entend favoriser la création et la gestion des sociétés au moyen de procédures entièrement numériques, accessibles et rapides. D'autre part, l'apparition de mécanismes transfrontaliers de fraude ou d'abus impose de mieux encadrer l'exercice des fonctions de gestion et de direction au sein des sociétés, afin d'éviter que des personnes frappées d'une interdiction dans un État membre puissent aisément se réinstaller dans un autre État et y exercer des fonctions analogues. L'article 13decies de la directive 2019/1151 impose ainsi aux États membres de tenir compte des interdictions de gérer prononcées à l'étranger et d'organiser un échange d'informations via le système d'interconnexion des registres.

Au Grand-Duché de Luxembourg, il est proposé que le Luxembourg Business Registers, en sa qualité de gestionnaire du Registre de commerce et des sociétés (ci-après « LBR »), puisse effectuer une telle demande de renseignement.

Le droit luxembourgeois connaît déjà la notion d'interdiction de gérer. L'article 444-1 du Code de commerce permet, notamment en cas de faillite et de faute grave, d'interdire à une personne d'exercer une activité commerciale ou des fonctions de direction, de contrôle ou d'engagement dans une société. Par ailleurs, le Code pénal (article 7, point 8, article 14, point 7, et article 18) prévoit également la possibilité de prononcer une interdiction d'exercer certaines activités professionnelles ou sociales en cas de crime ou de délit. La loi modifiée du 19 décembre 2002 sur le Registre de commerce et des sociétés prévoit, pour sa part, l'inscription au Registre des décisions judiciaires rendues dans le cadre de l'article 444-1 du Code de commerce, et le refus d'inscription de personnes frappées d'une telle interdiction. Le dispositif actuel demeure toutefois essentiellement national. Il ne vise ni la prise en compte explicite des interdictions prononcées dans d'autres États membres, ni l'organisation détaillée de l'échange d'informations à travers le système d'interconnexion des registres, ni les exigences de qualité des données nécessaires à un échange fiable.

Le projet de loi vise précisément à combler ces lacunes. Il tend, en premier lieu, à assurer une transposition complète des obligations découlant de l'article 13decies de la directive 2019/1151.

L'une des principales mesures consiste à préciser le contenu des informations relatives aux interdictions de gérer devant être inscrites au RCS. Lorsque le tribunal prononce une interdiction sur le fondement de l'article 444-1 du Code de commerce ou des articles 7, point 8, 14, point 7, et 18 du Code pénal, les mentions portées au Registre devront permettre d'identifier de manière certaine la personne concernée, qu'il s'agisse d'une personne physique ou d'une personne morale. La durée de l'interdiction, avec les dates de début et de fin, sera également clairement indiquée.

Le projet consacre par ailleurs, de manière explicite, le pouvoir du gestionnaire du RCS de refuser l'inscription de fonctions visées à l'article 444-1 du Code de commerce lorsqu'une interdiction de gérer est en vigueur, et prévoit une procédure d'invitation adressée à l'entité immatriculée pour qu'elle prenne les mesures nécessaires afin d'écarter la personne concernée, avant transmission au procureur d'État en cas de non-régularisation.

Dans le même esprit, le projet adapte la Loi RCS pour tenir compte de l'échange d'informations au niveau européen. Les données relatives aux interdictions de gérer sont structurées de façon à pouvoir être transmises et exploitées dans le cadre du système d'interconnexion des registres prévu par la directive 2017/1132.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 24/11/2023
Rapporteuse : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

11/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

05/06/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

27/11/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Adoption d'un amendement parlementaire

11/12/2025 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 603, page 1

Modification de la durée de travail dominical

8456 – Projet de loi portant modification de l'article L. 231-4 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à modifier les dispositions relatives au travail dominical inscrites au livre II, titre III, chapitre 1^{er}, du Code du travail, afin de porter la durée de travail dominical maximale de quatre à huit heures.

À la suite de discussions entre le Gouvernement et les partenaires sociaux, des amendements gouvernementaux ont été apportés au projet de loi tel que déposé de sorte que seuls les salariés des entreprises exerçant une activité visée à l'article 1^{er} de la loi réglementant les heures d'ouverture dans le secteur du commerce et de l'artisanat, dont l'effectif n'excède pas trente salariés, puissent travailler jusqu'à huit heures au maximum pendant les dimanches.

En revanche, les entreprises précitées dont l'effectif excède trente salariés peuvent occuper leurs salariés au-delà de quatre heures jusqu'à huit heures au maximum pendant les dimanches sous la condition d'avoir retenu cette possibilité dans le cadre d'une convention collective de travail ou d'un accord en matière de dialogue social interprofessionnel.

À cet effet, le projet de loi prévoit de modifier l'article L. 231-4 du Code du travail tout en s'adaptant à la terminologie du projet de loi réglementant les heures d'ouverture dans le secteur du commerce et de l'artisanat (Projet de loi n° 8472).

Dépôt par M. Georges Mischo, Ministre du Travail, le 12/11/2024

Rapporteur : M. Charles Weiler

Travaux de la Commission du Travail

(Président : M. Charles Weiler) :

05/02/2025 Présentation du projet de loi

16/07/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

01/10/2025 Présentation des amendements gouvernementaux

10/12/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

05/02/2025 Présentation du projet de loi

01/10/2025 Présentation des amendements gouvernementaux

10/12/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique : 18/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 602, page 1

Préfinancement des installations solaires photovoltaïques

8463 – Projet de loi introduisant une procédure de préfinancement pour les installations solaires photovoltaïques et modifiant :

1° la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;

2° la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

3° la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

Tel que prévu par le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 et l'accord de coalition 2023-2028, le présent dispositif introduit un système de préfinancement des installations solaires photovoltaïques, y inclus les batteries.

L'objectif est de lever des freins financiers qui empêchent les citoyens d'investir dans les énergies renouvelables. Par ce système d'aides publiques, les citoyens n'auront plus qu'à financer leur propre part du coût d'une telle installation. Concrètement, le système de préfinancement fonctionne de la manière suivante : les installateurs participants appliquent directement la subvention sur la facture finale du client.

Si cette subvention est accordée, l'État effectuera le remboursement le plus vite possible. La décision concernant les demandes de remboursement est prise dans un délai de quinze jours ouvrables, après lequel la demande sera automatiquement considérée comme approuvée. À la suite de cette décision, la subvention sera versée dans un délai de quinze jours ouvrables à l'installateur.

Le texte prévoit également la création d'un registre des installateurs admis à la procédure de préfinancement. L'inscription à ce registre est obligatoire pour tout installateur désirant participer au système de préfinancement.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, le 22/11/2024

Rapporteuse : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

30/01/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

13/11/2025 Examen des avis du Conseil d'État

11/12/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

(Président : M. Paul Galles) :

30/01/2025 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique : 18/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 647, page 1

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

16/01/2025 Présentation du projet de loi

05/02/2025 Examen du projet de loi

11/12/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen des avis du Conseil d'État

16/12/2025 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Travail

(Président : M. Charles Weiler) :

05/02/2025 Examen du projet de loi

Vote en séance publique : 18/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 601, page 1

Mise en place de la demande de chômage en ligne

8479 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction du principe de demande d'octroi d'indemnité de chômage complet en ligne

Le présent projet de loi vise à prévoir dans le Code du travail le principe d'introduction électronique via une plateforme gouvernementale sécurisée de la demande d'octroi d'indemnité de chômage complet, de la demande de maintien de l'indemnisation de chômage ainsi que des déclarations de revenus prévues à l'article L. 521-18.

La digitalisation de ces procédures s'inscrit dans une volonté de moderniser et d'optimiser les services de l'Agence pour le développement de l'emploi (ci-après « ADEM »), en simplifiant et en accélérant les démarches administratives des demandeurs d'emploi. L'objectif du présent projet de loi est de réduire les délais de traitement et de versement des indemnités de chômage tout en renforçant le contrôle de leur bonne exécution.

Ce projet de loi prévoit néanmoins que l'ADEM offre un support personnalisé aux demandeurs d'emploi inscrits en ses bureaux qui ne se sentent pas à l'aise pour faire eux-mêmes une telle demande par voie électronique ou qui ne possèdent pas le matériel informatique nécessaire. Il est par ailleurs prévu que les personnes qui ne disposent pas d'un dispositif d'authentification forte ont le droit de signer les demandes et déclarations visées de manière manuscrite sur une version papier.

À cet effet, le projet de loi prévoit de modifier les articles L. 521-3, L. 521-7, L. 521-8, L. 521-11, L. 521-18 et L. 525-1 du Code du travail et d'ajouter un nouvel article L. 521-19 au même Code.

Dépôt par M. Georges Mischo, Ministre du Travail, le 16/01/2025

Rapporteuse : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission du Travail

(Président : M. Charles Weiler) :

02/07/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

16/07/2025 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

22/10/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

10/12/2025 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 604, page 1

Heures d'ouverture dans le secteur du commerce et de l'artisanat

8472 – Projet de loi réglementant les heures d'ouverture dans le secteur du commerce et de l'artisanat

Ce projet de loi remplace et abroge la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat.

L'intention de cette initiative législative est de répondre aux conclusions de l'arrêt n° 128/17 du 17 mars 2017 de la Cour constitutionnelle, dans lequel la Cour a estimé que le système établi par la loi modifiée du 19 juin 1995 régissant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat engendrait une discrimination en termes d'égalité de traitement entre la vente de produits de boulangerie-pâtisserie par des artisans boulangers et celle effectuée par des stations de service.

La nouvelle grille horaire d'ouverture est la suivante :

– de 05.00 heures à 21.00 heures du lundi au vendredi ;

– de 05.00 heures à 19.00 heures, les samedis, dimanches, jours fériés légaux et veilles de jours fériés légaux ;

– de 05.00 heures à 18.00 heures les 22 juin, 24 décembre et 31 décembre.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 20/12/2024

Rapporteuse : Mme Carole Hartmann

Modification ponctuelle du Code de la sécurité sociale

**8514 – Projet de loi portant modification :
1° du Code de la sécurité sociale ;**

2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

Le présent projet de loi a pour objet de supprimer une différence de traitement identifiée dans le Code de la sécurité sociale entre les bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée, suivant qu'ils exercent une activité professionnelle salariée ou non salariée. Cette différence de traitement, résultant des articles 184, paragraphes 4 et 5, et 226 du Code de la sécurité sociale, a été jugée comme n'étant pas conforme à l'article 15, paragraphe 1^{er} de la Constitution (ancien article 10bis) dans un arrêt de la Cour constitutionnelle du 1^{er} mars 2024.

Dans son arrêt du 1^{er} mars 2024, après analyse des articles afférents du Code de la sécurité sociale, la Cour constitutionnelle vient à la conclusion qu'il existe « un traitement inégal et discriminatoire entre les bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée qui exercent une activité accessoire salariée et ceux qui exercent une telle activité non salariée, dans la mesure où le bénéficiaire d'une pension de vieillesse anticipée poursuivant une activité accessoire non salariée encourt immédiatement le refus ou le retrait de la pension de vieillesse anticipée en cas de dépassement du premier seuil, la réduction de la pension de vieillesse anticipée n'étant pas prévue dans son chef lorsque les revenus accessoires provenant d'une activité non salariée se situent entre les deux limites », à savoir un tiers du salaire social minimum par mois et la moyenne des cinq salaires ou revenus annuels cotisables les plus élevés de la carrière d'assurance.

Suite à l'arrêt du 1^{er} mars 2024, les articles jugés contraires à la Constitution n'ont plus été appliqués par la Caisse nationale d'assurance pension. Dès lors, la présente modification législative a pour objet de régulariser les textes applicables dans le Code de la sécurité sociale et, par parallélisme, dans la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, afin de remédier à cette inégalité de traitement entre les deux catégories de bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée et d'introduire le droit à une réduction de la pension de vieillesse anticipée pour les bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée exerçant une activité non salariée.

Dépôt par Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 19/03/2025

Rapporteuse : Mme Françoise Kemp

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente : Mme Françoise Kemp) :

08/12/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

10/12/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

12/12/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique : 18/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 622 page 1

Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données

8395A – Projet de loi portant création du Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données et désignation des organismes et autorités compétents prévus aux articles 7, 13 et 23 du règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/1724 (règlement sur la gouvernance des données) et du point d'information unique prévu à l'article 8 du règlement (UE) 2022/868 précité et portant modification de la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données

Le projet de loi poursuit deux objectifs.

Premièrement, il crée le « Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données », ci-après « Commissariat », placé sous l'autorité du ministre ayant la Digitalisation dans ses attributions. Le Commissariat est dirigé par un commissaire du Gouvernement à la souveraineté des données et composé de quatre départements, à savoir le département « Délégué à la protection des données du secteur public »

(ci-après « DPD »), le département « Conseil et guidance en gouvernance des données », l'Autorité luxembourgeoise des données (« ALD ») ainsi que le département « Affaires générales ».

Deuxièmement, il met en œuvre une partie du règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/1724 (règlement sur la gouvernance des données), ci-après « règlement (UE) 2022/868 », également connu sous le nom de « Data Governance Act – DGA », en désignant les organismes et autorités nationales compétents ainsi que le point d'information unique, prévus aux articles 7, 8, 13 et 23 du règlement (UE) 2022/868, tout en créant le Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données et adaptant la législation existante en matière de protection des données. Le Commissariat, en tant qu'Autorité luxembourgeoise des données, est ainsi désigné organisme compétent au sens de l'article 7, paragraphe 1^{er}, du règlement (UE) 2022/868, chargé d'octroyer ou de refuser l'accès et la réutilisation des données des organismes du secteur public, dans un environnement sécurisé et sur la base de données anonymisées ou pseudonymisées. Le ministre ayant la Digitalisation dans ses attributions assure les missions du point d'information unique, conformément à l'article 8 du règlement (UE) 2022/868. Il reçoit et transmet les demandes d'accès et de réutilisation des données à l'organisme compétent, facilite les échanges nécessaires, publie les informations sur la mise à disposition des données par les entités publiques, et propose une liste électronique des ressources disponibles, décrivant leur format, taille et conditions de réutilisation.

La Commission nationale pour la protection des données (ci-après « CNPD ») est désignée autorité compétente en matière d'intermédiation de données, plus précisément pour effectuer les tâches liées à la procédure de notification pour les services d'intermédiation de données, telle que visée à l'article 13 du règlement (UE) 2022/868. Dans le cadre de ces tâches, la CNPD dispose des pouvoirs de contrôle tels que prévus à l'article 14 du règlement (UE) 2022/868.

De plus, dans le cadre des tâches en tant qu'autorité compétente pour l'enregistrement des organisations altruistes en matière de protection des données, la CNPD est désignée autorité compétente responsable du registre public national des organisations altruistes en matière de données reconnues, tel que visé à l'article 23 du règlement (UE) 2022/868. Dans le cadre de cette mission, la CNPD dispose des pouvoirs de contrôle, tels que prévus à l'article 24 du règlement (UE) 2022/868.

Dépôt du projet de loi 8395 par Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation, le 12/06/2024

Rapporteur : M. Gérard Schockmel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

(Président : M. Gérard Schockmel) :

18/06/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi 8395

25/03/2025 Examen d'une série d'amendements parlementaires

22/04/2025 Examen (suite) et adoption d'une série d'amendements parlementaires

Scission du projet de loi 8395 en deux projets de loi distincts : 8395A et 8395B

17/06/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation des amendements gouvernementaux

11/11/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation des amendements gouvernementaux

09/12/2025 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 619, page 1

Modifications ponctuelles de la loi hospitalière

8575 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

Le présent projet de loi prévoit un certain nombre de modifications de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, ci-après « loi hospitalière », ainsi que de ses annexes.

1) Adaptation du nombre maximal de lits d'hospitalisation

Il a été retenu de procéder à une mise à jour de l'évaluation des besoins et le présent projet de loi prévoit ainsi d'adapter le nombre maximal de lits autorisés, afin de tenir compte de l'évolution de l'activité sur le terrain dans les différents services. Il y a également lieu de modifier le nombre minimal de lits autorisés par la loi hospitalière dans son annexe 2 pour le service national d'hospitalisation de longue durée médicale, passant de 20 à 8.

2) Intégration des lits de réserve sanitaire dans la capacité hospitalière

Les modifications du présent projet de loi permettent une utilisation des lits de réserve sanitaire (catégorie introduite en 2020) en dehors d'une prise en charge de patients dans le cadre de situations exceptionnelles (crise sanitaire, catastrophe, pandémie, acte de terrorisme ou accident de grande envergure), ou pour renforcer la capacité d'accueil des établissements hospitaliers en soins aigus ou de moyen séjour. Cette approche prévoit la planification d'un total de 200 lits dans le cadre des projets de construction des 4 centres hospitaliers.

3) Adaptation de la terminologie dans le contexte de la lutte contre l'obésité sévère

Le présent projet de loi prévoit la suppression des termes « obésité morbide » en vue de les remplacer par « obésité avec comorbidité ». Le Gouvernement souhaite couvrir l'obésité de manière globale, non seulement sous l'angle du calcul de l'indice de masse corporelle (IMC), mais également par la prise en compte d'autres paramètres tels que les conséquences métaboliques ou la présence de facteurs de risque et de comorbidités.

4) La création de sites supplémentaires dédiés aux soins de santé ambulatoires

La loi du 29 juillet 2023 portant modification : 1° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ; 2° de la loi modifiée du 29 avril 1983 relative à l'exercice de la profession de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ; 3° du Code de la sécurité sociale a entériné pour la première fois l'existence de sites supplémentaires ambulatoires et l'autorisation d'antennes de service de certains services afin de développer l'activité ambulatoire. Le projet d'amendements relatif au projet de loi n° 8575 a pour objet de permettre la création de sites supplémentaires dédiés aux soins de santé ambulatoires par les centres hospitaliers pour des interventions légères en dermatologie et en ophtalmologie, telles que les opérations de la cataracte.

Dépôt par Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 09/07/2025

Rapporteuse : Mme Françoise Kemp

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente : Mme Françoise Kemp) :

16/07/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

08/12/2025 Présentation et examen des amendements gouvernementaux

Présentation et examen des propositions d'amendements de la sensibilité politique déi gréng

Examen de l'avis du Conseil d'État

10/12/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 621, page 1

Frais de réseaux électriques**8596 – Projet de loi relative à une contribution de l'État aux coûts à transposer en tarifs pour l'utilisation des réseaux électriques pour l'année 2026**

Ce texte met en place une contribution de l'État à hauteur de 150 millions d'euros aux coûts afférents à l'utilisation des réseaux électriques afin de favoriser un prix d'électricité abordable pour les ménages et les entreprises. L'objectif du Gouvernement est de conserver l'avantage économique et social en ce domaine, soit un prix de l'électricité qui se situe en dessous de la moyenne européenne.

Un prix de l'électricité abordable est essentiel pour la société et l'économie en général, mais également pour favoriser une transition énergétique juste, raison pour laquelle, durant la crise énergétique, le Gouvernement avait mis en place un frein pour les prix de l'énergie.

Désormais, afin de stabiliser durablement les prix de l'électricité, l'État contribuera à couvrir, en tant que frais d'exploitation négatifs, les dépenses que les gestionnaires

des réseaux de transport et de distribution doivent assumer pour exploiter, entretenir, réparer, renouveler et développer leurs réseaux, en accord avec leurs missions définies par la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité. Ces coûts sont ensuite intégrés dans les tarifs d'utilisation des réseaux, qui sont à la charge des utilisateurs.

L'intervention de l'État a lieu avant que ces coûts ne soient intégrés dans les tarifs d'utilisation des réseaux, sans pourtant altérer les modalités qui sont définies par un règlement émis par l'Institut luxembourgeois de régulation. Par conséquent, les structures tarifaires restent inchangées. En intervenant pour réduire les coûts, la contribution étatique permet ainsi de diminuer les tarifs d'utilisation des réseaux. Comme ces tarifs représentent entre 15 et 50 pour cent du prix total de l'électricité, leur réduction a un effet notable sur le coût final de l'énergie supporté par les consommateurs et les entreprises.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 30/07/2025

Rapporteuse : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

02/12/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

11/12/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 605, page 1

Changements relatifs aux régimes de pension**8634 – Projet de loi portant modification :****1° du Code de la sécurité sociale ;****2° du Code du travail ;****3° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois**

Afin d'assurer la viabilité financière et sociale du système des pensions, une augmentation modérée et progressive de la durée des périodes d'assurance obligatoire à cotisations effectives et d'assurance continuée ou facultative de huit mois au total à l'horizon 2030 sera introduite. L'âge légal de départ en retraite à 65 ans est préservé.

En vue de l'adaptation du système des pensions aux réalités contemporaines des parcours de vie et de formation, une flexibilisation de la prise en compte des périodes d'études et de formation professionnelle, non indemnisées au titre d'un apprentissage, au cours de la carrière d'assurance pension entière à hauteur de maximum 9 années sera introduite.

Pour répondre aux réalités de la vie active et afin d'inciter les assurés à prolonger leur carrière professionnelle, même partiellement, la possibilité d'une pension progressive est introduite. Ainsi, sous réserve d'un accord préalable conclu avec l'employeur sous la forme d'un avenant au contrat de travail, le salarié en droit de départ en pension de vieillesse anticipée pourra poursuivre l'exercice de son activité professionnelle auprès de son employeur à temps partiel, tout en bénéficiant d'une indemnité de pension progressive.

Étant donné que, suivant les dernières projections de l'IGSS, l'équilibre financier du régime général d'assurance pension n'est pas assuré, le taux de cotisation sera augmenté à 25,5 % à partir de 2026 jusqu'en 2032. L'allocation de fin d'année sera ponctuellement maintenue en absence d'augmentation future du taux de cotisation global au-delà du nouveau seuil de 25,5 %.

Dépôt par Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 10/10/2025

Rapporteuse : Mme Françoise Kemp

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente : Mme Françoise Kemp) :

22/10/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
08/12/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État
10/12/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 606, page 1

Dispositions fiscales diverses

8640 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° de la loi du 23 décembre 2005 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 ;

3° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Le présent projet de loi met en œuvre une partie des conclusions gouvernementales sur la réforme du système des pensions à la suite des concertations menées avec les partenaires sociaux le 3 septembre 2025. Il comporte également une série de dispositions fiscales en relation avec le taux d'amortissement applicable aux dépenses d'investissement effectuées dans le cadre de rénovations énergétiques durables ainsi qu'avec les droits d'accises.

Dispositions en relation avec la réforme du système de pensions

En ce qui concerne les dispositions en relation avec la réforme du système de pensions, le projet de loi propose (a) d'introduire un abattement de maintien dans la vie professionnelle et, d'autre part, (b) une revalorisation du plafond de déduction fiscale annuelle des versements dans le cadre d'un contrat de prévoyance-vieillesse à titre des dépenses spéciales.

a) Abattement de maintien dans la vie professionnelle

Le nouvel abattement de maintien dans la vie professionnelle vise à encourager les travailleurs, qui pourraient déjà prétendre à une pension de vieillesse, à rester professionnellement actifs jusqu'à l'âge légal de départ à la retraite de 65 ans.

Pour ce faire, un abattement fiscal de 9 000 euros par an, plafonné à 750 euros par mois, est accordé sur le revenu imposable du contribuable.

b) Régime de prévoyance-vieillesse

Le projet de loi sous rubrique vise à porter le plafond de déduction fiscale annuelle des contrats de prévoyance-vieillesse au titre des dépenses spéciales de 3.200 euros à 4.500 euros.

Autres adaptations de dispositions fiscales

Le projet de loi entend adapter de manière ponctuelle le cadre fiscal relatif aux règles d'amortissement des dépenses d'investissement réalisées dans le cadre de rénovations énergétiques durables. Le taux d'amortissement accéléré est augmenté de 6 % à 10 %.

La loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques est également adaptée.

D'une part, un ajustement a lieu au niveau du droit d'accise dénommé « Taxe CO₂ » afin que la houille, le coke et le lignite soient exonérés de cette taxe lorsqu'ils sont utilisés dans des installations couvertes par le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

D'autre part, le cadre juridique en matière de droit d'accise autonome qui est prélevé sur les boissons alcooliques confectionnées, communément appelées « alcopops », est modernisé. À l'heure actuelle, ce cadre repose essentiellement sur le règlement grand-ducal du 28 décembre 2005 relatif aux boissons alcooliques confectionnées. Les éléments de ce règlement grand-ducal sont directement intégrés dans la loi précitée du 17 décembre 2010 et mis à jour. Le projet de loi prévoit également que le mélange de vins alcoolisés et non-alcoolisés ne soient pas soumis à la « surtaxe alcopops ».

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 15/10/2025

Rapporteur : M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

28/10/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

12/12/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 623, page 1

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

2. 8342 – Projet de loi portant modification :

1^o du Code de commerce ;

2^o de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés

Rapport de la Commission de la Justice : Mme Stéphanie Weydert

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8342 et dispense du second vote constitutionnel

3. 8456 – Projet de loi portant modification de l'article L. 231-4 du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail : M. Charles Weiler

Discussion générale : M. Charles Weiler | Mme Corinne Cahen | M. Georges Engel (interventions de Mme Corinne Cahen) | M. Michel Lemaire | Mme Djuna Bernard (dépôt de l'amendement 1) | M. Sven Clement (interventions de M. André Bauler, M. Gilles Baum et Mme Corinne Cahen) | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Marc Spautz, Ministre du Travail (intervention de M. Georges Engel) | M. Marc Baum (parole après ministre) | M. le Ministre Marc Spautz

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8456 et dispense du second vote constitutionnel

4. 8472 – Projet de loi réglementant les heures d'ouverture dans le secteur du commerce et de l'artisanat

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | Mme Corinne Cahen | M. Georges Engel (interventions de Mme Corinne Cahen et Mme Carole Hartmann) | M. Michel Lemaire | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. Marc Baum (dépôt de la motion 1) | M. Michel Wolter

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Joëlle Welfring (parole après ministre) | M. le Ministre Lex Delles | M. Georges Engel (parole après ministre) | M. le Ministre Lex Delles | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Lex Delles | M. Yves Cruchten (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Lex Delles) | M. le Ministre Lex Delles

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8472 et dispense du second vote constitutionnel

p. 12

p. 12

p. 13

p. 24

Motion 1 : Mme Carole Hartmann | Mme Joëlle Welfring | M. Michel Lemaire | M. Georges Engel | Mme Stéphanie Weydert | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Vote sur la motion 1 (rejetée)

5. 8479 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction du principe de demande d'octroi d'indemnité de chômage complet en ligne

p. 36

Rapport de la Commission du Travail : Mme Stéphanie Weydert (intervention de Mme Sam Tanson)

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert (intervention de M. André Bauler) | Mme Carole Hartmann | M. Claude Haagen | M. Michel Lemaire | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prises de position du Gouvernement : M. Marc Spautz, Ministre du Travail | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8479 et dispense du second vote constitutionnel

6. 8463 – Projet de loi introduisant une procédure de préfinancement pour les installations solaires photovoltaïques et modifiant : 1^o la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;

2^o la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

3^o la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

p. 39

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann

Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Lex Delles

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8463 et dispense du second vote constitutionnel

7. Ordre du jour

p. 43

M. Claude Wiseler, Président

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles, Mme Elisabeth Margue, M. Marc Spautz, Ministres

(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 8342 – Projet de loi portant modification :

1^o du Code de commerce ;

2^o de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés

Op eisem laangen Ordre du jour vun haut steet als éischte Punkt vun de Moien de Projet de loi 8342, d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv iwwert d'Benotze vun digitalen Instrumenter a Prozesser am Gesellschaftsrecht. Ech erënneren drun, datt dat e Riedemodell „avec rapport et sans débat“ ass. Also huet d'Rapportrice 5 Minuten an d'Regierung, wa se wëllt, och 5 Minuten. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hei ass wierklech eng Amuse-bouche fir dat, wat, mengen ech, haut nach op eis duerkënnt.

Mam Gesetzesprojekt 8342 ännere mer de Code de commerce an och d'ofgeännert Gesetz vum 19. Dezember 2002 iwwert d'Handelsgesellschaften an iwwert d'Konten vu Gesellschaften, fir d'Transposition vun der Direktiv 2019/1151 iwwert d'Notzung vun digitale Mëttelen an digitale Prozesser am Gesellschaftsrecht an d'lëtzebuergesch Recht ze finaliséieren.

Déi éischt Etapp iwwert d'Grënnung vu Gesellschaften an d'Dematerialisatioun vu verschiddene Formalitéiten, déi gouf schonn 2023 ëmgesat. Mat deem Gesetz komplettéiere mir den nationale Kader iwwert de Verbuet, fir eng Gesellschaft ze leeden, déi sougenannt „interdiction de gérer“, souwéi den Informationsaustausch tëschent den Handelsregëstere, deen d'Direktiv am Artikel 13decies virgesäit.

Dëse Projet gesäit sech an enger méi breeder europäescher Dynamik. Op där enger Säit geet et drëms, d'Grënnung an d'Gestioun vu Gesellschaften iwwer komplett digital Prozeduren ze vereinfachen an ze beschleunegen. Op där anerer Säit ass et awer néideg, Frauden an Abusen ze verhënneren. Et geet drëms ze verhënneren, datt eng Persoun, déi an engem EU-Land net méi dierf eng Gesellschaft féieren, sech op eemol an engem anere Land néierléisst, fir dann do déi selwecht Funktioun an enger Gesellschaft ze iwwerhuelen.

D'Direktiv verlaangt dofir, datt d'Memberstaaten esou Interdictionen de gérer och grenziwwerschreidend

berücksichtigen an den Informationsaustausch iwwert de BRIS-System organisieren. A genee dat geschitt mat dësem Gesetz. D'Informatiounen, déi am Handelsregister iwwer eng Interdiction de gérer agegroe ginn, mussen et erlaben, d'Persoun, op déi d'Mesur sech bezieht, zweifellos ze identifizieren, egal ob et sech ëm eng natierlech oder eng juristesche Persoun handelt. D'Dauer vum Verbuet, inklusiv den Ufanks- an Enddatum, muss och vermerkt ginn.

Des Weidere kritt de Gestionnaire vum RCS d'Kompetenz, fir eng Aschreiwung vu Funktiounen beim RCS ze refusieren, soulaang eng Interdiction de gérer besteet. De Gestionnaire adresséiert an deem Fall an engem kuerzen Delai eng Demande un d'Entitéit, wou de Gerant aktiv ass, an där se opgefuerdert gëtt, déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir datt déi betraffe Persoun aus hirer Funktioun ausscheet.

Am Fall, wou d'Situatioun net regulariséiert gëtt, leet de Gestionnaire den Dossier un de Procureur d'État weider. Gläichzäiteg gëtt eng Mentioun am Dossier vun der Entitéit agegroe, fir datt och Drëttersounen iwwert de Verbuet vun der Persoun, déi d'Interdiction de gérer huet, informéiert sinn. An dës Mentioun bleift bestoen, bis datt d'Mandat oder d'Funktioun vun der betraffener Persoun néiergeluecht gouf oder ausleef.

D'Donnéeeën müssen esou strukturéiert sinn, dass se am Kader vum BRIS-System kënnen vermittelte gëtt ginn. Dësen Austausch um EU-Niveau betrëfft nëmmen d'Sociétés anonymes, d'Sociétés en commandite par actions souwéi d'Sociétés à responsabilité limitée, well dës dräi Gesellschaftsformen an der Annex II vun der EU-Direktiv 2017/1132 opgeléist sinn.

Des Weidere kréie souwuel de Curateur vun enger Faillite wéi och de Procureur d'État d'Méiglechkeet, de Gestionnaire vum RCS ze froen, iwwert de BRIS-System nozupréieren, ob et an engem aneren EU-Land eng Interdiction de gérer géint eng Persoun gëtt. Wann néideg, da kann d'Gericht och déi Informatiounen, déi et do kritt huet, a seng Decisioun afléisse loosse.

Ech erlabe mer, nach e puer Wuert zur Prozedur ze soen. De Projet gouf de 24. November 2023 vun der Justizministerin Elisabeth Margue an der Chamber deposéiert an ass den 30. November un d'Justizkommission verwiess ginn. An der Reunioun vum 11. Januar 2024 hu mer de Projet analyséiert an ech gouf als Rapportrice genannt.

Elo kommen ech nach kuerz zu den Avisen. D'Chambre des Métiers, déi huet den 22. Dezember 2023 hiren Avis positif ofginn a begréisst, datt d'Direktiv no der Maximim „Toute la directive et rien que la directive“ ëmgesetzt gëtt, trotz dem Retard vun der Transposition.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 28. Mäerz 2024 suggeréiert, datt et am Sënn vun der Lësibilitéit vum Text sënnavoll wär, déi dräi Gesellschaftsformen opzezielen, déi vun der Direktiv, vun der Annex II, viséiert sinn. Bon, dozou kann ech soen, datt am Gesetz vun 2002 an och an anere Gesetzter ëmmer op déi berüümt Annex Referenz gemaach gëtt an, vollä, dass mer hei och dee Renvoi da bäihalen.

De Staatsrot huet am Ganzen dräimol Stellung geholl, op déi d'Kommissionen jee weils mat Amendementer reagéiert huet. Déi héich Kierperschaft huet an engem éischten Avis d'Ausrichtung vum Projet begréisst, allerdéngs eng éischt Opposition formelle formuléiert, well initial de Gestionnaire vum RCS sollt d'Comparabilitéit vun den auslänneschen Interdictions de gérer bewäerten. Dës Aufgab, déi schéisst awer e bëssen iwwert d'Zil eraus vum Gestionnaire vum RCS, soudass mer do hu missen déi néideg Amendementer maachen.

A sengem Avis complémentaire vum 18. November 2025 koumen zwou weider Oppositionen formelles, engersäits wat d'Iddi ugeet, d'Suspensioun vun engem betraffenen Dirigeant am Register anzuschreien, well dës Begrëff am Text net definéiert war, wat zu enger juristescher Unsécherheet féiert. Wann et nëmmen drëm goe soll, en Drëtten ze informéieren, da géif eng einfach Mentioun am RCS am Dossier vun der Entitéit duergeen.

Zweetens stellt de Staatsrot sech géint eng Révocation d'office vum Gerant duerch de Gestionnaire vum RCS am Fall vun enger Inaktioun vun der Entitéit. Dat hu mer och nogebessert. An du konntes d'Oppositionen formelles duerch d'Amendementer vum 27. November ganz opgehewe ginn.

Den 11. Dezember gouf mäi schrëftleche Rapport an der Kommission ugehol. A fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Rapportrice villmools Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mündleche Rapport a froen d'Regierung, ob se dozou wëllt Stellung huelen.

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géinge mer direkt zum Vott iwwergeen. Well mer fréi moies sinn an et deen éischte Vott ass, géinge ech Iech nach eng Kéier froen ze kucken, ob Der alleguer agelaght sidd. Wann dat de Fall ass, da géinge ech de Vott zu dësem Projet de loi opmaachen.

(Brouhaha)

Ech waarden nach ee Moment. Et ass eng grouss Ustrengung moies fréi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8342 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentiuon. Dëse Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmme eestëmmege ugehol ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusti Graas (par Mme Corinne Cahen), Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloesener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Ben Polidori), Claude Haagen (par Mme Claire Delcourt), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire (par Mme Alexandra Schoos), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par M. Fred Keup) ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. 8456 – Projet de loi portant modification de l'article L. 231-4 du Code du travail

An da géinge mer och direkt zum zweete Punkt op eise Ordre du jour kommen, an zwar dem Projet de loi 8456 iwwert d'Sonndesaarbecht. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 15 Minutten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 22, d'ADR 15, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 10 an d'Regierung 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Charel Weiler, d'Madam Corinne Cahen, den Här Georges Engel, den Här Michel Lemaire, d'Madam Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Charel Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail

M. Charles Weiler (CSV), rapporteur | Här President, e schéine gudde Moien. Léif alleguer, de Projet de loi Nummer 8456, deen ech haut als Rapporteur virstellen däerf, betrëfft d'Bestëmmungen iwwert d'Sonndesaarbecht am Code du travail, a besonnesch den Artikel L. 231-4, deen aktuell d'Aarbecht um Sonndeg am Einzelhandel bis zu véier Stonnen reegelt.

An der initialer Versioun vum Projet sollt déi maximal Dauer vu véier op aacht Stonnen eropgesat ginn an op all déi Geschäfte ausgedeeent ginn, déi am Gesetz vum 19. Juni 1995 definéiert sinn.

No Gespräicher mat de Sozialpartner huet d'Regierung via Amendements gouvernementaux e Kompromëss virgeluecht. De Kär vun dësem Kompromëss besteet doran, d'Erweiderung op aacht Stonnen op Betriber ze limitéieren, déi maximal 30 Salarié beschaftegen. Fir Betriber, déi iwwert deem Seuil leien, bleift et bei maximal véier Stonnen, ausser et gëtt e Kollektivvertrag oder en Accord interprofessionnel am Betrib.

Donieft gëtt fir méi grouss Betriber, déi keen esou en Accord hunn, d'Méiglechkeet bäibehalen, fir bis zu aacht Stonnen op maximal sechs Sonndeger pro Joer ze schaffen, wann dat üblech Eröffnungsdeeg am Secteur sinn, wéi beispillsweis de Mantelssonndeg oder de Miwwelfestival an esou weider.

Den Effectif soll dobäi op Basis vum Personalbestand den 31. Dezember vum Joer virdru berechent ginn.

D'Akraafttriede vum Gesetz ass op den 1. Januar 2026 festgesat.

Op prozeduralem Plang ass de Projet den 12. November 2024 vum deemolegen Aarbechtsminister an der Chamber deposéiert ginn an de 14. November 2024 un d'Aarbechtskommission verwiess ginn. D'Chambre des Salariés huet de Projet de 14. November 2024 aviséiert, d'Chambre de Commerce den 11. Dezember 2024 an d'Chambre des Métiers den 9. Januar 2025. Den Avis vum Staatsrot ass vum 3. Juni 2025. De Projet ass an enger gemeinsamer Sitzung vun der Aarbechts- a Wirtschaftskommission de 5. Februar 2025 zesumme mam Projet Nummer 8472 iwwert d'Eröffnungszeiten examinéiert ginn. De 16. Juli 2025 gouf ech als Rapporteur designéiert an den 1. Oktober goufen d'Amendements gouvernementaux presentéiert. Den 10. Dezember 2025 hu béid Kommissionen den Avis complémentaire vum Staatsrot analyséiert an d'Aarbechtskommission huet de Rapport ugehol.

A sengem Avis betount de Conseil d'État d'Noutwendegkeet, e Gläichgewicht tëscht wirtschaftlecher Flexibilitéit an dem Schutz vum Wuelbefanne vun de Salariéen an hire Familijen ze garantéieren. Hie weist drop hin, datt eng Generaliséierung vun der Sonndesaarbecht weesentlech Auswierkungen op d'Vereenbarkeet vu Berufs- a Privatliewe kann hunn. An deem Kontext gëtt ugeroden, déi am Joer 2018 duerchgefëiert Etüd vum LISER iwwert den Impakt vun den Öffnungszäiten am Einzelhandel ze aktualiséieren, fir eng objektiv a faktesch Grondlag fir déi legislativ Diskussiounen ze hunn.

Weider stellt de Conseil d'État eng kloer Divergenz tëscht de Positiounen vu Gewerkschaften a Patronat fest a betount, datt d'Reglementéierung vun der Sonndesaarbecht prioritär am Kader vu Kollektivvertragsverhandlungen sollt erfollegen. Hie weist drop hin, datt d'aktuell Gesetzgebung esou Verhandlungen schonn erlaabt an datt de Projet de loi riskéiert, d'Ureizer fir Kollektivvertrag ze schwächen.

Am Avis complémentaire gëtt betount, datt de Seuil vun 30 Salariéen en neie Kritär am Code du travail ass an datt et am Endeffekt e politesche Choix vum Legislateur ass.

D'Chambre des Salariés bedauert an hirem Avis d'Feele vun enger breeder Concertatioun mat de Sozialpartner a weist op méiglech negativ Auswierkungen vun der Sonndesaarbecht op d'Aarbechtskonditiounen an d'Vereenbarkeet vu Berufs- a Privatliewen hin, besonnesch an engem Secteur mat niddregem Lounniveau. Si plädéiert dofir, datt d'Sonndesaarbecht och weiderhi prioritär iwwer Kollektivvertrag gereegelt gëtt, a verlaangt méi Kloeerheit beim Champ d'application an an der Ofstëmmung mat der Gesetzgebung iwwert d'Öffnungszäiten.

An hirem Avis complémentaire kritiséiere se d'Differenzéierung no der Gréisst vun den Entreprises a roden doriwwer aus Virsiicht am Hibleck op eng méiglech Schwächung vun de Kollektivvertragsverhandlungen an d'Konformitéit mam europäesche Kader.

D'Chambre de Commerce begréisst de Projet de loi, plädéiert awer gläichzäiteg fir eng méi wäitgehend Moderniséierung vun de Reegelen zur Sonndesaarbecht, déi och den Industriesecteur soll matabezéien, a schwätzt sech u sech fir e Paradigmewissel aus mat engem sougenannte „régime d'autorisation de principe“ vun der Sonndesaarbecht, an dat ënnert dem Respekt vun de Bestëmmungen zur Aarbechtszäit an zur Remuneration.

An hirem Avis complémentaire begrësse si d'Amendementen, huele Kenntnis vum Seuil vun 30 Salarié fir d'Obligation vun engem Kollektivvertrag oder engem Accord interprofessionnel, kritiséieren awer d'Fixatioun vum Effectif op den 31. Dezember vum Joer virun. Si hunn hei eng Période d'observation vun zwielef Méint proposéiert.

D'Chambre des Métiers begrësst an hirem Avis d'Erhéijung vun der maximaler Dauer vun der Sonndesaarbecht, well dës Mesür méi Flexibilitéit fir d'Entreprises erméiglecht, bei gläichzäitegem Bäibehale vun de besteeënde Garantien am Beräich vum Repos compensatoire an der Majoration de salaire.

An hirem Avis complémentaire kritiséiere se de Seuil vun 30 Salariéen a plädéiere fir eng Erhéijung op 50 fir eng méi kohärent Ofgrenzung tëscht klengen a méi grouse Betriber.

Bon, fir weider Detailer verweisen ech hei op mäi schrëftleche Rapport. Souwäit zu mengen Ausféierungen als Rapporteur. Als Spriecher vun der CSV-Fraktioun wëll ech awer nach eng Rei Bemierkunge maachen.

Discussion générale

Här President, léif alleguer, et gëtt net vill Projeten, déi an de leschte Méint esou intensiv a kontrovers Debatten ausgeléist hu wéi dee Projet, deen eis haut de Moien hei virläit. Dese Projet gehéiert zu deene wéinigen, déi net nëmme juristesche analyséiert musse ginn, mee och mënschlech bewäert musse ginn, well en direkt d'Liewe vun de Leit beréiert. Mee firwat ass dat esou?

Et geet bei dësem Projet net nëmme ëm technesch Detailer am Code du travail, mee et geet ëm de Sonndeg. Et geet ëm Rou a Fräizäit vum Mënsch am alldeeglechen Rhythmus. Et geet ëm Zäit mat der Famill an de Frënn. Et geet ëm d'gesellschaftlecht Wuelbefanne vu ville Mënschen.

Wéi ech d'Éier krut, Rapporteur vun dësem Projet ze ginn, hunn ech dat gemaach, wat ech an der Politik richteg a wichteg fannen: Ech sinn erausgaangen, ech hunn nogelasschert, Froe gestallt an ech hunn esou probéiert, d'Realitéit vum Terrain besser ze verstoen.

Ech hu mat deene geschwat, déi effektiv sonndes schaffen an hiert Liewen deemno och organiséiert hunn. Op verschiddene Plazen am Land ass d'Sonndesaarbecht fir eng ganz Rei vu Familijen iwwert d'Joreppes Normales ginn. Mir gesi Generatiounen, déi de Sonndeg net als Ausnam, mee als normal Aarbechtszäit erliewen an dësen Dag bewosst an hiert Famillieliewen integréiert hunn an och weider integréieren. Fir vill Mënschen ass d'Sonndesaarbecht also keng Corvée, mee eng Normalitéit.

Ech hunn och de Patronen nogelasschert, déi plädéiert hunn, den neien a moderne Liewensgewunnechte Rechnung ze droen, an déi gesetzlech Reegelen gefrot hunn.

Op anere Plazen am Land erzielt d'Realitéit eng aner Geschicht a mécht aner Prioritéiten siichtbar. Do bleift de Sonndeg fir vill Leit de leschte Schutzraum virum alldeeglechen Aarbechtsrhythmus. En Dag, wou Famillieliewe stattfënn, wou Kanner an Elteren zesummekommen an Zäit firenee fannen. En Dag, wou dat kulturellt, sportlecht an associatiiv Liewe seng Plaz huet, an deem Engagement an Zesummenhalt gelieft ginn. Do hunn ech Eltere begéint, déi de Sonndeg als eenzege gemeinsame Familljendag brauchen, fir zesummen ze sinn. Do hunn ech och mat Aarbechter geschwat, déi de Sonndeg als Otempaus erliewen, fir no enger intensiver Woch nei Kraaft ze fannen.

Dir gesitt, ech hu Realitéiten begéint, déi sech net géigesäiteg ausschleissen, mee sech schwéier an eng eenzeg Reegel presse loosse. Wéi schreift een deemno e Gesetz, dat dës verschiddene Realitéiten gerecht gëtt? Wéi setzt een e Kader, ouni Liewensmodeller ze veränneren oder aner Realitéiten ongewollt ze privilegéieren?

Dës an och aner Froen hunn eis parlamentaresch Aarbecht vun Ufank u begleet a mäi Bléck och geschärft. Si hu mech dozou bruecht, net a Schwaarz-Wäiss-Kategorien ze denken, well et net drëms geet, fir oder géint d'Sonndesaarbecht ze sinn. Et geet drëms, responsabel ze kucken, wéi Sonndesaarbecht organiséiert ka ginn, ouni dat soziaalt Gläichgewicht an d'Liewe vun de Mënschen aus den Aen ze verléieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Weiler (CSV), rapporteur | An dofir muss ech och éierlech soen, datt dës Fro net nëmme hei am Haus intensiv diskutéiert gouf, mee och bannent eiser Fraktioun intensiv thematiséiert ginn ass. Et gouf ënnerschiddlech Sensibilitäten, et gouf kritesch Froen an et gouf Bedenken, déi eescht geholl goufen. An dat ass och normal an dat ass och richteg, well eng Fraktioun, déi net diskutéiert an Iddie matenee konfrontéiert,

verléiert u politescher Substanz an och u Glafwierdegkeet.

Aus eisen Diskussiounen ass eng Positioun ervirgaangen, déi Verantwortung iwwerhëlt, mee awer och Grenzen zitt. Mir soe Jo zur Sonndesaarbecht, mee nëmme ënner kloer definéierte Konditiounen an ab enger gewëssener Gréisst, am Kader vu Kollektivvertrag oder engem Accord interprofessionnel.

Ech wëll ënnersträichen, datt d'Sonndesaarbecht duerch dës Projet net generaliséiert gëtt an datt mer hei net iwwer eng onbegrenzt Liberalisatioun schwätzen. De Projet verfolgegt keng ideologesch Logik, mee sicht eng rasonabel Léisung tëscht verschiddenen an och berechtigten Interessen. Mir schwätzen hei net iwwert d'Ofschafe vum Sonndeg als wichtige gesellschaftlechen a familiäre Fixpunkt, dee fir vill Leit nach ëmmer eng ganz grouss Bedeitung huet.

Mir schwätzen iwwer eng gezielt Upassung am Commerce, déi begrenzt, kontrolléiert a kloer encadréiert ass. Et geet ëm eng Erhéijung vu véier op aacht Stonnen, net fir all Betrib an net ouni prezis definéiert Konditiounen. Dat bleift eng wichteg Differenz, déi an der éffentlecher Diskussioun awer oft ënnergeet. De Projet wëllt net alles erlaben, mee e kloer Kader definéieren, an deem sech och all Acteur beweegen kann. Et soll näischt opgezwonge ginn, mee Méiglechkeeten geschaf ginn, déi Sécherheet schafen.

Dës féiert eis och dozou, iwwert de Kontext ze schwätzen, op deem de Projet fousst. Wat haut um Dësch läit, ass d'Konsequenz vun enger Realitéit, an där en allgemeng gedroenen Accord gefeelt huet. Fakt ass, datt et haut am Commerce keng flächendeckend kollektiv gereegelt Léisung fir d'Sonndesaarbecht gëtt, déi fir de ganze Secteur gëllt. Natierlech ass d'Sonndesaarbecht iwwer Kollektivvertrag an eenzelne Betriber schonn zënter Längerem méiglech, mee dës Méiglechkeet léisst sech net ouni Weideres op all Entreprises iwwerdoen.

Besonnesch kleng Betriber stoussen hei un hir Grenzen, well se dacks d'Strukturen oder d'Moyenen net hunn, fir esou Verhandlungen selwer ze féieren. A genee dës Realitéit erkläert, firwat haut e gesetzleche Kader diskutéiert gëtt. An dat och am Respekt vum Engagement, deen d'Regierung sech am Koalitiounsaccord ginn huet, d'Fro vun der Sonndesaarbecht opzepräifen.

D'Propos, déi eis haut virläit, ass dofir als Kompromëss ze verstoen. Kompromësser gefalen net ëmmer jidderengem, mee se sinn an der Praxis ganz oft déi eenzeg realistesch Optioun. Et ass eng Léisung, déi tëscht de Fuerderungen vun de Gewerkschaften an de Besoinen vum Patronat verméttelt, ouni d'Suerge vun deem engen oder deem aneren ze ignoréieren.

Ech soen et kloer: Et ass net d'Léisung, déi jidderee sech virgestallt huet. Et wier net éierlech, dat esou duerststellen. Mee et ass eng Léisung, déi an der aktueller Situatioun verantwortungsvoll ass, an net eng, déi d'Problemer an d'Zukunft verréckelt.

Fir eis als CSV ass a bleift et kloer, datt Léisungen aus Verhandlungen tëscht Patronen a Salariéen déi nohaltgest sinn, well se op Vertrauen a Géigesäitegkeet opbauen. Wann esou Léisungen awer net flächendeckend méiglech sinn, da brauch et kloer Reegelen, déi Sécherheet a Previsibilitéit fir all Acteur schafen.

Dës Projet setzt genau dee Kader, ouni eng Verflichtung ze schafen, sonndes méi ze schaffen, mee dee Méiglechkeeten opmécht. De Projet differenzéiert no der Gréisst vun den Entreprises a respektéiert domat och d'Ënnerscheeder tëscht klengen Strukturen a groussen Organisatiounen. An en hält d'Méiglechkeet vum Recours op Kollektivvertrag op, do, wou dës méiglech sinn, a stäerkt domat och de Sozialdialog.

De Choix vum Seuil vun 30 Salariéen ass net zoufällg getraff ginn, mee ergëtt sech aus de Gespréicher, déi mat de Sozialpartner gefouert gi sinn. Déi jeeweileg Positioun sinn hei berücksichtegt ginn. Op där enger Säit hu sech d'Gewerkschaften op e Seuil gestëtzt, deen am Code du travail schonn eng Roll spillt, nämlech op déi 15 Salariéen, ab deenen eng Personaldelegatioun virgesinn ass. An op där anerer Säit hu Vertrieeder vun den Entreprises op méi en héije Seuil verwisen, 50 Salariéen, deen an der ekonomescher Praxis dacks benotzt gëtt, fir kleng Betriber vu méi grouss Strukturen ze ënnerscheeden. De Seuil vun 30 reflektéiert domat e politesch verantwortleche Kompromëss a stellt eng equilibréiert a kohärent Léisung duer.

Här President, Léif alleguer, an deem Zesummenhang kënnt de Sozialdialog onweigerlech an de Mëttelpunkt, well en zanter Joerzëngten e weesentlechen Deel vun der DNA vu Lëtzebuerg ass. Net duerch Zoufall, mee aus der fester Iwwerzeegung eraus, datt nohalteg Léisungen do entstinn, wou geschwat, nogelauschtert a verhandelt gëtt.

An der Vergaangenheet war et esou, dass, wann et zu Spannungen koom, ëmmer op Gespréicher gesat ginn ass. An och a schwierige Phasen hu Gewerkschaften a Patronat am Dialog Léisunge fonnt. An d'Fäegkeet zum Dialog tëscht de Sozialpartner huet eist Land duerch grouss wirtschaftlech a sozial Krise gefouert. An dat huet net nëmmen de soziale Fridden an d'gesellschaftlech Kohäsioun gestärkt, mee och wirtschaftlech Stabilitéit a Verlässlechkeet geschaf. Dofir därefer mer de Sozialdialog ni als eidel Formalitéit oder als Traditioun ouni Bestand behandelen, well en d'Substanz vun eisem Lëtzeburger Modell ausmécht.

A wann ech iwwert de Sozialdialog schwätzen, da maachen ech dat aus perséinlecher Iwwerzeegung an och aus konkreter Erfahrung. Als Buergermeeschter erliewen ech am Alldag, wéi vill mir gewannen, wa Politik a Bierger, Betriber a Salariéen zesummen an net géintenee schaffen. De Sozialdialog ass dofir keen Iwwerrescht aus der Vergaangenheet, mee en absolute Must, haut an och muer.

Fir eis als CSV ass den Dialog onentbierlech, well en eist Land gestärkt a virubuecht huet. A mir wäerten dës Wee och konsequent an Zukunft verdeedegen, well en d'Basis fir gesellschaftlechen Zesummenhalt, wirtschaftlech Stabilitéit a Vertrauen an eis Institutionen ass an och bleift.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Weiler (CSV), Rapporteur | An deem Geescht wëll ech dem neien Aarbechtsminister ganz éierlech vill Courage a vill Fingerspëtzegefill wënsche bei der Aufgab, den dach ugekraazte Sozialdialog nees voll a ganz ze stäerken. Ech sinn dovun iwwerzeugt, datt hie seng grouss Erfahrung, säi politesch Gespür a säi Gewëssen an d'Woschuel werfe wäert, fir Patronat a Gewerkschaften nees méi no beieneen ze bréngen.

De Sozialdialog leeft net vu Monologer, mee dovun, datt all Acteur bereet ass, sech ronderëm en Dësch ze setzen, ze schwätzen, ze streiden an dann, wa méiglech, zu Léisungen ze kommen. Wann dat geléngt, da kann dës Modell och an Zukunft dat leeschten, wat en nach ëmmer gelescht huet: Léisung fannen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Politick besteet net doranner, Perfektioun unzestriewen, mee doranner, e Kader ze setzen, dee funktionéiert a sech weiderentwéckele kann. Dat ass och d'Perspektiv, déi mer als CSV am A behalen, well mer u Léisung gleewen, déi d'Realitéit vun haut mat de Besoine vu muer verbannen.

Mir wëllen e Land, an deem wirtschaftlech Dynamik a sozial Sécherheet sech géigesäiteg stäerken.

Mir wëllen e Land, an deem d'Aarbecht esou organisiert gëtt, datt se Leeschtung erméiglecht, ouni d'Mënschen ze iwwerforderen.

Mir wëllen e Land, an deem Familjeliewen, gesellschaftlech Engagement an Aarbecht an engem Gläichgewicht stinn.

An dat verlaangt politesch Besonnenheet an d'Beerechtschaft, Kompromësser net nëmmen ze fannen, mee och ze droen. Politick ass d'Konscht vum Kompromëss, wëssend, dass Kompromësser ni jidderee wäerten zefriddestellen. Mee si erlaben, datt e Land zesummenhält an datt d'Vetrauen a seng Institutionen erhale bleift. Aus dëse Grënn wäert eis Fraktioun deem Projet zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen – oder soll ech soe „léif Clienten, léif Clienten“, well ech hoffe jo, dass mer allegueren zu Lëtzebuerg awer an de Commercen akafen –, ech géing fir d'éischt mol gären dem Rapport villmools Merci soe fir säi schréfflechen a mündleche Rapport an och fir seng méi politesch Ried. An ech mengen, dat, wat doraus erausstécht fir mech, ass: Et ass kee Schwaarzweiß, an de Sozialdialog muss fonctionéieren. Deen huet ëmmer fonctionéiert. An ech sinn och do ganz am Vertraue mam neien Aarbechtsminister, dass dat ganz gutt wäert klappen.

Bon, de leschte Sonndeg war deen drëtze vu sechs Sonndeg hannerneen, wou ganz vill Butteker hei am Land op sinn um Enn vum Joer. Chrëschttag, Silvester, Solder. Géing iergendee Buttek sonndes opmaachen, wa kee géing akafe goen? Nee. Esou fonctionéiert et nun emol. Et ass eng Saach vun Demande an Offer.

Et gëtt apparentement Leit, déi sonndes wëllen akafen. Eventuell, well se an der Woch keng Zäit hunn. Eventuell, well se an der Woch keng Loscht hunn. Eventuell, well se zesumme wëllen akafe goen, mat de Grousselteren oder mat de Kanner. Och dat gëtt et. Eventuell awer och, well se soss iwwerhaupt net wëssen, wat se solle maachen. Dat gëtt et och. Dat soll een dann awer och mol eng Kéier soen. Oder eventuell einfach nëmmen, well se eppes brauchen oder well se Loscht hunn, eppes ze kafen. Sécher awer ëmmer, well et se arrangéiert.

Wéi ech kleng war ... Bon, dat sinn ech nach elo. Also wéi ech jonk war, wéi ech nach e Kand war, du war e Buttek mäin Doheim. An ech soen Iech et direkt: Meng Elteren hunn et gehaast, sonndes de Buttek opzemaachen. Dat war e ganz grouss Thema bei ons doheim. Well wa sonndes op war, dann hu meng Eltere siwen Deeg op siwen an där Woch geschafft. Deemoos ware sechs oder siwe Sonndeg d'Joer op. Dir sot bestëmmt: „Jo, se hätte jo kënnen zouloossen.“ Ma nee, eebe grad net! Well sou Sätz wéi „Wegen Reichtums geschlossen“, dat war nach am Fong dat am mannste Schlämm, wat een dann ze héiere krut.

E Commerçant, dat ass e Mënsch, deen am Service ass. E Commerçant, dat ass e Mënsch, dee sech fir een eenzege Client déplacéiert. E Commerçant wëll kee Client verpassen. An e Commerçant wëll kee Client verléieren. Mäi Papp war der Meinung, dass de Patron ëmmer selwer muss am Buttek sinn. Well

de Patron am beschte wousst, wat d'Leit wëllen. Well de Patron seng Wuert am beschte kennt. Well d'Clienten dem Patron méi Vertraue schenken. A well de Patron e Virbild ass: Wann e seng Leit kommen deet, dann ass hien am allerbeschte Fall och do.

Kommt, ech kierze mol einfach of: Wa kee Mënsch sonndes wëllt akafe goen, da bräichte mer haut dës Diskussioun hei net ze féieren. Wa jidderee sonndes just géing spadséiere goen a Frënn gesinn, da bräichte mer haut hei guer net iwwert dëst Gesetz ze schwätzen. Wann d'Kënschtlech Intelligenz d'Personal kéint remplacéieren – wat iwwerengs eng Katastroph wär, well mir brauchen déi Aarbechtsplazen –, da géinge mer déi Diskussioun haut hei och net féieren.

An ech traue mech dann nach eppes hei ze soen, wat ganz sécher wéideet: Wa jiddereen um Internet géing bestellen, da bräichte mer dës Diskussioun haut hei net ze féieren. Mee da bräichte mer awer och ganz aner Diskussiounen hei net méi ze féieren, notament déi vu gëschter Moien a vum Budget a vun den Aarbechtsplazen an esou weider, well da wiere mer hei am Land wierklech ganz schlecht drun.

Mir brauchen de Commerce, net onbedéngt fir déi Steieren, déi de Commerce bezilt, well dat sinn der jo net esou vill géint d'Bankeplaz zum Beispill. Mee mir brauchen de Commerce fir d'Aarbechtsplazen. A mir brauchen de Commerce, fir datt mer dat kënnen kafen, wat mer brauchen, notament och wat mer direkt brauchen. Mir brauchen de Commerce awer och fir ons Stied. Eng Stad ouni Commerce, dat ass keng Stad. Eng Stad ouni Buttek, déi interesséiert am Fong quasi keen. Eng Stad ouni Buttek, dat ass en däischtere Kaff. Dobäi sinn d'Commerçant keng Clownen, si ki seng Animateuren. D'Commerçant si Leit, déi vill a schwéier schaffen. D'Commerçant si Leit, déi Aarbechtsplaze schafen.

Contrairement zum Patron awer, an dat ass och richtig a gutt esou, schafft d'Personal maximum 40 Stonnen d'Woch. Wann e Salarié sonndes schafft, da kann e wielen: Entweder e verdéngt op d'mannst 70 % méi oder e kann an der Woch méi fräi hu wéi just zum Beispill een Dag, wann en dann aacht Stonnen sonndes schafft.

Ech hunn Iech gesot, dass meng Elteren et net gär hatten, wa se de Buttek sonndes hu mussen opmaachen. D'Meedercher am Buttek, déi hu sech awer quasi gestriden, fir sonndes kënnen ze schaffen, well se eeben da méi verdéngt hunn oder, an dat ass déi Optioun, déi se meeschtens gewielt hunn, well se da méi fräi haten. Bon, ech schwätzen natierlech och hei vu virun enger gewëssener Zäit. Wat hunn d'Meedercher gemaach, wa sonndes de Buttek véier Stonnen op war? Si hu sech wierklech zerstriden, fir kënnen ze schaffen. Si hunn déi Sonndeg da gesammelt, well se dann duebel esou vill fräi kruten. An dann, wa se fënnemol sonndes geschafft hunn, hate se eng Woch méi fräi am Joer, eng Woch méi Congé.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Liewen ass nëischt Statesches. Wann ee jonk ass, net bestuet an net gekummert, da schafft een eventuell ganz gäre sonndes. Wann ee kleng Kanner huet, déi zum Beispill an der Primärschoul sinn, dann huet ee ganz gären dënschdes an donneschdes mëttes fräi. Et arrangéiert eventuell Verschiddener – eventuell! –, sonndes ze schaffen, well een da wochendaags méi bei de Kanner ka sinn. Ech soen „eventuell“, well et ka sinn. Et muss net sinn! Ech wëll mat esou Beispill just soen, dass dat, wat haut fir mech richtig ass, muer eventuell ganz anescht ass.

An da kommen ech méi prezis bei dëst Gesetz. Ech hunn do op all Säit heiansdo d'Impressioun, dass et

net ëm d'Saach geet. Ok, mir maachen alleguerte Politick. Mee mir maachen alleguerte Politick fir d'Leit. An d'Leit, dat si souwuel déi, déi schaffen, wéi och déi, déi akafen. An iwwregens, déi, déi schaffen, déi ginn och akafen. An dann hunn ech d'Impressioun, wéi wa probéiert gëtt vu Verschiddenen, ee géint deen aneren auszespillen. Et gëtt enorm vill Leit, déi sonndes schaffen. An dat stellt jo awer keen a Fro, oder? D'Buschaufferen, d'Infirmieren, Leit, déi am Musée schaffen, d'Bistrotieren, Restaurateuren, Leit, déi an de Sportschale schaffen, an de Sportsclubb, an der Kultur. Dës Lëscht ass wierklech ganz laang.

(Interruption)

Firwat soll ... D'Bauern, jo. Firwat soll d'Sonndesaarbecht fir déi eng dat Normalst vun der Welt sinn a fir déi aner geet dat guer net? Ass et e Mënscherecht, sonndes an de Kino ze goen? Dat ass elo just eng Fro.

Am Commerce dierfen d'Salariéë véier Stonne schaffe sonndes am Moment.

(Interruption par M. Sven Clement)

Elo géing ech hei gären eppes soen. Ech si schonn der Meinung: „Nul n'est censé ignorer la loi.“ Et war, mengen ech, awer um Terrain esou, dass dat mat deene véier Stonnen net esou ganz gewosst war, bis dass d'ITM dunn op den Terrain gaangen ass a Strofen ausgeschwat huet. A si hate jo och Recht, well e Gesetz ass e Gesetz a jiddwereen huet sech drun ze halen. Et war jiddwereen e bëssen driwwer iwwerrascht. An dofir, mengen ech, ass et och wichteg, dass mer legiferéieren, fir dass jiddweree sech och iergendwéi organiséiere kann.

Mat dësem Gesetz soll een eeben elo aacht Stonne sonndes dierfe schaffen. Wa manner wéi 30 Salariéen – an net Équivalents temps plein, mee Salariéen – am Betrib schaffen, geet dat ouni Kollektivvertrag oder Accord interprofessionnel. Ech hunn an de leschte Méint extreem vill Argumenter héieren op all Säit. Wann ee vu wäit kënnt, da schafft ee léiwer aacht Stonne wéi véier, well mat där ganzer Zäit, déi ee schonn am Auto verbréngt, da wëll ee léiwer direkt aacht Stonne schaffen amplat véier. Oder wann ee just en hallwen Dag sonndes schafft, dann huet een nach eppes vu sengem Sonndeg an esou weider an esou virun. Also et gëtt esou vill Argumenter, wéi et Leit gëtt.

Mee och hei gëllt: Jiddereen huet aner Besoinen. Et gëtt der, déi gäre sonndes schaffen, an et gëtt der, déi net gäre sonndes schaffen. Wat ech wëll soen, dat ass: Haut schwätze mer iwwer d'Sonndesstonnen. Mir als DP, mir wëllen iwwer d'Mënsche schwätzen. Mir wëlle vun deene schwätzen, déi schaffen. Vun de Salariéen a vun de Patronen. Mir verschléissen ons net de Kollektivvertrag. Am Géigendeel, mir wëllen, dass de Patron an d'Salariéë sech eens sinn. Mir wëllen, dass se zesummeschaffen an net géinteneen.

A genee dat ass dat, wat all Dag um Terrain geschitt. Jidderee weess, dass seng Aarbechtsplaz dovunner ofhänkt. Dir géngt Iech wonneren, wéi grouss d'Solidaritéit a kleng Commerce ass. Do gëtt zesummeschafft an net géinteneen. Ech soen Iech ganz éierlech: Ech kéint och mam Amendement, deen déi gréng an der Kommissioun presentéiert hunn, liewen. Ech loosse Iech deen natierlech gäre selwer presentéieren. Mee mir als DP sinn der Meinung, dass mer elo müssen zu Pëtte kommen. Dofir wëlle mer dëst Gesetz, wéi d'Regierung et proposéiert, stëmmen.

Well wa mer éierlech sinn, geet et hei net ëm eng Zuel. Et geet ëm d'Mënschen. Et geet drëms, dass d'Betriber an hir Salariéë sech organiséiere kënnen. An, Här President, et geet ëm Gerechtegkeet. Mee doriwwer wäert ech an deem nächste Gesetz nach emol wëlle méi laang schwätzen.

Mir schwätze vun der Sonndesaarbecht an dësem Gesetz. Mir schwätzen hei vu Leit, déi dacks keng grouss Schoule gemaach hunn, weeder d'Salariéen nach d'Patronen. Mir schwätze vun engem Secteur, an deem ee virun allem Léift brauch fir seng Matmënschen a fir seng Wuer. Mir schwätze vun engem Secteur, an deem an der Realitéit den Zesammenhalt immens gutt funktionéiert. Mee mir schwätzen och vun engem Secteur, an deem d'Gewerkschaften e wichteg Rôle ze spillen hunn: fir opzeklären iwwer d'Aarbechtsgesetz, fir opzeklären iwwer Rechter a Pflichten, fir als Partner déi kleng Betriber notament ze ënnerstëtzen.

Mir als DP ënnerstëtzen et, wa Betriber Kollektivvertrag maachen. Mee mir als DP héieren awer och d'Ängscht op der Säit vun de Patronen, dass esou e Kollektivvertrag eng Surechnère ka ginn. An ech denken, dass, wann d'Gewerkschaften weisen, dass et keng Surechnère ass, mee just eng Sécherheet fir jiddereen, da vill méi Kollektivvertrag kënnen ënnerschriwwen ginn.

Mir sollten ee gemeinsam Zil hunn: eng gutt Stëmmung um Terrain, fir dass de Patron an de Betrib sech un d'Besoinen vun de Clienten upasse kënnen a fir dass d'Salariéë sech esou organiséiere kënnen, wéi et grad bei hiert Liewe passt, notament wat d'Sonndesaarbecht betrëfft.

D'Demokratesch Partei wäert dëst Gesetz op jidde Fall haut stëmmen. Ons Dier ass op, fir ze diskutéieren, fir ze verhandelen, fir nozelauschteren a fir esou ze legiferéieren, wéi ons Economie, ons Betriber a virun allem d'Mënschen, déi dra schaffen, dat brauchen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëlt hei nach eng Kéier, ier ech ufänken, drop hiweisen, dass een dësen an deen nächste Projet och hätt kënnen am Januar debattéieren. Dann hätt een dem Parlament Respekt erweisen. Et hätt een och dem neien Aarbechtsminister d'Geleeënheet ginn, fir iwwer dëse Projet de loi eng Kéier an der Kommissioun ze schwätzen a fir dann och iwwer déi ominéis Zuel vun 30 eng Kéier kënnen ze debattéieren.

Leider hunn d'CSV an d'DP dat net esou gesinn. Dat ass schued. Dat weist och e bëssen de Respekt virum Parlament. Mee mam Respekt virun deenen aneren huet et dës Majoritéit jo net esou richteg, ...

(Brouhaha)

... well mir diskutéieren haut nämlech iwwer e Gesetz, dat op den éischte Bléck esou ausgesinn huet, wéi wann et eng kleng Upassung wier. Den deemolegen Aarbechtsminister, deen huet nämlech gesot: „O, dat ass keen extrat, kee grousst Gesetz. Et gëtt just d'Zuel 4 mat der Zuel 8 remplacéiert.“

Dat weist alt erëm, wivill Sensibilitéit an och wivill Respekt dës Majoritéit an och de fréieren Aarbechtsminister bei dësem Thema un den Dag geluecht hunn. Well wann een dee Projet hei méi am Detail kuckt, da gesäit een eppes ganz aneres: Et ass en Ugrëff op d'sozial Rechter vun Dausende Salariéen, et ass eng Ëmgeung vun der Sozialpolitik an eng Politick, déi de Business First virun alles stellt.

Well un der Sonndesaarbecht, do hänkt ganz vill. Do hänkt den Equilibre tëschent Beruffs- a Privatliwen. Do hänkt och d'Gesondheet. Do hänkt och d'Liewensqualität. A jo, mir wëssen, dass et eng Rei Beruffer gëtt, déi och sonndes schaffen. A mir soen deenen

och alleguerten e grouse Merci, dass se do si fir eis Sécherheet, dass se do sinn an der Fleeg an am Gesondheitssektor an och a villen anere Secteuren, déi d'Madamm Cahen virun och scho gesot huet.

Alleguerten déi Saachen, déi d'Madamm Cahen awer gesot huet, de Sport, d'Kultur an och den Horeca-Bereich, dat si Saachen, déi d'Gesellschaft zesummebréngen. Dat si Saachen, déi e gesellschaftleche Meerwäert hunn, déi maachen, dass mer en Zesummeliewen an der Gesellschaft hunn, déi e Plus an der Gesellschaft bréngen. Ech gesinn de richtige Plus an der Gesellschaft net doran, onbedéngt sonndes mëtten och nach mussen Schong kafen ze goen. Et deet mer leed, do gëtt et awer eng grouss Differenz tëschent deenen enge Beruffer, déi wichteg si fir dat kulturell, fir dat sportleech, fir dat gesellschaftlecht Zesummeliewen, an op där anerer Säit dem Commerce.

Sonndesaarbecht gëtt et nämlech, an a verschiddene Beräicher ass se total indispensable. Mee hei am Commerce ass se dat awer net. Ganz dacks gehéieren déi, déi am Commerce schaffen, zu deenen, déi am mannste verdéngen. A vill Salariéë wëlle sonndes bei hirer Famill sinn. Sonndesaarbecht schiedegt awer den Equilibre vu Privat- a Beruffsliewen a soll duerfir mat de concernéierte Leit respektiv mat de Gewerkschaften zesummen negociéiert ginn, fir dass jiddwereen eppes dovunner huet. Och wa se elo, wéi de Rapporteur et gesot huet, méi differenziéiert ageféiert gëtt.

An d'Madamm Cahen huet nach eppes gesot, wat mech och intrigéiert huet: „Et ass eng Fro vun Offer a vun Demande. Wann d'Leit gäre sonndes akafe ginn, da mussen mer hinne sonndes d'Geschäfte opmaachen.“ Esou huet d'Madamm Cahen gesot. Ma wann d'Leit elo gäre sonndes mëtten op d'Gemeng ginn, da maache mer hinnen d'Gemengen op. Ass dat elo d'Positioun vun der DP, ...

(Interruption)

... dass d'Gemengen opgemaach ginn, dass d'Chamber opgemaach gëtt, dass d'Ministèren opgemaach ginn? Wann d'Leit gäre sonndes dat hunn, da solle se dat kréien. Ass dat d'Positioun vun der DP? Mech géng dat staark wonneren. Op alle Fall ass et net eis Positioun.

Wiem déngt dat Gesetz hei? Op alle Fall déngt et net de Leit, déi schaffe ginn. Loosst eis dat ganz kloer hei soen. Dës Ännerungen, déi betreffe ganz vill Leit negativ. Se betreffe virun allem déi Leit negativ, déi am Commerce schaffen, déi Leit ouni Personaldelegation, déi Leit, déi dacks just fir de Mindestloun schaffen ginn, déi Leit, déi keng staark Verhandlungspositioun hunn, fir Nee ze soen, wann hire Patron seet: „Du schafft dann elo och sonndes.“

An et ass net nëmmen eng Fro vun de Méiglechkeeten. An ech wëll och hei net soen, dass all Patron schlecht ass. Dat ass ganz kloer. Et ass net all Patron schlecht. An ech wëll och guer net, dass dat hei d'Meenung gëtt. Mee et geet hei ëm d'Mënschen, fir d'Mënschen ze schützen. An duerfir ginn och Gesetzter gemaach.

A wat proposéiert dës Regierung? Ma eng Liberalisierung vun der Sonndesaarbecht, direkt am Gesetz festgehalen, an dat nëmme bedingt duerch e Kollektivvertrag ofgeséichert. Dat ass net nëmmen inakzeptabel, mee dat ass och geféierlech.

De fréieren Aarbechtsminister huet eis ëmmer erzielt, dass d'Leit sonndes léiwer méi wëlte schaffen goen, dass et eng Nofro duerfir géif ginn, dass alles am Konsens géng geschéien. Hien hätt mat de Leit geschwat, op der Jobfore zum Beispill. Mee d'Realitéit ass eng aner. Eng LISER-Etüd vun 2018, déi seet Follgendes: 90 % vun de Leit, déi am Commerce schaffen, si géint eng komplett Liberalisierung. Véier vun zéng Leit, déi owes schaffen, maachen dat aus

Angscht, soss hir Aarbecht ze verléieren. An aacht vun zéng, 80 %, déi haut scho sonndes schaffen, déi géifen am léifste sonndes net méi schaffen. Dat si Fakten. Dat ass net esou e Gefill, wann ee mol eng Kéier mat engem op der Jobfoire schwätzt. Nee, dat hei si Fakten, déi an enger Etüd vun 2018 festgehalen sinn.

An et war just dräi Deeg nodeems d'Gewerkschaften rosen an enttäuscht aus dem CPTÉ gaange sinn, nodeems de Minister hinnen net déi néideg Äntwerter iwwert d'Roll vun de Gewerkschaften an de Kollektivverträge ginn huet, dass den Aarbechtsminister dëse Projet an de Regierungsrot ginn huet, ouni mat de Gewerkschaften a souguer ouni mat senger eegener Partei geschwat ze hunn. Well ech ka mech nach ganz gutt un d'CSV-Deputéiert an der Aarbechtskommission erënneren, wéi bleech datt se goufen, wéi de Projet virgestallt gouf, a wou si selwer proposéiert hunn, dass déi Erhéijung vu véier op aacht Stonne soll un e Kollektivvertrag gebonne sinn, esou wéi et haut de Fall ass. Mee Pustekuchen, och dat war dem Minister an der Regierung dat net wäert.

An esou e Verhalen, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass weeder sensibel nach respektvoll, am Géigendeel, souwuel vum Aarbechtsminister vun deemools wéi och vum Premier. E Premier, deen hei sollt a senger Roll als Regierungschef de soziale Fridde viru seng politesch Agenda stellen a seng Versprieche un d'Chambre de Commerce eeben hätt sollen zrëckstellen, an dat am Interessi vun de Leit, déi hei am Land schaffen. E Premier, deen dann och nach President vun der CSV ass an hei also absolut net op der Linn vu sengen Deputéierte war.

Dat ass kee Sozialdialog. Dat ass mol kee partei-internen Dialog. Dat ass Ignoranz, verbonne mat enger grousser Portioun Arroganz. An de Jean-Claude Juncker, Dir Dammen an Dir Hären, dee schuddert sech haut de ganzen Dag. Ech hoffen, datt et ëm eng Kéier erëm waarm gëtt, well dat heiten ass e Projet, deen hien absolut net gewollt hätt.

A wann ech elo hei de Rapportier héieren, dee gesot huet: „Mir zilen hei méi op de Konsens“, begreifen ech dat, begreifen ech dat wirklech. Mee wou waren déi Stëmme vun der CSV dann, mat e puer Ausnahmen, wéi de Sozialdialog um Buedem louch, wéi e mat Féiss getrëppelt gouf a wéi d'Stëmmung wirklech net gutt war? Wou waren dann dunn d'Stëmme vun der CSV? „Blinder Gehorsam“ hunn ech do héieren, an dat ass net gutt. An ech sinn awer elo frou, dass dat dann zum Deel ännert.

A wéi wäert dëst Gesetz dann elo ëmgesat ginn? Ma mat enger neier Zuel, déi aus der Loft gegraff ginn ass. 30 Salarié muss een dann elo hunn, fir dass een e Kollektivvertrag muss maachen, wann ee sonndes vu véier op aacht Stonne wëll eropgoen. An déi Zuel, déi ass nëmmen an de Projet de loi komm, well d'Leit sech gewiert hunn, zu Dausenden. Sait Joerzéngte war dat net méi de Fall. Zu Dausende si se den 28. Juni op d'Strooss gaangen, fir sech géint d'Politick vun dëser ganzer Regierung ze wieren. Zu Dausenden hu se ganz kloer Nee – Nee! – zu dëser neoliberaler Politick gesot, wou den Aarbechter just Mëttel zum Zweck ass.

Déi Zuel 30, déi gëtt elo an de Code du travail ageschriwwen, fir ze bestëmmen, a wéi engem Betrib ee keen oder awer muss dann e Kollektivvertrag maachen. 30, ouni eng wëssenschaftlech Analys, ouni Begrënnung, ouni Justifikatioun. Mol net d'Hallschent vun deenen zwou Zuelen, déi am Moment am Code du travail stinn, 15 a 50. Eng Zuel, ouni ze kucken, wéi eng Betriber ee mat dëser Zuel trifft a wéi eng net.

Eng aktualiséiert LISER-Etüd, Dir Dammen an Dir Hären vun der Majoritéit, déi hätt vläicht gehollef, dat

e bësse méi differenzéiert an och e bësse méi wëssenschaftlech ze kucken, an hätt och do eventuell Opschloss kënnen ginn op eng Rei vu Froen, déi ee sech haut stellt. Duerfir mol eng Fro un de Minister. Wat kann de Minister eis dann zu der wëssenschaftlecher Basis vun där Zuel 30 haut zielen? Ech si ganz gespaant op déi Äntwert.

Mir wëssen op alle Fall, wat dat Gesetz hei a Wierklechkeet bedeit: manner Kollektivverträge an domat manner Schutz fir d'Leit, déi schaffen, an dat zu enger Zäit, wou de System vun de Kollektivverträge misst gestärkt ginn – a ganz sécher net geschwächt. Dat gëllt ëmsou méi, well mir am Kader vun der EU-Direktiv verflucht sinn, op eng Ofdeckung vun 80 % vun de Salariéen duerch Kollektivverträge eropzuegoen.

A mat allem Respekt fir deen neien Aarbechtsminister, deen ech ganz gutt ka gebrauchen: Hei weist sech den Dilemma, an deem hie sech och an Zukunft wäert beweegen. Well dës Regierung, déi ass net frou mat de Gewerkschaften, déi sech fir d'Leit asetzen, déi schaffen. An dës Regierung, déi steet u sech relativ weening fir dat, fir wat de Marc Spautz bis elo a sengem fréiere Liewe stoung. An als éischt Amtshandlung hei an der Chamber muss de Marc Spautz haut eng Verschlechterung vun der Ofsécherung vu 40 % vun de Salariéen verteidegen. Sozialofbau amplaz besser Ofsécherung.

Just fir et kloerzestellen: Bis elo konnt een och aacht Stonne sonndes schaffen, mee mat engem Kollektivvertrag, mat engem Plus par rapport zu de gesetzliche Bestëmmungen, déi een haut huet. An dee Plus, dee verléieren elo e puer Dausend Leit. Gutt geschafft, kann een do just soen, CSV an DP!

Loosst eis och mol praktesch denken. Wat heescht dat dann elo, wann d'Eltere mussen sonndes aacht Stonne schaffen goen? Wie passt dann op d'Kanner op, aacht Stonnen amplaz vu véier? Wéi soll eng Famill nach zesummekommen, wann ee kee gemeinsame fräien Dag méi huet, wann deen ee samschdes, deen anere sonndes an deen anere méindes fräi huet? Wat ass dat dann nach fir e Familljeliewen? Wéi soll een an engem Veräin aktiv sinn? Wéi soll ee sech nach benevoll engagéieren? Wéi soll ee sengem Hobby nokommen, wann ee just nach onreegelméisseg fräi huet?

Dat si Froen, déi ginn net beäntwert, well se keen interresséieren. A sot mer elo net, dës Froen, déi stelle sech och haut. Et ass e groussen Ënnerschied, ob ee véier oder aacht Stonne schaffen muss. An et ass och e groussen Ënnerschied, ob een dat mat engem Kollektivvertrag mécht oder net, ob ee matschwätzen a matdiskutéieren kann oder net. Mam neie Gesetz, ech soen et nach eng Kéier, kréie 40 % vun de Leit dës Méiglechkeet geholl. Dat ass ganz kloer Sozialofbau!

Business First, dat ass de Kär vum Problem. Dëst Gesetz, an och dat Gesetz, wat mer duerno nach stëmmen, dat weist deen neoliberale Gedankegang vun dëser Regierung, an dat a ganz kristallklarer Form. Business First, dat ass déi eenzeg Maximim bei dëser Regierung. D'Salariéen, déi zielen net. Si si Mëttel zum Zweck. Si mussen flexibel sinn. Si mussen disponibel sinn. Si mussen funktionéieren wéi Maschinen. Mee d'Leit si keng Maschinen! Si hu Familljen. Si hu Kanner. Si hunn e Liewen. A si hu Rechter. An dës Rechter, déi duerf een op kee Fall opginn.

Dëse Projet, Dir Dammen an Dir Hären, ass onnéideg wéi e Krapp. Dëse Projet, dee weist, wéi dës Regierung mat de Leit ëmgeet. An e war den Ufank vum Enn vun dem fréieren Aarbechtsminister. Deen, dee säin Hutt huet missen huelen. Net well d'Press an d'Gewerkschaften an d'Opposition hir Aarbecht gemaach hunn. Well dat ass hir Roll. A si hunn dat gutt gemaach. De Premier huet et zouginn. E Freideg sot

en, hien, de Premier selwer, hätt dëse Regierungswissel decidéiert. De fréieren Aarbechtsminister huet deemno missen demissionéieren wéinst senger Onfäegkeet, gutt ze kommunizéieren an ze erklären, och wéinst senger Steuerheet an der Demarche, wéinst sengem Manque u Sensibilitéit fir déi Leit, déi schaffen, awer virun allem, Dir Dammen an Dir Hären, wéinst sengem blanne Gehorsam géigeniwwer dem Premier an dem Koalitionsaccord.

Wann de Premier seng Roll eescht geholl hätt, dann hätt hie scho viru Méint misse Konsequenzen aus de Feeler vum fréieren Aarbechtsminister zéien. Mee dat wollt hien net, well de Premier nämlech op der selwechter Linn war. Hien huet den Aarbechtsminister ënnerstëtzt. Hien huet souguer den Aarbechtsminister weidergedriwwen. An nodeem souguer scho Kompromësser, zum Beispill an der Saach vum Kollektivvertrag, fonnt waren, huet de Premier nach eng Kéier Ueleg an d'Feier geschott. Alles dat huet dem fréieren Aarbechtsminister geschuet an huet e méi schwach gemaach. An dat weist, wou e groussen Deel vun der Verantwortung bei dëser Regierungskris läit: beim Premier.

Kolleginnen a Kollegen, mir fäerten, dass dat heite just den Ufank ass, e Virgeschmack op dat, wat nach komme kéint. Ëmmer méi Liberaliséierung an ëmmer méi Secteuren. De Sonde gëtt zum normale Schaffdag. An am schlémmste Fall wäert och nach d'Majoratioun vun de 70 % ewechfalen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Fakenews!

M. Georges Engel (LSAP) | Wat haut als Moderniséierung verkaf gëtt, dat gëtt muer zur Norm, op Käschte vun deenen, déi sech et net kënnen erlaben, Nee ze soen.

An eis Positioun, Dir Dammen an Dir Hären, déi ass ganz kloer. Mir stinn un der Säit vun de Salariéen. Mir stinn un der Säit vun deenen, déi schaffen, déi schaffen ginn, fir hir Familljen ze ernieren, fir hire Kanner eng Zukunft ze ginn, fir e Liewen an Dignitéit ze hunn an dobäi och nach e Familljeliewen ze hunn.

A mir wieren eis, Dir Dammen an Dir Hären, géint déi, déi mengen, d'Salarié wieren nëmmen eng Variabel an engem Businessmodell! Dëst Gesetz huet keng sozial Basis. Dëst Gesetz respektéiert net de Sozialdialog. Dëst Gesetz ass schlecht fir d'Leit. A mir wäerte géint dëst Gesetz stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP) | Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, merci, Här Engel. D'Madamm Cahen huet eng Fro, Här Engel. Akzeptéiert Der se?

(Interruption par M. Georges Engel)

Dir maacht se vun do aus, wou Der wëllt. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Ech géng gären hei ganz kloer soen, dass zu kengem Ament, ni, weeder an dëser Diskussioun nach an enger anerer, d'Aarbechtsrecht vun der Demokratiescher Partei a Fro gestallt ginn ass an déi 70 %-Majoratioun a Fro gestallt ginn ass. Do géng ech gäre wëssen: Wou hutt Der dann esou eppes héieren, fir einfach emol esou eppes ze behaapten? Et kann ee jo awer net einfach nëmmen esou Saache behaapten. Dat ass nämlech net de Fall.

Mir stinn zu de Kollektivverträge, déi et gëtt, an dozou, dass der méi sollen ofgeschloss ginn. A mir stinn zu der Majoratioun vun de 70 %, déi et sonndes gëtt.

Ech wollt dat eng Kéier kloer soen. Da sot ons emol, wou Der esou Saachen héieren hutt!

Merci.

M. Georges Engel (LSAP) | Ma ech si frou, Madamm Cahen, Iech ze héieren, dass Der dat hei sot. Well Dir wësst ganz genau, wéi et ass. Wa bis esou Dieren opginn, da gi gäre vill Leit do mat derduerch.

(Exclamations et brouhaha)

An Dir sidd amgaangen, d'Dier hei ganz grouss opzemaachen. An dat ass e Feeler!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Michel Lemaire. Här Lemaire, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt vläicht och dovunner profitéieren, fir dem neien Här Aarbechtsminister all Guddes an eng glécklech Hand a senger neier Missioun ze wënschen.

D'Debatt ëm d'Sonndesaarbecht, déi mir haut féieren, an déi uschlëssend Debatt ëm d'Eröffnungszäiten hänke jo staark zesummen. Ech hätt léiwer gehat, mir hätte béid Dossieren zesummen diskutéiert, well d'Trennlinien net ëmmer ganz kloer sinn. Ech bieden Iech dofir ze entschëllegen, wann ech déi eng oder aner Remark vun deem engen Dossier an dëser Ried virzéien. Erlaabt mer vläicht och, e puer Iwwerleeungen ze formuléieren, déi iwwert dat rengt Aarbechtsrecht erausginn, well ech der Meinung sinn, dass se an dëser Debatt awer hir Plaz mussen hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kann een de Politiker am Allgemenge sécherlech vill virgeheien, mee der Lëtzebuerger Chamber an hiren Deputéierte kann een eppes net virgeheien: dass se an der Schoul net brav an aartlech opgepasst hätten. D'Madamm Closener huet virun zwou Woche bewisen, dass si hire Faust vun der Première gutt behalen huet. D'Madamm Tanson huet eis net méi spéit wéi gëschter eng Kostprobe gi vun hirem Wëssen, wéi si aus dem Faust zitëiert hutt. An haut wär et dann u mir. Wann ech haut zu der Sonndesaarbecht schwätzen, da wéll och ech de Faust zitëieren: „Zwei Seelen wohnen, ach! in meiner Brust.“ Et gëtt Aspekter an deem Gesetz, déi mer gutt fannen, an anerer, déi mer manner gutt fannen.

Wat fanne mer gutt? Et ka sécherlech vu Virdeel si fir kleng Commercen an artisanal Betriber, dass se sonndes hiert Personal kënnen aacht Stonne beschäftegen. Eng Bäckerei am Duerf- oder Stadkär kann hir Wuer verkafen an de Client kann op dës Offer zréckgräifen a kann de lokale Commerce ënnerstëtzen, andeems hien zum Beispill d'Baguette beim Bäcker keeft an net op der Tankstell.

E kleng Bemoll gesi mir an där Dispositioun, dass eng wierklech Ausenansetzung mat de Sozialpartner ausbliewen ass. Déi Ugestalt ginn hei virun e Fait accompli gesat.

Ech wéilt dann op eng méi breet Perspektiv agoen, wat fir Konsequenzen an Auswierkungen d'Sonndesaarbecht op dat soziaalt a gesellschaftlecht Liewen huet a kann hunn.

Wann een op déi lescht Joerzénge zréckkuckt, dann erënneren ech mech un eng Liewensrealitéit, déi zum Beispill meng Elteren nach kannt hunn a sécher och deen een oder anerer Deputéierten heibannen. Ech wéll dat ouni all Nostalgie soen, mee als Fakt. Am Duerf gouf et e kleng lokale Buttek, en Tante-Emma-Laden, wou ee sech mam Néidegsten agedeckt huet: Miel, Zocker, Kaffi, Eeër a weider Liewensmëttel. D'Mëllech ass ee bei de Bauer siche gaangen oder

et krut ee se souguer bruecht. Et gouf mol hei an do e Schwäi geschluecht oder en Hung an anescht wéi haut ass och quasi alles verwäert a giess ginn, net just de Filet.

Och wa vill Leit sonndes Aarbecht haten, war de Begrëff „Sonndesaarbecht“ e Friembegrëff. Tankstellen, déi ronderëm d'Auer op haten, waren ondenkbar. Wann een dem Noper deemools erzielt hätt, dass ee sech ëm Mëtternuecht op der Tankstell Avocadoe kaaft hätt, fir sech dovun kënnen ëm 3.00 Auer an der Nuecht e Guacamole-Dipp fir säi Burrito dovun zouzubereeden, da wier ee warscheinlech bei den Dokter geschéckt ginn.

Et gëtt ëmmer gesot, de Mënsch, wann en an d'Vergaangenheet zréckkuckt, tendéiert dozou, säi Bléck ze verklären, et méi schéin duerzestellen, wéi et deemools wierklech war. An awer ass et opfälleg, wéi vill Leit vun där Zäit schwätzen als eng zefridden Zäit. Hätte mir eng technesch Méiglechkeet, fir de Wäert Gléck ze moossen, da sinn ech iwwerzeegt, dass de Mënsch fréier net manner glécklech war am Hibleck dorop, dass déi kommerziell Offer an d'Verfügbarkheet vun der kommerzieller Offer méi reduzéiert war.

Awer zeréck zur Sonndesaarbecht. Ech verstinn, dass eng Persoun, déi zum Beispill keng Famill huet, kee Problem domat huet, sonndes aacht Stonnen ze schaffen a méi Suen ze verdéngen – ganz am Contraire. Ech denken, mir müssen awer och hei eng méi breet Perspektiv anhuelen. Wann een an engem kleng Commerce schafft a per se säi Sonndeg wéll fräi hunn, da gëtt een elo oder kann een elo ënner Drock gesat ginn, och vu sengen Aarbechtskolleegen, wann een zum Beispill systematesch refuséiert, sonndes ze schaffen.

A wéi ass dann d'Realitéit zu Lëtzebuerg? Lëtzebuerg ass um europäeschen Niveau mat e Spëtzerreider bei de Scheedungen. 2021 hu mir zu Lëtzebuerg 8.700 monoparental Stéit gezielt. Fakt ass och, wie Kanner huet, weess, dass weekends déi Zäit ass, wou ee senger Kanner méi no ka sinn, méi Zäit fir si huet an d'Kanner anescht erlieft wéi am Stress vun schouleschen Alldag. Mat dësem Gesetz riskéieren awer eng Partie Leit, manner Zäit ze hu fir hir Famill, fir hir Kanner. Mir riskéieren, dass Leit sonndes bei hire Kanner wëlle sinn, awer net bei hire Kanner kënnen sinn.

En Argument, wat ee mol hei a mol do en faveur vun der Sonndesaarbecht héiert, ass, dass ee méi verdéngt – eppes, wat jo net oninteressant ass. Et gouf jo dës Woch ewell vill vun deene Leit geschwat, déi um Enn vum Mount d'Enner net beieneekréien. Ech denken allerdéngs, esou e Gedanken ass de falsche Reflex. Als Politiker däreft mir net op de Wee goen, fir ze soen: „Dir kënnt jo elo sonndes schaffen goen, wann Der gär méi Suen hätt, wann Der gär d'Enner beieneekritt.“ Aarmutsbekämpfung muss mir méi global ugoen. An et däreft net sinn, dass mer d'Gesellschaft fraktionéieren an déi Leit, déi et sech erlabe kënnen, hire Sonnde fräizehalen, an déi Leit, déi sonndes müssen untriiede fir e mënschewierdegt Liewen.

Wann d'Politick d'Jalonen esou setzt, dass d'Sonndesaarbecht liberaliséiert gëtt, da komme mir, denken ech, och net derlaanscht, d'Fro ze stellen, wéi eng Stellung d'Politick dem Sonndeg als historesch gewuessenem Dag zouprächt. Mir hu laang Deeg an der Chamber an dofir wéll ech net onnéideg ofschwefen a mech u meng Riedezäit halen. Trotzdem wéll ech e kleng Bléck an d'Geschicht woen. Am Kader vun der geschichtlecher Evolutioun vum réimesche Räich gouf den antike Sonndeg als Dag vun der Sonn zum verfléchende Rou- a Feierdag fir Réimer, Judden a Chrëschten. A menger Untrëttsried hunn ech mech derzou bekannt, mech fir gesellschaftlech Stabilitéit anzesetzen. A jo, eng

Liberaliséierung vun der Sonndesaarbecht ass an engem gewësse Mooss eng Entwäertung vum historesch gewuessene Roudag.

An da stellen ech d'Fro: Am Zäitalter vun der Destabiliséierung, och gesellschaftlecher Destabiliséierung, och familiärer, soziologescher Destabiliséierung, ass eng fest Zäitfenster fir Rou, fir Fräizäit, fir Famill, fir Erhuelung net och positiv? Ech géif mengen, eisen iwwer quasi Joerdausende gewuessene Liewensmodell vun Aarbechts- a Rouzäiten huet bis elo an de groussen Zich fonctionéiert an huet sech bewäert. Och de Sonnden als Roudag dréit seng Dignitéit a sech.

Wann een d'Konsumverhale vun der Gesellschaft mat engem eenzege Wuert misst betitelen, da wär et mam Wuert „méi“. Méi schaffen, fir sech méi leeschten ze kënnen, méi Offer, méi Wueren, méi Verfügbarkheet vun de Wueren, mee och vum Mënsch. An dobäi kënnt eppes ze kuerz, ee „méi“, dee gär vergiess gëtt: méi Zäit. Zäit fir dat Wichtegt. Zäit fir dat, wat wierklech zielt; eppes, wat een a kengem Rayon ze kafe kritt, och net sonndes, och net no Mëtternuecht: Zäit fir sech, fir seng Famill, fir seng Léifst.

E ganz interessante Mann, deen ech hei zitëiere wéll, ass de Viktor Frankl. Dat ass en éisträicheschen Neurolog. Vläch ass en Iech bekannt als Auteur vu sengem wonnerbaren a weltberüümte Buch „... trotzdem Ja zum Leben sagen“, wou e seng Erfahrungen als Iwwerliewende vu véier Konzentrationslageren erzielt. De Viktor Frankl huet de Begrëff vun der „Sonntagsneurose“ gepräagt. En huet domat beschriwwen, wéi sonndes, wann den Aarbechtstempo vun der ganzer Woch fällt an d'Leit zur Rou kommen, d'Sënnaarmut, „Sinnarmut“, vum grousstätesche Liewen offenbar gëtt.

Ech denken, säi Begrëff vun der „Sonntagsneurose“ ass haut esou aktuell wéi nach ni. Wéi vill Leit kenne mir, ech, Dir, déi schaffen, fir nach iergendwéi ze fonctionéieren? Ech hunn dat staarkt Gefill, dass et der ëmmer méi ginn. Wann d'Routine vum Alldag zur Rou kënnt, wann d'Routine vun der Aarbecht zur Rou kënnt, wann och eng Kéier den Akku vum Smartphone eidel ass, wann et stëll gëtt, dann erlieden ëmmer méi Leit – dovun sinn ech iwwerzeegt – déi hei zitëierte Sënnaarmut. Firwat geet den Taux vu psycheschen Erkrankungen grad an héich industrialiséierte Länner markant an d'Luucht? Den Zivilisationskaméidi marginaliséiert déi essenziell Bedürfnisser vum Mënsch a vun deem, wat eis auszechent. Souwäit meng Iwwerzeegung.

An domat kommen ech zum Schluss. Nieft menge vläch méi déifgräifend theoreeteschen Ausféierung wéll ech erëm zréck op d'Praxis kommen. Ouni Sonndesaarbecht geet et haut well net. Denke mer un eis Dokter, Flegepersonal, Rettungsdéngschter, Baurenen et cetera. Dofir solle mir déi Diskussioun net nëmmen theoreetesche, mee mam néidege Praxisbezug féieren. A menger Ried sinn ech op de Pro a Kontra vun der Sonndesaarbecht bei de Commercen an artisanale Betriber agaangen an hu probéiert, d'Debatt vläch mat där enger oder anerer méi déifgräifender Iwwerleeung wéi just dem Aarbechtsrecht ze beräicheren. A well et eebe berechtigte Pro a Kontra gëtt, wäerte mir eis bei dësem Gesetzesprojet enthalten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. An da kritt d'Madamm Djuna Bernard d'Wuert. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt

mer, direkt am Ufank dem Rapporteur Merci ze soen, mee och dem CSV-Spreecher fir seng Nuancen an de Beweis, dass de soziale Fligel vun der CSV duerchaus nach do ass, aneschtens wéi een dat virun engem décke Joer hätt kënnen mengen. Mir schwätzen haut iwwer e ganz wichtegt Gesetz an dëser Chamber.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, d'Madamm Bernard huet d'Wuert!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | An deem Kontext wëll ech direkt e ganz wichtige Punkt kloerstellen: Dës Interventioun an och d'Positioun vun deene Gréngen ass kee prinzipiellen Nee zur Sonndesaarbecht. Och haut scho kann ee sonndes bis zu véier Stonne schaffen. Dat ass eng Realitéit, mat där sech vill Salariéen am Commerce an och doriwwer eraus all Mount an all Woch befaassen. Dofir ass déi eigentlech Fro och net, ob ee fir oder géint d'Sonndesaarbecht ass, mee ënner wéi enge Konditiounen dës dierf ausgebaut ginn. Et geet hei drëms, sech kloer ze positionéieren, a wéi enger Relatioun d'Bedürfnisser vum Einzelne mat de Bedürfnisser vun den Entreprises stoe sollen.

An do ass fir eis ee Prinzip ganz zentral: Méi Flexibilitéit fir d'Entreprises dierf net manner Schutz fir d'Salariéen heeschen.

M. Meris Sehic (déi gréng) | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Am Géigendeel: Wann ee wirklech eng Sozialpolitik am Aklang mat de Sozialpartner ëmsetze wëll, esou wéi dat bei viregte Regierungen de Fall war a wéi et d'ailleurs och am CSV-Walprogramm steet, dann heescht dat, d'Sonndesaarbecht als Incentive ze notzen, fir méi Kollektivverträge ofzeschliessen. Well och d'EU seet eis hei ganz daitlech an hirer Mindestloundirektiv, dass mer méi Kollektivvertrag zu Lëtzebuerg en place setze sollen. An ech weess iwwerens och, dass den Här Minister dës Iwwerzeegung deelt.

E Kollektivvertrag ass nämlech keen ideologescht Instrument. Et ass e Géigengewicht an enger Aarbechtsbeziung, wou d'Muecht eebe grad net gläich verdeelt ass. Et ass de Kader, an deem de Loun, d'Kompensatiounen, géigesäiteg Flichten, mee awer och Fräizäit, Gesondheet a Familljeliewen zesumme verhandelt ginn, fir ze garantéieren, dass eebe keen als Verlëierer vum Dësch geet. A grad wann et ëm Sonndesaarbecht geet, also ëm en Dag mat enger staarker sozialer, familiärer a kultureller Bedeitung, ass dat entscheidend.

Dës Iwwerleeungen fannen och bei der Chambre des Salariés hiren Uklang. Aus hirem Avis geet ganz kloer ervir: D'Aarbecht owes a sonndes huet en direkten Impakt op d'Liewensqualitéit, op d'Gesondheet an op d'sozial Kohäsioun. An dobäi kënnt, dass se am Géigesaz zu anere Secteuren am Commerce eeben net strukturell néideg ass.

Mir begreifen, dass d'Regierung nom Drock vun de Sozialpartner den initiale Projet korrigéiert huet. Deen éischte Virschlag hätt et den Employeuren nämlech erlaabt, aacht Stonne Sonndesaarbecht ouni Kollektivvertrag an ouni zousätzlech Kompensatiounen duerchzusetzen. Kuerz, de Projet hätt d'Sonndesaarbecht komplett liberaliséiert an d'Roll vun de Kollektivverträge doduerjer geschwächt an engem Secteur, wou d'Ofdeckung grad emol bei 38 % dümpelt.

Déi virleidend Amendementen hunn dat deelweis korrigéiert, mee dat nëmme fir Entreprises iwwer 30 Salariéen. An ech kommen dobäi zum Kär vun eiser Kritik. De Seuil vun 30 Salariéen ass arbiträr. E steet a kengem systematesche Kontext vum Aarbechtsrecht. Et ass e politesche Kompromëss, deen et der

Regierung erméigleche soll, dës Gesetzesprojet nach séier virum Joresenn vum Dësch ze jummen, mee et ass kee juristesche oder sozialpolitesche begrënnte Referenzpunkt.

Am Géigesaz dozou gëtt et d'ailleurs eng Zuel, déi kloer am Aarbechtsrecht verankert ass: 15 Salariéen – de Seuil, ab deem eng Personaldelegatioun obligatoresch ass. Dës Seuil berout op der Iddi, dass ab där Gréisst eng kollektiv Verriedung néideg ass, well d'Ofhängegkeet vun de Salariéen eebe grad dann zouhëlt. Et ass also logesch, kohärent a konsequent, dës Seuil och hei unzewenden.

Just fir et eng Kéier ganz kloer gesot ze hunn: Mir wëllen net, dass all kleng Entreprise gezwonge gëtt, e Kollektivvertrag ze maachen. Eng Entreprise mat fënnef oder zéng Leit funktionéiert anescht. Do wier eng pauschal Obligatioun eiser Meenung no net proportionéiert. E Seuil ass also sënnavoll, mee et muss eebe grad dee richteg sinn.

Dofir leeë mir en Amendement vir, deen de Seuil vun 30 op 15 Salariéen erofsetzt, esou wéi et och konform zum Code du travail wär.

Amendement 1

Amendement unique concernant l'article 1^{er}

À l'article 1^{er}, points 1^{er}, lettre a), sous i), sous 1. 2), et 3^o, du projet de loi, à l'article L. 231-4, alinéas 1^{er}, première phrase, 2, première phrase, et 6, du Code du travail, le mot « trente » est remplacé par le mot « quinze ».

Commentaire :

Concernant la définition d'une « petite entreprise », il est proposé de ramener le seuil de l'effectif à quinze personnes. Cet amendement vise à assurer une meilleure cohérence avec la législation prévue par le Code du travail, ce qui permet de réduire les ambiguïtés d'interprétation et de renforcer la sécurité juridique.

La modification s'inscrit en outre dans l'objectif, encouragé par la directive (UE) 2022/2041 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne, de promouvoir une couverture plus large par les conventions collectives. En réservant l'extension automatique de la durée du travail dominical aux petites entreprises et en renvoyant les autres situations à la conclusion de conventions collectives, elle favorise un recours accru à la négociation collective.

Par ailleurs, compte tenu de l'impact potentiel du travail dominical sur la vie familiale des salarié.e.s, l'implication des partenaires sociaux par la voie de la négociation collective constitue un moyen approprié de concilier les besoins des entreprises et les intérêts des salarié.e.s.

(s.) Djuna Bernard, Taina Bofferding, Georges Engel, Meris Sehic, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Wat bedeit dat doten dann elo u sech konkret? Ma et bedeit, dass 129 Entreprises am Commerce, déi tëscht 15 an 30 Salariéer beschäftegen, mat 2.650 Salariéen domadder zousätzlech geschützt wieren, well eng Erweiderung vun der Sonndesaarbecht op aacht Stonnen nëmme via Kollektivvertrag oder interprofessionellen Accord méiglech wier. Dat ass kee radikale Schrëtt, mee et ass eng gezielte Korrektur, déi d'Gläichgewicht vun deem Projet de loi verbessert.

Elo awer nach d'Wuert zum Sonndeg. De Sonndeg ass net just eng Stellschrauf fir méi Konsum. Et ass och en Zäitpunkt, wou d'Gesellschaft zesummekënnt. Mir schwätzen hei vun der Famill, der Kultur, der Fräiwellegenaarbecht, dem soziale Liewen an och dem Sport.

Eng ëmmer méi breet kommerziell Disponibilitéit, jo, déi féiert eiser Meenung no eebe grad net zu méi Liewensqualitéit, mee oft zu méi Stress, méi fragmentéierte Liewensrhythmen an engem Konsummodell, dee suggeréiert, dass alles ëmmer muss op sinn. Et ass e Spagat tëscht liewegem Stadbild a bedeitenden Aschnëtter an d'Liewe vun de schaffende Leit. Fir dës Mënsche geet et hei net ëm eng Theorie, et geet ëm hir Alldagsorganisatioun, ëm Kannerbetreuung, Gesondheet an och ëm sozial Participatioun.

D'Fro vun der Necessitéit, vun der Demande, der feelender Datelag an dem Monitoring stellt sech hei geneesou wéi bei den Ouvertureszäite maassgeeblech. Mee hei wäert och meng Kolleegin Joëlle Welfring an hirer Interventioun nach eemol méi genau drop agoen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir maachen hei keng fundamental Oppositioun. Mir maachen e Verbesserungsvorschlag, een, dee juristesche kohärent ass, een, dee sozial méi gerecht ass an de sozialen Dialog stäerkt, amplat, amplat en auszuelegen. Sollt eisen Amendement, de Seuil vun 30 op 15 Salariéen ze setzen, zum Vott gestallt an ugeholl ginn, kënnen mir dëst Gesetz matstëmmen. Ass dat net de Fall, wäerten déi gréng sech hei enthalten.

Här Minister, ech si gespaant op Är Stellungnam heizu. Dir waart den Ëmstänn entsprechend an der leschter Kommissioun net derbäi a konnt bis elo net Stellung huelen. D'ailleurs sinn ech frou ze héieren, dass d'DP-Spreecherin dat an hirer Ried awer scho gemaach huet. An ech hoffen dann op hir Zoustëmmung zu eise Amendement. Ech appelléieren hei un Är Erfahrung ronderëm d'Kollektivvertragsverhandlungen, Här Minister, an ech mengen, Dir wësst ëm hirt Potenzial. An ech gleewen och un Är fundamentale Respekt virum bestoenden Aarbechtsrecht.

30 Salariéen ass eng Zuel aus de Verhandlungen. 15 Salariéen ass déi a Lëtzebuerg gängeg a konform zum bestoende Recht. Mir wielen d'Rechtssécherheet an de soziale Schutz a mir hoffen, dass Dir dat och maacht. Well wann de Sonndeg zum normalen Aarbechtsdag mutéiere soll, jo da muss de Schutz och aussergewéinlech grouss sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Deen nächste ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Januar hätt een dat heiten och kënnen stëmmen, dat gouf elo schon e puermol gesot. A léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hätt dann och vläicht derfir gesuergt, dass d'Chamber selwer méi konform mam Aarbechtsrecht gewiescht wär, wann een d'Personal hei an der Chamber kuckt. Mee dat gouf jo vu Majoritéitssäit andreféiert. Ech kommen nach eng Kéier drop zrëck.

De Projet vun der Sonndesaarbecht ass am beschte Fall eng verpasste Chance, am schlechteste Fall awer den Ufank vun enger geféierlecher Spirale fir d'Aarbechtskonditiounen an eise Land. De Projet zur Sonndesaarbecht verdängt net eis Ënnerstëtzung a mir wäerten eis bei der Ofstëmmung ganz kloer och dergéint ausdrécken.

D'Madamm Cahen huet virdru gesot, keen hätt d'Aarbechtsrecht a Fro gestallt. Dach! En Dënschden de Mëtten huet heibannen hiren eegene Fraktiounschef d'Aarbechtsrecht a Fro gestallt, wéi e gemengt huet, dass et jo awer ganz vill Leit géif ginn, déi zwielef Stonnen den Dag géife schaffen.

(Interruption par M. Gilles Baum)

An Dir kënnt de Video nokucken, Här Baum. Et ass ganz kloer, datt Der gesot hutt: „Et gëtt vill Leit hei am Land, déi zwielef Stonnen den Dag schaffen.“

(Brouhaha)

An da muss ech ganz kloer soen: Wann Der déi kennt, géif ech Iech eng Kéier d'Lektür vum Code du travail recommandéieren.

Komme mer weider zum Text.

M. André Bauler (DP) | Frot mol d'Dokteren, déi de Leit hëllefen!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Sven Clement (Piraten) | Et gesäit een also eng gewëssen Nervosität hei schonn op Majoritéitssäit.

M. Gilles Baum (DP) | Mir sinn nervös, well mer Iech mol erëm eng Kéier gesinn.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | De falsche Schwellewäert. Ech kommen nach eng Kéier kuerz zum Text. Et gëtt ee Knackpunkt an dësem Gesetz, an dat ass de Schwellewäert vun 30 Mataarbechter. D'Regierung seet eis, dat wär e Kompromëss, dat wiere kleng Betriber, Familjebetriber, déi keen Zougang zu Kollektivvertragsverhandlungen hätten. Mee loosst eis dach realistesch sinn: Eng Entreprise mat 30 Leit ass kee kleng Familjebetrib méi! Dat ass eng etabliert Firma mat Strukturen, mat enger Hierarchie, mat Ressourcen.

Wann ech un e Familjebetrib denken, da sinn dat fënnef, acht, maximal zéng Leit. Mee 30? An iwwerengs, souguer d'EU huet an hirem Kader, wou se kategoriséiert, wien eng mikro, eng kleng, eng mëttel an esou weider ass, e Seuil vun 10 a se huet e Seuil vu 50 Leit. Se huet awer kee Seuil vun 30 Leit. Dee Seuil, deen huet d'Regierung iergendwou aus dem Hutt gezaubert, fir nach iergendwéi aus hiren Iwwerleengen erauszekommen.

A wéi de Rapport selwer seet, deckt dëse Schwellewäert vun 30 zwar 90 % vun den Entrepreneuren of, awer just 35 % vun de Salariéene. Dat heescht awer, datt 65 % vun de betraffene Mënschen, also zwee Drëttel, a méi grouss Betriber schaffen. Fir déi ännert sech mat deem Gesetz hei jo näischt. Fir déi bleift et bei véier Stonnen oder eng Convention collective gëtt néideg.

Mee firwat sollen dann iwwerhaupt 35 % vun de Salariéene dem Risiko ausgesat ginn, ouni Kollektivvertrag, ouni Consultatioun bis zu acht Stonnen um Sonndeg schaffen ze mussen? Spille mer hei erëm eng Minoritéit géint eng Majoritéit aus?

Déi ursprénglech Intentioun. Well vergiesst net, wat d'Regierung ursprénglech wollt: All d'Betriber, egal wéi grouss oder kleng, sollten hir Leit acht Stonnen um Sonndeg schaffe loosse dierfen, ouni Kollektivvertrag, ouni iergendeng Verhandlung. Dat ass dat, wat d'Regierung eigentlech wëll. An ech kommen erëm op d'Aussoe vun en Dënschen zréck, wou jo genau dat och vun engem Majoritéitsdeputéierten heibannen zumindest insinuéiert gouf.

Den Text, deen elo virun eis läit, ass just entstanen, well d'Gewerkschafte massive Widerstand geleescht hunn, Dausende vu Leit op d'Strooss bruecht hunn. Well ouni dee Widerstand géife mer haut iwwer e ganz anert Gesetz ofstëmme, eent, wat sécher nach méi schlecht wär.

Dat weist d'Mentalitéit: D'Prioritéit läit net bei de Mënschen, mee bei der Flexibilitéit vun de Betriber. A wann dann natierlech eng Riednerin heibannen d'Biergerinnen an d'Bierger dobaussen als „Clienten a Clienteen“ adresséiert, da weist dat ganz kloer, wat

d'Visioun ass vun der Majoritéit. D'Fro ass net: Wéi kënne mer d'Leit am Commerce besser schützen? Nee, d'Fro ass: Wéi kënne mer de Commerce besser schützen? Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass awer en Ënnerscheid.

Jo, d'Regierung seet, grouss Betriber kënne jo Kollektivvertrag ofschléissen. Dat kéint souguer eng Chance sinn, fir besser Konditiounen ze verhandelen. An dat kléngt gutt – um Pabeier. Mee wat ass da mat de Betriber, wou et keng etabliert Gewerkschaftsstrukture gëtt, mat deenen, wou d'Leit Angscht hunn, sech ze engagéieren, well se awer fäerten, hir Aarbecht ze verléieren.

De Commerce ass e Secteur mat traditionell héijem Turnover, mat prekäre Kontrakter, mat ville Leit, déi knapps iwwert d'Ronne kommen, déi keng Vollzäitplazen hunn, déi deelweis fraktionéiert schaffen, déi um oder no um Mindestloun schaffen. Fir déi ass e Kollektivvertrag net onbedéngt eng realistesch Optioun. Et ass eng theoreetesch Méiglechkeet, déi leider an der Praxis allze heefeg net fonctionéiert. An da bleift just ee Choix: akzeptéieren oder goen. Dat ass keng Flexibilitéit, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass Zwang.

A wann d'Regierung et éierlech gemengt hätt mat engem Equilibre, hätt se kënne – an ech wëll konstruktiv sinn –, éischtens, de Schwellewäert op 10 oder maximal 15 Salariéer setzen, do, wou reell kleng Betriber sinn, déi Schwierigkeiten hunn, e Kollektivvertrag ze verhandelen.

Zweetens, eng obligatoresch Consultatioun vun de Salariéer virgesinn, och wann et keng formell Délégation du personnel gëtt. D'Leit, déi betraff sinn, mussen matschwätze kënne.

Drëttens eng limitéiert Unzuel vu Sonndeger pro Joer. 52 Sonndeger, dat ass exzessiv. Setzt eng Limit zum Beispill bei der Hallschent, wa mer scho bei arbiträren Zuele sinn. Dat géif Flexibilitéit ginn iwwert déi sechs vun haut eraus a géif awer d'Leit schützen.

A véiertens eng kloer Definitioun dovun, wat mat engem Familjebetrib da gemengt ass, mat reelle Kritterien a kengen erfonnten neien Definitiounen, fir dat, wat de Staatsrot zu Recht kritiséiert huet, ze ëmgoen. Mee näischt dovunner – näischt dovunner! –, léif Kolleeginnen a Kolleegen, steet am Text.

An d'Chambre des Salariés huet Recht, wa se seet, dëse Projet reduzéiert den Incitatif, fir Kollektivvertrag nach ofzeschléissen. Firwat soll eng Entreprise mat 25 Leit sech nach d'Méi maachen, mat Gewerkschaften ze verhandelen, wa se och esou hir acht Stonne kritt? Firwat soll en Employeur nach besser Konditiounen ubidden, wann d'Gesetz him de Minimum jo scho gëtt? Mir stéieren domadder d'Kultur vum Sozialdialog.

De Message: „Kollektivvertrag sinn eppes fir déi Grouss, déi dozou gewonge ginn.“ Mee u sech misst et heeschen: „Kollektivvertrag sinn d'Norm do, wou se méiglech sinn, an d'Aarbechtsgesetz ass just de Minimum.“ Mee mir héiere jo och heibannen, Verschiddener wëlle souguer nach de Minimum opweeche.

A mir mussen realistesch sinn iwwert dat, wat kënnt. Wann haut acht Stonnen um Sonnden akzeptabel sinn, ouni Verhandlung, wat kënnt muer? Well d'Argumenter wäerten déi selwecht sinn: „D'Konkurrenz aus dem Ausland“, „Den Onlinehandel“, „D'Konsumente wëllen dat.“ An ëmmer gëtt et Salariéene, déi mussen noginn. Mir setzen e geféierleche Präzedenzfall.

D'Sonndesrou ass net nëmme eng Fro vun Aarbechtszäit, et ass eng Fro vu Liewensqualitéit, vu Famill, vu gesellschaftlechem Zesummeliewen. Et ass

do, wou eis Sportsveräiner hir Kompetitiounen hunn, wou eis Museksveräiner hir Concerte ginn. Et ass do, wou mer u sech nach e soziaalt Liewen nieft der Aarbecht erméiglechen, wat tatsächlech zum Zesummehalt an eisen Dierfer an an eise Gemenge bäidréit. A genau dat gëtt heimadder strukturell attackéiert.

Loosst eis also éierlech sinn: Wiem hëlleft dëst Gesetz? Well wéi ech d'Gesetz gelies hunn, hunn ech mer d'Fro gestallt: Wiem hëlleft dat heite konkret? De Salariéene am Commerce? Éischer net, well déi schaffen haut oft scho fir de Mindestloun an hu Schwierigkeiten, Famill a Beruff ënner een Hutt ze kréien. Hëlleft et den Entrepreneuren? Och do sinn ech mer net ganz sécher, ob dat Zil, wat sech hei gesat gëtt, iwwerhaupt erreecht gëtt mat deem Text. Vläch. Géife mer emol soen, et géif den Entrepreneuren hëllefen, da géif ee weinstens verstoen, firwat eng DP et mat esou Nodrock esou duerchdréckt.

Mee mir dierfen, wann et déi Méiglechkeet da gëtt fir d'Betriber, dës net eleng op Käschte vun de Mënschen schafen. D'Äntwert kann net sinn, datt mer sozial Errongenschaften einfach opgi fir en hypotheetesch kleng Gain bei de Betriber.

An d'Madamm Cahen huet et virdru richteg gesot: Hir Elteren hunn et net flott fonnt, sonndes ze schaffen. A si waren d'Commerçanten, also déi, déi de maximale Benefiss konnten doraus zéien, fir hiert Geschäft opzemaachen. D'Salariéene, déi hu vill manner Interêt dohannert, fir dat ze maachen!

Mme Corinne Cahen (DP) | Dann hat Der schlecht nogelauschert!

M. Sven Clement (Piraten) | An dat muss een ëmmer erëm soen: Dat heite Gesetz gëtt gemaach mam Argument fir de Commerce, awer andeem d'Leit vum Commerce komplett vergiess ginn!

(Interruptions)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou!

M. Sven Clement (Piraten) | ... mir kënne dëse Projet dofir net esou ënnerstëtzen. Net well mer géint de Commerce sinn, net well mer d'Realitéit vum Maart ignoréieren, mee well dëst Gesetz net genuch mécht, fir d'Leit ze schützen. De Schwellewäert vun 30 Salariéene ass ze héich, d'Protektiounen sinn ze schwach, d'Incitatiounen fir Kollektivvertrag verschwannen an d'ursprénglech Intentioun vun der Regierung weist, wou hir wierklech Prioritéite leien. Dat ass ze wéineg an et schützt net déi, déi et brauchen.

D'Aarbechtsbedéngunge vun de Mënschen am Commerce verdéngen méi Respekt. An déi sozial Errongenschaften dierfen net esou licht ausgelegt ginn. Wann d'Regierung et eescht mengt mam soziale Gläichgewicht, da soll se eng nei Propos virleeën, mat reellem Respekt fir déi, déi all Dag schaffe ginn, an dann eeben och déi, déi sonndes mussen schaffe goen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. De Rapporteur Charel Weiler huet mat zwar ganz sameteger Stëmm vum ugekraazte Sozialdialog geschwat an enger, mengen ech, ganz intelligent opgebauter Ried.

Ech mengen, datt deen ugekraazte Sozialdialog awer a Wierklechkeet en Euphemismus ass an datt do vill méi grouss Problemer derhannert stinn, datt méi Vasen zerbrach gi sinn an deene leschte Méint, bei

deenen deen neien Aarbechtsminister dann elo erëm ka kucken, se iergendwéi zesummenzepechen.

An duerfir hunn ech et och bedauert, wéi och verschidde vu menge Virriedner, datt mer all déi Projeten, déi d'Land beweegt hunn, haut an engem Dag als leschte Chambersdag vum Joer iergendwéi ofwéckelen a mer d'Gefill selwer net lassginn, datt mer eis net déi Zäit huelen an eis net déi inhaltlech parlamentaresch Ausernanersetzung ginn, déi dës Projeten eigentlech verdéngt hätten.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Mir hunn an deene vergaangene Méint, soe mer emol bis Juni d'lescht Joer, Attacke gesinn op d'Fundamenter vun eise Sozialstaat, déi ech an där Virulenz an an där Heftegkeet bis dohinner nach net erlieft hunn. D'Aarbechtskonditiounen sinn a Fro gestallt ginn. Et sinn Attacke geridde gi vusaite vun der Regierung op d'Kollektivvertragswiesen. Déi national Representativitéit vun de Gewerkschaften, also deene Leit, déi d'Salarié vertrieben, ass a Fro gestallt gi vun dëser Regierung. De Pensionssystem sollt radikal reforméiert ginn, wann et dem Premier no gaange wier. Ëm fënnel Joer hätten d'Leit solle méi laang schaffe goen. An och par rapport zum Gesondheetssystem sinn Aussoe gemaach gi vum Premier, déi méi wéi bedenklech waren.

An datt et haut dann awer net deen absolutt schwaarzeng Dag an der Sozialgeschicht vun eise Land ass, hu mer net der Verständegkeet vun der Regierung ze verdanken, mee der Resistenz vun de Gewerkschaften, dem Widerstand vun deene 25.000 Leit, déi den 28. Juni op d'Strooss gaange sinn, fir hir sozial Rechter ze protestéieren. Et war net d'Asiicht vun der Regierung, déi dozou gefouert huet, datt de radikale soziale Kalschlag konnt weesentlech ofgeschwächt ginn, mee et war d'Kräfteverhältnis op der Strooss, dat e Kurswiesel erzwongen huet.

An hinnen alleguer wëll ech hei Merci soen. Si hunn dozou gefouert, datt mer dat Land mat deenen Traditionen vu Sozialdialog a Sozialpartnerschaft haut nach zumindest an Usätz erëmmerken. An nawell hu mer et haut bei deene Projekte mat Verschlechterungen ze dinn, Verschlechterungen fir déi Leit, déi schaffen, ugefaange mat dësem Gesetz, der Deregulierung vun der Sonndesaarbecht.

Här President, „Ech si kee Fan vun der Sonndesaarbecht. Wéi Der vläicht wësst, meng Elteren haten eng Bäckerei, dat heescht, si hunn all Sonnde geschafft. Dat hat natierlech och Konsequenzen op d'Familljeliewen. Ech perséinlech hunn och als Journalist sonndes geschafft. A wann Der esou wëllt, haut schafft een als Politiker och dacks de Weekend. Dat heescht, ech weess schonn, wat et ass, och fir d'Familljeliewen. [...] An [ech muss] soen, ech sinn och seelen elo op der Strooss vu Leit ugeschwat ginn: „Här Zeimet, wéini kënne mer endlech sonndes méi laang akafe goen?“ Dat war den aktuelle Fraktiounspresident vun der CSV den 30. Juni, also e puer Deeg no der grousser Manifestatioun, op der Antenn vun RTL Lëtzebuerg.

An ech ka mech deene Wiederer vum Här Zeimet just uschléissen. Ech kommen och aus engem Beruff, an deem sonndes geschafft gëtt. Mee wa mer iwwer Sonndesaarbecht schwätzen, da fënnt déi Diskussioun net an engem lofteidele Raum, an engem Raum vu philosopheschen Appreciatiounen statt, mee hei geet et ëm eppes ganz Konkreetes. Hei geet et ëm de Commerce, Leit, déi am Commerce schaffen.

An da kucke mer eis emol un: Wien ass dat dann, deen am Commerce schafft, deen heivunner beträff ass? Dat sinn éischters emol Leit, déi an engem Niddreglounsecteur schaffen. Mënschen also, déi no

um Mindestloun sinn. Vill Mënsche vun deenen, déi dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, déi no bei der Prekaritéit sinn. Éischt Charakteristik. Zweet Charakteristik: Dräi Véierels vun hinne si Fraen, „Meedercher“, géif d'Madamm Cahen warscheinlech soen, Meedercher um Existenzminimum. Dat sinn déi, déi hei beträff si vun dësem Gesetz.

A mir hunn eng LISER-Etüd gemaach, mir, dat heescht, d'Regierung huet déi gemaach, eng LISER-Etüd am Opdrag vum Wirtschaftsministère. An do stinn interessant Saachen dran. Do steet dran, datt et déi Leit sinn, déi sonndes schaffen, déi méi wéi aner Leit am Commerce vu Schloflosegkeet geplot sinn, vu Schmäerzen. Dat ass eng Realitéit, déi aus där LISER-Etüd erauskënnt!

Eng aner Realitéit, déi do erauskënnt, ass, an den Här Engel huet et ugeschwat, datt iwwer 80 % vun hinne géint d'Ausweidung vun der Sonndesaarbecht sinn! Also déi Beträffe si géint d'Ausweidung dovunner.

(Interruption)

Duerfir, wann et Iech géif ëm de Mënsch goen, wéi hei e puermol bei Majoritéitsverrieder ugeklongen ass, mee da géif ech emol op dee Mënsch lauschten, wat e gesot huet an deenen Etüden, oder ech géif op déi lauschten, déi dee Mënsch vertrieben, déi gewielt gi sinn, fir en ze vertrieben an de Betriber, an de Gewerkschaften, an der Salariatskummer!

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Well et sinn Dausende vu Leit, déi heivunner beträff sinn. Dat misst deen alleréischten Ausgangspunkt sinn.

An da kënne mer natierlech d'Diskussioun féieren: Wat ass de Stellegwärt vum Sonnden? An ech muss soen, ech gehéieren och zu deenen, déi mengen, datt et fir eng Gesellschaft wichteg ass, datt et een Dag gëtt, deen net wéi all aneren Dag am Hamsterad vun der Produktivitéit soll stoffen, mee wou eng Gesellschaft sech fënnt, wou se zur Rou kënnt, wou se de Memberen d'Méiglechkeet gëtt, fir Famill, fir Frënn do ze sinn. Ech mengen, datt dat eppes ass, wat an enger Gesellschaft wichteg ass.

Dat heescht awer net, datt déi Gesellschaft sonndes net méi fonctionéiere kann. Natierlech mussen d'Spideeler weider fonctionéieren! Natierlech mussen d'Zich weider fueren! D'Pompjeeë mussen op Asätz fueren! Eis Waasser- an Energieversuergung muss fonctionéieren! An natierlech gi mer, fir kënne zesummenzekommen, och gär an den Theater, wou ech dann eventuell schaffen, oder an den Horeca-Secteur duerno eppes drénken oder iessen. Mee dat sinn d'Ausnamen zur Reegel. Well d'Reegel, déi ass, datt et keen einfachen, normale produktiven Dag soll ginn.

An da muss ech awer och soen, all déi Leit, déi da soen: „Dat ass esou gutt fir d'Commercen“, ech sinn erstaunt bei dësem Projet, wéi awer och bei deem Projet, deen herno wäert kommen, datt et nun awer guer keng Etüd vun der Regierung gëtt iwwer e potenzielle positiven ekonomeschen Impakt. Dat wonnert mech. Mir hunn d'ailleurs och kee concurrentiellen Nodeel, wat d'Sonndesaarbecht uegt. Mir brauche just ze kucken, wéi d'Sonndesaarbecht an der Groussregioun organiséiert ass. Do ass se nämlech och relativ strikt organiséiert. Dat heescht, mir hu kee concurrentiellen Nodeel, wat dat uegt.

Da kommen ech zu der Fro vun de Kollektivverträgen. Haut am Commerce ass et esou, datt konnt sonndes geschafft ginn, véier Stonne generell, bis zu aacht Stonne mat engem Kollektivvertrag. Firwat war dat esou? An et kann een och prinzipiell géint d'Sonndesaarbecht sinn an nawell soen, zumindest als Ersatz dofir haten d'Gewerkschaften d'Méiglechkeet ze

negociéieren; ze negociéieren, wat méi ass wéi de legale Minimum vu 70 % Salaire fir déi Stonne méi. An ech kenne Gewerkschaftsverrieder an ech kennen och Gewerkschaftsverhandlungssekretären, déi et am Commerce fäerdegbruecht hunn, fir hir Leit weesentlech méi erauszuschloen, iwwer 100 % erauszuschloen respektiv méi fräi Zäit als Contrepartie erauszuschloen.

An dat war e Levier, deen interessant war, souwuel fir d'Gewerkschaften, also fir déi Leit, déi do geschafft hunn, wéi awer och fir d'Entreprises, déi da sonndes wollte schaffen. An dat huet zum Sozialdialog gefouert an zu Win-win-Situatiounen. A virun allem huet et zu eppes anere ganz Wichtige gefouert, nämlech datt a ganz ville vun deene Kollektivverträge d'Fräiwëllegkeet drastoung, datt drastoung, datt d'Leit net kënne gezwonge ginn, sonndes ze schaffen. Dat war eng Ofmaachung tëscht dem Patronat an dem Saliariat a ganz ville Kollektivverträge.

Wann et keng Obligatioun fir Kollektivvertrag méi ënner 30 Leit gëtt, da verléiere mer do e ganz wichtege Levier. An da féiert et net zu méi Kollektivverträge, wéi hei ugedeit ginn ass, mee zu manner Kollektivverträge. Well déi 128 Betriber, déi am Moment tëscht 15 an 30 Saliariéen embauchéieren, déi hu keen Interessi méi drun, mat de Gewerkschaften e Kollektivvertrag ze negociéieren, well am Moment kënne se souwisou schonn aacht Stonnen opmaachen.

Här President, duerfir ënnerstëtze mer och, an ech wäert herno drop agoen, d'Propositionen vun deene Gréngen. Mee souguer mat där Proposition bleift et eng generell Verschlechterung par rapport zum aktuellen Istzustand.

An, Här President, ech wëll duerfir ofschléisse mat engem aneren Zitat, dës Kéier net vum Fraktiounspresident vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei, mee mat engem aneren Zitat, och vun engem, deen der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei eng Zäit laang emol ganz nostoung: „Ech wëll dat hei ganz däitlech soen: Et gëtt keng weider Extensioun vun der Sonndesaarbecht iwwert dat eraus, wat mer haut un Ausnamebestëmmungen an un Ausnameregelungen zur Sonndesaarbecht hunn. Et wäert net geschéien [...], dass ëmmer méi Leit musse sonndes untrieden, fir dass aner Leit hire Sonndesconfort op deenen hir Käschten organiséiere kënnen. Zur sozialer Kohäsioun gehéiert et och, datt een op deen anere Rücksicht hält. A mir solle Rücksicht huelen op déi Saliariéen, déi Famill a Kanner hunn, op déi Leit, déi an de Veräiner aktiv sinn, op déi Leit, déi de Sonndeg brauche fir duerchezootmen. [...] Ech wëll keng Gesellschaft, wou déi eng mat hiren Enkele sonndes akafe ginn, an d'Kanner vun deenen Elteren, déi schaffen mussen, eleng doheim setzen. Ech wëll dat net. An et kënnt zu kenger weiderer Ausweidung vun der Sonndesaarbecht. Bal hat ech gesot „basta“. Mee ech mengen eigentlech och basta. Et geet elo duer. Jean-Claude Juncker, 20. Mee 2008. Ech ka mech him nëmmen uschléissen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. D'Wuert huet elo den Aarbechtsminister. Här Spautz.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, léif alleguer, merci fir d'Wuert. Ech muss éierlech soen, virun engem Joer, wéi déi Diskussioun iwwert d'Sonndesaarbecht ugefaangen hat, hätt ech net geduecht, an där Fonctioun,

wou ech haut sinn, haut hei virun Iech ze stoen an zu där Thematik Stellung ze huelen. An dofir ass et och fir mech e besounnesche Moment, well et meng éischt Interventioun an deem Haus ass als Aarbechtsminister.

An ech wëll d'Geleeënheet och notzen, fir mat e puer Mercien unzefänken un dat, wat elo dat mam Aarbechtsminister mat sech bréngt. Fir d'éischt e Merci un de Georges Mischo fir alles dat, wat e gemaach huet. Och wa mer an deem Dossier net enger Meinung waren, esou wëll ech em awer soen, dass mer déi lescht Méint, an dat konnten d'Kollegen aus der Aarbechtskommissioun jo erliewen, ëmmer gutt zesummege schafft hunn. An dat kann ech als deemo-lege President vun der Aarbechtskommissioun soen, an do si jo och Leit heibannen, déi an där Kommis-sioun waren.

Ech soen och Merci Iech allegueren hei am Haus, op béide Säite vun der Chamber. D'Diskussiounen waren heiansdo intensiv, heiansdo e bëssen hefteg – mee dat gehéiert derzou –, mee ëmmer am Respekt. An ech kann Iech och garantéieren: De Kontakt wäert bestoe bleiwen an Dir wäert mech och nach an Zukunft reegelméisseg op de Gäng vun der Chamber begéi-nen.

(Hilarité)

E besounnesche Merci geet awer och un all déi, déi net am Rampellicht stinn. An dat ass d'Personal vun der Chamber. Ouni hir Aarbecht fonctionéiert d'Chamber net. A si haten elo 20 oder respektiv 21 Joer ..., ech wëll net soen de Problem, mee mir hu mateneen ze di gehat. An ech wëll hinnen allegueren dofir villmools Merci soen. Et war ëmmer flott, mat hinnen ze schaf-fen. An ech kann och garantéieren, och op där anerer Sait wäert ech se nach heiansdo nerve kommen. Mee op alle Fall och hinnen e grouse Merci, well ouni si wier dat net machbar.

Elo awer dann zur Substanz vum Projet. Fir d'éischt wëll ech mol soen: Et ass hei vill geschwat ginn iwwer Kollektivverträge an iwwer Verhandlungseresultater. Den éischte Punkt a Verhandlungen, wat ech op alle Fall a mengem Beruff geléiert hunn: Wann ee bis e Resultat fonnt huet, wou ee sech derzou engagéiert huet, da steet een dozou. Et ass net ëmmer einfach, dann zu deem Kompromëss ze stoen. Et ass och heiansdo relativ schwéier. Mee wann ee bis gesot huet: „Jo, an deem dote Punkt sinn ech bereet“, da muss een och dozou stoen. An dann ass et net duerno, fir einfach mir näischt dir näischt ëmzefalen. Mee do kommen ech nach méi spët drop zréck.

Ech wëll och soen: Hei ass geschwat gi vun engem Kompromëss. Ech gesinn et als e Mëttelwee zwëschent deenen engen an deenen anere Fuerde-rungen. E Kompromëss gesinn ech éischer als eppes, wat jiddwereen akzeptéiert. Dofir hunn ech gesot: „e Mëttelwee“. Well et eeben net zu engem Kompro-mëss zwëschent de Sozialpartner komm ass, huet d'Regierung eng Decisioun geholl, déi sech um Mët-telwee fonnt huet. Dat ass fir mech den Ënnerschied zwëschent dem Kompromëss an dem Mëttelwee.

Dofir muss een och wëssen, wann een den Dossier vun der Sonndesaarbecht upaakt, wat do geschitt ass, wou hei d'Kollegen allegueren, ugefaange beim Rapporteur, dem Charel Weiler, deem ech aus-drécklech felicitéiere fir säi Rapport, wéi en och déi Etappen duerchgaangen ass, wéi de Projet sech ent-wéckelt huet a wou et jo awer och esou war, dass duerno d'Regierung zesummen an der Sozialronn probéiert huet, en anere Wee ze goen, wéi dat am Ufank de Fall war bei der Sonndesaarbecht. An et ass jo och eppes aneres erauskomm wéi dat, wat am Ufank an der Sonndesaarbecht am Projet de loi

drastoung. An do ass et no ville Gespräicher vun de Sozialronnen, Consultatiounen, déi gemaach gi si mat deene jeeweilegen Acteuren, eeben zu deem Mëttel-wee komm.

De Seuil vun 30 Salariéen ass fir mech perséinlech eng Léisung, mat där ech liewe kann. Et ass net dat Ideaalt, weeder an déi eng Richtung nach an déi aner Richtung. Ech wëll awer do soen, well verschidde Leit vun de Seule geschwat hunn, dass een do verschidde Saache muss wëssen.

An der Direktiv, an den europäesche Bestëmmungen, wat d'Betriber ubelaangt, ass e Kleng- a Mëttelbe-trib – dat ass eng PME – ab 50 Leit. An am Delega-tiounsgesetz sinn et, wéi den Här Weiler an d'Ma-damm Bernard gesot hunn, 15 Leit, déi och esou am Delegatiounsgesetz stinn. A wann Der 15 a 50 zesum-merechent, da kommt Der op 65. A wann Der dann dividéiert, kommt Der op 32,5, an elo ass 30 dat, ...

(Hilarité)

... wat elo erauskomm ass an deem Mëttelwee, deen elo festgehal ginn ass, an och deementspriedend an d'Gesetz komm ass. An et ass och esou, an dat soll ee jo och roueg kënne soen: Och de Staatsrot huet jo do seng Remark derzou gemaach, wou e gesot huet, e géif net verstoen, wou déi 30 hierkéim, a wou e gesot huet: „Fir d'éischt gëtt et déi 15 an op där anerer Sait sinn et déi 50.“

Ech wëll awer och soe bei deenen 30, well hei – ech mengen, et war de Marc Baum, dee geschwat huet – gesot ginn ass: „Da gëtt et jo souwisou an deene Be-triber kee Kollektivvertrag.“ Ech muss soen, ech kenne Betriber ënner 30, déi och Kollektivvertrag hunn. A nee, pardon, et war net den Här Baum, et war d'Ma-damm Bernard, déi nach eng Kéier vun deenen 30 geschwat huet. Ech kenne Betriber ënner 30 Leit, wou Kollektivvertrag verhandelt ginn. Et ass just ab 30, wou e Kollektivvertrag muss kommen. Mee et gëtt och haut scho Betriber ënner 30 Leit – an ech hunn eng Ma-damm haut de Moien héieren, déi an esou engem Be-trib ass –, déi e Kollektivvertrag hunn och mat manner wéi 30 Leit. Ausser bei deem Betrib, dee mer alleguer-ten heibanne kennen, well mer d'Patronne kennen an all Dag gesinn, gëtt et och nach net manner wéi iwwer 30 Kollektivvertrag haut schonn. An ech sinn och der-vun iwwerzeegt, dass kee vun deenen elo wäert ein-fach säi Kollektivvertrag ofschafen a soen: „Ech wëll näischt méi dovu wëssen!“

An et muss een och wëssen: An deene Betriber vun 30 un, do ass virdrun ëmmer – net heibannen, dat muss ech zwar elo fairnesshalber soen, net heibannen – gesot ginn: „Mee do ass jo guer keen Interêt do, fir e Kollektivvertrag ze maachen.“ Mee ech kennen awer déi Lëscht, déi virläit, wat fir eng Betriber dat sinn, well et ass jo d'Unité économique, wou een ëmmer muss kucken, wat do ab iwwer 30 spillt, dass der do och wäerte sinn, déi soen: „Ech maachen elo gär e Kolle-tivvertrag, fir och kënne matzeschaffen.“ Wou mer et domadder dann och wäerte fäerdegbréngen – dat ass op alle Fall déi Hoffnung, déi do ass –, dass mer och méi Kollektivverträge wäerten am Commerce kréien, wéi dat bis elo de Fall ass, och a Betriber, déi hei am Ëmfeld vun der Chamber sinn, wou mer bal alleguer-ten, behaupten ech elo mol aus dem Häerz eraus, och wäerte Clientë sinn, déi elo och forcéiert sinn, an Zu-kunft müssen e Kollektivvertrag ze maachen, well se méi wéi 30 Salariéen hunn, fir dann och do kënne vun all deem ze profitéieren.

E bëssen iwwerrascht war ech iwwert dat vun deene 70 %. Well ech wëll Iech just soen: Bei deene 70 % hat ech nach néierens matkritt, dass een déi ugefrot huet. An ech muss och soen, och a menger eeëmo-leger Karriär waren déi 70 % ni eng Diskussioun. Et

ass éischer drëm gaangen, ob et net nach kéint an d'Luucht goen, wat och a ville Kollektivvertrag, wéi de Marc Baum et gesot huet, de Fall ass. Mee déi 70 %, also dat soen ech awer hei kloer an däitlech, stinn iwwerhaupt net zur Diskussioun! An déi 70 % wäerten och do sinn an do wäert un deene 70 % och näischt geschéien.

M. Georges Engel (LSAP) | Wat sot dann de Jean-Claude Juncker op där Tribün?

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Ech soen Iech hei, dass un deene 70 % näischt wäert geschéien. Ech soen Iech, dass dat de Fall ass, dass dat och esou wäert bleiwen an dass do iwwerhaupt keng Diskus-sioun iwwert déi 70 % wäert stattfannen! Dat just ganz kloer dozou.

Ech wëll och soen: Wa mer schwätze vu méi Kolle-tivverträge, da muss mer et och fäerdegbréngen all zesummen, verschidde Problemer ze léisen, déi et am Sozialdialog gëtt, wou verschidde Leit der Mee-nung sinn, wou ech bei Iech sinn, dass dee vläicht eng kleng Téitsch kritt huet an deene leschte Méint. Ech wäert do alles drusetzen, dass mer et fäerdeg-bréngen, dass mer dee Sozialdialog erëm hiergestallt kréien.

Ech mengen, et war de Marc Baum, dee gesot huet, et misst een de Porzeläin zesummepechen. Ech wëll net nëmme pechen, ech wëll probéieren, dass d'Ve-trauen erëm entsteet. Well et ass wichteg, Vertrauen zwëschent de Sozialpartner ze kréien. Well d'Sozial-partner wëlle Verbesserungen am Aarbechtsrecht iwwert de Wee vum Kollektivvertrag. An ech gleewen nach ëmmer un eng Kollektivvertragspolitik. Ech gleewen un eng d'Politik vun interprofessionellen Accorden. Ech gleewen dorun, dass een dat just fäer-degbréngt, wa Vertraue besteet, op där enger an op där anerer Sait.

A wa mer dat Vertraue gehat hätten, da wieren och vläicht aner Méiglechkeete gewiescht, fir dat an d'Ge-setz mat anzubauen. An dat ass net d'Vertraue vis-à-vis vun der Regierung, mee d'Vertraue vis-à-vis vun de Sozialpartner. A mir wäerten do alles drusetzen, fir dat Vertrauen erëm hierzustellen, fir dass och duerno d'Méiglechkeet besteet, Kollektivverträge ze maachen, net nëmme fir d'Sonndesaarbecht, wou d'Sonndes-aarbecht wäert dra gereegelt ginn, mee wou och aner Punkte kennen zur Diskussioun kommen.

De Marc Baum huet virdru vun engem Beispill ge-schat vun Aarbechtszäitverkürzung. Och dat ass et scho ginn, wou a Konterpartie gesot ginn ass: „Wa mer sonndes schaffen, ass och eng Aarbechtszäitver-kürzung do.“ Där Kollektivvertrag gëtt et, an et gëllt erëm, d'Kollektivvertrag ze promouvieren. An dat geléngt eis just, wa mer et erëm fäerdegbréngen, Vertrauen hierzustellen.

Wa mer awer elo haut schwätze vum Gesetz vun der Sonndesaarbecht, do kann een och schwätzen, ob et 5 ass – dee Seuil ass genannt ginn –, 10 oder 15. De Seuil, deen elo am Mëttelwee erauskomm ass an deen elo am Gesetz steet, sinn déi 30. An ech sinn och dervun iwwerzeegt, dass et eis wäert geléngen, iwwer 30 eraus, bis 100, 150 an nach méi Leit, Kolle-tivverträge ze maachen an dann och méi Salariéen aus dem Commerce ënnert déi Bestëmmungen ze kréien.

An ech wëll et nach eng Kéier soen, bei aller Kritik, déi ech mer och soss ëmmer erlaabt hunn, dat ass ëmmer ënnerstrach ginn: Hei geet et de Moment ëm Sonndesaarbecht vum Commerce. Hei ass geschwat gi vu genereller Aféierung vu Sonndesaarbecht. Dat ass néierens gesot ginn. Dat ass néierens gemaach ginn.

An ech wëll och dozou soen: Historesch gesinn, dat éischt Gesetz betreffend en Deel vun der

Sonndesaarbecht, dat war den 21. August 1913, net 2013, mee den 21. August 1913. Dat war nach virun der Aféierung vum allgemenge Walrecht, well d'allgemengt Walrecht ass eréischt 1919 komm. Do ass déi Diskussioun lassgaangen. An dat zweet Gesetz, wat mer haten, dat kennen ech e bësse besser. Dat war den 1. August 1988. An do hunn och grouss Manifestatiounen stattfonnt. An an deem Gesetz ass d'Méiglechkeet geschafte gi vun der Sonndesaarbecht. An do steet och extra an deem Gesetz dran, et géifen och nach Reglementer kommen an et géife Reglementer ausgeschafft ginn. Mee bis 2025 waren nach ëmmer keng Reglementer geholl, soudass ech dervun ausgaange sinn, dass jo dann och kee Besoin do war, fir dat ze maachen. Well et ware jo net nëmme CSV-Leit an de Ministère, déi dofir zoustänneg waren, soss wieren déi Reglementer jo och an där Zäit op Basis vum Gesetz vun 1988 geholl ginn.

Ech wëll och soen: Et waren nach ëmmer Betriber, déi geschafft hunn. Heibannen ass et gesot ginn: De Gesondheessektor huet nach ëmmer sonndes geschafft. Et ass just manner driwwer diskutéiert ginn, well an der Zäit d'Spideeler méi an der Hand vun de Schwestern ...

(Interruption par M. Marc Baum)

Jo, Här Baum, vun de Schwestern.

... waren. An déi hunn net gefrot: „Krée mer e Kollektivvertrag?“, mee déi Schwestern hu ronderëm d'Auer geschafft, ...

(Interruptions)

... mat wat fir enger Paus och ëmmer, an et ass eréischt duerno lassgaangen, wéi d'Spideeler generaliséiert gi sinn.

Ech wëll och soen: Ech hu selwer an engem Betrib geschafft, wou mer och hu misse samschdes a sonndes schaffen. Elo kuckt den Här Emering erëm, en ass ëmmer iwwerrascht, wann ech esou Saachen zielen aus mengem Liewen. Mee bei der Cegedel war et normal, wann s de Déngscht has, hues de och samschdes, sonndes an nuets missen raus. Well ech hätt Iech alleguete gären héieren, wann owes de Fernsee net méi gaange wär.

(Interruption par M. Fred Keup)

D'Cegedel, dat ass haut Enovos/Creos, Här Keup. Mee fréier huet et Cegedel geheescht. Do war et esou, wann nuets kee Stroum do war, da bass de gaangen an hues net gesot: „Ass dat elo néideg ze goen?“, well do waren der e puer Honnert, e puer Dausend, heiansdo och e puer manner, déi rose waren, wa se net op de Knäppche gedréckt kritt hunn. Och dat war ëmmer d'Realitéit.

An ech mengen, vun der Industrie brauche mer net ze schwätzen. An der Industrie ass nach ëmmer och sonndes geschafft ginn. An ech ka mer och net virstellen, dat muss ech awer soen, dass elo op eemol alleguer d'Commercé géifen ab muer de Moien ..., oder net muer, mee wann d'Gesetz a Kraaft trëtt, dass dann alleguerten d'Leit sonndes moies wäerten erliewen, dass direkt acht Stonnen op ass. Dass der dat wäerte probéieren, do sinn ech mat Iech d'accord. Mee ech mengen, dass et och do esou ass, an dat ass schonn heibanne gesot ginn, dass och do d'Nofro muss sinn, ob och jiddwereen dat wëllt maachen, déi acht Stonnen, well et kloer ass, dass déi 70 % jo do geschéilt sinn an dat jo och awer ..., ech wëll net soen eng Brems ass, mee wou awer vill Leit wäerten d'Iwwerleeung uestellen, ob dat gutt ass oder net.

Ech weess, dass mir als Politiker och mussen ënnerschiddlech Interesse beineebrennen. An an deem Fall muss mer d'Interesse souwuel vun deene

Beschäftegte wéi och vun deene Leit, déi Betribsresponsabel sinn, zesummebréngen. An dat hei ass dee Mëttelwee, dee fonnt ginn ass, well et zwëschent de Sozialpartner net zu engem Kompromëss komm ass. Mee ech sinn awer dervun iwwerzeegt, dass et eis an Zukunft wäert geléngen, wa mer de Sozialdialog erëm kënnen zesummen hierstellen.

An ech mengen, do ass et och un der Chamber an – et ass och gesot ginn – un der Regierung, hir Verantwortung ze huelen, fir dass mer et fäerdegbréngen, dass mer dee Sozialdialog, deen elo e bësse gelidden huet, erëm kënnen hierstellen. A mat Iech all zesumme sinn ech dervun iwwerzeegt, dass mer et als Chamber an als Regierung fäerdegbréngen, dee Sozialdialog erëm hierstellen. An dat geet just am Respekt ee virun deem aneren. A wa mer dat zesumme fäerdegbréngen, sinn ech och dervun iwwerzeegt, dass mer nach aner Diskussiounen kënnen féieren, wou mer och aner Reegelen wäerte fanne wéi déi, déi mer elo hei an der Sonndesaarbecht hunn. Et wäerten och nach aner Ännerungen kommen.

Ech wëll awer nach ënnersträichen, well dat gesot ginn ass vum Kollektivvertrag: D'national Repräsentativitéit, Här Baum, dovun schwätze mer net méi. Dat ass gekläert. An dat ass e Punkt. An dat wäert och verschidde Saache vereinfachen, fir och duerno deen Dialog ze féieren, deen noutwendeg ass.

Villmools merci Iech alleguerten, an op eng gutt Zesummenaarbecht!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Den Här Baum huet nach eng Fro ze stellen. A wéi ech Iech kennen, huet Der déi direkt un. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et ass e bëssen eng komesch Situatioun. Ech wëll den neien Aarbechtsminister och elo net ploie fir eppes, wou en, mengen ech, éischter eng positiv Kraaft gespielt huet an deem Ganzen. Mee nawell hunn ech d'Argument net ganz verstanen, fir ze soen, wann et virdrun esou war, dass ee bis acht Stonne schaffen konnt mat engem Kollektivvertrag ... An déi 30 Betriber vun deenen 129, déi am Moment e Kollektivvertrag hunn, déi wäerte warscheinlech net alleguer hire Kollektivvertrag dowéinst opginn. Do sinn ech bei Iech. Mee zumindest geet en Incentive verluer, bis 30 Leit, 15 bis 30 Leit, fir e weidere Kollektivvertrag ze maachen, vu datt d'Reegelung elo esou ass, dass se och ouni Kollektivvertrag acht Stonne kënnen schaffen. Duerfir ass meng Fro: Wouranner gesitt Der dann den Incentive?

M. Marc Spautz, Ministère du Travail | Ma ech mengen, dass ee jo an engem Kollektivvertrag net nëmme Reegelen hëlt, fir sonndes opzemaachen oder fir eng Aarbechtszäitorganisatioun ze maachen. Jo, dat ass ee vun de Voleten, déi am Kollektivvertrag stinn. Mee am Kollektivvertrag sinn och aner Dispositiounen dran. An ech mengen, am Sozialdialog an an de Punkten, déi d'Regierung mat de Sozialpartner wëllt verhandelen, sti jo och nach aner Theemen um Ordre du jour. An dofir mengen ech, dass den Incentive wäert do sinn, dass och nach aner Betriber ënner 30 Leit Interessi hunn, e Kollektivvertrag ze maachen.

A wa mer et fäerdegbréngen, d'Vertrauen erëm hierstellen an déi Hemmschwell, wou ech éierlech gesot nach ëmmer net esou richteg verstanen hunn, wou déi Hemmschwell ass bei verschidde Leit, fir Kollektivverträge ze maachen ... An ech hu mer dat och op ..., „Fändel“ ass elo e schlecht Wuert, mee ech hu mer dat awer virgeholl, dass mer et do musse fäerdegbréngen, déi Hemmschwell bei de Kollektivverträge erëm ewechzékriien. A wa mer dat zesumme fäerdegbréngen, dass dann d'Retizienz och fort ass,

dann ass och nach Interêt do, fir e Kollektivvertrag ze maachen, net nëmme a Betriber ënner 30 Leit, mee och bei deenen driwwer. Dass da wierklech och de Courage erëm do ass, sech un den Dësch ze setzen a mateneen ze verhandelen. An dat wëll ech mat Iech zesummen ugoen. An ech wäert Iech och reegelméisseg doriwwer an der Aarbechtskommissioun Ried an Äntwert stoen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu deem Projet de loi ofgeschloss.

An éier mer zur Ofstëmmung vum Projet de loi kommen, hu mer nach en Amendement hei leien, dee vun der Madamm Djuna Bernard ofgi ginn ass. Mir kommen also virdrun zur Ofstëmmung iwwert den Amendement Nummer 1 vun déi gréng, deen als Objet huet, den Artikel 1 ofzënnere. An ech fänken also deen éischte Vott doriwwer un. Et geet also drëm, ob Der mat deem Amendement Nummer 1 d'accord sidd oder net.

Vote sur l'amendement 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Oui: 20, Non: 34, Abstention: 5. Dësen Amendement Nummer 1 ass also ofgeleent mat 34 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentionen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas (par M. Fernand Etgen), Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Den Artikel 1 vum Projet de loi bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8456. Den Text steet am Document parlementaire 8456¹⁰.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8456 et dispense du second vote constitutionnel

An hei fänkt d'Ofstëmmen dann elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 34, Nee: 16, Abstention: 9. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 34 Jo-Stëmme géint 16 Nee-Stëmme bei 9 Abstentionen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas (par M. André Bauler), Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8472 – Projet de loi réglementant les heures d'ouverture dans le secteur du commerce et de l'artisanat

An da komme mer zu dem nächste Projet de loi, an zwar dem Projet de loi 8472 iwwert d'Öffnungszeiten an de Geschäfte an am Handwerk. Hei ass d'Riedezäit och nom Modell 2 festgeluecht, also déi selwecht wéi virdrun. An et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Georges Engel, den Här Michel Lemaire, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzestext, deen ech Iech elo virstellen, geet et ëm d'Upassung vun den Öffnungszeiten am Commerce an am Handwerk. Dësen Text soll dat modifizéiert Gesetz vum 19. Juni 1995 iwwert d'Fermeture vun den Einzelhandelsgeschäften am Commerce an am Handwerk ofschafen an ersetzen. Well an der Praxis haaptsächlech iwwer „Öffnungszeiten“ geschwat gëtt, soll de gesetzleche Begrëff un den tatsächleche Gebrauch ugepasst ginn. Amplaz vu „Fermeture“ schwätzt dësen Text dofir vun „Öffnungszeiten“.

À la base geet et awer drëms, engem Urteel vun der Cour constitutionnelle vum 17. Mäerz 2017 Rechnung ze droen. Konkreet huet e Bäcker geklot, well e moies seng Bakwuer net verkafen duerft, obschonn d'Tankstell niewendrun dëst konnt maachen, well si net ënnert dës Dispositionne gefall ass, well hir Surface de vente ënner 20 Meeterkaree läit. Dem Urteel no féiert d'Gesetz vum 1995 an dësem Fall zu enger ongerechtfäerdigter Ongläichbehandlung.

Dowéinst gouf zënter 2018 vum Wirtschaftsministerium eng allgemeng Derogation fir dat ganz

Liewensmittelhandwerk erdeelt, déi et erméiglecht huet, vun den Heures de fermeture ofzeweichen. 2024 huet sech d'Jurisprudenz vun der Cour op 332 Verkaufsstellen applizéiert, eng total Geschäftsfläche vun iwwer 10.000 Meeterkaree.

D'Regierung huet d'Demande fir Derogatione bei den Öffnungszeiten analyséiert a festgestallt, dass d'Unzuel vun den Demanden an den Ofweichungen iwwert déi lescht Jore relativ héich war. Dës Demanden hu sech zum Beispill dorobber bezunn, fir e puer Sonndeger opzemaachen, all Sonndeg oder u bestëmmte gesetzleche Feierdeeg. An der Moyenne hu 35 Gemengen all Joer eng Derogation fir d'Öffnungszeiten ugefrot.

Fir d'Eenzelhandelsgeschäfte am Secteur vum Commerce hunn an de Joren 2022, 2023 a 2024 80,65 % eng Autorisation kritt, fir iwwer eng Derogation sonndes opzemaachen. Dat sinn 82,5 % vun der totaler Surface commerciale hei am Land. Dëst huet kloer de Besoin reflektéiert, fir d'Öffnungszeiten an dësem Secteur unzepassen.

D'Zil vun dësem Gesetz ass et also, nei Dispositionne festzeleeën, déi eng méi kohärent Regulierung a méi Rechtssécherheet bidden. D'Upassung vun den Öffnungszeiten stellt fir d'Commerçanten eng Méiglechkeet duer, fir sech un d'Besoinen vun de Clienten unzepassen, mee et handelt sech heibäi ganz kloer ëm eng Option a keng Verpflichtung.

D'Zil vun dësem Text ass et och, déi administrativ Charge ze vereinfachen, fir dass d'Commerçanten an Zukunft keng formell Demande de dérogation méi beim Ministère maache mussen, mee dëst an Zukunft iwwer eng online Plattform notifiéiere kënnen.

Déi erlaabten Öffnungszeiten gesinn an Zukunft wéi folgt aus:

Vu méindes bis freides kann ee vu 5.00 Auer bis 21.00 Auer ophunn. Et war uganks 22.00 Auer ugeduecht, mee am Kader vun de Sozialronnen huet d'Regierung zrëckbehalen, de Gewerkschaften entgéintzekommen, an ass op spéitstens 21.00 Auer erofgaangen.

Samsdes, sonndes, de Viowend vun engem Feiertag an op engem Feiertag ka vu 5.00 Auer bis 19.00 Auer op sinn.

De Viowend vun Nationalfeiertag, vu Chrëschttag an den 31. Dezember ass eng Ouverture vu 5.00 Auer bis 18.00 Auer méiglech.

Den 1. Mee, de 25. Dezember an den 1. Januar ass d'Fermeture fir jiddereen obligatoresch, ausser fir de Metzler, de Bäcker, d'Pâtisseries, den Traiteur wéi och fir déi sougenannt Salons de consommation. Falls een awer dës Deeg wëll ophunn, muss e Kollektivvertrag oder en Accord interprofessionnel bestoen.

Dann ass nach d'Option virgesinn, zweemol am Joer eng Ouverture continue ze maachen, also 24 Stonnen op 24. Dëst muss spéitstens eng Woch am Viraus dem Ministère matgedeelt ginn.

Falls ee vun den erlaabten Öffnungszeiten ofweiche wëll, da kann ee bis 1.00 Auer moies opmaachen, mee och heifir gesäit den Text eng Obligation vir, dass e Kollektivvertrag oder en Accord interprofessionnel besteet.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Am Kader vun engem Kollektivvertrag oder engem Accord interprofessionnel kann een och eng duerchgeeeënd Ouverture vu 24 Stonne vu méindes bis sonndes virgesi vun Aktivitéiten an ënner anerem folgende Beräicher: beim Verkauf vu Liewensmitteln, Medikamenten, Gesondheetsprodukten, Bicher, Zeetungen, Ersatzdeeler, Tubak, Hygiènesprodukten an nach e puer méi.

All Infraktioun kann zu enger Amende tëschent 1.000 a 25.000 Euro féieren. Am Fall vun engem Réckfall bannent fënnf Joer kann d'Fermeture vun engem Etablissement fir eng Dauer vu sechs Méint bis zwee Joer ordonéiert ginn.

Eng Rei kommerziell an handwierklech Aktivitéiten si vun dësem Gesetzestext awer net betraff. Si goufen explizit am Text ausgeschloss. Dat ass zum Beispill: e Kino, d'Points de vente op de Garen an um Flughafen, d'Restaurants oder d'Ennerkonftstrukturen, dat heescht Hoteller a Campingen, d'Aktivitéiten op engem Maart oder op enger Foire oder och d'Braderien, Fitnessen, Schwämmen, Spillhale fir Kanner, awer och d'Tankstelle laanscht d'Autobunnen an déi Tankstellen, déi zum Netz vun der Grande voirie de communication am Sënn vum Gesetz vum 16. August 1967 oder zum Stroossennetz vum Accord européen sur les grandes routes de trafic international vun 1975 gehéieren. An der Kommissioun war d'Fro opgeworf ginn, wéi eng Stroossen dës Gesetze beinhalten. Mir kruten an deem Kader nach vum Wirtschaftsministerium eng Kaart nogereecht, wou all déi viséiert Stroossen op enger Landkaart indiquéiert sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn als Ekonomieskommissioun fënnf Avisen a fënnf Avis complémentaires zu dësem Gesetzestext erakritt.

Dem Staatsrot säin éischten Avis krute mir den 3. Juni 2025. An dësem huet de Staatsrot verschidden Oppositionen formelles ausgeschwat. Eng dovun huet sech op den Artikel 4 bezunn, laut deem eng Ofweichung vun de gesetzlech festgeluechten Öffnungszeiten iwwert de Kollektivvertrag ouni Limit méiglech war. De Staatsrot huet fonnt, dass een do iwwer Kollektivvertrag géif agräifen, obwuel et sech ëm eng Matière réservée à la loi handelt.

Duerch d'Amendements gouvernementaux konnten dës Oppositionen formelles am complémentaires Avis opgehuewe ginn, mee et waren nach zwou aner Oppositionen formelles dran.

Engersäits beim Artikel 2, wou definéiert ass, dass Betriber vum Gesetz ausgeschloss sinn, déi baussent de virgesinnenen Öffnungszeiten just Membere vun der Famill am Betrib hunn. De Staatsrot war der Meinung, dass muss preziséiert ginn, dass et Membres de famille non salariés sinn, well et soss zu enger Inégalité mat anere Salariéer komme kéint.

An da gouf et nach eng Opposition formelle, well uganks just d'Tankstelle laanscht d'Autobunne vum Text ausgeschloss waren. De Staatsrot huet an dëser Limitation op d'Tankstelle laanscht d'Autobunnen eng Violation vum Prinzip vum der Égalité de traitement gesinn an explizit gefrot, dass am Text sous peine d'opposition formelle déi ganz Voirie, déi vum Gesetz vum 1967 viséiert ass, dat heescht d'Grande voirie de communication an d'Europastroossen aus dem Gesetz vum 1975, mat integréiert ginn, fir dass och d'Tankstellen op dës Stroosse vum Champ d'application vun dësem Text ausgeschloss ginn.

Duerch weider Amendements gouvernementaux konnten och dës Oppositionen a sengem zweete complémentaires Avis vum 11. Dezember opgehuewe ginn.

Den éischten Avis vun der Handwerkskummer krute mir den 3. Mäerz eran. Si begrësst d'Modernisation vun den Öffnungszeiten an déi administrativ Vereinfachung. D'Handwerkskummer huet ënner anerem och gefuerdert, dass d'Hebergementsstrukturen an d'Campinger vun dësem Gesetz ausgeschloss gi sollten, wat duerch d'Amendementen dann och gemaach ginn ass.

An hirem complémentaires Avis vum 31. Oktober huet si och begrësst, dass elo d'Schwämmen esouwéi

och Braderien a Familjebetrieb net méi ënnert dëst Gesetz falen. Si bedauert awer, dass d'Derogatiounen sech ëmmer op e Kollektivvertrag baséiere mussen, well si der Meenung ass, dass d'Öffnungszäiten zu der Liberté commerciale gehéieren.

Den Avis vun der Chambre des Salariés krute mir de 4. März eran. Si bedauert, dass et keng Verhandlung mat de Gewerkschaften gouf, a fënnt, dass de Sozialdialog net respektéiert gi wär. D'Chambre des Salariés ass der Meenung, dass dësen Text zu enger Verschlechterung vun den Aarbechtskonditiounen an dem Bien-être vun de betraffene Leit féiere géif. D'Sonndesaarbecht esouwéi den Travail de nuit missten am Kader vun engem Kollektivvertrag verhandelt ginn. Si stellt och d'Fro, ob wierklech eng Demande säitens de Consommateure besteet, fir d'Öffnungszäiten ze verlängeren.

An hirem Avis complémentaire vum 9. Oktober widerhéit d'Chambre des Salariés, dass si dësen Text rejetéiert, a fënnt, dass hei den Equilibre tëscht dem privaten an dem professionnelle Liewen net respektéiert gëtt. D'Chambre ënnersträicht, dass vill Leit e laange Wee op sech huelen, fir schaffen ze kommen, a fënnt, dass ee sech doriwwer Gedanken maache muss, ob den öffentliche Transport esouwéi och d'Accueilstrukture fir d'Kanner adaptéiert sinn. Si fuerdert, den aktuelle Regime bäizebehalen an Derogatiounen just duerch Kollektivvertrag ze erlaben.

D'Handelskummer huet hiren Avis den 10. März eragereecht a begréisst dësen Text, deem zu enger gewëssener Flexibilitéit um Niveau vun den Öffnungszäiten zu enger administrativer Vereinfachung féiert. D'Handelskummer ass der Meenung, dass dëst dozou féiere wäert, dass de Commerce physique méi kompetitiv par rapport zum Onlinehandel gëtt an dass nei Aarbechtsplaze kënnen geschaf ginn. Si bedauert, dass d'Derogatiounen just méttels engem Kollektivvertrag festgehale gi kënnen, well dëst net fir déi kleng Betriber adaptéiert wär. D'Handelskummer ass och der Meenung, dass eng komplett Flexibiliséierung vun den Öffnungszäiten néideg ass, fir den ekonomesche Realitéit Rechnung ze droen.

An hirem complémentaires Avis vum 29. September begréisst d'Handelskummer d'Ännerungen um Niveau vum Champ d'application, mee si bedauert, dass d'Derogatiounen net ouni Accord interprofessionnel oder Kollektivvertrag méiglech sinn.

Den Avis vun der Konkurrenzautoritéit krute mir den 19. Mee. Si begréisst dësen Text an ass der Meenung, dass heider d'Konkurrenz méi staark an de Bien-être économique verbessert gëtt. D'Autoritéit fënnt, dass déi verlängert Öffnungszäiten besser un d'Contrainten vun de Consommateuren ugepasst sinn an dass d'Commercen an Zukunft méi verkafe kéinten a méi konkurrenzfähig zu hire Konkurrenten online oder am Ausland ginn. D'Konkurrenzautoritéit warnt awer virdrun, dass duerch d'Obligation, e Kollektivvertrag ofzeschleissen, fir dass een derogéiere kann, déi grouss Enseigner e Virdeel kéinten hunn, a mir risquéieren dann, dass déi kleng Commerce benodelegt ginn an hire Pouvoir de marché nach méi kleng gëtt.

Domat hunn ech den Tour gemaach vun den Avisen an eisen Aarbechten an der Kommissioun. Fir Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Ech géif op dëser Plaz Merci soe fir d'Nolauschteren. D'Corinne Cahen wäert fir eis Fraktioun duerno nach schwätzen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Hartmann.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorable Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och e ganz grouse Merci un d'Rapportrice Carole Hartmann fir hiren exzellente mëndlechen an och schrëftleche Rapport. Bon, ech mengen no intensiven an och engagierten Debatten zur Sonndesaarbecht komme mer elo zu engem zweete Gesetzestext, deem awer ganz enk mat deem vun der Sonndesaarbecht zesummenhänkt.

Am Laf vun der parlamentarescher Prozedur ass séier kloer ginn, datt et net nëmme politesch sënnvoll, mee och juristesche konsequent ass, dës zwee Texte zesummen ze tritéieren, besonnesch well de Projet iwwert d'Sonndesaarbecht an e puer Passagen explizitt och op de Kader vun den Öffnungszäiten zréckgräift. Dofir ass et richtig an néideg, datt mir haut déi zwee Gesetzestexte matenee stëmmen.

Als Legislatuer steet fir eis dobäi eng zentral Fro am Mëttelpunkt: Wéi fanne mer dat richteg Gläichgewicht, engersäits tëscht wirtschaftleche Besoinen, soziale Schutzmechanismen an de konkrete Liewensrealitéiten vun de Mënschen? A genee dat musse mir ofweien an dësem Gesetzesprojekt. Mir schwätzen hei iwwert d'Öffnungszäiten am Commerce an am Handwierk, mee am Kär geet et virun allem ëm Rechtssécherheet an en equilibréierte gesellschaftleche Kader.

Ech mengen, mir sinn eis hei an dësem Haus alleguert eens, dass d'Gesetz vun 1995 iwwert d'Heures de fermeture eng grondleeënd Iwwerschaffung gebraucht huet. Dëst Gesetz staamt aus enger anerer Zäit, well zanter Joren ass et net méi de gesetzleche Kader, deem d'Realitéit erëmispigelt. Et ass éischer eng Praxis, déi sech ëmmer méi wäit vum Gesetz ewechbeweegt huet. D'Derogatiounen hu sech multiplizéiert, an dat, wat ursprënglech als Ausnam virgesi war, ass dacks zur Reegel ginn.

An dat ass net nëmme eng politesch Feststellung, mee och eng juristesche. D'Cour constitutionnelle huet schonn 2017 kloer drop higewisen, datt dës Situatioun zu enger Ongläichbehandlung tëscht de Betriber féiert. Zanterhier huet de Staat Joer fir Joer misse mat enger genereller Derogatioun agräifen, fir e Minimum u Gläichgewicht hierzustellen an dëst och ze garantéieren.

Dës Approche war als Iwwergangsléisung verständlech, mee si kann awer op Dauer keng nohalte Gesetzgebung ersetzen. Provisoresch Léisungen si mat der Zäit zu Dauerléisungen ginn, an dat huet eng rechtlech Onsécherheet geschaf, déi fir Betriber an och fir d'Verwaltungen net méi akzeptabel ass. Esou eng Situatioun kann een op laang Sicht net bestoe loosser. An dat war d'Noutléisung, mee dat ass awer keng Politick. Dëse Gesetzesprojekt ass dofir net ideologesch iwwerschrëwwen a motivéiert, mee juristesche noutwendeg.

Wat mécht dëse Projet konkret? E schafft kloer a verständlech Reegelen, déi fir all Acteuren aus dem Commerce an dem Handwierk applikabel sinn, ausser fir déi, déi spezifesch ausgeschloss sinn. En ersetzt eng ontransparent Praxis vu ville Geneemegungen duerch eng Logik vu kloer definéierten Zäitraim an engem Notifikatiounssystem, fir vun Ausnamen zu dëse Reegelen ze profitéieren.

Dëst bedeit eng konkret administrativ Vereinfachung, well d'Entreprise net méi op déi schwéierfällige Prozedur mat Geneemegungen ugewise sinn. Et bedeit och

Kloerheet iwwert déi gesetzlech Ramebedingungen. Et ass eng Moossnam, déi also ouni Zweifel vun de Betriber, besonnesch vun de Kleng- a Mëttelbetriber, begréisst gëtt, well se Zäit, Ressourcen, awer och administrativ Belaaschtung reduzéiert.

Gläichzäitig ass et awer och wichteg ze ënnersträichen, wat dëse Gesetzesprojekt net ass. Et ass kee Fräibrief fir eng onbegrenzte Liberaliséierung vun den Öffnungszäiten.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Et bleiwe kloer Limiten, et bleiwe gesetzlech Feierdeeg mat obligatoresche Fermeturen, an all Ausnam, déi iwwert dës Kaderen erausgeet, ass u Kollektivvertrag gebonnen. Och d'Méiglechkeet vun Ouverturen owes méi laang, nuets oder sonndes, déi ass net automatesch, mee se ass kloer encadréiert an u verhandelt Accorden tëscht dem Patron a senger Mataarbechter gekoppelt.

Domat gëtt och daitlech, datt mir um Instrument vun de Kollektivvertrag festhalen an hinnen eng zentral Roll zouerkennen. Kollektivvertrag sinn net nëmme ee vun e puer Instrumenter. Nee, si bilden d'Häerzstéck vun enger equilibréierter Aarbechtsrelatioun – et ass de Moie schonn e puermol hei ugeklongen –, well se do entstinn, wou Patronat a Salarié konkret Léisungen fir hir spezifesch Situatioun zesummen am Konsens fannen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Thema Sozialdialog wëll ech an dësem Kontext awer och e puer Saachen kloerstellen. Dëst Gesetz ass aus engem Kompromëss entstanen. Et gëtt dobaussen heiansdo duergestallt, wéi wann d'Regierung net nogelauschert hätt an hei mat der Briechstaang virgaang wär. Dat entsprécht net der Realität. D'CSV bekennt sech ganz kloer zum Sozialdialog.

D'Sozialronnen hu stattfonnt. Et ass richtig, dass et net zu enger Eenegung komm ass, mee d'Regierung huet hir Propos no dëse Gespréicher ugepasst. Dat weisen d'Amendementen, souwuel bei der Sonndesaarbecht wéi och bei den Öffnungszäiten. An ech muss hei net nach eng Kéier am Detail op de Kontext vun de Sozialronnen agoen. Dat hu mer schonn am Zesammenhang mat der Sonndesaarbecht gemaach.

Mee och bei den Öffnungszäiten, do gouf konkret nageschäerft, zum Beispill duerch d'Reduktioun vun den Ouverturen ënnert der Woch vu 5.00 Auer moies bis 21.00 Auer owes, amplaz vun 22.00 Auer. Dës Ännerungen si sécher net fir jiddereen zefriddestellend, mee se weisen, datt d'Regierung och hei zu Kompromësser bereet war. An dat kann een nëmme begrëissen. Et ass eng bewosst Entscheedung fir e Mëttelwee: méi Flexibilitéit, mee net ouni Encadrement.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de verschiddenen Avisen – an d'Madamm Hartmann ass am Detail drop agang –, déi eis virleien, do gëtt virun enger méiglecher Verschlechterung vun den Aarbechtskonditiounen gewarnt, virun enger Ausheilegung vum Familjeliewen a virun enger weiderer Prekariiséierung vun engem Secteur, dee souwiesou schonn ënner Drock steet. Dës Suerg sinn duerschaus legitim a mir dierfe se och net einfach esou vum Dësch wëschen. Mee genee dofir ass et wichteg, dëse Projet a senger Gesamtheit ze bewäerten. D'Flexibilitéit, déi hei agefouert gëtt, ass net obligatoresch. Si schafft eng Méiglechkeet, keen Zwang. D'Aarbechtsrecht bleift integral applikabel an d'Schutzmechanisme fir d'Salarié ginn net a Fro gestallt.

Och d'Problemer vun de klengen Geschäfte huele mir eescht. Et gëtt d'Suerg, datt déi grouss Acteuren duerch méi flexibel Strukturen e Virdeel kréien an

de lokale Commerce ënner Drock geréit. Mee och hei ass Differenzéierung noutwenneg. D'Öffnungszäite ginn net verlängert, fir datt ab elo jiddereen am Commerce muss opmaachen. Mee déi, déi et wëllen a kënnen, déi hunn e klore legale Kader a soumat eng Méiglechkeet, zu deenen Zäiten, wéi se am Gesetz virgeschriwwen sinn, opzemaachen.

Dëse Gesetzesprojet ersetzt e Gesetz, dat net méi funktionéiert huet, duerch e Kader, deen der aktueller Realitéit méi no kënnt. E probéiert, wirtschaftlech Noutwendegkeeten a sozial Verantwortung an en neit Gläichgewicht ze bréngen. An aus dëse Grënn ënnerstëtzt d'CSV dëse Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Här Weydert?

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Léif Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Well et Äre Ieschten Dag ass, entschëllegen ech Iech.

M. Fernand Etgen, Président de séance | An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech fänken dann u wéi virdrun och. Léif Clienten, Léif Clienten, bon, ech géing emol fir d'éischt gären der Rapportrice villmools Merci soe fir hiren exzellente schrëftlechen a mündlechen Rapport an och fir d'Leeden duerch déi Kommissioun als Presidentin vun där Kommissioun.

Bon, haut ass den 18. Dezember. A sechs Deeg ass Hellegowend. A siwen Deeg ass Chrëschttag. Hutt Der schonn all Är Kaddoen?

Plusieurs voix | Nee.

Mme Corinne Cahen (DP) | Kaaft Der se an engem Buttek oder bestellt Der se um Internet?

Plusieurs voix | Am Buttek.

Mme Corinne Cahen (DP) | Et sinn der vläicht och am Moment amgang, e bëssen anzekafen, gesinn ech hei. Bon, ech denken, dass haut kee vun ons nach e Kaddo an engem Buttek heirëmmen wäert kafen, well mer den Owend jo anscheinend e bësse méi laang hei zesummesetzen, a bis dohinner sinn dann d'Butteker zou. Mee muer ass jo nach en Dag. An dann ass iwwermuer nach en Dag. An dann ass e Sonndeg jo op ganz ville Plazen nees op.

Här President, mir schwätzen an dësem Gesetz vun den Ouvertureszäiten. An ech géing awer gäre vu Gerechtegkeet schwätzen. Wéi ech Presidentin war vun der Union commerciale – et sinn elo schonn e puer Joer hier –, do hunn ech net verstanen an ech wollt och net akzeptéieren, dass bei ons am Land, an engem an deem selwechte Land, déi eng Butteker all Sonndeg hunn däerfen opmaachen an déi aner net.

Fir dass et elo kloer ass: Ech wollt, d'selwecht wéi meng Eltere viru mir, net all Sonndeg mäi Buttek opmaachen. Ech hätt net wëllen, mee ech hu wëllen däerfen! Et ass ganz einfach eng deloyal Konkurrenz, wann an enger Stad am Land e Buttek kann op sinn an an enger aner Stad am Land e Buttek, deen dat selwecht verkeeft, net däerf op sinn.

D'Gerichtsurteil vun 2017, wou e Bäcker geklot hat, well d'Bensinnsstatioun niewendru scho viru 6.00

Auer moies Bréidercher konnt verkafen an dee Bäcker awer eréischt um 6.00 Auer huet däerfen opmaachen, huet déi Ongerechtegkeet fir jidderee siichtbar gemaach. An et gëtt déck Zäit, endlech ze legiferéieren!

2017 war dat Urteel. Do hätt d'Madamm Closener als Staatssekretärin am Mëttelestlandsministère kënne legiferéieren, do hätt den Här Schneider kënne legiferéieren, do hätt den Här Kersch kënne legiferéieren an do hätt Dir, Här Engel, kënne legiferéieren zanter 2017. Mee Dir hutt et net gemaach! Wat hutt Dir gemaach, ...

(Interruption)

... Dir an Är Virgänger do, déi ech elo grad genannt hunn? Mee Dir hutt jiddwerengem d'Derogatioun accordéiert, dee se gefrot huet. An da schwätzt Der hei vu Simplification administrative. Mir mussen elo awer och e bësselchen éierlech hei sinn!

Hei geet et ëm Gerechtegkeet an dorëms, dass jiddwereen d'selwecht däerf opmaachen am ganze Land, an net an där enger Stad esou an an där aner Stad esou. An Zukunft hunn all d'Commercen déi selwecht Rechter, wat d'Öffnungszäiten ugeet.

Wa mer ganz éierlech sinn, dann ännert sech net terribel vill. Heibanne sinn normalerweis och verschidde Kolleegen aus dem Stater Schäfferot, a mir kréien ëmmer gesot, dass an der Groussgaass d'Butteker schonn um 18.00 Auer owes „hir Trottoiren eropklappen“, wéi dat da gesot gëtt. Mee Dir wäert jo net mengen, wa bis elo een huet däerfe bis 20.00 Auer opmaachen an d'Butteker maachen um 18.00 Auer zou, dass se dann an Zukunft bis 21.00 Auer opmaachen! Also, dat ka jo awer och kee mer erzielen.

(Interruption par M. Marc Baum)

Amplaz ... Pardon?

(Interruption par M. Marc Baum)

Ben dach, well et gëllt zum Beispill fir dee Bäcker, dee schonn éischter wëll opmaachen. Et gëllt fir déi puer, déi dat wëllen an déi wëllen opmaachen, wann de Client kënnt.

Well, wéi gesot, wa mer ganz éierlech sinn, dann ännert net ganz terribel vill. Et kann een amplaz um 6.00 Auer schonn um 5.00 Auer moies opmaachen an owes kann een dann amplaz bis 20.00 bis 21.00 Auer an der Woch oploosen. Ech mengen, d'Rapportrice huet dat alles schonn am Detail gesot. Mee déi, déi haut um 18.00 oder um 18.30 oder um 19.00 zoumaachen, déi halen och an Zukunft net bis 21.00 Auer op.

Vun esou Poste wéi deem vun der LSAP gëschter, do halen ech net ganz vill, well ech wëll Iech direkt soen: Ech géing och owes um 22.00 Auer keng Jeans kafe goen – fir dass dat ganz kloer ass! An iwwregens, mat dësem Gesetz kann een och net, ausser zweemol d'Joer da vläicht, owes eng Jeans kafe goen. A wa kee vun ons alleguerten owes um 22.00 Auer eng Jeans kafe geet, dann ass et ganz einfach, da mécht och keen Jeansbuttek owes um 22.00 Auer op.

Ech wëll op d'Wuert „däerfen“ insistéieren. Däerfen heescht net mussen! Däerfen heescht däerfen. Fir ons ass et virun allem wichteg, dass et fir jiddereen am Land, wéi gesot, d'selwecht ass, dass och d'Salariéen all déi selwecht Rechter hunn. Ech hu souwisou ni verstanen, firwat et kee Problem ass, wann zu Iechternach e Vendeur schafft sonndes an an der Stad dann awer net. Dir hutt, wéi gesot, all Derogatioun ëmmer positiv aviséiert. Dee Pabeierkrom, dee musse mer ons net ginn.

Iwwregens, ech wëll awer och hei eng Kéier kloer soen: Ech muss och net owes um 22.00 Auer an de

Kino goen! Ech komme ganz gären, Här Baum, bei Iech sonndes an den Theater. Ech hunn natierlech de grouse Privileeg, Iech och hei däerfen nozelauschteren an nozekucken. An do kommen Är Acteurs-fäegkeeten Iech ganz sécher an ganz gutt zegutt. An ech kann och nëmme jiddwerengem roden, Iech ze ënnerstëtzen als Acteur an dat kucken ze kommen.

Mee dorëms geet et jo net. Mir brauchen einfach e gutt Aarbechtsgesetz. Mir brauche gutt Aarbechtskonditiounen fir jiddwereen. Mir brauche gutt a sécher Aarbechtsplazen, och am Secteur vum Commerce. Mir mussen de Commerçanten an de Geschäfte d'Méiglechkeet ginn, dann opzemaachen, wann hire Client kënnt. A wéi gesot, wann nuets um 22.00 Auer – wou souwisou dann am Moment net däerf op sinn no dësem Gesetz – kee Client eng Jeans kafe geet, da brauch een och keng esou Posten ze maachen, well dann ass keen Jeansbuttek op.

Mir musse just de Geschäfte d'Méiglechkeet ginn a mir brauche Gerechtegkeet par rapport zu der Konkurrenz. Ech sot et scho virdrun: D'Konkurrenz, déi ass haut 24 Stonnen den Dag a 7 Deeg op 7 op. Mee dat, wat een an engem Buttek keeft, dat kann een upaken, dat kann ee richen, dat kann een umoossen, dat kann ee fillen a virun allem kann een et direkt mat heem huelen an och direkt gebrauchen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir mussen alles maachen, fir onsen Einzelhandel ze ënnerstëtzen. Mir sollten ophalen, alles schlechtzerieden. Et ass am Interêt vun ons all, wa mer e staarke Commerce hunn. Et ass am Interêt vun ons all, wa mer en diversifiéierte Commerce hunn. Et ass am Interêt vun ons all, wa mer e grouse Choix hunn. An et ass virun allem am Interêt vun ons all, wann d'Aarbechtsplazen am Commerce sécher sinn. An do si mer all an der Responsabilitéit, well mir alleguerte sinn d'Clienten.

Wann e Buttek méi laang op ass, dann ass et, well en eppes ze dinn huet. Méi laang Öffnungszäite schafen eventuell méi Aarbechtsplazen. Méi Aarbechtsplazen an deem Secteur, dat gëtt ville Leit eng Perspektiv.

Jo, mir kënnen natierlech dovunner schwätzen, dass et schwierig ass fir jonk Mammen, wa se da musse schaffen, wann d'Crèche net op sinn. Dofir ass eng gesond Altersstruktur an engem Betrib wichteg an och d'Solidaritéit, fir dass och jonk Mammen iwwerhaupt kënne schaffe goen, fir Suen ze verdéngen. An net méi spët wéi gëschter hu mer vun deene geschwat, dass et wichteg ass, dass och jonk Frae sech kënne professionell aktivéieren, fir eng Pai ze kréien a fir net mussen nëmme vu Sozialleeschungen ze liewen. Also ech mengen, et muss ee kënne vu senger Pai liewen. Dat gëtt ëmmer nees gesot. Dat gëllt och hei. An dat gëllt och fir déi Leit, dass se iwwerhaupt mol kënne schaffe goen. Ech kéint natierlech hei och nees de Faust zitéieren, ech maachen dat dann awer elo net.

Ech liesen an dësem Gesetz d'Exceptionen, also d'Secteuere, déi net vum Ouverturesgesetz beträff sinn. Ech ziele se net nach eng Kéier alleguerten op. Ech mengen, d'Rapportrice huet dat och gemaach. An dass d'Pompes funèbres sonndes musse kënnen op sinn an dass déi ëmmer musse kënne schaffen, dat liicht, mengen ech, jiddwerengem an. Wat elo awer um Kino, um Fitness, un der Indoorspillplatz, wou een iwweregens sécher och iwwerall ze iessen ze kafe kritt, méi wichteg soll si wéi un engem Liewensmëtzelhandel, dat verstinn ech elo net direkt, mee dat kréien ech bestëmmt nach erkläert.

Op d'Remark, dass net nëmme d'Bensinnsstationen op den Autobunnen, mee och op anere Stroossen dierfe 24/7 opmaachen, ginn ech elo hei net an. Dat maache ganz sécher nach anerer heibannen.

Ech géng awer gären nach eng kleng Geschicht erzielen. Ech kucke mol eng Kéier op meng Zäit. Jo, där hunn ech der nach e bëssen. Ech géng gären eng kleng Geschicht erziele vum Black Friday. Also, ech hunn Iech et scho gesot: Ech sinn elo kee ganz grouse Verfechter, fir nuets um 22.00 eng Jeans kafen ze goen. Ech maachen dat och net perséinlech. Op deem Black Friday war ech dann a mengem Betrib, owes géint 22.30. Et war eng super Ambiance. Et waren Tonne Leit do. Also, et waren immens vill Leit an deem Centre commercial. Et war Musek, d'Leit waren all gutt drop, och alleguerten d'Salariéë ware gutt drop. Si hate sech nach flott ugedoen, et war eng super Ambiance

An op eemol hat ech eng Gewerkschaft am Buttek stoen. Ech hunn hinnen du gesot, ech hätt mat enger anerer Gewerkschaft e Kollektivvertrag. Et war 22.30 Auer owes. Mir hunn dann e bëssen diskutéiert. Si hu mer och Flyere ginn. Ech hunn Iech der och e puer matbruecht. Mee ech hu mech du gefrot: Déi schaffe jo dann awer och? Huelen ech jo mol un. Ech huele jo mol net un, dass déi Benevolat maachen, wa se dann owes do duerch d'Butteker zéien. Dat heescht, och si ware jo dann owes spéit ënnerwee. A mir haten eng ganz flott Diskussioun, muss ech soen. Wéi gesot, ech hunn Iech och e puer där Flyere matbruecht. Ech hat gefrot, fir se ze kréien. A wann een da kuckt, wat op hirem Flyer steet, da steet do ënner anerem: „de réelles négociations au lieu d'un pseudo-dialogue social“. Majo domadder si mir averstanen. Do stinn natierlech all hir Revendicatiounen drop. Mee dat ass eng Saach vu Verhandlung.

An ech hu wierklech vollt Vertrauen, souwuel an onse Wirtschaftsminister wéi och an eisen neien Aarbechtsminister, dass se se nees un den Dësch kréien. Well fir mateneen ze schwätzen, muss een och mateneen um Dësch setzen. Ech denken, dass dat immens wichteg ass, dass dat e Message ass, dee mer alleguerte sollte ginn.

Mir als Demokratesch Partei sinn op jidde Fall mol der Meenung, dass mer matenee sollte schwätzen, net iwwereneen. An da soll jiddweree seng Fuerderungen op den Dësch leeën an da kënn een zu engem Kompromëss, esou wéi de Minister et elo éinescht gesot huet. Dee gefällt engem heiansdo e bësse méi an heiansdo gefällt deem engem e bësse manner. Mee e Kompromëss ass fir onst Land wichteg, ëmmer nees. An dofir huet och gëschter an de Budgetdiskussiounen eis Parteipresidentin, d'Carole Hartmann, gesot, dass mir ons enger Tripartitt natierlech net verschléissen, wann et drëms geet, zesummenzekommen, wann et drëms geet, Léisungen ze fannen, wann et drëms geet, zesummen an déi richteg Richtung ze goen, nämlech an déi Richtung vun enger Paix sociale, déi mer ëmmer hei zu Lëtzebuerg haten an déi ons alleguerten dach esou wichteg ass.

An dofir sollte mer ophalen, ee géint deem aneren auszespillen, ee géint deem aneren ëmmer esou ... Ech mengen, jiddwereen huet Beispiller. Ech hat et schonn elo éinescht gesot, et gëtt esou vill Beispiller, wéi et Mënche gëtt. An d'Situatioun ass net all Dag déi selwecht.

En ass elo leider net do, mee en hat mech awer schmunzele geden. An eisen, wéi de Laurent Mosar elo géng soen, exzellente Kolleg David Wagner hat am Gemengerot an der Stad Lëtzebuerg gesot, mir bräichte méi Commerce de proximité. Abee, ech soen Iech: Dat soen d'Leit alleguer bei ons an der Stad. Mir ginn a 24 Quartieren a mir kréien a 24 Quartieren eng eenzeg Saach gesot, déi ëmmer nees zeréckkënn: „Mir hätte gären eng Epicerie an eise Quartier.“ Jo, mee déi Epicerie, déi leeft och net vun der frëscher Loft. Déi muss jo och kënne fonctionéieren. Fir d'éischt emol brauch eng Epicerie en Epicier. Domadder geet et emol schonn un. Deen Epicier, dee muss jo mol e Mindestloun fir sech selwer kënne verdéngen. Ma wa

mir natierlech nëmmen dohinner ginn, wa mer grad e Pond Botter brauchen, well all anere Supermarché zou ass, da si mer schonn nees ausserhalb vun deenen Ouvertureszäiten, vun deene mer elo schwätzen. Mee dat geet net duer. An do, soen ech, si mer alleguer an der Responsabilitéit.

Mir schwätze vun den Ouvertureszäiten. Mee da kommt, mir kafen och bei ons am Land an! Kommt, mir ënnerstëtzen onse Commerce! Kommt, mir ënnerstëtzen och déi méi kleng Commerçanten! Well ouni ons Ënnerstëtzung an ouni de Fait, dass mir dohinner akafe ginn, gëtt et kee Commerce. An ech mengen, dat wär weeder fir eng Stad nach fir e Land gutt.

Mir op jidde Fall si ganz frou, dass mer hei Gerechtegkeet schafe mat deem Gesetz. Mir si ganz frou, dass et elo fir jiddwereen d'selwecht ass a jiddwereen huet sech drun ze halen. A jiddweree soll dann an deem Kader opmaachen, wa seng Clientë kommen a wann hie seng Wuer ka verkafen. An dofir wäerte mir dëst Gesetz natierlech mat grousser Iwwerzeugung matstëmmen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Cahen. An da wier et elo um honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet ass, wéi dee virdrun, keng kleng technesch Upassung, mee eng substanzuell Reform, déi direkt an d'Liewe vun de Salariéen a vun de Familljen agräift. Eng Reform vun där heiter Gréisst, déi hätt eiser Meenung no missen an enger Tripartitt verhandelt ginn, mat engem reellen Accord vun de Sozialpartner a vun dem Patronat.

An ech begrëissen hei, dass d'DP seet, si géng sech den Tripartitten net verschléissen. Da schwätzt mol eng Kéier mat Ärem Koalitiounspartner a mat Ärem Premierminister, dee jo keng Tripartitte wëllt, mee éischter Sozialronnen, wat éischter a senger Linn ass apparement. Schwätzt mat Ärem Premier, fir eebe méi Tripartitten ze maachen a richteg Accorden dann och ze maachen!

An och bei deemem Projet wär et net schlecht gewiescht, wann ee sech awer, nodeems de Staatsrot jo nach en Avis ginn huet, e bësse méi Zäit ginn hätt. Ech kommen herno awer nach gären eng Kéier drop zeréck.

Jo, well mam Sozialdialog esou am Allgemengen – ech hunn et virdu beim leschte Projet scho gesot – huet dës Regierung et bekanntlech net esou. Um Pabeier, jo, do kann ee vill schreiwen, mee an der Realitéit, do gesäit et anescht aus. Et gouf hei consultéiert, mee et gouf net verhandelt. An d'Decisioun gouf zum Schluss unilateral geholl.

An d'CSL, déi seet hei ganz kloer: D'Regierung huet kee reellen Accord hei gesicht an hëlt bewosst a Kaf, d'Roll vun de Gewerkschaften an d'Bedeitung vun de Kollektivvertrag weider ze schwächen. Dat ass schued, dass dës Regierung op deem dote Wee geet. Alleguer déi aner soen hinnen et, si gesinn et awer net esou richteg an.

Mir hunn hei nämlech eng Regierung, déi zimmlech wäit ewech ass vun der Realitéit. De Premier seet, an deene leschten zwee Joer wär vill „geliwwert“ ginn. Do ginn ech em Recht. Et gouf wierklech vill geliwwert – virun allem Konflikter!

D'Regierung huet et fäerdegruecht, an zwee Joer bal mat jiddwerengem Sträit ze hunn:

De Sozialdialog, deem ass um Enn. D'Gewerkschaften sinn zu enger Eenheitsfront vereenegt. Wien hätt

dat jee geduecht, dass dat eng Kéier géng kommen? Dausende vu Leit waren op der Strooss, eng Situation, déi mer säit Joerzéngten net méi an deem Land haten.

D'Doktere sinn opbruecht, well hinne vill versprach, mee weineg gehale gouf. De Gesondheessektor, dee fäert souguer den Ausverkauf vun der Santé. D'Gesondheet sollt e Businessmodell gi bei deser CSV/DP-Regierung.

D'Patronat ass enttäuscht, well déi Versprieche vu virun de Walen net gehale goufen.

D'Ëmweltschützer, déi gi lächerlech gemaach, well Ëmweltschutz, dat nervt dach just.

Déi Jonk, souguer déi Jonk aus de Regierungsparteien, si frustréiert, well am Pensiounsossier si d'Pan musse klaken.

D'Regierung, déi bekämpft léiwer déi Aarm wéi d'Aarmut.

Jo, dës Regierung, déi huet „geliwwert“: eng Bullett no där anerer. Oder fir et anescht ze soen: Dës Regierung huet sech eng no där anerer geliwwert!

An haut kënn de Projet de loi 8472 no der Sonndesaarbecht nach derbäi. Dir Dammen an Dir Hären, haut ass keen Dag vu grousser Freed.

An als Äntwert vläicht un d'Madamm Cahen, firwat an der leschter Legislatur net legiferéiert gouf – iwwerengens waart Dir och an där Regierung –: ...

(Interruption)

Mme Corinne Cahen (DP) | Dir hat awer de Minister!

M. Georges Engel (LSAP) | Do hätt och kënne vun der DP aus d'Initiativ kommen, fir do ze legiferéieren. Just dat gesot.

Mme Corinne Cahen (DP) | Un ons sollt dat awer net leien. Kommt, elo musse mer awer e bëssen éierlech sinn!

M. Georges Engel (LSAP) | Just dat gesot. Mir waren an enger Koalitioun. A wa legiferéiert gi wär, hätt ee sech jo och kënne virstellen, op e méi restriktive Wee ze goen. An ech si sécher, dass Dir net domadder d'accord gewiescht wäert als DP, fir op ...

(Interruptions)

Ma fir méi Fermeture, fir manner opzemaachen, mee fir vläicht e bësse manner grouss opzemaachen a fir sech vläicht och Gedanken ze maachen, wat een iwwerhaupt wou kann akafen a wat ee wou ka verkafen an esou weider. Mee domadder wäert Dir sécherlech net d'accord gewiescht!

De Gesetzesprojet, dee gesäit eng global Liberaliséierung vun den Ouvertureszäiten am Einzelhandel vir, ouni Recours op d'Kollektivvertrag fir – ech soen et direkt – déi „normal“ verlängert Zäiten. Dës Liberaliséierung, déi kënn ouni kloer Demande vun de Konsumenten, ouni kloer Demande vun de Salariéen an ouni Impaktanalys. Gradesou wéi bei der Sonndesaarbecht: keng Etüd, d'Decisioun gëtt e bëssen esou au pif geholl. Dat kritiséiert net nëmmen d'CSL, mee och de Staatsrot.

D'Fro ass also: Wie wëllt dat heiten iwwerhaupt? Ausser e puer grouse Betriber warscheinlech keen. A genau dat geet op d'Käschte vun deene ville klengen Betriber, déi also elo nach méi ënner Drock geroen. Fir kënne matzehalen, musse se matzéien, mee si packen et awer net. Hei ass keng Fro méi vu Wëllen, mee hei ass et eng Fro vu Kënnen, well se einfach d'Ressourcen net hunn. Datt d'DP dat mat sech maa-che léisst, dat stellt jo och eng ganz Rei vu Froen.

Dobäi ginn ech der Madamm Cahen awer vollkomme Recht. Mir mussen d'Commercen ënnerstëtzen. An ech ginn hir och Recht mat der Iddi, dass et, wa jiddweree freet: „Mir hätte gärten eng Epicerie“, net geet, dass de dann awer an d'Grande surface akafe gees a just däi Pond Botter an der Epicerie kafe gees. Da fonctionéieren d'Systemer net. Du muss dann och déi Epicerien esou ënnerstëtzen, datt se och liewensfäeg sinn. An do ginn ech Iech vollkomme Recht.

D'Urteel vum Verfassungsgeriicht vum 17. Mäerz 2017 zur Ongläichbehandlung tëschent Bäckereien an Tankstellen, dat gëtt hei eiser Meenung no instrumentaliséiert, amplaz eng geziilt a proportionéiert Upassung ze maachen, fir genee dës Ongläichheeten ze behiemen. Wat d'Regierung hei mécht, geet hei eiser Meenung no wäit iwwert d'Urteel eraus.

De Kär vum Problem ass nämlech kloer: Mir normaliséieren hei d'Aarbecht owes, d'Aarbecht nuets a weekends an, gradesou wéi beim Projet virduen, och elo de Sonnden. Et gesäit een also ganz kloer, wou et mat dëser Regierung higeet. An d'CSL erënnert drun, dass genee dës Zäiten och en direkten Impakt hunn op d'Gesondheet, op d'Liewensqualitéit an op d'Work-Life-Balance. Dat geet alles fir alleguerten déi, déi vläicht e bësse méi fir d'Leit do sinn, déi méi fir d'Salariéen do sinn, an déi falsch Richtung.

Ganz konkret: Sonndes an no 19.00 Auer gëtt et keng adequat Kannerbetreierung. Dat treëft besonnesch monoparental Familljen. An am Commerce sinn et virun allem Fraen, déi dës Schichte mussen iwwerhuelen. Hei feelt och eng seriö Analys. Do hätt ee sech jo kënne Gedanken maachen, wéi een dat géng richteg upaken.

An dobäi kënnt och nach den Dominoeffekt. Méi Ouvertureszäiten heescht natierlech och méi Drock op aner Beruffer: Botzen, Sécherheet, Logistik, Transport an esou weider. De Projet, deem ignoréiert dës Konsequenzen a weist e frappante Manntem a Realitéitsverständnis.

An dës Regierung, déi normaliséiert e konsumorientéierte Liewensstil, während si et gläichzäiteg kleng Betriber géigeniwwer de grousser Konzernern hei wierklech vill méi schwéier mécht. Op laang Siicht bréngt dat de Modell vun deene klengen a vun deene lokale Commercen a Gefor, amplaz en ze stäerken.

Duerch en Amendement gouf dunn den urspréngleche Projet vun 22.00 op 21.00 Auer du reduzéiert, mee d'Grondfrou, déi bleift awer: Wien huet wierklech de Besoin, no 19.00 Auer oder viru 6.00 Auer akafen ze goen? A wéi vill Geschäfte maachen haut iwwerhaapt konsequent bis 20.00 Auer op? Dat hätt ee misse vläicht virduen eng kéier seriö analyséieren, ier een dat hei gesetzlech als Normalitéit festleet.

D'Amendementer maachen eng Dier op: eng potenziell Ouverture 24/7, méindes bis sonndes, fir Aktivitéiten, déi als Besoin primaire klasséiert ginn. D'CSL freet hei mat Recht, ob et seriö ass, eng Lëscht aus der Covidzäit ze notzen, fir eng permanent Liberaliséierung ze justifizéieren.

An da kommen ech zu den Tankstellen. Hei gesäit ee wierklech, dass ee besser gehat hätt, sech nach e bëssen Zäit ze loosse bei dësem Projet de loi. Dat hätt ee ganz gutt am Januar kënne stëmmen, amplaz datt een hei elo e Forcing mécht.

Well et muss ee jo awer wëssen, dass mer nach ganz kuerz elo Amendementer erageschéckt hunn, dass mer leschten Donneschen eréischt den Avis vum Staatsrot kritt hunn an en Dënschen dunn eréischt eis lescht Sitzung haten, wou mer de de Rapport konnte stëmmen, a sech eréischt elo nach eng ganz Rei vu Froe stelle mat deem Amendement, wat d'Regierung hei eraginnet huet.

No enger Opposition formelle vum Staatsrot nämlech huet d'Regierung en Amendement eraginnet, wou vill grouss Stroossen aus dem Land elo mat erageholl goufen, wat mat sech bréngt, dass alleguer déi Tankstellen, déi op deene Stroosse sinn, sech net mussen un déi Öffnungszäiten aus deem Gesetz hei halen.

Et war schon e bësse schlëmm, datt de Minister eis net richteg konnt antweren, wéi vill Tankstellen dann ënnert déi nei Reegelung do géinge falen. Mee et sinn der eng ganz Partie, eise Berechnungen no 30 bis 40, déi och an Dierfer sinn, wou och ganz vill Leit ronderëm wunnen. Ma déi, Här Minister, déi soen Iech elo schon e grousser Merci fir déi Méibeleistegung am Dag an och warscheinlech dann an der Nuecht. An d'Buergermeeschtere vun de Gemenge Lëtzebuerg, Péiteng, Käerjeng, Iechternach, Waasserbëlleg, Feelen ...

(Brouhaha)

... an nach anerer, déi alleguer, déi un deenen europäesche Stroosse leien, ma déi wäerten Iech och warscheinlech Merci soen, well déi elo mat enger Situation gehäit sinn, déi se virduen net haten.

An iwwerens: Wann s de haut wëlls Bäcker ginn, hues de besser, du méchs eng Tankstell op, well domadder geet dann alles. A bei den Tankstellen, do ginn och elo erëm Ongläichheete geschaaft, well déi, déi elo net op deene gesetzlech definéierte Stroosse leien, déi elo duerch Amendement an dës Gesetzessprojet mat erageholl goufen, déi si ganz kloer benodelegt par rapport zu deenen.

Dat heescht, hei gëtt mat dësem Gesetzestext eng Gesetzeslück zougemaach duerch dat Urteel, mee op där anerer Säit ginn erëm neier opgemaach. Dat ass net uerdentlech geschafft. Do hätt ee sech misse méi Zäit loosse. Amplaz dann also eng Reegelung ze fannen, déi op eng geziilt a proportionéiert Ouverture respektiv Fermeture erausgelaf wier, ass hei fräi nom Geescht „Business First“ op d'Käschte vun de Leit alles opgemaach ginn.

An als Argument elo hei ze huelen, jo, et wéilt een dem Onlinehandel entgéintwierken, also dat ass jo wierklech komplette Quatsch, well méi laang Ouvertureszäiten an nach méi laang Aarbechtszäite si sécher kee Mëttel fir eng valabel Konkurrenz zum Onlinehandel. Dofir brauch een aner Strategien. An do war ech frou, wann de Minister sech och kéint Gedanken maachen iwwert déi Strategien, wéi een dem Onlinehandel hei kéint an eise Commerce, dee mer jo wëllen halen, wéi d'Madamm Cahen gesot huet, eng valabel Konkurrenz bidden.

Zum Schluss: Wat hei komplett feelt, dat ass e seriö Suivi. Et gëtt keng Evaluatioun vun den Auswierkungen op kleng Betriber. Et gëtt keng Analys vun den Effekter op Aarbechtsplazen. Et gëtt keng Donnéeën zur Gesondheet an zum Absenteismus. Et gëtt keng Bewäertung vum Impakt op Verkéier, Transport, Gläichstellung a Kannerbetreierung.

D'CSL kritiséiert dës Lücken zu Recht. An och mir fuerderen eng „fact-based approach“. Fakten, jo, domat huet et d'Regierung hei bei der Sonndesaarbecht a bei der Öffnungszäiten net esou ganz richteg. Weeder dat nach aner Äntwerte kann d'Regierung hei liwweren. Eng nei LISER-Etüd wollt dës Majoritéit jo och net. An och bei dësem Projet liwwert se net. Mir stëmmen dës Projet de loi net mat.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Engel, erlaabt Der, datt d'Madamm Hartmann an d'Madamm Cahen Iech nach eng oder vläicht méi Froe stellen?

M. Georges Engel (LSAP) | Bien sûr.

M. Fernand Etgen, Président de séance | D'Madamm Hartmann huet d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Ech hunn zwou Froen un Iech, Här Engel. Déi éischt Fro ass déi, ob Der der Meenung sidd, dass, wann en Urteel vun dem Verfassungsgeriicht do ass, wat eng Violatioun vum Principe d'égalité devant la loi par rapport zu engem Gesetzestext arrêtiert, de Gesetzgeber dës Gesetz dann net soll upassen. Dat ass déi éischt Fro.

An déi zweet Fro ass déi: Dir hutt gesot, dass Dir als LSAP och d'Commerce wëllt ënnerstëtzen. Dat ass ganz gutt. Dat begreissen ech och. Dir sot awer an Ärer viregter Ried an och hei, Dir wëllt net, dass d'Commerce sonndes ophunn, Dir wëllt net, datt se moies fréi ophunn, Dir wëllt net, datt se owes spéit ophunn. Kënnt Dir eis vläicht soen, wat de Modell wär, deen d'LSAP géif proposéieren vun den Öffnungszäite vu méindes bis sonndes? Wat wär de Modell vun der LSAP?

Merci.

M. Georges Engel (LSAP) | Zu Ärer éischter Fro, Madamm Hartmann: Ech si prinzipiell der Meenung, dass ee sech soll un d'Urteeler vu Gerichter halen.

Zu Ärer zweeter Fro zum Businessmodell oder zum Modell, wéi an eise Modell op soll sinn oder net soll op sinn: Dir wësst, dass mir e grousser Verfechter vu Kollektivverträgen sinn. Dir wësst, dass mir gären hätten, dass esou Diskussiounen, wann Ausweitunge gemaach ginn, zesumme mat de Betriber, zesummen awer och mat de Leit aus de Betriber sollen diskutéiert ginn. Elo hei eesäiteg eng Ouverture an eng méi grouss Ouverture ze maachen, dat ass fir eis de falsche Wee. An deen ënnerstëtze mir net.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Da kritt d'Madamm Cahen d'Wuert, oder vläicht eng Zousatzfro fir d'éischt vun der Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Dir schwätzt vun Ausweitung. All Ausweitung muss eng Basis hunn. Dat heescht, ech hunn Iech am Fong gefrot, wat Är Meenung ass, wat déi gesetzlech Basis vun den Öffnungszäite soll sinn. Wat sinn déi Öffnungszäiten, déi fir Iech de Prinzip sinn, onofhängeg vun den Ausweitunge?

M. Georges Engel (LSAP) | Ma mir hu jo dach elo e Gesetz, wat d'Öffnungszäite reegelt, wat ...

(Interruption)

Wéi? Ech sinn net géint dat Gesetz, wat mer elo hunn. Ech si géint eng Ausweitung vun deem Gesetz, wat d'Gesetz elo hei mécht. Do sinn ech dergéint. Et ass awer en Ennerscheid zwëschen engem Gesetz, wat s de hues, an enger Ausweitung vum Gesetz vun elo 6.00 Auer op 5.00 Auer a méi laang kënnen ophunn. Ech mengen, et muss een d'Gesetz liesen, fir ze verstoen, ëm wat et hei geet. Voilà!

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | An d'Verfassungsgeriicht respektéieren.

M. Georges Engel (LSAP) | A, pardon.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Da ginn ech d'Wuert elo un d'Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Also, ech wär am Fong geholl wierklech frou, wa mer nees géingen e bësse méi vun deene Leit schwätzen, déi schaffen, amplaz hei esou Gespréicher a Saachen ze soen. Zum Schluss sot Der, Dir wéilt bei de Fakte bliwen. Dir sot awer an Ärer Ried: „Mir normaliséieren

d'Aarbecht nuets.“ Dee Saz hutt Dir esou gesot. „Mir normaliséieren d'Aarbecht sonndes a mir normaliséieren d'Aarbecht nuets.“ Elo géng ech awer gäre vun Iech wëssen: Wou an dësem Gesetz liest Dir, dass mir d'Aarbecht nuets normaliséieren? A mengt Der net, dass et awer e bësse schlechte Wëllen ass dann hei?

Ech verstinn, dass dat politesch natierlech eng Diskussioun ass an esou weider, mee och mir als DP sinn der Meenung, dass de Kollektivvertrag e gutt Instrument ass. Och mir als Demokratesch Partei ënnerstëtzen dat. Dat hunn ech virdrun och gesot a menger Ried. A wann Dir do wëllt dee klengen Epicier géint dee Groussen ausspillen – Dir sot jo, mir hätten e „konsumorientéierte Liewensstil“ –, da mengen ech kënnen ze soen, dass déi meescht Grouss oder vill Grouss, warscheinlech net all, Kollektivverträge hunn an déi Kleng natierlech dann net.

Dat heescht, mir ënnerstëtze gären de lokale Commerce. An ech sinn och Är Meenung: Et soll een och net da mat deem Onlinehandel, deen ëmmer op ass an esou ... Jiddwereen huet seng Lück. A wann e Coiffeur eng Kéier ... Dir hutt jo op Ärem Facebook-Post gesot: „Wie wëll sech owes um 22.00 Auer nach d'Hoer schneide loosse?“ Ech net! Dat dierf ee jo och net, well no dësem Gesetz muss ee jo um 21.00 Auer zoumaachen, souwäit ech dat dann hei awer gelies hunn.

Mee da froen ech Iech awer mol eng Kéier: Wat wär dann dobäi, wann ee Coiffeur – ech soen elo emol wirklech eppes, wou ech guer net dru gleewen, mee wou ech mol scho gelies hunn, dass ee bei Vollmound d'Hoer awer besser schneit an esou – da waart, bis ...

(Interruption)

Majo, mee wann dat eng Marktlücke wär ...

(Interruption)

Majo, nee, meng Fro ass déi: Firwat haalt Der Iech net un deem Text, wéi mer en hei hunn? A firwat sot Der esou Saachen, wéi dass mir géingen d'Aarbecht nuets normaliséieren? Ech géng gäre wëssen als Fro, wou an dësem Text steet, dass mir nuets d'Aarbecht normaliséieren?

Villmools merci.

M. Georges Engel (LSAP) | Also eng Rei vun Tankstellen duerfen op deene groussen Achsen elo méi laang opfunn. Déi duerfe souguer 24/7 opfunn. Dat ass nuets normaliséiert. A fir mech ass 5.00 Auer och nach ëmmer an der Nuecht, Madamm Cahen. 5.00 Auer ass fir mech net moies oder net mëttes, mee 5.00 Auer ass fir mech och nach ëmmer an der Nuecht.

An Dir normaliséiert hei an all deene Projeten, déi Der hei bréngt ... An all deene Projeten, déi Der bréngt, sidd Der nëmme fixéiert op de Konsum, sidd Der fixéiert op de Business, sidd Der fixéiert op Sue maachen. Dir kuckt net d'Leit, déi do musse schaffen. Dir kuckt net op d'Leit. Dir sot ëmmer: „Mir musse méi no de Mënsche kucken!“ Ma ech gesinn iwwerhaupt net, wou Der hei no de Mënsche kuckt!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech gesinn dat iwwerhaupt net! Dir kuckt nëmme no de Betriber an no dem Business. Dat ass dat Eenzege, wou Der duerno kuckt!

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Eng Exklusiv vum Champ d'application ass net e Recht.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Engel. An da wier et elo um honorabelen Här Michel Lemaire. Här Lemaire, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, vill vu menge grondsätzlechen Argumenter vu menger viregter Ried kéint ech hei nach emol widderhuelen, wourop ech natierlech verzichten. Och bei dësem Projet gesäit d'ADR gutt Elementer, anerer gesi mir méi kritesch.

Prinzipiell begrësse mir d'Urteil vun der Cour constitutionnelle, déi u sech mat enger Ongerechtegkeet opräumt. Kleng Commercen, wéi Patisseriebetriber, ware mat der onfairer Situatioun konfrontéiert, datt si duerch hir festgesaten Öffnungszäite par rapport zu de grouse Surfaces diskriminéiert goufen.

Dëse Gesetzesprojet schafft Kloerheet an dréit zudeem zu der vill beschwuerener administrativer Vereinfachung bäi, en Element, wat der ADR wichteg ass a wou mir eis och ëmmer derfir engagéiert hunn.

Kritesch gesi mir, et ass ewell ugeklungen, dass och hei keng wirklech Consultatioun mat de Syndikater stattfont huet. Wa mir iwwert d'Flexibiliséierung vun den Öffnungszäite schwätzen, da sollte mir ni vergiesse, dass mir iwwert déi Mënsche schwätzen, iwwer Schicksaler schwätzen, déi domadder konfrontéiert sinn.

An, jo, dat ass en Element, op dat ech e bësse méi wëll agoe wéi vläicht meng Virriedner: Dat sinn dacks déi Leit, déi zu de Geréngverdenger gehéieren an déi besonnesch vulnerabel reagéieren op Change-menter an der Aarbechtswelt. Och hei gestalt sech d'Situatioun nees schwiereg, dacks besonnesch fir Fraen an/oder déi Elengerzéiend, en Element, op dat d'Salariatskummer zu Recht hiweist. Si weist dann och drop hin, datt wichteg Informatiounen feelen, wéi zum Beispill den Impakt vun dëser Mesur op d'Entwécklung vun der Zuel vun den Ugestallten, hiert Wuelergoen op der Aarbechtsplaz an d'Aarbechtskonditiounen am Allgemengen.

E weidert Element, wat ech vläicht e bësse méi verdeiwe wëll wéi meng Virriedner, wat mer och wichteg erschénkt, dat ass ze berécksiichtegen, wéi déi Leit dann iwwerhaupt op hir Aarbechtsplaz kommen, wa mer d'Öffnungszäiten dereguléieren oder flexibiliséieren, wéi een och ëmmer dat elo wëll soen. Mir schwätzen hei vu Leit, déi dacks vu méi wäit hierkommen, iwwert d'Grenzen an eist Land musse fueren, an, wéi scho gesot, finanziell och dacks méi vulnerabele Leit, déi zum Deel op den ëffentlechen Transport ugewise sinn. Do stellt sech dann awer d'Fro vun der Disponibilitéit vum ëffentlechen Transport, grad fir Leit, déi vu méi wäit hierkommen, zu ganz frieren oder ganz späiden Auerzäiten. Dat si Froen, déi net gekläert sinn, op déi een a mengen Aen hätt misse méi Gewicht leeën.

D'Prise en charge vun de Kanner ass ugeklungen. Och hei bleiwe vill oppe Froen, eppes, wat net berécksiichtegt ginn ass.

Also nieft gudden Elementer bleiwen am Allgemenge bei deem Gesetzesprojet, an dat ass, wat mech a meng Fraktioun stéiert, ze vill oppe Froen. Och hei kéint een nach vill erzielen iwwert de Wäert vu gereegelten Aarbechtzäiten a Work-Life-Balance.

Mir huelen eng Decisioun haut mat wäitgräifende Konsequenze fir e ganze Secteur vun Ugestallten, dacks finanziell méi vulnerabel Leit, ouni e konkreet Bild ze hunn, wéi eng Auswierkungen dës wäert hunn.

Och hei, mir hu positiv Aspekter – Gerechtegkeet, administrativ Vereinfachung – an awer déi vill negativ Aspekter, déi ech opgezielt hunn. An deem Sënn wäerte mir deen heie Projet och esou stëmme wéi dee viregten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Lemaire. An da wier et un der honorabeler Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Öffnungszäite sinn ee vun deene ganz kontroversen an emotionell diskutéierte Sujeten, well se eis iergendwéi alleguer betreffe mat eisen ënnerschiddleche Besoinen: als Konsument/innen, déi heiansdo ausserhalb vun de gewinnnten Auerzäiten eppes musse besueren, als Awunner/innen, déi sech iwwer lieweg Geschäftsstroosse freeën, mee och iwwer manner Kaméidi an Trafick, als Salarié/en, déi sech souwuel iwwer gutt organiséiert Aarbechtstrajete wéi och iwwer roueg Weekender freeën, als Patron, dee seng Clienté gären zefriddestellt, mee och net de grouse Surfacé wëllt ausgeliiwert sinn, an als Elteren, déi hir Kanner zumindest nach gären owes virum Schlofegoe géife gesinn, an esou weider. A meeschtens betrëfft et ee gläichzäiteg an e puer Rollen.

Als Gréng sti mer dëser Fro eigentlech oppen entgéint a mir hätten eis gären an eng geneesou oppen a mat kloren Donnéeën hannerluecht Sich no Léisungen abruucht. Mee leider koom et anescht. An op dëse „Mee“ wëilt ech a menger Ried an dräi Deeler agoen.

Zur Form an och zum Timing vun dësem Projet de loi: Et gëtt seele Gesetzer, wou schon den éischte Saz vum Exposé des motifs objektiv falsch ass. Do steet nämlech: „Comme prévu dans l'accord de coalition 2023-2028, le Gouvernement procède par le présent projet de loi à l'adaptation des heures d'ouverture du commerce de détail.“ Wann een dann awer an de besote Koalitionsaccord kuckt, steet do: „Toutes les mesures concernant les relations de travail“, an esou weider, „seront mises en œuvre en étroite concertation avec les partenaires sociaux.“ Dat ass an dësem Fall net geschitt. Dovun temoignéiert dee ganze Sträit an de leschte Méint. Et war leider keng gutt Stëmmung. An d'lescht Woch huet dës Regierung jo och agestant, dass e Problem war mat hirem Personal-karussell. Et ass effektiv e bësse wéi beim Sports-musée: d'Problemer bleiwen. An hei geet et net ëm e Gebai, mee et geet ëm d'Aarbechtskonditiounen vu villen Dausend Leit an et geet ëm d'Konkurrenz tëschent Dausende Betriber.

Zum Zäitdrock: Firwat huet dëse Projet onbedéngt misse nach dëst Joer duerch d'Parlament gedréckt ginn? D'Regierung huet dat zu kengem Moment kloer kommunizéiert. Jo, et gëtt bekanntermoossen dat Urteil, awer net eréischt säit geschter. Hei gouf am Endspurt d'legislativ Aarbecht eigentlech an d'Absurditéit gefouert, mat engem Staatsrot, dee keng Zäit méi hat, fir all seng Oppositions formelles ze maachen, déi een awer aus sengen Avisa kloer erausliest, an deen innerhalb vun e puer Deeg huet hei misse Textproposen maachen, déi d'Regierung respektiv d'Majoritéit dann hirersäits muss duerchwénken – wéinst dem Timing. Ass dat vläicht de Präis, fir ze verhënnern, dass deen neien Aarbechtsminister sech a senger neier Funktioun nach mat der Definitioun vun dësem Projet de loi muss auserneesetzen, dee jo wirklech net seng Handschrëft dréit?

Zum Fong: Eng Simplification administrative bréngt de Projet wirklech net, virun allem net nom komplette Remaniement nom éischten Avis vum Staatsrot. Déi aktuell Struktur mat Ausname vun Ausname vun Ausnamen ass wirklech alles anescht wéi kloer verständlech. Do fannen net nëmme d'Leit an d'Betriber sech net gutt dran erëm, mee souguer d'Police freet sech, wéi se dat soll ëmsetzen.

Déi juristesch Onsécherheeten, zum Beispill wéi eng Tankstellen elo drënnerfalen a wéi eng net, sinn extreem problematesch. Wat geschitt zum Beispill, wann Tankstellen net op den designierte Stroosse leien, sech benodelegt fillen a Rechtsmëttele aleeën? D'Ongerechtegkeet, déi zum Urteel vun 2017 gefouert hat, ass mat dësem Text net aus der Welt geschaf, mee se gouf just verréckelt.

D'Argument, d'Ausweidung vun den Öffnungszäiten wier e Mëttel géint d'Onlinekonkurrenz, ass ze kuerz gegräff. D'Onlinehändler maachen och Drock duerch hir grouss Offer an duerch Käschtevirdeeler an esou weider. Elo sou ze maachen, wéi wann dat heiten déi physisch Butteker géif retten, ass net gläwderdeg. Do, wou wierklech awer e groussen Effekt op d'Konkurrenzsituatioun ze erwaarden ass, an zwar kee guden, dat ass beim Ennerscheid tëscht de groussen an de klengen Betriber. Wann de Staatsrot, d'Salariatsäit an d'Patronatsäit alleguer an hiren Avisen dëse Punkt maachen, dass d'Gesetz wäert op Käschte vun de klengen a mëttlere Betriber am ländleche Raum goen, an dat zugonschte vu groussen Betriber a Verkaufsfächen, da seet dat jo eleng schonn eppes aus.

An domat verbonnen: D'Regierung ka keng Analys driwwer virweisen, wat hire Projet un Auswierkungen op de Marché wäert hunn a wéi d'Demande sech wäert verschiben. D'Auswierkungen op déi reell Aarbechtskonditiounen vun de Salarié sinn och net bekannt, weeder am Commerce nach a verbundene Secteuren, wéi zum Beispill dem Gardiennage oder de Botzfirmen. Wat sinn d'Äntwerte vun der Regierung zu de Froen vun der Mobilitéit oder vun der Garde vun de Kanner vun de betrouffene Salariéen nuets oder iwwert de Weekend?

Dann d'Kollektivverträge: Ginn déi geschwächt, well méi Stonnen d'office wäerten op sinn, oder gi se deelweis awer och gestärkt duerch déi ultraerweidert Öffnungszäiten, déi elo awer mat de Kollektivverträge wäerte méiglech sinn?

Wat d'Effekter vun all deem letztlech wäerte sinn, dat weess keen. Mee d'Regierung wollt sech absolutt net d'Zäit huelen, fir am Virfeld Äntwerten ze sichen. Vun Ufank un huet d'Regierung ganz bewusst géint de bessere Rot an engem Flou operéiert, well se sech geweigert huet, déi LISER-Etüd vun 2018 à jour setzen ze loosse. Eis Motioun dozou vu virun engem Joer gouf jo vun der Majoritéit ofgeleent. Dofir weess si net a weess och soss keen, wéi grouss déi reell Demande vun de Geschäfte a Salariéen an de verschiddene Beräicher ass. D'Resultat: Hei gouf an d'Blannt erageschoss, ënner selwer veruerdnetem Zäitdrock an am Onwëssen.

De Staatsrot stellt fest, dass kaum eng vun de fundamentale Froen mat den Amendementen aus der Welt geschaf gouf. Dobäi kënnt, dass d'Regierung – och no engem Joer legislative Prozess – selwer keng Äntworten op d'Fro huet, wat den Text an der Realitéit wäert mat sech bréngen. Dat eleng ass e Grond, fir dergéint ze stëmmen.

Här Minister, Dir frot och, wat mir gemaach hätten. Dir frot dat reegelméisseg, wann Är Proposen an der Kritik sinn. Dofir hei e puer Punkten:

Zum Beispill hätte mir de Sozialdialog net mat Féiss getréppelt a mir hätten eis Mediateursroll als Regierung net muttwëlleg opginn, iert déi schwierig Meeter iwwerhaupt ugin. Mir wäeren op dee schwierigen, awer richtige Wee vun éierleche Verhandlung gaang amplaz op de vermeintlech méi einfache Wee vum Cavalier seul – mam Resultat, dat mer all kennen.

Zum Beispill hätte mer déi Ouverturen, déi et och bei Gewerkschafte gouf, eescht geholl. D'Chambre des

Salariés zum Beispill war oppe fir Verlängerungen vun den Öffnungszäiten, mee eeben iwwer Kollektivvertrag an net d'office. Mir hätten also probéiert, déi Dieren ze notzen, déi opgemaach goufen, amplaz se zouzegeheien.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | An Dir, Här Wirtschaftsminister, hat jo Entrevu mat Gewerkschaften, zwou Stéck laut eisen Echingen an der Kommissioun. Dat ass begréissenswäert. D'Fro ass also, firwat Dir keen Accord mat de Gewerkschafte konnt fannen. Läit dat un Tech oder un Ärer Regierung?

Drëtens: Mir hätte kee kënnschtlechen Zäitdrock geschaf. Mir hätten Texter virgeluecht, nodeems eis Beamten eis hätte kënne soen, wéi eng Tankstellen do beträff sinn. Während an no Kommissiounssitzungen hunn deelweis Majoritéitsdeputéiert mir gesot, dass mir eigentlech Recht hu mat eiser Kritik, wéi hei geschaff gouf.

An zum Fong: Mir hätten eng nei Etüd gemaach, fir en connaissance de cause kënne ze legiferéieren. Wat wieren d'Effekter vu verschiddene Change-menter op d'Aarbechtskonditiounen an op d'Betriber gewiescht? Wéi kéint een d'Interête vun de klengen Betriber besser schützen? Wat ass den Effekt, dee mir bei de Consommateur kënne erwaarden? Mir hätten eis och Gedanke gemaach zur Kannerbetreuung an zur Mobilitéit vun de Salariéen, iert mir esou e Projet deposéiert hätten.

Dofir kommt, mir dréinen d'Fro mol eng kéier ëm: Wat hätt Dir als Opposition gesot, wa mir esou en Text virgeluecht hätten?

(Interruption par M. Lex Delles)

Am Resümee an ofschléissend: Dëst Gesetz ass contraire zu deem, wat am Koalitionsaccord versprach gouf. De Sozialdialog gouf mat Féiss getréppelt. Et gouf ganz bewusst an engem Flou geschaff, wat d'Ziler, d'Besoinen, d'Virdeeler an d'Nodeeler sinn a wat déi reell Auswierkungen vun deem, wat hei proposéiert gëtt, sinn. Et gouf duerch e selwer opereluechten Zäitdrock de legislative Prozess bis un d'Limit vun der Farce bruecht, grad am Endspurt mat den Amendementen. Also wéi kënnt Dir Iech erwaarden, dass mir hei d'Hand hiewen a Jo soen?

Mir waren als Gréng à la base net der Meinung, dass ee bei den Öffnungszäiten am Dialog mat de Sozialpartner keng Marge hätt fir Adaptatiounen. Mee sou, wéi Der hei virgaange sidd, kënne mir just mat Nee stëmmen, wa mir eis Roll als Opposition an och de legislative Prozess eescht huelen.

A wann ee sech hei am Fong ukuckt, wéi vill ongeléiste Froen dëse Projet am Raum stoe léisst, da bleift engem bei dësem Gesetzesprojet just iwwreg, net Goethe, mee Bertolt Brecht ze zitieren: „Vorhang zu und alle Fragen offen.“

Merci fir d'Nolauscheren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madame Welfring. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, wa mer haut hei iwwert dëse Gesetzesprojet schwätzen, da muss ech éierlech soen, dass mer am Laf vun der legislativer Aarbecht eis Position zu deem Gesetzesprojet geännert hunn. An dat ass net, well mer eis net sécher sinn, mee well den Text sech awer a kruziale Punkte geännert huet.

Den Text, deen haut hei läit, ass net méi deen, deen ursprénglech hätt kënne eis Zoustëmmung kréien.

Mir waren oppe fir eng Reform. Mir hunn d'Problem vun der aktueller Situatioun gesinn: e Gesetz vun 1995, wat net méi aktuell ass, e System, dee just nach vun Derogatiounen um Liewe gehale gëtt, eng Oneenheetlechkeet, déi d'Cour constitutionnelle zu Recht 2017 verurteilt huet, well deen ee Commerce sech un Öffnungszäiten hale muss, en aneren net, obwuel se deels déi selwecht Produite verkaufen.

Dowéinst ware mer averstanen, fir en eenheetleche Kader ze schafen. Een, dee fir jidderee gëllt. Een, deen transparent an einfach ze verstoen ass. Een, deen déi onhaltbar Oneenheetlechkeeten ophieft. Mee dat ass net deen Text, deen haut hei läit. Duerch Amendementen ass aus dësem Projet eppes ganz aneres ginn. Amplaz sämtlech Oneenheetlechkeeten opzehiewen, schafe mer neier.

Iwwert d'Tankstelle gouf haut scho geschwat. Mee loosst eis nach eng kéier iwwert déi Tankstelle schwätzen, well dat genau weist, wat falsch leeft a wou mer eeben net zu enger Eenheetlechkeet komm sinn.

Den urspréngleche Plang war: D'Tankstellen op Autobunne sinn eng Ausnam, well déi eng speziell Mission hunn am Kader vun der Utilité publique. A jo, dat kann ee verstoen. An du koom de Conseil d'État a sot: „Nee, nee, dat ass net eenheetlech. Fir déi Oneenheetlechkeet opzehiewen, schafft wannechgelift eng aner Oneenheetlechkeet!“, déi a mengen Ae vill méi grav ass wéi déi, déi am ursprénglechen Text war, wou ech ganz kloer novollzéie konnt an och all Biergerin a Bierger dobassen novollzéie konnten, wéini se op eng Autobunn opfueren. Dat ass relativ gutt signaliséiert. Meeschtens steet och nach e Schëld do, fir ze verhënnern, dass d'Leit de falsche Wee dropfueren. Och wann et nach ëmmer heiands Geeschterfuerer gëtt, souwuel an der Politik wéi och op der Autobunn, déi an déi falsch Richtung da wëllen dropfueren, ass et dann awer esou, dass et fir jiddereen evident ass: „Ech sinn elo op enger Autobunn“, an dann ass et och evident, firwat et do eng Ausnam gëtt.

Du koom de Staatsrot, an d'Regierung, fir eng Opposition formelle opzehiewen, kënnt da mat der Propos, well de Staatsrot eng Textpropos gemaach huet, fir sech op en UN-Traité ze beruffen, deen d'E-Stroossen aféiert, déi ominéis E-Stroossen, wou jiddweree mengt, dat wär „europäesch“, dat wär also Bréssel. Den éischte Reflex ass also, a Brésseler Texter, a Stroosbuurger Texter kucken ze goen. Nee, et gëtt een dann zrëckverwisen op en UN-Traité, wat dat Ganz och net méi einfach mécht, fir erauszefannen, wéi eng Stroossen et sinn. Merci nach eng kéier fir d'Kaart, och wann déi weiderhin net all deene Froen Rechnung dréit, déi sech u sech hei stellen. Dann ass dat jo esou, dass mer hei nei Oneenheetlechkeeten schafen, well de Staatsrot huet gesot: aner „strategiech“ Stroossen. Si hunn dann eng Textpropos gemaach. D'Fro ass, wat eng strategiech Strooss zu Lëtzebuerg ass.

An d'Resultat ass: Et gëtt elo also e gréissert Netz vun Tankstellen befreit, awer och erëm net all. Dat heescht, déi eng Tankstell kann e puer Honnert Meeter ze fréi stoen, fir op ze sinn, déi aner Tankstell e puer Honnert Meeter weider, déi därer dann op sinn, 24/7. Déi eng Tankstell, déi vläicht op der Gewan steet op enger Nationale, déi därer net 24/7 ophunn, an eng Tankstell matzen am Duerfkär, déi därer 24/7 ophunn. Einfach esou, ouni Derogatioun. Also ob dat elo eenheetlech ass, dat woen ech ze bezweifelen.

Wou ass also d'Egalitéit? A virun allem, wa mer am Duerfkär sinn a mer esou eng E-Strooss hunn, déi duerch en Duerfkär fiert, dann ass do derniewent ... Fir net Käerjeng ze nennen als ee Beispill,

mee Bartreng huet och en Deel vun hirer bewunnter Zon, déi dovunner beträff ass, d'Stad Lëtzebuerg. Als Beggener muss ech einfach soen, d'ganz Beggener Strooss ass eng E-Strooss. Do stinn also elo Tankstellen, déi däre 24/7 ophunn, an niewendrun d'Supermarchéen, niewendrun de Bäcker, deen normale klunge Commerçant, dee muss zoumaachen. An déi Tankstelle verkafe jo genau dat Nämmlecht zum Deel wéi déi kleng Commercen. Dat heescht, déi Egalitéit, déi mer wollte schafe mat deem heite Gesetz, déi schafe mer net. Mir schafe genau de Contraire. Mir schafen nei Inegalitéiten.

An dat ass fir eis schon ee grouse Grond, firwat mer eis Positioun zu deem Gesetz hei geännert hunn. Net well mer grondsätzlech géint eng Vereinfachung, eng Vereenheetlechung sinn, mee eebe genau well déi Vereenheetlechung hei net geschitt.

Da kënnt nach d'Ausnam fir d'Familjebetriber. Bon, dat ass dann déi Geschicht mat: Eng Bäckerei, déi vu just enger Famill gefouert gëtt, ka 24/7 opmaachen, mee eng Bäckerei, déi zwee Salariéen huet, muss zoumaachen oder brauch e Kollektivvertrag. Mir verstinn d'Iddi vun der Familjenautonomie. D'Resultat bleift awer: Reng Familjebetriber hunn e Virdeel géintwärtwäert Betriber mat Salariéen. An d'Fro stellt sech och, wéi dat deenen neie Liewensformen zu Lëtzebuerg Rechnung dréit. Well mir wëssen allegueren a mir hunn déi Diskussioun reegelméisseg, mir schwätze bei der Steuerreform dovunner, datt mer neie Liewensmodeller musse Rechnung droen. An hei schwätze mer dann awer erëm vun esou enger Kärfamill, déi muss entweder duerch Bestietnis oder Pacs gebonne sinn, während dat an aneren Dossiere genau de Contraire geet. Also kohärent si mer hei och net an eiser gesellschaftspolitescher Ausrichtung.

De ganze System vun den Derogatiounen hänkt dann och weiderhin un de Kollektivverträge. Also fir bis 1.00 Auer opzemaachen: Kollektivvertrag. Fir 24/7 opzemaachen: Kollektivvertrag. Dat ass theoreetesch super. Sozialdialog, Schutz vun de Salariéen, dat si wichteg Prinzippien. Dovun hu mer am Gesetz virdru geschwat.

Mee an der Praxis? D'Chambre des Métiers huet et gesot, d'Autorité de la concurrence och: Nëmme déi grouss Enseigner, mat klengen, wéinegen Ausnamen, hu Kollektivverträge. Kleng Geschäfte hunn dat net respektiv et ass méi schwéier fir se. An d'Realitéit wäert dowéinst sinn: Déi grouss Chaîné kréie Flexibilitéit, déi Kleng kréien et méi schwéier gemaach. Dat heiten ass also e Kaddo fir déi grouss Betriber, déi haut schon e Kollektivvertrag hunn, déi vill méi séier, vill méi agill kënnen agéieren an domadder vläicht souguer kënnen akzeptéieren, während enger gewëssener Zäit Perten ze maachen, fir hir kleng Konkurrenten aus dem Marché ze drécken.

Mir verschäerfen d'Inegalitéit tëscht groussen, strukturéierte Betriber an deene klunge Betriber, trotz der Ausnam fir Familjebetriber. Mir wollten also en eenheetleche Kader kréien. Een, dee fir se allegueren gëllt. Mee dat ass mat deem Projet net de Fall.

A mir dierfen dat soziaalt Element net vergiessen. Dëst Gesetz riskéiert, d'Aarbechtsbedéngungen ze verschlechteren. D'Leit, déi am Commerce schaffen, sinn dacks besonnesch vulnerabel. Dat hunn ech haut schon eng Kéier gesot. Wann d'Ouvertureszäite bis 21.00 Auer, 1.00 Auer moies oder souguer op 24/7 erhéicht ginn, da betrëfft dat direkt hiert Familjeliewen. Mir schwätzen hei net vun theoreetesche Konstrukter, mee vu reelle Persounen.

Ech sot et virdrun: D'Gesetz iwwert den Temps de travail gouf fir de Commerce gemaach, awer laanscht d'Leit, déi de Commerce ausmaachen. An dat heite

Gesetz ass erëm esou e Gesetz, wat fir de Commerce gemaach gëtt, mee géint d'Leit, déi am Commerce schaffen.

A sot elo net: „Mee et gëtt de Kollektivvertrag, fir se ze schützen.“ Déi meescht kleng Betriber hu keng Kollektivverträge! Den Här Spautz huet sech virdrun zwar hei gedréint a gekéiert, fir eis e puer Beispiller ze nennen, wou et kleng Betriber gëtt, déi nichtsdestotrotz e Kollektivvertrag hunn, mee se sinn d'Ausnam. Wann den Aarbechtsminister scho weess, wien d'Ausnam sinn, da weist dat, datt se definitiv net d'Reegel sinn. An och mat Kollektivvertrag, wann eng Bäckerei ëm 20.30 nach muss op sinn, da muss och een do schaffen. Punkt. Soss ass se net op. Dat heescht, iergendee muss dann awer säin Owend do verbréngen.

Wat hätt also misse kommen an eisen Aen? E wierklech eenheetleche Kader. An dat hätt missen heeschen: kloer Ouvertureszäiten, déi fir allegueren gëllen, ouni vill Ausnamen. Wann Ausnamen, da limitéiert a justifiéiert. Ech sot et virdrun: Op den Autobunnen, jo, mee net elo nach eng Kéier eng Extensioon op déi E-Stroossen. A bei allem Respekt fir d'Haute Corporation vum Staatsrot, mee mir hätten eis hei als Chamber sollen Zäit huelen, dem Staatsrot eng aner Léisung ze proposéieren, déi d'Spuer gehalen hätt, déi méi eenheetlech gewiescht wär, amplaz hei ënner Zäitdruck, deen d'Regierung hei kënschtlech operluecht huet. Well dat Gesetz hei hätt och kënnen am Januar oder am Februar gestëmmt ginn. Wa mer dat gemaach hätten, hätte mer eng besser Formulierung kënnen fannen, déi eenheetlech gewiescht wär, anstatt hei blannemännchen dem Staatsrot hannendrunzelafen. Mir hätten e Schutz fir kleng Betriber gebraucht an e soziale Balanceakt mat enger kloer Kompensatioun a Limite fir Owe- a Sonndesaarbecht.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Mir waren oppen. Mir ware bereet fir eng eenheetlech Léisung. Mir wollten dëse Projet ënnerstëtzen. Mee dat hei ass keng eenheetlech Léisung. Dat hei ass eng Fléckschousterei vu Privileegien. Mir stëmme géint dësen Text. Eng Reform muss nämlech fair sinn, se muss kohärent sinn a se muss hiren eegenen Ziler gerecht ginn. An dëst Gesetz scheitert op ganzer Linn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech mengen, datt mer hei en Text virleien hunn, dee wierklech op ganz villen ënnerschiddlechen Niveaue schwéier problematesch ass.

Éischtens, an dat gëllt och fir deen, dee mer virdru gestëmmt hunn, gëtt et hei keng objektiv Urgence. Et wier komplett Wurscht gewiescht, ob een deen Text haut votéiert oder ob een en am Januar oder Februar votéiert. Wann de Minister elo eventuell géif soen: „Mee en ass geméint fir d'Solden am Juni“, dann hätt een d'Entrée en vigueur einfach iwwer Amendement net op sechs Méint, mee op dräi Méint geännert, an dat wier alles nach gutt gewiescht. Elo hu mer eng Situatioun, datt mer en Text virleien hunn, dee schwéier problematesch ass. An déi Urgence, déi virgespillten Urgence, déi objektiv net novollzéibar ass, huet dann dozou gefouert, datt schlecht parlamentaresch geschafft ginn ass.

Mee ech fänke mol um Ufank un. Am Ufank steet en Urteel vum Verfassungsgeriicht. Jo, e Bäcker huet geklot géint eng Tankstell an en huet Recht kritt, datt et eng Différence de traitement gëtt tëscht sengen

Ouvertureszäiten an deene vun der Tankstell. An déi deemoleg Regierung huet dorobber reagéiert mat Derogatiounen, déi jorelaang duerchgezu gi sinn. Dat war och schon eng problematesch Situatioun. An ech verstinn à la base de Wonsch, fir ze soen: „Mir müssen dat do elo a geuerdent Bunne kréien.“

A grondsätzlech hat d'Regierung zwou Optiounen, wat se mécht opgrond vun deem Urteel. Entweder, déi éischt Optioun, se schränkt bei den Tankstelle bestëmmten Tätigkeeten zu bestëmmten Auerzäiten an. Dat wier eng Optioun gewiescht. Dat ass eng Optioun, wou een d'ailleurs, wann een op auslännesch Tankstelle geet, och gesäit, datt verschidden aner Länner an déi dote Richtung gaange sinn, fir esou ze legiferéieren.

Oder, an dat ass déi zweet Optioun, déi Der leider zrëckbehalen hutt, mir maachen eng generaliséiert Ouverture vun Öffnungszäiten. Am Ufank generaliséiert bis 22.00 Auer. No Protester sidd Der dann op 21.00 Auer zrëckkomm, obwuel ech héieren hunn, datt no de Gespréicher am Juni, Juli souguer en Accord op 20.00 Auer gewiescht wier. Do sidd Der dann erëm eng Kéier dovunner fortgaangen. Mee bon.

Wéi ass et also weidergaang? D'Decisioun vun der Regierung ass geholl ginn, eng allgemeng Ouverture ze maachen. Et ass net, wéi dat soss üblech zu Lëtzebuerg ass, de Sozialdialog gesicht ginn. Et ass net mat de Gewerkschafte verhandelt ginn, gesot ginn: „Voilà, dat do ass eise Problem. Wéi kënnen mer en ugoen? An dat do ass eis Optioun. A wéi kënnen mer am géigesäitegen a mat engem gemeinsamen Interessi dat léisen?“ Dat ass net geschitt.

Et ass och net geschitt, datt an deene Joren ekonomesch Analyse gemaach gi sinn, wat dat da bedeit, wann een d'Ouvertureszäite sou wäit méi grouss mécht. Keng Analyse si gemaach ginn. Et si keng Analyse gemaach ginn, wat dat fir kleng Betriber bedeit, déi Schwierigkeete wäerten hunn, mat deem dote kënnen matzehalen.

An dat huet jo duerfir quasi all Avis gesot, dee vun der Salariatskummer iwwert dee vun Patronat, iwwert dee vun Staatsrot: Dat do ass eppes, wouvunner primairement just grouss Chaîné wäerte profitéieren, déi d'Méiglechkeeten hunn, sech esou ze adaptéieren, datt se kënnen vill méi grouss opmaachen, an doduerjer kënnen méi grouss Part-de-marchée kréien. Well d'Kafkraaft geet jo net an d'Luucht. Dat Eenzege, wat an d'Luucht geet, ass déi Méiglechkeet, wou ee kann akafen oder wou kleng Geschäfte kënnen opmaachen. An dat wäert au détriment vu klunge Geschäfte sinn. Et wäert zu enger Konzentratioun, enger weiderer Konzentratioun, vu Geschäftsaktivitéite kommen am Interessi vu grousser Chaîné.

Et ass awer och keng Analys gemaach ginn, wat dat do dann elo fir d'Salariéé kéint bedeuten, déi beträff sinn, déi, déi do stinn, déi, déi do schaffe müssen. An do gëllt Anlechens wéi dat, wat ech virdru gesot hunn zur Sonndesaarbecht, just datt een hei nach aner Elementer awer raisonnablement misst matdenken. Nämlech, wat géif dat hei da fir den ëffentlechen Transport bedeuten? Ass eisen ëffentlechen Transport iwwerhaupt ausgerichtet, fir kënnen Öffnungszäite bis 21.00 Auer generaliséiert unzëbidde respektiv schonn ab 5.00 Auer? Et gëtt keng Analys gemaach. Et gi keng Iwwerleeunge gemaach.

Dat selwecht gëllt fir d'Garde-d'enfanten, fir d'Kannerbetreuer, d'Maison-relaisen. Wat sinn do d'Méiglechkeeten, wa mir, dës Gesellschaft, dës Regierung wëll op dee Wee goen? Wat sinn Optiounen, déi mer Leit, déi do schaffen, eventuell do ubidde kënnen? Näischt! Et ass näischt an deem dote Sënn geschitt.

Och net, wat dat fir Konsequenze fir déi Beruffer huet, déi direkt dovunner beträff sinn. Well och wann d'Geschäft zoumécht, kënn duerno oder den Dag drop, ier et erëm opgeet, eng Botzekipp schaffen. Wéi ass et mat der Work-Life-Balance vun deene Leit, déi do schaffen mussen? Oder vun de Leit, déi Gardien-nage mussen maachen? Einfach näischt!

An et ass de kategorieesche Refus gewiescht déi lescht 18 Méint vun der Regierung, einfach mol en Update ze maache vun der leschter LISER-Etüd, déi ganz een-deiteg Resultater huet, nämlech datt 88 % vun deene Beträffene keng Ausweitung vun der Owesaarbecht wëllen. Dat ass en eendeitegt Resultat! Elo huet de Minister da just gesot: „Jo, déi LISER-Etüd, déi ass vun 2017. Dat war viru Covid. Haut ass alles anescht!“ Bon, j'ai mes doutes. Mee wann dann haut alles anescht wier, da kéint ee jo eng nei Etüd maachen, déi dat eventuell bewiese kéint. Dat ass alles net geschitt.

An dann ass elo schonn e puermol gesot ginn an och widderholl gi vun der Madamm Cahen: „Et heescht d'äerfen, net mussen!“ Jo, et heescht d'äerfen, net mussen fir d'Commercen. Fir d'Patronen heescht et d'äerfen, net mussen. Fir d'Salariéë heescht et mussen! Well den Aarbechtskontrakt ass e Subordinatiounskontrakt. Du muss schaffen goen, wann d'äi Patron seet: „Mir maachen op bis 21.00 Auer“, voire souguer driiwer eraus, 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7, respektiv och déi dräi Deeg, wou ee weesentlech méi laang ka goen. Dat ass e Subordinatiounskontrakt. Duerfir ass et eng Mussesaach an net nëmmen eng Däerfesaach. Et ass eng Däerfesaach fir de Patron an et ass eng Mussesaach fir de Salaré! Dat ass dat Ongläichgewicht, wat et gëtt.

An duerfir, Här President, och wann d'Regierung verpasst huet, en Update vun där Etüd ze maachen, mengen ech, datt awer spéitstens nom Vott vun dësem Gesetz muss eng Evaluatioun heivunner gemaach ginn, vun den Auswierkungen op déi betraffe Leit an datt mer déi Evaluatioun och bis spéitstens Juni, Juli 2027 der Chamber mussen presentéiert kréien. Duerfir iwwerreechen ech Iech dës Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant le projet de loi n° 8456 visant à réformer le travail dominical dans le commerce de détail, en portant de quatre à huit heures la durée d'ouverture autorisée le dimanche ;*

– *considérant le projet de loi n° 8472 visant à réformer la réglementation des heures d'ouverture des commerces et de l'artisanat, notamment par l'introduction de prolongations des heures d'ouverture ;*

– *considérant que ces deux projets de loi, s'ils sont adoptés par la Chambre des Députés, auront un impact significatif sur les conditions de travail et de vie de milliers d'employé.e.s du secteur du commerce ainsi que sur celles de leurs familles ;*

– *considérant le rapport relatif à l'évaluation de l'impact des heures d'ouverture dans le commerce de détail, présenté en 2018 au Ministère de l'Économie, lequel met en évidence les contraintes et difficultés particulières liées au travail dominical et au travail en soirée, telles que relatées par les employé.e.s concerné.e.s ;*

– *considérant que le secteur du commerce de détail emploie une proportion importante de femmes et que les extensions des heures d'ouverture sont susceptibles d'avoir des effets différenciés selon le genre, en particulier en matière de répartition du travail de soins et des responsabilités familiales ;*

– *considérant que l'allongement et la flexibilisation des horaires de travail peuvent affecter la conciliation entre vie*

professionnelle et vie privée, ainsi que la santé et le bien-être des salarié.e.s concerné.e.s ;

– *considérant que les modifications envisagées constituent une évolution substantielle du cadre réglementaire existant et qu'une évaluation actualisée de leurs conséquences sociales, notamment sur les conditions de travail, l'égalité entre femmes et hommes et la conciliation vie professionnelle et vie privée, est nécessaire,*

invite le Gouvernement à

– *commanditer une mise à jour du rapport relatif à l'évaluation de l'impact des nouvelles heures d'ouverture entrant en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2026 sur les employé.e.s du secteur concerné, et à publier les résultats de cette évaluation au plus tard le 30 juin 2027.*

(s.) Marc Baum, David Wagner.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | An dann zu den Tankstellen. D'Tankstellen, wat elo eng Diskussioun ginn ass, déi ee sech komplett hätt kënnen spueren, wann een anstänneg legislativ geschafft hätt. Ursprénglech war virgesinn, datt just op den Autobunnen d'Tankstellen d'äerfe 24/24, 7/7 op sinn. Dat si véier Plazen, déi zwou Säite vun der Autobunn, déi beträff sinn, aacht Tankstellen.

Dunn ass gesot ginn, mat enger Argumentatioun, déi net direkt novollzéierbar ass, vum Staatsrot: „Jo, mee erweidert dat. An duerfir huele mer dann UN-Traitéen als Basis fir ze soen, wéi eng Stroossen dann nach ënner anerem beträff sinn.“ Dat sinn dann déi E-Stroossen. Do hu mer elo eng Nott kritt, och, mengen ech, ugangs der Woch elo eréischt, datt 25 weider Tankstellen dovunner beträff wieren, also zesummen 33 Tankstellen, déi 24/24, 7/7 op sinn, vun 245 am ganze Land. Dat heescht, ronn – ech hunn et elo net genau ausgerechent – 15 % vun den Tankstellen hei am Land kënnen 24/24, 7/7 op sinn.

Dat jäizt no enger Ongerechtegkeet tëschent Tankstellebedreiwer, well et e pur hasard ass, ob een elo zu Käerjeng op der Haaptstrooss eng Tankstell huet oder ob een an der Lëtzebuerger Strooss zu Esch eng Tankstell huet, datt déi eng zoufälleg déi Nominatioun huet an déi aner net. Dat heescht, wann am Ursprung vun dësem Text de Wunsch war, eng Différence de traitement aus de Féiss ze raumen, da schafe mer hei eng nei, nämlech tëschent Tankstellebesëtzer ënner sech.

A bei der eigentlecher Differenz vum Traitement, wat d'Verfassungsgeriicht ervirgeruff huet, nämlech datt et verschidde Reegele gëtt fir Tankstellen, nämlech déi doten, déi de ganzen Dag kënnen op sinn, an e Bäcker, hu mer zwar de Problem verschoben, mir hunn en awer net geléist! Wat ass dann, wann e Bäcker elo kloer wëll a seet: „Ma ech wëll ëm 4.00 Auer opmaachen!“? Da géif déi selwecht Argumentatioun duerkommen, well déi selwecht Argumentatioun nach ëmmer eng Différence de traitement géif ausmaachen.

Duerfir mengen ech, Här President, mir hu kee Problem mat dësem Gesetz geléist. Mir hu vill neier geschafen. A mir als Lénk wäerten dat hei sécher net matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Marc Baum. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, ech soen Iech Merci fir d'Wuert, dat ech kréien. Dir Dammen

an Dir Hären, ech wëll ufänke mat engem Saz, wou ech mengem laangjärege Frënd, dem Marc Spautz, felicitéieren, datt en et fäerdegbruecht huet, zesumme mat e puer anerer, déi e bësse méi am Hannergrond waren, dee Projet de loi, dee mer elo net hei stëmmen, mee dee mer virdu gestëmmt hunn, substanzuell an eng Richtung ze kréien, déi méi sozial gerecht ass, wéi dat an engem gewëssene Moment de Fall war.

An da kommen ech zu dësem Projet de loi. An ech muss e bëssen dat widderhuelen, wat elo de Kolleg Baum gesot huet, fir dass ee versteet, ëm wat et mer hei geet. Et ass en Urteel vum Verfassungsgeriicht vun 2017. Dat Urteel, dat schwätzt iwwer eng Distorsion de concurrence. Et gëtt engem Bäcker Recht, deen dogéint geklot huet a seet eigentlech: „Setzt d'Leit allegueren op e Pied d'égalité!“

Dee Pied d'égalité, deen häss de kënnen schafen do-duerch, dass de d'Vente vu gewëssene Produiten am Laf vun der Zäit vum Dag openeen ugepasst häss. Maache mer dat an deem Projet de loi, dee mer hei hunn? Nee, mir maachen dat net. Dat heescht, dee Gesetzesprojet, dee mir hei stëmmen, dee setzt eigentlech d'Urteel vum Verfassungsgeriicht a mengen Aen net ëm, well nach ëmmer eng Distorsion wäert bliwen, wann ech e selwecht Produkt wëll verkafen, d'ailleurs ech mer nach d'Fro muss stellen, ob dat Produkt handgemaach ass oder ob et prefabriquiert ass, mee wa mer dat emol ewechloosen, dass dat selwechte Produkt eigentlech och an Zukunft nach, jee nodeem wou s de bass, zu aneren Zäite ka verkaf ginn.

Ech ginn e ganz einfacht Beispill. Ech hunn a menger Gemeng e Bäcker, deen heescht zoufällegerweis „De Käerjenger Bäcker“. E ganz originellen Numm huet e gesicht fir säi Geschäft. Deen d'äerf also no der Unhuelung vun dësem Projet de loi ab 5.00 Auer säi Produkt verkafen. An 300 Meeter méi wäit, op der selwechter Strooss, ass dann e Geschäft, dat heescht da „Cactus“ oder „Auchan“ oder wéi se allegueren heeschen, dat verkeeft dat selwecht Produkt, net handgemaach, a verkeeft et eigentlech an Zukunft ronderëm d'Auer. An do muss ech soen, dass mir e bëssen d'Veständnis feelt. Ech wier net ondankbar, wann ech eng Äntwert kéint dorobber kréien, wéi et méiglech ass, dass een dat esou mécht.

Ech verstinn, dass een op den Autobunnen, déi dofir do sinn, dass Leit, déi aus Italien an Norwege wëlle fueren oder aus England, ech weess net, an d'Tschechoslowakei – a, déi gëtt et net méi –, ...

(Hilarité)

... an d'Slowakei wëlle fueren ..., dass déi d'Méiglechkeet mussen hunn, um Trajet eigentlech déi Akeef kënnen ze maachen, ob dat elo Carburant ass oder ob dat aner Produkter sinn, déi noutwendeg sinn, datt se dat am groussen internationalen Trafick kënnen maachen. Dofir wëll ech soen, dass déi Proposition, wéi se initial war, meng Zoustëmmung absolutt fënn, fir et ze maachen.

An da kënn en Avis vum Staatsrot – dat ass elo schonn e puermol gesot ginn, dofir kann ech séier doriwwer erausgoen –, deen deent dann déi Notioun op déi E-Stroossen aus, Richtung eigentlech esou vill Stroosse weider. Domadder hunn ech als Buergermeeschter e Problem, well ech zoufällegerweis esou eng Strooss bei mir duerch d'Gemeng lafen hunn. A vun deene soi-disant 25 – ech weess net, ob et der 25 sinn – leien der eleng 4 um Territoire vu menger Gemeng, déi elo d'Recht kréien, par la loi, fir 24 Stonnen op 24 opze-hunn, mat där Konsequenz, déi ech virdu gesot hunn.

Mee dat schaaft mir en anere Problem, Dir Dammen an Dir Hären, an do hätt ech gären, dass Der dee géift

gesinn a mer och hëllefen, eng Solutioun ze fannen an deenen nächste Méint. Well mir hunn nach sechs Méint Zäit, fir eng Solutioun ze fannen. Dat Gesetz, dat soll jo eréischt a sechs Méint a Kraaft trieden. Dat ass: Wéi ass et mat der Nuetsrou vun de Leit, déi do am Quartier wunnen, déi opgrond vun där Aart a Weis, wéi dat elo hei am legislative Prozess eebe gaangen ass ... Wat iwwregens näischt Neies ass. Ech berouegen déi Leit, déi elo ganz haart hei geschwat hunn. Ech sinn elo 40 Joer derbäi. Dat hei ass eppes, wat ech ganz gutt kennen, dass ënner gewëssenem Drock probéiert gëtt, seng legislativ Aarbecht ze maachen. Mee ech hu bei zwou vun deene véier Tankstelle Leit, déi an engem Quartier ronderëm wunnen.

An op den Tankstellen a menger Gemeng dierf een eigentlech, wa se esou eng Virriichtung hunn, tanken. De Mënsch muss jo – ech mengen, dat ass och e Prinzip – à tout moment kënnen tanken. Dat heescht, do kann ee seng Kaart erastichen an da kann een tanken. Mee d'Geschäft, wat ronderëm déi Tankstell eigentlech opgebaut ass, ass awer zou.

Elo gëtt mer gesot: „Eng Tankstell ouni Buttek ass net méi rentabel!“ Dat mag e Problem sinn. Mee eng Tankstell mat engem Buttek, wou de Buttek elo 24 Stonnen op 24 op ass a wou dann d'Leit um 2.00 Auer, um 3.00 Auer, um 4.00 Auer an der Nuecht bäifueren? An Dir wësst jo, a wat fir engem Zoustand dat an der Nuecht meeschtens geschitt.

(Hilarité)

Jo, mee géift Dir gären an enger Uertschaft ... A mir sinn net op der Autobunn! Géift Dir gären an enger Uertschaft wunnen, vis-à-vis vun esou engem Etablissement, wou elo an Zukunft 24 Stonnen op 24 de Buttek op ass? Ech soen Iech: Kee vun Iech alleguer wëllt an Zukunft esou wunnen! An ech wëll och net, dass meng Awunner aus menger Gemeng oder aus anere Gemengen, déi concernéiert sinn, an Zukunft müssen esou liewen.

An dofir géif ech de Minister froen – en huet dat elo véier- oder fënnefmol hei héieren –, ob e bereet ass, an engem konstruktive Gespréich an deenen nächste Méint, an engem Zäitraum, deen nach virun deem Delai ass, wou dat Gesetz a Kraaft soll trieden, fir deen heite spezifesch Problem eng Solutioun ze fannen, déi am Interêt ass vun de Leit, déi concernéiert sinn, an déi och am Interêt ass vun de Betriber.

Ech schlësse mat deem, wat ech am Ufank gesot hunn: Ech sinn der Meinung, dass Der eigentlech d'Urteil vum Verfassungsgericht vum 2017 net ëmsetzt, mee eigentlech perenniséiert duerch déi Aart a Weis, wéi Der et hei maacht. An et gëtt, den Här Baum huet et gesot, eng Rei Solutiounen, déi doranner géife bestoen, dass ee wuel d'Méiglechkeet vun Tanken opléisst, mee dass een awer d'Méiglechkeet vun deenen Öffnungszäite vum Geschäft nienendrun, déi hei gesot gi sinn – 5.00 Auer bis 21.00 Auer, 5.00 Auer bis 19.00 Auer während dem Weekend –, eigentlech esou reduzéiert, dass déi Leit, déi ronderëm wunnen, och nach iergendeng Liewensqualität kënnen behalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wolter.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsmi-
nister Lex Delles. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools ... Ech

gesinn, hei ass e bëssen Opreegung. Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären ...

(Interruption)

Dat gleewen ech! Dat gleewen ech.

Merci villmools. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dass mer hei ganz laang diskutéiert hunn iwwer e Projet de loi, deen och schonn e ganz laange Rateschwanz huet, well ëmmer erëm driwwer diskutéiert gëtt, d'Öffnungszäiten, wéi mer domat ëmginn, wéi mer Léisunge fannen.

An eebe grad dowéinst hu mer gekuckt, eng Solutioun ze fannen, déi gläich ass fir jiddwereen, wou mer et fäerdegrëngen, op där enger Säit d'Öffnungszäiten esou de Realitéiten unzepassen, wéi dat méiglech ass, an op där anerer Säit awer och nach Derogatiounen virzugesinn.

An ee Reproche loosse ech hei wierklech net duerchgoen. An ech kommen nach eng Kéier méi am Detail drop. Dat ass déi Fro vum Sozialdialog. Well an deem heiten Text, contrairement zu all deenen Diskussiounen, déi virdru waren ... An ech war selwer an der Regierung virdru, wou mir, Här Engel, d'nämmlecht wéi och scho mat Ärem Virgänger, dem Här Kersch, iwwert deen Text hei geschwat hunn, fir Ouverturen ze maachen. An déi Méiglechkeet, déi elo an deem Text ass, ass virdru net ugeschwat ginn. Dat ass déi, dass mer allegueren déi Derogatiounen, déi haut de Minister aleatoirement accordéiert, an de Sozialdialog ginn.

Et ass net méi, wéi dat bis elo ëmmer war, wou och meng Virgänger an Är Parteipresidentin Derogatiounen ënnerschriwwen hunn, fir sonndes kënnen ze schaffen, Derogatiounen fir opzemaachen, Derogatiounen ënnerschriwwen hunn, fir d'Liewensmëttelhandwierk nom Urteel vum 2017 tëschent moies 4.00 Auer an owes 21.00 Auer kënnen opzehunn, dass net méi de Minister dat ënnerschreift, mee dass dat am Sozialdialog ausserhalb vum generelle Kader muss an den Entreprises diskutéiert ginn.

A genau dorëm geet et mer. Well hei sinn der jo ëmmer, déi soen: „Jo, mir musse weider op d'Diskussiounen agoen, fir méi Kollektivverträge kënnen ze maachen.“ Ma dat hei ass ee vun deenen Outilen! Hei gi mer wierklech de Moya fir d'Diskussiounen vum Derogéieren aus enger purement administrativer Tache eraus eriwuer an d'Hänn vun den Entreprises, zesumme mat de Salariéen. An eebe grad dat ass e ganz groussen Atout vun deem Text.

A wann ech awer – genausou wéi d'Diskussiounen vum Text vu virdru – ganz vill Reflexiounen hei héiere wéi: „Gehéiert de Commerce wierklech zum gesellschaftleche Liewen?“ Jo! Do si ganz vill Commerçanten hannendrun, do si ganz vill Liewen hannendrun, do si ganz vill Aarbechtsplazen hannendrun, do si ganz vill Léierplazen hannendrun. Jo, de Commerce huet e wichtige Stellwäert an eiser Gesellschaft. An ech stinn och ganz staark dozou.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech hu mat de Gewerkschaften diskutéiert, zweemol. An ech huelen hei d'Wierder vu mengem Kolleeg, dem Marc Spautz: Mir hunn et hei net fäerdegruecht, e Kompromëss ze fannen, mee mir hunn e Mëttelwee fonnt. An ech hu selwer diskutéiert, an ech kann Iech et och soen, ech hunn et och an der Kommissioun gesot: D'Patronat huet op där enger Säit eng komplett Liberaliséierung vun den Öffnungszäite gefrot. Op där anerer Säit hunn d'Gewerkschaften gesot: „A, nee, nee, et muss nach méi ageschränkt ginn!“ Do muss ee sech

iergendwou an der Mëtt fannen. A genau dee Mëttelwee hu mer gesicht.

A fir nach eng Kéier ze weisen, dass mer prett waren ze diskutéieren: Et war esou, dass mer dunn nach eng Kéier vun 22.00 Auer owes op 21.00 Auer no dem Sozialdialog iwwert de Summer erofgaange sinn. Dat heescht, och do hu mer nom Kompromëss nach eng Kéier nogeluecht, fir e Kompromëss ze fannen.

Wann ech da Saachen héiere wéi: „Et hätt missen an der Tripartitt diskutéiert ginn.“ Majo, et ass am Sozialdialog hei diskutéiert ginn. A just fir nach eng Kéier en Historique awer ze maachen: Verschidde Reproche loosse ech mer ganz gär gefalen. Dat ass och, mengen ech, e bëssen d'Diskussioun heibannen. Mee et gouf awer eng Rëtsch Tripartitten, wou net déi heite Majoritéit do war, mee eng aner Majoritéit, tëschent 2017 an 2023. Dann hätt een et jo och kënnen do diskutéieren, den Text vun den Öffnungszäiten, zesumme mat aneren Texter. Dat ass net gemaach ginn, well mer do aner Saachen an den Tripartitten haten. Mee trotzdeem, mengen ech, muss een awer richtig bleiwen.

An da muss ech awer op där anerer Säit och soen, dass ech e bëssen enttäuscht sinn, wann ech Poste gesi vun der LSAP, déi schreiwen: „Wëllt Dir um 22.00 Auer nach eng Jeans kafen? Oder um 21.30 Auer eng Tëlee kafen?“ Da muss ech soen: Entweder deen, deen dee Post gemaach huet, huet d'Gesetz net verstanen oder et ass Béiswëllegkeet. Ech ënnerstellen Iech wierklech keng Béiswëllegkeet. Well an deem Text hei gesi mer vir, dass d'Butteker kënnen bis 21.00 Auer op sinn, ausser am Sozialdialog mat engem Kollektivvertrag. Dat heescht, deen, deen dat geschriwwen huet, deen ass géint e Kollektivvertrag am Commerce! An dat wären, mengen ech jo awer wuel, nei Téin vun der LSAP.

Wann ech héieren: „Et hätt een et och kënnen anescht maachen!“ Natierlech hätt een et och kënnen anescht maachen! Dat ass richtig. Et hätt een et kënnen anescht maachen. Mee ganz konkret hunn ech et net héieren. Ech froen: Wat hätt Dir da proposéiert? Madamm Welfring, Dir hutt ganz léif gesot, Dir hätt méi Sozialdialog, Dir hätt méi hei an Dir hätt méi do gemaach. Mee konkret, wéi Der d'Öffnungszäiten ugepasst hätt, hutt Der awer och net gesot.

Well dee fundamentale Problem, an deen ass e bëssen elo hei mat dem Avis vum Staatsrot nach eng Kéier eragerutscht, dat ass déi Fro vun den Tankstelle gewiescht. Haut, am aktuellen Text, gëtt et eng Derogatioun fir Tankstellen, wa se eng Surface de vente vun 20 Meeterkaree engem manner hunn. Da si se „non visé par la loi“. Dat ass haut am Text. Dat heescht, dee Problem, wéi et sech a verschiddenen Entréeën vun Dierfer oder op anere Stroosse verhält, ma deen ass haut schonn d'Realitéit. D'Exceptionioun, déi mer hei am Text hu fir d'Tankstellen op den Autobunnen, ma dat ass eng Exceptionioun, déi haut schonn esou am Text steet. Et war just e Revirement vum Staatsrot, wéi e gesot huet, e wëllt da gäre wéinst der Fro vun der Utilité publique do nach eng Kéier allegueren déi aner Stroosse mat eranhuelen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Ech verstinn dat, wat de Staatsrot seet. E seet: „Et gëtt Stroossen, déi sinn Utilité publique. Déi sinn iwwert déi zwee Gesetzter vun 1967 an 1975 gereegelt, Autobunnen an déi sougenannten E-Stroossen. Dofir huet déi als Definitioun, well d'Utilité publique ass do iwwerall d'nämmlecht!“ Dat ass genau dat doten, wat de Staatsrot seet. Mee et war net d'Demande vun der Majoritéit, fir dat esou dranzemaachen. Et war d'Demande vun der Majoritéit, fir d'Autobunnen dranze-
huelen. An dann eebe grad wéinst der Égalité devant

la loi seet de Staatsrot: „Et gëtt Stroossen, déi sinn eeben Utilité publique, an et gëtt Stroossen, déi sinn net Utilité publique. An do ass eng Grenz ze zéien.“

Fir op déi Fro vum Här Wolter anzegoen: Am éischten Text, wou ech awer och bei Iech an der Fraktioun war a wou mer driwwer diskutéiert hunn, war et eeben esou: Kommt, mir schreiwen och dran, dass d'Gemengen eng gewësse Kompetenz hunn, fir d'Éffnungszäite kënnen ze akzeptéieren, wa se ausserhalb vun den normalen Éffnungszäite sinn, an dass de Buergermeeschter och ka soen: „Hei nee, dat do ass bei mir am Zentrum vum Duerf!“ Well ech weess, dass hei jiddwereen och ëmmer iwwer seng Gemeng schwätzt. Ech war selwer Deputéierten a Buergermeeschter. Natierlech kucken ech ëmmer, ob néierens Mondorf géing stoen.

Hei ass et genau dat nämmlecht, wou ech mer gesot hunn: Majo, wann eng Derogatioun iwwer e Kollektivvertrag kéint gemaach ginn, da misst am Fong och nach eng Kéier de Buergermeeschter kënnen eng Derogatioun ginn, fir ze erlazen, dass dann och méi laang op ass wéi 22.00 Auer, eebe grad weinst dem Tapage nocturne, wou ech Iech vollkomme Recht ginn.

An d'Diskussiounen, déi ech awer och do mam Intérieur an och mam Här Gloden hat, waren eeben, dass den Tapage nocturne souwisou eng Méiglechkeet ass vun der Gemeng, fir hei eppes kënnen ze maachen, soudass een dat net muss extra maachen. Mee ech sinn awer ganz oppen, fir déi Diskussiounen nach eng Kéier mat anzegoen, an ech mengen, mir allegueren heibannen, well kee wëll, dass matzen an engem Wunquartier esou eng Strooss ass. Mee dat do waren d'Antworten, déi ech vum Léon Gloden als Innenminister zu deem Moment krut, deen och do iwwer iergendwellech Weeër eventuell mam Syvicol diskutéiert huet. Mee ech sinn awer ganz op, fir dat doten nach eng Kéier kënnen ze beschwätzen, well kee vun eis heibanne wëll dat do.

An nach eng Kéier, déi initial Iddi vun deem Text hei war – an ech sinn awer och berouegt, dass mer eis do allegueren eens sinn –: D'Tankstellen op den Autobunnen, déi musse 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7 kënnen ophunn.

Et ass ugeschwat ginn, d'Police hätt hei manner Kloecheet. Ech verstu wierklech net firwat. Au contraire, d'Police huet hei vill méi Kloecheet, well virdu wousst d'Police net, ob déi eng Gemeng ugefrot huet, fir dierfe sonndes opzemaachen, an déi aner Gemeng net ugefrot huet. An et geet souguer nach méi wäit. Et gëtt Gemengen, do huet deen ee Quartier ugefrot, fir dierfe opzemaachen, an deen anere Quartier, deen dierf net sonndes opmaachen. An trotzdem hu mer d'Derogatiounen ginn. Ech weess net, ob d'Police ëmmer genau weess, wou d'Grenze vum Quartier sinn. Ech gleewen, dass se dat wëssen. Mee ech gleewen net, dass se eng ganz Lëscht haten a woussten, wéi eng Derogatiounen wou gi gi sinn. Well ech wëll nach eng Kéier just soen: Mir hunn hei e Gesetz, wat iwwer 80 % vun de Commercen zu Lëtzebuerg iwwer Derogatiounen d'Méiglechkeet ginn huet, anescht opzemaache wéi den Text. Elo huet d'Police hei e ganz klaren Text. Dat do ass de Cadre général, a fir de Rescht, doriwwer eraus, dann hues de e Kollektivvertrag. Dat heescht, et ass vill méi einfach, et hei kënnen ze kontrolléieren, wéi dat virdrun de Fall war.

Nach eng Kéier just zu där Saach mat den Tankstellen oder anere Commercen. Hei ass et elo esou, dass mat engem Kollektivvertrag jiddweree mat Biens de première nécessité 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7 kann opmaachen – mat engem Kollektivvertrag! Dat heescht, déi Fro, déi sech do hannendru stellt, ass

eebe grad: Wann ech wëll eng ganz Zäit laang opmaachen, da muss ech am Kollektivvertrag sinn. Mee, an dat ass déi Fro, grouss oder kleng? Ass et elo méi schwierig fir e Kleng wéi fir e Groussen?

Éischstens hate mer och Echäng mat der Luxembourg Confederation, déi natierlech souguer nach méi grouss Ouverturë gefrot huet. Mee ech verstinn et net richtig, wann da gesot gëtt: „Majo déi Kleng, déi hu souwisou vill méi Schwierigkeeten, iwwerhaapt e Kollektivvertrag kënnen ze maachen, an dofir hu se kompetitiv e Problem par rapport zu Groussen.“ Well automatesch seet ee jo domat: „Mir wäerten ni bei deene Klengen e Kollektivvertrag maachen. Haalt op, mat deene Klengen och wëlle Kollektivverträge ze maachen!“ An dat gesi mir als Regierung awer ganz anescht. Mir gesinn nämlech, dass e Kollektivvertrag och an engem klengen Betrib kann e ganz groussen Atout sinn an och kann hëllefen, fir de Betrib anescht kënnen ze reegelen.

A grad dofir fannen ech déi Fro wichteg: E Groussen huet jo e Kollektivvertrag, da kann dee méi opmaachen. An e Klengen huet kee Kollektivvertrag, dofir kann e manner opmaachen. Majo, vläicht seet dee Klengen: „Et ass interessant, an engem Kollektivvertrag ze sinn, well ech da ka méi opmaachen.“ An dann hu mer, esou wéi d'Direktiv et virgesäit, och méi Kollektivverträge iwwerall. An ech mengen, wann een dat awer wierklech seriö wëll diskutéieren, dann dierf een déi Reflexioun net vergiessen.

En tout cas verstinn ech, dass grouss Diskussiounen ronderëm verschiddenen Texten sinn. Ech hunn och nogelies, wat d'Diskussiounen bei deene verschiddenen Adaptatiounen vun deem Text waren. Do waren d'Diskussiounen net anescht. Mee ech sinn iwwerzeegt, dass mer hei méi e klere Kader hunn, méi en einfache Kader hunn, méi en ugepasstene Kader hunn, dee jiddwerengem entgéintkëent, wou mer souwuel op där enger Säit d'Salarië stäerken, wéi awer op där anerer Säit och de Commerce ënnerstëtzen, fir dass deen och nach an Zukunft ka funktionéieren.

An ech wëll ophale mat de Wieder vum der Madamm Cahen: Denkt drun allegueren, bei Äre lokale Commerce akafen ze goen, dann hu mer es och nach an Zukunft, fir driwwer ze diskutéieren!

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Minister, ech gesinn, datt nach eng Fro vun der Madamm Welfring do ass. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Just eng Fro. Dir hutt gesot: „konkreet Virschléi“. Ech mengen, et ass och elo virdu schonn e konkreet Virschlag hei komm. Vum Beispill déi Utilité publique, vun där jo geschwat ginn ass, firwat dann och d'Tankstelle ten op sinn. Déi geet jo haaptsächlech zréck op de Verkaf vum Spritt, dee soll gewäerleescht sinn. Dat heescht, wann een do géing eng Pist entwéckelen, wou ee seet: „De Shop muss jo net onbedéngt op sinn, wann ee kann tanken“, ass dat zum Beispill eng konkreet Pist, déi hei och schonn ugekleng ass. Ass déi Iech net konkreet genuch? Oder wéi soll ech dat verstoen?

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech verstinn dat, wat Der sot. Wa mer awer da soen, dass een op den Tankstellen an deem Artikel 2, wou déi verschidde Betriber stinn, déi net „visé par la loi“ sinn, wou dann och d'Tankstellen drasti mat hirem Shop, op der Aire de Berchem, Aire de Capellen oder op aneren Tankstelle just nach kéint de Bensinn verkafen an net méi e Bréitchen oder eng Tut Kamellen oder e Liter Cola,

kascht dat zu Lëtzebuerg Honnerten Aarbechtsplazen. An dat, mengen ech, wier net richtig. Ech verstinn d'Reflexioun, mee ech mengen, dass et net richtig wier, wann elo alleguer déi Butteker missten zoumaachen, well mer domadder Chômage provozéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Nach eng Fro vum Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci, Här Minister, fir déi Explikatiounen. Ech hunn et elo vläicht net richtig matkritt, dofir froen ech et léiwer nach eng Kéier no. Mir sollen elo de Projet stëmmen an dann an deenen nächste sechs Méint géingt Der kucken, fir eng Léisung ze fannen zu deene Froen vun den Tankstellen. Oder hunn ech dat elo komplett falsch verstanen? Well ech hunn nämlech nach net ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dat hutt Der falsch verstanen.

M. Georges Engel (LSAP) | Dann hunn ech et ganz falsch verstanen. Ok. Da kënt Der et vläicht nach eng Kéier erklären, well ech hunn et net verstanen. Ech weess net, ob heibanne jiddwereen et verstanen huet, mee dann erkläert mir et nach eng Kéier.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | D'Fro vum Här Wolter, esou wéi ech se verstanen hunn, war déi Fro: Wéi kann eng Gemeng op den Tapage nocturne reagéieren, wann eng Tankstell an engem Quartier ass? An do hunn ech mech engagéiert, dass mer dat mam Innenminister ganz gären nach eng Kéier kënne kucken.

(Interruption)

Kucken oder eppes maachen.

(Interruption)

Majo, ech setze mech elo net heihinner an ech schreiwen elo hei en Text um Riednerpult. Ech mengen, dass een eebe grad déi Ängshten ...

(Interruption)

Gelif?

(Interruption)

Dat wier performant, mee ech si Schoulmeeschter an net Jurist.

Ech mengen, dass eebe grad déi Fro vum Urteel vun 2017 déi ass, dass d'Gläichbehandlung virum Gesetz muss kënne gëllen. D'Derogatiounen sinn hei ganz kloer, wéi se sinn. An dat ass och den Avis vum Staatsrot, deen e gemaach huet wéinst der Utilité publique.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci. Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen, den Här Goergen an den Här Cruchten.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Also, mat Ärer leschter Erklärung, wann Der jo elo sot, herno kënnen d'Gemengen eppes decidéieren, ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dat ass jo haut schonn. Dat ass haut schonn.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... gitt Der jo elo eigentlech erëm Marche arrièr zu deem, wou Der gesot hutt, dass een dee Fléckenteppech net méi wëll. Dat heescht, Är Erklärung huet et jo eigentlech elo nach méi schlémm gemaach, well d'Gesetz kënnt jo haut, fir dass de Fléckenteppech net méi soll do sinn.

Wann herno d'Gemenge kënnen decidéieren, wéi et mat deenen Tankstelle soll goen, hu mer jo nach méi e grouse Problem. Also wäerten d'Gemenge keng Méiglechkeet kréien an et wäert national gereegelt

sinn. An zum Beispill bei eis do ennen am Eck wäerte se einfach 24/24 op sinn. An dat huet näischt mat engem klengen Commerce ze sinn. Dat ass Exxon-Mobil, dat ass BP, dat si Risekonzerner, déi do wäerte schaffen. Dat huet näischt mat engem lokale Commerce ze sinn.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Also éischtens emol, just fir awer hei eng Kéier ganz kloer ze erklären, wat Tankstelle sinn: Och wann op enger Tankstell „Shell“ dropsteet, gehéiert déi net direkt zum Shell-Konzern, mee huet op där anerer Säit heiansdo e ganz klengen Betrieb hannendrun, eng eegen Entreprise, déi ënnert der Enseigne „Shell“ de Bensinn verkeeft.

Zweetens, just déi Fro, déi sech hei stellt, dat sinn déi Tankstellen am Artikel 2, déi Fro vun deenen, déi „non visé par la loi“ sinn. Dat heescht, déi sinn exclu vum Champ d'application. Dat heescht net, dass déi dierfe maachen, wat se wëllen, wéi se wëllen, net vum Tapage nocturne a vu guer näischt dovunner betraff sinn. Si si just net vun dësem Gesetz vun den Öffnungszäite betraff. Dat ass den Artikel 2.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, ech stelle fest, dass de Minister Versteesdemech weist fir dat, wat den Här Wolter virdru gesot huet. An dat ass eng Problematik. Den Här Wolter huet och do net nëmme fir seng Gemeng geschwat, ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | ... mee och fir Är.

(Hilarité)

M. Yves Cruchten (LSAP) | ... mee fir ganz vill Gemengen hei am Land.

Jo, jo. Et deet mer leed, ech laachen elo net mat, well de Sujet ass mer awer e bëssen eescht.

An ech hat eigentlech gehofft, dass Der eng Ouverture géift maachen, fir wierklech do de Problem richtig unzepakken. Ech spieren déi awer elo net, well Dir hutt elo gesot, Dir géift da kucke mat dem Här Gloden zesummen, ob mer via den Tapage nocturne eppes kéinte maachen. Also, souwäit ech weess, kënnen d'Gemenge Reglementer huelen. D'Gemenge kënnen e Polizeireglement huelen, an do kënnen mir och ganz vill Saachen draschreien. Mee an der Hierarchie vun de Gesetzter hei zu Lëtzebuerg wäert dat dote Gesetz d'Polizeireglement vun der Gemeng priméieren.

A bei all deem, Här Minister, bei allem gudde Wëllen, deen ech och hei wëll weisen, alles, wat Der eis elo gesot hutt, bestäit mech an der Iwwerzeugung, dass mer dat Gesetz haut net sollte stëmmen, mee dass mer et nach eng Kéier sollten an d'Kommissionen huelen an déi dote Fro en long et en large eng Kéier diskutéieren. Dir hutt et jo selwer gesot: Et gétt keng Urgence. Dat Gesetz soll érischt a sechs Méint a Kraaft trieden. Ech mengen, kommt, mir huelen eis déi néideg Zäit, fir déi Froen hei ze klären, an da kënnen mer dat Gesetz nach ëmmer ugangs des Joers, wa mer dann allegueren e Konsens op där doter Fro fonnt hunn, stëmmen! An ech mengen, dat géif der Saach guttduen an iwwerhaapt.

Une voix | Eng gutt Approche!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Fir mech ass dat heite ganz kloer. An déi Fro, déi sech hei stellt, dat ass déi vum „non visé“, soudass dat dote guer net an dee Champ d'application fält, soudass déi Fro do sech esou net stellt an dass et dofir, mengen ech, ganz einfach ass, do ze klären.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussion zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8472 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8472¹³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8472 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 34 Jo-Stëmmen, 20 Nee-Stëmmen, 5 Abstentionen. Dëse Projet de loi ass also ugehall mat 34 Jo-Stëmmen géint 20 Nee-Stëmmen bei 5 Abstentionen.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An dann huet den Här Baum nach eng Motioun deposéiert zu dësem Sujet. Här Baum, wëllt Dir elo driwwer schwätzen? Duerno. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? D'Madamm Hartmann, d'Madamm Welfring, den Här Lemaire. Madamm Hartmann, fänkt Dir un, wannechgelift.

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Jo, villmools merci, Här President. Merci och dem Här Baum fir déi Motioun, déi eng Evaluatioun freet vun dem Gesetz, wat dann och eng Kéier elo en vigueur kënn. Mir sinn der Meenung, dass een deem Gesetz hei elo soll Zäit ginn, fir effektiv dann en vigueur ze kommen, an dass mer da fir d'éischt mol eng Kéier sollte kucken, ob mer an der Praxis feststellen, ob sech hei elo effektiv de facto eppes ännert un den Öffnungszäiten, déi et aktuell gétt, an dass een dann, le moment venu, nach eng Kéier sollt driwwer diskutéieren, ob dann eng Evaluatioun elo néideg wär. Aktuell géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun ofzeleenen.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci fir d'Wuert. Ech verstinn elo net ganz déi doten Interventioun, well et gétt jo hei virgeschloen, bis den 30. Juni

2027 ze waarden. Do ass jo dann awer e bëssen Zäit, fir dat heiten ze bewäerten.

Ech erënneren drun, dass Lëtzebuerg eng Bewäertung krut vun der OECD, de leschte Summer am Juli, mengen ech, wou drasteet, dass méi systematesch viru Gesetzter soll bewäert ginn, wat den Effekt oder den erwaarten Effekt dovun ass, an och duerno soll systematesch gekuckt ginn, wat d'Bewäertung ass. Dat ass elo net iergende Clibbchen, deen dat seet, dat ass ëmmerhin déi Organisatioun, déi och fir d'wirtschaftlech Entwécklung méi international zoustänneg ass. An ech fannen, dat heite wär eng ganz logesch Suite dovunner.

An ech erënneren nach eng Kéier un déi Motioun, déi virun engem Joer vun eis virgeluecht gouf, déi och refuséiert gouf, wou mer dat wollten anticipéiert feststellen. Hei ass elo, mengen ech, absolutt de Minimum, dass een, wann et engem eppes wäert ass, dat doten eng Kéier suivéiert a kuckt: Wat sinn d'Effekter dovun a wat muss vläicht gemaach gi fir nozebesseren. Dass Nobesserungsbedarf ass, dat hu mer jo haut gemeinsam festgestallt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Merci, Här President. Ech hunn a menger Ried gesot, dass nach vill oppe Froen an deem Dossier sinn: Impakt vun den Öffnungszäiten op d'Wuelbefannen, Aarbechtsklima et cetera, et cetera. Déi heite Motioun fuerdert genee dat an ass eis dofir ganz sympathesch. A mir droe se mat. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Elo ass d'Wuert fir den Här Engel. Duerno d'Madamm Weydert dann an den Här Clement. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Dat heite wär eng gutt Geleeënheet, fir e bësse méi faktesbaséiert Decisiounen ze huelen oder weinstens ze kucken, ob déi Decisiounen, déi ee geholl huet, déi richtig Decisiounen waren. Déi heite Motioun geet absolutt an déi richteg Richtung. An ech wär frou, wann d'Majoritéit sech weinstens bei där heiter Motioun kéint e Ruck ginn an e bësse méi wäit géng kucken, fir hir Decisiounen dann awer kënnen ze evaluéieren. Dat wär gutt fir si an dat wär gutt fir d'Parlament. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Bon, ech mengen, dat Gesetz, dat trëtt emol érischt a sechs Méint a Kraaft. Mir mussen deem einfach emol eng Chance ginn, fir dann och seng Friichten ze droen. An dofir deelen ech och d'Analys vun der Madamm Hartmann, dass mer dat elo einfach mol sollen a Kraaft triede loossen a kucken, wat geschitt. Voilà, dat war et vu menger Säit. Dofir roden ech menger Fraktioun, dës Motioun net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Am Contraire zu menger honorabeler Bänknopesch sinn ech guer net iwwerrascht, dass hei keng Flexibilitéit gewise gétt, fir dat ze evaluéieren, well et kéint jo eppes erauskommen, wat engem net gefält.

(Brouhaha)

Well dat ass dat, wat d'Opposition jo elo grad an hire Rieden duergeluecht huet. Net nëmme, dass et oppe Froe gétt. Dat huet de Minister jo souguer zouginn, dass et déi oppe Froe gétt, wou nach Léisunge musse fonnt ginn. Nee, et sinn och einfach Froen

iwwert d'Wuebfanne vun de Leit, vun deene Betrafenen, vun deene Leit, déi an deem Secteur schaffen, déi hei ewechgewëscht ginn.

An ech hunn et virdru gesot: D'Argument „Mir maachen eppes fir de Commerce, da maache mer automatesch eppes fir d'Leit am Commerce“, ech mengen, dat ass eng verkierzten Duerstellung. Wann een eppes fir de Commerce mécht, mécht een net automatesch eppes fir d'Leit am Commerce. An dat wär hei wichteg gewiescht, datt mer eppes fir d'Leit gemaach hätten. An dofir wär et och wichteg gewiescht, datt mer den Impakt dovunner evaluéieren.

An ech sinn dann awer e bëssen erstaunt, an da sinn ech dann awer erëm bei menger honorabler Bänknepesch. Wou ech e bëssen erstaunt sinn, ass, datt de Finanzminister, wann en eng Mesür aféiert, e steierleche Bonus, dee virun allem groussen Investisseuren zeguttkënn, bereet ass ze soen: Kommt, mir evaluéieren dat an Zukunft, fir ze kucken: Wat ass den Impakt ass? Wëlle mer dat nach? Brauche mer dat nach? Huet et seng Ziler erreecht? An hei bei eppes, wat vill méi Leit betrëfft, wat Dausende vun Employéen an deem Secteur betrëfft, do seet d'Regierung: „Nee, dat ass eis egal!“, an d'Majoritéitsparteien dackele schéi brav do hannendrunner a soen: „Et ass eis egal, wat fir en Impakt dat heite Gesetz huet. Mir wëllen et net evaluéieren!“

(Brouhaha)

Well wann een et wëilt evaluéieren, kéint een et maachen. Dat heite géif eis e ganz Joer Evaluationszäitraum ginn an duerno nach eng Kéier sechs Méint, fir dat Ganz op Pabeier ze bréngen. Ech mengen, datt dat méiglech ass, wann een et da wëilt maachen. Ech stelle fest: D'Majoritéitsparteie wëllen net wëssen, ob dat hei negativ Konsequenzen huet. Dann ass et vläicht och moies méi einfach, sech an de Spigel ze kucken.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ech gesi keng weider Wuertmeldung. Da kritt den Auteur vun der Motioun d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Erstaunen oder net Erstaunen, wat mech erstaunt, ass zumindest d'Argumentatioun. D'Madamm Hartmann seet: „Jo, mir musse fir d'éischt kucken, ob sech eppes ännert, a wa sech eppes ännert, da kann een et jo eréischt evaluéieren.“ Ech géif soen: Wa mer näischt evaluéieren, kënne mer iwwerhaapt net erausfannen, ob sech eppes geännert huet.

(Hilarité)

Also esou géif ech methodologesch virgoen. Duerfir hu mir och déi Motioun hei proposéiert. Déi viséiert d'ailleurs net nëmmen dat heite Gesetz, mee och dat Gesetz virdrun. Dat heescht, et gëtt souwuel gefrot, den Impakt, wat d'Sonnesaarbecht betrëfft, ze kucken, wéi och den Impakt vun der Erweiterung vun den Öffnungszäite op d'Salariéen.

Wann et elo wierklech um Datum géif hänken, wier ech och nach bereet ze soen: Ma et ass net den 30. Juni 2027, et ass den 31. Dezember. Sou. Mee ech mengen, dat Entscheedend wier, datt et de Wëlle gëtt, an engem Dossier, wou bis elo ëmmer nëmmen aus der huerer Panz eraus diskutéiert ginn ass, wou gesot ginn ass: „Jo, d'Leit wëllen dat an hei an dëst an dat“, datt mer mol erëm zeréckkommen a kucken: Wat ass de wierklechen Impakt a wat ass dat, wat d'Leit wierklech wëllen? Dat ass d'Intentioun vun dëser Motioun. An ech géif mech wierklech freeën, wann Der se géift matdroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun Nummer 1 ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 26, Neen: 33, Abstentoun: keng. Dës Motioun ass also mat 33 Nee-Stëmme géint 26 Jo-Stëmme bei kenger Abstentoun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 25 voix pour et 34 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Felix Eischen, Paul Gales, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

5. 8479 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction du principe de demande d'octroi d'indemnité de chômage complet en ligne

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat ass de Projet de loi 8479 iwwert d'Aféierung vun enger Onlineufro vum Chômage. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Dir kennt dee Modell. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Claude Haagen, den Här Michel Lemaire, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice, d'Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert.

Rapport de la Commission du Travail

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 8479, deen ech Iech haut virstellen, betrëfft d'Digitaliséierung vun de Prozeduren am Zesammenhang mat den Indemnitéite vun der ADEM, souwuel fir d'Salarié wéi och fir d'Indépendanten.

De Projet füügt sech an d'Moderniséierungsstrategie vun der ADEM an, déi op enger konsequenter Digitaliséierung an enger Optimiséierung vun den interne Prozeduren baséiert. Eent vun de Kärziler ass et, d'Demarché fir d'Aarbechtssichend ze vereinfachen an ze beschleunegen, andeems d'Chômagédemanden,

d'Demandé fir d'Weiderféierung vun der Indemnitéit souwéi d'Akommesdeklaratiounen iwwer geséichert digital Plattformen ofgewéckelt ginn. Iwwer MyGuichet a MyADEM kënnen déi Concernéiert hir Demanden online arechen, Dokumenter sécher iwwerdroen, de Status vun hirem Dossier an Echtzäit consultéieren an direkt mat der Agence kommunizéieren, dat mat Hëllef vu staarken Authentifikationsmëttelen. De Projet bezweckt gläichzäiteg, d'Delaie fir d'Traitement an d'Ausbezuung vun den Indemnitéiten ze verkierzen an d'Kontroll vun hirem korrekter Ëmsetzung ze stäerken.

Am Joer 2024 huet d'ADEM am Duerchschnitt ronn 1540 Demanden de Mount traitéiert, wat d'Dimensioun vun der administrativer Charge an d'Erausfuerderung dovun ënnersträicht, mat där d'Agence am Alldag konfrontéiert ass. Op laang Siicht soll dës Digitaliséierung och zu méi Transparenz am Suivi vun den Dossiere bäidroen an eng direkt a sécher Kommunikatioun tëscht den Aarbechtssichenden an der ADEM erméiglechen.

Op prozeduralem Plang ass de Gesetzesprojet de 16. Januar dëst Joer vum Aarbechtsminister an der Chamber deposéiert ginn an e gouf de 6. Februar an d'Aarbechtskommissioun verwisen. An der Reunioun vum 2. Juli 2025 sinn ech als Rapportrice designéiert ginn. An der selwechter Sitzung krute mer de Projet presentéiert an d'Kommissioun huet d'Avis vum Staatsrot an de Chambres professionnelles zur Kenntnis geholl.

An der Kommissioun gouf iwwert den exklusiv digitale Wee diskutéiert, deen hei initial virgesi war, an iwwert d'Fro, wéi dës fir Mënschen ouni déi néideg technesch Mëttelen oder Kompetenze funktionéiere kann, fir Demanden ausschliisslech online anzeerechen.

A genee mat dëser Problematik huet sech de Staatsrot a sengem Avis vum 3. Juni 2025 beschäftegt. Déi héich Kierperschaft huet nämlech eng Opposition formelle formuléiert, well de Projet fir eng exklusiv digital Aféierung vun de Chômagédemanden de Prinzip vum der Gläichbehandlung géif verletzen. De Staatsrot huet dorop higewisen, datt Mënschen ouni digitalen Zougang an ouni informatesch Kenntniser net dierfen ausgeschloss ginn, an huet gefuerdert, dës Garantien explizit am Gesetz ze verankeren.

Doropshin huet d'Aarbechtskommissioun de 16. Juli eng Rei parlamentaresch Amendementer ugehol, déi virun allem drop ofzilen, d'Observatioun vum Staatsrot opzegräifen. Dës Amendementer garantéieren, datt d'Aarbechtssichend ouni digital Moyenen an ouni déi néideg digital Kompetenzen gratis d'Material an d'Assistenz vu Persounen vun der ADEM notze kënnen an hir Demandé souwéi hir Deklaratiounen op Pabeier ënnerschreiw kënnen. Dës Garantie gëllt net just fir Salariéen, mee och fir Indépendanten.

No der Adoptioun vun dësen parlamentareschen Amendementer huet de Staatsrot a sengem Avis complémentaire vum 7. Oktober seng formell Oppositiounen opgehuewen, well mer eeben déi virgenannte Garantie bäigefüügt hunn. De Staatsrot huet an deem Kontext och recommandéiert, d'Demande fir d'Weiderféierung vun der Indemnitéit souwéi och d'Revenudeklaratiounen mat am Gesetz opzehuelen an och ënnert deem selwechte Prozedere ofzewéckelen.

Weider Amendementer vum 22. Oktober hunn dunn d'Obligatioun fir den digitale Wee präziséiert, andeems kloer festgehale gëtt, datt d'Demarché bei der ADEM, dorënner d'Indemnitéitsdemanden, d'Demandé fir d'Weiderféierung, awer och d'Revenudeklaratiounen, iwwert déi geséichert staatlech Plattform anzereeche sinn, fir all restriktiv Interpretatioun vum Gesetz ze



vermeiden. A sengem zweeten Avis complémentaire vum 18. November huet de Staatsrot keng weider Bemierkunge gemaach.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 27. Februar 2025 de Projet begréisst an d'Digitaliséierung als e wichtege Schrëtt a Richtung méi Effizienz, méi séier Traitement a vun enger besserer Prevention vu Feeler a Bedruch bewäert. D'Handelskummer insistéiert allerdéngs op d'Bedeitung vun enger reeller administrativer Vereinfachung am Sënn vum Once-Only-Prinzip. An hirem Avis complémentaire vum 30. September huet d'Chambre de Commerce déi parlamentaresch Amendementer ënnerstëtzt.

D'Chambre des Salariés huet sech an hirem Avis vum 4. Mäerz méi kritesch vis-à-vis vum Gesetzesprojet gewisen. Si bemängelt d'Feele vun enger Consultatioun vun de Sozialpartner a warnt virun enger méiglecher Diskriminatioun vu Mënschen ouni digitalen Zougang. Trotz den Amendementer bleift si an hirem Avis complémentaire vum 9. Oktober weiderhin der Meinung, datt keng voll Gläichberechtigung garantéiert wier, a freet, dass de Gesetzesprojet zréckgezu gëtt.

No den Avis complémentaires vum Staatsrot an de Chambres professionnelles huet d'Aarbechtskommission schliisslech dëse Rapport an hirer Reunioun vum 10. Dezember ugehooll. Fir all weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Domat géif ech dann elo meng Kap als Rapportrice ofdoen an nach e puer Wieder als ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Wat sot Dir, Madamm Tanson?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ären Hutt zéien.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Mäin Hutt zéien, a jo, voilà. En Hutt, jo. Ech wiesselen elo den Hutt an ech schwätzen elo dann als Spriecherin vun der CSV.

Discussion générale

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, dëse Gesetzesprojet setzt e kloert politescht Signal: Jo zur Moderniséierung, Jo zur Innovatioun, Jo zu enger moderner Verwaltung, déi mat der Zäit geet an d'Méiglechkeete vun der Digitaliséierung notzt.

Dat entsprécht voll a ganz dem Koalitiounsaccord an eiser gemeinsamer Ambitioun, den ëffentleche Service méi effizient, méi transparent a méi no beim Bierger ze gestalten. Fir d'CSV ass d'administrativ Vereinfachung eng zentral Prioritéit. De Prinzip vum Once-Only, also datt d'Bierger an d'Betriber Informatiounen net ëmmer nees nei mussen eraginn, ass dofir e ganz wichtege Referenzpunkt. Eng effizient Verwaltung ass net nëmme méi confortabel fir d'Leit, mee se ass och e wichtege Facteur fir d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft. An engem internationale Kontext, an deem d'Attraktivitéit vum Standuert ëmmer méi och vun der Qualitéit vun de staatleche Services ofhänkt, ass dat soumat keng Randfro.

Dëse Projet geet an déi richteg Richtung. E setzt op digital Effizienz, op méi séier Traitement, op méi Transparenz an op méi Sécherheet an de Prozeduren. Dat ass richteg an néideg.

Mee – an dat ass fir d'CSV genesou wichteg – d'Digitaliséierung däerf ni brutal, ausschléissend oder entmënschlecht sinn. Fidèle zu eise Prinzipie stellt d'CSV och an der Digitalpolitik de Mënsch an de Mëttelpunkt. Déi nei Technologien dierfen net derzou féieren, datt d'Mënsche sech verluer fillen, ausgeschloss ginn oder net méi matkommen.

D'Digitaliséierung ass kee Selbstzweck a kee rengt Schlagwuert vu Modernitéit. Si ass virun allem en Instrument am Déngscht vum Mënsch. Si soll dozou bäidroen, d'Liewensqualitéit ze verbesseren, den Zougang zu ëffentleche Services ze vereinfachen an d'Effektivitéit vun der ëffentlecher Hand ze stäerken, ouni jeemools en Deel vun der Bevëlkerung auszuschléissen. An dat ass net nëmme eng sozial Fro, mee och eng Fro vum Vertrauen an de Staat.

A genee do ass d'Aarbecht vun der Kommission wichteg gewiescht. D'Bedenke vum Staatsrot goufen eescht geholl an et goufe ganz kloer Garantien an de Gesetzesprojet opgeholl, fir sécherzestellen, datt och déi Mënschen, déi keen digitalen Accès oder net déi néideg technesch Kompetenzen hunn, zu kengem Zäitpunkt benodeelegt ginn. Dat ass fir d'CSV essentiel. Well d'digital Transformatioun kann nëmme da geléngen, wa se sozial begleet gëtt.

M. André Bauler (DP) | Ganz richtig!

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Dat heescht konkret: Alternativen ubidden, Assistenz garantéieren an d'Mënsche virun allem net elengloossen. Digital Léisunge mussen ënnerstëtzen, net ersetzen, besonnesch do, wou de mënschleche Kontakt wichteg bleift.

Dëse Projet ënnersträicht, datt Moderniséierung a sozial Verantwortung net am Widdersproch stinn. Si kënnen a mussen zesumme geduecht ginn, Effizienz op där enger Säit, Zougänglechkeet a Mënschlechkeet op där anerer Säit. Méi einfach, méi séier, méi digital, awer mam Mënsch am Mëttelpunkt. Dofir steet d'CSV an dofir wäert d'CSV-Fraktioun dëse Projet selbstverständlech ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Dann huet d'Madamm Carole Hartmann d'Wuert. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Demokratesch Partei begréisst mir ganz ausdrécklech dëse Gesetzesprojet. Duerch déi Mesüre wäert d'Prozedur, fir de Chômage unfroen, vereinfacht an zousätzlech och acceleréiert ginn. Dat ass fir déi Concernéiert eng gutt Nouvelle.

Den Haaptakzent läit ganz kloer op der Digitaliséierung. Mee natierlech ass et awer och wichteg, déi Leit mat op de Wee ze huelen, déi vläicht net esou gutt mat den digitalen Outilen eens ginn. An deem Sënn gëtt den Demandeuren, falls néideg, och op der Plaz, sur place, gehollef a si kréie gratis dat néidegt Material zur Verfügung gestallt, fir hir Demarchë kënnen ze maachen.

Et geet ëmmerhin dorëms, et jidderengem méi einfach ze maachen, esou séier wéi méiglech déi néideg Hëllef kënnen ze kréien. An och déi Leit, déi eeben net déi néideg Mëttel oder Méiglechkeeten hunn, fir sech digital mat enger Authentification forte, wéi zum Beispill am Prinzip – wann et da funktionéiert – Lux-Trust, anzeloggen, wäerten net ausgeschloss ginn. Fir déi Leit wäert et och an Zukunft méiglech sinn, hir Demande op Pabeier ze maachen. Ech mengen, och dat ass eng Upassung, déi en cours de route gemaach ginn ass, déi wierklech derfir suerge wäert, dass jidderene, deen op de Chômage wëll zréckgräifen, dës Demande och weiderhi ka maachen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dës Regierung huet sech d'Simplification administrative an d'Digitaliséierung op de Fändel geschriwwen, an dat, ouni déijéineg op der Streck ze loossen, fir déi den technologesche Wandel net esou evident ass.

Als Demokratesch Partei kënnen mir dat nëmme begréissen. Deemno proposéieren ech menger Fraktioun, dëse Gesetzestext matzestëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Den Här Claude Haagen huet elo d'Wuert.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. D'LSAP begréisst dëse Projet de loi a wäert en och matstëmmen. D'Virriedner an och d'Rapportrice si schonn dorobber agaang, datt am Fong kee vun den Demandeuren d'emploi benodeelegt gëtt, wat déi elektronesch Demande ubelaangt an och wat déi schrëftlech Demande um Pabeier ubelaangt.

An dofir wollt ech eng Proposition un den zoustänneg Minister maachen, fir, éischstens, ze kucken, datt no enger gewëssener Zäit – engem, zwee Joer, up to you – eng Analys gemaach gëtt, ob den Artikel 15 vun der Verfassung, dat heescht d'Égalité de traitement, respektéiert ginn ass an och wivill Leit zum Beispill iwwert d'Demande électronique gefuer sinn an och wivill Leit eng schrëftlech Demande gemaach hunn an och natierlech verbonne mat där zoustänneger Hëllef vun der ADEM.

Ech wollt do keng Motioun maachen. Mee ech mengen, et wier gutt, och am Kader vun der Simplification administrative, wa mer dat wéissten. An eng lescht perséinlech Remark vu menger Säit: Ech denken, datt d'Regierung bei de verschiddene Gesetzestexten, déi kommen, soll oppassen, datt mer an Zukunft den Artikel 15 vun der Constitution, wat d'Égalité de traitement notament bei Demanden, egal a wat fir engem Ministère dat ass, um Pabeier betrëfft, awer och wat d'Demande par voie électronique betrëfft, dat ëmmer respektéieren, well soss hu mer déi Égalité net méi. A mir wëlle jo keen, egal wat fir e Ministère zoustänneg ass, fir déi Demanden, déi ee mécht, benodelegen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. Et ass elo um Här Michel Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Jo, mir fannen et gutt, datt mir de betraffene Leit entgéintkommen, datt se bei d'ADEM kënnen goen, wou se och perséinlech gehollef kréien. Ech schwätze vun digitaliséieren, vereinfachen. Ech mengen, et muss een awer och gesinn, datt den digitale Wee och esou seng Tücke kann hunn – dat wëll ech och betounen –, wéi mer et elo bei LuxTrust gesinn hunn.

Mir wäerten dat heiten awer trotzdeem net matdroen, well eis dat Wuert „ausschliisslech“ stéiert, „ausschliisslech“ den digitale Wee ass méiglech. Et kann een zwar wuel higoen, sur place, et kritt ee gehollef, et kritt een et ausgedréckt, et ënnerschreift ee mat der Hand, mee mir fäerten, dass mer hei e Präzedenzfall schafen, dass mer hei bei enger Behörde ufänken, dass et ausschliisslech den digitale Wee ass, datt mer do eng Dier opmaachen, wou nach aner Behörde kéinten nozéien. Dat wär géint eise Walprogramm, woua mer ëmmer gefuerdert hunn, dass de manuelle Wee weider muss méiglech sinn, an och géint déi vill Initiativen, déi mer als Partei zum Beispill duerch mäi Bänknoper Dan Hardy scho geholl hunn, dass de manuelle Wee ëmmer muss méiglech bleiwen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Keng Angscht, ech hale mech kuerz. Ech mengen, de Projet de loi ziilt dorobber of, d'Demarchë fir d'Demandeure vum

Chômage souwuel vu fréiere Salariaë wéi vun den Independanten ze digitaliséieren an doduerjer de Leit méi Flexibilitéit ze ginn an natierlech och ze assuréieren, dass hinnen d'finanziell Hëllef, déi hinnen zoustinn, och méi séier ausbezuelgt ginn.

Als Gréng begréisst mer natierlech dat duebelt Zil vun der staatlecher Moderniséierung a vun de verbesserten Outils fir d'Demandeuren. Dowéinst wäerte mer natierlech och dëst Gesetz matstëmmen.

Wichtig ass eis awer – an ech mengen, eng Rei Virriedner hunn et gesot –, dass mer hei och wierklech un d'Mënsche mat der niddreger Digital Literacy, wéi een dat nennt, denken a si net ausgrenzen. An d'Amendementen hunn dat an deem Sënn jo och séchergestallt. Esou kréien d'Leit am Zweifelsfall en ADEM-Mataarbechter zur Säit gestallt an natierlech och dat entspriechend Material, fir vun deene selwechte Virdeeler kënnen ze profitéieren, wéi dat bei deenen technesch méi aiséierte Leit de Fall ass.

Ech kéint elo eigentlech hei ophale mat menger Ried. Et ass awer esou, dass grad dës Woch iergendwou e gewëssene fade Bäigeschmaach bei der Prozedur hei ze verspieren ass. Et brauch een nämlech, fir seng Demande op MyGuichet respektiv MyADEM ze maachen, de LuxTrust-Certificat. A genee dat ass natierlech dat Instrument, dat elo aus onerklärleche Grënn während Deeg ausgefall ass.

An da kann ech mech awer direkt nach eng Kéier op den Avis vun der Chambre des Salariaë referéieren, déi genau dat doten och nach eng Kéier ervirgehewen hunn, déi gesot hunn, et misst een d'Méiglechkeet behalen, d'Demande a Pabeierform anzerechen, well et eeben zu digitalen Imprevue kéint kommen. Hei si mer dann.

Also, mir wäerten dës Projet de loi matstëmmen, mee ech géing awer gäre profitéieren, fir zwou Froen un den Aarbechtsminister an deem Kontext ze stellen: Wéi kënnen an Zukunft d'Bedürfnisse vun den Demandeuren a Consideratioun geholl ginn, wann nees eng Pann vu LuxTrust besteet, wëssend, dass LuxTrust am Moment awer an där heiter Fro e Monopol huet? A wéi gedenkt d'Regierung ze assuréieren, dass et net méi zu esou Ausfäll kéint?

Ech weess, déi dote Froe betreffen u sech net Iech, Här Minister, mee se betreffen awer virun allem déi Leit, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn an eeben op dës Hëllefeng ugewise sinn. Also betreffe se Iech implizit u sech och. An dowéinst géing ech mech freeën, wann Der déi dote Froe kéint mat an d'Regierung huelen an hoffentlech och Äntwerten dorop géift fannen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här Sven Clement huet elo d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, ganz kuerz schonn direkt viirech: Mir stëmmen dësem Projet zou. D'Digitaliséierung vun der Demande, fir de Chômage ufroen ze kënnen, ass eng logesch Moderniséierung a se ass u sech laang iwwerfällg. Et gëtt méi séier, méi Transparenz, manner Feeler. D'Donnéeë si kohärent. Dat alles si kloer Virdeeler.

De Problem, deen de Conseil d'État zu Recht opgeworf huet, ass jo mëttlerweil behuewen. Well d'Kritik war berechtigt: Eng obligatoresch Digitaliséierung ouni richteg Alternativ diskriminéiert virun allem vulnerabel Leit. Ganz onofhängeg dovunner, ob d'Technik da wëllt oder net, ob d'Technik grad erëm eng Kéier den Houscht huet a ganz Lëtzebuerg un eng Longenembolie erkrankt. Mee hei ass et

definitiv esou, dass mir derfir gesuergt hunn, dass vulnerabel Leit weider Ennerstëtzung kréien. Dat ass iwwerens e gutt Beispill, dat mer eis och a weidere Projeten zur Digitaliséierung elo als Best Practice quasi an d'Hausaufgabebüchleche sollte schreiwen.

Gratis Computermaterial bei der ADEM, gratis individuell Assistenz, dat heescht, dass se wierklech gehollef kréien, et auszufüllen, an eng Pabeiersversioun, fir ze ënnerschreiwen, wa LuxTrust dann net geet oder se kee LuxTrust hunn. Dat ass, mengen ech, och kruzial. Dat si fir eis déi konkret Garantien. Dofir kann een dem Projet esou zoustëmmen. Et ass e gudde Kompromëss tëscht der néideger Moderniséierung an dem sozialen Zesummenhalt. Et mécht eis Verwaltung méi effizient a bréngt se an d'modern Zäit, ouni d'Leit auszuschléissen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An elo huet den Här Marc Baum d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och mir als Lénk wäerten deen heite Projet mat engem kritesche Jo matstëmmen. De Werdegang ass schonn e puermol ugeschwat ginn. Am Ufank war wierklech d'Iddi, ausschliisslech op den digitale Wee ze goen. An et huet d'Oppositoun vum Staatsrot gebraucht respektiv d'Interventioun vun enger ganzer Rëtsch Membere vun der Kommissioun, fir ze soen: „Dat geet net!“ Elo ass esou eng Tëscheform fonnt ginn, wou d'Leit dann op de Büro kënnen goen an do da bei den Demarchë soit gehollef kréien, soit dat och nach iergendwéi selwer kënnen ausdrécken.

Ech mengen, dat, wat eis alleguer – oder zumindest deenen, déi sech dozou elo geäussert hunn – e bëssen opstéisst, ass, dass hei an engem Segment probéiert gëtt, dee reng digitale Wee ze goen, duerzusetzen, wou et dann awer ëm vulnerabel Leit geet, wou et awer drëm geet, dass et Leit sinn, déi am Chômage sinn, wou et fir déi Leit och wierklech ëm eppes geet. Ech mengen, dat hätt een an anere Beräicher, wann een onbedéngt wëllt op dee Wee goen, éischter kënnen maache wéi hei.

Nawell mengen ech, dass déi Solutioun, déi elo fonnt ginn ass, awer drobar ass. An duerfir stëmmen mer deen heite Projet och mat. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Merci, Här President. Och merci all den Intervenanten. Fir d'alleréischst wëll ech der Madamm Weydert Merci soe fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Bericht. Da wëll ech och nach eng Kéier rappéléieren – et ass scho gesot ginn: am Ufank sollt et nëmmen elektronesch sinn –, dass mer och déi Ännerunge gemaach hunn, dass d'Leit gehollef kréien, fir dass och alleguerten déi Leit, déi Schwiergekeete mat der Elektronik hunn, sech domadder kënnen beschäftegen, an dass mer Leit an der ADEM hunn, déi hinnen och do wäerten hëllef.

Op d'Fro vun der Madamm Bernard weinst LuxTrust wäert mäi Kolleg Minister direkt äntweren. Dir kritt och direkt eng Äntwert, wat mer do wëlle hunn ze maachen.

An da wollt ech och Merci soe fir déi Remark, déi de Kolleg Claude Haagen gemaach huet wéinst dem Artikel 15. Ech mengen, et ass ganz kloer, dass mer dee Projet do regelméisseg wäerten analyséieren: ob do e Problem entsteet, wéi de Problem ass, wéi och

d'Demande vun de Leit ass, fir déi Hëllef ze kréien, well och dat ass wichteg. Well heiansdo ass een erstaunt, dass grad déi Leit, wou ee mengt, dass déi am mannste mat der Digitalisatioun géifen eens ginn, besser mat deem eens gi wéi déi, wou ee mengt, bei deene misst et esou sinn. Dass mer och déi Analys maachen an dass mer och regelméisseg op déi Chifferen zrëckkommen an der Kommissioun, fir dann och ze kucken, wann Adaptatiounen néideg wieren.

Dat gesot, géif ech Iech Merci soe fir déi breet Zoustëmmung. An de Minister Lex Delles géif Iech nach op déi Geschicht mat LuxTrust äntweren. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Minister Delles.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Jo, just zwee Wieder zu LuxTrust. Ech mengen, wat ugeschwat ginn ass: Jo, LuxTrust muss e sécheren Acteur sinn. An et ass inakzeptabel, dass LuxTrust bal 24 Stonnen offline ass. Dat ass ganz kloer.

Hei war de Problem, dass op där enger Säit wierklech de Server e materielle Problem hat. Et ass e Problem mat der Hardware, déi futtigaangen ass. Dat ka geschéien. Dat ass wéi bei Ärem Laptop doheem, deen einfach vun haut op muer net méi geet.

(Interruption)

A grad dofir gëtt et eng Redundanz, wou op där anerer Säit dann nach eng Kéier dat nammleche Material steet. An dat huet net fonctionéiert. An dat dierf och net geschéien, dass déi Redundanz net fonctionéiert. Do wäerte mer eis natierlech drëm këmmen, fir emol erauszefannen: Wéi konnt dat sinn? Wouduerch ass dat geschitt? Ass et e Softwareproblem, dass et net eriwergaangen ass? Ass et en Hardwareproblem? Dat kann ech zu dësem Moment nach net soen. Dat wäerte mer awer analyséieren.

Op där anerer Säit si mer souwisou scho säit Méint och ëmmer erëm an der Diskussioun, fir ze kucken: en zweeten Anbieter, jo oder nee?

Et muss een nach eng Kéier just zum Historique soen: LuxTrust ass deemools developpéiert ginn, wéi de Staat mat erageklommen ass, well et keng Solutioun esou um Marché gouf. Déi ass developpéiert ginn. Haut si mer awer an der Situatioun, dass et privat aner Solutioun gëtt, déi um Marché disponibel sinn. Soudass mer do natierlech an Diskussiounen sinn, fir ze kucken: d'Redundanz op där enger Säit an dann awer och eventuell mat engem zweeten Acteur. Dat wäerte mer awer kucken.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wäeren dann d'Diskussiounen zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir géingen also zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8479 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8479¹⁰.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8479 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 54 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Projet de loi ass also mat 54 Jo-Stëmmen géint 5 Nee-Stëmmen bei kenger Abstentioun ugeho.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul

Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloeser, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. 8463 – Projet de loi introduisant une procédure de préfinancement pour les installations solaires photovoltaïques et modifiant :

1^o la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;

2^o la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

3^o la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

Da komme mer zum nächste Punkt op eisem Ordre du jour vun de Moien, an zwar dem Projet de loi 8463, der Aféierung vun enger Virfinanzierungsprozedur fir Fotovoltaikanlagen. Mir hunn hei e Basismodell. Ageschriwwen si schonn: den Här Jeff Boonen, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, beim Gesetzestext, deen ech Iech virstellen, geet et dorëms, de Prefinanzement vun de Fotovoltaikanlage fir 2026 en place ze setzen.

De Prefinanzement vun de Klima- an Ëmweltsubventionen ass eppes, wat mir am Koalitionsaccord an am PNEC stoen hunn. Et geet dorëms, d'Leit ze encouragéieren, op de Wee vun der grénger Transition ze goen an ze investéieren. Déi besch Subventionne bréngen näischt, wann d'Leit net d'Moyenen hunn, fir d'Sue virzestrecken. An dacks mussen si nach méintelaang waarden, aktuell, fir hir finanziell Hëllef ausbezuelt ze kréien. Dat ka sech net jidderee leeschten.

Mat der Virfinanzierung müssen an Zukunft eis Biergerinnen a Bierger keng Sue méi virstrecken, wa si sech eng PV-Anlag zouleeën. Si müssen an Zukunft just nach hiren Deel vun der Rechnung bezuelen, an de Staat iwwerweist dann d'Subvention direkt un de Betrib.

Dofir mussen sech déi Betriber, déi hei matmaache wëllen, am Virfeld an de „registre des installateurs admis à la procédure de préfinancement“ aschreiwen. Wann ee bis am Regëster steet, muss den Installateur d'Subvention direkt op d'Facture applizéieren, fir dass de Client just säin Deel bezuele muss.

Duerno freet de Betrib de Remboursement beim Staat un. An dës Prozedur ass komplett digitaliséiert. De Ministère huet da maximal 15 Schaffdeeg Zäit, fir eng Decisioun ze treffen. Wa bannent dësem Delai keng Äntwert do ass, da gëllt de Prinzipp vum „accord tacite“ oder „silence vaut accord“. Direkt duerno soll et bannent wéinege Wochen zur Ausbezelung kommen, fir dass d'Betriber net ze laang op hir Sue waarde müssen.

Am Fall, wou d'Betriber reegelméisseg Demanden erareeche, déi inkorrekt oder onkomplett sinn, kënnen se vum Regëster suspendéiert ginn. Bei Bedruchsversich risquéieren d'Betriber, aus dem Regëster gestrach a vum Prefinanzement ausgeschloss ze ginn, ouni d'Méiglechkeet, an Zukunft erëm matzemaachen. Doweinst wäerten zoufälleg Kontrolle vun den Demandé gemaach ginn, mat zousätzlechen Iwwerprüfungen am Fall vun engem Doute. Dësen Text gesäit och den Accès zu den néidegen Date vir, fir dës Kontrollen duerchféieren ze kënnen.

De Klimabonus-System, wéi mir e bis elo kennen, gëtt net ersat, mee de Prefinanzement ass eng nei Optioun, déi derbäikënn. De Client kann also d'Approche wëhlen, déi e wëll, wuel wëssend, dass de Montant vun der Subvention, déi e kritt, identesch ass.

Et wäert och en informatesch Contrôle en place gesat gi fir ze iwwerprüeën, dass déi Demanden, déi vun der Ëmweltverwaltung traitéiert ginn, net scho vun enger Subvention am Kader vum Prefinanzement profitéiert hunn.

A wann ee sech gläichzäiteg eng Batterie zesumme mat der PV-Anlag zouleet, kann een duebel vum Prefinanzement profitéieren. Batterien, déi eenzel kaaft ginn, kënnen net vum Prefinanzement profitéieren, mee wa se eng scho bestoend Anlag ekipéieren sollen, da si se och eligibel, fir eng Subvention ze kréien.

Dëse Gesetzestext soll dann och d'Berechnungsmethod vun de Subsidien upassen. Aktuell kritt ee 50 % vun der Installatioun vun enger Fotovoltaikanlag staatlech subventionéiert. A verschidde Gemengen hu souguer déi reschtlech 50 % bäigeluecht. Ab elo soll et forfaitaire Zomme ginn, ofhängeg vun der Capacitéit vun der Anlag a vum Stockage. Et gëtt also zwou degressiv Formelen: eng fir d'PV-Anlag, baséierend op der Leeschtung, an eng fir d'Batterie, baséierend op der Capacitéit. D'Formel ass degressiv, fir de Basispräis vun der Installatioun vun der PV-Anlag och mat ze berücksichtegen.

Méi kleng Anlage kréie prozentual eng méi héich Hëllef. Wann een e méi gënschtege Präis kritt, kann d'Hëllef an Zukunft souguer bei iwwer 50 % leien. Esou hunn d'Consommateuren en Interêt dorun, méi Offere mateneen ze vergläichen an déi méi attraktiv Offer ze huelen. Dëst féiert zu méi Konkurrenz tëschent den Installateuren. A fir ganz grouss Installatiounen sinn awer och Ausname virgesinn, an et gëtt verschidde Plaffongen. All d'PV-Anlagen, déi virum 31. Dezember 2029 bestallt ginn, si fir d'Subvention eligibel.

Här President, ech kommen dann nach zu den Avisen, déi mer an der Kommissioun erakuten, véier Avisen an dräi Avis-complémentairen.

De Gesetzestext ass am November 2024 deposéiert ginn.

Dem Staatsrot säin Avis krute mir den 29. Abrëll 2025. An dësem huet en zwou Oppositions formelles ausgeschwat, dëst um Niveau vun den Artikelen 3 a 4, well den Delai, an deem de Minister seng Decisioun treffen soll, net preziséiert war, wat zu enger juristescher Onsécherheet gefouert hätt. Duerch d'Amendement konnten am complémentaires Avis vun der héijer Kierperschaft, deen den 21. Oktober 2025 komm ass, all d'Oppositions formelles opgehewe ginn.

Den Avis vun der Handelskummer krute mir den 3. Februar dëst Joer. D'Handelskummer begréisst d'Introduktioun vum Prefinanzementsmechanismus an och d'Mise en place vum Prinzipp „silence vaut accord“, wann et ëm d'Decisioun vum Remboursement vun der Subvention un d'Betriber geet. D'Handelskummer proposéiert, dass de Prefinanzement och op kleng a mëttelstännesch Betriber ausgeweit sollt ginn. An hirem complémentaires Avis begréisst d'Handelskummer, dass och Batterie subventionéiert gi kënnen, déi net zesumme mat enger PV-Anlag kaf ginn, wa se eng bestoend PV-Anlag kompletéieren sollen. Si bedauert awer, dass een an dësem Fall net vum Prefinanzement profitéieren kann.

D'Handwerkskummer huet an hirem Avis vum 28. Februar dëst Joer och de Prefinanzement begréisst. Si ass der Meinung, dass dëst d'Installatioun vu méi PV-Anlage favoriséieren kéint. An d'Handwerkskummer insistéiert drop, opzepasst, e séiere Remboursement vun den Installateuren virzegesinn, fir dass et net zu Liquiditéitsschwieregkeete kënn.

Den Avis vun der Chambre des Salariés krute mir de 4. Mäerz 2025 eran. Si begréisst de Prefinanzement an ënnersträicht, dass et dréngend noutwendeg ass, de Prefinanzementsmechanismus fir all d'Aidë vum Klimabonus Wunnen en place ze setzen, fir géint d'Précaritéit énergétique virzegoen.

D'Chambre des Salariés kritiséiert déi nei Berechnungsmethod a seet, dass et a verschidde Fäll dozou komme kéint, dass déi maximal staatlech Hëllef, déi d'Leit kréien kënnen, manner héich ausfällt, wéi dat virdrun de Fall war. D'Chambre begréisst d'Aféierung vum Prinzipp vun der Degressivitéit, mee si fäert awer, dass d'Reduktioun ze staark ausfällt an d'Energietransitioun bremse kéint, andeems se en negatiivt Präissignal erausschéckt.

D'Chambre des Salariés begréisst d'Kreatioun vun enger Aide, déi spezifesch fir d'Batterie gëllt. An hirem complémentaires Avis vum 9. Oktober 2025 begréisst si, dass elo déi sougenannte Stand-alone-Batterien och vun dëser Aide profitéieren kënnen, mee bedauert, dass si net fir de Prefinanzement eligibel sinn.

D'Chambre des Salariés freet sech och iwwert d'Reduktioun vun der minimaler Spëtzeleeschtung vun 3 op 2 Kilowatt vun de PV-Anlagen, fir vun den Hëllef profitéieren ze kënnen. Dëst hat si och an hirem éischten Avis kritiséiert, well doduerjer d'Besëtzer vu klengen Daachflächen hätte kënnen ausgeschloss ginn.

Domat sinn ech um Enn vu mengem mëndleche Rapport. An ech ginn heimadder ganz gären och schonn den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann, fir Äre mënschlechen a fir Äre schrëftleche ...

(Hilarité)

... fir Äre mëndlechen a fir Äre schrëftleche Rapport. An e war och mënschlech.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. Den Ausbau vun den erneierbaren Energien ass eng absolutt Prioritéit fir d'Regierung an och fir eis als CSV. Dës Prioritéit geet och aus dem Koalitiounsaccord ervir. A mat dësem Gesetzesprojet setze mir ee Projet dovun em.

D'Energiekris an déi grouss Subventiounen am Beräich vun de PV-Anlagen hunn déi lescht Joren zu engem groussen Zouwuess bei der Solarenergie gefouert, speziell am Beräich vun der Autoconsommation. D'Dynamik dierf elo net offlaachen. Mir dierfen eis net op deem Succès ausrouen.

D'Analys bei de Limitte weist, dass generell entweeder d'Netzcapacitéit net duergeet oder awer déi finanziell Méiglechkeeten – an d'Rapportrice ass dorop agaang – fir d'Leit eng Brems sinn, dat heescht d'Kapital, fir d'Anlag virzefinanzéieren. Fir et emol ganz einfach ze soen: D'Menagë mat gudder finanzieller Mëttel a mat fräien Netzcapacités haten elo d'Méiglechkeet, eng Anlag ze leeën. All déi aner hunn nogekuckt.

D'Problematik vun de finanzieller Moyene gëtt och am Klimasozialplang opgewisen. An et ass genee dee Punkt, wou dësse Projet uesetzt. De Client bezitt just nach säin Deel vum Investissement. Dës Messur erlaabt et, dass méi Leit an d'Produktion vun erneierbarer Energie kënnen investéieren. Domat huele mir méi Leit mat an der Energietransition.

Am System, wéi en elo bestanen huet, war et am Fong emol eng Ëmverdeelung vun ënnen no uewen: D'Allgemengheet huet deenen, déi et sech leeschte konnten, hir PV-Anlag zum groussen Deel bezuelt. Dat ass elo ansicht mat der Prefinanzéierung. D'Ënnerstëtzung vun der erneierbarer Energie gëtt méi sozial a méi gerecht.

Här President, mir begrëssen den neie Berechnungsmodell an och d'Modalitéiten, wéi d'Bäihëllef ausbezuel ginn. Duerch e fixe Montant, deen ofhängeg ass vun der Leeschtung, gëtt de Keefer motivéiert, déi interessantsten Offer zréckzebehalen. An d'Konkurrenz am Secteur spillt och do mat.

Mir verhënnere am Fong geholl, dass extreem deier Anlage geluecht ginn oder d'Subside mat agepräist ginn. An dat hu mer jo och gesinn an deene leschte Joren: Wéi de Subsid op 67 % eropgaang ass, sinn d'Anlagen direkt méi deier ginn. An ech mengen, dat gëllt et ze verhënnere.

Wann een elo e Beispill hält: Eng Anlag vun 9 Kilowattpeak kann zwëschen 10.000 an 20.000 Euro kaschten. Dir kritt ëmmer 7.700 Euro Subsid laut deem heite Gesetz, da leit der bei 10.000 Euro Invest bei 77 % kloer méi héich, wéi mer et elo hunn. An dat bedeit, dass mer déi Aidë vill méi effizient asetzen an domat och déi ëffentlech Gelder vill méi effizient asetzen.

Doniewent stärke mer mat de Modalitéiten d'Handwerksbetriber. Si kréien hir Sue séier bannent engem Mount. An d'Qualitéit ass doduerch assuréiert, dass d'Betriber, déi registréiert sinn an deem Regëster, och eng gudd Qualität vun Aarbecht maachen.

Mir hu gesinn, dass déi grouss Attraktivitéit vun de Fotovoltaikanlagen dozou gefouert hat, dass vill Acteuren um Marché aktiv gi sinn. Jidderee konnt op eemol Fotovoltaikanlage leeën. An hei mengen ech, muss ee sech awer elo enregistréieren. An domadder gëtt séchergestallt, dass de Client och eng Qualität kritt.

Här President, ech wëll betounen, dass mir et wichteg fannen, dass nieft deem neie Finanzéierungsmodell awer och deen ale Modell bestoe bleift. Speziell fir gréisser Anlagen, iwwer 15 Kilowatt, ass awer de Montant vu 50 % Bäihëllef méi interessant. Et muss een zwar da selwer virfinanzéieren, mee mir fannen et wichteg, dass een och weider ka gréisser Anlage leeën, well mer all eis Daachfläche sollen notzen.

Natierlech ass dat fir déi eege Consommation net ëmmer dat Interessantst. Mee mir hu jo awer neierdénks d'Méiglechkeet, Stroum ze deelen. A genee do kann dat dann awer eng Roll spillen. An do kann een zum Beispill Stroum deele mat sengem Noper, dee vläicht nëmme Locataire ass. Da kann deen och profitéieren vun dem Ausbau vun der Fotovoltaikanlag. Mir maachen domat eigentlech dee bëllege selwer produzierte Stroum méi op fir all déi aner. An dat ass eis wichteg. Mir fannen et wichteg, dass mer all d'Daachflächen zouleeën an eis net hei begrenzen op kleng Anlagen.

Fir eis ass dat hei e wichteg Schratt, fir d'PV-Anlagen an domat d'Energietransition fir jiddereen disponibel ze maachen. Weider Projekte bei der Prefinanzéierung sinn an der Pipeline. Den Ëmweltminister Serge Wilmes huet anonncéiert, dass am Beräich vum Wunnen, vu Wärmepumpelen awer och vun der Mobilitéit hei Projekte kommen.

Domat ginn ech den Accord vun eiser Fraktion.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Elo huet den Här Georges Engel d'Wuert. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Fir d'LSAP ass d'Energietransition eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet. An duerfir ass d'Zilsetzung vun dësem Projet och déi richteg: et de Stéit méi einfach maachen, a Fotovoltaik ze investéieren, andeems mer déi héich initial Käschte reduzéieren. Dat ass e gudder Projet, e geet an déi richteg Richtung. Mir wäerten en och matschëmmen. Dat ass eng sozial an energiepolitisch wichteg Moossnam.

An awer hu mer véier Punkten, déi ech hei wëllt ervirbréngen, nämlech de Punkt vun der Netvirfinanzéierung vun de Stand-alone-Batterie bei bestoende PV-Anlagen. Well energiepolitisch ass dat awer net ganz konsequent. Mir brauche Späicher, net just bei neien Anlagen. An dofir wär et gudd, wa mer och déi Batterie géinge matfinanzéieren, fir grad och bei bestoenden Anlagen d'Netz da kënnen ze entlaaschten an och fir sech déi Stand-alone-Batterien da weider kënnen unzeschaffen.

En zweete Punkt, jo, deen Tempo, deen d'Regierung sech hei virgëtt, deen ass gudd. Dat geet ganz séier. Mee eis feelt et e bëssen u Key Performance Indicators, fir ze kucken, wéi séier do ka geschafft ginn. Well am Moment ass et jo eng Katastroph, dass du annerhalleft Joer op deng Sue muss waarden. Dat ass net ganz gudd.

An duerfir ass deen heite Gesetzestext do vill besser. Dee gesäit ganz kuerz Friste vir. Mee mir hätten do gären e méi klore Suivi. An och wiwill Dossieren da pro Mount do kënnen traitéiert ginn, wéi laang dat an der Moyenne mat der Bezuelung dauert, do wäere mer frou, wann dat och géing pousséiert ginn. Ech weess, dass de Minister vläicht elo net haut kann drop äntweren. Dat ass och net schlëmm. Ech wollt et just als Remark hei soen.

Dann nach en drëtten Punkt: Et muss een och oppassen, dass de Cashflow bei den Installateuren net op eemol an de Keller rutscht. Well de Risiko fällt hei bei d'Betriber, an do kéint et sinn, dass eventuell och déi kleng Betriber hei e bëssen an d'Bredouille kommen.

Et wär gudd, wann d'Regierung dat géing am A behalen.

An e leschte Punkt: Dee Registersystem, deen elo agefouert gëtt, dee fanne mer och ganz legitim. Mir mussen nämlech oppassen, dass mer net an eng Präisspiral kommen, wéi den Här Boonen elo virdu gesot huet, an dass et och kee sozialen Dumping gëtt. Well wann de Staat bis do Sue mobiliséiert, da muss een oppassen, dass et do net zu exzessive Präiserhéijunge kéint.

Dee Projet hei geet an déi richteg Richtung a mir stëmmen deen och mat. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Den Här Weidig huet d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen Deputéiert, dëst Gesetz féiert zu enger Vereinfachung a Beschleunegung vun den administrative Prozeduren. Duerch de Prefinanzement muss de Bierger net méi déi Subside virstrecken. Mir als ADR setzen eis ëmmer fir eng Simplification administrative an. Dat steet och explizit an eise Walprogramm. Duerfir wäerte mir dëst Gesetz matschëmmen.

Am Gesetz steet dran, dass eng Demande innerhalb vu 15 Deeg traitéiert muss ginn, soss gëtt se automatesch akzeptéiert. An den Handwerksbetrieb soll d'Sue maximal 15 Deeg no der Entscheidung kréien. Wann ee bedenkt, dass mir Fäll vu Leit kennen, déi bal 15 Méint op hir Sue gewaart hunn, wär dat effektiv eng enorm Vereinfachung a Beschleunegung – vu 15 Méint op quasi 15 Deeg. Dat ass schwéier ze gleewen, zemoos ouni dass et zu manner Qualitéitskontrolle kéint an domat de Risiko vu Mëssbrauch an d'Luucht geet. Mir sinn also skeptesch, mee mir géifen eis natierlech freeën, wann déi betreffend Administratioun dat géif fäerdegbréngen.

Mir stëmmen dat mat, obwuel mir mengen, dass déi Subside fir den Ausbau vun der Fotovoltaik a Batterien de Marché verzerrt an och laangfristeg net der Ëmwelt hëllef wäert. Hei gëtt nëmme per force un enger Ideologie, enger Relioun, dogmatesch festgehalten. Mir wäerten also, wann dat Gesetz kéint, géint eng Verlängerung vun engem Subsid stëmmen. Mee mir stëmmen dëst Gesetz awer mat, well hei probéiert gëtt, eng administrativ Prozedur weesentlech ze verbessern. Dat fanne mir gudd an dat soll och esou weidergemaach ginn.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Wéi ech am Mee 2022 als Ëmwelt- a Klimaministesch an d'Regierung kouw, war d'Ausarbeitung vum Nationalen Energie- a Klimaplang ee vu mengen Haaptchiantieren. An enker Zesummenaarbecht mam deemolegen Energieminister, dem Claude Turmes, an a Koordinatioun mat acht anere Ministèren a villen Acteuren aus der Gesellschaft hu mer ronn 200 Moosnamen ausgeschafft mam dräifachen Zil, eng propper an zuverlässeg Energieversuergung unzëiden, Land a Leit virun heefeg Wiederextreemer ze schützen a fir sozial a fair Bedingunge fir Mënschen a Betriber ze suergen.

An dëser Zäit – an dat war d'Zäit vum Ufank vum russeschen Ugrëffskrich a vun den explodéierenden Energiepräisser – ware vill Leit bereit, zum Beispill an d'Isolatioun vun hirem Haus oder an erneierbar Heizsystemer ze investéieren. Mee net jidderee konnt sech et leeschten, déi Käschte virstrecken. Fir dëser

Realitéit Rechnung ze droen, hu mer de besteende System verbessert, d'Tauxe vun de Bähillefe gestärkt, d'Personal ausgebaut, d'Demarché vereinfacht an digitaliséiert, an awer och parallel dozou en neien Usaz virbereet: d'Virfinanzierung.

Dofir hu mer och d'Virfinanzierung 2023 als e wichtige Bausteen an de Klimaplang opgeholl, eebe well dëst Instrument et erméiglecht, dass och Stéit mat manner héijem Akommes energieetes Moosname kënnen ugoen an dass och si hir Energiekäscht kënnen dauerhaft erofkréien a vun de staatleche Bähillefen effektiv profitéieren. Fir vill Leit bedeit dat manner Drock um Enn vum Mount an eebe méi Kontroll iwwer hir eegen Energiekäschten. Et ass also e Schrëtt a Richtung méi Gerechtegkeet – eent vun eisen Haaptziler.

Dass déi aktuell Regierung deen Energie- a Klimaplang e Joer méi spéit quasi integral iwwerholl huet, weist, dass déi Mesüren, déi mir getraff hunn, also net sougenannt „ideologesch“ Mesüre waren, mee parteiwwergräifend gedeelt ginn. An dat begrësse mir natierlech.

Nieft dem Prefinanzement gesäit dëse Projet de loi awer nach weider Verbesserung vir, déi mir och ausdrécklech begrëssen. An dat ass, nieft der Eligibilitéit vu Stand-alone-Batterien, och d'Upassung vun der Berechnungsmethod fir d'Bähillefe vu PV-Anlagen. Hei gëtt an Zukunft net méi de fixe Prozentsaz vun Ausgabe mat engem maximale Plaffong ausbezuelt, mee et gëtt op Leeschtung an Euro pro Kilowattpeak gekuckt. Dat erlaabt et, d'Entwécklung vun de vergläichsweis héije PV-Modullpräisser hei am Land an de Grëff ze kréien.

Mat Bléck op verschidde praktesch Froen, déi sech am Zesammenhang mam Prefinanzement stellen, wëilt ech Iech, Här Minister, och ouni Motioun froen, eis wannechgelift no sechs Méint Lafzäit eng Zort Bilan vun dësem Regime ze presentéieren, deen eis géing erlaben, ze kucken, wat dee sougenannte Pilotversuch u Virdeeler bruecht huet, fir vulnerabel Stéit, fir d'Transitioun, fir d'Handwerksbetriber an och fir d'Evolutioun vun de PV-Präisser. Mee dat wär och eng gutt Basis fir déi weider geplangten Ausweitungen op aner Aidëberäicher.

Et wier zum Beispill och wichtig ze wëssen, wéi oft de Prinzipp „silence vaut accord“ applizéiert gouf a mat wéi enge Konsequenzen, fir novollzéien ze kënnen, ob zum Beispill budgetär oder personaltechnesch Upassunge musse gemaach ginn.

Doriwwer eraus wier et och wichtig, op d'mannst eemol pro Joer d'Evolutioun vun der Benotzung vun de Klimabonus-Aiden a vun hiren Auswierkungen op déi vulnerabel Stéit an op d'Transitioun ze bewäerten, an enger Commission jointe zum Beispill mam Ëmweltminister.

Mee och wann dëse Projet de loi e wichtige Schrëtt fir d'Ëmsetzung vum Nationalen Energie- a Klimaplang ass, bliwen nach vill Froen op zu weidere wichtige Moosnamen aus dem PNEC, déi dréngend missten ëmgesat ginn, fir eist Land op d'Zukunft ze preparéieren. Dofir follgend weider Froen un de Minister:

Gëtt et en ongeféieren Zäitplang fir d'Erweiterung vum Prefinanzement op aner Klimabonus-Bähillefen, wëssend, dass dësen e wichtige Baustee vun enger gerechter Transitioun ass?

A well mer et am Land mat 100 verschiddene Baute-reglementer ze dinn hunn, déi net nëmmen de Wunnengsbau erschwéieren, mee och den Ausbau vun Erneierbaren, hat déi viregt Regierung eng gemeinsam Circulaire un d'Gemenge geliewert, fir eng

Harmonisatioun vun de Bautereegelungen. A bei der Ausschaffung vum nationale Bautereglement, deem nächste Schrëtt an dëser Saach, féieren anscheinend, laut Press, technesch a prozedural Froen beim Ausbau vun Erneierbaren zu Retarden. Kéint Dir eis eventuell soen, wou déi Aarbechten dru sinn a wat den aktuellen Timing vun dëser Saach ass?

An dann déi lescht, dat ass d'Fro zu der Wärmestrategie: Mir haten am Juni eng Demande gemaach, fir dës an der Kommissioun mat Iech zesummen ze thematiséieren, wat bis elo nach net zur Sprooch koom. Wat sinn Är Pläng, fir zesumme mat de Gemengen eng acceleréiert Dekarbonisatioun virzehuelen?

Et ass kloer, dass mir als Gréng dësem Projet de loi eis Zoustëmmung wäerte ginn, well d'Virfinanzierung ass e klore Plus fir d'Rapiditéit, e Plus fir d'Fairness. An et ass gutt fir d'Klima, a virun allem gutt fir d'Leit. Voilà. Mee dëse Projet de loi däerf kee Schlusspunkt sinn. Mir hoffen och op weider Äntwerte vun Iech.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, „was lange währt, wird endlich gut“, seet d'Spréchwuert. Wann ee bedenkt, dass dat heiten eng Mesür ass, déi, wann ech mech richtig erënneren a richtig nogezielt hunn, dräi verschidde Finanzministeren a Budgetsrieden ugeschwat hunn an zwee verschidde Premiere schonn an hiren État-de-la-nationen ugeschwat hunn, da gesäit een, wat fir e Baart deen heite Projet u sech schonn hat, éier en iwwerhaupt abruecht gouf.

An do hätt ee sech jo awer schonn déi éischte Kéier, wéi hei e Regierungsmember et annonciéiert hat, kënnen erwaarden, dass et e bësse méi séier gaang wär. Mee nee! Et huet immens laang gedauert, bis dee Projet hei iwwerhaupt an d'Chamber koom, well d'Regierung léiwer op den Effet d'annonce, de réannonce an de réréannonce gesat huet, während d'Leit dobausse weiderhin op hir Hëllef gewaart hunn.

(Interruptions)

A wann ech Iech elo eppes soen ...

(Interruption par Mme Stéphanie Weydert)

Majo, Madamm Weydert, et deet mer wierklech leed, dass dat Iech stéiert, dass d'Leit mussen esou laang op Sue waarden, déi se virgestreckt hunn, en bonne foi, dass de Staat se séier géif remboursséieren. Dat kascht ganz vill Biergerinnen a Bierger Zësen. Dat kascht ganz vill Biergerinnen a Bierger gro Hoer, well se eeben net an deenen Delaie remboursséiert ginn, wou se waren.

(Hilarité et interruptions)

An ech erzielen Iech elo net aus menge perséinlechen Erfarunge mat der Verwaltung, wann et drëm geet, meng Wärmepompe deemools remboursséiert ze kréien. Dat war u Klengkaréiertheet u sech net ze iwwerbidden, wann et op eemol ëm eenzel Buschtawe geet!

Bei de Solarpannoen ass et esou: D'Präisser um früe Maart ginn erof. Mir wëssen, dass ëmmer méi Leit un der Energietransitioun wëllen deelhuele, mee dass si sech dat eebe grad deelweis net konnten a kënnen leeschten, well se keen Accès zu de richtige Préten hunn. Dofir ass dat heiten e wichtige Projet. An dofir wär dee Projet hei nach besser gewiescht, wann en éischter koom wär!

(Interruption)

Bref, elo ass en do. Mir begrëssen en.

Plusieurs voix | A!

M. Sven Clement (Piraten) | Mir si frou, dass mer, no dräi Finanzministeren an no zwee Premieren, dann elo endlech haut kënnen deem Projet zoustëmmen. Well dat heiten hëlleft de Leit. Dat heiten hëlleft eiser Ëmwelt. Dat heiten hëlleft eiser Energieonofhängegkeet. An dofir kënnen mer deem Projet hei och onageschränkt zoustëmmen. A mir freeën eis drop, wann et dann an Zukunft méi séier geet, wéi dat am Moment nach ass.

Ech hoffen, dass dee Backlog vun deenen aneren Demanden endlech opgeléist gëtt. A wann de Minister mer elo gläich seet, dat wär alles net esou, d'Leit géife ganz séier hir Sue kréien: Ech kann Iech eng ganz Hicheckt un Dossiere weisen, wou dat net de Fall ass.

(Interruption par M. Lex Delles)

Mir stëmmen deem Projet hei zou. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet elo den Här David Wagner d'Wuert. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Här President, Investitiounen a Fotovoltaikanlagen an a Batterie sinn haut nach enger Minoritéit virethalen. Déi minimal Viraussetzung, fir dat kënnen ze maachen, ass, en Haus ze hu respektiv en Daach an dat néidegt Erspuertes respektiv den néidege Revenu, fir vun enger Bank Sue geléint ze kréien. Un deene Viraussetzungen ännert sech mat dësem Gesetz elo näischt.

Gemeinschaftlech a kooperativ PV-Anlagen, ob mat Hëllef vun enger Gemeng oder ouni, sinn zu Lëtzebuerg éischter seelen, wouduerch sech déi aktiv Uneegnung vun der Energietransitioun nach net esou richtig demokratiséiere konnt. Dass Klimaschutz gär als Privileeg vun e puer Bessergestaltene wouergeholl gëtt, huet dann och domadder ze dinn. Leit ouni déi néideg Ressourcen a Leit, déi loune respektiv a Kopropriétéit wunnen, hunn dowéinst manner d'Méiglechkeet, an eng Anlag ze investéieren.

D'politesch Fërderung vu kooperativer Finanzierungs- an Exploitationsmodeller am Beräich vun den erneierbaren Energien ass zu Lëtzebuerg zwar ëmmer mol erëm en Thema, mee wierklech ëmgesat gouf se bis haut net. Eng Méiglechkeet wier zum Beispill, dass d'Diech vun ëffentleche Gebaier Energiekooperativen zur Verfügung gestallt ginn an esou Initiativen och lokal wéi national ënnerstëtzt ginn. Bis dat eng Kéier sou wäit ass, läit de Fokus op der staatlecher Ënnerstëtzung vun individuellen Anlagen op enzelnen Diech.

Prinzipiell fanne mir den Hauptpunkt vun dësem Gesetz och gutt a richtig, an dat ass de Prefinanzement vun de staatlechen Aiden; eng Fuerderung, déi mer och scho laang hunn. Bei Präisser ëm 2.000 Euro pro Kilowattpeak kann eng duerchschnëttlech Anlag séier 20.000 Euro kaschten. Do ass et da schonn en Ënnerschied, ob een déi 20.000 Euro selwer muss virstrecken oder ob ee ronn 10.000 Euro direkt vum Präis ofgehele kritt, well déi iwwer staatlech Hëllef da gedeckt sinn.

Dat ass ëmsou méi wichtig, well haut nach iwwer ee Joer vergeet, bis een déi Hëllef dann och vum Staat op de Konto iwwerwise kritt, an dowéinst vill Leit iwwer laang Zäit e Prêt oder e Montant bei der Bank blockéiert hunn, op deem dann awer och vill Zësen ufalen. Domat ginn Investitiounen méi deier, wéi se sollten. An den Hauptgewënner ass alt erëm eng Kéier d'Bank.

Geneesou richtig fanne mir och, dass d'Batterien och ënnerstëtzt ginn, an dat och elo a Fäll, wou Leit eng Batterie norüsten. D'Batterie gi séier méi bëllege a méi effizient, wouduerch et sech elo dättelech méi lount, eng unzeschafen, wéi nach virun e puer Joer.

Méi Schwierigkeeten hu mir awer mat der neier Berechnungsmethod fir d'finanziell Ënnerstëtzung. Déi féiert zu manner finanzieller Ënnerstëtzung, eiser Aschätzung no, onofhängeg vun der Gréisst vun der Anlag, mee besonnesch awer bei mëttlere bis groussen Anlagen. Domadder decidéiert dës Regierung eng zweet Kéier eng Baisse vun den Hëlfelefen a setzt domat fir d'zweet Kéier en negativen Incentive beim Präis vu PV-Anlage fir d'Stëit.

Dat, Här President, ass awer net eis Haaptkritik bei dëser Thematik. Och wa mir de Prefinanzement ënnerstëtzen, wéilt ech awer u meng Agangsausso erënneren: Mir schwätzen hei iwwer en Dispositif, dee sech net un d'Majoritéit vun de Stëit adresséiert.

Als Éischt emol net un all Proprietär, well net jidderee wëll oder ka vill méi investéieren. Dofir hu mir schon oft gesot, dass eng net kommerziell Finanzquell misst erugezu ginn, fir dës Investitiounen no sozial gestaffelte Krittären ze finanzéieren. Dat géif bedeuten, dass net all Stot eenzel op eng Bank pilgeren a sech dann do verscholde muss, mee dass en ëffentlechen a solidaresche Finanzéierungssystem en place gesat gëtt, dee sech dorëms këmmert.

A ville Regiounen an eisen Nopeschlänner gëtt et esou Modeller, déi et och Leit ouni eegent Kapital a mat klengem Revenu erméiglechen, eng Renovatioun oder eng PV-Anlag ze finanzéieren. Et kann een als Beispill d'Société Wallonne du Crédit Social nennen, déi als Service public fungéiert an de Leit an der Wallonie bei der Renovatioun, mee och bei der Acquisitioun vun engem Logement hëlleft, ouni klassesch Bank, déi bei all Etapp ofkasséiert. Mir haten och viru Joren eng Kéier eng Motioun deposéiert, fir och esou e Prefinanzement ze proposéieren, nom Modell vun der eeëmléger Région Picardie a Frankräich.

Och bei der Locatioun si mir fir e Paradigmewissel, ënner anerem datt den Energiepass en Impakt op de maximale Loyer géif kréien. De Vermieter vun engem schlecht isoléierte Gebai, dat ganz op erneierbar Energië verzicht, dierft an eisen Ae dann och just e méi kleng Loyer froen. Dat hätt zwee Avantagen – een direkten an ee laangfristegen –: Et géif séier méi bëllege Wunnraum an der Locatioun schafen, mee dofir awer perspektivesch d'Renovatiounsquot steigeren, well de Vermieter jo awer iergendeng Kéier en Interêt drun hätt. Mee virun allem wier et genee dat, wouriwwer entre-temps jidderee schwätzt, mee kee mécht: Dat wier eng sozial ekologesch Mesür.

Trotzdeem wäerte mer dat mat e bësse Bauchschmäerze wéinst e puer Problemer matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun eise Riedner ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Wirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Jo, et ass e Projet de loi, dee schon den 22. November 2024 deposéiert ginn ass – dat heescht, en ass schon eng ganz Zäit laang hei an der Chamber, wou mer driwwer diskutéieren –, mee e ganz wichtige Projet. Well wa mer d'Zuele vun deene leschten zwee Joer kucken, dann hate mer 2024 e Rekordjoer bei den installéierte PV-Anlagen zu Lëtzebuerg, mat iwwer 8.000 installéierten Anlagen, déi zu Lëtzebuerg

ronn 150 Megawatt Leeschtung konnte produzéieren. 2025 wäert nach besser sinn. Do si mer bei iwwer 8.200 – d'Zuelen op den 1. Dezember – mat och schon iwwer 150 Megawatt un installéierter Leeschtung bei der PV.

Mir gesinn, dass do ganz vill ganz kleng Anlagen drënner sinn. An et ass genau esou, wéi verschidde Virriedner et gesot hunn, dass de Problem ganz oft besteet: Wann ech eng Anlag vun 20.000 Euro hunn, jo, da muss ech awer 10.000 Euro, déi am Fong als Subsid duerno rembourséiert ginn, bezuelen an et dauert eng gewëssen Zäit, bis ech se erëm zrëck kréien.

A grad do passt dëse Projet de loi dran, fir eeben do nach eng Kéier en Incentive ze ginn, fir de Prefinanzement direkt en place ze setzen, fir dass d'Betribber direkt dem Client just dee Montant kënnen verrechnen, deen ouni de Subsid vum Staat nach vum Client un d'Entreprise geschëllt ass.

An eebe grad do hu mer, fir op e puer Remarken anzegoen, e puer Punkten ugepasst:

Éischters: de Montant forfaitaire. Et ass gesot ginn – ech mengen, et war den Här Engel –, dass et riskéiere géif, immens héich Käschte mat sech ze bréngen, well d'Subsiden esou héich sinn: 50 % vum Staat – 62,5 % eng Zäit laang – plus deelweis nach eng Kéier 50 % dovunner bei Gemengen, soudass een op Subside war vun 93, 94, 95 % vun dem Invest, deen een an eng PV-Anlag gemaach huet.

Dat huet mat sech bruecht, dass och ganz vill Leit vläicht net méi gekuckt hunn, wat de Präis vun der Anlag war, soudass dowéinst och d'Präisser, wa mer et am internationale Verglach kucken, zu Lëtzebuerg deelweis méi héich sinn, wéi se dat awer an der Groussregioun sinn – um Material. Ech schwätze mol net nëmme vun der Main-d'oeuvre. Mee natierlech: Wann ech just 5 % muss bezuelen, da froen ech net emol en zweeten Devis oder en drëtten Devis, well ech brauch net ze vergläichen. A grad do hu mer elo hei ugepasst.

Ech ginn net jiddwerengem hei Recht, well nämlech de forfaitaire Montant pro Kilowatt mat sech bréngt, dass et eebe grad interessant gëtt, verschidden Devisen unzefroen an dann dee bëlleegste pro installéiertem Kilowatt ze huelen, well domat mäi Subsid och ka bis iwwert déi 50 %erausgoen. An eebe grad dofir ass et interessant, wann et also e méi bëlleegen Devis ass, do zouzeschloen an dann eriwuerzegoen.

Elo kann ee soen: „Majo, dee Bëlleegsten, dat ass net ëmmer Qualitéit.“ Ma grad do hu mer och erëm eng Kéier ugepasst, well ee sech nämlech muss fir de Prefinanzement aschreiwen. Dat heescht, et ass een net d'office eligibel, fir de Prefinanzement kënnen ze huelen, mee et muss ee sech aschreiwen. Soudass mer och wëssen, dass ... An ech mengen, jiddweree vun eis gesäit heiansdo op de Soziale Meedie Campagnë vu Firmen, déi vläicht e bësse douteux sinn oder vläicht verschidde Saache verspréche bei de PV-Anlagen, déi se installéieren, déi een net onbedéngt soll gleewen.

A grad do hu mer och nach eng Kéier e Rigel virdrun, well et nämlech kontrolléiert Entreprisë sinn, déi hei kënnen matmaachen, an och nëmmen déi kënnen vum Prefinanzement profitéieren. A wa se déi Krittären net erfëllen, wa se also och lusch Saache géinge maaachen, da gi se aus deem System erausgeholl. Dat ass d'Strof heibäi. An ech mengen, dass een do och direkt hannendru gesäit, dass duerno an der Bevëlkerung de Prefinanzement ganz breet wäert genotzt ginn an datt een, wann een net méi kann dovunner profitéieren, och e Wettbewerbsproblem huet.

Et geet eis awer drëm, dass de Betrib net muss ee Joer oder zwee Joer op seng Sue waarden. A grad dofir hu mer de „silence vaut accord“ hei dran: 15 Deeg, bis eng Äntwert muss do sinn. Wann net: Silence vaut accord! 15 Deeg no der Äntwert muss de Virement um Kont sinn.

Dat heescht, déi ganz Period, déi eng Entreprise vun der Demande bis zum Ausbezuelen huet, si maximal 30 Deeg. An deenen 30 Deeg sinn also déi zwou Etappe komplett digitaliséiert. D'Contrôle si mat dran. An de ganz groussen Avantage dovunner ass och, dass eebe grad, wann d'Betribber suivéiert sinn, d'Suen um Kont sinn, wat awer ganz oft ... An ech verstinn d'Bedenken, déi den Här Engel hat: net dass de Betrib duerno, well en 100 Anlagen installéiert huet, dann e Cashflowproblem kritt. Fir dass en déi dann och sécher um Kont huet, dass d'Suen dann och do sinn.

Et ass gefrot ginn: Stand-alone-Batterien. Déi ginn net virfinanziert, mee iwwert de Klimabonus.

Et gouf d'Fro vum Prefinanzement, wou et drun ass. Ech weess, dass den Här Wilmes amgaangen ass, drun ze schaffen. Ech mengen, et ass am Moment bei den Autoen a bei nach eppes, wou en amgaangen ass, drun ze schaffen. Dat heescht, déi nächst Etappe vum Prefinanzement sinn amgaang, gemaach ze ginn.

Hei ass et och esou, dass mir elo mol de Prefinanzement fir d'Fotovoltaik am Wirtschaftsministère hunn, awer just provisoersch. Dat wäert erëm bei den Environnement eriwuerzegoen. Firwat ass et elo am Wirtschaftsministère? Majo, well mir den digitalen Outil scho während de Covid-Aiden haten, soudass mer et direkt en place konnte setzen. Dofir och den Depot, deen 2024 konnt gemaach ginn. Parallell lafen d'Aarbechte beim Environnement, fir dass si deen nammlechte System hunn. An da wäert de Switch ganz eriwuerzegoen, soudass dat wäert beim Environnement, wéi all déi aner Klimabonus-Aiden, sinn.

Et ass d'Fro gestallt gi vun de Bautereglementer. Ech weess, dass den Interieur do amgaangen ass, drun ze schaffen, och am Kader vum „Einfach – Séier – Erneierbar“. Wou sech d'Fro gestallt ginn ass: „Brauch ech nach eng Autorisatioun, fir eng Fotovoltaik op den Daach ze leeën?“ Uniform Bautereglementer, déi Saachen, déi sinn ... Ech weess, dass doru geschafft gëtt. Ech kann Iech awer hei net soen, wou genau déi Aarbechten dru sinn.

D'Wärmestrategie, do kann ech Iech äntweren: Do si mer amgaangen, drun ze schaffen. An do wäerte mer d'Consultatioun mat de Gemenge Mëtt Januar ufänken.

Une voix | Très bien!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech soen awer Merci fir déi breet Zoustëmmung.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Et ass nach eng Fro do, Här Minister, vum Här Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech hu just eng Fro un de Minister, well en dat elo nach eng Kéier explizitt och genannt huet. Dat ass de Fall, wou en Installateur aus dem Register, dee jo elo geschafe gëtt, radiéiert gëtt. Do gesäit d'Gesetz am Moment vir, datt dann all Demande, déi virun där Radiatioun agereecht an deposéiert gouf, d'office refuséiert wär.

Elo ass et jo awer esou, datt de Client eventuell schon Demarchen do gemaach huet, eventuell och schon eppes bezuelt huet. Wéi gesitt Der et do

mam Konsumenteschutz? Wat maache mer, wann do tatsächlech scho Kontrakter en cours sinn? Wéi schütze mer de Client? Well dat war, mengen ech, och eng Fro, déi nach net bis zum Schluss beäntwert war.

Merci.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dofir hu mer eebe grad déi zwee Regimier, déi parallell lafen. Deen ee mat traditionellen Aidëprozeduren, fir kënne déi 50 % unzefroen, soudass mer dann erëm an dee Regimm ginn. Mee da si se ausgeschloss, och an Zukunft, fir kënne e Prefinanzement ze maachen, fir eebe grad do dee Kompetitivitéitsvirsprong, wann een do ka matmaachen, wou mer kënne garantéieren, dass et eng Qualitéit huet, wou mer kënne garantéieren, dass et e Betrib ass, deen d'Krittären erfëllt. Da kann en dann net méi dovunner profitéieren, wann e radiéiert ass, mee da fält en an den normale Klimabonus-Regimm.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zum Vott iwwert dëse Projet de loi kommen. Et ass de Projet de loi 8463. Den Text steet am Document parlementaire 8463⁹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8463 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentiuon. Dëse Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmmen à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. Ordre du jour

Well d'Zäit elo déi ass, déi se ass, géing ech proposéieren, conformément zu der Decisioun vun der Conférence des Présidents, datt mer de Moien haut esou ophalen an datt mer déi zwee Texter, déi nach op eisem Ordre du jour stinn, am Ufank vun der Sessioun vun de Mëtten dann op den Ordre du jour huelen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Déi nächst Sëtzung ass de Mëtten um 14.00 Auer.

Dann hiewen ech d'Sëtzung op.

(La séance publique est levée à 13.06 heures.)

120^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

p. 44

2. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Claire Delcourt

Exposé : Mme Claire Delcourt

p. 44

3. 8596 – Projet de loi relative à une contribution de l'État aux coûts à transposer en tarifs pour l'utilisation des réseaux électriques pour l'année 2026

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann

Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Georges Engel | M. Tom Weidig (intervention de M. Marc Goergen) | Mme Joëlle Welfring (dépôt des motions 1 et 2) | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Lex Delles

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8596 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Carole Hartmann | M. Jeff Boonen | M. Georges Engel | Mme Joëlle Welfring

Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Motion 2 : Mme Joëlle Welfring | Mme Carole Hartmann | M. Tom Weidig

Vote sur la motion 2 (adoptée)

p. 44

4. 8395A – Projet de loi portant création du Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données et désignation des organismes et autorités compétents prévus aux articles 7, 13 et 23 du règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/1724 (règlement sur la gouvernance des données) et du point d'information unique prévu à l'article 8 du règlement (UE) 2022/868 précité et portant modification de la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données

p. 51

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation : M. Gérard Schockmel

Discussion générale : Mme Françoise Kemp | M. Ben Polidori | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | M. Ben Polidori (parole après ministre) | Mme la Ministre Stéphanie Obertin

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8395A et dispense du second vote constitutionnel

5. 8634 – Projet de loi portant modification :

1^o du Code de la sécurité sociale ;

2^o du Code du travail ;

3^o de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

p. 54

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale : Mme Françoise Kemp

Discussion générale : Mme Françoise Kemp | M. Gérard Schockmel | M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Gilles Baum, M. Gérard Schockmel, Mme Françoise Kemp et M. Laurent Zeimet) (dépôt des amendements 1 à 4) | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. Marc Baum (dépôt de la motion 1) | M. Jeff Boonen (intervention de M. Fernand Etgen) | M. Ben Polidori | M. Claude Haagen | M. Jeff Boonen

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Amendement 1 : M. Mars Di Bartolomeo

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Retrait des amendements 2 à 4

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8634 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur le renvoi de la motion 1 à la Conférence des Présidents (adopté)

6. 8640 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° de la loi du 23 décembre 2005 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 ;

3° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

p. 68

Rapport de la Commission des Finances : M. Michel Wolter

Discussion générale : M. Michel Wolter (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. André Bauler | Mme Taina Bofferding (dépôt de la motion 1) | Mme Alexandra Schoos | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8640 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Sam Tanson | M. Marc Baum

Vote sur la motion 1 (rejetée)

7. 8514 – Projet de loi portant modification :

1° du Code de la sécurité sociale ;

2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

p. 76

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale : Mme Françoise Kemp

Discussion générale : Mme Françoise Kemp | M. Gérard Schockmel | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8514 et dispense du second vote constitutionnel

8. 8575 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

p. 78

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale : Mme Françoise Kemp

Discussion générale : Mme Françoise Kemp | Mme Carole Hartmann | M. Georges Engel | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8575 et dispense du second vote constitutionnel

9. Hommage à M. Fernand Etgen

p. 82

M. Claude Wiseler, Président | M. Fernand Etgen

10. Discours de M. le Président

p. 83

M. Claude Wiseler, Président | Mme Martine Deprez, Ministre

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, Mme Stéphanie Obertin, M. Marc Spautz, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Claire Delcourt

Éier mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, hunn ech eng Wuertmeldung vun der Madamm Claire Delcourt fir den Depot vun enger Proposition de loi. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | Villmoos merci, Här President. Jo, 2018 hu mir hei zu Lëtzebuerg e grouse Schratt a Richtung Déiereschutz gemaach. A mat der neier Déiereschutzgesetzgebung hu mir eigentlech och kloer gesot, dass d'Déieren net just en Objet sinn, mee eigentlech Liewewiese mat hirer eegener Dignitéit. An d'Gesetz sollt och hiert Liewen, hir Sécherheet an hiert Wuelbefanne schützen. Mir hunn deemools och unerkannt, datt Déieren, esou wéi mir, fäeg sinn, Schmäerz, Leed an Angscht ze verspieren. An 2018 war och d'Situatioun ronderëm dës Déieren net ganz kloer. D'Fro war am Fong, ob dës Aart eigentlech ka Schmäerzen empfangen. An dat war eeben deemools nach relativ émstridden.

Elo kuerz viru Chrëschttag, enger Zäit, wou traditionell awer vill Homarde giess, consomméiert ginn – déi nennt een an der Biologie och Decapoden –, war et ubruecht, och nach eng Kéier mol genau hinzekucken. An 2018 war och d'Situatioun ronderëm dës Déieren net ganz kloer. D'Fro war am Fong, ob dës Aart eigentlech ka Schmäerzen empfangen. An dat war eeben deemools nach relativ émstridden.

Mëttlerweil huet sech d'Bild awer däitlech geännert. D'Schwäiz huet schon 2018 d'Sensibilitéit vun dësen

Décapodes marcheurs offiziell unerkannt a kloer Reegelen agefouert fir eebe grad den Transport, d'Haltung an d'Mise à mort. An och Groussbritannien huet d'Wessenschaft hei schwätze gelooss: Eng onofhängeg Etüd vun der London School of Economics huet nämlech net manner wéi 300 Studien ausgewäert an ass och do zu dem kloer Resultat komm, dass dës Déieren eebe grad Schmäerz a Stress kënnen verspieren. An déi sinn dann eeben och gesetzlech geschützt ginn.

A genau do setzt dës Proposition de loi och un. Si erweidert de Champ d'application vun eisem Déiereschutzgesetz op d'Décapodes marcheurs a mécht domat de Wee fräi fir kloer Reegele fir den Transport, bei der Haltung an och beim Verkaf an eeben och fir d'Mise à mort. Haut gesi mer nämlech och Praktiken, déi schwéier mam Déierewuel ze vereinbare sinn. Homarde ginn nun emol och iwwer vill Méint gelagert, fir notament iwwer Chrëschttag giess ze ginn, iwwer laang Distanze lieweg transportéiert, dacks net gefidert, op Äis geluecht oder ausserhalb vum Waasser gehalen, wou si da schliisslech erstécken. Et geet also drëm, Verantwortung ze iwwerhuelen an eis Gesetzgebung un de Stand vun der Wessenschaft an un eis eethesch Wäerter unzepassen, esou wéi et aner Länner scho gemaach hunn.

8672 – Proposition de loi portant modification de la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt.

3. 8596 – Projet de loi relative à une contribution de l'État aux coûts à transposer en tarifs pour l'utilisation des réseaux électriques pour l'année 2026

An da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtten, an zwar engem Punkt, dee mer vun dem Ordre du jour vun de Moien

eriwuergehooll hunn, dem Projet de loi 8596 iwwert d'Bedeelung vum Staat fir d'Benotzung vun den Elektrizitätsnetzwerker fir d'Joer 2026. Et ass e Basismodell an et hu sech schon ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Här President, Kolleginnen a Kollegen, beim Gesetzestext 8596 geet et dorëms, dass de Staat 2026 en Deel vun den Netzkäschte vum Stroumreseau iwwerhuele wëll, fir de Stroumpriis nohalte fir d'Stëit an d'Betriben ze stabiliséieren. Dëst Joer leeft de Stroumpriisdeckel, deen de Wirtschaftsminister en place gesat hat, aus. Dësen hat d'Hallschmin vum der Präisshausse vun dësem Joer gedeckelt an doduerch de Leit méi Kafkraaft verschafft.

D'Stroumpriisser sollen iwwert déi nächst Joren nohalte stabiliséiert ginn, an dat ouni zréckzegoen op e Stroumpriisdeckel, well mir haut net méi an enger Energiekris sinn. Bezuelbar Energiepriisser sollen d'Elektrifizéierung fërderen, an dëst ass e wichtege Bestanddeel vun der Dekarboniséierung. Wat mir brauchen, sinn also dauerhaft Léisunge fir bezuelbar Energiepriisser mat Ureizer, fir bei der Elektrifikatioun matzemaachen.

En abordabele Stroumpriis ass awer net nëmme wichteg, fir déi energeetesche Transitioun virunzedeiwen, mee et geet och dorëms, d'Kompetitivitéit vun eise Betriben ze fërderen. Zu Lëtzebuerg leien d'Stroumpriisser ënnert der europäescher Moyenne, an dësen ekonomeschen a soziale Virdeel soll och bäibehale ginn. De Stroumpriis setzt sech zesummen aus dem Priis vun der Energie, de Reseaukäschten, dem Kompensatiounsmechanismus an den Taxen.

An deem Sënn huet de Wirtschafts- an Energieminister Lex Delles en Text an d'Weer geleet, dee virgesäit, 2026 150 Milliounen Euro ze mobiliséieren, déi an d'Stroumnetz investéiert solle ginn, fir esou en Deel vun de Reseauskäschen ze iwwerhuelen. De Staat iwwerhëlt soumat deelweis d'Käschen, déi d'Gestionnaire vum Transport- an Distributiousnetz opbrénge mussen, fir d'Exploitation, den Entretien, d'Reparatioun, d'Renovatioun an den Ausbau vum Réseau ze finanzéieren, esou wéi dat vum Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Marché de l'électricité virgesinn ass.

Dës staatlech Interventioun ännert awer näischt un der Struktur vun den Tariffer. Well dës Käschen iwwert d'Notzungstariffer vum Netz am Stroumpreis integréiert sinn an tëschen 15 a 50 % dovunner ausmaachen, soll dës Mesur dozou féieren, dass et an Zukunft fir jiddereen zu enger spierbarer Baisse vum finale Stroumpreis kënnt.

An der Wirtschaftskommissioun hat Dir, Här Minister, eis erkläert, dass de leschte Schätzungen no de Stroum 2026 amplaz 33,9 Cent pro Kilowattstonn am Duerchschnitt dank der staatlecher Interventioun an der Baisse vum Energiepreis bal e Véierel manner kaschte soll, also nëmmen nach an der Moyenne 25,8 Cent pro Kilowattstonn. Esou dierft all Consommateur vun enger Baisse vum Stroumpreis profitéieren. Ab Januar gëtt dës automatesch op all Stroumrechnung applizéiert an et muss kee Consommateur eppes ufroen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ökonomiekommissioun krut zu deem Gesetzesprojekt zwee Avisen eran. De Staatsrot hat keng Opposition formelle. Déi héich Kiersperschaft deelt de Point de vue vun den Auteurs, dass déi zréckbehalen Optioun, op de verschiddenen Niveaue vun der Spannung ze intervenéieren, als Effekt huet, dass all d'Benotzer vun der nämmlecher Reseauskategorie vun der nämmlecher Käschereduktioun profitéieren kënnen. Dës Reduktioun kann awer vun enger Kategorie zu där aner variéieren. An de Staatsrot constatéiert och, dass de Prinzip vum der Egalitéit virum Gesetz, esou wéi dat am Artikel 15 vun der Verfassung verankert ass, respektéiert ass.

D'Chambre des Salariés begreist an ënnerstëtzt d'Promotioun vun der Elektrifikatioun, déi en essenzielle Pilier ass, fir eis Klimaziler ze erreechen. Si warnt awer virum Risiko, dass d'Inegalitéiten am Kader vun der energieatescher Transitioun méi grouss kéinte ginn. Laut der Chambre des Salariés ass et essenziell, derfir ze suergen, dass dës Transitioun gerecht a finanziell accessibel fir Stéit mat engem méi modesten Akommes ass, well et si grad si, déi am vulnerabelsten an am meeschten dovunner beträff sinn, wann et zu Fluktuationen um Niveau vum Energiepreis kënnt, esou wéi et verschidde rezente Statistiken och gewisen hunn. An deem Kader ríft si d'Regierung dozou op, d'Entwécklung vum Stroumpreis genau ze verfollegen an hir Hëllef unzepassen, fir ze garantéieren, dass d'Inegalitéiten net nach méi grouss ginn.

D'Chambre bedauert nach, dass am Text keng Estimatioun fir de Stroumpreis TTC, dat heescht toutes taxes comprises, dra war, fir dass d'Leit wëssen, wat se 2026 erwaarde kënnen. Dozou hat Dir, Här Minister, eis an der leschter Kommissioun e puer Indicatione ginn, wéi héich de Stroumpreis 2026 kéint sinn. Voilà.

Fir d'Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech géif dann och schonn den Accord vun der Demokratescher Partei ginn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann.

An deem éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Den Energiepreis spillt eng wichteg Roll fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land. Dobäi kënnt, dass e Käschtengëschtege Stroumpreis hëllef, d'Energietransitioun virunzedreiwen. Déi viregt Regierung – an d'Madamm Rapportrice ass elo drop agang – hat an der Energiekris e Stroumpreisdeckel decidéiert. Deen ass am Joer 2025 op d'Hallschent reduzéiert ginn an ass deem Ament kompenséiert gi mat enger Energieprim, déi verdräifacht ginn ass.

Mat deem hei Gesetz schafe mer elo eng weider Bähëllef am Beräich vum Stroummarché, eng Bähëllef op den Netznotzungskäschen. Mir begreissen als CSV, dass hei 150 Milliounen Euro an de Grapp geholl ginn, fir de Stroumpreis weider kompetitiv ze halen. A mir begreissen och, dass dat iwwert de Wee vun den Netznotzungskäschen geschitt. Mir wëssen, dass d'EU-Kommissioun kritesch war géint iwwer der Präissubventioun an dass déi eleng op d'Kris sollt limitéiert sinn. De Preis vun der Energie muss dem Käschenpunkt entsprechen. Mir erreechen awer och elo mat dëser Moosnam méi Notzer vum Stroum, net nëmmen déi, déi ënner 25.000 Kilowattstonne leien. Mir erreechen déi privat Menagen. Et ass gesot ginn: E Standardmenage huet an Zukunft 200 Euro manner Stroumpreis. Domat erreeche mir och virun allem déi vulnerabel Stéit, well de Statec hat eis gewisen, dass déi vulnerabel Stéit proportional am meeschte vun dëser Stroumpreis- oder Netzpreis-Baisse profitéieren.

An dann erreeche mer kleng Betriber, Restauranten, Bauerebetriber, Handwerksbetriber, déi bis elo net vun der Moosnam vum Stroumpreisdeckel konnte profitéieren, well si iwwert déi 25.000 Kilowattstonnen eraus Stroum genotzt hunn a si déi lescht Joren eigentlech dee ganz héije Stroumpreis vu 35 Cent ëmmer hu misse bezuelen. Mat där hei Mesur ënnerstëtze mir mëttelständesch a kleng Betriber, wat fir eis als CSV eng wichteg Prioritéit ass.

Une voix | Ganz gutt!

M. Jeff Boonen (CSV) | An natierlech d'Industrie – doriwwer hu mer och schonn heibanne geschwat –: Do ass en niddregen Energiepreis ganz wichteg, fir d'Industrie an Europa, mee speziell och hei zu Lëtzebuerg ze halen.

Fir all dës Acteuren erlaabt dës Projet de loi, d'Käschen ze reduzéieren a virun allem d'Investissementen an d'Elektrifikatioun méi interessant ze maachen an domat d'Transitioun virunzedreiwen.

Här President, mir stëmmen dat Gesetz hei fir ee Joer. De Montant vun 150 Milliounen ass am Pluriannuel awer och iwwert dat hei Joer eraus weider virgesinn. Et ass wichteg, am A ze behalen an ze evaluéieren, wéi de Mechanismus funktionéiert, an e gegebenefalls unzepassen, wann et Nodeeler gëtt.

Fir eis ass et wichteg, dass konsequent an den Netzausbau investéiert gëtt, dass de finanzielle Support, dee mir hei den Netzbedreiwer ginn, och an engem verstärkten Ausbau vun den Infrastrukturen an an enger Moderniséierung fir d'Zukunft resultéiert. Nëmme dann ass de Budget nohalteg investéiert an dréit och laangfristeg zur Energietransitioun bäi.

Ofschléissend wëll ech nach eemol betounen: Jo zu deenen 150 Milliounen Euro an domat, well elo all Acteuren dovun profitéieren, zu enger wichtiger Ënnerstëtzung fir eis Économie an och fir d'Energietransitioun.

An domat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Boonen. Dann huet den Här Georges Engel d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. D'LSAP begreist dës Projet och, well en e kloert an e sozial richteg a wichteg Zil huet, nämlech: De Stroum muss bezuelbar bleiwe fir d'Stéit an och fir d'Betriber.

An d'Mesur ass einfach erkläert: De Staat steiert hei 150 Milliounen Euro bei de Stroumreseauskäsche bäi, fir d'Tariffer bei der Consummation a bei de Consommateuren d'nächst Joer dann ze drécken.

Dat ka kuerzfristeg natierlech hëllef, besonnesch nodeems mer beim Ukrain-Krich jo gemierkt hunn, dass d'Energiepreisser zu engem soziale Problem kënne ginn.

A mir sinn och frou – wierklech frou! –, dass de Minister eis gutt nogelauschert huet, well op eiser Pressekonferenz am Februar 2025, also fënnf Méint, iert de Projet hei deposéiert gouf, hu mir genau dës Proposition och an eisem Moosnamekatalog gemaach an déi ass iwwerholl ginn. Merci, Här Minister, dass Der dat esou gutt gemaach hutt.

Mir hunn awer och e puer Kritikpunkten, ouni awer ... Vu viru kann ech direkt soen, dass mer dee Projet hei wäerte matstëmmen. An awer kéint een en nach verbessern, well déi Mesur hei ass awer net cibléiert genuch. Si entlaascht jiddereen, och do, wou et u sech net néideg ass. Wann een de Reseausariff generell reduzéiert, da profitéieren natierlech och déi, déi vill verbrauchen an et sech och leeschte kënnen. A fir d'LSAP misst dat a méi geziilt sinn, misst dat e méi geziilt Schutz géint d'Energiearmut sinn. Do wäeren nach eng Rei vu Mesuren, déi ee kéint derbäi maachen, fir dat méi geziilt ze maachen.

En zweete Punkt: Et muss een oppassen, dass dës Mesur net zu engem falsche Signal féiert. Bezuelbarkeet, jo, mee Effizienz an Energiespueren duerfen net entwärt ginn. Fir eis Klimaziler ze erreechen, do brauche mer och e méi sobere Modell vum Energiekonsum. Eng generell Reduktioun vun den Tariffer dierf do net derzou féieren, dass manner Energie gespuert gëtt. Mir müssen eis also weider druginn, fir Energie ze spueren. An d'Regierung muss do och parallel Mesure promovéieren, fir d'Energienetz zu Stousszäiten ze entlaaschten.

An den drëtten Punkt – de Jeff Boonen huet et virun an gesot –: Mir müssen dat reegelméisseg evaluéieren. 150 Milliounen hei an de Réseau ze ginn, dat si keng Peanuts, dat ass eng grouss Budgetsinn! An duerfir wëlle mer dann och e minimalen, awer e méi seriöse Reporting. Mir hätte gär, dass den Impakt op d'Industrie an d'Betribskäschen do och gemooss gëtt, an dann natierlech, well et jo och am Pluriannuel steet, soll gekuckt ginn, wéi dat iwwert déi nächst Jore weider verdeelt gëtt an ob et net muss ugepasst ginn.

Duerfir eis Konklusioun: Mir soe kloer, dass dës Projet, ouni Transparenz iwwert de reellen Ennpreis, ouni cibléiert sozial Komponenten an ouni seriöse Suivi, déi reell Problemer, déi strukturell Problemer, net richteg ugeet. Mee mir ginn awer eisen Accord, well d'Bezielbarkeet eng sozial Prioritéit ass an dës Mesur kuerzfristeg dann och d'Consommateuren entlaascht.

An ech begreissen hei och d'Leit, déi am Zentrum fir politesch Bildung waren a bei deenen ech elo grad mam Jeff Boonen war. Schéine gudde Mëtting.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel (LSAP) | An ech ginn den Accord vun der LSAP.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Léif Kollegeen Deputéiert, mir wäerten dëse Gesetzesprojekt matstëmme. Duerch d'Pandemie an de russeschen Ugrëff op d'Ukrain ass eng Energiekris declenchéiert ginn an d'Stroumpreis um Marché sinn ëm méi wéi 50 % gestigen.

Mir haten de Präisdeckel matgestëmmt, fir d'Bierger kuerzfristeg ze entlaaschten. Dëse Präisdeckel ass jo elo reduzéiert ginn, well een net éiweg e Präisdeckel hale kann, och weinst den EU-Wettbewerbsregeln. Doduerch ass de Präis nees an d'Luucht gaangen, mee manner wéi erwaart, well déi reell Stroumpreis jo no der Kris glécklecherweis nees e bëssen erofgaange sinn.

Dëse Präisdeckel wäert elo ganz auslafen an de Präis misst am Fong nees klammen, mee elo hëlt d'Regierung 150 Milliounen Euro an d'Hand, fir d'Netzkäschte selwer ze bezuelen, oder op d'mannst en Deel dovun, wat net géint d'EU-Wettbewerbsregeln verstéisst. An doduerch wäert de Stroumpreis – souwäit ech dat gelies hunn – Schätzungen no ëm déi 15, 20 % méi bëleg ginn. Well de Präis vum Stroum, deen incorporéiert de Präis vum den Netzkäschten.

Mir wäerten dat matstëmme, fir datt d'Leit entlaascht ginn an och d'Firmen. Eis Liewenshaltungskäschten hei zu Lëtzebuerg sinn enorm héich, mee mir wëllen awer och ganz, ganz kloer soen, datt et absolutt keng Léisung ass fir eis laangfristeg Problemer. Dës Politick ass Symptombekämpfung an et ginn heimadder gravéierend strukturell Problemer och weinst där sougenannter ökologescher Transition verstoppt. Präisdeckelen a Subventiounen vum Réseau verzerren de Marché och mat vill negative Konsequenzen.

Éischters gëtt de Bierger net duerch de Präisdeckel finanziell entlaascht, well hien dat jo selwer mat sengen eegene Steuersue finanzéiere muss. Den Deckel verdeelt just de finanzielle Stress iwwer e méi groussen Zäitraum. Wann net elo, da muss ee spéider bezuelen. Et ass eng absolutt sënnvoll Mesur, fir e Schock an d'Längt ze zéien, mee net fir éiweg.

Zweetens ass se och am Fong geholl sozial onfair. Et ass kloer, datt sozial schwach Bierger, déi kee Sputt méi hunn, ëmmer ënner héije Stroumpreis leiden. Dat ass awer net de Fall fir Leit, déi méi Suen hunn. Déi kënnen mat méi héije Präisser besser ëmgoen. Duerfir soen och vill Ekonomisten, datt et besser ass, nëmme de sozial schwache Bierger punktuell konkret ze hëllefen, an net pauschal jiddwerengem.

Drëttens ass et am Fong geholl och ëmweltschiedlech. Jo, Dir hutt richteg héieren. Héich Präisser bedeiten nämlech Knappheet vum enger Ressource a mat rare Ressourcë ginn d'Leit ëmmer méi vorsiichteg ëm.

An dat ass och esou, wéi wann Dir Péng am Knéi hutt an Dir huet einfach d'Schmäerzmëttel Ibuprofen géint d'Péng. D'Péng ass ewech an de Problem schéngt och ewech ze sinn, mee de Problem ass awer nach ëmmer do. De Knéi huet nach ëmmer Problemer.

Well déi kënschtlech niddreg Präisser keng Knappheet signaléieren, verbrauchen d'Leit an d'Firmen och net manner Stroum an Energie. An dat ass ganz dättelech ginn an Etüden. A Frankräich ass duerch den Energie-deckel de Verbrauch an d'Luucht gaangen. A genau dat ass am Fong geholl de Géigendel vum enger Ressourcëschoonung an am Fong geholl ëmweltschiedlech. D'Warnsignal vum der Economie ass ausser Kraaft gesat ginn.

Véiertens wësse mir jo all, firwat d'Netzkäschten esou deier gi sinn a firwat d'Leit méi sensibel op de

Stroumpreis sinn. Duerch déi sougenannten ökologescher Transition, duerch d'Elektrifizierung, muss dat elektrescht Netz deier ëmgebaut an och méi stabiliséiert ginn. A well et ëmmer méi E-Autoe gëtt, bedeit dat natierlech och méi deier Stroumpreis. Dat heescht och méi Käschte fir den E-Auto, also och manner Rentabilitéit.

Ouni dës Subside wäeren d'E-Autoen och manner populär. An och hei gesäit een, datt eng Transition, erducht vum Ideologen an zentralisteschem duerchgefëiert, méi komplizéiert ass, wéi ee mengt. Mir bezuelen all d'Käschten, déi am Fong déi Leit mat E-Autoe missten iwwerhuelen.

Schlussendlech komme mir bei der Fro vum der Elektrifizierung ëmmer nees op de Grundproblem zeréck: Wéi maache mer bëllege Stroum? Ausser d'ADR, déi bei deem Thema an der politescher Mëtt an Europa steet, ...

(Hilarité)

... wëllen all déi aner heibannen Atomzentralen, wéi an Däitschland, einfach ...

(Interruptions par M. Sven Clement, M. Georges Engel et M. Meris Sehovic)

... jo, einfach sprengte loosse, obwuel ...

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Weidig huet d'Wuert, wannechgelift!

M. Tom Weidig (ADR) | ... se joerzengtelaang sécheren an effiziente Stroum geliwwert hunn, an dat och zu engem gudde Präis, wa mol eng Kéier d'Zentral do steet.

Bon, de Problem ass natierlech och de russesche Gas. Dee kréie mer och am Moment net an erneierbar Energie kann a bestëmmte Kontexter hëllefen, mee ass och relativ instabil.

Duerfir wollt ech zum Schluss elo soen: Dësen indirekte Präisdeckel, dee mir beschléissen, ass wéi e Schmäerzmëttel, dat de Leit d'Péng vum eiser Energiepolitik an eiser Transition verstoppt.

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst zum Schluss kommen, Här Weidig!

M. Tom Weidig (ADR) | Mee Dir wësst et selwer: Dir kënnt d'Péng ewechhuele fir e puer Deeg, Méint an heiansdo Joren. De Problem geet awer net ewech. An iergendwann eng Kéier ass en esou grouss, datt kee Schmäerzmëttel a keng Subside méi hëllefen, fir strukturell Problemer anescht ze léisen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Deen nächste Riedner ass den Här Goergen. Nee, den Här Goergen wëllt dem Här Weidig eng Fro stellen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech wollt em just eng Fro stellen. Dir hatt gesot, et wär e Problem, dass kee russesche Gas méi kënnt. Dat heescht, ech huelen hunn, Dir hätt gär, dass mer weider russesche Gas kafen.

M. Tom Weidig (ADR) | Nee, dat hunn ech net gesot. Ech hu gesot, mir hätten halt Drock weinst den Energiepreis. Éischters, well mer halt aus der Nuklearenergie erausgaange sinn, well Däitschland an engem absolutte Moment vu Wansinn einfach eng Atomzentral, déi säit Joerzengt gutt funktionéiert huet, sprengt a mer zur selwechter Zäit och kee russesche Gas méi kréien, dee relativ bëleg war. Dat sinn déi zwéi Fakten, déi halt derzou féieren, datt haut e relativ groussen Drock op eisen Energiepreis ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass déi nächst ageschriwwene Riednerin d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, léif Nokuckerten an Nolauschterer, am Laf vun de leschte Joren hate mir hei am Haus schon e puermol d'Diskussion iwwert d'Wichtigkeit vun der Elektrifikatioun fir eng sécher an onofhängeg Energieversuergung. An heizou gëtt et, wéi mer haut nees feststellen, bis op e puer postfakteschen Ausnamen ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift! Wann ech e wéineg méi Rou kéint kréien! Et ass schwéier, sech ze konzentréieren.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... en zimmlech grouse Konsens.

Merci, Här President.

Properen a bëllege Stroum ass en Invest an d'Zukunft. Dofir musse mer och an der Kontinuitéit mat deem, wat an de leschten zéng bis zwielef Joer hei am Land a Saachen Energieversuergung geleescht ginn ass – an zwar vum engem erneierbaren No Man's Land 2013 zu enger Verdräifachung vun der nationaler Produktioun vum erneierbaren Energien am Joer 2023 –, onbedéngt weider dru schaffen, andeems mer konsequent weider an déi national propper Stroumproduktioun investéieren a mat Héichdruck un engem sécheren Transport- a Verdeelungsnetz schaffen.

Well et ass kloer: Fir dass erneierbare Stroum méiglechst effizient vun de Verbraucher genotzt gëtt, ass eng sécher Verdeelung iwwer effikass Stroumnetzer essenziell. An déi brauchen och ëffentlech Investissemen. Just esou kënnen mer verhënnern, dass déi vulnerabelst Stéit an der Transition zeréckgelooss ginn. Just esou kënnen mer verhënnern, dass Leit, déi doheem oder an hirem Betrib an Elektroauten, Wärmepumpen oder aner zukunftsweisend Technologien investéiert hunn, d'Rechnung fir den Ausbau eleng musse bezuelen.

Mat deem heite Projet de loi liwwert d'Regierung eng méigleche Léisung fir esou eng Finanzéierung. Zesumme mat der Baisse vun de Stroumakafspräisser an och dem Iwwerhuele vum Mécanisme de compensation féiert dëst zu enger ugekënnegter Reduktioun vu ronn 9 % am Verglach mam Präis vun 2025. Dat ass eng gutt Saach fir d'Leit an hëlleft och eise Betriber.

An elo kéinte mer einfach soen: „Mir hunn dat verlaangt, elo läit en entsprecheenden Text vir a mir stëmmen derfir, fäerdeg“, wann, jo, wann de Wee dohin net esou zéi gewiescht wär an trotzdeem oppe Froe bleiwe géifen.

Fir d'éischt zum Wee: Mir hunn zanter annerhallwem Joer ëmmer nees drop higewisen, dass den Ausbau vun de Stroumnetzer en ëffentlechen Invest verlaangt. Schon am Mäerz 2024 hu mir iwwer eng Question parlementaire d'Regierung gefrot, wat si fir d'Stärkung vun den Netzer géif virgesinn. An d'Antwort war deemools, et wier net hir Responsabilitéit an et géif keen entsprecheende Budget dofir ginn, contrairement zu deem, wat schon deemools an hirem Koalitiounsaccord stoung.

No enger ganzer Partie Froen, Motiounen a Kommissiounssetzungen wäert de Staat dann elo awer en Deel vun den Netzkäschten iwwerhuelen – vun de Käschten. Mir freeën eis natierlech iwwer d'Asicht vun de Regierungsparteien a stëmmen dëse Projet och mat, mir hätten eis awer gewünscht, dass mer net esou vill Zäit verluer hätten.

Elo zu de Froen an de Remarken un Iech, Här Minister. Déi éischt betrëfft de Planungshorizont. De

Pluriannuel verréit, dass dës Regierung den erfuerderte staatlechen Invest an d'Netzkäschte just bis 2028 wëll chiffréieren. An Dir, Här Minister, hat an der Press och scho gesot, dës Regierung wär jo och just bis 2028 do.

(Interruption par M. Lex Delles)

D'Fro därfer trotzdeem gestallt ginn: Wat soll, Ärer Aschätzung no, no 2028 geschéien? Fir d'Stéit an d'Betribler, déi haut investéieren, ass et net egal, wat no 2028 geschitt. Kann een erwaarden, dass d'Leit an d'Elektrifizierung investéieren, wa si keng Previsibilitéit hu fir d'Zäit no 2028? Stéchwuert: Planungs-sécherheet.

An zweetens: Eng ofschléissend Remark betrëfft d'Method, mat där de Montant vun 150 Milliounen Euro berechent gouf. Et ass gewosst: Fir dass d'Leit dobaussen déi néideg Sécherheet hunn, dass klimafrëndlech an op Elektresch baséierend Alternative sech lounen, dierf de Stroumpräis net méi héich wéi zwee oder maximal zwee an en halleft Mol de Präis vu Gas oder Masutt sinn.

Mir bedauern, dass dës Regierung eis net wierklech transparent konnt duerleeën, wéi si op de Montant vun 150 Milliounen kouw an a wéi engem Mooss d'Attraktivitéit vum Stroumpräis am Verglach zu de Präisser vun de fossilen Energien eng Roll gespillt huet.

A wa mer d'Transitioun wëlle packen, da musse mir dëse Ratio am Bléck halen. Dofir soll d'Evolution vun de Stroumpräisser am Verglach zu de Präisser vun de fossilen Energië systematesch, zum Beispill vum Statoc, suivéiert an eemol am Joer publizéiert ginn.

An doriwwer eraus, mam Bléck op d'Zukunft, mussen och d'Previsiounen vun dësem Différentiel gerechent a verëffentlecht ginn, fir dass en connaissance de cause ka geplangt ginn.

Aus dësem Grond leeë mir ofschléissend heimat eng Motioun vir ...

Motion 1

« relative au suivi des différentiels de prix de l'électricité et des énergies fossiles »

La Chambre des Députés, considérant

– que la transition énergétique repose sur l'électrification des secteurs à forte intensité énergétique ainsi que sur le développement d'une production d'électricité issue de sources renouvelables ;

– que la réussite de cette transition exige une prévisibilité accrue ainsi que des prix de l'électricité stables et abordables afin de favoriser l'électrification à grande échelle ;

– que pour les entreprises, l'accès à une électricité à un prix compétitif constitue une condition indispensable au maintien de leur compétitivité ;

– que pour les ménages, l'électrification dépend également de la disponibilité d'une électricité à un prix compétitif permettant de préserver leur pouvoir d'achat ;

– que l'attractivité de l'électrification et des technologies durables dépend largement de leur compétitivité économique par rapport aux énergies fossiles, notamment le gaz naturel et les combustibles liquides ;

– que le suivi régulier de l'évolution du différentiel entre les prix de l'électricité et ceux du gaz et des combustibles liquides est essentiel pour apprécier l'orientation et l'efficacité des politiques publiques en matière de transition énergétique ;

– que la disponibilité d'informations actualisées sur ces différentiels constitue une condition préalable à la transparence ainsi qu'à une évaluation rigoureuse et objective des politiques publiques ;

– que de telles informations ne sont actuellement pas disponibles de manière systématique et accessible,

invite le Gouvernement

– à charger le Statoc d'élaborer, pour l'année 2026, une projection du différentiel entre les prix de l'électricité d'un côté et, de l'autre, ceux du gaz naturel ainsi que des combustibles liquides (mazout, essence et diesel) en présentant distinctement deux scénarios :

• un scénario ne tenant pas compte de la contribution de l'État aux coûts à transposer dans les tarifs d'utilisation des réseaux électriques et

• un scénario intégrant ladite contribution ;

– à mandater le Statoc pour assurer un suivi régulier de ces différentiels et en publier chaque année un bilan annuel fondé sur les données constatées ainsi qu'une projection pour l'année à venir, en ventilant les prix par niveau de tension du réseau (basse tension, moyenne tension, haute tension et très haute tension).

(s.) Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... a mir géifen eis iwwer eng breet Zoustëmmung heizou freeën.

Muss ech déi aner Motioun och nach ofginn?

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Voilà. Also, an dann zweetens hunn ech nach déi Motioun, déi hei virun iwwer engem Joer deposéiert ginn ass, déi an d'Wirtschaftskommissioun komm ass an ugepasst gouf. Déi deposéieren ech elo nach eng Kéier hei, fir dass Der Iech se kënt ukucken.

Motion 2

« Prix de l'électricité pour les ménages »

La Chambre des Députés, considérant

– la directive (UE) 2019/944 relative aux règles communes pour le marché de l'électricité, qui met l'accent sur la protection des consommateurs, notamment les plus vulnérables, et qui autorise les États membres à adopter des mesures visant à garantir des prix électriques abordables et équitables ;

– l'augmentation des factures d'électricité des ménages, en raison de la réduction du plafonnement étatique des prix de l'électricité ;

– l'introduction d'une nouvelle structure des tarifs d'utilisation du réseau à partir de 2025 payée par les ménages ;

– le plan de développement du réseau national, estimant à 300 millions d'euros les investissements nécessaires pour le réseau de transport pour la période 2024-2034, afin de répondre aux besoins futurs, y compris l'intégration accrue des installations de production décentralisées utilisant des sources d'énergie renouvelables, le déploiement de solutions de stockage d'électrification des transports ;

– que la transition énergétique nécessite des prix d'électricité abordables pour favoriser l'électrification, les technologies durables, ainsi que la compétitivité des entreprises et de l'industrie ;

– que la transition énergétique requiert une flexibilité accrue à tous les niveaux du système énergétique ;

– l'impact direct et indirect de l'augmentation des prix de l'énergie sur l'inflation et le pouvoir d'achat des citoyens,

invite le Gouvernement

– à réaliser une évaluation de l'impact de la limitation de la hausse du prix de l'électricité à 30 % en 2025, ainsi que

les effets attendus de la levée du bouclier tarifaire prévue d'ici décembre 2025, sur l'avancement de la transition énergétique, et à prévoir les moyens nécessaires pour intervenir en cas de développement ou tendance négatifs ;

– à réaliser une évaluation de l'impact de la limitation de la hausse du prix de l'électricité à 30 % en 2025 sur l'inflation et les factures d'électricité des ménages vulnérables, en intégrant la perspective de la levée du bouclier tarifaire, et à prévoir une adaptation des aides sociales nécessaires pour intervenir en cas de développement ou tendance négatifs ;

– à se donner les moyens nécessaires pour assurer un accès équitable et abordable à l'électricité pour l'ensemble des citoyens et garantir la protection de tous les ménages, dont ceux investissant dans la transition énergétique, contre la hausse des prix de l'électricité ;

– à garantir une communication claire, transparente et proactive sur les évolutions réglementaires impactant les prix de l'électricité, afin d'informer les citoyens et de les préparer à toute variation éventuelle des tarifs ;

– à investir dans des batteries de stockage à grande capacité, stratégiquement positionnées, afin d'optimiser la gestion de la charge du réseau électrique, de réduire les coûts et d'augmenter la résilience du système énergétique ;

– à œuvrer de façon à ce que les subventions étatiques et les investissements futurs dans le domaine de la transition énergétique, y compris les adaptations futures des régimes d'aides « Klimabonus » assurent la promotion des systèmes énergétiques permettant une utilisation plus flexible et intelligente du réseau (telles que les bornes de charge et les pompes à chaleur intelligentes, batteries, etc.) ;

– à analyser les différents instruments tarifaires et interventions réglementaires nécessaires pour garantir un prix d'électricité abordable et compétitif pour les ménages, tout en équilibrant les besoins d'investissements futurs pour la transition énergétique.

(s.) Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. An dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President. Ech maachen elo net nach eng Kéier dee ganzen Historique vun all de Stroumpräisdiskussiounen, déi mer hei schonn haten. Ech weess, dass do vill Leit am Leed sinn, wann d'Stroumrechnungen kommen. A virun allem wann een am Office social kuckt, ass d'Demande awer an d'Luucht gaangen.

De Minister huet elo gesot, d'nächst Joer an iwwer-nächst Joer géifen d'Stroumpräisser erofgoen. Bon, et ass schued fir déi Leit, déi sech alleguerten e festen Tarif gesécher hate virun engem Joer, well déi wäerten op deem méi héije Platto bleiwen.

Elo ginn d'Reseauskäschen iwwerholl. Dat ass sécherlech e Modell, deen och mir begrëssen. Iwwert de Montant kann ee laang diskutéieren. Mir haten d'leschte Kéier scho gesot, dass dat eigentlech neutral misst sinn, also komplett iwwerholl ginn an net beim Client misst landen.

Well wann ee kuckt – an déi Diskussioun hat ech och scho mat Iech –, wann een de Stroumpräis kuckt, wann een iwwer seng Solaranlag aspeist, da kritt ee vläicht 1 oder 2 Cent. An dann dréint dat eng Kéier kuerz eng Sekonn iwwert de Compteur. Da facturéiert deen dat erëm fir 13 Cent plus am Moment 7 Cent Réseau. An dat ass net korrekt. Also, de Réseau ass jo awer eppes, wat jidderee benotzt. An dann ass et net korrekt, wann een eng Kéier iwwert de Compteur

geet, dass een dat erëm refakturéiert kritt. Ech si frou, dass Der elo en Deel iwwerhuelt. Fir eis hätt et och kënne méi sinn, well dat eeben, wéi gesot, dee staatechen Deel ass, dee mer eigentlech hunn.

Vläicht kënnt och nach eng Kéier eppes, dass een deen Tariff upasst, wann een eng Solaranlag huet, wann een aspeist, dass een do net vläicht nëmmen 1 oder 2 Cent kritt. An ech schwätzen net vun deenen, déi deemools de festen Tariff gewielt hunn an doduerjer manner Subsid op der Solaranlag kruten, mee deenen, déi duerno ..., well dee selwechte Stroum gëtt jo herno verkaf.

Wat ech awer och nach wollt uschwätzen, ass déi Prime énergie, déi mer och matgestëmmt hunn a bei där mer och luewen, dass d'Leit an engem akommeschwaache Stot am Ufank vum Joer gehollef kréien an dass een dat mam REVIS zum Deel souguer automatesch kritt.

Ech hat awer do och mam Max Hahn schonn eng Kéier eng Diskussioun doriwwer, dass et sech eigentlech verschiebt. Well elo – an dat mierkt een an engem Office social – kommen op eemol d'Rechnungen a se sinn awer net esou bezuelt ginn, wéi et hätt solle sinn. An da muss den Office social elo asprangen. A sech muss den Office social ... En ass gesetzlech verflucht dozou, wat ech och ganz gutt fannen, mee e spréngt awer bei eppes an, woufir d'Regierung eigentlech schonn am Ufank vum Joer e Subsid ginn huet.

An do hat ech och do schonn eng Kéier d'Regierung gefrot, ob et dann net méi logesch wär, wann dee Subsid ausbezuelt gëtt, dass een eng Aart Bong géng maachen, dass een dat just do kéint aléisen, och fir d'Energie. Well da wär et net méi d'Situatioun, dass Enn des Joer déi Clienten nun emol och nach eng Kéier bei den Office social kommen an dann den Office social, hallef Gemeng, hallef Staat, dat nach eng Kéier bezilt. Well do hu mer am Moment awer trotzdeem e Problem am System. Et ass duebel bezuelt herno, an duebel vum Steierzueler bezuelt.

Wann een do e Bong hätt, deen direkt bei Enovos géng ofgerechent ginn, da kéint den Office social jo nach de Rescht vun der Rechnung iwwerhuelen, well ech weess, dass déi Primm net bei jidderengem duergeet. Dat hänkt och ëmmer dovun of, wéi d'Haus opgestallt ass a wéi vill Energie ee brauch.

Mir wäerten dat heiten haut och matstëmmen an ech denken och, dass d'Präisser da wäerten erofgoen. Wat virun allem och interessant ass, ass, dass zu Lëtzebuerg verschidden Entreprisë jo ewell en dynamischen Tariff ubidden. An dat ass ganz interessant fir d'Leit, well dann ass een net méi gebonnen. Et muss een zwar all Stonn kucken, wat de Stroum kascht an et mécht een dann eeben heiansdo seng Wäschmaschinn, säin Trockner grad dann un oder et schléisst ee säin Auto grad dann un, mee ech kann awer soen, dass et immens virdeelhaft ass an dass een immens vill Sue ka spueren, wann een op esou en dynamischen Tariff geet. Well dat ass nämlech dann effektiv deen Tariff, deen och aus dem Reseau kënnt an deen op de Bourse gehandelt gëtt. Dat ass zum Deel vill méi interessant wéi alleguerten déi, wou ee festgeluecht ass.

A sécherlech ass zu Lëtzebuerg de Stroumtariff awer am Moment virdeelhaft, virun allem, wann een déi nei Tariffer kuckt, wou elo ganz vill Reklamm gemaach ginn ass. An dat kann ech och aus der Oppositioun eraus soen. Hie war et net. D'lescht Joer, d'virescht Joer, muss ee soen, war de Stroum ze deier, mee mir ginn awer an eng Richtung, wou e virdeelhaft ass.

An do muss ech awer der ADR widdersprechen: Et ass och duersch déi erneierbar Energien, dass de

Stroumpräis an Zukunft wäert erofgoen. Ech weess, Dir trauert nach ëmmer dem russesche Gas no, mee mir soen: Mir musse méi an erneierbar Energien investéieren an doduerjer wäert de Stroumpräis erofgoen!

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, d'Stroumnetzer sinn u sech wichteg Oderen – wann net déi wichtegst Oderen – an enger Gesellschaft, well ouni Energie, ouni Stroum kënne mer net funktionéieren.

Dofir gi mer jo och net midd, ëmmer ze soen – fir net bei der Parol ze bleiwen –, dass d'Energie zu 100 % an öffentlecher Hand soll bleiwen. Et ass eng Fro vu Gerechtegkeet, et ass eng Fro vun demokratescher Kontroll. Et ass iwwerliwenswichtig fir d'Mënschen. Dofir muss d'Allgemengheet do d'Kontroll doriwwer bäibehalen.

An et ass och u sech eng Fro vun der nationaler Souveränitéit. Et géif kengem afalen, aner Elementer vun der nationaler Souveränitéit – wat weess ech, d'Police, d'Justiz, d'Arméi vläicht et cetera – ganz oder deelweis ze privatiséieren oder ze liberaliséieren. Et gëtt zwar vläicht Leit, déi esou schwurbeleg Iddien hunn, mee ech mengen, normal denkend Mënsche wëllen dat net.

Bei der Energie misst dat u sech änlech sinn, mee d'Stroumnetzer zu Lëtzebuerg gehéieren zum gréissten Deel Creos respektiv der Holdinggesellschaft Encevo. An et gëtt u sech just dräi Gemengen – dat sinn Esch, Dikrech an Ettelbréck –, wou d'Distributionsnetzer ganz an den Hänn vu kommunale Betreiber sinn. Dat ass och gutt, an dat begrësse mir och. Dat missten aner Gemengen och nach nomaachen, esou wäit et méiglech ass, oder zesumme mat aneren. Just an deenen dräi Gemengen ass et dann esou. Mee beim Creos-Netz ass dat, bedéngt duersch d'Zusammensetzung vum Aktionariat vun Encevo, net esou de Fall.

Wéi gesot, wann eng Infrastruktur, eng Energieinfrastruktur, zu 100 % öffentlech ass, ass dat éischstens mol eng demokratesch Fro, well ëmmerhin d'Allgemengheet ... Dat geet dann iwwert d'Gemeng, dat geet dann iwwert d'Parlamentarier wéi hei, mee ëmmerhin hunn d'Bierger jo e gewëssenen Drock, dees se kënnen ausüben, spéitstens bei Walen. Dat heescht, d'Allgemengheet kann awer decidéieren, a wat fir eng Richtung d'Energie soll organiséiert ginn, notament en vue vun der ekologescher Transformatioun. Dat ass eng eminent demokratesch Fro, et ass och eng eminent sozial Fro.

Well andeems et öffentlech ass, gëtt et jo och finanziert. Et gëtt finanziert iwwer Steiergelder. A wéi mer wëssen: An engem gesonde System ass et esou, dass d'Leit, déi méi verdéngen, méi Steiere bezuelen, mee jiddereen, ob aarm oder räich, kritt genau déi selwecht Leeschtung. Dat heescht, et ass och eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet.

Aus all deene Grënn ënnerstëtze mir dann awer och déi an deem Gesetz proposéiert Enveloppe vun 150 Milliounen Euro.

(Brouhaha)

Ech mengen, d'nächst Kéier, Här President, sinn awer zwou Stonne Paus nom Jesse besser, well d'Leit sinn opgedréint.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, ech géing Iech effektiv bidden, vläicht e wéineg méi lues ze sinn. Et ass ganz schwieereg ze schwätze bei deem Gedäisch.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, et ass schwéier fir jiddereen.

(Interruption et hilarité)

Mir wollten déi domm Organisatioun jo net. Bon, mee da kéint wéinstens d'Majoritéit e bësse méi roueg sinn.

Aus all dese Grënn ënnerstëtze mir déi an deem Gesetz proposéiert Enveloppe vun 150 Milliounen Euro, fir den Ausbau vun de Reseau verstärkt iwwert de Staatsbudget ze finanzéieren. Et ass e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Mir hunn awer zwee prinzipiell Kritikpunkten:

Éischstens: Sou wéi mer méi staatlech Investitiounen an de Reseau ënnerstëtzen, esou si mir awer géint déi Finanzéierung, déi no der Maartlogik stattfënnt. Wann Encevo am Juli vun deem Joer 200 Milliounen Euro iwwer e Green Bond asammele geet, fir eeben och Investitiounen an d'Netz ze finanzéieren, dann hu mir domat e Problem, well do dann eng privatrechtlech Holding op de Kapitalmäert Finanzementer siche geet, fir öffentlech Services ze assuréieren. An do kommen da Rentabilitéitslogike mat eran, déi mir an deem Kontext net wëllen.

An zweetens weist sech beim Impakt vun den 150 Milliounen Euro op déi verschidden Netztariffer ab 2026 ganz däitlech, dass déi éischt Motivatioun vun der Regierung u sech net bei de Stéit läit, mee an éischer Linn bei der Kompetitivitéit vun de groussen Betriber, déi vill Stroum verbrauchen. Well et sinn nämlech d'Netztariffer vun der Héichspannung, déi wirklech zolidd erofginn ëm 80 an 90 %. Bei de Stéit ass dat méi iwwerschaubar. Hei läit d'Baisse just bei 29 %. Dat heescht, de Gros vun 150 Milliounen kënnt dowéinst och net de Stéit zegutt, mee de Betriber an der mëttlerer a méi héijer Spannung.

Mir kruten dat och erklärt. Dat wier wéinst deem komplizéiert System vun der Kaskad, wou fir d'éischt emol déi héich, mëttel an déif Spannungen betraff sinn. Mee et ass trotzdem problematesch.

Dat gesot, wäerte mer deen heite Projet de loi matstëmmen, mee mir bleiwe bei eiser Fuerderung, dass d'Reseauskäschten u sech integral vum Staat missten iwwerholl ginn. Mir hoffen, dass dat iergend eng Kéier dann an déi Richtung wäert goen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lescht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Minister fir Energie.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Jo, ech mengen, dass e ganz wichteg Projekt de loi ass, wou och jiddweree wirklech drop gewaart huet, fir dass mer kënne garantéieren, dass mer e kompetitiven Energiepräis, Elektreschpräis, hei zu Lëtzebuerg hunn.

An ech gesinn den Här Engel hei nicken. Ech muss soen, ech si ganz frou, dass ech d'Pressekonferenz vun der LSAP gelauscht hunn ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

... an dass se och déi Proposen hei gemaach hunn – deene Grëngen hier och –, well da sinn ech nämlech ganz frou, dass déi zwou Parteien an hirer

Pressekonferenz de Koalitiounsaccord vun dëser Majoritéit konnte presentéieren.

(Brouhaha)

Ech soen Iech och Merci fir déi Publikatioun, déi Der dann nach eng Kéier iwwert de Koalitiounsaccord maacht. Ech weess, dass Der an alle Punkten dem Koalitiounsaccord sécher Recht gitt.

(Interruption)

Ech mengen, dass et eebe grad en Deel vun deem heite Projet de loi ass, op der enger Säit e kompetitive Stroumpreis kennen ze hunn, op der anerer Säit awer, esou wéi et och schonn ugeschwat ginn ass, eebe gradesou en Energiepreis ze hunn, dass mer d'Leit och alleguerthe mathuelen op de Wee vun eise PNEC-Ziler 2030, an awer och vun deene groussen Ziler 2050, mengen ech, déi mer alleguerthe hei an der Chamber deelen.

Dat geet duerch d'Elektrifizierung, andeem op der enger Säit d'Mobilitéit, op der anerer Säit awer och Wärmepumpen ... An dofir ass et och wichteg, dass den Energiepreis kompetitiv bleift an dass et sech och wirklech rentéiert, de Switch ze maachen.

Just zu där Fro, déi gestallt ginn ass zu de PV-Anlagen: „Wéi ass et, wann de Stroum an déi eng Richtung dréit, gëtt et 1 Cent, a wann en erëm erakënn, da kascht et 25 Cent?“ Jo, dat léisst sech ganz einfach erklären an et léisst sech och ganz einfach hëllefen doduerch:

Éischtens emol huet een de Choix, entweeder e festen Aspeistariff ze kréien – majo, da kritt een allkéiers 12, 13 Cent pro Kilowattstonn als Aspeistariff garantéiert – oder et seet een: „Neen, ech hu keng Anlag, déi dofir do ass, an d'Netz anzespisen. Ech hunn eng Anlag, déi fir mech selwer do ass, fir den Eegeverbrauch.“ Da kritt een e Subsid; säit haut de Moien dann och een, dee vum Staat prefinanziert ka ginn, well et fir den Eegeverbrauch ass.

Dat heescht, ech kann net soen, ech hätt gären dat eent, fir e méi héijen Aspeistariff ze kréien, an op där anerer Säit och nach en Tariff vum Staat, fir kënnen d'Produktioun op mengem Daach ze hunn. Dofir ass den déiwe Stroumpreis awer en général e ganz wichtigen Deel, eebe grad fir d'Emklamme vun de fossilien Energien ewech an eng dekarbonéiert Welt.

Et ass gesot ginn – e wichtige Punkt bei dësem Projet de loi am Verglach zu deenen Hëllef beim Energiepreisdeckel, wéi e bis elo war –: Den Energiepreisdeckel war just fir den Tariff A, also bis 25.000 Kilowattstonnen. Hei geet et eeben och fir den Tariff B, also am Fong mëttelständescher Betriber, an och den Tariff C fir industriell Betriber.

An ech mengen, dass hei am Haus nach jiddweree sech drun erënnert – oder au moins alleguer déi aus der Energiekommissioun, aus der Wirtschaftskommissioun –, wéi e Reportage bei engem groussen Lëtzeburger Fernsehsender war, wou eng Persoun mat engem Eefamiljenhaus vum Tariff A an den Tariff B gefall ass, déi also iwwer 25.000 Kilowattstonne verbraucht huet. Dat geet mat engem normalen Haus mat zwee elektreschen Autoen net. Dat heescht, do muss ee schonn eng Schwämm oder aner Saachen hunn, déi een déi ganzen Zäit hëtz, mee souguer dee fällt hei drënner.

Dat kann och eng Kritik sinn – an dofir hunn ech dat Beispill och nach eng Kéier geholl –, dass och déi Persoun, déi do bei deem lëtzebuergesche Fernsehsender war, dann hei e vergëschtegte Stroumpreis kritt, well déi et jo vläicht manner néideg hätt, kéint ee vläicht soen. Mee wat ass hei bei deem Avis juridique erauskomm, dee mer gefrot hunn? Wéi brénge mer

et fäerdeg, eebe grad an der Mass den Energiepreis erfrozebréngen? Mee dass mer do kënnen agéieren am Stroumpreis – d'Madam Rapportrice huet et erkläert: de Stroumpreis besteet op där enger Säit aus de Reseauskäschten, dem Elektron, der TVA an dem Mécanisme de compensation –, fir deen Deel, deen eeben den natierleche Monopol vun der Creos ass, de Reseau, direkt kënnen erfrozesetzen. Dat bréngt och mat sech, dass d'Energiepräisser fir 2026 par rapport dozou, wa mer guer näischt méi géife maachen, ëm 23,9 % wäerten erfrogoen.

Elo kann een och nach soen, déi sozial Offiedering ..., an eebe grad dofir hu mer als Regierung d'Energieprimm verdräifacht – verdräifacht! –, fir eebe grad deene Stéit ze hëllefen, déi Problemer mat den Energiepräisser hunn. Obwuel mer elo méi déif si fir 2026, wéi de Preis och mat den Hëllefen 2025 war, hu mer trotzdeem nach déi dote Primm ugepasst. Dem Familljeminister ass dat och ëmmer ganz wichteg.

Op där anerer Säit gëtt et de PNEC social, dee mer och schonn an der Kommissioun presentéiert hunn, deen och nach eebe grad nach eng Kéier dorobber soll agéieren, fir do nach eng Kéier déi néideg Hëllefstellung kënnen ze ginn, fir do kënnen weiderzekommen.

D'Fro vun de Stousszäiten ass gestallt ginn, wou et also entweeder Negativpräisser gëtt oder eeben d'Reseauscapacitéité méi schwierig sinn, well mer entweeder ganz vill erauszéien aus dem Netz oder ganz vill aspeisen an d'Netz. An dofir hu mer och am Juli d'Späicherstrategie Lëtzebuerg presentéiert, wou eebe grad do nach eng Kéier Batterien, siefen et Reseausbatterien, Quartiersbatterien, awer och Hausbatterien, och dat am Zesummespill nach eng Kéier, sollen hëllefen, op där enger Säit niewent den erneierbaren Energien Energie elektresch kënnen ze späicheren, op där anerer Säit awer och d'Netzdénglechkeet vun de Batterien hei garantéiert ass, fir do-bäi kënnen ze hëllefen.

D'Fro ass gestallt ginn: „Wat geschitt no 2028?“ Jo, Madamm Welfring, et ass richtig, ech – oder déi heite Regierung – ka just d'Engagement bis 2028 huelen. Ech géif awer – ech weess net, wien et wäert sinn – all Regierung duerno un d'Häerz leeën, sou wéi et och an Ärer Motioun ganz richtig gefrot ass, den Differentiel tëschent dem Gaspreis an dem Elektreschpreis ze berechnen. Fir dass dee kompetitiv bleift, géif ech et awer och all zukünftiger Regierung un d'Häerz leeën, deen Differentiel ëmmer ze garantéieren iwwert dee Mechanismus, dee mer elo fir d'éischte Kéier hei aféieren, fir garantéiert e kompetitiven Energiepreis fir d'Leit ze hunn.

Firwat brauche mer dee kompetitiven Energiepreis? Och dat ass eng vun de Prioritéiten vun der Regierung: fir eebe grad d'Kafkraaft vun de Leit kënnen ze erhalen, manner ofhängeg ze sinn an doduerch eebe jiddweregem kënnen ze hëllefen. Also, ech ka mech net fir all d'Regierungsparteien engagéieren, mee ech ka mer awer virstellen, dass am Walprogramm vun der Demokratescher Partei et esou eppes kéint stoen, an ech mengen, och an aneren, fir eebe grad den Energiepreis an deem Equiliber ze halen.

De festen Tariff hat ech ganz kuerz erkläert. An ech mengen, dass eebe grad mat der Zäit ... Et ass gesot ginn, et wär vill Zäit verluer gaangen. Et ass elo keng Zäit verluer gaangen, well mir stëmmen dat hei nach 2025 an et trëtt a Kraaft 2026. Dat heescht, soubal den Energiepreisdeckel op den 31. Januar (veuillez lire: den 31. Dezember) ofleef, trëtt dat heiten den 1. Januar mat den Netztariffer a Kraaft, soudass mer dann e fléissenden Iwwergang a garantéiert Energiepräisser hunn.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech gesinn, datt nach eng Fro ze stellen ass. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, dat mat den Akkuen ass super. Also, ech hu laang genuch gesouert. Ech si frou, dass mer déi Akkustrategie elo kréien.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech lauschteren och de Piraten no.

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Zur Fro vu virdru mam Präis: Dir hutt vollkomme Recht, dass d'Hallschent bezuelt gëtt, mee dat ass jo guer net de Punkt. De Punkt ass: Wann Dir Är Solaranlag hutt, an dat geet eraus, da kritt Der deen 1 Cent. Enovos ass awer deen, deen dertëscht verdéngt, an net de Staat, well Dir kritt dee selwechte Stroum jo fir 12 Cent erëm facturéiert. En ass just eng Kéier erausgelaf bei Iech doheem. An dat war de Punkt, wou ech gesot hunn, dass dat net korrekt ass, dass dat, wat ee vun de Solaranlagen haut kritt, awer herno Enovos a wéi se all heeschen, Sudstroum oder egal wien, kréien. Déi kréien déi Marge dertëscht an net de Staat.

Wann Dir elo sot, Dir géngt dat huelen, fir de Subsid ze finanzéieren, sinn ech och direkt averstan.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Nee, ech mengen, dass de Marché e bësse méi komplizéiert ass, well do gëtt et jo Approvisionnement, déi zu verschiddene Momenter gemaach ginn. Och wann de Stroum bei Iech an der Steckdous eng Sekonn, nodeem e vun Ärem Noper vläicht produzéiert gouf, agespeist gëtt, huet awer Äre Fournisseur vum Stroum sech zu aneren Zäite schonn approvisionéiert mam Stroum. Dat heescht, de Fournisseur huet dee ganze Risiko, dass en Iech och wirklech muss de Stroum liwweren.

De Fournisseur vum Stroum keeft esou vill Stroum an – dräi Joer, zwee Joer, ee Joer virdrun –, dass en Iech de 27. Februar um 13.32 Auer kann de Stroum an d'Steckdous ginn. Ob et elo do reent, donkel ass oder wat och ëmmer geschitt, den Noper vläicht seng Anlag ofmontéiert huet, muss en Iech e kënnen garantéieren. Dat heescht, en huet en och schonn akaf do virdrun. An dat ass, mengen ech, déi ganz Komplexitéit vun deem ganze Marché.

Ech weess, wat Der wëllt soen, mee esou einfach ass et net, well nämlech all déi Komplexitéiten – dat ass elo eng dovun – nach dotëscht mat erakommen.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géngen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8596 kommen. Kuckt nach eng Kéier alleguer, ob Der och de Mëtteg schonn agelogg sidd, fir datt mer dat elo uerdentlech iwwert d'Bün bréngen. Wann dat de Fall ass, fueren ech virun. Den Text steet am Document parlementaire 8596³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8596 et dispense du second vote constitutionnel

Da maachen ech d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt wannechgelift nach, ob jiddweree seng Procuratioun geholl huet. Kënn Der nach eng Kéier nokucken, wannechgelift? Bon, ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8596 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

Et leien elo zwou Motiounen zu dësem Projet um Dësch hei, zwou Motiounen vun der Madamm Welfring.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass „relative au suivi des différentiels de prix de l'électricité et des énergies fossiles“. Wëllt Dir elo oder duerno eppes soen? Dir wëllt duerno eppes soen. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Jo, merci, Här President. Ech mengen, den Här Minister war elo just scho kuerz a senger Ried dorobber agaangen an huet selwer gesot, dass et och aus der Sicht vun der Regierung absolutt Sënn géif maachen, deen Differential tëschent den Elektreschpräisser an och de Präisser vun de fossillen Energieträger weider ze suivéieren.

Ech géif just eng kleng Proposition de modification maache bei deenen zwee Tireten. Ouni dass mer eis elo drop fixéieren, wien déi Analysen hei sollt maachen, géife mer proposéieren, méi neutral d'Regierung opzefuerderen, „à élaborer, pour l'année 2026, une projection du différentiel“ an am zweeten Tret dann och „à assurer un suivi régulier de ces différentiels“.

Wann déi Modifikatiounen esou kéinte gemaach ginn, da wäre mir och gäre bereet, dës Motioun matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. Et ass, wéi de Minister gesot huet, an ech hat et och a menger Interventioun gesot: Et ass wichteg, dass mer evaluéieren, suivéieren, wat geschitt. Wann ee beim Präis um Marché intervenéiert, da muss een dat am A behalen, fir dass dat net ausernegeet. An et ass genee dat, wat hei gefrot gëtt: dass ee kuckt, wéi déi fossill Energien an d'Elektreschtrapp rapport dozou evoluéieren. An da géife mer dat och matstëmme mat där Ännerung, déi hei proposéiert ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Effektiv hu mir och déi Evaluatioun gefrot. Eis ass et egal, ob dat vum Statec oder vun engem anere gemaach gëtt. Wichteg ass, datt mer, fir zukünfteg Decisiounen ze huelen, och zuverlässeg Material hunn. An duerfir géife mer déi heite Motioun och mat der Ëmännerung, wéi se elo géif kommen, matstëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Gëtt et nach aner Wuertmeldungen? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da ginn ech der Autrice d'Wuert. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. A merci fir Är Ënnerstëtzung. Jo, ech denken, dass dat, wéi gesot, ganz wichteg ass, a mir kënne ganz gutt domat liewen, dass mer do de Statec namentlech eraushuelen. Wichteg ass, dass et gerecht gëtt, ëmmer erëm réckwierkend an och als Previsioun, an och virun allem dass déi Zuele publizéiert ginn, dass een net an der Kommissioun muss duerno froen, mee dass se da vläicht e bësse méi einfach disponibel ginn. Dofir merci fir de Virschlag.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Da géing ech dës Motioun och zum Vott stellen, mat deene Changeementer, wou mer bei deenen zwee Invitten allkéiers de Statec eraushuelen an en normale Saz ouni Statec formuléieren. Voilà.

Motion 1 modifiée

« relative au suivi des différentiels de prix de l'électricité et des énergies fossiles »

La Chambre des Députés,

considérant

– que la transition énergétique repose sur l'électrification des secteurs à forte intensité énergétique ainsi que sur le développement d'une production d'électricité issue de sources renouvelables ;

– que la réussite de cette transition exige une prévisibilité accrue ainsi que des prix de l'électricité stables et abordables afin de favoriser l'électrification à grande échelle ;

– que pour les entreprises, l'accès à une électricité à un prix compétitif constitue une condition indispensable au maintien de leur compétitivité ;

– que pour les ménages, l'électrification dépend également de la disponibilité d'une électricité à un prix compétitif permettant de préserver leur pouvoir d'achat ;

– que l'attractivité de l'électrification et des technologies durables dépend largement de leur compétitivité économique par rapport aux énergies fossiles, notamment le gaz naturel et les combustibles liquides ;

– que le suivi régulier de l'évolution du différentiel entre les prix de l'électricité et ceux du gaz et des combustibles liquides est essentiel pour apprécier l'orientation et l'efficacité des politiques publiques en matière de transition énergétique ;

– que la disponibilité d'informations actualisées sur ces différentiels constitue une condition préalable à la transparence ainsi qu'à une évaluation rigoureuse et objective des politiques publiques ;

– que de telles informations ne sont actuellement pas disponibles de manière systématique et accessible,

invite le Gouvernement

– à élaborer, pour l'année 2026, une projection du différentiel entre les prix de l'électricité d'un côté et, de l'autre, ceux du gaz naturel ainsi que des combustibles liquides (mazout, essence et diesel) en présentant distinctement deux scénarios :

- un scénario ne tenant pas compte de la contribution de l'État aux coûts à transposer dans les tarifs d'utilisation des réseaux électriques et
- un scénario intégrant ladite contribution ;

– à assurer un suivi régulier de ces différentiels et en publier chaque année un bilan annuel fondé sur les données constatées ainsi qu'une projection pour l'année à venir, en ventilant les prix par niveau de tension du réseau (basse tension, moyenne tension, haute tension et très haute tension).

(s.) Joëlle Welfring.

Vote sur la motion 1 modifiée

Ech stellen also dës Motioun zum Vott. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 54 Jo-Stëmme, 5 Nee-Stëmme, keng Abstentioun. Dës Motion ass also mat 54 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun ugehooll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da komme mer zur zweeter Motioun iwwert de Prix de l'électricité pour les ménages. Do wollt Dir, Madamm Welfring, direkt am Ufank eppes soen.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Et ass eng al Bekanntnis. Déi ass de 4. Dezember d'lescht Joer hei an d'Kommissioun geschéckt ginn an do hu mer se zwee- oder dräimol thematiséiert.

Am Februar hate mer Punkt fir Punkt driwwer diskutéiert. Mir waren eis eens, dass e puer Adaptatiounen géinge kommen. Déi goufe gemaach an och vun eis ageschéckt. An du war se e bësse vergiess ginn, mengen ech. An do hu mer se nach eng Kéier adaptéiert, fir dass se nach ëmmer aktuell bleift. An do ass se erëm iergendwéi an de Meandere vun der Kommissiounspresidence verschwonnen. A mir sinn elo frou, dass se d'lescht Woch dann awer ugehooll ginn ass vun der Kommissioun. An elo steet se nach eng Kéier hei zum Vott.

Et kéint ee sech froen: Ass se nach aktuell? Oder ass dat nach ëmmer? Ma wann ee sech e bëssen all déi Theemen uckukt, wéi den Impact vun den héije Strompräisser ass a wéi se sech op d'energetesch Transitioun auswirken an och op déi Stéit mat schwaachem Akommes ... Och dass déi fréizäiteg Kommunikatioun muss kommen, wann d'Tariffer

geännert ginn. Ech mengen, elo gouf et nach zwou Tariffännerunge fir Mëttele Spannung an Héichspannung. Och do wär et gutt, wa mer an der Kommis-sioun nach eng Kéier kéinten driwwer schwätzen.

D'Batteriestrategie: Et freet eis, datt et se gëtt. A schéi wär et, wa mer bei der Ëmsetzung heiansdo kéinten de Point maachen doriwwer, wéi d'Erfaarunge si mat Quartiersbatterien zum Beispill, an och iwwert d'Evo-lutioun vun de staatleche Subventiounen, wéi déi sech op d'Netzstabilitéit auswierken. Wa mer elo vu Vehicle-to-grid schwätzen, gëtt dat sécher erëm en Theema. An dann och wéi mer d'Stroumpreisser ebe laangfristeg kënnen abordabel a kompetitiv halen. Dat ass och eppes, wou ech elo nach eng Kéier vun Iech héieren, Här Minister, dass dat nach ëmmer aktuell ass. Dofir denken ech, dass se, och wa se schonn net méi esou frësch ass, awer vun hirer Theemeset-zung hier, mengen ech, nach ëmmer aktuell ass. Do-fir, voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Wie wëllt zu där aler Bekanntter hei d'Wuert dann huelen?

(Hilarité)

Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Jo, merci, Här President. De Fait, datt se al bekannt ass, huet och e bëssen eppes mat mir ze dinn. Duerfir e kleng Mea culpa. Mir haten effektiv am Februar iwwert d'Motioun geschwat. An et war virun allem eis Demande, den éischten Invite vu virun engem Joer hei erauszehuelen, deem u sech e Weiderféiere vun Energiepräisdeckel, wéi en no der Energiekrise agefouert gouf, gefuerdert huet. Dat ass och esou ëmgesat ginn.

Bei deenen aneren Tireten hu mer am Fong driwwer diskutéiert an och do si mer eis an der Formulatioun, sou wéi Dir et elo erkläert hutt, eens ginn. An duerfir proposéieren ech effektiv menger Fraktioun, dës Mo-tioun dann och esou matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Sinn nach aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Dach, den Här Weidig. Ok, Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Ech hunn dat duerchgelies. Also, do sinn alt vill Saachen, mat deene mer net kënnen averstane sinn, och datt nees weider do Subven-tiounen, Subventiounen, Subventiounen, Subsidien eragesat ginn an eng Transition, déi menger Mee-nung no absolutt forcéiert gëtt an déi herno zum Deel kontraproduktiv wäert sinn. Duerfir wäerte mir dat net matzestëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Da froen ech nach eng Kéier: Sinn nach aner Wuert-meldungen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Vote sur la motion 2

Da géing ech och dës Motioun zur Ofstëmmung stellen. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 54 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also ugeholl mat 54 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM.

Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

4. 8395A – Projet de loi portant création du Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données et désignation des organismes et autorités compétents prévus aux articles 7, 13 et 23 du règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/1724 (règlement sur la gouvernance des données) et du point d'information unique prévu à l'article 8 du règlement (UE) 2022/868 précité et portant modification de la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données

Da géinge mer zum nächste Punkt vun eise-m Ordre du jour kommen, an zwar dem Projet de loi 8395A iwwert d'Aféierung vun engem Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données an d'Ëmsetze vun engem EU-Reglement, dem souge-nannten Data Governance Act, DGA. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, den Här Ben Polidori, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Pro-jet de loi, den honorabelen Här Gérard Schockmel. Här Schockmel.

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

M. Gérard Schockmel (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, mam Gesetzesprojekt 8395A gëtt den europäeschen Data Governance Act oder DGA an eist nationaal Recht ëmgesat. Heibäi geet et also ëm d'Governance vun den Donnéeën. A wéi an dem europäesche Regle-ment DGA virgesinn, definéiere mir elo, wien déi zu Lëtzebuerg fir d'Governance vun den Donnéeën zoustänneg Autoritéiten, Organismen an de Point d'information unique sinn.

Dobäi gëtt duerch dëse Gesetzesprojekt och den neie Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données geschaf. Gläichzäiteg ginn d'Reege-len aus der Gesetzgebung iwwert den Dateschutz, besonnesch d'Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'CNPD, un déi nei Kompetenzverdeelung ugepasst.

Den initiale Gesetzesprojekt wollt zwou Mécken op ee Schlag treffen, engersäits d'Ëmsetzung vun

europäeschen DGA an anerersäits d'Aféierung vun eise-m nationale Projet, dem Once-Only-Prinzip fir d'administrativ Vereinfachung am öffentleche Sec-teur.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Dat huet sech awer als ze ambitiéis erausgestallt, well Lëtzebuerg geméiss dem DGA-Reglement vum 2022 déi bei eis fir d'Governance vun den Donnéeën zoustänneg Autoritéiten, Organismen an de Point d'information unique scho längst hätt zu Bréissel umelle mussen. Et ass also eng gewëssen Urgence entstanen, dësen Deel esou séier wéi méiglech ze evakuéieren.

Mir hunn also den initiale Projet an zwéi Deeler gespléckt, en Deel A an en Deel B. Den 8395A kon-zentriert sech op d'Ëmsetzung vum europäeschen DGA, besonnesch a Bezuch op d'Designatioun vun den zoustännegen Autoritéiten. Den 8395B comple-téiert d'Ëmsetzung vum europäeschen DGA a schafft gläichzäiteg de Kader fir eisen nationale Projet, de Once-Only, deem als Objektiv d'administrativ Verein-fachung am öffentleche Sektour huet.

Fir d'Éischt awer geet et drëm, datt duerch de Gesetzesprojekt 8395A Lëtzebuerg als Memberstaat am europäeschen DGA-Regim verankert gëtt.

Ech kommen zu den Haaptinhalter vum Gesetzespro-jet: Am Mittelpunkt steet d'Schaf vum Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données, kuerz d'Kommissariat, ënnert der Responsabilitéit vum Minister fir Digitaliséierung. Dëst Kommissariat ass eng zentral national Struktur, déi d'Governance vun de geschützten Donnéeën organiséiere soll. Et gëtt vun engem Commissaire du Gouvernement ge-fouert an ass a véier Departementer opgedeelt:

Zwee Departementer mat Berodungsfunktiounen: Den Departement Délégué à la protection des don-nées du secteur public, DPD, beréit zum Dateschutz. Den Departement Conseil et guidance en gouver-nance des données beréit zu de Prozeduren.

Dann den Departement Autorité luxembourgeoise des données, ALD, déi eng wichteg exekutiv Funk-tioun huet an iwwert den Zougang zu an d'Notzung vu geschützten Donnéeën vum öffentleche Sektour decidéiert. Dës Donnéeën ginn anonymiséiert, pseudo-nymiséiert oder op eng aner Aart a Weis geschützt. D'ALD ass deem Deel vum Kommissariat, deem d'Roll als Organisme compétent nom DGA iwwerhëlt.

An zum Schluss de véierten Departement Affaires gé-nérales, deem déi Aufgaben iwwerhëlt, déi vun deenen aneren dräi Departementer net ofgedeckt ginn.

Dës intern Opdeelung vum Kommissariat erfëllt eng wichteg dateschutzrechtlech Roll. Besonnesch wich-teg heibäi, wéi och an diversen Aise gefuerdert, ass déi funktionell Separatioun tëscht dem Délégué à la protection des données du secteur public, DPD, mat senger Berodungsmissiounen, an der Autorité luxem-bourgeoise des données, der ALD, déi eng exekutiv Funktioun huet. Dës funktionell Separatioun tëscht DPD an ALD ass néideg, fir Interessenkonflikter ze evi-téieren.

En anere wichtige Pilier ass de sougenannte Point d'information unique no Artikel 8 vum DGA. D'Kom-petenz heivir läit beim Minister fir Digitaliséierung. De Point d'information unique ass kee separaten Etablissement, mee e Service am Ministère, deem als Kontaktpunkt fir all Ufroer ronderëm d'Notze vun ef-fentlechen Donnéeën agéiert. Hien hält d'Ufroer vun den Demandeuren un, leet se un den zoustännegen Organismus weider, suergt fir Transparenz a gëtt eng elektronesch Iwwersiicht iwwert d'Ressourcen, hire Format an hir Reutilisationskonditiounen.

D'Commission nationale pour la protection des données, d'CNPD, kritt mat dësem Projet zwou prezis nei Rollen am Kader vum DGA zougewisen:

D'CNPD gëtt engersäits déi zoustänneg Autoritéit mat de Kontrollkompetenze fir d'Notifikatioun an d'Iwwerwaachung vun de Prestatairé fir d'Servicer vun der Intermediatioun vun den Donnéeën. Dat sinn d'Prestataire, déi Donnéeën tëscht verschiddenen Acteure vermëttelen.

An anerersäits gëtt d'CNPD déi zoustänneg Autoritéit fir den Enregistrement an d'Iwwerwaachung vun den Organisations altruistes en matière de données. Dat sinn Acteuren, déi Donnéeën am Interêt général zur Verfügung stellen an net op Profit ausgeriicht sinn. D'CNPD féiert och den nationale Regëster vun dësen Acteuren.

Domat gëtt d'CNPD an der europäescher Architektur vum DGA kloer verankert, mat engem Mix aus Kontroll-, Normatiouns- a Sanktiionskompetenzen, déi duerch dëse Gesetzesprojekt nach weider prezisiéiert ginn.

Op legislativem Niveau ginn d'Artikelen 56 bis 61 vum Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'CNPD ofgeschaaft, fir de Kader an déi nei Kompetenz vum Kommissariat an en déi zukünftige Roll vun der CNPD unzepassen.

Och d'Iwwernam vum Personal vum bestoende Kommissariat du Gouvernement à la protection des données gëtt gereegelt an d'Validitéit vun den Designatiounen als DPD, wéi se bis elo bestanen hunn, gëtt assuréiert, fir eng kontinuierlech Dateschutzbegleitung am Secteur public ze garantéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gouf ganz vill Avisen zu dësem Gesetzesprojekt an déi Avisen hunn och verschidden Etappen duerchlaf. Well fir d'éischt war et jo ee Projet, zu deem den Avis formuléiert ginn ass, herno ass de Projet gespléckt ginn an en Deel A an en Deel B. Mir presentéieren hei den Deel A. Da sinn Amendementen komm an da sinn nach eng Kéier Avisen komm. Dat heescht, datt déi wichteg Entitéiten eigentlech e puermol en Avis ofginn hunn, woubäi natierlech besonnesch d'Avis vum Staatsrot e ganz groussen Afloss haten op d'Gestaltung vum Text, wéi en elo definitiv virläit, an natierlech och d'Avis vum der CNPD, well d'CNPD ass direkt betraff a kritt jo hei zwou nei Funktiounen zougewisen. An et gëtt och kloer definéiert, wéi si dann am Zesummespill mam Kommissariat funktionéiert.

Aner Avisen si vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, vun der Chambre des Salariés, vum Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils, vun der Chambre du Commerce, vun der Chambre des Métiers, vum Syvicol, vun der Landwirtschaftskammer a vun der Fedil.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojekt 8395A ass en néidege Baustein, fir datt Lëtzebuerg d'Governance europäenne des données net nëmme formell, mee och materiell ëmsetzen kann, dëst duerch d'Schafe vum Kommissariat, d'Designatioun vun engem Point d'information unique, d'Klärifikatioun vun de Missiounen vun der CNPD an déi néideg Upassung vum Dateschutzkader. En ass eng wichteg Etapp fir e kohärenten, europakompatibelen an innovatiounsfreundlechen Kader fir d'Governance vun den Donnéeën zu Lëtzebuerg.

Dëse Projet gouf den 9. Dezember eestëmmege vun der Digitalisatiounskommissioun ugehooll. Weider Detailler fannt Dir a mengem schrëftleche Rapport.

Als Spriecher vun der DP ginn ech heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojekt. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Schockmel.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Françoise Kemp agedroen. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut maache mir e wichtige Schratt fir eist Land a fir eis ëffentlech Administratiounen. Mat dësem Gesetzesprojekt 8395A gëtt Lëtzebuerg sech endlech eng zolidd modern Struktur, déi voll a ganz um europäeschen Data Governance Act orientéiert ass.

Op den éischte Bléck kann dësen Text technesch wirken, mee säin Uleies ass am Kär weesentlech. Et geet ëm eis kollektiv Fäegkeet, eis Donnéeën ze beherrschen, eis Biergerinnen a Bierger ze schützen an d'digital Zukunft vum Staat virzabereeden.

Dëse Gesetzesprojekt ass virun allem eng konkreet Äntwert op eng einfach Realitéit. D'Donnéeën sinn zu enger zentraler Infrastruktur vum ëffentlechen Handele ginn. Si stinn am Mëttelpunkt vun der Gesondheet, vun der Mobilitéit, vun der Fuerschung, vun der Sécherheet an och vun der Qualitéit vun de Services, déi mir de Leit ubidden. Wa mir e Staat wëllen, dee méi effizient, méi transparent a méi reaktionsfäeg ass, da brauchen mir en zuverlässigen Kader, fir ëffentlech Donnéeën verantwortungsvoll a sécher kënnen ze notzen an do, wou et sénnvoll ass, weiderzeginn. Genueg dat mécht dësen Text.

De wichtigsten a strukturell gréissten Fortschritt am Projet 8395A ass d'Aféierung vum Kommissariat vum Gouvernement fir d'Souveränitéit vun den Donnéeën. Dëst ass net einfach eng nei administrativ Barrière. Et ass e strateegesche Piler, deen d'Kompetenzen zesummebréngt, fir eisen ëffentlechen Secteur an der Governance vun den Donnéeën ze begleeten an ze garantéieren, datt eng méiglech Verbreedung vun Donnéeën nëmme do geschitt, wou se justifiéiert ass, an ëmmer mat staarken Schutzmechanismen.

Mir huelen domat och eng kloer Entscheedung am Sënn vum Vertrauen. Vertrauen ass kee Slogan. Vertrauen entsteet duerch konkreet Reegelen an duerch eng propper Organisatioun. Dofir gesäit de Gesetzesprojekt eng intern Struktur vir, déi verschide Funktiounen kloer vuneen trennt, fir Interessenskonflikter ze vermeiden, besonnesch tëscht der Roll vum Dateschutzbeauftragten an de Missiounen, déi mat den Autorisatiounen vun der Weider- a Récknotzung vun den Donnéeën zesummenhängt. Dat ass net just eng technesch Precautioun, dëst ass eng Garantie. Et weist, datt mir en innovativen a moderne Staat wëllen, ouni jeemools grondleeënd Rechter ze schwächen.

De Projet bréngt zousätzlech déi néideg Kloerheeten iwwert d'Roll vun den nationalen Autoritéiten, déi Europa vu Lëtzebuerg verlaangt. D'Kommissariat ass als kompetent Instanz designéiert, fir d'Recknotzung vu bestëmmte geschützten Donnéeën aus dem ëffentlechen Secteur ze encadréieren.

An anere Wieder: Mir schafen eng Plaz vun Expertisen an Entscheedung, déi Ufroen evaluéieren, d'Konditiounen festleeën an derfir surger kann, datt Donnéeën nëmme fir legitim Zweck an ënnert de richteg Schutzbedéngunge genotzt ginn.

Eng weider wichteg Verbesserung ass d'Ëmsetzung vun engem eenzegem Informationspunkt. Och hei ass d'Zil ganz konkreet. Wa mir wëllen, datt d'Governance vun den Donnéeën an der Praxis funktionéiert, da mussen d'Organisme vum ëffentlechen Secteur déi relevant Informatiounen zur Verfügung stellen, an

dei Bierger, déi sech informéieren wëllen, mussen genau wëssen, wou ee sech hiwende kann a wat fir Reegelen uwendbar sinn.

Et ass och wichteg, d'Method an de Geescht vun dësem Projet ze ënnersträichen. Den initiale Gesetzestext gouf opgespléckt, fir prioritär an dréngend europäesch Elementer séier a propper kënnen ëmsetzen an déi kompetent Autoritéiten an der néideger Zäit un d'Kommissioun ze notifiéieren. Dës pragmatesch Approche ass e Signal vu Seriositéit. Si weist, datt mir mat Disziplin viruginn: als éischt d'institutionell Basis ofsécheren an duerno an engem zweeten Text déi méi breet national Choixen ausbauen, dorënner de Prinzip Once-Only.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojekt mécht eppes, wat méi wichteg ass. E leet en dauerhaft Fundament. De Projet bereet e Staat fir, dee besser fäeg ass, d'Donnéeën do ze deelen, wou et nützlich ass, se do ze schützen, wou et noutwendeg ass, a se zum Hiewel vum Allgemengwuel ze maachen. An enger Welt, an där d'ëffentlech Muecht doru gemooss gëtt, wéi séier, wéi gerecht a wéi vertrauenswürdig si ass, ass d'Souveränitéit vun den Donnéeën keng Optioun. Et ass eng Bedéngung fir eis Autonomie, fir eis Kompetitivitéit a fir eise groussen sozialen Zesummenhalt.

Ech soen Iech Merci a ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Kemp. An da wier et elo un dem honorabelen Här Ben Polidori.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn elo zweemol ganz genee den Detail héiere vun dësem Projet. Mir hunn nach e laangen Dag virun ons. Ech erspueren Iech, dat dann nach Kéier ze widerhuelen. Ech mengen, mir hunn et jo elo alleguer ganz gutt verstanen, wat mer hei maachen: Mir schafen d'Fundament, am éischten Deel mol eng Kéier, fir eeben de Projet vum Once-Only.

Jo, et ass e wichtige Projet. Do kann ech mech op alle Fall deem ralliéieren, wat d'Virriedner gesot hunn. Ech muss awer och direkt dozou soen, dass et jo e Projet ass – oder en europäescht Reglement –, dat schonn hätt sollen, missen, am September 2023 ëmgeseit sinn. Dat heescht, mir sinn am Fong en retard. Dat ass och scho gesot ginn.

Dat heescht, mir hunn am Fong schonn e bësse mat engem Accident ugefaangen: Mir hate Retard. Dunn hu mer gesinn, wéi komplex de Projet war. Dunn huet d'Ministesch missen de Projet – bon, ech wëll net soen, zrëckzéien, mee en ass awer opgespléckt ginn, fir en eeben net zrëckzezéien. Wat herno besser gewiescht wier, dat weess ech net. Op alle Fall hate mer du ganz vill Kuddelmuddel herno, och mat den Avisen, well mer net richteg woussten, ob dat am Projet A war oder am Projet B. Bon, op alle Fall war et net ëmmer esou einfach, genau ze verstoen, fir wéi een et dann elo war.

Bon, ech hätt mer, mengen ech, awer gewënscht, mir hätten en zrëckgezunn. Mee ech verstinn awer och, dass Der e wéinst Zäitgrënn vläicht opgedeelt hutt.

Wat mer och nach mussen elo bedenken: Bei deem Reglement, iwwert dat mer elo gesot hunn, datt et wichteg ass, an dat jo och e ganze Koup Ouverture mécht fir de Once-Only, gesi mer awer elo erëm eng

Kéier, dass op EU-Niveau d'Digital-Omnibus-Gesetz amgaangen ass, diskutéiert ze ginn. Ech hunn et virun e puer Wochen och schonn hei gesot. An dat aus deem Data Governance Act, wéi et elo ausgesäit an deem Text, dat gött suppriméiert. Dat heescht, iwwert dat, wat mer haut stëmmen, gött elo schonn op EU-Niveau diskutéiert, fir dat am Fong erëm ze liquidéieren a vläicht an aner Reglementer afléissen ze loossen.

An do gesi mer awer, dass mer mat där Zäit, déi mer awer hei verschillen, elo en Text stëmmen, wou se zu Bréssel schonn diskutéieren, fir en ze suppriméieren. Dat heescht, et ka sinn, dass mer vläicht d'nächst Joer ëm dës Zäit en aneren Text musse stëmmen, well vläicht d'EU och nach eng Kéier do aner Oplage ginn huet. An, bon, do hunn ech e puer Bedenken an och Bedauern, dass mer am Fong hei iwwer eppes schwätzen, wou mer leider elo schonn erëm esou hannendra sinn, dass mer herno net méi nokomme mat deene Saachen, déi d'EU am Fong freet.

Mee bon, dat ass awer elo och net de Problem, dass mer dësen Text net sollte matstëmmen. Dowéinst wäert ech menger Fraktioun natierlech och proposéieren, dëst matzestëmmen. Hei si keng grouss Bedenken um Fong vum Text. Beim Once-Only, mengen ech, wäerte mer e puer méi Diskussiounen kréien, wéi et am Moment op alle Fall mol ausgesäit. Mee bon, dat halen ech mer nach fir eng Kéier, wa mer de Projet B wäerte stëmmen.

Mee ech mengen, wat ech awer nach wollt soen, ass wierklech en Appell un d'Regierung, sech weider derfir anzesetzen, dass wierklech de Mënsch – de Mënsch! –, virun allem seng Rechter an och Privatsphär, egal wéi ëmmer am Mëttelpunkt bleift, egal wat mer am digitale Raum decidéieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Polidori. An de Mikro ass elo fräi fir den honorabelen Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen Deputéiert, ech hale mech dann och kuerz. Villes ass scho gesot ginn. Allgemeng begrëisse mir d'Prinzipien hannert dem Data Governance Act, dee jo scho säit 2023 a Kraaft ass, mee Deeler dovun mussen am nationale Recht etabliert ginn, wéi d'Schafe vun engem Kommissariat.

Mir liewen an engem Zäitalter vun den digitalen Daten, enger Welt, wou ëmmer méi Date gesammelt kënne ginn an och dacks gesammelt ginn, enger Welt, wou Date gedeelt ginn, verkaaft ginn a kaaft ginn, enger Welt, wou déi Daten analyséiert ginn an och gebraucht gi fir eisen Notzen, mee leider och méissbraucht kënne ginn. Duerfir war et néideg, fir dës Datenindustrie ze uerdnen an ze reguléieren. Duerfir begrëisse mir den DGA a mir stëmmen dat Gesetz och mat.

Ech wëll awer op zwou Saachen nach kuerz hiweisen, déi och am Fong scho gesot gi sinn:

Éischtens hätt Lëtzebuerg dat scho misse säit méi wéi engem Joer als Gesetz stëmmen. Dat ass net passéiert. An d'EU-Kommissioun huet eng Prozedur géint eis gemaach. Do stellt sech d'Fro, firwat mir et net fäerdegbréngen, Deadlinen anzehalen.

Zweetens muss ee wëssen, dass op EU-Niveau, wéi den Här Polidori scho gesot huet, decidéiert ginn ass, den DGA ze vereinfachen an eiser Meenung no och ze verbesseren, an dat am Kader vum Digital Omnibus Package, wat och zu enger administrativer Vereinfachung féiere wäert. A genau dat ass och richtig.

Mir si fir d'Deele vun Daten an Innovatioun, mee nëmme mat effiziente Kontrollen a Gesetzter, déi net iwwerreguléieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Weidig. An da wier et elo un där honorabelen Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wollt heimadder d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu deem Text ginn. Den Deel A ass relativ iwwerschaubar. Et geet do am Fong ëm d'Deelëmsetzung vun engem europäeschen Text, wou mer elo net gesinn, wou mer eis do kéinten dergéint stëmmen. Dat mécht och kee Sënn.

Mee den Deel B, dee wäert sécher méi spannend ginn, wou och, wéi gesot, eventuell op europäeschem Level nach eppes wäert änneren. Och do, mengen ech, ass et wierklech wichteg, dass mer derfir suergen, dass mer déi néideg Sécherheet fir eis Date behalen an déi net op d'Spill setzen, fir, ech soen emol, amerikaneschen Techgiganten e Gefallen ze dinn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Welfring. A beim Mikro ass elo den honorabelen Här Sven Clement prett.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen elo net nach eng Kéier den Exercice, de Projet am Detail virzustellen. Et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob mer hei wierklech am Sënn vum Data Governance Act handelen, esou wéi mer dat Ganzt hei opgezunn hunn.

Iwwert de Kuddelmuddel vum Projet, iwwert d'Form, kann ee ganz vill schwätzen. Just vläicht eng Remark vun eiser Säit dozou: Mir halen et nach ëmmer fir maximal onglécklech, datt gläichzäiteg den Dateschutz wéi och d'Datenautoritéit an d'Datagovernance an engem Haus lafen, datt dat net kloer onofhängeg vum Ministère ass.

Dat kléngt op den éischte Bléck wéi eng Klenggekeet. Et kann een elo soen, och eng CNPD wär net ganz neutral. Dat gleewen ech awer net. Ech mengen, datt eng CNPD zum Beispill hei besser gewiescht wär, fir sech ëm den Dateschutz ze këmmen, wéi dat elo an där heite Form ass, wou gläichzäiteg den Dateschutz an d'Datagovernance an engem Haus, wann och – ech weess, ech hunn d'Avisen an d'Amendementen jo och gelies – a getrennten Departementen, solle lafen.

Et ass einfach esou, datt dat vu bausse fir den onbedeelegte Bierger net onbedéngt direkt eng vertrauenserweckend Moossnam ass. Da muss ee sech zousätzlech och e bëssen d'Fro stellen, ob mer et hei net mat enger Iwwerkomplexitéit ze dinn hunn. An dat, sou hunn ech e bëssen d'Gefill, ass repetitiv, wa mer iwwer Daten an iwwer digital Prozesser beim Lëtzeburger Staat schwätzen: datt mer ganz heefeg eng iwwerméissig Komplexitéit maachen. Do, wou mer et einfach solle maachen, un Daten ze kommen, do gött eng Couche virdru gesat, fir datt et jo komplizéiert gëtt, mam Argument, mir sollten dat net amerikaneschen Techgigante ginn.

Gläichzäiteg verhénnere mer awer domadder och, datt Lëtzebuergesch PMEen Accès zu Donnéeën kréien, well déi natierlech déi nimmlecht Prozedur mussen duerchlafte wéi en Techgigant. Mam Ënnerscheid, datt den Techgigant esou vill Affekoten huet, wéi

d'PMEen hei zu Lëtzebuerg insgesamt Employéen hunn. An all einzelnen Affekot verlaangt warscheinlech pro Stonn dat, wat e Lëtzebuergeschen Employé hei pro Dag verdéngt – oder pro Mount.

Deementspriedend, mengen ech, hu mer weiderhi keng Égalité des armes. An dat hätt ee sech hei natierlech kënne virstellen. Et hätt ee sech definitiv kënne Vereinfachunge virstelle fir d'PMEen.

Dat gesot, hu mer natierlech hei en europäeschen Text, deem ee sech quant au fond net opposéiere kann. Et kann ee sech och net deem opposéieren, datt mer dat endlech ëmsetzen, well dat ass néideg. Mir bezuelen elo scho Strofen, mengen ech, oder mir si kuerz virdrun, Strofen ze bezuelen. Dat heescht, et ass och dréngend, et ze stëmmen. Mir stëmmen dat dofir mat Bauchwéi, well mer schonn denken, ...

(Brouhaha)

... datt de Punkt A méi kritesch ass, wéi dat vläicht vu verschiddene Virriedner gesot gouf.

An de Projet B, ech mengen, do wäert et definitiv nach e bësse méi „heiß hergehen“ – wéi een dat op Däitsch seet – wéi bei deem heite Projet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech faasse mech kuerz: Mir ënnerstëtzen dee Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Minister fir Digitalisatioun, d'Madamm Stéphanie Obertin. Madamm Obertin, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, och e Merci un den Här President vun der Kommissioun fir den exzellente Rapport.

Haut läit de Projet de loi 8395A zum Vott vir, deen den europäeschen Data Governance Act an dat nationaalt Recht ëmsetzt. Mir stinn domat virun enger wichtiger Etapp an der digitaler Transformatioun vun eisem Land. Et ass e kloert Zeechen, dass Lëtzebuerg seng Zukunft verantwortungsvoll ugeet a selbstbewusst formt.

Donnéeën sinn net just Informatiounen, si sinn de Schlëssel fir Innovatioun, fir Fuerschung a wirtschaftleche Wuesstem. Si erlaben eis et, d'Politick datebaséiert ze denken an ëmsetzen, méi effizient, méi transparent a méi vertrauensvoll, an dat ouni Réckschrëtt beim Dateschutz.

Donnéeën sinn d'Fundament fir eng zukunftsorientéiert Gesellschaft, eng Gesellschaft, déi eng Visioun fir déi nächst Generatiounen huet, effizient, transparent a vertrauensvoll. Dës Visioun huet d'Regierung an der nationaler Datestrategie festgehalen. Dës Strategie, fir déi mäi Ministère zoustänneg ass, ass ambitiéis, mee realistesch. Mir hunn d'Kompetenzen, d'Infrastruktur an dee politesche Wëllen, dës Visioun ëmsetzen a Lëtzebuerg als europäeschen Datahub ze positionéieren. A genee do setzt de Gesetzesprojet 8395A un.

Wéi elo scho gesot, an Dir wësst et och, war e fundamentalen Aspekt vum initiale Projet de loi, deen den 11. Juni 2024 deposéiert gouf, de Once-Only. D'Iddi vum Once-Only ass och ganz einfach: D'Bierger oder

d'Entreprisé ginn hir Donnéeën nëmmen eng Kéier un de Staat an duerno suergt d'Verwaltung fir de sécheren an transparenten Austausch tëscht de Servicer, fir dem Bierger seng Ufro oder Demarche korrekt ze traitéieren. Dat bedeit: Fort mat de redundante Beleger a Formulairen! Mir ginn de Leit zréck, wat d' Lourdeur administrative hinnen ze dacks hält: Zäit.

Firwat also de Splitting vum Gesetzesprojet? Ganz einfach: Mir müssen eis europäesch Verpflichtungen erfüllen an den DGA-Reglement séierstméiglech ëmsetzen, fir d'Sanktiounen vum der EU ze vermeiden. Dofir hu mir den Deel A prioritär gemaach an de Splitting vum Projet de loi décidéiert, dëst och mam Zil, dem Staatsrot ze erlaben, d'Texter méi séier kënnen ze aviséieren. Dass mir dann elo beim Once-Only no iwwer annerhallwem Joer nach ëmmer op en Avis waarden, ass natierlech bedauerlech. De Once-Only bleift eis Visioun fir e moderne Staat, un där mir festhalen.

Elo awer zréck zum Häerzstéck vum dëser Diskussioun vum haut, dem Projet de loi 8395A. Dëse Gesetzesprojet ass net just eng technesch Ëmsetzung vum engem europäesche Reglement. Et ass de Grondpfeiler, op deem eisen nationalen Datenökosystem fir d'Reutilisatioun vum den Donnéeë fousst. D'Approche ass esou einfach wéi pragmatesch. Mir halen den Dateschutz héich an erlabe gläichzäiteg e Maximum vum Datennutzung, fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft an d'Fuerschung weiderzebréngen.

Am Zentrum vum ganzen Ökosystem steet d'Schafung vum Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données. Dësen agéiert als Autorité luxembourgeoise des données, als eenzeg zentral Autoritéit zu Lëtzebuerg, fir d'Reutilisatioun vum den Donnéeën ze autoriséieren. Esou reduzéiere mer d'Bürokratie a beschleunegen d'Prozesser am Sënn vum der administrativer Vereinfachung. Och stelle mir sécher, dass de Reutilisateur nëmme pseudonymiséiert Donnéeë kann nutzen an dëst ausschliisslech am Environnement de traitement sécurisé, dee vum CTIE geréiert gëtt. Esou schafe mir Effizienz a Vertrauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert déi zentral Approche fir d'Reutilisatioun vum den Donnéeë mam Regierungskommissariat als Häerzstéck positionéiere mir Lëtzebuerg als europäeschen Datahub, deem Innovatioun erlaabt, wirtschaftlech Dynamik a Fuerschung férdert an d'Grondrechter vun de Bierger héichhält.

Andeems mir dës Approche och ënnert deenen aneren europäeschen Data-Space-Reglementer notze wäerten, wéi dem European Health Data Space, schafe mir, ënnert dem Impuls vum Digitalisierungsministerium, de Lëtzebuerger Data Lab. Dësen Data Lab, deem an déi national Data Factory integréiert gëtt, verbënnt an Zukunft net nëmmen Data-Spacen, mee och de Lien mat der Kënschtlicher Intelligenz an, méi prezis, mat der AI Regulatory Sandbox. Dat bedeit een eenzeg kohärenten Ökosystem am Aklang mat der Daten- an AI-Reglementatioun, fir d'Donnéeë sécher an effizient zu Lëtzebuerg ze notzen.

Mee bei all dëser Dynamik wëll ech net vergiessen, wat fir mech essentiel ass, an dat ass d'Transparenz. Transparenz ass keng Optioun. Si ass d'Basis fir d'Trauen an eis demokratesch Institutionen, well se et de Bierger erméiglecht, d'Reegelen an d'Entscheidungsprozesser nozevollzéien. An dofir hu mir de Portail letzdata.lu geschaf. Op deem Portail letzdata.lu sinn all Informatiounen iwwert d'Reutilisatioun vum den Donnéeën zougänglech. De Bierger kann novollzéien, wéi d'Donnéeë genotzt ginn – kloer, oppen an transparent.

De Portail letzdata.lu ass en zentralen Element vum eisem Datenökosystem, deem all déi wichteg Informatiounen enthält iwwert d'Data Factory an d'Reutilisatioun vum den Donnéeën zu Lëtzebuerg. D'Reegelen, d'Prozesser an d'Konditiounen gi kloer an einfach erkläert.

Och fannt Dir op dësem Portail all d'Decisiounen vum Commissariat, d'Autorisatiounen an d'Refusen. De Bierger kann also novollzéien, wat entscheet gouf a firwat. D'Finalitéit si publizéiert, d'Responsabilitéit si kloer an de Contrôle ass méiglech. An dat ass Demokratie am Alldag, oppe gelieft a verständlech.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 8395A, deem haut zum Vott steet, ass eng éischt Etapp an der Ëmsetzung vum der nationaler Datestrategie. Hie leet d'Fundament fir eng digital Zukunft, an där d'Donnéeë verantwortungsvoll, sécher a mat grousssem wirtschaftlechen a gesellschaftlechen Wäert genotzt ginn. Hien ënnerstëtzt Lëtzebuerg op sengem Wee bis 2030 Richtung Innovatioun an Datesouveränitéit. Ech invitéieren Iech all, dës Visioun matzedoen. Zesumme kënnen mer Lëtzebuerg un d'Spëtzt vum der europäescher Datewirtschaft bréngen, mat Effizienz, Vertrauen an Transparenz.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Obertin. Erlaabt Der, datt den Här Polidori Iech eng Fro stellt?

(Assentiment)

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Merci, Madamm Minister, fir all déi Erklärungen. Ech hätt just nach eng Fro, well Verschiddener vun ons op den Digital-Omnibus-Text agaange sinn. Mir schafen haut jo, ënner anerem, d'Kommissariat. Elo an deem Text, wéi e virläit, komme jo Ännerungen. Hutt Der déi Ännerungen awer elo schon am Hannerkapp? Net dass dat, wat mer haut jo och stëmmen, eppes ass, wat mer effektiv an engem Joer oder an engem hallwe Joer schon eng Kéier musse revidéieren.

Do schafe mer jo, wéi scho gesot, d'Kommissariat mat Leit, mat enger ganzer Struktur – net dass mer dat fir d'Kaz maachen. An do wollt ech awer e bësse wëssen, wéi do Är Iwwerleeunge sinn, respektiv wollt ech vläicht eventuell se bedenke ginn, dass eppes, wat mer haut stëmmen, vläicht net laang wäert halen.

Merci.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Also, den DGA an den Data Act am Kontext vum Omnibus ginn effektiv zesummegeleecht. Den Omnibus, wéi Der wësst, ass den 19. November virgestallt ginn. Dat heescht, et gëtt doriwwer diskutéiert. Propose ginn ugeholl. Also, mir sinn nach ganz um Ufank vum dem Omnibus. Dat heescht, et ass ons och elo wichteg, den DGA elo op d'Weeër ze bréngen. Wéi Der sot: Mir hu Retard. Mir fänken dat elo un. An ech mengen, mir wäerten duerno kucken, datt et och dorunner alignéiert ass. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Obertin. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8395A. Den Text steet am Document parlementaire 8395A¹⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8395A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Abstentioun a kenger Nee-Stëmm ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nancy Arendt), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, , Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

5. 8634 – Projet de loi portant modification :

1^o du Code de la sécurité sociale ;

2^o du Code du travail ;

3^o de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

Als nächste Punkt kënn den Projet de loi 8634, d'Aféierung vum enger progressiver Erhéijung vum der Dauer vum de Pensiounscotisatiounen ëm insgesamt aacht Méint bis 2030. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Françoise Kemp. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, haut schwätze mer iwwer e wichtige Projet fir d'Zukunft vum onse Bierger. Am Projet 8634 geet et ëm Ännerungen am Code de la sécurité sociale, am Code du travail an an der modifizierter Gesetzgebung vum 3. August 1998 iwwert d'speziell Pensiounsregimier.

Zil ass et, duerch Gesetzesadaptatiounen de Régime général d'assurance pension an e puer domat verbonne Mechanisme fir déi nächst Joren nohalteg a funktionell opzestellen.

Dëse Projet de loi steet net am lofleere Raum. Zanter Joren zeeche sech an de successive Rapporte vum der Inspection générale de la sécurité sociale ëmmer méi kloer Signaler of, datt de Régime général d'assurance pension op e wuessend finanziell Ongläichgeviicht zousteiert.

Déi international Projektiounen, besonnesch déi vun der OECD, passen an dat selwecht Bild. D'Bevëlkerung

gëtt méi al, d'Pensiounsangabe klammen an den Drock op d'Finanzéierung hält zou.

No den aktualiséierte Projektione vum der IGSS, déi am Juli 2025 publizéiert goufen, wäerten déi järelech Ausgabe vum der Pensiounskeess schon ab 2026 d'Cotisationsrecetten iwwersteigen.

D'Reserve vum Fonds de compensation géife bis 2038 ënnert déi gesetzlech Schwell falen, also ënner 1,5-mol déi järelech Leeschtungen, an am Joer 2044 komplett opgebraucht sinn.

Virun dësem Hannergrond huet d'Regierung net nëmmen op d'Experte gesat, mee och bewusst d'Bierger an d'Sozialpartner agebonnen. Et gouf e breede Consultationsprozess lancéiert, fir eng gemeinsam Richtung ze definéieren, déi gläichzäiteg de finanziell Realitéiten an der spezifischer sozialer Orientéierung vum System Rechnung dréit. Eng wichteg Etapp an där d'Approche war d'Initiativ „Schwätz mat!“, déi vum dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet tëschent Oktober 2024 a Juli 2025 organiséiert gouf.

Do koumen e puer kloer Orientatiounen eraus: De Wonsch, de legale Pensiounsalter bei 65 Joer ze loos- sen, d'Urechnung vum de Studiejoer méi flexibel ze maachen, den Iwwergang vum Beruf an d'Pensioun duerch méi flexibel Modeller ze erliichteren an am Fall vun engem Finanzéierungsbedarf éischter eng Erhéijung vun de Cotisatiounen an d'A ze faasse wéi eng Reduktioun vum Montant vum de Pensiounen.

Parallèl dozou goufen och verschidde Concertatiouns- ronne mat de Sozialpartner gefouert mam Zil, e gemeinsame Sockel ze entwéckelen, deen den Equili- ber tëschent der laangfristeger Viabilitéit vum System an dem Erhale vu senger soziale Fundamenter erméig- lecht.

Ganz konkret gesäit de Projet véier grouss Elemen- ter vir.

Éischters geet et ëm d'Konditiounen vum der Pension de vieillesse anticipée. De Projet féiert hei eng gra- duell Erhéijung vun der néideger Dauer vun de Versé- cherungsperioden an, am Ganzen ëm aacht Méint bis 2030. D'Zil ass et, datt den effektive Pensiounsalter progressiv méi no un de gesetzleche Pensiounsalter vu 65 Joer eruréckelt.

Zweetens gëtt d'Urechnung vum de Studiejoer respek- tiv de Formatiounsjoer flexibiliséiert. Dëse Projet suert fir eng méi grouss Flexibilitéit, andeems e virge- säit, datt bis zu néng Joer, ouni Alterslimitt no uewen, an d'Carrière d'assurance kënnen ugeholl ginn. Dëst ass eng technesch Ouverture, déi am Projet als Äntwert op méi divers Karriärsverleef an op d'Realitéiten vum der Aus- a Weiterbildung verstane gëtt.

Drëttens kënn eng Pension progressive fir d'Sala- riéen am Privatsektor derbäi. Domat gëtt eng le- gal Grondlag geschaf, fir e graduellen Iwwergang tëschent Aarbecht a Pensioun ze garantéieren. D'Me- sür steet am Kontext vun engem Modell, deen am effentleche Sektor schon existéiert. De Projet wëllt dës Logik am Privatsektor op eng explizitt a gereeg- elt Basis stellen.

Véiertens ass och d'Finanzéierung direkt betraff. De Projet gesäit eng Erhéijung vum legale Cotisa- tiounstaux am Régime général vu 24 % op 25,5 % fir d'Period vum 2026 bis 2032 vir, déi gerecht tëschent Salariéen, Patronen an dem Staat opgedeelt gëtt. Dat soll d'Recetten am System bannent dëser Period stärken.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 10. Oktober 2025 ass de Projet an der Chamber deposéiert ginn. Den 22. Oktober 2025 huet d'Commission de la Santé et de la Sécurité sociale mech als Rapportrice

vum virleiende Projet designéiert an de Projet gouf dee Moment och presentéiert. Den 23. Oktober 2025 ass de Projet formell un d'Kommissioun renvoyéiert ginn.

Zum Projet de loi sinn natierlech verschidden Avis- en ukomm. A sengem Avis vum 2. Dezember 2025 ënnersträicht de Staatsrot, datt hie vun den all- gemengen Ziler vum Projet Kenntnis hält an op der Majoritéit vun den Artikelen keng substanzuell Bemier- kungen huet. Hie formuléiert awer zwou Opposition- formellen, déi sech allebéid op de Mechanismus vum de Pensions progressives bezéien.

Éischters bemierkt hien, datt de Projet keng Juridic- tioun bestëmmt, déi kompetent ass fir e Recours géint d'Decisiounen vum der CNAP iwwert de Refus vun der Admissioun zur Pension progressive. Dat géif eng Insécurité juridique schafen. Hie weist gläichzäi- teg drop hin, datt eng Léisung kéint dodra bestoen, de Recourswee kloer am Sënn vun de besteende Be- stëmmungen am Code de la sécurité sociale ze veran- keren.

Zweetens ënnersträicht de Conseil d'État, datt de Re- cours fir de Salarié net als effektiv kéint gëllen, wann d'CNAP seng Demande eréischt no der Ënnerschrëft vum Avenant iwwerpréift. E spéidere Refus géif an deem Fall automatesch dozou féieren, datt den Aven- tant als nul et non avenu gëllt.

Esou eng Reegelung géif an der Praxis verhënn- ren, datt de Salarié vun enger Reduktioun vun der Aarbechtszäit profitéiere kann, och wann e Recours prinzipiell Succès hätt. Well duerno en neien Avenant néideg wier, kéint deen nämlech vum Employeur re- fuséiert ginn.

De Conseil d'État gesäit dofir eng Problematik am Sënn vum Recht op en effektive Recours a proposéiert eng textlech Upassung.

De 17. November 2025 huet d'Chambre des Fonctio- naires et Employés publics an hirem Avis d'Method kritiséiert, mat där d'Regierung d'Pensiounsreform ugestouss huet. Si bedauert dobäi d'Enn vun den Diskussiounen mat de Sozialpartner den 3. Septem- ber 2025, ouni datt en Accord konnt fonnt ginn. Si weist drop hin, datt d'Regierung hirer Meenung no keen explizitt Walmandat fir esou eng Reform hat. Si mengt och, datt d'Resultater vum der Consultatioun „Schwätz mat!“ ze staark an de Mëttelpunkt gestallt goufen, trotz enger Participatioun, déi si als limitéiert aschätzt.

Op där Grondlag kontestéiert si d'Argument vun engem dréngende Besoin ze handelen an erënnert drun, datt déi finanziell Situatioun vum Régime gé- néral d'assurance pension aktuell nach zolidd ass, ënner anerem weinst de substanzuelle Reserven am Fonds de compensation. Si hält d'Zréckgräifen op laangfris- teg technesch Projektione fir net ubruecht.

Wat déi konkret Mesure vum Projet ugeet, äussert d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an deene meeschte Punkte Reserven. Si kritiséiert déi graduell Erhéijung vun der erforderlecher Dauer vun de Versécherungsperiode fir d'Pension de vieil- lesse anticipée, well si doranner de Risiko gesäit, datt d'Käschten an aner Branchë vun der Sozialverséche- rung verréckelt kéinte ginn.

Si akzeptéiert am Prinzip d'Flexibiliséierung bei der Urechnung vum de Studiejoeren, déi si als un déi mo- dern Liewens- a Karriärsverleef ugepasst ugesäit. Si bewäert d'Iddi vun enger Pension progressive positiv. Si stellt awer fest, datt de Regimm, dee fir d'Salariéen am Privatsektor agefouert gëtt, méi favorabel wier wéi deen, deen am effentleche Sektor besteet, a fret, datt d'Agenten aus dem effentleche Sektor vun

deene selwechte méi favorable Konditiounen solle profitéieren.

Zum Schluss stellt si d'Noutwendegkeet vun enger di- rekter Erhéijung vum globale Cotisationstaux vu 24 op 25,5 % a Fro.

Den 18. November 2025 huet d'Chambre des Salariés hiren Avis virgeluecht a gesot, datt si d'Aart a Weis, wéi d'Regierung d'Pensiounsreform ugaangen ass, schaarf kritiséiert. Aus hirer Siicht ass doduerch de lëtzebuergesche Modell vum Sozialdialog ëmgaange ginn.

Um Fong ënnersträicht d'Chambre des Salariés, datt d'Flexibiliséierung bei der Urechnung vum de Studien- a Formatiounsperioden eng positiv Upassung ass an datt d'Erhéijung vum globale Cotisationstaux op 25,5 % e séiert Instrument ka sinn, fir d'Recetten am Régime général d'assurance pension ze stäerken.

Si ass och averstanen, datt d'Allocation de fin d'année bäibehale gëtt, bedauert awer, datt se net strukturell ofgesécher ass.

Par contre ass si géint d'Verlängerung vun der obli- gatorescher Versécherungskarriär fir den Accès op d'Pension anticipée.

Wat d'Pension progressive ugeet, hält si de Modell am Code du travail fir ze komplex an ze staark vum Accord vum Employeur ofhängeg, mat Onsécherhee- ten an der praktescher Ëmsetzung.

De 27. November 2025 hunn d'Chambre de Com- merce an d'Chambre des Métiers e gemeinsamen Avis presentéiert. Si kritiséieren d'Erweiterung vun der Méiglechkeet, bis zu néng Joer Studien- a Forma- tiounsperioden zu all Moment vun der Karriär ze valo- riséieren, ouni eng Altersgrenz.

Aus hirer Siicht géif dat d'Pensiounsrechter op net cotiséiert Perioden ausbauen an domat systematesch Käschten auslësen, déi dem Zil vun der Nohaltegkeet géifen entgéintwierken.

Si fënnt, datt déi graduell Verlängerung vun der erforderlecher Assurancendauer fir d'Pension de vieillesse anticipée, limitéiert op aacht Méint bis 2030, am internationale Vergläich bei Wäitem net genuch ass. Dat géllt ëmsou méi, wéi den effektive Pensiounsalter zu Lëtzebuerg am OECD-Verglach als besonnesch niddreg beschriwwen gëtt.

Si schwätzt sech och géint d'Erhéijung vum globale Cotisationstaux vu 24 % op 25,5 % fir d'Period 2026 bis 2032 aus weinst dem direkten Impakt op d'Kom- petitivitéit vun de Betriber. Si gesäit zousätzlech krittiken, datt d'Allocation de fin d'année bei de Pen- sionnairen bäibehale gëtt, well domat aus hirer Siicht den Haaptdeel vum Effort bei den aktive Cotisanté géif leien, wat Froen zur intergenerationeller Equitéit kéint opwerfen.

Wat d'Pension progressive ugeet, schätzt si d'Plus- value am Verglach mat de besteenden Instrumenter als marginal an. Op méi globalem Niveau reprochéiert si dem Projet eng haaptsächlech kuerzfristeg Approche ouni eng méi strukturell Visioun fir eng laangfristeg Viabilitéit an ass der Meenung, datt d'Mesuren éischter d'Erschëpfe vun de Reserven no hanne verréckele wéi de fundamentalen Desequilibre ze lësen.

Fir all weider Detailer verweisen ech op mäi schrëft- leche Rapport.

Discussion générale

Domat dinn ech meng Kap als Rapportrice of an erlabe mer, nach e puer Wuert als Spriecherin vun der CSV ze soen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir haut iwwer Pensiounen schwätzen, da schwätze mir

op den éischte Bléck iwwer Zuelen, iwwer Reserven, iwwer Entwécklungen, iwwer Projektiounen. An dës Zuele schwätzen eng kloer Sprooch, déi keen ignoriéiere kann.

Déi rezente Projektione vun der IGSS vum Juli 2025, baséierend op deene leschte makroökonomeschen Entwécklungen, wéi se vum Statec an der Note de conjoncture vum 25. Juni 2025 verëffentlecht goufen, si kloer. Sou iwwerschneiden déi järelech Ausgabe vun der CNAP d'Cotisationsrecettë schonn ab 2026. D'Reserv vum Fonds de compensation géif am Joer 2038 ënnert déi gesetzlech virgeschriwwen Grenz vun 1,5-mol déi järelech Prestatiounen falen a wier am Joer 2044 komplett opgebraucht.

Am Joer 2023 huet d'CNAP am Duerchschnitt 216.100 Pensiounen ausbezuel. Dat sinn d'Fakten.

Mee, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pensiounen si keng Rechenübung. Et geet hei ëm d'Leit. D'Pensiounen sti fir Liewensweeër, fir Erwaardungen, fir Vertrauen an de Staat. Si sti fir de Respekt vis-à-vis vun deenen, déi joerzéngtelaang zum Fonctionnement vun eiser Gesellschaft bäigedroen hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Si sti fir eng Garantie, datt keen nom Schaffen elengelooss gëtt. Si sti fir de soziale Kontrakt, deen eis Gesellschaft zesummenhält. An dofir ass dës Debatt esou emotional gelueden! Well d'Theema jidderee betrëfft, haut muer oder méi spéit am Liewen. D'Positiounen louchen am Ufank wäit auserneen.

E puer hu gesot, datt et grondsätzlech Ännerunge bräicht. Anerer hu gemengt, et misst iwwerhaupt näischt geännert ginn. E puer hu virun allem op d'Reserven higewisen. Anerer hu gesot, de System géif nach gutt genuch fonctionéieren.

Mee d'Politick däerf sech net eleng um Bestoenden orientéieren. Si muss och dat Kommend am Bléck behalen. Genee op dëser Plaz huet d'Ministesch Martine Deprez mat hirer Aarbecht ugesat, net mat Alarmsmus, mee mat Fakten an Analysen. Si huet d'Fro ëmmer nees gestallt: Wat geschitt, wa mir näischt maachen? Wat geschitt net haut, mee a fënnf, zéng oder zwanzeg Joer?

Lues a lues ass eng gemeinsam Erkenntnis gewuess. De System steet net virum Kollaps, mee viru strukturellen Erausforderungen. An dës Erausforderungen verschwannen net duerch Ofwaarden. D'Liewensverwahrung klëmmt, an dat ass eng gutt Noriicht. Mee si stellt de Pensiounssystem virun nei Balancefroen.

Gläichzäitig verännert sech den Aarbechtsmaart permanent. D'Karriäre verlafte manner linear, Liewensmodeller méi divers. Dat erfuerdert Adaptatiounen.

Fir de System komplett onverännert ze loossen, bräichte mir e wirtschaftleche Wuesstem iwwer Joerzéngten ouni Ennerbriechung an eng massiv Erhéijung vun der Beschäftegung. Wa mer eise Pensiounssystem an der aktueller Form wëlle behalen, da misst mir bis 2040 all Joer 18.000 nei Aarbechtsplaz schaffen!

D'Reform ass keng ideologesch Entscheedung, si ass eng rational Upassung un d'Realitéit vun haut. An hei musse mer eppes kloer soen: Zënter Joren huet keng Regierung dës Debatt wierklech gefouert! Net well d'Problemer onerkannt waren, mee well de Sujet schwéier a politesch riskant ass.

(Interruption)

Mir iwwerhuele Verantwortung, wou anerer zécken!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Dëst ass déi éischt grouss Pensiounsreform zanter 2012.

(Interruption)

Mir handeln, fir all Generatiounen, vu jonk bis al. Mir handeln haut, fir datt d'Pensiounen vu muer stabil bleiwen. Mir handeln elo, fir datt d'Vertrauen erhalte bleift.

Léist dës Reform all d'Problemer? Nee. Mee si ass e richtige, wichtegen an éierleche Schrëtt no vir.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pensiounen betreffe jidderee vun eis, haut oder spéider am Liewen. Se si keng technesch Fro fir Spezialisten eleng. Dofir war séier kloer, datt dës Reform en anere Wee brauch, net just e gesetzleche Wee, mee e Wee, deen d'Leit méi staark abënnt a mathëlt.

D'Ministesch Martine Deprez huet dat fréi erkannt. Si huet net gewaart, bis d'Propositionen fäerdeg um Dësch louchen. Si huet de Prozess opgemaach, ...

(Interruptions)

... ier d'Decisiounen gefall sinn. D'Initiativ „Schwätz mat!“ war dofir net en Accessoire, mee d'Fundament vun enger gesellschaftlecher Debatt.

(Interruption)

An dës Prozess konnt jidderee sech abréngen, digital, an de Reuniounen an an de Fachdebaten. Salariaéen, Patronen, Pensionnairen, Jugendorganisationen, Experten a Parteien, all Stëmm hat hir Plaz. Dat war natierlech net ëmmer bequeem. D'Meenunge louchen heiansdo wäit auserneen. E puer wollte radikal Schrëter, anerer wollten iwwerhaupt keng Verännerung. Mee genee do läit d'Wuert an de Wäert vum Dialog. Hien zwéngt zur Auseenansetzung. Dat ass geliefte Demokratie, direkt um Terrain!

(Interruption)

Ech war selwer an den dräi Experteronnen derbäi, déi sech mat de Sujeten Upassungsfäegkeet, Nohaltekeet a Gerechtegkeet beschäftegt hunn. Ech hunn do eng éierlech a respektvoll Atmosphär erlieft. D'Argumenter goufen ausgetosch, d'Zuele goufen erkläert a se goufen an detailléierte Rapporte festgehalten. En plus, am Sënn vun der Transparenz, sinn dës Rapporten zougänglech fir jiddereen.

Natierlech kann een haut soen, et hätt esou munches anescht kënne lafen. Dono ass een ëmmer méi schlau!

(Hilarité)

Mee stellt Iech eng aner Variant vir: eng Reform haner zouenen Dieren, eng Reform ouni Consultatioun. Déi Kritik wier vernichtend gewiescht, a mat Recht!

D'Ministesch huet sech bewosst fir Transparenz entscheet. Si ass de Risiko agaangen a si huet d'Kriticken ausgehalen. Dat ass politesch Verantwortung. Et ass richtig, datt dës Thema eis 18 Méint begleet huet, mee dat war kee Stëllstand.

An dësen 18 Méint war d'Pensioun e Sujet, iwwert deen an eiser Gesellschaft vill diskutéiert gouf. Vill Leit hu sech fir d'éischte Kéier mat hirer Pensioun befaasst. Sou vill gouf schonn zanter laanger Zäit net méi iwwer Pensiounen geschwat.

Aus de Consultatiounen si konkret Iddie komm. Natierlech konnten net all d'Iddien ëmgesezt ginn. Mee e puer fanne sech kloer am Text erëm, zum Beispill d'Flexibiliséierung vun de Studiejoren. Studien, Formatiounen a Familljenzäit mussen unerkannt bleiwen. Dat stäerkt d'sozial Gerechtegkeet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Reform ass net dogmatesch. Si passt de Kader vun der

Reform de Liewensrealitéiten un. Eng Pensiounsreform kann net duerchgedréckt ginn. Si muss gedroe ginn duerch d'Bierger, duerch d'Sozialpartner, duerch d'Politick.

Dofir hu mir eis haut fir en equilibréierte Wee entscheet, net maximalistes, net minimalistesch. Dës Etapp stäerkt de System. Si léisst Raum fir weider Upassungen. Mir soen net, datt dës Reform déi lescht Reform ass. Mir soen, datt et eng néideg Etapp ass.

Dës Approche ass realistesch. Si erkennt d'Grenzen un, si schafft Vertrauen. An dat ass vläicht de wichtegste Punkt.

D'Ministesch Martine Deprez huet dës Vertraue gesicht. Net duerch Versprieche, mee duerch hir Aarbecht. A mir als Majoritéit droen dës Wee gemeinsam.

Här President, léif Kolleegen a Kolleegen, elo wëll ech bewosst de Bléck op d'Finanzen vum System riichten, well wann een iwwer Pensiounen schwätzt, kënnt een net laanscht d'Finanzen. Net well d'Zuelen alles erklären, mee well se d'Grenze weisen.

D'Zuele si kloer: D'gesetzlech Pensiounsreserve ginn an de kommende Joren ofgebaut. Dat ass eng Realitéit an op Realitéite reagéiert verantwortlech Politik.

D'Fro ass also net, ob d'Reserven erfoginn. D'Fro ass, wéi mir domat ëmginn. An e puer soen, mir sollten einfach an d'Reserve gräifen. Si soen, se wiere jo dofir do.

Mir deelen dës Approche net. Héich Reserve schafe Rendement. Rendement stäerkt de System laangfristeg. Wie Reserven ofbaut, verléiert zukünfteg Handlungsfäegkeet. Dat ass keng nohalteg Politik.

D'Reserven eidel ze maachen, ass déi fundamental falsch Approche. Reserve si kee Spuerkonto fir schwiereg Momenter. Si sinn en Instrument fir Stabilitéit iwwer d'Zäit. Wann d'Reserven héich bleiwen, schaffe se fir de System. Si erwirtschafte Rendement, deen d'Pensiounen ënnerstëtzt.

Dat ass eng intelligent Politik, net kuerzfristeg Krisenmanagement. An do kënnt déi wichteg Fro: Wat bréngen d'Moosssamen vun haut konkret? Als Ganz gekuckt, verlängere se d'Stabilitéit ëm ronn véier Joer. Véier Joer bedeuten Handlungsspillraum. Véier Joer bedeuten Zäit fir d'Analys. Véier Joer bedeuten Zäit fir Upassung. Besonnesch an engem ugespaante wirtschaftleche Kontext.

Mir liewen net an engem Vakuum: Inflation, Energiekrisen, geopolitesch Spannung beaflossen eis Finanzen. An esou engem Kontext ass Virsicht keng Schwächt. Si ass eng Noutwendegkeet.

Konkreet heescht dat: D'Reserve falen eréischt 2042 ënnert de gesetzleche Minimum, net schonn 2038. Dat ass kee klengen Ennerscheid. Dat si véier Joer politesch Verantwortung.

Dës Reform schafft also e Kader, dee Weiterentwécklungen erlaabt. Mir huele Verantwortung op verschidde Niveauen. Cotisationen, Versécherungsperioden, Flexibilitéit.

Keng eenzel Moosssam eleng léist Problemer, mee zesumme schafe se e Gläichgewicht. An dat ass elo entscheidend.

Eng Pensiounsreform däerf net alles op eng Kaart setzen. Mir hu bewosst e stabiliséierende Wee gewielt. E Wee mat Verantwortung. Dës ass also keng lescht Reform. Et ass eng Etapp. Eng noutwendeg Etapp.

Mir wäerten d'Situatioun weider analyséieren, an dat ass och richtig esou. Eng Pensiounspolitik däerf net starr sinn. Si muss op Entwécklungen reagéiere kënnen. D'Reform hält dës Dier bewosst op. Si séichert

Stabilität, ouni d'Zukunft ze blockéieren. Dat ass fir mech de Kär vun dëser Reform.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Zentrum vun dëser Reform steet eng einfach Fro: Bleift de Generatiounevertrag erhalen? D'Äntwert ass kloer, an ouni Ëmweër: Jo! Jo, de Generatiounevertrag bleift d'Fundament vun eisem System. Den éischte Pilier bleift d'Basis vun der Pensiounsversicherung. Den éischte Pilier bleift dat zolidd Fundament vun eiser sozialer Ofsecherung a stellt de Kär vun eiser Altersversicherung duer.

Hie baséiert op Solidaritéit tëscht de Generatiounen. Déi aktiv Beschäftegt finanzéieren haut d'Pensiounen vun deenen eelere Generatiounen. Am Géigenzuch erwaarde si dat selwecht zu engem spéideren Zeitpunkt.

Dëst Vertrauen däerfe mir net enttäuschen. D'Reform brécht dëse Kontrakt net. Si stabiliséiert en duerch liicht méi héich Cotisatiounen a liicht méi laangt Schaffen, an net duerch Leeschtungskürzungen. Dat ass eng wichteg politesch Decisioun!

Eis Rente bleiwe generéis am internationale Verglach. Dat ass am haitege wirtschaftleche Kontext keng Selbstverständlechkeet. D'Rentner leeschten haut schon hiren Deel. Zanter der Reform vun 2012 ginn d'Leeschtinge progressiv erof. Dëst däerfe mer net vergessen.

Sollten d'Finanze sech nach verschlechteren, gräifen automatesch Korrekturmechanismen. Och dës Mechanisme sinn zanter 2012 am Gesetz verankert. Si garantéieren Transparenz a Previsibilitéit.

Mee Verantwortung heescht méi, wéi sech op Automatismen ze verlossen. Mir huelen de Sujet an de Grapp. Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, konkret maache mir dat mat folgendermoossen:

D'Cotisatiounserhéijung vun 1,5 % gëtt fair opgedeelt – en Drëttel Staat, en Drëttel Patron, en Drëttel Salarié. Dat ass Solidaritéit, wéi et geduecht ass.

Donieft schafe mir weider Ureizer, fir méi spët an d'Pensioun ze goen. Net duerch Drock, mee duerch Attraktivitéit. Mir bréngen de reelle Pensiounsalter méi no u 65 Joer erun, net aus Zwang, mee aus Realismus.

Zu Lëtzebuerg läit de reale Pensiounsalter daitlech ënnert dem legale Pensiounsalter. Zu Lëtzebuerg läit de legale Pensiounsalter zwar bei 65 Joer, mee an der Praxis ginn d'Leit am Duerchschnitt scho mat 60,2 Joer an d'Pensioun. Dëst Ongläichgewicht mussen mir lues korrigéieren.

Gläichzäiteg bleiwe kloer Rechter bestoen: Wie 40 Joer geschafft a cotiséiert huet, behält säin Usproch op eng Pensioun. D'Pensioun vu 57 Joer u bleift fir dës Leit méiglech. Dat ass eng Fro vu Respekt an Dignitéit.

Mir féieren d'Pension progressive och am Privatsektor an. D'Pension progressive erméiglecht e méllen Iwwergang vum Vollzäitsarbeitsliewen an d'Pensioun, well se de Mataarbechter eng besser Balance tëschent Aarbecht a Fräizäit erlaabt.

Zousätzlech bleift de Salarié aktiv a seng Kompetenze bleiwen der Entreprise erhalen. Dat ass eng wichteg Moderniséierung. Schluss mat der Alles-oder-näischt-Logik beim Iwwergang an d'Pensioun! Manner schaffen, aktiv bleiwen an en Deel Pensioun kréien – esou soll et fonctionéieren. Dat entsprécht de Liewensrealitéite vu villen Aarbechterinnen an Aarbechter.

D'Studiejoer ginn an Zukunft méi flexibel behandelt. Dat reflektéiert verännert Liewensrealitéiten.

Babyjore bleiwen unerkannt, dat stäerkt d'sozial Gerechtheite.

D'Jugend spillt eng zentral Roll an dësem System. Si dréit d'Pensiounen vu muer. Dofir war et wichteg, si an de Prozess matanzubannen. Dat war net symbolesch, dat war noutwendeg.

Mir denken och un déi eeler Leit mat niddrege Renten. Kee soll am Alter a Prekaritéit falen. D'Joresendzoulag, och als 13. Mount bekannt, bleift e wichteg Instrument. Si ënnerstëtzt d'Leit konkret am Alldag.

An dësem Kontext begrësse mir d'Ëmsetzung vun enger laangjäregger Fuerderung vun der CSV. Den nationale Plang géint d'Aarmut setzt gezielt Moossname géint d'Altersarmut.

Am Kader vum nationale Plang géint d'Aarmut gëtt eng finanziell Hëllef fir eeler Leit mat engem klengen Akommes agefouert, déi sougenannten Aide financière pour personnes âgées. Dës huet als Zil, d'Ënnerstëtzung fir eeler Leit ze stäerken. D'Hëllef kënnt do un, wou se wierklech gebraucht gëtt. Dat ass eng modern a gerecht Sozialpolitik.

Här President, léif Kolleegen, léif Kolleegen, no 18 Méint intensiver Debatt kënnen mir e kloer Fazit zéien. Mir hu festgestallt, datt Handlungsbedarf besteet. Mir hu laang a breet diskutéiert. Mir hunn nogelauschert, erkläert a Verantwortung iwwerholl. Mir hu bewosst e stabiliséierende Wee gewielt. Mir hunn de Generatiounevertrag geséichert. Mir hunn d'finanziell Stabilität geséichert. An d'Resultat ass kloer: Dës Reform ass kee Schlusstréch. Si ass en Ufank vun enger verantwortlecher an dynamescher Politik. Eng Verantwortungspolitik heescht, de Kompass rechtzeitig nei ze kalibréieren, fir net an e puer Joer an d'Mauer ze knuppen. Dëst Gesetz verdéngt also Zoustëmmung aus Verantwortung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmoos, Madamm Kemp. An da ginn ech d'Wuert elo weider un den honorabelen Här Gérard Schockmel. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Lëtzeburger Pensiounssystemer si weltwäit wuel zimmlech eenzegaarteg, well eis Pensiounssystemer sech net op Basis vun de Cotisatiounen ze droe brauchen. Si ginn nämlech zousätzlech zu engem Drëttel vum Staat subventionéiert.

(Interruption)

Während et an anere Länner a Krisenzäiten duersch emol virkomme kann, datt de Staat temporär agräife muss, fir e kuerzfristige finanziellen Enkpass beim Pensiounssystem ze iwwerwannen, subventionéiert de Lëtzeburger Staat eis Pensiounssystemer permanent.

Och eis Rentereserv koun doduerch zustanen, datt een Drëttel vun de Montanten, déi an d'Rentereserv abezuelt goufen, Subventiounen vum Staat waren.

Een Drëttel u staatleche Subventiounen ass vill, genauso vill wéi de Salarié beziehungsweise de Patron beim eenzelne Versécherter an de Pensiounssystem abezilt.

Et ass also ëmsou méi beonrouegend, datt de Pensiounssystem vum Régime général – trotz dem Drëttel u staatleche Subventiounen – awer net kapabel ass, sech selwer ze droen, a bei onverännerten Legislatioun d'nächst Joer defizitär soll ginn.

De Staat kaschten d'Subventiounen vun eise verschiddene Pensiounssystemer dëst Joer 3,5 Milliarden Euro. Zum Verglach: D'Covidkris an de Jore vun der

Pandemie huet de Staatsbudget mat 2,7 Milliarden Euro belastscht, während de Staat eleng an dësem Joer zirka 3,5 Milliarden u Subventiounen an déi verschiddene Pensiounssystemer abezuelt huet – bei engem Budget vun 30 Milliarden Euro. Domat maachen déi staatleche Subventiounen an eis Pensiounssystemer dëst Joer méi wéi 10 % vum Budget aus.

Mat Solidaritéit hunn déi staatleche Subventiounen wéineg ze dinn, well wat d'Pensioun méi déck ass, wat d'staatleche Subventioun ëmsou méi grouss ass. E solidaresche System géif au contraire bedeiten, datt déi méi breet Schëlleren déi méi schmuel Schëlleren entlaaschte géifen, wat awer bei eise Pensiounssystemer net de Fall ass.

Wéi sécher ass et, datt de Staat och an Zukunft déi finanziell Ressourcë wäert hunn, fir eis Pensiounssystemer zu engem Drëttel ze subventionéieren?

A 25 Joer wäert sech am Régime général d'Zuel vun de Pensiounen, déi abezuelt ginn, verduebelen a bis 2070 verdärfachen.

Stellt Iech emol vir, déi staatleche Subventiounen vun eise Pensiounssystemer wieren dëst Joer net 10 % vum Staatsbudget, sondern bis zu 30 % vum Budget. Hätt de Staat dann ëmmer nach déi finanziell Ressourcen, fir eis Pensiounssystemer zu engem Drëttel ze subventionéieren? Ech mengen net.

A wat géif an deem Fall passéieren? Géifen dann eis Bierger déi selwecht Disziplin opbrénge wéi d'Leit an Irland an der Finanzkris? Oder wier ze erwaarden, datt Lëtzebuerg sech ëmmer méi géif verschëlden, fir eis net nohaltege Pensiounssystemer nach eng Weil um Liewen ze halen? An dat op Käschte vun den zukünftege Generatiounen an op Käschte vum Staat sengem Spillraum, fir op zukünfteg Krisen ze reagéieren.

Trotz de staatleche Subventiounen soll de Pensiounssystem am Régime général am nächste Joer also defizitär ginn, an dat och trotz der Pensiounsreform vun 2012, déi op 40 Joer ausgeluecht ass a bis 2052 lafe soll.

Net emol déi geballte Kombinatioun vun de staatleche Subventiounen engersäits an der Pensiounsreform vun 2012 anerersäits packt et, d'Depensé vum Pensiounssystem an de Grëff ze kréien. Datt d'Pensiounsreform vun 2012 komplett ongenügend ass, ass mëttlerweile vollkommen evident.

D'Pensiounsreform vun 2012 enthält zwou Dispositiounen, déi scho fir vill Diskussiounen gesuergt hunn, an zwar datt d'Joresendzoulag ewechfällt, wann d'Cotisatiounen erhéicht ginn, an datt d'Upassung un d'Entwécklung vun de Realléin, de sougenannte Reajustement, reduziéiert gëtt, soubal de Pensiounssystem defizitär gëtt.

Dat sinn déi zwou eenzeg Mesure vum der 2012er Pensiounsreform, déi fir Generationengerechtigkeit stinn, well de Pensionéierten dann och e Bäitrag zur Sanéierung vum Pensiounssystem leescht an net all d'Efforten eenzeg an eleng vun den nokommende Generatiounen gedroe mussen ginn.

D'Regierung huet elo decidéiert, datt d'Joresendzoulag erhalte bleift, obwuel d'Cotisatiounen erhéicht ginn, an huet bannent dräi Méint e Gesetzesprojet mat Mesuren ausgeschafft, déi verhënnere sollen, datt de System am nächste Joer defizitär gëtt, wat nom Pensiounsgesetz eng Reduktioun vum Reajustement géif mat sech bréngen.

Dat gëtt duerch der Regierung hire Gesetzesprojet vermidde.

A wat d'Cotisatiounserhéijung ubelaangt, hu mir eis Bedenken. Wéi schon an der Consultatiounsdebatt

gesot, fanne mir als DP, dass ee sech muss bewusst sinn, dass des Erhéijung eis Betriber wäert finanziell belastschen.

D'Main d'oeuvre mécht nämlech den héchste Käschtepunkt an engem Betrib aus. Des Käschten hunn en direkten Afloss op d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg a sinn e wichtige Bausteen an der Konstruktoun vum eisem Wirtschafts- a Sozialsystem.

Mir begreifen, dass sech déi dräi Säite weiderhi gemeinsam um Erhale vum Pensounssystem bedeelegen, also de Staat, de Patron an de Salarié. Hei géllt et allerdéngs, e Gläichgewicht ze fannen, e Gläichgewicht tëschent den Depensen an de Recettë beim Pensounssystem an e Gläichgewicht vum engem Staat, deen de Bierger eng zolidd Ënnerstützung bitt, ouni awer sech selwer laangfristig a finanziell Schwierigkeiten ze bréngen.

D'Demokratesch Partei ass ëmmer schonn e staarke Vertrieeder vum enger verantwortlacher Finanzpolitik gewiescht. Wat also eise Pensounssystem besser amstand ass, sech selwer ze droen, wat e besser den Ufuerderunge vum enger Welt, déi sech stänneg verännert, gewuesst wäert sinn.

De soziale Charakter vum eisem Pensounssystem dierf dobäi awer selbstverständlech net a Fro gestallt ginn.

De legale Pensounsalter bleift bei 65 Joer. Dat wëll ech ausdrécklech begreifen! Fir eis als DP géif et den Ament och kee Sënn maachen, den Alter eropzesetzen. Mir musse fir d'éischt emol kucken, de reelle Pensounsalter méi no un de legalen erunzebréngen. Do hu mir nämlech de gréisste Problem.

Ech mengen, dass des Problematik mat steierlechen Incitatiounen richteg ugepaakt gétt. Leit, déi also eigentlech scho virum 65. Liewensjoer an d'Pensoun kéinte goen, ginn dofir belount, wa si sech dofir entschueden, weiderhin ze schaffen.

D'Afëierung vum der Metraite progressive am private Secteur ass eng Reiz, déi mir als DP nëmme begreifen kënnen. Et ass awer och wichteg, déi verschidden Aspekter an Ënnerscheeder am Bléck ze halen, wat d'Pensounen ugeet.

Beispillsweis hu Patronatsvertrieeder wéi och d'Fondation IDEA ugeschwat, de Coefficient de longévité spillen ze loossen, also dass d'Rent un d'Liewenserwaardung ugepasst gétt. Do hu mir als DP gewësse Bedenken, vu dass d'Liewenserwaardung vu Facteure wéi dem Geschlecht, dem Secteur oder der finanzieller Lag ofhänkt. Dat sinn Ënnerscheeder, déi d'Ëmsetzung vum Coefficient de longévité méi schwierig maachen. Desen Ënnerscheeder muss awer op jidde Fall Rechnung gedroe ginn, fir net déi Ongerechtegkeeten, déi et elo scho gétt, ze verstärken.

Ausserdeem musse mir d'Penibilitéit vum engem Beruff a Betruecht zéien, wa mir iwwer d'Pensioune schwätzen. Verschide Beruffer sinn einfach kierperlech méi unsprochvoll wéi aner. Dat ass eng reell Problematik an och mat kengem Argument vum der Hand ze weisen.

Weider sollen déi Jonk, an deemnächst och déi manner Jonk, net dofir bestrooft ginn, dass si studéiere ginn. An dofir begreifen mir et als DP immens, dass d'Studiejoren och an Zukunft weiderhi sollen zu de Cotisationsjore bäigerecht ginn. Dobäi gi se net nëmme bäibehalen, d'Studiejore ginn zousätzlech nach méi flexibel ugerechent.

Mir si fir des Flexibiliséierung, an zwar aus zwee Grënn. An éischter Linn ass et kee Geheimnis, dass mir a ganz verschiddenen Domänen qualifizéiert Personal brauchen. Dat bedeit awer och, dass een Deel

vum Personal muss studéiert hunn, respektiv déi néideg Qualifikatiounen opweise muss.

Et muss dofir d'Méiglechkeet geschafe ginn, des spezialiséiert Studien oder Formationen maachen ze kënnen, ouni dass et duerno zu negativen Konsequenzen kéint.

Da kënt derbäi, dass, sou wéi ganz vill aner Saachen hautdesdaags, och d'Studien net méi oflaffe wéi fréier. Déi proposéiert Neierung, dass d'Studiejoren net méi nëmme bis zum 27. Liewensjoer ugerechent ginn, mécht de System domat méi zäitgeméiss. Dës erméiglecht et ville Leit, déi vläicht schonn am Berufsliewen dra sinn, sech nach weiderzubilden, ouni Cotisationsjoren ze verléieren.

Dass den éischte Piller dee stäerkste bleiwe soll, stellt d'DP net a Fro. Mir mengen awer och, dass et e gudde Usaz ass, gläichzäiteg den zweeten an den drëtten Piller ze fërderen.

Hei wëll ech meng Propositiounen abréngen, dass e staatileche Fong fir déi privat a fir déi beruflech Rentenversicherung geschafe gétt. Genau dat hu mir jo schonn am Régime général. Do ginn d'Suen ugeluecht an hunn an de leschte Joren zënter der Grënnung vum der SICAV bis Enn 2024 am Schnëtt eng Renditt vu 5,1 % am Joer erwirtschaft.

Mir fannen, dass et dem Assuré zeguttkéint, wann d'Investitionsstrategien harmoniséiert ginn. De Bierger, deen an de Fong abezilt, kritt domat eng transparent Iwwersicht an eng grouss Sécherheet doriwwer, wou seng Suen hifléissen. A Krisenzäite kann de Staat, falls noutwendeg, agreifen.

Da kënt derbäi, dass de Staat keng Renditt – d'administrativ Käschten ofgerechent – géif erauszéien. Domat kënt déi voll Renditt ganz an eleng dem Bierger zegutt.

Ech géif hei och nach gären op d'Mindestrent agoen. Als DP si mir weiderhin der Meinung, dass eng Erhéijung vum der Mindestrent ze simplistescher wier. Fir eis ass dat eng Plooschtermethod, déi de Problem iwwerdeckt, mee säin Ursprung net beheft.

Et gétt Pensionéierter, déi zwar eng relativ niddreg Rent hunn, an awer finanziell ganz gutt dostinn, well fir Verschiddener ass d'Rent nëmme een Akommes vum e puer Revenuen, déi hinnen am Mount zur Verfügung stinn.

Da gétt et Leit, déi sech während hirer Karriär dofir entschued hunn, manner Stonnen ze schaffen, well et hinne finanziell gutt genuch gaangen ass oder well se och nach Suen duerch e Loyer op engem Appartement kréien. An esou Fall schwätze mir net vu Gerechtegkeet, wa mir allgemeng d'Mindestrent an d'Luucht setzen. Aarmut muss geziilt, prezis an effikass ugaange ginn.

Dowéinst begreifen mir den Aktiounsplang, deen de Familljeminister Max Hahn net méi spéit wéi d'lescht Woch virgestallt huet, en Aktiounsplang mat geziilte Mesuren, fir sozial Problemer ëmfaassend unzagoen.

A wa mir scho vu Gerechtegkeet schwätzen, wëll ech och nach eng Kéier op d'Situatioun vum den Independanten hiweisen, déi meng Fraktiounskollegin Carole Hartmann schonn am Kader vum der Budgetdebatte thematiséiert huet, sief et d'Ongerechtegkeete beim Chômage, de Charges Sociales oder der Dispens virum Mammecongé. Do muss sech nach eppes doen. A wann ech dem Sujet vum der Anticumulregulierung dierf virausgreifen, begreifen mir, dass sech och do eppes bei den Independanten gedoen huet.

Une voix | Très bien!

M. Gérard Schockmel (DP) | Des Pensionsreform ass en éischte Schrëtt. Eng Evolutioun a keng

Revolutioun, wéi den Här Vizepremier Xavier Bettel et treffend formuléiert huet.

Jo, eng déifgräifend Pensionsreform steet net am Koalitionsprogramm a gétt och hei net proposéiert. Ech erënnere mech nach gutt un d'Reaktiounen, wéi am Rapport vum der IGSS virausgesot gouf, dass de Pensounssystem am Régime général 2027 géif defizitär ginn.

Eng Rei Deputéierter hunn des Prediction net eescht geholl, nom Motto, d'IGSS hätt sech an der Vergaangenheet ëmmer erëm bei hiren Defizitpredictiounen geiert an dat wär des Kéier net anescht. Et géif also guer kee Grund a scho guer keng Rechtfertigung ginn, eppes um Pensounssystem ze änneren.

Nun ass et awer esou, dass d'IGSS hir Defizitprognose net nëmme net no hanne verluecht huet, sondern au contraire e ganz Joer no vir – dat heescht op 2026 – revidéiert huet. Dass hei d'Regierung hir Verantwortung iwwerhuele muss, ass selbstverständlich. An dat selwecht muss och kënnen vum der Chamber erwaart ginn.

Ech hunn awer e grouss Versteesdemech derfir, dass et fir vill Leit immens schwéier ass, sech virzustellen, dass de Wirtschaftswuesstum vu mindestens 3 % am Joer, deen zënter Joerzéngten d'Basis vum eisem Sozialsystem ass, elo wuel definitiv der Vergaangenheet ugehéiert. An net nëmme eise Sozialsystem huet ouni dese Wuesstum e Problem, mee och nach aner Budgetposten. ouni dese Wuesstum, besonnesch wat d'Beschäftigung ubelaangt, ass Lëtzebuerg net méi dat Land, dat et war, net méi dat Land, wéi mir et kennen. Fir des batter Tatsaach ze digeréieren, brauch et Zäit, ënner Ëmstänn ganz vill Zäit.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, andeems d'Regierung verhënnert, dass de Pensounssystem am Régime général defizitär gétt, verschafft si eis alle guerte wäertvoll Zäit – Zäit, fir an den nächste Joren zesummen an a Rou déi verschidden Optiounen an Zenarien ze diskutéieren, déi a Fro komme fir eng méi déifgräifend Reform vum eisem Pensounssystem.

Loosst eis zesummen des gewonnen Zäit notzen. Well et ëm Mënsche geet. A ganz besonnesch, well et ëm Muer geet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Schockmel. An da wier et um honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Här President, Kolleginnen a Kollegen, fräi no eisem Premier muss ee feststellen: Hutt ass keen Dag vu grousser Freed fir des Regierung!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech si jo schonn eng Zäiten derbäi, mee ech hu kaum en Dossier gesinn, deen esou vum enger Regierung an de Sand gesat gouf, deen esou schlecht geréiert ginn ass wéi de Pensionsdossier, deen eis haut virläit.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | D'CSV-Spreecherin, déi eng Lobeshymn op dee Projet hei gesongen huet, huet wuel déi leschte Méint am Phantasialand verbruecht ...

(Hilarité)

... an huet net matkritt, wat dobausse lass war, an dass et e groussen Ënnerschied zwëschent Wonschdenken a Realitéit gétt!

An ech erkläre mech: Des Regierung hat den Usproch, eise Pensounssystem laangfristig beziéungsweis fir

weider 15 Joer ofzesécheren – iwwregens, Klammer op, dat huet déi viereg Reform fäerdegbruecht – an dofir eng Reform am Dialog an am Konsens duerchzeféieren.

Wa mer op déi lescht zwee Joer zeréckkucken an op dat, wat mer elo hei virleien hunn, weist sech en anert Bild. D'Reform sollt ambitiéis sinn. Dat ass se net! Et ass net emol kloer, wat se wierklech ënnert dem Stréch bréngt.

D'Reform sollt de System laangfristeg ofsécheren. Och dat mécht se net! Déi nächst Regierung kritt déi waarm Gromper agepaakt. Aus der grouss ugeluechter Reform gouf eng Plooschter, e Rettungsreef, fir iwwert deen nächste Waltermin ze kommen. An dräi bis fënnef Joer – et ass ee sech net esou richtig eens – wäert d'Diskussioun vu vir ugoen.

D'Zukunft am Bléck halen, hat d'Spriecherin vun der CSV gemengt. D'Zukunft am Bléck hale gesäit aneschtens aus wéi dat, wat d'Regierung eis hei virleiet.

D'Diagnos ass gemaach. An d'Rapportrice an och d'Spriecherin vun der CSV, souguer de Kolleg vun der DP, hunn d'Diagnos gemaach, mee de Patient gëtt mat Globuli behandelt. Globuli, Dir wësst jo, wat dat ass. Dat sinn déi kleng Zockerpëllerchen.

(Brouhaha et hilarité)

D'Reform, Kollegeinnen a Kollegen, sollt am breeden Dialog ausgeschafft ginn. Och dat ass net geschitt. Et goufen zwar mat vill Tammtamm eng Initiativ „Schwätz mat!“, Consultatiounsronne mat Experten an eng Debatt an der Chamber organiséiert, mee dat, wat d'Leit an d'Experte proposéiert hunn, fënnt sech net, oder kaum, am Projet de loi erëm. Aus dem Dialog gouf e Monolog, aus dem „Schwätz mat!“, aus dem Sozialdialog, gouf e „Mir maachen, wat mir wëllen“.

(Brouhaha)

Dem Premier säi Cappuccino-Modell, also dee vun enger solidarescher Grondversuergung mat privaten Zousazversécherungen, wat engem Ausverkauf vun eiem solidaresche Pensionssystem géif entspriechen, ass eis all an Erënnerung.

Net ze vergiessen, dass de Premier matzen an deem Alibidialog, also nach ier d'Konklusioun gezu goufen, virun de Won gesprongen ass. Hien huet beim État de la nation ugekënnegt, dass d'Leit an Zukunft zwee bis fënnef Joer méi laang misste schaffe goen an ass domadder eng Kéier méi der Ministesch an de Réck gefall. An en huet dobäi d'Faass zum Iwwerlaffe bruecht. D'Resultat war eng Gewerkschaftsfront mat enorm ville Leit op der Strooss. Dat hat scho laang keng Regierung méi fäerdegbruecht!

Mee duerch déi staark Mobiliséierungsaktioun konnten déi gréisste Grujelegkeete verhënnert ginn. D'Regierung ass zu engem aussichtsräiche Kandidat fir d'Goldmedail am Zeréckruddere ginn.

D'Reform geschitt also och net am Konsens, de Sozialdialog ass gerass an eise bewäerte Sozialmodell krut déck Téitschen. Dobäi louche Virschléi um Dësch, déi duerchaus gangbar waren an déi d'Sozialpartner hätte kënne beienebréngen!

Do hätt och déi rezent an determinéiert Fuerderung vum fréiere Fraktiounspräsident Marc Spautz, eng massiv Erhéijung vun der Grondrent oder vun der Mindestpensioun ze schafen oder ze realiséieren, gehollef. Mee hei ass et och bei Null bliwwen – eng weider Nidderlag vun soziale Fligel vun der CSV! Mee haut hu mer awer erkläert kritt, firwat et zu där Nidderlag komm ass.

Mir krute vum DP-Spriecher ganz kloer gesot: „Mir si géint eng Erhéijung vun der Mindestrent!“ Méi kloer

kann een dat net soen. An hei war et also de Koalitionspartner, dee sech queeschgestallt huet. Bei allem gudden Wëlle vun eiem jëtzege Aarbechtsminister, dee kloer Faarf bekannt huet, mee zum Schluss huet misse soen: „Dat war wuel näischt!“

Dialog a Konsens brauchen Zäit. Si brauche Gedold. A béides huet d'Regierung de Verhandlung mat de Sozialpartner net ginn. An ech soen dat esou, wéi ech dat materlieft hunn. Dem fréiere Premier Jean-Claude Juncker a senger Regierung war esou eppes net geschitt!

Fazit: Der Regierung hir Pensiounsreform huet hiren Numm net verdéngt an ass eiem gudden solidaresche System net wierdeg. Si ass weeder sozial nach nohaltig an och net generatiounegerecht.

Si huet gewisen, dass dës Regierung esou schwiereg Dossieren net stemme kann. Hir feelt déi noutwendeg Kohäsioun! An ech soen dat och, wéi mer dat an deene leschte Méint erlieft hunn: D'DP huet sech an deem Dossier kleng gemaach. Si huet sech verstoppt an nogekuckt, wéi de Koalitionspartner zu Recht Streech krut. Dobäi war et si – dobäi war et si! –, déi 2012 vis-à-vis vun där virleiender Pensiounsreform, gedroe vun LSAP an CSV, haart geruff huet: „Déi Reform hei, déi geet laang net wäit genuch, a mir, mir vun der DP, géifen am léifsten den Ajustement verschrotten an d'Joresendzoulag an den Dreckseemer geheien.“

Dir kënnt déi Debatten noliesen. An ech mengen, d'Mémoire collective an der politescher Diskussioun ass och eppes Wichteges. Mee ech mengen, déi Mémoire collective ass bei Iech verluergegang.

M. Gilles Baum (DP) | Dat ass eng ganz aarm Attraktioun, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, jo, jo, mee d'Problemer sinn nach ëmmer déi selwecht. D'Problemer sinn nach ëmmer déi selwecht!

A wann ech kucken, wann ech kucken, d'DP ...

(Interruption)

... ass do fir dat eent a fir dat anert.

Hei war se 2012 radikal. An haut huet de Spriecher dat gesot, wat ech och spieren: Bei Privatousazversécherunge gëtt et just ee Gewënner, dat sinn déi privat Assurancen! An hien huet virgeschloen, dass een dat iwwer en ëffentleche Fong sollt maachen.

Ech weess net, ob hie fir déi ganz DP-Fraktioun schwätzt. Ech hunn d'Impressioun, wéi wann dee spontane Gescht mam Spriecher vun der DP erëm eng Kéier duerchegeet, mee et ass eng vun deenen interessantsten Iddien, déi vun där doter Säit an deene leschte Méint komm sinn.

Zu den ...

M. Gérard Schockmel (DP) | Ech hat et iwwregens och schonn an der Orientéierungsdebatt gesot.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Voilà, voilà, voilà!

(Interruption)

Zu de spärleche Mesüeren, déi d'Regierung proposéiert: Zimmlech duerchsichteg ass de Versuch, Saachen als Reform duerzestellen, déi haut scho Gesetz sinn. Beispill: d'Bäibehale vum legale Pensiounsalter.

D'Flexibiliséierung vun de Studiejoere gëtt vun der LSAP matgedroen, obwuel och hei nach Diskussionsbedarf gewiescht war.

Och d'Cotisationserhéijung – d'Cotisatione sinn zënter 50 Joer stabil – kënne mir matdroen, well se direkt d'Recetten erhéicht an domadder déi finanziell Situatioun vun der Pensiounskeess direkt verbessert

an dem Tripartitifinanzement Rechnung dréit. Dat si keng Subside vum Staat, dat ass Tripartitifinanzement – jiddweree bezitt déi selwecht Beiträg. An dat ass en Engagement vum Staat vis-à-vis vum Bierger. Dat ass kee Subsid, an et ass och keen Almosen.

Mir an eng ganz Rei vun aneren Acteuren haten an eisen Aweise weider Mesüre proposéiert, fir méi Suen an d'Pensiounskeess eranzekréien. Mee méi seet eis duerno de Ben Polidori.

Mat enger progressiver Pensioun si mer am Prinzip averstanen. Mee dat, wat mer hei virleien hunn, gëtt eisen Erwaardungen net gerecht. Iwwregens gëtt et zu deem Modell Kritik vun alle Säiten – vun alle Säiten! Et ass en administratiivt Monster. Et ass leider kee Recht, viles bleift onkloer an et ass ze fäerten, dass ënnert dem Stréch dobäi eng Nullnummer erauskënnt.

Iwwregens besteet beim Staat esou e Modell scho mat ganz, ganz mässegem Erfolleg. Esou gouf déi dote Méiglechkeet, déi iwwregens vill méi einfach unzefroen ass, am leschte Joer, am Joer 2024, genee zwielefmal beusprocht – zwielefmal!

A last but not least déi obligatoresch Verlängerung vun der Aarbechts- a Cotisationszäit vu bis zu acht Méint: Vun eis ass et dozou e kloeren Nee! Et ass a bleift eng erzwonge Moosnam, där mir d'Förderung vun der fräiwëlleger Verlängerung vum Berufsliewen entgéintsetzen.

Dat verlaangt awer eng resolutt Politique des âges an d'Bereetschaft vun de Betriber, dobäi mat unzepaken. Dat verlaangt och, der Penibilitéit vun den Aarbechten an dem Gesondheetszoustand vun eelere Mat-aarbechter Rechnung ze droen. All dat feelt bei der obligatorescher Moosnam vun CSV an DP.

Wuert gehalen huet dës Regierung just vis-à-vis vun de privaten Zousazversécherungen an deene Leit, déi besser verdéngen an an esou Produkter investéieren, fir Steieren ze spueren. Dës Budgetsmëttele wäere besser an eise solidaresche Pensiounsfong gefloss.

Iwwregens réieren elo schonn d'Privatversécherungsgesellschaften d'Werbetrommel, well se genee wëssen, dass si den Hauptnotznëisser vun esou enger Moosnam sinn.

Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, dësse Projet, esou wéi e virläit, huet also eng kloer Datz verdéngt! A fir de Projet de loi manner schlecht ze maachen, gi mer Iech hei nach eng Méiglechkeet, zumindest e kleng Schrëtt ze maachen. Mir deposéieren heimadder véier Amendementer, fir weinstens déi obligatoresch Verlängerung vun der Berufstätigkeit aus dem Projet ze sträichen.

Wannechgelift, Här President.

Amendements 1 à 4

Amendement 1

L'article 2 du projet de loi est supprimé.

Les articles subséquents sont renumérotés en conséquence.

Amendement 2

L'article 8 du projet de loi est supprimé.

Les articles subséquents sont renumérotés en conséquence.

Amendement 3

L'article 11 du projet de loi est supprimé.

Les articles subséquents sont renumérotés en conséquence.

Amendement 4

L'article 12 du projet de loi est modifié comme suit : « Art. 12. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier

2026, à l'exception des articles 2, points 1^o et 2^o, et 8, points 1^o et 2^o, qui entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2020. »

Commentaire des amendements

Les présents amendements ont pour objet de supprimer les articles et dispositions relatives à la modification des conditions de l'ouverture du droit à la pension anticipée à partir de l'âge de 60 ans. Celles-ci visent à augmenter progressivement à partir de 2026 et jusqu'en 2030 la durée de 480 mois d'assurance au titre des articles 171 à 174 de huit mois de cotisations au titre des articles 171, 173 et 173bis.

Or, les auteurs des présents amendements considèrent une telle prolongation obligatoire de la vie active inacceptable, d'autant plus que les dispositions en question ne prennent pas en considération les facteurs empêchant les assurés de prolonger leur vie professionnelle et de reporter leur départ en pension anticipée, à savoir la pénibilité du travail et la dégradation de l'état de santé qui augmente avec l'âge.

Aux yeux des auteurs de ces amendements, il aurait été préférable d'adopter une approche visant à encourager une prolongation volontaire de l'activité professionnelle, en prévoyant des mesures concrètes pour accompagner ou encourager l'emploi des travailleurs âgés et en incitant les employeurs à améliorer et adapter les conditions de travail des seniors.

Dans cet ordre d'idées, les présents amendements ont pour objet de supprimer les articles concernant la prolongation de la durée d'assurance, à savoir les articles 2 et 8. Étant donné qu'il devient superfétatoire, l'article 11 excluant du champ d'application de l'augmentation de la durée de 480 mois au titre des articles 171 à 174 du Code de la sécurité sociale les bénéficiaires en préretraite progressive est également supprimé. L'article 12, prévoyant une mise en vigueur des dispositions concernant la prolongation de la durée d'assurance est adapté en conséquence.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Taina Bofferdig, Claire Delcourt, Georges Engel, Paulette Lenert.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Fir de Rescht kënnt d'LSAP net mat eidelen Hänn. Mir hunn eng ganz Partie Proposen ausgeschafft, fir eise gudden a solidaresche Pensioonssystem ze stäerken a fir de Generatiounekontrakt ofzesécheren. Dozou méi an där zweeter Ronn.

Ech soen Iech Merci, datt Der mir nogelauschtert hutt. Kee Merci awer fir d'Regierung fir dee mangelhafte Projet an déi schlëmm Kollateralschied. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech soen dem Här Di Bartolomeo Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt ...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ass et eng Fro?

M. Fernand Etgen, Président de séance | Jo. Här Di Bartolomeo, erlaabt Der, datt d'Madamm Kemp Iech eng Fro stellt?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Selbstverständlech.

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Merci villmools fir d'Wuert. Ech hu just eng kleng Fro. Dir hutt gesot, d'Pénibilité vun der Aarbecht wär net respektéiert. Mee wann ee 40 Joer geschafft huet, därerf een nach ëmmer mat 57 an d'Pensioon goen. Kënnt Der dat e bëssen erklären, wannechgelift?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ma ech erklären dat ganz gär. Dat ass eng bestoend Reegelung. Mee wann een d'Leit méi laang schaffe goen deet, da muss een hinnen dat och erlaben! An dat ass an dësem Projet net virgesinn. Et ass eng Zwangsmoossnam! An dat, wat hannendrunhänkt, an dat, wat mir géife virschloen, dat géif viraussetzen, dass een e Pacte des âges, also Moosssname géif en place setzen, déi wierklech dat géife fërderen an d'Betribler géife matabannen.

Dat hei ass vun uewen erof diktéiert! Mir sinn éischer der Meenung, dass een dat soll fërderen! Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Mir waarde mat Spannung elo mol op den Här Polidori.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Di Bartolomeo.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dat kann nëmme besser ginn!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Et ass elo awer un der Madamm Lexy Schoos.

(Brouhaha)

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här Chamberspräsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'ADR huet sech an hirem Walprogramm fir d'Chamberwalen 2023 als eenzeg Partei klipp a kloer zu enger Upassung vum Pensioonssystem an dëser Legislaturperiod bekannt. Datt et an eise Pensioonssystem roumuert, wësse mir awer net eréischt säit 2023. Dat hate mir och am Walkampf 2018 scho kloer thematiséiert. D'ADR huet de Leit ni verstoppt, datt hei onkamoud Decisiounen op eis duerkomme wäerten.

D'Regierung huet elo en éischte Projet deposéiert. Vun enger richteger Reform si mer awer wäit ewech.

Une voix | Ganz gutt!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Mir kënnen hei emol net vun enger Minireform schwätzen, well et sinn am Fong just Upassungen. Et kënnt éischer engem Pléischtere gläich, fir séier elo nach virum Enn vum Joer en Deel vun de Wonne vun eise Pensioonssystem kuerzfristeg ze versueren.

Eise Pensioonssystem gräift awer déif an den Alldag vun all Mënsch an: an eis Liewensplanung, an eis Familiendecisiounen an an d'Vetrauen, dass d'Aarbecht sech lount an am Alter Sécherheet bedeit. Genau dowéinst muss eng Pensiounsreform wichteg Eegenschaften opweisen. Si muss finanziell drobar, sozial gerecht, transparent a politesch éierlech sinn.

Dëse Gesetzesprojet mécht fénnef Upassungen: Flexibiliséierung vun de Studiejoeren, Erhéijung vun de Cotisations vu 24 % op 25,5 %, d'Retraite progressive ënner bestëmmte Bedingungen, d'Verlängerung vun der Schaffzäit ab Juli 2026 fir en Deel vun de schaffende Leit, an d'Bäibehale vun der Allocation de fin d'année trotz Cotisationserhéijung.

Fänke mer mat de positiven Upassungen un:

D'Flexibiliséierung vun de Studiejoeren. Dat war eng vun de ville Proposen, déi d'ADR dëst Fréijoer gemaach hat. Hautzedaags studéiert een nämlech eventuell net direkt no der Première bezéiungsweis studéiert een nach eng Kéier méi spët am Liewen. Mat dësem Gesetzesprojet ass et op néng Joer begrenzt, dofir awer zu egal wéi engem Zäitpunkt – dat begreisse mir.

Allerdéngs hate mir an deem Kader awer nach weider Propose gemaach. Mir wollten, dass d'Studiejoeren, beziehungsweis och d'Studiejoeren, déi iwwert déi urrechebar Joren erausginn, zu all Moment nokaaft a vun de Steieren ofgesat kënnen ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Domadder wiere reell Suen erëm an der Pensiounskees ukomm, ouni en zäitlech direkten Impakt op d'Ausbezuelen ze hunn. Dat hätte mir begréisst, fir eis Jugend a fir hir Ofsécherung am Alter. A mir fannen et schued, dass dës Iddi net op oppen Ouere gestouss ass.

D'ADR begréisst och, dass d'Allocation de fin d'année bäibehale gëtt, obwuel d'Cotisationsen erhéicht ginn, och – mir sinn éierlech – wann et vum finanziellen Aspekt kee Sënn mécht, well wa mer d'Cotisationsen erhéije müssen, well eis Recettë méi niddreg si wéi d'Depensen a mer eigentlech Sue spueren missten, dierf een eiser Meenung no de sozialen a mënschlechen Aspekt op kee Fall aus den Ae verléieren.

Grad d'Leit mat de klengen a mëttlere Pensionen sinn op déi Suen ugewisen an dierfen net déi Leidtragend vun enger Pensiouns- a Wuesstemspolitik sinn, déi net nohalte ass!

Une voix | Ganz gutt!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Sou, dat war et elo scho mat de positive Punkte vun dësem Gesetzesprojet.

D'Erhéijung vun de Cotisationsen. Jo, d'ADR war och fir eng Bättragererhéijung, awer fir eng lues progressiv Erhéijung mat 0,1 % pro Joer iwwer en Zäitraum vun zéng Joer. Déi progressiv Upassung hätt Previsibilitéit geschafen an hätt all Concernéierten Zäit ginn, fir sech entsprechend unzepassen.

Elo huet d'Regierung decidéiert, d'Cotisationsen direkt fir all Intervenant ëm 0,5 % ze hiewen. Dëst huet en dräifach negativen Impakt: fir de Salarié, dee vun 2026 un 0,5 % manner an der Pai huet, fir de Patron, deem seng Masse salariale ëm 0,5 % klëmmt, an dat nimmlecht fir de Staatsbuddget. Dëst si Suen, déi dem Bättragszueler direkt a sengem Portmonni feelen. Et si Suen, déi dem Patron feelen, fir a säi Betrib ze investéieren. An et si Suen, déi dem d'Staat feelen, fir beispillsweis wichteg Infrastrukturprojete lancéieren ze kënnen.

Matzebedenken ass hei och nach, dass mir de wirtschaftleche Wuesstem vun erwaarten 2,7 % op 1,7 % bis maximal 2 % korrigéieren müssen. D'Regierung erhéicht d'Cotisationsen signifikant, ouni sech awer Gedanken ze maachen iwwert déi demografesch Wuesstemfal an de stagnéierende wirtschaftleche Wuesstem.

Um Schnéiballsystem vun de Pensionen gëtt um Dag vun haut näischt geännert. Dëst ass keen zolidd Fundament fir d'Zukunft, mee e Risiko fir Wunnraum, Infrastruktur a sozialen Zesummenhalt. Mir brauchen e politesch Bekenntnis. Wëlle mir dëse Schnéiballsystem esou weiderlafe loossen? Oder wëlle mir e realistesch an nohalte korrigéieren?

D'Retraite progressive, dat ass en eenzegt – wéi huet e Journalist et ganz treffend geschriwwen? – „bürokratescht Monstrum“. Jo, eng Retraite progressive schafft Flexibilitéit, mee just wa se um Terrain och realistesch ëmsetzbar ass fir all Intervenant.

Fir an eng Retraite progressive ze starten, muss de Salarié véier Méint am Viraus de Patron froen, ob en eng Retraite progressive ufroen dierf. Dofir muss de Salarié awer virdru scho bei der CNAP nofroen, ob en iwwerhaupt Usproch dorobber huet. Dann huet de Patron erëm e Mount Zäit fir ze äntwerten. Wann de Patron hei Nee seet, dann ass de Projet Retraite progressive fir de Salarié scho gestuerwen. Asproch aleeën oder iergendwellech aner Rechtsmëttel sinn hei net virgesinn.

Soe mer awer mol, de Patron accordéiert d'Retraite progressive, da kënnt déi nächst Hürd: d'CNAP. Déi muss jo och nach zoustëmmen. Och hei ass erëm kee Rechtsmëttel fir de Salarié virgesinn, wann d'CNAP sech opuséiert.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Mee soe mer och mol erëm, d'CNAP gött och hiren Accord, dann huet d'CNAP erëm e ganze Mount Zäit fir ze äntwerten, bis da schlussendlech de Salarié an de Patron wëssen, ob de Salarié an eng Retraite progressive goe kann oder net.

Dir gesitt schonn: Eleng fir déi néideg Demarchen ze maachen, muss de Salarié en Hürdelaf iwwerstoen.

Op där anerer Säit gesäit de Gesetzesprojet vir, dass de Patron déi Indemnité de retraite progressive dem Salarié ausbezilt an dann d'CNAP en retour de Patron rembourséiert. De Patron muss also fir d'éischt emol déi Sue virstrecken, ouni e Méiwäert ze hunn.

An dann hunn ech nach net vum viraussichtlech onrentabelen an onnëtzten administrativen Aufwand geschwat. Hei steet och elo am Gesetz, dass d'CNAP „rembourse mensuellement“ – dat heescht ouni en Delai unzeginn, wéini de Remboursement start. Vun eiser Logik hier ass et dem Prinzipp no also méiglech, dass d'CNAP eréischt no zum Beispill dräi Méint ufänkt, Remboursementer ze maachen. Dëst ass ëmsou méi warscheinlech, well d'Ofrechnung vum dem CCSS, eise Centre commun de la sécurité sociale, momentan en Decalage vum zirka dräi Méint huet. Schliesslech muss d'CNAP jo d'Information vum Kontrollorgan kréien, dass de Salarié och effektiv d'Indemnité de retraite progressive kritt huet an d'Firma mëttlerweil net vläicht schonn an enger Cessation de paiement ass.

Ofgesi vum der momentaner wirtschaftlecher Situation ass d'ADR iwwerzeegt, dass et weeder favorabel nach interessant ass fir Betriber bezéiungsweis d'Patronen, dass si elo och nach eng Pension ausbezuelen müssen. Si hu méi Aarbecht a mussen och nach e performante Kontabilitätsprogramm hunn oder e gudde Kontabel.

Déi kleng a mëttler Betriber wäerten hei sécher d'Schlappe verléiere beziehungsweis d'office net matmaachen. Zemools muss se sech och op d'Berechnung vum der CNAP verloossen. D'Patronen hu guer keng Kontroll a si sinn herno um Terrain gehäit, wann awer ze vill oder ze wéineng berechent ginn ass.

Ech mengen, eis ass heibannen alleguer bewosst, dass d'Berechnung vum der CNAP ganz provisoresch sinn a bedeitend Differenzen tëscht der Berechnung an herno der effektiver Pension, déi eng Persoun schlussendlech zegutt huet, leie kënnen.

Wéi soll dat herno um Terrain funktionéieren? De Patron huet iwwerhaupt keng Planungssecherheet an et ass all Mount wéi en Iwwerraschungsee, wéi vill de Patron ausbezuelt muss.

Jo, effektiv, et steet och am Gesetzesprojet dran, dass op Ufro vum Patron d'CNAP dem Salarié seng Indemnité de retraite progressive ausbezuelt kann. Ma da froe mir eis als ADR: Firwat dann net direkt? Firwat kreéiert d'Regierung hei eng Dräiecksbezéiung? An eisen Aen ass dat ganz sech net am Sënn vum der Simplification administrative an et ass weeder zum Virdeel vum Salarié nach am Sënn vum Patron.

Zesummefassend gesi mir hei nëmmen Nodeeler a mir hunn och grouss Bedenken, wat déi operationell Kapazitéit vum der CNAP an dem CCSS ugeet, fir des Moosnam kënne matzedroen, ouni ënnert d'Rieder ze geroden.

Zum Schluss kënnt och nach derbäi, dass et elo zu enger Ongläichheet tëscht dem privaten an

ëffentleche Secteur kënnt, wat d'Eligibilitéit fir eng Retraite progressive betrëfft.

D'ADR huet ganz kloer vum Ufank u gesot: All Neierungen, déi kommen, mussen fir all Versécherter, egal aus wéi engem Secteur, déi selwecht sinn a bleiwen. Reforme mussen fir béid Regimenter transparent, kohärent a fair sinn an dierfen net weider Grief verursachen.

Zesummefassend fir dese Punkt vum der Retraite progressive also e groussen Neen, well: eng Rechtssecherheet an en Hürdelaf fir de Salarié, Planungssecherheet fir de Betrib a Belaaschtung vum der Liquiditéit vum Betrib, e bürokratescht Monstrum, Onsecherheet iwwert déi operationell Kapazitéit vum der CNAP an dem CCSS an eng Ongläichheet tëscht dem ëffentlechen a private Secteur.

Komme mer zur leschter Upassung an deem Projet, der Verlängerung vum der Schaffzäit! Jo, och d'ADR hat eng Verlängerung vum der Schaffzäit proposéiert. Awer dat, éischters, ee Mount pro Joer iwwer zweiefel Joer, a fir jiddereen. Esou wéi et elo am Gesetzesprojet steet, bréngt et eiser Pensionssecherheet ënnert dem Stréch net wierklech eppes, just, dass e ganz gerénge Prozentsaz u Leit muss méi laang schaffen goen.

An den Ae vum der ADR bréngt et der Pensionssecherheet an och dem Bättragszueler méi, wann d'Leit déi Joren, an deene si net cotiséiert hunn, zum Beispill Studiejoren, nokafe kënnen. Wann d'Regierung bei dëser Moosnam allerdéngs just erreeche wolt, dass d'Leit méi laang schaffen ginn, dann ass hir Iddi definitiv net ambitiéis genuch. Dowéinst och hei e kloeren Nee vum der ADR.

De Berechnungen no bréngen eis d'Aarbechtszäitverlängerung an d'Erhéijung vum der Cotisationen, wéi dese Projet se festhält, e Gewënn vum e puer Méint, ier mer dann erëm um nammlechte Punkt wéi haut ukommen. Dësen Zäitpunkt soll den aktuelle Berechnungen no 2028, 2029 schonn erëm erreecht ginn. Do stelle mir eis d'Fro, wéi d'Regierung dann iwwerhaupt an engem Gesetzesprojet schreiwe kann, dass des ugepassten Tauxerhéijunge bis 2032 gëlle sollen, wann haut d'Berechnungen – ok, et bleiwen ëmmer nach Berechnungen – scho soen, dass de System dräi Joer virdrun erëm kippt.

En plus fale mer da genau an d'Period vum der Walen. Dat ka spannend ginn! Mee keng Angscht, d'ADR ass preparéiert, well wéi ech am Ufank vu menger Ried gesot hunn, hate mir d'Problematik vum eise Pensionssystem scho bei deene leschte Walen ëmmer opgegraff.

Dese Gesetzesprojet huet keng Zukunftsvision an d'Regierung kee Courage. Fir d'ADR feelt hei definitiv déi néideg Wäitsicht, fir aus der Wuesstemsfal erauszekommen, déi de Schnéiballsystem vum der Pension verursacht.

Jo, et muss een net bis 2070 virplanen. Mee véier Joer si fir eis definitiv ze kuerz. D'ADR huet am Fréijoer konkret Propositionen gemaach, fir eis Pensionssecherheet ze stäerken. Mir bekennen eis ganz kloer zum éischte Pilier. An de sozialen Zusammenhalt dierf op kee Fall geschwächt ginn. Fir dass déi breet Schellere méi droen ewéi déi schmuel, hate mir den degresiven Ajustement proposéiert.

Zousätzlech ass d'ADR der Meenung, dass de Pensionssystem an de Kompensationsfong gestärkt gi mussen, mat Investments, déi e beschtméiglechen Ertrag mat méiglechst geréngem Risiko opweisen.

Eng weider Moosnam, déi d'ADR proposéiert huet, war, dass d'Fräiberuffler iwwer 65 Joer weider cotiséieren dierfen.

Schlussendlech – eng lescht Iddi – misste politesch motivéiert Ausgaben ewéi zum Beispill d'Babyjoren aus dem Staatsbudget bezuelt ginn, an net aus der Pensionssecherheet. Dann hätte mir schonn e ganz déckt Lach an der Pensionssecherheet gestoppt.

Parallel zu eise jëtzege soziale System mussen mir awer nach en zweet Standbeen opbauen. Ënnert deene jëtzege Konditione gesäit d'ADR laangfristeg keen anere Wee, fir aus der Wuesstemsfal erauszekommen. Mir kënnen a wëllen net onendlech wuesse.

Als ADR sti mir zu eise ëffentlechen a solidaresche Lëtzebuerger Pensionsmodell. Mir wëllen den éischte Pilier stäerken an ofsécheren. Mir soen awer och ganz kloer: De System dierf net esou konstruéiert sinn, dass e just mat engem onmoossegem demografeschen a wirtschaftlechen Wuesstemszwang realistesch ëmsetzbar ass. Och e kapitalbaséiert zweet Standbeen ka solidaresch sinn.

Ech wëll kuerz un eis Iddi vum staatlech garantéierte Fong erënnere, déi ech schonn am Mäerz a menger Ried presentéiert hat. Amplaz dass mir a Betribs- a Privatzousazversicherung abezuelen, also en zweeten an drëtten Pilier – dat hu mer jo och schonn héieren –, kéinte mir zu den nammlechte Konditione an e gemeinsame staatlech garantéierte Pensionsfong abezuelen. Wien abezilt, bleibt Proprietär vu sengem Kapital, kann et awer net méi eraushuelen, fir de Fall vu sengem Doud awer verierwen oder verschenken.

D'Pension gëtt op Basis vum eegenen Undeel gerechent, reng aus de Performancë vum Fong. Dat heescht, och kleng Kapitaleinlage kënnen esou profitéieren vum der Synergie vum engem groussen, staatlech kontrolléierten a garantéierte Fong. Et misst kee sech Suerge maachen, dass en an Zukunft vum Staat am Stach gelooss géif ginn, wat d'Pension betrëfft. Mir hätten eng Perspektiv fir déi Jonk a Schaffe géing sech erëm lounen.

D'ADR wëll dee Fong net als Ersatz, mee als Ergänzung, also parallel zu eise besteende System opbauen. Laangfristeg, an domat bezéien ech mech op eng Zäit, déi mindestens zwou bis dräi Generationen ëmfaasst, wier eng vollstänneg Synergie mam éischten Pilier mathematesch méiglech. Zu deem Ablack kann e Pensionnaire da vum enger gesécherter gedeckelter Pension am éischten Pilier ausgoen – soe mer zum Beispill zweemol de qualifizéierte Mindestloun – plus d'Verzéinsung aus deem elo grad proposéierte Staatsfong. Domadder wier eng Rentesécherheet fir all Akommes, onofhängeg vum demografeschen Wuesstem, garantéiert.

Déi Decisioun läit allerdéngs bei där Generation, déi dann an der Verantwortung steet. D'ADR leet mat der Iddi vum esou engem Fong d'Fundament fir e generationsiwwergräifenden a solidareschen Pensionsmodell.

D'Madamm Minister hat an enger Kommissionsitzung erwänt, dass si d'nächst Joer de Projet „Fong“ ugoe géif. An och den neie Fraktionspräsident vum der CSV huet gësch a senger Budgetsried d'Undeitung gemaach, dass 2026 eppes Grousses wäert kommen. An ech mengen, mir haten et och grad vum honorabelen Deputéierten Schockmel héieren. Ma, als ADR si mir gespaant, wéi hire Projet dann ausgesi wäert. Fir haut op jidde Fall iwwerweien déi negativ Punkten déi positiv. A vum der ADR kënnt e ganz kloeren Neen zu deem Projet.

Mir erwaarden eis Wäitsicht vum der Regierung an eng Pensionsreform, déi finanziell op stabile Bee steet, sozial gerecht ass, transparent a politesch éierlech. Eis Pensionspolitik dierf net eise

Wachstumszwang verwalten, mee muss d'Zukunft vun eis an eiser Jugend ofsécheren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, d'Pensioun ass kee Privileeg. Si ass e Recht, dat aus engem Liewen aus geleeschter Aarbecht an den entspreichende Cotisationsen entsteet. Gutt acht Méint no eiser leschter Debatt, jo, do ass esou munches geschitt. Kucke mer eng kéier kuerz zesummen zrëck!

D'Regierung wollt beweisen, dass se och komplex Dossiere kompetent en charge kann huelen an huet am Land eng grouss Erwaardungshaltung geschaf. De Premier huet sech als CEO am Machermodus inzenéiert an d'ganz Land war an Opreegung, an ech mengen domadder net déi gutt Aart vun Opreegung.

Et gouf diskutéiert, consultéiert, debattéiert, an dat iwwer e Joer laang. D'Aufgab war jo eigentlech zimmlech kloer: Eise Pensiounssystem steet mëttelfristeg viru groussen Erausforderungen, mee mir hunn e bëssen Zäit, Zäit fir nozedenken, Zäit, fir Alternativen auszeschaffen, Zäit fir eng nohalteg Reform.

Mee wat elo gemaach gëtt, ass op allen Niveaue falsch ugesat. Et ass iwwer de Knéi gebrach, net duerchgeduecht an absolut net géegent, fir de System laangfristeg ofsécheren. Nodeems ech op all den ominéise „Schwätz mat!“-Rendez-vous war, wou d'Gesprécher mol méi, mol manner produktiv waren an et duerchaus e puer consensuel Momenter gouf, muss ech soen, dass ech ganz, ganz gutt de Frust vun de Jonke verstinn, déi no den Annoncë vum Oktober dach awer d'Gefill hunn, dass mat hinnen an hirer Zukunft zimmlech de Geck gemaach gëtt, well déi wierklech wichteg Fro, déi ass net beäntwert: Wéi gesäit e gerechten a robuste System fir muer aus? A virun allem: Wat schafe mer fir déi Generatiounen, déi haut an d'Beruffsliewen erantrieden an déi sech Suerge maachen, ob si iwwerhaupt nach eng Pensioun kréien?

Amplaz zerwéieren d'CSV an d'DP e Projet de loi, deen op eng zimmlech absurd Formel setzt: méi abezuele plus méi laang schaffe goen ass gläich keng Ofsécherung vun eise Pensiounssystem.

D'CSV an d'DP ginn also de Leit hir Pensiounsrechter beschneiden, ouni dass domadder d'Zil erreecht gëtt. Eise System gëtt mat dësem Projet de loi net wierklech méi robust. Eenzege Argument: Jo, elo hu mer eppes gemaach an da kënne mer nach iwwer eng richtig Reform eng kéier diskutéieren. Jo, entschëllegt, dat kënne mer net gëlle loossen. Esou geet een net mat de Leit hire Pensiounsrechter ëm.

D'Gesetz verfeelt säin Zil komplett. An awer gëtt et eenzel Elementer, déi positiv ze bewäerte sinn. An op déi ginn ech elo kuerz an.

D'Studieure kënne an Zukunft iwwer déi ganz Karriär ugerechent ginn. An dat entsprécht och genee eiser Fuerderung an och där vun de Jugendorganisationen, Aus- a Weiterbildung eeben net nëmme linear ze kucken, mee se dann, wann d'Liewen an d'Liewenschangementer se erfuerderen, ze consideréieren.

D'Retraite progressive. D'Iddi ass prinzipiell gutt a suergt fir méi Kohärenz tëscht de Pensiounssystemer. Mee d'Propos, déi virläit, déi gëtt awer iergendwou

vun alle Säite kritiséiert. Se ass ze komplizéiert an ze schwéierfällig, dat seet d'Patronat. Et ass kee Recht, mee eng Optioun, seet d'Chambre des Salariés. An et ass eng Surcharge administrative, dat seet CNAP.

Mee mir kommen eiser Meenung no net derlaanscht, dësen Outil nach ganz, ganz enk ze suivéieren an ze evaluéieren an och do gegebenefalls nozebesseren.

Mir Gréng kënnen d'accord sinn, dass d'Cotisationsen liicht erhéicht ginn. Dëst ass eng pragmatesch Approche, déi jo och vun der OECD proposéiert gëtt. 1,5 % verdeelt op Patronat, Salariat a Staat, dat ass nach rasonabel, och wann d'Regierung domadder hiert eegent Walversprieche vu méi Netto vum Brutto eigentlech ignoréiert.

Woumat mer awer guer net kënnen d'accord sinn, jo, dat ass déi obligatoresch Verlängerung vum Schaffegoen ëm bis zu acht Méint.

Hei huet d'Regierung alt erëm eng kéier gewisen, wéi gutt se am Netnolauschten ass. An der Sonndesfro vun Ufank Mee sote 56 % vun de Befrotenen ausdrécklech, net wëlle méi laang schaffen ze goen. Déi iwwer 20.000 Mënschen op der Strooss hunn dat och nach emol confirméiert. De Premier ass zrëckgerudert, mee fir d'Gesicht net ze verléieren, gouf eng Verlängerung vun acht Méint bäibehalen, eng Mesür mat engem minimalen Impakt op d'Gesondheet vum Pensiounssystem. Der Jugend wuelgesënnten Zonge behaupten esouguer, dass d'Verlängerung vun der Aarbechtszäit just aus deem Grond decidéiert gouf, fir dass den Ajustement ka bäibehale ginn.

Déi noutwendeg Erhéijung vun der Mindestpensioun bei voller Cotisationskarriär wäert et och mat dëser Regierung net ginn. Et wier awer eng Mesür, déi sech eiser Meenung no exzellent am Aarmutsbekämpfungspang gemaach hätt. Et gëtt fir eis e fundamentalen Ennerscheed tëscht enger Aide sociale an engem Recht. A mir wäeren hei ganz sécher en anere Wee gaangen.

Madamm Ministesch, fir eis kommen an Ärem Gesetzesprojet e puer grouss Theeme guer net vir: Gerechtegkeet tëscht de Generatiounen, Transparenz an Alternativen zu engem System, deen op permanentem Wuesstem baséiert.

Ech kommen zu der Gerechtegkeet tëscht de Generatiounen. Hei sinn ech eigentlech séier fäerdeg, well de Projet de loi enthält keen eenzege Element vun intergeneratiouneller Solidaritéit oder Gerechtegkeet. D'Rechnung vun dësem Projet de loi, déi muss alt erëm vun der Jugend bezuelt ginn. Méi laang schaffe goen, méi abezuelen an awer keng Sécherheet.

Transparenz. Am Régime commun, deen déi grouss Majoritéit vun de Privatbeschäftegte betrëfft, jo, do hu mer Transparenz. Mir gesinn d'Recetten, mir gesinn d'Ausgaben, mir gesinn d'Reserven an och d'Projektiounen. Anerersäits hu mer déi staatlech Régimes spéciaux. An hei wësse mer u sech, trotz enger laanger Debatt iwwer e ganz Joer, nach ëmmer immens wéineg. A mir fuerderen dowéinst weiderhin, dass mer och fir d'Régimes spéciaux déi noutwendeg Transparenz schafen.

Alternativen zu de Wuesstemszwäng. Et war fréi däitlech, dass dës Regierung iwwerhaupt net op eng méi generell Neiausrichtung vum System u sech wollt goen. Mir Gréng sinn a bleiwen awer fundamental der Meenung, dass d'Diskussioun iwwer d'Finanzéierung vun de Pensiounen net dierf beim Facteur Aarbecht stoe bleiwen. An enger Gesellschaft, an där d'Produktivitéit duerch technologesch Innovatioun geklommen ass, jo, do kann et net sinn, dass bal déi ganz Belaaschtung um Réck vun de Beschäftegte läit,

während aner Quelle vu Räichtum u sech guer net en consideration geholl ginn.

D'Regierung seet, si wëllt d'Aarbecht net méi be-
laaschten, mee u sech mécht se awer mat dësem Pro-
jet de loi genau dat.

D'Alternativ ass fir eis, ënner anerem de steierfinanzierte Bäitrag vum Staat ze stäerken. Well dofir sinn u sech eis Steieren do. Si sinn dat zentraalt politesch Instrument, fir Wuelstand gerecht ze verdeelen an de gesellschaftlechen Zesummenhalt ofsécheren. An dat geet just, wann och déi Forme vu Räichtum, déi net duerch d'Aarbecht entstinn, mat hei an d'Responsabilitéit geholl ginn.

déi gréng hunn alternativ Finanzéierungsweeër an d'Diskussioun abruecht: d'Besteuerung vu Finanztransaktiounen, Kapitalgewënner a grouss Verméigen, eng Roboter- oder eng KI-Steuer oder nach eng Tech-Fairness-Steuer.

An och eng Diskussioun iwwer eng erweidert Cotisationsbasis nom Modell vun der Assurance dépendance, dat wär eiser Meenung no eng interessant Pist gewiescht. Déi, déi duerch Kapital amplaz duerch Aarbecht Sue verdéngen, solle sech eiser Meenung no och un der Finanzéierung vun eise Sozialleeschtinge bedeelegen.

Den Gender Pension Gap ass zu Lëtzebuerg mat ronn 36 % nach ëmmer immens héich. Dat ass net d'Schold vun eise Pensiounssystem, mee d'Resultat vun ongerechten Aarbechtsbiografien, Karriärsënnerbriechungen, Deelzäit, manner Pai, méi prekär Kontrakter.

Mir plädéiere fir eng Reduktioun vun der Mindestbäitragsdauer vun zéng op ee Joer an d'Individualiséierung vun de Renterechter. A mir ënnerstëtzen d'Fuerderung vum Cid-femmes a vum nationale Fraerot, obligatoresch Cotisationsen an dësem Beräich ze diskutéieren. Och dëst war leider e Sujet, deen an deem leschte Joer ze kuerz komm ass.

An och eisen Ustouss, bezüglech de Pensiounen vun eise Bauere Verbesserung virzugesinn, jo, dat war iergendwéi och keng Diskussioun. An dat bedauere mer ausdrécklech. Vläch kënne verschidde Vertrieeder an dëser Chamber, déi mengen ech, déi doten Interëten och verteidigen, hei vläch nach eng kéier e gutt Wuert aleen.

(Interruption)

Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, de Projet de loi ass keng Reform. Ënnert dem falsche Virwand vun der Urgence gëtt u sech hei haseleg un e puer Schrauwe gedréint. Op d'Iddi, sech vläch en neien Tournevis oder souguer eng nei Geschierkëscht auszedenken, jo, do ass de CEO Frieden a säi Kreativteam net drop komm.

Mir Gréng stëmme géint dëse Projet de loi, well d'Gesetz de jonke Generatiounen net gerecht gëtt. Si kréien der Regierung hir Einfallslosigkeit eigentlech am meeschten ze spieren, ouni datt si Transparenz, Sécherheet oder eng Perspektiv fir hir Zukunft kréien.

Mir kënnen net derfir stëmmen, well d'Gesetz d'Solidaritéit tëscht de Generatiounen net afuerdert. Mir mengen, dass och déi aktuell Pensionnairen hätten an eng solidaresch Léisung kënnen agebonne ginn, amplaz d'Laascht just op déi Aktiv ze drécken.

Drëtzens, d'Gesetz behieft déi sozial Ongläichheeten am Alter net. Och dat ass e Grond, fir géint dat Gesetz ze stëmmen. Mir soten et schonn: D'Mindestrent bei voller Cotisationskarriär bleift ënnert dem Budget de référence an dem Seuil de risque de pauvreté.

A véiertens, d'Gesetz erschléisst keng nei Finanzementer. Och dës Diskussioun ass ze kuerz komm a

mir mengen, dass een hei hätt misse méi ambitieüs Léisungsweeër fannen.

Dëse Projet de loi ass eiser Meenung no keen Zukunftsprojet. Et ass e Verwalte vum Status quo op Käschte vun de schaffende Leit a vun de jonke Generatiounen. Dat Muster, dat kenne mer vun dëser CSV/DP-Majoritéit och aus anere wichtege Dossieren. Noutwendeg strukturell Innovatiounen gi keng gemaach. An eng éierlech Verdeelungsdebat gëtt net gefouert an domadder eng Chance verpasst, fir eise Pensiounssystem fit ze maache fir d'Zukunft.

Dësem Projet feelt et eiser Meenung no u politischem Courage, u Solidaritéit an u Kreativitéit. Wat mir brauchen, ass eng Reform, déi d'Laaschte gerecht verdeelt, nei Finanzementer erschléisst an deene Jonken och nees Vertraue gëtt. Alles dat ass dëse Projet de loi leider net. An dowéinst stëmme mer dergéint.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer haut iwwert de Gesetzesprojet debattéieren, da geet et ëm d'Zukunft vun de Pensiounen a virun allem och eisem ganze Sozialsystem.

De Projet de loi 8634 soll – an ech betounen: soll! – eis Pensiounen stabiliséieren an de System méi nohalteg maachen. Ech mengen, um Enn vu menger Ried wäert d'Konklusioun zumindest vun eiser Säit do stoen, dass en dat net mécht.

D'Fro ass nämlech: Léist hien déi fundamental Problemer, wéi mer et vun him erwaarden? Loosst mech awer ufänke mat deem, wat mer begrësse kënnen.

D'Flexibiliséierung vun de Studiejoren ass eng positiv Entwécklung. Datt mer vun aktuell sechs op bis zu néng Joer Studie ginn oder Berufsausbildung, déi an der Pensiounsberechnung berücksichtegt ginn, dat entsprécht einfach der haiteger Realitéit. Haut brauche Leit méi laang, fir sech ze qualifizéieren, fir hir Kompetenzen ze erweideren, jo, och fir liewenslaang ze léieren an och heiandsdo emol eng Kéier sech ze reorientéieren. E Master, Spezialisatiounen, Berufsausbildungen, dat alles brauch Zäit. An dofir ass dës Flexibiliséierung richtig an néideg a mir begrësse se ganz explizit.

Och d'Afféierung vun der Pension progressive ass prinzipiell e gudd Schratt. Et ass gutt, wann d'Salariéen d'Méiglechkeet kréien, hiren Iwwergang an d'Pensioun méi flexibel ze gestalten. Et ass e Kompromëss fir d'Leit, déi sech wëllen no an no aus dem Berufsliewen zeréckzéien, ouni direkt komplett ophalen ze wëllen. Dofir hate mer dat och schonn an deene vergaangene Walkämpf gefuerdert. E Modell, dee prinzipiell Sënn mécht an deen theoretesch eng Win-win-Situatioun ka sinn. D'Betribler behalen hir erfuerer Mataarbechter méi laang an d'Salariéen hunn e méi sanften Iwwergang.

Wat d'Erhéijung vun de Cotisatiounen vu 24 op 25,5 % insgesamt ugeet, jo, dat ass eng Belaaschtung. A jo, dat fillt een am Portmonni. Mee wann et drëms geet, eis Pensiounen ze sécheren, da mussen mer och bereet sinn, eppes dozou bäizedroen. Dat ass Solidaritéit an dat ass Verantwortung. An dofir kënnen mer domadder liewen, wann, an nëmme wann, dës Moyenen och sénnvoll agesat ginn. An do, Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kënnt Dir Iech virstellen, dass mer ufänken, bei en Deel vun der Ried ze kommen: de grouse Mee.

Et fänkt domadder un, dass déi ganz Kommunikatioun ronderëm déi Reform oder elo dann déi Reförmchen ënner kengem gudden Stärg gestart ass. Se gouf sou salopp zwëschen zwee anere Punkten an engem État de la nation annonciert. Dann an engem weideren État de la nation goufe mer gewuer, wéi vill Méint et da schlussendlech sollte sinn. Ech kommen nach eng Kéier op déi Méint zeréck. Mee insgesamt war et ëmmer sou: Mir annoncieren, da lauschtere mer erëm e bëssen no, dann annoncieren mer erëm iergend eppes aneres. Et war e ganzen Hin an Hier u Kommunikatioun. An dat war seelen de Ministère, deen u sech zoustänneg fir déi ganz Reform sollt sinn, mee dat war meeschtens op engem aneren Niveau vun der Regierung, wou déi Kommunikatioun schifgelaf ass.

An dann, mengen ech, ass d'Kommunikatioun awer net den eenzege Problem. Et gëtt nämlech och ganz vill laangfristeg Problemer, déi net geléist ginn.

Dëse Gesetzesprojet réckelt d'Problemer just e bëssen, an ech betounen, e bëssen no hanner, verschafft eis e bëssen Zäit, awer schafft keng nohalteg Léisungen. Dat ass keng laangfristeg Strategie, sou wéi de CEO se ugekënnegt hat. Mir bräichten eng laangfristeg Strategie, mir missten d'Pensiounen fir déi nächst 15 Joer, mengen ech, hat e gesot, garantéieren. Bref, et kann een nach eng Kéier driwwer diskutieren, ob 15 Joer wierklech laangfristeg sinn. Mee mir errechen net emol dat.

Dat ass Symptombekämpfung amplaz Ursachen-therapie. Mir setzen eng Fléck op e System, wou mer e ganz neit Fundament bräichten. D'Erhéijung vun de Cotisatiounsméint ass e Beispill, wéi dat Ganzt gefléckschoustert gëtt a gläichzäiteg vun uewen erof decidéiert gëtt.

Mir haten eng „Schwätz mat“-Campagne. Och do kann een iwwert d'Detailer vun där Campagne diskutieren. Mee se hat de Meritt, dass mer tatsächlech matenee geschwat hunn.

A wann een dann déi Rapporte gekuckt huet, wann ee selwer dobäi war, dann huet een eppes matkritt. An dat war: Et gouf genau eng Positioun, op där sech all d'Acteuren eens waren. Ech mengen, mir waren eis net op allem wierklech unanime eens, mee et gouf eng Saach, op där mer eis wierklech eens waren. An dat war, dass d'Erhéijung vun de Cotisatiounsméint e rout Duch war. Fir déi Jonk, fir déi manner Jonk, fir d'Gewerkschaften, fir d'politesch Klass. Bref, fir jiddereen.

Et gouf nogelauschtert. An zum Schluss huet d'Regierung gutt nogelauschert, wat da wierklech kee wollt – vläicht mat enger klenger Ausnam –, a genau dat huet d'Regierung du vun uewen erof dekretéiert. Also ech soen d'Regierung, well et war de Chef vun der Regierung, deen et hei am État de la nation erkläert huet an och direkt mat Rechebeispiller rëm d'Leit komplett geckeg gemaach huet, well se net wierklech nozevollzéie waren an och herno, mengen ech, jiddweree manner verstanen hat wéi virun. Dofir: d'Kommunikatioun!

Mee d'Ursachen – den demografesche Wandel, d'Verbesserung vun der Liewenserwaardung, d'Verännerung vun der Aarbechtswelt –, déi adresséieren mer nach ëmmer net wierklech.

An dat bréngt mech zu enger zentraler Fro: Wou bleiwen déi nei Recetten?

D'Erhéijung vun de Cotisatiounen ass jo ee Wee, awer et kann net den eenzege sinn. Dofir ass d'Lach ze grouss. Mir brauchen also frësch Moyenen, fir eis Keese fir d'Zukunft ze fëllen. Mir brauchen eng Pensiounsreform, déi och iwwert den Tellerrand kuckt, déi och fret: Wéi kënnen mer eis Pensiounen mat neie

Recetten ofsécheren? Wéi garantéieren mer weider d'Generatiounengerechtkeet? Wéi stelle mer sécher, dass déi nächst Generatiounen nach eppes vum Kuch kréien? Wou ass also zum Beispill d'Robotersteuer?

D'Plattform „Schwätz mat“ sollt de Biergerinnen a Bierger d'Méiglechkeet ginn, matzeschwätzen a Proposen ze maachen. D'Bierger hu geliiwert, d'Regierung net. Amplaz ze lauschteren, huet d'Regierung d'Proposen einfach an den Tirang geluecht an hiren eegene Wee ageschloen. Sou mécht ee keng Pensiounsreform, déi vun enger breeder Majoritéit soll gedroe ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e weidere Punkt, dee mech déif enttäuscht, dat ass: Et gëtt keng Erhéijung vun der Mindestpensioun. Mir schwätze vun Aarmutsbekämpfung, mir schwätze vu sozialer Gerechtegkeet, awer d'Leit, déi hiert Liewe laang geschafft hunn a mat enger Mindestpensioun iwwerliewe müssen, déi kréien näischt bäi. Och hei vun der Regierung d'Argument, dass ee léiwer op cibléiert Hëllef setzt. Ech hu gëschter ganz laang doriwwer geschwat, wéi gutt dat fonctionéiert respektiv – fir kloer ze sinn – net fonctionéiert.

Mee eng Pensioun ass kee Geschenk. Eng Pensioun ass e Recht, fir dat een e Liewe laang geschafft huet. E Recht, dat ee sech erschafft huet. A wann d'Mindestpensioun net méi duergeet, fir mënschewierdeg ze liewen, dann, jo, da muss se erhéicht ginn. Amplaz müssen d'Leit elo Aiden ufroen, Formulären ausfüllen. Se mussen beweisen, dass se aarm sinn. Ech sot et gëschter, Aarmut ass kee Formulaire. Et ass net nëmmen degradéierend, et ass och systematesch falsch. Mir brauchen eng strukturell Äntwert, keng punktuell Hëlfe!

An och, wat d'Pension progressive ugeet, och wa mer dëse Modell prinzipiell begrëssen, hu mer awer grouss Zweifel drun, wéi en an der Praxis wäert fonctionéieren.

Éischtens, den Accord vum Patron ass obligatoresch, dat heescht, e Salaré huet keen eigentlechen Usproch, mee ass drop ugewisen, dass säi Patron d'accord ass. Dat schafft Ongläichheeten. Bei groussen Entreprisë wäert et méi einfach goe wéi bei klengen Entreprises. Hei riskéieren mer also eng Zwouklassegesellschaft.

Zweetens, d'Prozedur si komplex. De Patron muss erëm Indemnitéite virstrecken, wat och erëm kleng Betribler penaliséiert par rapport zu deene Groussen. D'CNAP rembourséiert dann.

Här President, déi traureg Wourecht ass: Dëse Gesetzesprojet ass eng verpasste Chance. Eng verpasste Chance, fir eng richtig, grondleeënd, nohalteg Pensiounsreform ze maachen. Eng verpasste Chance, fir nei Weeër ze goen, fir innovativ ze sinn, fir couragéiert ze sinn.

Mir hu gewosst, dass eng Reform néideg ass. D'Zuele vun der IGSS si kloer. Mir haten Zäit, mir hate Moyenen, mir hate Wëssen, a stëmmen elo iwwer kosmetesch Verännerungen of amplaz iwwer e stabilt Fundament.

Mir brauche méi. Mir brauchen Diskussiounen iwwer nei Finanzierungsmodeller, strukturell Reformen, déi de System wierklech nohalteg maachen, an eng Erhéijung vun der Mindestpensioun, déi d'Aarmut am Alter wierklech bekämpft. An och eng breet Debat iwwert d'Zukunft vun der Aarbecht an de Bäitrag vun der Digitaliséierung an der Automatiséierung.

Här President, mir stënnen haut iwwer e Gesetzesprojet of, deen e bëssen Zäit gewënnt, deen e puer gutt Elementer enthält, awer dee fundamental Erausforderungen vun eisem Pensiounssystem net léist.

Dofir soe mer Nee zu dësem Projet. Ech weess, grouss Surprise.

Mir soe ganz kloer: Dëst ass net genuch. Dëst kann nëmmen en éischte Schratt sinn! D'Zukunft vun eise Pensiounen ass mat dësem Projet net sécher. D'Problemer goufe verréckelt, awer net geléist. Mir kafen eis Zäit op Käschte vun den zukünftege Generatiounen.

Mir fuerderen dofir d'Regierung op, elo scho mat den Aarbechte fir eng wierklech nohalteg Léisung unzefänken an net, wéi annoncéiert, op déi nächst Walen ze waarden. Anescht verléiere mer nämlech just erëm wichteg Zäit. Mir brauchen eng Reform mat méiglechen neie Recetten, laangfristige Léisunge mat enger Erhéijung vun der Mindestpensioun, mat Garantie fir d'Pension progressive.

D'Pensioune si méi wéi eng Zuel am Budget. D'Pensioune sinn e Versprechen un all déi, déi hiert Liewe laang geschafft hunn, fir datt se am Alter an Dignitéit liewe kënnen. Dëst Versprieche mussen mer halen, léif Kolleginnen a Kollegen!

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Wann een elo déi lescht zwee Joer réckbléckend kuckt, dann huet een ëmmer méi d'Gefill, wéi wann een zwee Joer laang engem Auto nogekuckt hätt mam séchere Gefill, datt e riicht an d'Mauer fiert.

An ech muss soen, plus ou moins datt ass geschitt. Et gëtt kaum e Beispill, wéi een eng Pensiounsreform kann ugoen an esou vill Feeler maache wéi dës Regierung.

Ugefaangen domadder, datt et emol iwwerhaupt kee Sujet am Walkampf war – et ass iwwerhaupt net doriwwer geschwat ginn, et war iwwerhaupt net problematiséiert, bis et dann op eemol an de Koalitionsaccord gerutscht ass an du kuerz drop an enger Kommissiounsetzung presentéiert ginn ass, wéi wann dat awer elo e grouse Problem wier – an datt den éischte Pilier, dee mer kennen, déi solidaresch Versécherung, u Wichtegkeet soll verléieren zugonschte vun dem drëtten Pilier, de Privatversécherungen.

Dunn, kuerz drop, ass de Premier komm, deen hat och eng gutt Iddi: Cappuccino-Modell huet dat geheescht. En huet d'Iddi gehat: Ma kommt, mer bauen eise System esou ëm, datt d'Betriebsversécherungen e vill méi groussen Undeel un der Altersversuergung sollen duerstellen, ouni wierklech ze wëssen, wéi de Cappuccino-Modell no hollänneschem Virbild funktionéiert an datt e wierklech net adaptéiert an adaptabel ass fir Lëtzebuerg.

Dunn ass gesot ginn: „Schwätzt mat! Kommt, jiddweree soll elo eng Kéier soen, wat en um Häerz huet. Déi beschten Iddie sollen op den Dësch kommen.“ Et sinn Experteronnen organiséiert ginn, d'Sozialpartner hunn alleguer Modeller entwéckelt, jiddereen Iddien op den Dësch bruecht, bis et dann zum grouse Showdown komm ass beim État de la nation, wéi den ...

Nee virdrun – pardon – hate souguer d'Parteien d'Chance ze soen, wat si da géife soen. Mir haten eng Orientierungsdebatte hei an der Chamber.

Verschiede Parteien hu sech ganz kloer positionéiert, wéi eng Virstellung si hätten, anerer hunn datt e bësse méi evasiv gemaach. Mee du koom awer de grouse Moment vum Premier Luc Frieden, deen hei während dem État de la nation opgetrueden ass an einfach emol annoncéiert huet, hien hätt d'Virstellung, datt

een d'Rentenantrëtsalter mëttelfristeg soll ëm fënnef Joer an d'Luucht setzen. Schrëttweis natierlech, fir esou, an dat wier seng Iddi, eng Ofsécherung fir déi nächst 15 Joer ze garantéieren.

An Dir wësst och, wat du geschitt ass: D'Bëttschel war fett, d'Leit an hir Gewerkschaften haten es endgültig sat a sinn den 28. Juni zu Dausenden op d'Strooss gaangen.

Dunn d'Sozialronne mat Gewerkschaften a Patronat, du radikale Revirement. Aus fënnef Joer sollte schrëttweis aacht Méint ginn. Ajustement an Allocation de fin d'année sollten erhale bleiwen. An et kënnt elo zu enger Cotisationserhéijung ëm jeeweils 0,5 %.

A glécklecherweis kruten d'Leit op der Strooss an der leschter Ligne droite déi schlëmmste Grausamkeete verhënnert, gradesou wéi d'Regierung no grad emol annerhallwem Joer am Amt am leschte Moment verhënnert krut, datt eng Gewerkschaftsfront aus LCGB an OGBL – wat nach virun zwee Joer ondenkbar gewiescht wier – gemeinsam zu engem Generalstreik opgeruff hätten.

Den Accident war geschitt, d'Regierung loun plus ou moins k.o. um Buedem.

Wat läit elo vir? Éischtens, an am wichtigsten, eng Cotisationserhéijung vun aktuell dräi Mol 8 % op dräi Mol 8,5 %, also vu 24 % op 25,5. Dat ass prinzipiell richtig. Dat ass de Wee, wéi mer an deene leschte 50, 60 Joer ëmmer ëmgaange si mat Situatounen, wou mer Finanzéierungsbedarf hate vun der Altersvorsorge.

Mir hunn dee gemeinsame, kollektiven Effort gemaach. An dësem Fall och d'Tripartitt, déi dräi Partner dat selwecht.

Et ass och dat, wat déi Lénk proposéiert haten. Et ass och dat, wat d'Gewerkschaften proposéiert haten. A pour mémoire: D'Gewerkschaften an d'Patronat ware sech viru knapp 50 Joer, 1977, schonn eens, datt, wann et wierklech haart op haart géif kommen, ee bereet wier, op 10 % eropzagoen.

Mee, an och dat soe mer, et wier eng aner Mesür ginn, déi méi sozial gerecht gewiescht wier, wéi zu dësem Zäitpunkt d'Cotisationen ze erhiewen. Dat wier, de Cotisationsplaffong opzehiewen, ouni datt doduercher nei Rechter entstinn. 700 Milliounen Euro hätte mer un neie Recettë kritt. Ech ginn herno nach eng Kéier kuerz dorobber an.

Zweetens, als Element, wat mer hei elo hunn, ass d'Eropfuere vun der Pension de vieillesse anticipée ëm aacht Méint iwwert déi nächst fënnef Joer. Domadder ass awer fir eis d'Béich vun der Pandora opgemaach.

Well hei hu mer et mat enger obligatorescher Verlängerung vun der Liewensarbeitszäit ze dinn. Also den Zwang, méi laang schaffe mussen ze goen.

Elo kann ee soen, et si just aacht Méint. Mee et ass eng Ouverture. Et ass en Tabubroch. An all déi Froen, déi mat der Verlängerung vun der Liewensarbeitszäit verbonne sinn, nämlech d'Froer ronderëm Gesondheetsproblemer, d'Froer ronderëm Employabilitéit, d'Froer ronderëm den Absenteismus, dee méi grouss gëtt, wat d'Leit méi al ginn, well se och méi dacks am Krankeschäi sinn: All dës Froen sinn net beäntwert.

A virun allem bréngt dës Mesür mëttelfristeg bal näischt. Se ass ideologescher Natur: Méi laang cotiséieren heescht, spéider an der Pensioun méi Sue kréien. Kuerzfristeg ginn zwar d'Depensé vläicht erof, mee mëttelfristeg schaaft dat och erëm nei Rechter a bréngt der finanzieller Viabilitéit vum System kaum eppes.

An et huet nach keen et ugeschwat, an op d'Gefer hin, datt ech mech onbeléift maachen: Et gëtt eng Kategorie vu Leit, déi ausgeschloss si vun dëser Verlängerung vun der Liewensarbeitszäit ëm aacht Méint, an dat sinn déi Leit, déi an der Fonction publique virum 1. Januar 1999 ugefaangen hu mat schaffen.

An dat sinn och déi Leit, déi nach nom ale Modell finanzéiert ginn an déi Pensiounen hunn, déi nach méi héich si wéi déi vun deenen, déi duerno, nom 1. Januar 1999, cotiséiert hunn.

Datt elo ausgerechent si och vun der Obligation, méi laang schaffen ze goen, ausgeholl sinn, ass awer Leit, déi duerno ugefaangen hunn oder déi ganz aus dem Privatsektor kommen, just schwéier vermëttelbar.

Virun allem muss ee sech awer d'Fro stellen, wie vun där Mesür, méi laang schaffen ze goen, da beträff ass. Wien ass dee Persounegrupp? Wann een d'Foto vun 2024 elo géif kucken, ass et knapp e Véierel vun deene Leit, déi an d'Pensioune gaange sinn 2024, déi potenziell vun esou enger Reform beträff sinn.

A wat ass dann de Profil vun deene Leit? Wie sinn dann déi 25 % oder 23 % vun de Leit? Ma et sinn déi, déi keng 40 real Cotisationsjoren hunn. An dat si virun allem zwou Kategorie vu Leit: éischtens Leit, déi studéiert hunn, an zweetens Fraen, an am schlëmmste Fall Fraen, déi studéiert hunn. Et sinn also déi Jonk, Studentinnen a Studenten, déi an Zukunft méi laang mussen schaffe kommen.

An dorunner ännert och déi drëtt Mesür net vill, d'Flexibiliséierung vun de Studiejoren, déi prinzipiell gutt ass. Obwuel elo vläicht déi Studiejore méi flexibel kënnen agesat ginn, verléiere se proportional u Wäert. Jo, d'Studiejore verléieren u Wäert, well se grad an där Zäit, wou et drëm géif goen, nämlech dann, wann et heescht, méi laang schaffen ze goen, net méi kënnen applizéiert ginn, nom Wonsch vun der Regierung.

Allerdéngs ass den Text menger Meinung no particulièrement schlecht redigéiert, sou datt ech dat a Fro stellen an ech net weess, ob dat viru Geriicht standhält.

Véiert Element: Déi progressiv Pensioun, déi et elo schonn an der Fonction publique gëtt, soll och op de Privatsektor ausgeweit ginn. De Succès an der Fonction publique, wësse mer, ass awer relativ bescheiden. An och doduercher, datt de bürokrateschen Opwand nach méi héich ass wéi an der Fonction publique, zweifelen ech awer drun, datt dat do wäert zillförend sinn. En plus ass et kee Recht, mee et hântk weiderhi vum Gutdünke vum Patron of.

Déi fënneft a sechst Mesür – Steiererlicheitunge fir Leit, déi pensiounsberechtigt sinn a weider schaffen, respektiv Steierkaddoe fir Privatversécherungen – wäerte mer an deem nächste Projet beschwätzen.

Wat eis dat awer elo alles bréngt fir d'Viabilitéit, wier natierlech eng interessant Fro. Mee menger Meinung no gëtt et keng fiabel Zuelen, keng fiabel Previsiounen. Ech hunn an der Kommissioun no Montanten, no Zuele gefrot. Ech krut e Graphique mat Undeeler vu Prozentsätz vum PIB. Et géif 0,3 % vum PIB ausmaachen. Mee och de PIB rechnet sech an Zuelen! An ech mengen, ech krut deen dote Graphique, well dat iwwerhaupt net prognostizéierbar ass, well dat iwwerhaupt net previsibel ass. An do ass awer, mengen ech, och e Problem.

Här President, eng richteg Reform hätt wierklech missen d'Viabilitéit garantéieren. An do gëtt et Propositionen. Mir hu se als Lénk duerschreche looss: Direkt den Deplafonnement, aner Elementer vun der Aarbecht an d'Cotisation abezéien, administrativ

Käschte solle vum Staat iwwerholl ginn. Eleng dat géif Recettë vun enger Milliard bréngen. Domadder wiere mer mëttelfristeg bis an d'30er-Joren ofgeséchert. An dann an den 30er-Jore maache mer eng Cotisations-erhéijung vun dräimol 8 % op dräimol 9 %. Och dat hu mer duerchrechne gelooss. Resultat: Mir géifen domadder eise System iwwert déi nächst 30 Joer ofsécheren, soudatt déi legal Reserv vun annerhallemol d'järelech Ausgabe bis 2058 ofgeséchert wier.

Här President, dat wier eng laangfristeg Alternativ gewiescht. Dat hätt eise Pensiounssystem op stabil an zukunftssträhteg Féiss gesat a mer kéinten eis eng Diskussioun ëm déi nächst Walen erspieren, déi sécher op eis duerkomme wäert. An et hätt eis déi strukturell Méiglechkeet ginn, d'Mindestpensioun ze erhéijen an domadder den engagéierte Kampf géint d'Altersarmut ze féieren, den engagéierte Kampf ze féiere géint den Gender Pension Gap, déi hei komplett verluer ginn.

Här President, en allerlescht Wuert an den Depot vun enger Motioun.

Wa mer iwwert d'Verlängerung vun der Liewens-aarbechtszäit schwätzen, dann ass et onheemlech wichteg, fiabelt Zuelematerial ze hunn. Mir hunn am Abrëll 2024 eng Demande gemaach un d'Cellule scientifique, déi och vun der Presidentekonferenz ugeholl ginn ass, fir genaut Zuelematerial ze kréien, wat d'Liewenserwaardung ass a Bezuch op verschidde sozioprofessionell Kategorien. Bis haut hu mer nach kee Resultat.

Am Moment ass eng Diskussioun amgaang, wou runner dat läit. An ech géif gär wierklech verstoen, wou runner dat läit, datt mer nach ëmmer keen Zuelematerial hunn. Duerfir maachen ech den Depot vun enger Motioun. An ech proposéiere gläichzäiteg, datt emol net haut doriwwer ofgestëmmt gëtt, mee datt se an d'Presidentekonferenz verwise gëtt an datt mer do sereinement kënnen driwwer schwätzen, fir wat mer bei esou enger wichteger Fro, wann et ëm d'Verlängerung vun der Liewensarbeitszäit geet, net matzäiten dat néidegt Zuelematerial haten, fir en äme et conscience kënnen doriwwer eng Decisioun ze huelen.

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

– que le pouvoir législatif, en tant que premier pouvoir constitutionnel, doit être en mesure d'exercer pleinement ses attributions de législation et de contrôle sur la base d'informations complètes et exactes, afin de prendre des décisions éclairées dans l'intérêt général ;

– l'article 75 de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg, qui confère à la Chambre des Députés le droit d'adresser au Gouvernement des questions et interpellations auxquelles celui-ci est tenu de répondre, ainsi que de requérir de la part du Gouvernement toutes informations et tous documents nécessaires à l'exercice du contrôle parlementaire ;

– l'existence et les missions de la Cellule scientifique de la Chambre des Députés, chargée de produire, à la demande de la Chambre des Députés, des notes et analyses scientifiques indépendantes destinées à éclairer les travaux parlementaires ;

– que la qualité du débat démocratique, la solidité des décisions politiques et la crédibilité du travail parlementaire reposent sur l'accès à des informations complètes et fiables ;

– que l'accomplissement de la mission de la Cellule scientifique suppose une coopération effective de l'ensemble des

administrations et organismes publics, notamment par la mise à disposition des documents, données et statistiques pertinents ;

– la saisine CS-2024-DR-042, introduite en avril 2024 auprès de la Cellule scientifique, portant sur une étude relative au lien entre les caractéristiques socioéconomiques et la mortalité au Luxembourg, laquelle demeure à ce jour en suspens, malgré de multiples relances ;

– l'importance d'un accès garanti, sous forme dépersonnalisée et dans le respect de la législation en matière de protection des données, aux données gérées par l'IGSS pour les administrations, établissements publics et autres organismes de droit public, à des fins statistiques, d'étude et de recherche socioéconomique,

invite le Gouvernement à

– veiller à ce que l'ensemble des ministères, administrations et organismes publics coopèrent pleinement avec la Cellule scientifique de la Chambre des Députés et lui accordent, dans des délais raisonnables, l'accès aux documents, données et statistiques nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;

– créer un cadre conventionnel et technique général facilitant à l'avenir l'accès, à des fins de recherche unique, de la Cellule scientifique à des données détenues par les différentes administrations en coordination avec les services de la Chambre des Députés.

(s.) Marc Baum.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Léif Kollegen a Kolleginnen, d'Debatt haut war scho laang an intensiv, mee an deem Kontext schéngt mer awer nach e Punkt besonnesch wichteg.

D'Pensioun sti fir Unerkennung vun engem Liewe voller Aarbecht – an d'Madamm Rapportrice hat dat scho gesot. D'Diskussiounen vun haut hu vill Aspekter belicht. Si hunn awer och gewisen, dass e puer Realitéiten nach ze weineg thematiséiert ginn. Eng dovun ass d'Situatioun vun de Baueren, Wénzer a Gäertner.

(Interruption)

Dir hat et jo schonn ugedeit.

(Hilarité)

Une voix | A!

M. Jeff Boonen (CSV) | D'Bauere sécheren eis Liewensmëttel, prägen eis Landschaft. Si schaffen ënner schwéiere wirtschaftlechen a kierperleche Konditiounen. Trotzdem kréie vill vun eise pensionéierte Baueren nëmmen eng ganz kleng Rent. Dat trotz laangen, usprochsvolle Karriären an héijem Asaz. Dat huet de Secteur och während der Consultatiounsdebatt „Schwätz mat!“ thematiséiert an a verschiddeenen Entrevuen an och an der Press ëmmer erëm thematiséiert.

Här President, dat ass eng Realitéit, déi net nëmmen d'Bauere betrëfft, mee och aner Beruffer. Virun allem d'Independanten. D'Karriäre vun Independantë sinn dacks geprägt vun Ënnerbriechungen, vu Phase mat niddrege Cotatiounen oder vu Joren, an deenen d'Prioritéit op der Weiderentwécklung vum Betrib läit, oder carrement um Iwwerliewe vum Betrib. Esou Karriäre sinn net linear. An am aktuelle System ass et dacks en Nodeel am Alter.

Déi Concernéiert kenne keng classesch Bürosstonnen. Si kennen och kee Feierowend um 17.00 Auer. Et sinn dacks Beruffer, wou d'Leit Verantwortung

iwwerhuelen, Risiko droen a sech selwer eng Existenz opbauen. Dofir brauch ee Courage.

An dëse Situatiounen si Famill, Betrib an Aarbecht dacks enk matenee verbonnen. Wa mir also haut iwwer eng nohaltege Altersofsécherung schwätzen, da mussen mir och dës Liewens- a Berufsweeër matdenken.

Den éischte Schrott fir Independanten huele mir jo beim nächste Punkt um Ordre du jour, wa mir e Projet de loi stëmmen, an deem virgesinn ass, dass d'Independanten déi selwecht Cumulsreegele kréie wéi d'Salariéë bei der Pension anticipée. Op dës Problematik hat d'CSV scho viru Joren opmierksam gemaach, notament duerch d'Aarbecht vun eise Kollege Laurent Mosar a Marc Spautz.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

(Hilarité)

M. Jeff Boonen (CSV) | Här President, Léif allegueren, ...

(Interruptions)

M. Fernand Etgen (DP) | Wou Der Recht hutt, hutt Der Recht.

M. Jeff Boonen (CSV) | ... dës Pensiounsdebatt bitt déi richteg Geleeënheet, fir d'speziell Situatioun vun de Baueren ze thematiséieren. Eng Situatioun, déi mir als CSV ganz eescht huelen.

D'Situatioun vun de pensionéierte Baueren, Wénzer a Gäertner verlaangt eng grëndlech Analys. D'Landwirtschaft huet ee spezielle System, deen historesch gewuess ass: eng Cotatioun op Basis vun engem forfaitaire Revenu, eng minimal Cotatioun um Niveau vum Mindestloun, eng Ënnerstëtzung vun de Cotatiounen iwwert d'Agrargesetz, souwéi eng automatesch Versécherung vun allen Aidants familiaux am Betrib. Dat sinn nëmmen e puer Beispiller vun de spezielle Modalitéiten.

All Betrib, all Situatioun ass anescht. Déi nächst Revisioun vum Agrargesetz bitt eiser Meenung no e passende politesche Kader, fir de System ze analyséieren, e Kader, fir déi sozial ofsécherung vun de Baueren nei ze bewäerten, eng Chance, déi bestoend Mechanismen ze moderniséieren an unzepassen.

Eng modern Landwirtschaft brauch e moderne soziale Schutz. An deem Kader stelle sech Froen wéi: Passt de Standardsystem vum Revenu forfaitaire haut nach bei d'Betriben, déi vill méi professionell opgestallt sinn an eng Kontabilitéit hunn? Muss d'Minimalcotatioun um Mindestloun ugepasst ginn un de qualifizéierte Mindestloun – eng Fuerderung, déi d'Bauereverbänn ëmmer erëm stellen? Passt et nach an déi haiteg Zäit, dass d'Kanner net kënnen als Salariéen ugemellt ginn am Betrib?

D'Baueren a Wénzer iwwerhuele Risiko a passe sech un déi verännert Maartbedingungen un. Dësen Engagement dierf am Alter net zu finanzieller Unsécherheet féieren. Aus dëse Grënn, fanne mir als CSV, sollt gepréift ginn, wéi d'Pensiounen vun de Baueren an Zukunft besser valoriséiert kënnen ginn. Dat erfuerdert Zäit an Dialog mat de Betraffenen, mee et erfuerdert virun allem och politesche Wëllen. Fir eis als CSV sinn déi zukünfteg Reform vum Agrargesetz, mee och déi zukünfteg Landwirtschaftsdëscher an Diskussiounen, notament mat deene jonke Bauere bei de Betriebsiwwernamen, déi richteg Plaz, fir d'Theema proaktiv unzegoen.

Här President, nieft der finanzieller Dimensioun stellt sech och eng zweet entscheidend Fro: d'Fro vun der Informatioun fir déi betrafte Berufskategorien. An deem Sënn war de Prozess „Schwätz mat!“ e

wichtige éischte Schratt, fir Bewosstsäin ze schafen. Mee dësen Effort dierf haut net ophalen. Vill Leit hunn haut nach ze wéineg Iwwerbléck iwwer hir zukünftige Pensiou. Dat gëllt net nëmme fir Baueren, mee och fir aner Selbstständiger an aner Beruffer, net well se sech net interesséieren, mee well de System komplex an dacks schwéier ze verstoen ass.

Ech erënnere mech dunn, wéi an de Kommissiounen jiddere seng Beispiller do duergerechent huet an ee gesinn huet, wéi komplex déi ganz Situatioun ass. D'Konsequenze vu bestëmmte Choixen am Laf vun der Karriär ginn net ëmmer genuch erkläert. Dat féiert zu Onsécherheet an net seelen zu Iwwerraschungen am Alter. Dofir ass eng national Sensibiliséierungscampagne noutwendeg, eng Campagne, déi de landwirtschaftleche Secteur, mee och aner Beräicher wierklech erreicht.

Op der Musel bei de Wénzer sinn éischt Versich gemaach ginn – Versammlungen, déi gutt besicht waren –, wou iwwer de System geschwat ginn ass, wou de System erkläert ginn ass. Et brauch elo eng kloer Campagne, déi verständlech an no bei der Praxis ass. Dofir ass et wichteg, datt d'Regierung dësen Engagement bestätegt an och weiderhin an deem Sënn aktiv bleift.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn haut vill iwwer Generatiounengerechtegkeet geschwat. Als CSV si mir iwwerzeegt: Wa mir wëllen, dass jonk Leit Betriber iwwerhuelen, mussen mir weisen, dass dat Engagement sech och am Alter lount. Dat ass e wichtegt Signal fir eis Betriber a virun allem fir d'Leit, déi hannert de Betriber stinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix | A!

M. Ben Polidori (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et steet ee moies op, et geet een op seng Aarbecht an et stécht ee vill Energie an Engagement a säin Job. An dat eng ganz Karriär laang, all Dag, 40 Joer. An dann? An da geet een a seng wuelverdénchte Pensiou an et genéisst een déi Joren, déi engem nach bleiwen.

A ville Fäll ass dat och esou. Eisen öffentleche Pensioussystem ass gutt an erlaabt engem Groussdeel vun de Leit, e Liewen ouni finanziell Suergen ze féieren. Mee leider ass dat net ëmmer de Fall. Vill ze dacks spillt d'Gesondheet net mat. An och vill ze dacks geet d'Pensiou einfach net duer, fir dervu kënnen ze liewen. An dee Problem riskéiert, ëmmer méi schlëmm ze ginn.

Do freet ee sech dach: Wéi kann dat sinn? Ass dat net eigentlech d'Grondiddi vum Pensioussystem, no liewenslaangem Schaffen eng Ofsecherung fir den Alter ze hunn, vun där een anstänneg ka liewen? Et ass fir mech net ze verstoen, dass een, dee säi Liewe laang geschafft huet a schonns do vläicht net vill verdénkt huet, um Enn esou wéineg Pensiou kritt, dass e muss bei den Office social goen a Sozialhëllef ufroen, fir iwwer d'Ronnen ze kommen.

Et ass och scho gesot ginn – och ech sinn do absolutt enger Meinung mam fréieren CSV-Fraktionschef, dee gesot huet, dass d'Grondrent an déi niddreg Pensioune mussen onbedéngt gehéicht ginn. Dat war viru plus/minus engem Joer, wou den Här Spautz dat gesot huet.

Wat ass dat iwwerhaupt fir e Message fir déi Jonk, déi eréischt ufänke mat schaffen an elo scho struewe

mat de Problematiken, déi do sinn? A si wëssen, dass si aus deem Struewelen och guer net esou einfach erauskommen. Et gëtt gesot, de Marc Baum huet et och scho gesot: Jo, d'Studieuren gi bäibehalen. Jo, se ginn och flexibiliséiert. Mee op där anerer Säit awer wäerten och déi Leit, d'Studenten, aacht Méint méi laang mussen schaffen goen. Dat heescht, op där anerer Säit schwäche mer och den Deel vun de Studieuren, déi maache mer also manner interessant wéi virdrun. Dat muss een awer och mol eng Kéier soen an dat ass, mengen ech, och faktuell richtig.

(Interruption)

Här President, souguer d'Fondation IDEA, déi jo an hirer Philosophie bekanntermosse keen direkt Sproochouer vun der LSAP ass, schwätzt sech awer dofir aus, d'Mindestrent substanziell ze héijen. Do par contre huet de Spriecher vun der DP, dee jo d'IDEA och ganz vill gelueft huet, déi Iddi op alle Fall net an der Ried erwänt. Si argumentéiert, och mat villen anereren Argumenter, dass dat virun allem ville Frae géif zegutkommen an dofir eng Mesür am Sënn vu méi Gerechtegkeet tëschent de Geschlechter wier. An effektiv hu vill Frae ganz niddreg Pensioune, well se hir Karriär méi dacks wéi Männer fir d'Erzuegung vun de Kanner ënnerbrach hunn oder och nach deelzäit geschafft hunn. Dat ass de sougenannten „Gender Pension Gap“ an dee féiert derzou, dass Frae méi dacks musse Sozialhëllef ufroen am Alter. Dat ass e grouse Problem an och eng grouss Ongerechtegkeet, déi et ze léise gëllt.

Här President, fir eis ass kloer, déi kleng Pensioune mussen gehéicht ginn, fir all Mënsch no sengem Schaffliewen eng Pensiou ze garantéieren, vun där ee ka liewen, ouni musse Sozialhëllef unzufroen, an dat onofhängeg vu sengem Geschlecht.

An de Projet haut hei vun der CSV/DP-Regierung ignoréiert déi kleng Pensioune. Amplaz hu si e Plang géint d'Aarmut opgestallt. An u sech ass esou e Plang jo och eng gutt Saach, déi mer och vun der Form hier begreissen. Mee en ass awer och normalerweis do, an dat gesi mir esou, fir deenen ze hëllefen, déi an Aarmut liewen an Hëllef brauchen. Mee an eisen Ae wier et fir d'éischt emol wichteg ze verhënnere, dass d'Leit iwwerhaupt an d'Aarmut falen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Ben Polidori (LSAP) | An dat geet just mat enger ambitionéierter Wunnengspolitik, gerechte Mindestlëin an enger gerechter Mindestpensiou, déi héich genuch ass, dass ee kann dovunner liewen. Mee op deem An ass d'Regierung awer e bësselche blann.

De Projet vun der Regierung ass weeder sozial nach gerecht, an en ass scho guer net generatiounengerecht. E belaauscht déi Jonk méi a vergësst déi niddreg Akommissen.

Dofir gëtt et vun eis e klore Nee! Et kann een et aneschtens maachen. Et gëtt e bessere Wee. An elo komme mer mat eise Proposen.

Fir d'éischt emol, d'Pensiounskeess soll d'Pensioune bezuelen a soss näischt, keng administrativ Käschten, weeder fir d'Personal nach soss eppes.

De Cotisationsplaffong soll opgehuewe ginn. D'Leit mat den héije Revenue solle sech am selwechte Mooss finanziell bedeelege wéi Leit mat klenger Salarien. Dat ass haut net de Fall an dat ass net gerecht.

Des Weideren huet eise Pensioussystem aktuell zolidd Reserven. De Pensiounsfong ass am Moment 30 Milliarden schwéier a läit domadder wäit iwwer deem gesetzleche Minimum. An den Ertrag vun där Reserv, also dat, wat mat deene Suen u Rendement gemaach gëtt, muss kënnen genotzt ginn, fir Phasen

ze iwwerbrécken, wou et manner gutt geet, Momenter wéi elo, ...

Une voix | Très bien!

M. Ben Polidori (LSAP) | ... wou manner Cotisations erakommen duerch eng schwach Wirtschaft an och en Emploi, dee vläicht net esou staark wiisst wéi virdrun, a wou gläichzäiteg vill Babyboomers an d'Pensiou ginn.

An et ass u sech fir ons dofir elo, wou dës Sue sollen do sinn an och solle kënnen gebraucht ginn. A wann all déi Mesüeren net sollten duergoen, da géife mer eis och enger Cotisationserhéijung net verschléissen. Den Här Di Bartolomeo ass schonns drop agaangen: Déi lescht gouf viru 50 Joer gemaach.

An als leschte Schrëtt géife mir op de Wee goe vun neie Recettëquellen. Mir si fir eng Cotisation généralisée op all Zorte vu Revenuen. Doriwwer géif jiddereen, jonk an al, an ugepasst un d'Akommes an déi individuell finanziell Situatioun, Säint zu engem gerechte Rentesystem bäidroen. Och mir hunn dat ausgerechent. A mat deenen dote Mesüeren, déi ech Iech elo opgezielt hunn, wäere mer tëschent 12 a 15 Joer ofgeséichert. Ech mengen, do kann ee vun enger mëttelfristeger Reform schwätzen an net vun eppes, wat zwee, dräi Joer hält.

Une voix | Très bien!

M. Ben Polidori (LSAP) | Eise staarke solidaresche Pensioussystem muss gestärkt ginn, well e fir eis allegueren do ass. En ass op engem Vertrag tëschent de Generatiounen opgebaut a muss dofir gutt Konditiounen a gutt Aussichte fir all d'Generatiounen bidden. An e muss den Effort tëschent deene Generatiounen och gerecht opdeelen.

An dat ass beim Projet vun der Regierung awer leider guer net de Fall. E luet deene Jonken nach eng Kéier méi héich Cotisationsen op an e verlaangt och gläichzäiteg vun hinnen, dass se méi laang schaffen. An ech mengen, och déi aacht Méint, déi haut am Raum stinn, dat ass just eng Dier, déi mer opmaache fir eng nächst Diskussioun fir méi.

A bei all deem kann och nach keen hinnen haut soen, ob a wat fir Pensioune si um Enn kréien, wa si da bis eng Kéier dru sinn, fir pensiounsfäeg ze sinn.

Esou e Kontrakt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou e Kontrakt géif kee Geschäftsmann, kee vun der DP a kee vun der CSV, wëssentlech ënnerschreiwen, sécher net! Mee vun deene Jonke gëtt dat awer wéi selbstverständlech erwaart, an dat an enger Welt, wou Klimakris, Kricher an och den iwwerspaante Wunnengsmaart an en dereguléierten Aarbechtsmaart deene Jonken hir Existenz scho massiv belaauchten. Mat esou enger Politik verléiere mer déi Jonk. Mee ouni déi Jonk geet d'Rechnung net méi op, an dat net nëmme bei de Pensioune!

Mir brauchen dofir e gerechte Rentesystem, e sozial gerechte System an e generatiounengerechte System, an dat fir haut an och fir muer. De virleiende Projet dréit dozou awer leider guer näischt bäi. Am Géigendeel.

Dofir wëlle mir aner Weeër aschloen, fir eise Pensioussystem ofzesécheren, wéi dat, wat d'Regierung hei virgeluecht huet, e Pensioussystem, dee méi sozial, méi solidaresch an och méi gerecht ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Domat wär dann d'Lescht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss an ech géif der Regierung

d'Wuert ginn. Nee, den ... Här Haagen, Dir wollt nach eng Ried halen, oder just eng Fro stellen?

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. Ech wollt keng Ried halen. Ech wollt eng kuerz Fro stellen un den Här Boonen, wann ech dat däerf.

M. Claude Wiseler, Président | Wann Der géift opstoen an den Här Boonen d'accord ass, jo.

M. Claude Haagen (LSAP) | Wann ech däerf, stinn ech op.

M. Claude Wiseler, Président | Här Boonen?

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Haagen, dann ass et un Iech.

M. Claude Haagen (LSAP) | Ganz kuerz, eng ganz kuerz Fro. Ech hunn Iech do nogelauschert, well mech dat interesséiert huet iwwert déi sozial Ofsécherung vun de Baueren, an datt Der dat géift op de Leescht huelen. Ech denken, datt dat souwuel d'Pensiounen wéi d'Cotisation-socialen am grouse Ganzen ubelaangt, besonnesch och, wat déi jonk Baueren ubelaangt.

Dofir ass meng Fro: Beim Agrargesetz, dat jo unanime gestëmmt ginn ass, waren et d'Artikelen 78 a 79, déi d'Prise-en-charges huele vum Staat par rapport zu de Cotisation-socialle bei der Assurance maladie a par rapport zu de Pensiounen dann. Géift Der un déi zwee Artikelen 78 a 79 goen, fir déi ewechzehuelen oder anescht erspedeelen?

A meng zweet Fro ass, ob Der wësst, wivill dann d'Contribution étatique an deem Domän ass par rapport zu den Artikelen 78 a 79.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här Haagen. Ma et ass déi Fro, déi sech jo stellt. Déi zwee Artikelen sinn am Agrargesetz. Si hunn net direkt mat dem Code de la sécurité sociale ze dinn, an duerfir ass et doriwwer, wou et gereegelt gëtt. Dat sinn am Moment jo iwwert de Fonds agricole 4 Milliounen Euro, déi do bäigesteiert ginn. An et ass jo eng Fro vu Budget. An et ass eng Fro vun: Wéi maache mer dat? Ech mengen, ech hu jo probéiert ze erklären, ob et Sënn mécht, do op engem qualifizéierte Mindestloun ze bleiwen, fir déi minimal Bättrëg, déi do gelescht ginn, ze maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen.

Une voix | Dat war eng kloer Äntwert, net wéi gëschter.

M. Claude Wiseler, Président | Domat wär dann elo d'Diskussioun zu dësem Punkt ofgeschloss.

An ech géif der Regierung d'Wuert ginn, der Madamm Minister fir sozial Sécherheet. Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, a merci menge Virriedner. Fir d'éischt emol villmools merci der Deputéierter Fränzi Kemp fir dee ganz kompletten an ausféierleche Rapport.

Mat all deem, wat de Mëtteg gesot ginn ass, hunn ech déi lescht Méint nach eng Kéier Revue passéiere gesinn, wou mer eigentlech – et ass ugeschwat ginn – de 6. Dezember 2023 fir d'éischt an enger Chamberskommissioun iwwert déi Sätz aus dem Accord de coalition geschwat hunn.

Ech wëllt se awer nach eng Kéier virlesen, well si sinn de Mëtteg nach net virgelies ginn: „Une large

consultation sera organisée avec la société civile sur la viabilité à long terme de notre système des retraites, ceci afin de trouver un consensus à ce sujet. L'assurance obligatoire restera le pilier central du système de pension. La possibilité d'une promotion accrue du deuxième et troisième pilier de prévoyance vieillisse sera analysée, notamment par une amélioration des allègements fiscaux.“ Net méi an net mainer. A genau dat doten hu mir gemaach.

D'Large consultation ass de 4. Oktober 2024 ugaangen. No éischten Entrevuë mat de Sozialpartner hu mer dann och aner Acteure vum System gesinn. Mir hunn déi Large consultation en place gesat, wéi de Mëtteg scho gesot ginn ass, an engem Prozedere, dee „Schwätz mat!“ geheescht huet. Et war en dediéierten Internetsite, wou all d'Informatiounen, déi zur Verfügung stinn, direkt zur Verfügung gestallt gi sinn, wou d'Defien opgegraff gi sinn, erkläert gi sinn, wou mer probéiert hunn, d'Visiteuren ze implizéieren, wou mer eng sëllege Visitten haten – ech ginn herno nach eng Kéier op d'Zuelen an –, wou mer Conclusiounen draus gezunn hunn, déi agefloss sinn an Experteronnen, a wou mer zum Schluss den 2. Juli e finale Rapport iwwert dee ganze Prozedere publizéiert hunn.

Parallèll war hei an der Chamber en Débat de consultation den 19. März. Och do hat ech haut d'Impressioun, ech hätt e Revival. An den Experteronnen, vun deenen déi lescht de 24. Abrëll war, sinn all déi Conclusiounen aus deene Consultatiounen belicht ginn. Och dovunner ass haut geschwat ginn. Natierlech fillt net jiddweree sech d'selwecht an esou Ronnen. Natierlech fënnt deen een et méi oder manner agreeabel wéi deen aneren. Mee am Endeffekt hu mer do vill, vill, vill Iddie beschwat. Villes ass op den Dësch komm. An dee Site, dee besteet och haut nach, dee gëtt den Owend nom Vott à jour gesat. Do ginn Erklärungen dropgesat, do ginn erëm esou e bësse méi einfach Sproochvideoen eropgeluede, fir de Leit ze erklären, wat dann déi Moossnamen, déi haut an deem Projet de loi stinn, bedeuten.

E grouse Merci u jiddwereen, deen do matgemaach huet, e grouse Merci un all d'Acteuren, déi derbäi waren, e grouse Merci un déi vun heibannen, déi reegelméisseg derbäi waren. Si hu jo haut selwer e klengen Temoignage ginn, wéi dat war.

Zu den Zuelen: 86 Deeg konnten d'Bierger matmaachen, méi wéi 9.000 Leit hunn de Site besicht, méi wéi 42.000-mol sinn d'Säiten opgeruff ginn, an der Moyenne sinn d'Leit 3,5 Minutten um Site bliwwen, méi wéi 6.500 Interaktiounen a Form vun engem Bättrëg, a Form vun enger Äntwert op eng Fro, déi gestallt ginn ass.

All d'Leit, déi mer gesinn hunn ..., dat ware 15 verschidde Stakeholder-Gespräicher, déi mer haten, dat heescht, nieft de Sozialpartner zum Beispill mat Impproof, zum Beispill mat IDEA an esou weider.

Déi dräi ganzdeeglech Experteronne si schonn ugeschwat ginn. An deenen dräi Ronne ware méi wéi 110 Leit involvéiert aus 52 Organisatiounen. An duergeseeënd – d'Rapportrice huet et gesot – war de Sujet d'Pensiounen op der Place publique.

Firwat hu mir de Choix gemaach, d'Pensiounen an dëser Legislatur unzeschwätzen? D'IGSS ass haut schonn e puermol ernimmt ginn. Déi mécht reegelméisseg Bilan-actuariellen. An dee leschten aus dem Dezember 2021 huet drop higewisen, datt mer Schwierigkeete géife kréien.

Awer 2022 ass näischt gemaach ginn, et ass 2023 näischt gemaach ginn. Wat ass gemaach ginn? Am Abrëll 2022 ass de Conseil économique et social beoptraagt ginn, e Rapport doriwwer ze maachen, e Rapport iwwert de Bilan actuariel vun der IGSS, wa

méiglech mat Proposen, wéi ee konkret kéint an de System agräifen.

Virdrun huet den Deputéierte Schockmel ugeschwat, datt an deenen Discoursen, déi ronderëm dee Rapport gefouert goufen, reegelméisseg Projektiounen als falsch ugesi gi sinn oder gesot ginn ass: „Déi Projektiounen hu sech nach ni bestätegt.“

Abee, an deene leschten Deeg ass e Rapport vum FMI publizéiert ginn, deen op Demande vum Finanzminister gemaach ginn ass, wou eis Projektiounen op de Leescht geholl gi sinn a wou gekuckt ginn ass, ob eis technesch Kompetenz do ass, fir de Pensiounsregime ze projetéieren. Ech kann Iech soen, liest en, well déi Leit gesinn net, datt d'IGSS sech geiert hätt, déi gesi just liicht Ofweichungen, déi opgrond vun ekonomeschen Hasarden zustane komm sinn. Also hu mer d'Kompetenz vun der IGSS confirméiert, well si sinn et ëmmer, déi de Bilan actuariel opstellen, deen och Ulass war, fir de Conseil économique et social ze saiséieren.

Et huet awer gedauert bis de Juli 2024, méi wéi zwee Joer, bis dee Rapport do war. An dee Rapport, deen huet aus zwee Deeler bestanen, een Deel vum Salarat, een Deel vum Patronat. Dee Rapport huet also méi Zäit gebraucht wéi mir elo nach hunn, fir déi Mesüreen, wann dat Gesetz haut gestëmmt gëtt, ze analyséieren op hiren Impakt hin.

Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, deen hei geschwënn zum Vott steet, ass, esou wéi an der Consultatioun vun enger grousser Majoritéit gewollt, equilibriert, respektéiert zesumme mat deem, wat 2012 en place gesat gouf, all d'Acteuren – all Generatioun ass betraff – an e gesäit keng abrupt Ännerunge vir.

Konkreet hu mer zwar warscheinlech, ouni haut e wirkleche Konsens ze hunn, hei awer elo véier Ännerungen, déi hir Friichte wäerten droen.

1,5 % Cotisationserhéijung, 0,5 % fir all Partner, deen de System finanziert: Salarat, Patronat, Staat. Den Tripartitt-Modell, deen iwwerall an der Sécurité sociale seng Preuvë gemaach huet: D'LSAP dréit dat mat. 2022 ass et net op den Dësch komm.

Well mer deen niddregste Rentenantrëttsalter hunn, gi mer lues a lues deen een oder anere Mount bäisetzen, dat heescht, dass déi Leit, déi am Joer 2030 a Pensioun wëlle goen, dann aacht Méint méi laang cotiséieren.

Studienzäiten, déi an d'Karriär agesat ginn, gi flexibiliséiert a kënnen och nom Alter vu 27 Joer agesat ginn. Och dat dréit d'LSAP mat, dat ass awer 2022 net op den Dësch komm.

(Interruption)

A mir ginn d'Méiglechkeet, progressiv an d'Pensioun ze goen, asetzen, zum Beispill hallef schaffen an hallef an d'Pensioun goen, wa Salarie a Patron dat da wëllen.

Véier ganz konkret Mesüreen, véier Decisiounen, déi eis machbar schéngen, no allem, wat diskutéiert ginn ass, no alle Ronnen, déi mer gedréint hunn, an déi en Impakt hunn!

Do, wou den Taux de cotisation elo schonn am Joer 2026 net méi duergaange wär, packe mer et elo bis 2029. Do, wou d'Reserv ënner 1,5-mol d'Joresausgaben am Joer 2038 gefall wär, kréie mir déi Echeance bis 2042 erausgedréckt. An déi selwecht Reserv – well wa mer se bis upaken, da baut se sech exponentiell of –, déi, wa mer näischt haut géife maachen, schonn am Joer 2044 eidel wär, wäert mat den aktuelle Parametere am Joer 2048 eréischt eidel sinn.

De Régime général vum Secteur privé bleift also bis 2042 an de legalen Normen a vun haut u gerechent sinn dat 15 Joer. Dat heescht awer net, datt mer elo 15 Joer näischt maachen. Den Impakt vun deem, wat decidéiert gouf, muss am Detail analyséiert ginn. An déi vill Iddien, déi haut nach eng Kéier widderholl gi sinn, déi am Kader vun de Consultatiounen op den Dësch koumen, mussen weidergeduecht ginn.

A virun allem deene Jonken, déi sech wierklech enorm an dëse Prozess abruucht hunn, muss reegelméisseg nogelauschert ginn, si mussen kënnen matschwätzen, müssen hir Propose viru kënne abréngen. Si waren net present bei de Sozialronnen an dat hu se och mat eis diskutéiert. Ech hat zesumme mam Premier eng Reunion mat hinnen an ech hunn hinnen dat heite gesot: Mir wäerten der IGSS den Opdrag ginn, e permanente Grupp anzusetzen, dee genau déi dräi Aufgaben, déi ech virunner opgezielt hunn, soll erfüllen, well d'IGSS huelt hei zu Lëtzebuerg eng Virreideroll gespillt a spillt se och nach weider. Si sinn den Hauptacteur vun der Opbereedung vun den Zuelen aus den administrative Fichiere vun der Santé an der Sécurité sociale a stinn der Recherche zur Verfügung, wou se gebraucht ginn.

Haut sti véier konkret Mesüeren, déi eis véier weider jore ginn, fir virunzedenken a mat der néideger Rou an ouni ze vill Drock aner Moossnamen ze analyséieren, zum Vott.

An deem Sënn: Jo, Madamm Bernard, d'Pensioun ass kee Privileeg. Et ass e Recht, fir no enger geleeschter Aarbechtsszäit sech kënnen zouversichtlech op de Liewenswond virzubereeden. Näischt ze maache war fir eis keng Optioun. Eng Pensioun soll schützen virun Altersarmut – do ginn ech Iech Recht. Dat hu mer och adresséiert, net am Pensiounsregime, mee am Plang fir Altersarmut respektiv fir Aarmut am groussen Ganzen.

Eng Pensioun soll ee mat Zouversicht Richtung Pensioun kucke loossen. Eng Pensioun soll de Mënsch an de Mëttelpunkt stellen, gëschter, haut a muer, fir eis Kanner a Kandskanner. Duerfir hu mir eis Verantwortung iwwerholl. Duerfir hu mir dës Adaptatiounen proposéiert. An duerfir wäerte mir déi nächst Joren am Detail drüwer diskutéieren. An do zielen ech op Iech all, fir Är Iddie méi detailléiert ze formuléieren, fir beim nächste Bilan actuariel prett ze sinn, gegebenefalls weider Upassungen ze maachen.

Sou wéi eng Gesellschaft sech entwéckelt, entwéckelt sech och hir sozial Ofsécherung. An hei zu Lëtzebuerg maache mir dat zesummen am Dialog mat alle Bedeelegten a virun allem mat deenen, déi de System droen, deenen, déi haut bezuelen a gestalten, awer besonnesch an dësem Sujet mat deenen, déi muer mussen bezuelen an och gäre géife gestalten.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Amendements

Éier mer zum Vott iwwert de Projet de loi kommen, mussen mer iwwer véier Amendementen ofstëmme, déi vum Mars Di Bartolomeo hei deposéiert goufen.

Ech géing da proposéieren, datt mer ufänken, an zwar fir d'éischt mat dem Amendement Nummer 1 vun der LSAP. Här Di Bartolomeo.

Amendement 1

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Just ee Saz Erklärung. Ech mengen, et ass ganz einfach: Deen

éischten Amendement viséiert d'Sträiche vun deem obligatoreschen Deel, fir méi laang schaffen ze goen. Déi aner si connexe, soudass, wann iwwert deen éischten Amendement ofgestëmmt gëtt an d'Resultat positiv ass, mer déi aner huele mussen. Wann et negativ ass, da sinn déi aner hifällig.

Wann Der mer erlaabt, ech wollt awer just ee Wuert soen zu deem, wat d'Madamm Minister gesot huet.

(Interruptions)

A, majo dach, ech ka jidderzäit Parole après ministre froen! Just eng Feststellung.

M. Claude Wiseler, Président | Ganz kuerz, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dës Regierung hat sech d'Lat ganz héich geluecht a si ass drënner erduerchgekroch. Merci.

M. Georges Engel (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Da géinge mer zum Vott iwwert den Amendement Nummer 1 kommen, sou wéi den Här Di Bartolomeo als Auteur vun den Amendementen et virgeschloen huet. Wann den Amendement Nummer 1 ugeholl gëtt, da stëmme mer och nach iwwert déi aner Amendementen of. Wann den Amendement Nummer 1 ofgeleent gëtt, da sinn déi aner Amendementen sans objet a mir brauchen dann net méi doriwwer ofzestëmme.

Mir stëmme, wéi gesot, elo iwwert den Amendement Nummer 1 of. Wie mat deem Amendement d'accord ass, stëmmt mat Jo. Wie géint deen Amendement ass, dee stëmmt mat Nee.

Vote sur l'amendement 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Den Amendement huet 20 Jo-Stëmme kritt an 39 Nee-Stëmme. Den Amendement ass also mat 39 Nee-Stëmme bei 20 Jo-Stëmme a kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Dat heescht also, datt mer net méi brauchen iwwert déi dräi aner Amendementen ofzestëmme.

(Les amendements 2 à 4 de M. Mars Di Bartolomeo sont retirés.)

Da géinge mer zum Vott iwwert de Projet de loi selwer kommen. Dat ass de Projet de loi 8634. Den Text steet am Document parlementaire 8634⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8634 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 34, Neen: 25. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 34 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An dann ass nach eng Motioun vum Här Baum hei deposéiert ginn. Den Här Baum huet selwer proposéiert, datt mer seng Motioun géingen an d'Conférence des Présidents renvoyéieren.

Vote sur le renvoi de la motion 1 à la Conférence des Présidents

Ech wéilt am Fong froen, ob Der alleguer domadder averstane sidd. Déi, déi domadder averstane sinn, sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun à l'unanimité an d'Conférence des Présidents renvoyéiert. An domat wär dann dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

(La motion 1 de M. Marc Baum est renvoyée à la Conférence des Présidents.)

6. 8640 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2^o de la loi du 23 décembre 2005 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 ;

3^e de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour kommen, an zwar dem Projet de loi 8640, der Aféierung vun enger Rei steuerleche Mesüren am Kader vun der Pensionsreform souwéi am Kader vun nohaltegen Energierenovatiounen a vun den Accisen. D'Riedezäit ass hei de Modell 1. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Michel Wolter, den Här André Bauler, d'Madamm Taina Bofferding, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dem Projet de loi, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | Här President, ech mengen, d'Loi ass e bëssen eraus – ech verstinn dat och –, an awer geet et nach e bësse virun an eise Ordre du jour vun haut.

Mir hate gëschter dräiwier diskutéiert, dass mer deen een oder deen anere Projet fourre-tout hei presentéiert géife kréien. An de Minister hat gesot, e géif probéieren, dat dann an Zukunft net méi ze maachen. Ech huelen dat da fir d'Zukunft, well deen, dee mer elo hei diskutéieren, ass nu wierklech de Fourre-tout vum Fourre-tout. Et ass esou zimmlech alles hei an deem Projet dran, woubäi awer all eenzel Mesür – dat wëll ech soen – hir Daseinsberechtigung huet. Et ass och wichteg, dass se geholl gëtt. Ech mengen och, dass déi meescht vun de Kollegen hei mat deene verschiddene Mesüre wäerten d'accord sinn, mat där enger oder anerer Nuance.

Ëm wat geet et? Et geet an engem éischten Deel drëm, zwou steuerlech Mesüren am Kader vun der Pensionsreform, iwwert déi mer elo just hei diskutéiert hunn, ...

Elo ass d'Ministesch fort, ech wollt se elo luewe fir déi Rou, déi se an deene leschten zwéi Joer gewisen huet, fir déi Reform hei haut duerch d'Chamber ze bréngen. An ech mengen, dass ech deen heibanne sinn, deen am meeschte weess, vu wat en an deem Domän schwätzt.

An dem zweeten Deel vun dem Projet de loi hei geet et ëm steuerlech Mesüren am Beräich vum Logement. An an dem drëtten Deel, do geet et ëm Adaptatiounen am Beräich vun den Accisen. Dir gesitt also, dass et e bësse queesch duerch de Gaart geet.

Woubäi deen éischten Deel – an ech gi mol dovun aus, dass den Ordre du jour esou organiséiert ginn ass, dass deen heite Projet direkt no der Pensionsreform op den Ordre du jour kënnt – dach awer zwou wichteg Mesüre betrëfft, déi mat deem ze dinn hunn, iwwert dat mer elo just ofgestëmmt hunn.

Well mir féieren, wann d'Chamber domadder d'accord ass, en Abatement vu maximal 750 Euro de Mount fir Persounen an, déi fräiwëlleg méi laang am Aarbechtsweg bleiwen, mat engem Maximum vun 9.000 Euro pro Joer – et si Beispiller am Rapport dran –, fir ze verhënnere, dass, wann dat iwwer dräi Exercicer géif goen, dass op eemol ze vill géif ginn. Dofir ass et 9.000 Euro pro Joer mat engem Maximum vu 750 Euro pro Mount.

D'Zil ass et, an dat ass jo ganz kloer, d'Leit ze motivéieren, fräiwëlleg méi laang ze schaffen, a se esou och méi no un de legale Pensionsalter erunzeféieren. Gläichzäitig dréit dës Moossnam zu

enger Entlaaschtung vum gesamte Pensionssystem bäi, well d'Leit engersäits méi laang cotiséieren an anerersäits d'Pensionsausbezielungen an deem Fall méi spët ufänken.

En Abatement zielt fir all Persoun, déi d'Recht huet, an d'Pension ze goen, awer nach net 65 Joer al ass. Do gëtt et jo verschidde Modeller: 57 Joer, 40 Joer Déngscht, 60 Joer, 40 Joer Déngscht, jee nodeem, a wéi engem Modell een do ass, oder 60 Joer, 35 Joer Déngscht an der Fonction publique.

Am Kader vun der Pensionsreform muss een dann awer drop hiweisen, dass dat, dass d'Leit an Zukunft een, zwéi, dräi, bis zu aacht Méint méi mussen schaffen, dann och keng Auswierkunge par rapport zu dësem Mechanismus huet. Dëse Mechanismus, dee grefféiert sech hannendrun eréischt un de System.

Well et sech awer ëm en Abatement handelt, profitéiert all Steuerzueler a Funktioun vu sengem besteierbaren Akommes. Leit mat méi klengem Akommes gewanne proportional méi. Leit mat engem héijen Akommes gewannen nominal natierlech am meeschten, well dat jo de Prinzip selwer vun der Proportionalitéit vum Steiersystem a vum Steuerbarème ausdréckt.

Iwwert de Wee vum Crédit salaire social kënnen d'Leit och nach bis zu 105,5 Euro pro Mount derbäi kréien, wa si decidéieren, méi laang ze schaffen. Den Här Finanzminister huet eis an der Chamberskommission eng ganz Rei vu Beispiller genannt, wéi dat sech bei 40.000, 50.000, 100.000 an 150.000 Euro besteierbaart Akommes géif auswirken. Ech verzichten dorobber, dass den Här Finanzminister vläicht dat een oder dat anert Beispill herno a senger Replik nach wäert bréngen.

Déi zweet Mesür an dësem Kader, déi och am Kontext vun der Pensionsreform ze gesinn ass, betrëfft d'Privatzousatzpensiounen, also dann dee sougenannten drëtten Peiler. Déi aktuell Ofsetzbarkeit ass bei 3.200 Euro pro Joer a Persoun a geet op 4.500 Euro pro Steuerjoer an d'Luucht, wat eng Hausse vun 41 % am Verglach zum haitege Maximum ass.

Domat dréit dës Regierung, an d'Ministesch huet virun de Koalitionsaccord virgelies, engem weidere Punkt aus dem Regierungsprogramm Rechnung, well déi drëtt Sail vun eise Pensionsystem soll gestärkt ginn an d'Biergerinnen an d'Bierger encouragéiert ginn, sech selwer zousätzlech niewent deem legale Kader fir hire Liewensweng ofzesécheren, also Cotisations – net direkt Cotisations – ze bezuelen, fir herno méi eng héich Pension kënnen ze kréien.

Dat waren also déi zwou Moossnamen, déi am Kader vun der Sozialronn decidéiert gi sinn an déi elo haut direkt nom Vott iwwert de Projet dann ëmgesat solle ginn.

Am zweeten Deel vum Gesetzesprojekt geet et ëm déi sougenannte Rénovation énergétique. Haut ass et esou, dass Propriétaire vun Immobilien, déi fir Wunnzwecker genotzt ginn an der Locatioun, vu verschiddenen Ofschreibungssätz kënnen profitéieren, wa si energieetes an nohalteg Renovatiounsarbechten an hire Wunnenge virhuelen. Mat dëser Reform gëtt dës System revaloriséiert, fir d'Leit nach méi ze encouragéieren, an d'energieetes Sanéierung vun de Bestandsimmobilien ze investéieren.

Konkreet gesi gëtt de steuerlechen Amortissement vu 6 % op 10 % pro Joer gehéicht, dat Ganzt ab dem Steuerjoer 2026. Domat schafft d'Chamber e gezillte finanziellen Ureiz, fir d'Energieeffizienz vun eise Wunnengen ze verbessere an de Wunnungsbestand méi nohalteg ze maachen.

Geschitt dat, profitéiert de Locataire eigentlech och indirekt nach dervun, well doduerch och d'Käschten, déi mat der Energie zesummenhängen, duerno wäerten erofgoen, vu dass d'Haus besser isoléiert ass.

Deen drëtten a leschten Deel, deen dann nees guer näischt mat deenen zwéi virun ze dinn huet, gesäit Adaptatiounen um Niveau vun den Accise vir. Deen éischte Punkt ass eng technesch Adaptatioun vum Niveau vun der CO₂-Steuer. Konkreet geet et drëm, déi Betriber, déi ënnert den ECTS-System falen an nach op Kuel a Koks zrëckgräifen, vun der CO₂-Steuer ze befreien, fir ze verhënnere, dass si um selwechte Punkt zweemol belastscht ginn.

An deen zweeten Punkt betrëfft eng Ännerung, déi um Wälbau dëscht festgehele ginn ass. Do geet et drëm, dass Wäi mat mander héijem oder ouni Alkoholgehalt, also entalkoholiséierte Wäin, mat dësem Gesetzesprojekt net ënnert den Uwendungsbereich vun de sougenannten Alkopops fält, déi zënter 2006 mat enger méi héijer Taxe additionnelle beluecht ginn. Ech mengen, ech brauch net weider dorobber anzegeen am Detail. Dat ass eng Diskussioun, déi mer hei x-mol gefouert hunn. Dat war eng Revendicatioun vum Secteur an déi gëtt dann an dësem Projet de loi och ugeholl.

Ech wär domadder fäerdeg mam Rapport, deen ech ze maachen hunn am Numm vun der Finanzkommission. Ech mengen, ech war zwar net do, well mer jo fort waren.

Bei wie ware mer fort?

(Interruptions et hilarité)

Voilà! Bei deen! Bei genau dee ware mer.

Mee ech mengen, et wär unanime gewiescht, wann ech dat nach an Erënnung hunn, wéi dës Rapport de leschte Freiden ugeholl ginn ass.

Discussion générale

Erlaabt mer, Här President, nach e puer Wuert awer ze soen a menger Funktioun als mandatéierte Spriecher vun der CSV zu dësem Projet. Ech mengen, et ass jo vu ville Virriedner am viregte Projet gesot ginn, wéi wichteg et ass, en equilibréiert Pensionsregime ze hunn.

E Pensionsregime muss enger Rei vu Kritären entsprechen, déi och zum Deel hei schonn ugeschwat gi sinn. Ech mengen, e muss laangfristeg finanzéierbar sinn. E muss sozial gerecht sinn. Woubäi d'Gerechtkeet eppes ass, wat een a vill Segmenter kann deklinéieren, an d'Gerechtkeet och net vu jiddwengem genau d'selwecht ëmmer gesi gëtt. E gerechten oder finanziell nohaltege Pensionsregime muss a mengen Aen och ugemosse Leeschtunge bréngen. E muss effizient sinn, souwuel an der Verwaltung wéi och an der Uwendung. An e muss och oppassen, dass seng wirtschaftlech Auswierkungen duerch ze vill Ponctioun op deem engen oder deem anere Punkt net an de Géigendeel gi vun deem, wat ee gären hätt. E soll Ureizer schaffen, fir selwer kënnen eppes ze maachen, an en huet selbstverständlech och zur Pflicht, de generelle Regime esou ze organiséieren, dass e finanziell drobar bleift.

Onbestriden ass a mengen Aen, dass eise generelle Pensionsregime ëmmer méi ënner Drock kënnt, dass duerch allméiglech Phenomeener, déi och schonn de Mëtten hei en long et en large diskutéiert gi sinn. Dozou gehéiert notament d'Veereelzung vun der Gesellschaft. D'Leit ginn ëmmer méi al. An doraus ergëtt sech en Drock, wann s de net méi genuch Cotisations zousätzlech derbäi kriss, woubäi mir, contrairement zu deem, wat ech vum Här Polidori héieren hunn, net an enger Situatioun sinn, dass mir mander

Emploi generéieren, mee mir generéieren héchstens e Bësse manner méi Emploi a sinn awer nach ëmmer op engem ganz héijen Niveau, soudass d'Cotisatione ganz, ganz héich an dynamesch bleiwen.

Allerdéngs muss ee wëssen, dass sech aus all eenzel Cotisation och Rechter herno erginn, soudass also e Spill, dat doranner besteet, ze mengen, dass een duerch kuerzfristeg schnell Recetten eigentlech de Pensiounsregimm entlaascht, sech ganz oft hannereraus als e falsche Schluss erausstellt, well doduerch d'Prestatiounen, déi um Enn vun der Karriär musse bezuelt ginn, e Multipel si vun deem, wat eigentlech abezuelt ginn ass. An dat ass fir mech de reelle Problem vun de Pensiounsregimmer, wéi mer se kennen, deen doranner besteet, dass eigentlech d'Cotisation, déi bezuelt gëtt, d'Prestatioun herno net deckt, déi um Enn vun der Karriär ze bezuelen ass. Dat kritt een eng Zäit iwwerspilt, mee mir sinn do an engem System vu Schnéiballeffekt, soudass eigentlech d'Dynamik ...

Une voix | Très bien!

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | ... vun deem Regimm ëmmer méi séier muss dréinen, fir eigentlech de Regimm kënne ze halen, bis en iergendwann eng Kéier implodéiert.

An dofir fannen ech et ganz wichteg, dass elo eng Rei vu Reformen hei gemaach gi sinn. Ech géif d'Kollegen aus der Regierung bidden, der Madamm Ministesch vu menger Säit aus ze felicitéiere fir déi Mesüeren, ...

Une voix | Très bien!

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | ... déi se hei presentéiert huet. All Mënsch weess – ech weess dat och an et muss een och net maachen, wéi wann d'Leit all vun der Dommeneksmille wieren –, dass dat, wat haut hei decidéiert gëtt, net definitiv de Pensiounsregimm vum Lëtzebuerger Land rett.

Mee déi véier Mesüeren, iwwert déi mer hei diskutéieren, bréngen zumindst e gewëssene Spurt, eng gewësse Loft vu véier bis fënnf Joer, fir engem d'Méiglechkeet ze ginn, duerno ze diskutéieren, wéi ee weider Mesüre kann huelen, vun deenen ech Iech haut scho ka schrëftlech op enger Salztut ginn, dass déi wäerte musse geholl ginn, wa mer d'Perennitéit vun eisem Pensiounssystem iwwerhaupt wëlle kënnen halen.

Du hues eng Rei vu Méiglechkeeten, fir an e Pensiounssystem anzegräifen. Verschiddener si jo och haut genannt ginn. Mee ech soen nach eng Kéier, dass ee ganz gutt muss oppassen, och wann een zum Deel gutt gemengte Propositionen huet, ob déi an der Zäitachs – an d'Zäitachs a Pensiounsregimmer, déi diskutéiert sech net iwwer 2 Joer, iwwer 4 Joer, mee déi diskutéiert sech iwwer 20 Joer a 40 Joer – och d'Strooss halen. A se musse ganz gutt duerchduecht ginn.

Duerfir, fir op de Projet de loi hei zréckzekommen, sinn ech der Meenung, dass déi zwou Mesüeren, déi mer hei maachen, fir d'Leit eigentlech ze incitéieren, hiert Verhalen ze änneren, op de richteg Wee ginn. Ech verstinn d'Kollege vun déi Lénk, déi domadder komme wäerten, well dat jo hiren normale Credo ass, fir ze soen: „Mee dat geet nees an eng Richtung, wou nëmmen e gewëssenen Deel vun der Populatioun sech eigentlech deen dote System ka leeschten“, wann ech dat emol esou ka soen. An dofir wëll ech soen, dass een an engem Pensiounsregimm déi heiten zwou Mesüeren eigentlech net lassgeléist vun alle Mesüeren däreif kucken.

An zu engem uerdentlech opgesate Pensiounsregimm iwwer dräi Peiler gehéieren eebe Mesüeren,

déi an deenen eenzelne Peiler geholl ginn. Dozou gehéiert eeben eng gutt Mindestrent, déi haut jo och schonn e puermol ugedeit ginn ass. Dozou gehéiert awer och d'Méiglechkeet, dass een de Leit selwer d'Méiglechkeet gëtt, wa se dat da kënnen, wa se d'Moyenen hunn, wa se dat wëllen, sech selwer kënnen weider ze versécheren, fir eeben och den Drock herno ewechzehuelen.

Dofir sinn ech wierklech der Meenung, dass déi zwou Mesüeren hei e gudden Effet hunn doduerch, dass duerch Leit, déi méi laang schaffen a fräiwëlleg méi laang schaffen, doduerch also méi laang Cotisatione bezuelen an doduerch eigentlech manner Pensiounsleeschunge kréien, deen Incitativ, deen hei geschaf gëtt, zu enger Entlaaschtung vum Pensiounssystem wäert bäidroen. Och dës Mesür eleng rett de System net, mee dat ass awer eng Mesür, déi engem et erlaabt, um richteg Wee virzoeen.

Ech wëll dem Här Baum, well e sech d'Fro gestallt huet, firwat de Secteur public net géif mat deelhuelen un deem Effort, deen elo hei géif geschéien, soen, dass ech Minister war 1998, wéi mer dat dote gemaach hunn – fir mä ganz Liewe wäert déi Zäit mer an Erënerung bleiwen –, an dass mer eigentlech dat, wat Dir gären hätt a wat mer elo hei usazweis amgaange sinn ze maachen an der Fonction publique, deemools 1998 bis hannerhin duerchgespillt hunn.

Dat heescht, mir hunn alle Leit, déi virun 1999 an de Staatsdénsgscht agegruede sinn, eigentlech iwwer 40 Joer e Regimm dohinnergesat, dee ganz vill contestéiert ginn ass deemools, fir ze soen: Mir huelen net vun engem Dag op deen aneren d'Pensiounsrechter ewech, mee mir ginn op e Wee, dass déi Leit, déi méi no beim Lach sinn, déi méi no bei der Pensioun sinn, manner méi musse schaffen, an déi Leit, déi eréischt no 1997 oder 1996 abezuelt hunn, herno e gudde Strapp méi musse schaffen, fir dohinner ze kommen. An „dohinner kommen“, dat heescht, déi Fënnf-Sechstel-Pensioun ze kréien, déi am ale Regimm war.

Wa mer also op de Wee gaange wäeren, dat elo nach eng Kéier ze maachen, dann hätte mer eigentlech déi Leit am Ancien régime zweemol belaangt. An ech mengen net, dass dat eng ganz gutt Iddi gewiescht wär. Dat soen ech als een, dee 15 Joer ënnert där Reform do ganz staark gelidden huet.

Ech bleiwe bis haut der Meenung, dass dat, wat mer 1998 gemaach hunn, dee richteg Wee war. Dat huet eise Pensiounsregimm am ëffentlechen Dénsgscht während Joerzénge op aner Bee gesat. A wa mer géifen d'Zuele kucken – ech hunn déi net am Kapp, ech hunn dat och elo schonn eng Zäitchen net méi gekuckt –, wa mer géife kucken, wivill Leit elo am ëffentlechen Dénsgscht entre-temps am neie Regimm si par rapport zu deenen, déi nach am ale Regimm sinn, dann hu mer e gudden Deel, wäit méi wéi dee mathemateschen Deel, gemaach, ganz einfach well weesentlech méi Leit an deene leschte Joren am ëffentlechen Dénsgscht agestellt gi sinn, wéi dat an den 90er-Jore war.

En aneren Deel, firwat dat ech mengen, dass dës Mesür eng gutt Mesür ass, dat ass en anere Punkt, dee mer an der Politick ëmmer erëm diskutéieren, an dee besteet doranner, wéi ee mat der Erfahrung vun deene Leit ëmgeet, déi an de Pensiounsalter kommen.

Ech sinn ee vun deenen, déi der Meenung sinn, dass Leit an engem gewëssenen Alter – vläicht sinn ech och haut méi där Meenung, well ech elo selwer an deem Alter sinn – eigentlech nach e ganz gudde Beitrag zu eiser Gesellschaft an och zu eiser wirtschaftlecher Leeschtungsfaegkeet kënnen bäidroen, dass mer eigentlech all Interêt hätten ze kucken, dass d'Leit net ze fréi an d'Pensioun ginn, an ze probéieren,

besonnesch déi Leit, déi Wëssen hunn, esou laang wéi méiglech am Berufsliewen ze halen, fir dass mer eigentlech den Knowhow, deen déi Leit sech ugëeegent hunn, manner séier verléieren. Och dowéinst sinn ech der Meenung, dass déi Mesür, déi hei geholl gëtt, eng gutt Mesür ass.

Déi lescht Mesür, déi zweet Mesür nämlech, ass jo da fir jiddwereen. Déi ass fir d'Leit aus dem Privatsecteur an och fir d'Leit aus dem ëffentlechen Dénsgscht, déi elo amplaz 3.200 Euro pro Joer kënnen 4.500 Euro pro Joer steierlech ofschreiwen. Do huet deen een oder deen aneren hei de Geck domadder gemaach, dass dat eng Mesür wär, déi just fir d'Assurancé wier. Also, pardon – du brauchst brauchst e Vecteur, deen der dat organiséiert. Du muss Leit hunn, déi sécherstellen, dass déi Suen, déi do abezuelt gi sinn, um Enn nach erëmkommen.

Ech denken do un all dat, wat an Amerika geschitt ass, a mir solle frou sinn, dass mer awer an Europa hei Regulatorien hunn, déi eigentlech am Prinzip de Leit d'Garantie ginn, dass dat, wat se iwwer d'Joren do zousätzlech abezuelt hunn, och um Enn, wa se an d'Pensioun ginn, erëmkreien, soudatt ech och do der Meenung sinn, Här Finanzminister, Dir Dammen an Dir Hären, dass déi Mesür eng richteg Mesür ass. Well wann an deenen nächste Joren a Joerzénge, wat ech net ausschléissen, och par rapport zu de Leeschtungen Decisiounen musse geholl ginn ... Dat erliwien ech vläicht net méi an der Politick, mee ech sinn awer fest dervun iwwerzeegt, wann et esou weidergeet, dass dat iergendwann eng Kéier der Politick wäert bléien an dass et da wichteg wäert sinn, de Leit maximal d'Méiglechkeet ginn ze hunn, fir sech selwer e Standbeen opzebauen.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wolter, och fir Äre schrëftlechen an Äre mündleche Rapport. Här Wolter, den Här Di Bartolomeo wëllt Iech, mengen ech, eng Fro stellen. Sidd Der domat d'accord?

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | Selbstverständlich.

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här Präsident, just vläicht eng Präzisioun an eng Fro. Den Här Rapporteur huet gesot, dass mer ëmmer nach e sate Wuesstum vum Emploi hunn, en zolitte Wuesstum vum Emploi. Wann een awer d'Chiffere kuckt, da läit de Wuesstum vum Emploi am leschte Joer, Monat fir Monat, nach tëschent 0,6 % an 1 %.

Ech wëll just soen, dass mer fréier ënner Dynamik tëschent 3 % a 6 % verstanen hunn. An deen eenzegen Emploi, dee wierklech nach ëmmer zolidd wiisst an där selwechter Period, dat ass den Emploi fonctionnaire, also den Emploi beim Staat, deen zwëschent 2,8 % an 3,3 % wiisst. Dat heescht, bei de Salaréien ass de Wuesstum extreem zréckgaangen.

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | Mäi Credo, Här Di Bartolomeo, besteet doranner, dass sech d'Pensiounsleeschungen an d'Pensiounsregimmer eigentlech net iwwer e Joer rechnen loosse, mee dass een dat muss kucken iwwer 40 Joer, ...

Une voix | Ganz richtig!

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | ... iwwer eng Entwécklung, déi et och ass. An ech si fest dervun iwwerzeegt, dass Dir dat d'selwecht gesitt, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo.

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | ... well Dir waart jo och Minister. Dir wësst also genau, iwwer wat Der schwätzt.

Mee mäi Punkt ass deen, dass ech soen, dass, wann ech déi lescht 5, 10, 15 Joer kucken, mir eng ganz dynamesch Erhéijung vun der Cotisationsmass do-duerch kruten, dass mer Dausenden an Dausende vun Aarbechtsplaze geschafen hunn. Hätte mer eigentlech dat, wat mer elo am leschte Joer hunn, wat ech awer net wëll extrapoléieren, schonn iwwert déi lescht 10 oder 15 Joer gehat, da géife mer hei iwwer eppes ganz aneres schwätzen. Da géife mer nämlech haut driwwer schwätzen, dass eigentlech d'Reserven an de Pensiouns-fonge schonn 2020 oder 2019 um Enn gewiescht wieren. Dann hätte mer also scho misste viru fénnef Joer Mesüeren huelen. Dat ass mäi Punkt.

Ech weess net – Dir wësst et och net, kee vun eis weess et –, wéi sech den Emploi an deenen nächste Jore wäert weider entwéckelen. Mee wat ech awer weess, dat ass, dass eise Pensiounsregime an de Joren 2045 bis 2050, opgrond vun där ganz dynamescher Augmentatioun vun eiser Loun- a Cotisationsmass, herno eigentlech mat engem Multiplikator u Leeschtunge befaasst wäert sinn. A mir léien eis eigentlech alleguer permanent an d'Täsch, andeem mer driwwer diskutéieren, dass mer kuerzfristeg Mesüre menge kënnen ze huelen an domadder laangfristeg e Pensiounsregime ze halen, deen a mengen Aen net ze halen ass à terme.

Dat heescht net, dass en net 5 Joer oder 10 Joer ze halen ass. Dat heescht net, dass en net nach 15 Joer ka gehale ginn. D'Madamm Ministesch huet eng Rei vu Saachen dozou gesot, mee ech perséinlech – Michel Wolter – si fest dervun iwwerzeegt, dass déi Leit, déi haut ufänken, déi Jonk, iwwert déi mer do diskutéieren, sech mussen drop astellen, dass a 40 Joer de Pensiounsregime an deem Land, wéi d'ailleurs a ganz Europa, e komplett anere wäert si wéi deen, dee mer haut kennen.

An dofir sinn ech dervun iwwerzeegt, a wierklech dervun iwwerzeegt, dass mir mat deene jonke Leit mussen schwätzen, well et huet och kee Sënn, deene Geschichten ze ziele fir eppes, wat eigentlech mathematesch – einfach mathematesch! – sech net wäert halen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wolter. Dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här André Bauler. Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. An och merci dem Här Wolter fir säi komplette Rapport zu deem Sujet, deen eng Rei steierlech Moossname virgesäit.

Jo, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer elo schwätzen, verfollegt d'Zil, eeben déi steierlech Belaaschtung vun de Bierger ze reduzéieren an awer och gläichzäiteg, wéi et virduer gesot ginn ass, d'Nohaltegkeet vun eise Pensiounssystem, géif ech emol soen, ze stäipen.

Dës Moossname ginn natierlech an eng gutt Richtung, och wann ee se vläicht ganz differenziéiert muss kucken. Den Abatement fir d'Leit, déi schonn e Recht op Pensioun hunn, déi sech awer bewusst entscheeden, eeben nach eng kleng Zäit – zwee, dräi, véier Joer – am beruffleche Liewen ze bleiwen no 60 Joer, ass sécherlech eng sënnavoll Moossnam.

An Zäiten, wou et u Fachkräften an u Spezialisten a bestëmmte Beräicher feelt – denke mer nëmmen zum Beispill un d'Mathematiker am Enseignement, u Leit am medezinnesche Beräich oder u bestëmmten

Handwierker – gëtt mat deem Schrëtt déi berufflech Erfahrung vun dese Leit gewäertschätzt an d'Weiderbeschäftegung gefërdert, an dat bis zum gesetzleche Pensiounsalter, dem sougenannten „âge légal“. Dat bréngt de betraffene Steierzueler e gewëssene Virdeel, e fiskalesche Virdeel. Et ass also en Ureiz, fir nach e bësse méi laang an der Aarbechtswelt ze verbleiwen, virausgesat, dass ee sech dat natierlech och gesondheetlech a familiär leeschte kann. Well et dierf een eeben net aus dem Ae verléieren, dass net all Beruff et erlaabt, bis zum 65. Liewensjoer ze schaffen.

Ech géif och dem Här Wolter Merci soen, dass en drop opmierksam gemaach huet, dass mer déi Leit brauchen an dass et wichteg ass, dass een eebe grad hir Erfahrung nach iwwert den Alter vu 60 Joer eraus – bei deenen, wou et geet – soll notzen an dass een déi Erfahrung vu Seniorentenotze soll, fir se eeben och u déi zukünfte Generatioun weiderzeginn, virun allem dann, wa mer dës wëllen an d'Berufsliewen aglidderen.

Ech wëll och betounen, dass et, fir dass dës Moossnam och wierksam gräife kann, wichteg ass, dass dës Informatioun kloer an transparent un déi betraffe Biergerinnen a Bierger kommuniquéiert ginn.

Wat d'Pensiounsvirsuerge ugeet, sou denken ech, ass eng, jo, méi nuancéiert a virsiichteg Siichtweis noutwendeg. D'Erhéijung vun steierlech ofsetzbare Plaffong ass ouni Zweifel u sech eng gutt gemengten Initiativ, well si stäerkt natierlech den drëtte Pilier vum Pensiounssystem, mee hei géillt och: Et muss ee sech dat natierlech leeschte kënnen. Dat ass gewosst!

Éischtens ass et awer wichteg, sech mam reelle Rendement vun deene vum Assurance-sektor proposéierte Produiten auserenezesetzen. Ech hat dat och – Här Finanzminister, Dir ernënnert Iech – an der Finanzkommission eebe gesot, drop opmierksam gemaach. A ganz besonnesch muss een oppassen, wat fir ee Kontrakt een do ënnerschreift. ouni Transparenz an deem Beräich géif een nämlech riskéieren, d'Pensiounsvirsuerge beschtefalls op eng einfach Spuerbéchs ze reduzéieren, ouni e wierkleche Méiwäert fir déi Verséichert ze schafen.

Zweetens dierf awer net vergiess ginn, dass d'Zommen, déi am Kader vun dese Kontrakter opgebaut ginn, bei der Ausbezielung vun dese Kontrakter besteiert ginn. Et si vill Leit, déi dat net wëssen. De steierleche Virdeel vun haut kann domat zu engem Deel oder souguer gréisstendeels duerch déi spéider Besteuerung opgehewe ginn.

Als DP-Fraktioun begreisse mer natierlech och d'Entscheidung, de sougenannten Taux d'amortissement accéléré bei der nohalteger energieetescher Renovatioun ze reviséieren, eropzesetzen, deen e konkreeten Ureiz fir d'Proprietären duerstellt, fir an d'Energieeffizienz an an d'Nohaltegkeet vum Wunraum ze investéieren.

Déi aner Bestëmmunge vum Gesetzesprojet, wéi zum Beispill d'Upassung vun den Akzisen, entsprechen dem Beméie vun der Regierung, méi Kohärenz, méi Nohaltegkeet a steierlech Fairness an d'Spill ze bréngen.

Jo, am Resümee kann een also festhalen: Dese Projet gëtt eng Rei wichteg Ureizer, déi derzou bäidroen, dass d'Leit e bësse méi laang schaffe ginn, wa se wëllen, an dass se sech eng kleng Mouk uleeën, quitte dass dës Spuerbéchs natierlech nimmo eise klassische Pensiounssystem ersatze kann, mee en eeben am beschte Fall dese System liicht completéieren, liicht ergänze soll.

Domat wier ech scho fäerdeg, géif den Accord vu menger Fraktioun ginn a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Bauler. Dann hätt d'Madamm Taina Bofferding d'Wuert. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Ech si frou, dass de Rapporteur et grad selwer erwänt huet, dass et hei queesch duerch de Gaart geet, well effektiv, d'Leit, déi d'Debatt suivéieren, déi froe sech: „Wat hunn d'Pensiounen mat der CO₂-Steier ze dinn, mat der energieetescher Sanéierung an och mat de Wäiner mat geréngem Alkoholgehalt?“

De Staatsrot huet selwer an engem aneren Avis drop higewisen, dass esou Mosaik-Gesetzter net ganz gutt wäeren an och net förderlech fir eis politesch Debatt heibannen. Mee de Minister huet jo gesot, dass en dat an Zukunft net méi géif maachen. Well ech mengen, grad bei esou engem wichtege an och politesch kontroversen Dossier wéi bei de Pensiounen brauch dat scho säin eegenen Text. A mir haten elo aus der Finanzkommission, mengen ech, zéng Gesetzter gestëmmt – op eent weider wär et net ukomm. An dofir, fir awer dem Theema déi néideg Seriositéit ze ginn, wär et besser, dat an Zukunft net méi an engem Omnibusgesetz ze maachen. Voilà, dat zur Form.

Zum Contenu, do konzentréieren ech mech elo haapt-sächlech op déi zwee eebe méi kontrovers Punkten zur Pensioun. Mir haten eis jo och do schonn an der Kommission kritesch derzou geäussert, dass Der eeben en Abatement engem Steierkredit virzitt. De Steierkredit huet de Virdeel, dass en awer och deene Leit zeguttkënn, déi keng oder bal keng Steiere bezuelen.

Mir verschléissen eis net der Iddi, d'Leit ze motivéieren, ze incitéieren, méi laang schaffen ze goen. Mir fanne just, dass d'Instrument vum Abatement definitiv dat Falscht ass.

Wéi mir an der Regierung waren, an der Verantwortung, hu mer eeben ëmmer d'Pist vum Steierkredit privilegiéiert, dat, well een e ka sozial staffelen an, wa gewollt, och kann degressiv gestalten, dat eebe fir sécherzestellen, dass dann déi Ënnerstützung respektiv déi Suen, déi Mesür och herno wierklech do ukënn, wou een et denkt: bei de Leit, déi een domadder wëllt ënnerstëtzen.

Mir bezweifelen och ganz staark, dass dës Mesür den erwünschten Erfolleg wäert bréngen. De Leit – an dat hu mir och versicht, an der Pensiounsdebatt iwwert déi lescht Méint kloerzemaachen – geet et ab engem gewëssene Revenu net drëms, elo nach méi Suen ze hunn. D'Leit wëlle virun allem gäre méi Zäit hunn, wëllen nach gären Zäit hunn no hirem Schaffliewen, dat mat enger gudder Gesondheet, fir nach kënnen vum Liewen ze profitéieren.

Mir sinn och net déi Eenzeg, déi zweifelen, dass dës Mesür hei hiren Effet wäert bréngen. Ech verweisen hei op den Avis vun IDEA. D'Fondatioun schreift selwer ganz kloer, dass Geréngverdingen, deenen hir Steierlaascht net immens héich ass, kaum vun deser Mesür wäerte profitéieren. Si fuerdere souguer, eng Evaluatioun vun deser Mesür ze maachen, dat no dräi Joer. Dat ass effektiv eng ganz interessant Pist. Dat mécht och Sënn.

An dierfir, Här President, deposéieren ech hei eng Motioun, ...

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que les instruments fiscaux doivent être conçus de manière équitable et renforcer la justice sociale ;

– *considérant que les abattements fiscaux profitent essentiellement aux contribuables disposant d'un revenu suffisamment élevé pour être effectivement imposés, excluant de facto les personnes à faibles revenus dont la charge fiscale est limitée voire inexistante ;*

– *considérant que les personnes disposant de revenus faibles ou moyens sont précisément celles qui auraient le plus besoin de mesures de soutien ciblées afin d'améliorer leur pouvoir d'achat et leur sécurité financière ;*

– *considérant que le crédit d'impôt constitue un instrument fiscal plus équitable que l'abattement, dans la mesure où il permet de bénéficier d'un avantage fiscal indépendamment du niveau d'imposition et peut ainsi également profiter aux personnes qui paient peu ou pas d'impôt ;*

– *considérant que le recours à des abattements fiscaux dans le cadre des mesures discutées en lien avec la réforme des pensions risque de renforcer les inégalités existantes en accordant des avantages supplémentaires principalement aux personnes disposant déjà de revenus élevés et de pensions confortables ;*

– *considérant qu'un crédit d'impôt ciblé permettrait de soutenir de manière plus efficace les revenus faibles et moyens tout en assurant une meilleure cohérence avec les objectifs de solidarité et de justice fiscale,*

invite le Gouvernement à

– *évaluer, dans un délai raisonnable après l'entrée en vigueur de la loi, quels groupes de revenus et quelles catégories socioéconomiques de personnes bénéficient effectivement des mécanismes d'abattement fiscal introduits, et dans quelle mesure ces avantages profitent principalement aux personnes disposant déjà de revenus élevés ;*

– *analyser si, et le cas échéant dans quelle mesure, ces mécanismes influencent réellement la décision de travailler plus longtemps, en identifiant les catégories de personnes pour lesquelles l'incitation fiscale produit un effet concret, ainsi que celles pour lesquelles elle reste sans impact ;*

– *examiner, sur base de cette évaluation, l'opportunité de faire évoluer le cadre légal afin de remplacer les abattements fiscaux concernés par un crédit d'impôt socialement plus juste, permettant également aux personnes disposant de revenus faibles ou ne payant que peu ou pas d'impôts de bénéficier pleinement de l'incitation ;*

– *présenter à la Chambre des Députés, dans un délai raisonnable, les conclusions de cette évaluation ainsi que, le cas échéant, un projet de loi modificatif visant à renforcer l'équité, l'efficacité et la justice sociale des mesures fiscales concernées.*

(s.) Taina Bofferding, Liz Braz, Paulette Lenert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | ..., wou mer och fuerderen, dass eng Evaluatioun soll gemaach ginn, fir eeben ze kucken, ob déi Mesür dann d'Leit och herno méi laang an der Aarbecht hält, ob d'Leit dovunner profitéieren, a wann net, eeben ze kucken, ob een dann en anert Instrument ka fanne respektiv dann hei och nach ka legislativ nobesseren.

Beim Delai hu mer eis elo net deenen dräi Joer do verschriwwen. Dorunner soll et net scheiteren. Mir hunn elo einfach vun engem Delai raisonnable geschriwwen, well mer der Meenung sinn, datt dat natierlech muss eng gewëssen Ulafzäit hunn. Et muss een elo kucken, ob d'Leit dovunner profitéieren. Mee ech mengen – an dat erënnert e bëssen un déi Diskussioun, déi mer de Moie bei den Öffnungszäiten haten –, wann een esou eng Mesür hält mat engem ganz klaren Zil, dat ee wëllt erreechen, ass et och wichteg ze préiwien, ob dat Zil dee Moment erreecht gëtt.

Dann nach e Wuert zu den Zousazpensiounen. Hei stelle mir eis d'Fro, firwat Der den drëtten Piliër wëllt stäerken. Do wäert Der warscheinlech soen: „Jo, et steet am Koalitiounsaccord.“ An der Rei, mee trotzdeem: Firwat gitt Der dohinner, fir de Plaffong nach eng Kéier ze erhéijen? A virun allem, wat verspricht Der Iech och dovun?

Déi Upassung – dat mécht ëmmerhin, mengen ech, méi wéi 40 % aus, ëm déi elo de Plaffong eeben hei gehuewe gëtt –, déi Adaptatioun, déi kënne mer net novollzéien, well Privatpensiounen ënnerstëtze fir eis ganz kloer keng Sozialpolitik. An dëst elo als Alternativ zur Rent ze verkafen, ass an eisen Aen definitiv Augenwischerei, an dat wësst Der selwer! Zousazpensiounen si keng stabil Offsicherunge fir herno am Alter. Se sinn am Endeffekt näischt aneres wéi Finanzinstrumenter, fir steierlech Vergëschtegungen ze ermëglichen. D'Regierung weist mat dëser Mesür, dass se wäit ewech ass vun de Suerge vun de schaffende Leit, de Leit, déi eeben net esou finanzkräfteg sinn, déi keng Suen op der Säit hunn.

An dat huet virun den Här Bauler gesot, an och d'Ministesch, d'Sozialministesch selwer, huet et an Interviewe gesot: „Dat heiten ass am Endeffekt eng Mesür, déi nëmmen deene Leit zeguttkënnt, déi sech et och kënne leeschten.“ An dovunner ofgesi mengen ech, wa Leit genuch Mouken op der Säit hunn a gäre wëllen iergendwou d'Suen investéieren, da wësse se schonn, wéi se dat kënne maachen.

An dat ass eigentlech eisen Haaptkritikpunkt. Mir sinn net der Meenung, dass d'Allgemengheet heifir soll opkommen, dass do eeben de Staat nach soll weider ënnerstëtzen, fir den Assurancen an de Banken hei Kaddoen ze maachen, fir dee Moment kënne Produiten unzibidden, déi d'Leit, déi et wëllen, souwiesou wäerte kafen, a vun deenen déi, wéi gesot, déi vläicht interesséiert wäeren, awer déi dat nëdigst Klenggeld derfir net hunn, net kënne profitéieren.

Et muss een och wëssen, dass all Stäerkung vum drëtten Piliër op Käschte vun eisem effentleche System geet. Mir verloosse mam drëtten Piliër ganz genau d'Solidaritéit, d'Generatiounegerechtkeet. De Generatiounevertrag gouf jo virun an der Debatt nach esou héichgehalen, jiddereen huet sech dozou bekannt. Ben, just beim drëtten Piliër hu mer deen net an dat ass och fir eis e Grond, firwat mer dat do net ënnerstëtzen an net der Meenung sinn, dass een hei nach eng Kéier soll de Plaffong eropsetzen.

Wéi gesot, eist Haaptzil ass, den effentleche System, den éischten Piliër, ze stäerken. Dovunner huet jiddereen eppes. Mir hunn e gudde System, deen natierlech nach muss adaptéiert ginn, mee trotzdeem, e funktionéiert. An duerfir ass et wichteg, dass mer dee weiderhi stäerken.

De Rapportier huet virunner gesot, dass dës zwou Mesüeren net solle lassgeléist vunenee consideréiert ginn, mee an deem Ganze solle gekuckt ginn. Dat ass richtig. Et ass och richtig, dass déi doten zwou Mesüeren elo net eise System wäerte retten.

Mee de Punkt ass awer: Dat heiten ass e Gesetzesprojet, deen eenzeg deene Leit zeguttkënnt, déi et eigentlech net brauchen, a virun allem hëllef en net deene Leit, déi net vill verdéngen. D'Geréngverdénge, déi mer jo awer gäre wëllen ënnerstëtzen, ënnerstëtze mer absolut net mat dëser Mesür! An duerfir wäerte mir och dat heite Gesetz net matstëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här Chamberspresident, léif Kollegeinnen a Kollegen, wéi mer schonn héieren hu gesäit dës Gesetzesprojet fënnf finanziell Upassungen a verschidde Beräicher vir, dovunner zwou, déi d'Pensiounen betreffen.

Fir d'Leit ze motivéieren, méi laang schaffen ze goen, obwuel se schonn d'Urecht op eng Pensioun hätten, gesäit dës Projet vir, e finanziellen Ureiz ze schafen. 9.000 Euro steierfräi um steierflichtege Revenu mat maximal 750 Euro pro Mount.

D'Iddi vu steierleche Virdeeler, wann ee méi laang schaffe geet wéi een eigentlech misst, ass net nei a kenne mir och aus anere Länner. Als ADR begrësse mir dës Iddi, mee mir froen eis, wéi vill Leit um Terrain wierklech dervu Gebrauch wäerte maachen. Eng Majoritéit vun de Leit geet souwiesou schonn tëscht 60 a 64 Joer an d'Pensioun.

Wierklech interessant wier dës Steiererlichterung – wat mir als ADR och proposéieren –, wa se, éischstens, indexéiert wier, fir och laangfristeg hiren Ureiz ze behalen. Zweetens, wa parallel d'Moosnam geholl gi wier, fir iwwer 65 Joer weider ze cotiséieren. Am effentlechen Dëngscht ass et jo och scho méiglech, ënner bestëmmte Konditiounen bis 68 Joer schaffen ze goen an ze cotiséieren. Drëttens, wann d'Héicht vum Abatement géng schrittweis klamme mat der Unzuel u Joren, déi ee méi laang schafft.

Als ADR froe mir eis awer och, ob dëst wierklech en Ureiz schafft, fir méi laang schaffen ze goen. Um Terrain dobaussen huet een d'Gefill, dass et vusäit vun de Betriber net onbedéngt gewollt ass, dass eeler Leit méi laang am Betrib bleiwen. D'Grënn heifir si villfältig. Och wann een d'Sozialpläng kuckt, dierfen dacks als Éischt déi goen, déi eng laangjäreg Erfahrung hunn an de Betrib méi deier kaschten, wéi wann een elo ee jonken, onexperimentéierte Mataarbechter astelle géng.

A wéi mir am Gesetzesprojet virun héieren hunn, soll jo och nach, wa méiglech beziéungsweis am léifsten, de Patron d'Indemnitéit bei enger Retraite progressive virstrecken. Et feelen hei ganz kloer Ureizer fir de Patron, eeler Mataarbechter am Betrib ze halen.

Als ADR si mer der Meenung, dass mir net nëmmen en Ureiz bei de Salariéë musse schafen, mee bei de Betriber. Hei proposéiere mir, dass zum Beispill en Deel vun de Soziallaaschten oder déi ganz Soziallaaschte vum Staat géngen iwwerholl ginn. Dëst ass jo haut och schonn de Fall am Kader vun den Hëllef beim Astelle vun eelere Chômeure 50 plus. Hei iwwerhëlt d'ADEM d'Part patronale vun de Soziallaaschte bis zur Pensioun.

Esou géinge mir op deenen zwou Säiten en Ureiz schafen, fir méi laang ze schaffe beziéungsweis och méi laang schaffen ze dierfen am Betrib.

Allgemeng wëll ech awer umierken, dass et am Fong traureg ass, dass de Staat finanziell Ureizer muss setzen, fir dass d'Leit méi laang schaffe ginn. Een, dee seng Aarbecht gäre mécht, an engem gudde Aarbechtsëmfeld schafft an deen och gesondheetlech, wëll ech bemierken, weider schaffe kann, dee schafft am Fong gäre och nach weider.

D'Fro, déi mir eis stelle mussen: Firwat si mir eent vun deene Länner mat dem niddregsten effektive Rentenaltersalter? Ech mengen net, well mir net schaffe kënnen, op kee Fall.

Mee mir mussen eis zum Beispill folgend Froe stellen: Hu mir e schlecht Aarbechtsëmfeld hei zu Lëtzebuerg? Hu mir zu Lëtzebuerg prinzipiell e gudde Liewensstandard? Sinn eis Pensiounen guer net esou schlecht, wéi se dacks gemaach ginn? Gëtt et an der haiteger Gesellschaft dacks eng Onzefriddenheet vun

de Leit an hirem Beruff? Ass de Beruff hautzedaags just nach do, fir seng Käschten ze decken oder fir säin eegenen, ëmmer klammende Konsum ze decken? Ass de Beruff hautzedaags keng Berufung méi?

Dat sinn alles gesellschaftlech Froen. Mee d'Politick muss eng Visioun hunn. Eng Visioun, wou eng Gesellschaft histeiere soll, wou hir Wäerter leien, bezéiungsweis wéi eng Gesellschaft sech entwéckele soll.

Eng zweet Moossnam vun dësem Gesetzesprojet betrëfft den drëtten Piliere. D'ADR begrësst och dës Upassung, well mir déi schonn an eiser Pensiounsbrotschür, déi am März un all Stot ausgedeelt gouf, proposéiert hunn.

D'Hiewe vum Plaffong vun 3.200 Euro op 4.500 Euro ënnerstëtzt mir also. Awer d'ADR géing méi wäit denken. Éischtens proposéiert d'ADR, dass déi Rigiditéit vun deem Plaffong pro Joer fale gelooss gi muss, fir eng Flexibiliséierung anzeféieren. De Steuerpflichtige soll d'Méiglechkeet kréien, déi maximal Zomm – also mat dësem Gesetzesprojet wiere mer op 180.000 Euro – während senge 40 Cotisationsjoren esou anzebezuelen, wéi et hie finanziell arrangéiert.

Um Ufank vun enger Karriär sinn d'Prioritéiten dacks anzwousch anescht: Wunraum, Familljeplanung et cetera. Der ADR no soll et méiglech sinn, Cotisationsjoren zu all Zäitpunkt nokafen ze kënnen, ouni ageschränkt ze sinn op d'Joer.

Zweetens ass et fir d'ADR och nach ëmmer wichteg, dass dëse Plaffong un d'Liewenshaltungskäschten automatesch ajustéiert an indexéiert gëtt, an dat retroaktiv op seng Aféierung, well wa mer éierlech sinn, besteet dee Plaffong vun 3.200 Euro säit 2002 an elo, mat enger Erhéijung vun 41 %, si mir nach e gutt Stéck fort vun enger reeller Upassung un d'Liewenshaltungskäschten.

De Plaffong misst erhéicht gi wéinst den Indextranchen, déi säit 2002 bäikomm sinn, an dat wärend der ongeféier 18. An dat Ganz wier an eisen Aen ëmsou méi wichteg, wa mer iwwer e Fong nodenken, dee gefiddert soll gi vum zweeten an drëtten Piliere.

Déi aner dräi Punkten aus dësem Gesetzesprojet sinn ënnerschiddlecher Natur.

Als ADR begrësse mir, dass den Taux d'amortissement accéléré vu 6 op 10 % erhéicht gëtt bei energieetescher Nohaltege Renovatiounen vu Locatiounsgebaier.

Och dëst soll erëm e finanziellen Ureiz sinn, fir dass méi energieetescher Nohaltege Wunraum op de Locatiounsmaart kënnt. Dëst kënnt indirekt dann och dem Locataire zegutt, well en dältlech méi niddreg Niewekäschten huet.

Op där anerer Säit muss een awer erëm bedenken, dass d'Leit d'Finanzéierung fir eng Sanéierung fir d'éischt mol op d'Bee stelle müssen. An d'ADR hat et an der leschter Chamberssitzung bei den Aides au logement eréischt gesot.

D'Ëmstellung op zum Beispill méi ëmweltfrëndlech Heizméiglechkeete mat erneierbaren Energie kann immens deier ginn an ass och dacks mat grouse Generalsanéierung vu Gebaier verbonden. Do hëllef dann och d'Erhéijung vum Taux nëmme bedingt.

Bei der véierter Upassung handelt et sech ëm verschidde Produiten, déi elo schonn ënnert den EU-CO₂-Emissionshandel falen a bis elo och ënnert d'CO₂-Steier. Fir eng Duebelbesteuerung ze vermeiden, ginn déi Produiten elo vun der CO₂-Steier ausgeholl.

Dat ass primär mol e kleng Schratt an déi richteg Richtung, mee am grouse Ganze bleift d'ADR der Meenung, dass eng CO₂-Steier méi der Wirtschaft an de Leit schuet, wéi se der Ëmwelt hëllef.

Um Wee zur Nohaltegekeet dierf d'Politick net en Zil opdrängen duerch finanziell Nodeeler. Wa mir e laangfristeg gesellschaftlecht Ëmdenke wëllen, da müssen d'Leit selwer ëmdenken an eppes verännere wëllen. Mee bon, ech mengen, do si mer eis heibannen alleguerten eens, dass mer eis net eens sinn.

Déi lescht Ännerung betrëfft dann ënner anerem de Wäi mat niddregem Prozentsaz un Alkohol. Als Deputéiert aus dem Oste begrëssen ech natierlech, dass dee Produit logescherweis net ënnert d'Gesetz vun den Alkopops fält. Well dat ass et definitiv net! Doduerch muss op déi Wäiner och keng Surtaxe bezuelt ginn. Dat ass eng ganz wichteg Moossnam fir eis Wënzer.

Summa summarum stëmme mir dëse Projet mat. Vun der Regierung géing ech mer erhoffen, dass si eis gutt Iddien zum Pensiounssystem an hir nächst Iwwerleeunge matabezitt. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An dann huet d'Madamm Sam Tanson d'Wuert. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här Präsident. Ech si frou, dass de Rapporteur och de Fait ugeschwat huet, dass dat heite wierklech eigentlech erëm en Text ass, deen esou net misst dierfen op den Instanzwee goen, well e wierklech vun Alkopops iwwert d'CO₂-Steier bis zu der energieetescher Renovatioun a finalement dem Pensiounsdossier, ëm deen et jo haut de Mëtte geet, eng Panoplie u Mesüre couvriert, déi awer strictement näscht mateneen ze dinn hunn. A mir wiere wierklech dankbar, wann dat net méi esou géing gescheien.

A wat mech och e bëssen iwwerrascht hat: Mir hate mengem Souvenir no eigentlech festgehalen, dass dee Projet net nach sollt dës Woch op den Ordre du jour vun der Plenië kommen. An dat ass dann awer herno nach passéiert.

Ech fannen, dass dat keng ganz gutt Aart a Weis ass, fir eis parlamentaresch Aarbecht ze maachen, an ech wier wierklech frou, wa mer dat kéinten an Zukunft evitéieren.

Bon! Zum Fong vum Dossier. Ech konzentréiere mech elo och just op de Pensiounsvolet, well dat och d'Ursaach ass, firwat mer deen Text hei net wäerte matstëmme. Dat heescht elo net, dass mer mat all den einzelnen Dispositiounen Problemer hunn, mee et ass awer dat, wat d'Essenz elo vum Text ass, an eng differenziert Positioun an deem Kontext, an deem mer elo haut hei sinn, mécht et onméiglech, fir do aneschters virzegoen.

Dir probéiert bei deem éischte Volet eigentlech, hei eppes ëmzesetzen, wat Konsens ass. Dat ass, dass mer probéieren, d'Leit an der Fräiwëllegeit méi laang an der Aarbecht ze halen. De Prinzip ass absolut richtig. Dat ass och eppes, wat mer ëmmer gefuerdert hunn a wou mer der Meenung sinn, dass dat dee bessere Wee ass, fir ze kucken, wéi een d'Leit vum selwen dozou brénge kann, méi laang schaffen ze goen.

Beim Wee dohinner, do si mer allerdéngs skeptesch. D'Mesür ass an eisen Aen net sozial ausbalancéiert a si benodelegt leider d'Leit mat engem niddrege Revenu, well se hinne finanziell gesi manner abréngt.

Eng Persoun mam onqualifizéierten Mindestloun kritt ronn 1.266 Euro d'Joer, also 105 Euro de Mount. An eng Persoun, déi 150.000 Euro d'Joer verdéngt, déi kritt 3.852 Euro, also 321 Euro de Mount. An dat ass dräimol esou vill.

Mir deelen do d'Aschätzung vun der Chambre des Salariés, dass et méi sënnavoll gewiescht wier, fir mat engem

Steierkredit hei ze fueren, amplat iwwer en einfachen Abatement.

An dofir ënnerstëtzt mer och d'Motioun vun der Kollege vun der LSAP, déi proposéiert, dass mer wéinstens eng Evaluatioun maachen, fir ze kucken: Wie profitéiert reell heivunner, a wien net?

Wat awer an eisen Aen eng vill méi problematesch Dispositioun nach ass, dat ass déi, déi d'Privatpensiounsversicherung méi attraktiv mécht. Dat ass u sech näscht aneres wéi eng Stärkung vum Assurancesecteur.

Mir hunn ons an der Vergaangenheet dozou ëmmer kritesch geäussert, éischters aus Prinzip, well mer der Meenung sinn, dass, wa mer eppes musse stärken an eise Pensiounssystem, dann ass et den öffentliche System an net en Individualsystem, deen et deene Leit méiglech mécht, anzebezuelen, déi sech dat kënnen erlaben.

An ech rejoignéieren do déi ganz kritesch Téin, déi awer haut de Mëtten hei ugeklonge si vum DP-Sprecher André Bauler, dee sech jo awer e bëssen distanzéiert huet vun deene Mesüeren.

Mir hunn och seriö Zweifel, well et eigentlech guer net drëms geet, dass d'Leit herno wierklech um Pensiounsniveau eppes dovunner hunn. Mir haten e puermol Zuele gefrot an ech fannen et och erstaunlech, wann ee seet: „Mir wëllen eppes maachen, fir d'Pensiounen ze verbessern um Privaten“ – ech mengen, de Rapporteur ass och op dee Punkt agaangen –, an dann huet een net emol déi Zuele parat. Dat heescht, et weess een net emol, wat et konkret wierklech herno erausbréngt fir déi Leit, déi dat dote maachen, fir déi Leit, déi an de Benefiss dovunner kommen.

Ech hunn e puermol nogefrot. Mir krute schlussendlech Zuele vun Iech geliwwert. A wann ech déi Zuele richtig interpretéiert hunn, dann ass et en fin de compte esou, dass ee mat deenen heite Mesüeren, déi jo effektiv dann eng 40-prozenteg Augmentatioun duerstelle par rapport zu dem System, wéi en aktuell existéiert, ongeféier 250 Euro de Mount méi herno erauskritt, wann een et sech als Pensioun, als Rent ausbeziele léisst. 250 Euro de Mount: Bei eise Liewenskäschte wësse mer, dass dat net dat ass, wat herno wäert iergendee retten.

A wann een déi Zuelen nach eng Kéier genau kuckt, da gesäit een: Bei engem Bruttokapital, dat dann zesummekënnit zwëschen 263.000 an 269.000 Euro, kritt ee Steierkaddoe vu 47.250 Euro iwwert déi ganz Karriär gerechnet, fir, wéi gesot, herno mat 250 Euro de Mount méi dozostoen.

Dat huet an eisen Ae strictement näscht mat enger Stärkung vum öffentlichen Pensiounssystem ze dinn. De realen Effekt ass en duebelen: D'Besserverdénge, déi bezuele manner Steieren, well bei Wäitem net jiddweree ka sech et erlaben, 4.500 Euro d'Joer ze bezuelen, fir sech eng privat Versicherung, Zousatzversicherung ze huelen, déi en fin de compte virun allem dozou benotzt gëtt, fir manner Steiere müssen ze bezuelen.

A wie profitéiert nach ganz staark? Dat sinn d'Assurancen. An dofir verléiert de Staat awer op där anerer Säit 20 bis 25 Milliounen Euro d'Joer laut der Fiche financière. Och do si mer gespaant, wat d'Evolution dovunner ass. Mir sinn der Meenung, dës Sue wieren am öffentlichen Pensiounssystem dältlech besser opgehuewen an aus dëse Grënn stëmme mer och dëse Projet net mat.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Da kritt den Här Sven Clement d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, dëst Gesetz huet véier Haaptziler an ech wëll mech hei awer op zwee wichteg fiskalesch Punkten am Kader vun der Pensiounsreform konzentrieren: den Abatement de maintien dans la vie professionnelle an d'Erhéijung vum Plaffong fir d'Prévoyance vieillesse.

Wat den Abatement de maintien dans la vie professionnelle, den AMVP, wéi mer en dann an der Kommissioun gäre mol genannt hunn, ugeet, kënnen mer eis Zoustëmmung ginn. Et ass evident, datt mer Weeër musse fannen, fir et méi attraktiv ze maachen, méi laang am Aarbechtswieseweg ze bleiwen. Dat hei kann e Schrëtt an déi richteg Richtung sinn.

Mee loosst eis realistesch bleiwen! Ob dës Mesür eleng wierklech duergeet, fir vill Salariéen ze encouragéieren, fir méi laang ze schaffen, dat bleift ze kucken.

Wéi d'Chambre des Salariés nämlech zu Recht ënnerstrach huet, léist e fiskaleschen Ureiz net d'Froe vun den Aarbechtskonditiounen, vun der Gestiou vum Alter an den Entreprises oder vun der kierperlecher Konsequenzen, déi no Joerzéngte vu schwéierer Aarbecht entstinn.

Dofir musse mer weider un dës strukturelle Froe schaffen, wa mer wëllen, datt d'Leit net nëmmen incitéiert ginn, mee och effektiv an der Lag sinn, méi laang a virun allem gesond schaffen ze goen.

Wat déi Mesür spezifesch ugeet an d'Calcullen, wéi een dohinnerkennt, mengen ech, datt dat net ganz trivial war ze erklären an ze verstoen. An ech mengen, datt do och nach e gewëssenen Effort de communication muss gemaach ginn, fir datt och jiddwereen herno versteet, firwat och ee mam Mindestloun tatsächlech nach eppes erauskritt, obwuel ëmmer gesot gëtt, de Mindestloun wär steierfräi.

Dofir muss een him als Éischt erëm erklären goen, datt de Mindestloun a Wierklechkeet nach ëmmer net steierfräi ass, mee datt e steierfräi gëtt doduerch, datt, nodeem en dann theoreetesche Steiere misst bezuelen, Crédit-d'impôt guttgeschriwwen ginn, wat dann dozou féiert, datt en elo awer en Avantage vum AMVP huet.

Dir gesitt, wann ech dat hei probéieren, einfach duerstellen, kann ee sech scho verhaspelen. An dat gëtt dobaussen natierlech net méi einfach. Dat heescht, mir mussen hei ganz kloer och kommunizéieren.

Wat mer bedauere bei där Mesür, an et kann een eng gutt Mesür hunn an awer punktuell Saache kritisches beäugen, datt ass natierlech de Volet, datt een, dee vill verdéngt, vun engem Abatement ëmmer méi huet wéi een, dee wéineg verdéngt.

An deemspriechend hätte mer eis hei och gewënscht, et wär vläicht eppes Degressives gewiescht. Do hätt et Méiglechkeete ginn.

Bref, wann d'Steierreform da bis kënnt, Här Roth, dann ass dat heite jo och erëm eppes, wat an där neier Steuerreform sech muss artikuléieren, genaousou wéi all déi Crédit-d'impôts, déi mer haut hunn. Vläicht gëtt et da jo nach e bësse méi sozial gerecht, wéi dat elo ass. Ech hunn op alle Fall liicht Hoffnungen.

Wat d'Erhéijung vum Plaffong vun 3.200 op 4.500 Euro bei der Zousazpensioun ugeet, och do gi mer eis Zoustëmmung, wann och e bëssen nuancéiert.

Ech mengen, et däerf een dat net – an ech hunn dat gëschter scho gesot – als eppes gesinn, wat fir jiddwereen accessibel ass. Dat heiten ass eppes, wat virun allem Leit mat engem méi héije Revenu an doduerch mat engem héije Steiersaz zeguttkënnt.

Wat de Revenu impossible méi kleng gëtt, wat et manner interessant ass, an esou e Produit ze investéieren,

well de Rendement einfach net do ass, dovun ofgesinn, datt een d'Suen net huet. Mee den interessantste Rendement gëtt et u sech fir déi Leit, déi en héije marginale Steiersaz hunn.

Dofir, loosst eis et kloer soen: Fir de Gros vun de Salarié mat niddregem a mëttlerem Akommes ass et haut schonn eng Erausforderung, 3.200 Euro pro Joer fir d'Prévoyance vieillesse op d'Säit ze leeën.

An ech hunn et nach net ausgerechent, mee ech ka mer virstellen, datt fir een, deen d'nächst Joer oder elo mam 13. Mount vläicht 1.000 Euro iwwereg hält a sech d'Fro stellt: „Wéi investéieren ech se an e steierlech begëschtegt Produkt?“, et vläicht méi interessant ass um Enn vum Dag – dat hänkt elo vum Zënssaz of, deen de 15. Januar annoncéiert gëtt –, se an en Defence Bond ze investéieren wéi an e Produit Prévoyance vieillesse. Dat muss een natierlech ausrechnen, mee wat de Steiersaz méi niddreg ass, wat dat definitiv méi no un d'Realitéit kënnt.

Vill Leit kënnen sech nämlech haut schonn iwwerhaupt keng Zousazpensioun leeschten a sécher net de Plaffong ausreizen, well se eebe scho Problemer hunn, d'Enner zesummenzekeréieren. Vun dëser Erhéijung op 4.500 Euro wäerten dofir virun allem Salariéen a Patrone profitéieren, déi en héicht Akommes hunn.

Den drëtten Piler, esou wichteg wéi en och ass, ass keng Sécherung géint d'Altersarmut. En ass eng Ofsécherung fir Leit, déi scho vill hunn, fir datt se an der Pensioun nach ëmmer méi hu wéi déi, déi just am éffentleche System sinn.

Dat war et nämlech ni an dat wäert et och ni ginn. Mir mussen esou éierlech sinn ze soen, datt vun dëser Mesür erëm déi Bessergestalt profitéieren. Entreprises, déi Zousazpensiounen ubidden, also d'Assureuren, profitéieren dovunner, well déi kréien natierlech heiderch zousätzlech Assets Under Management. Dat ass d'ailleurs och erëm eppes, wat dem Finanzmarkt gutt gefält.

Dat alles awer geschitt leider op Käschte vum éffentleche Pensiounspilier, deen eigentlech gestärkt misst ginn. Mee jo, do gëtt da léiwer geplooscht mat Allocatiounen an Aiden. Mee dozou hu mer virdru geschwat.

Mir Piraten soen hei nach eng Kéier: Schluss mat der Bürokratie, wat d'Armout ugeet! Mir sollten och do e staarke System schafen.

Sou, mir brauchen, an ech wëll et kuerz maachen – ech kéint nach ganz vill iwwert deenen doten Dossier schwätzen, ech erspueren Iech dat ...

(Brouhaha)

Fir et kuerz ze maachen: Mir brauche Mesüeren, déi et all de Salariéen erlaben, herno eng dezent Pensioun ze kréien. Ob se gutt gestiwelt waren oder manner gutt gestiwelt waren während hirer beruflecher Karriär, de Schwéierpunkt muss beim éischten Piler bleiwen, beim solidaresche Pensiounssystem, deen op der Emverdeelung an der Generatiounegerechtigkeit baséiert an deen all Generatioun e séichert Liewen am Alter garantéiert.

Mir stëmmen dësem Projet dofir zou, well mer verstinn, datt d'fiskalesch Ureizer hir Plaz an enger globaler Reform hunn. Mee mir erënneren och drun, datt et keng grondleeënd oder laangfristeg Léisung sinn an datt déi wierklech Erausforderung méi déif leien.

Mir brauchen eng Politick, déi et all Salarié erlaabt, bis zur Pensioun ënner wierdege Konditiounen ze schafen. Mir brauchen eng Politick, déi net nëmmen déi mat engem gudde Revenu ënnerstëtzt, mee déi och d'Altersarmut effektiv bekämpft.

Dat ass eis Verantwortung. An ech erspueren Iech elo meng ganz Ried zum Koks. Also zu deem, deen ee verbrenne kann, net zu deem, deen een anescht consommeiert, ...

(Brouhaha et hilarité)

... well d'Zäit awer fortgeschrott ass.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, am Géigesaz zu mengem Virriedner maachen ech keng Previsiounen, ob et méi interessant ass, an Defence Bonds ze investéieren oder a Privatversécherungen. Ech muss Iech éierlech soen, ech kenne mech do net aus an ech sinn och net traureg doriwwer.

Den Här Wolter huet als Rapportier an mengen ech, awer och virun allem als mandatierte Spriecher vun der CSV e puer méi prinzipiell Iwwerleeunge genereller Natur gemaach zum Pensiounssystem, déi mer effektiv an där doter Form elo an der Debatt virdrun net haten, mee déi mer awer schonn op Plaze virdrun haten.

An och wann ech Är Conclusiounen net deelen, verstinn ech awer den Usaz. An ech wëilt do bäifügen: All soziale Sécherungssystem besteet doranner, datt déi, déi schaffen, suerge fir déi, déi net méi schaffen, a fir déi, déi nach net schaffen.

De gesellschaftlechen Effort wier an engem Land immens grouss, wann immens vill jonk Leit do wieren. Wa mer an enger Babyboomer-Gesellschaft wieren, da wier de gesellschaftlechen Effort, dee mer fir jonk Leit géifen opbréngen, weesentlech méi grouss.

Dat heescht, à la base ass et e politesche Choix, wéi en Deel vun deem, wat mer erwirtschaften, mer deenen zwou Gruppen zeguttkomme loosson, déi nach net schaffen oder net méi schaffen.

An d'Entwécklung war an deene leschten 200 Joer déi, datt Jonker ëmmer méi spët ugefaangen hu mat schaffen an datt mer gläichzäiteg d'Liewensarbeitszäit konnte reduzéieren.

An et ass à la base virun allem eng Verdeelungsfro. An ech mengen, datt eist Émlageverfahren, dat mer hunn, eigentlech e performante System ass, deen och am noosten un der ekonomescher Realität ass, well e spigelt dat am Fong erëm: Et kann dat verdeelt ginn, wat dee Moment erwirtschaft gëtt.

An duerfir, mengen ech, sollt een awer och nach zwou Saachen an der Diskussioun net vergiessen: Et ass kee Mënsch a kee Gesetz hei zu Lëtzebuerg, deen oder dat engem Mënsch verbitt, no 60 ze schaffen, och kee Gesetz, dat engem verbitt, no 65 nach weider ze schaffen.

Ech stelle reegelméisseg eng Rëtsch Question-parlementairen un d'Madamm Sozialversécherungsministesch, an d'Zuel vun deene Leit, déi no 65 schaffen, geet all Joer weider an d'Luucht. Dat heescht dat si Leit, déi eng Pensioun kréien an déi, obwuel se an der Pensioun sinn, nach weider schaffen. Ech mengen, heibanne sinn der eng ganz Rëtsch, déi och an deem Fall sinn.

An dat Zweet, wat een, mengen ech, awer och muss soen: Et ass gradesou kee Mënsch, deen engem verbitt, eng Privatversécherung opzehuelen. D'Fro ass just: Awéiwäit ënnerstëtzt mer dat mat éffentleche Suen? An ech mengen, datt d'Privatversécherungen eeben net derzou bäidroen, d'sozial Sécherheet vun der Gesellschaft méi grouss ze maachen. Ech mengen schonn, datt et e Spillgezei ass fir eng bestëmmt

Kategorie vu Leit, déi sech nieft hiren Ausgaben, déi se an der Schaffenszäit hunn, och nach kënnen Investitiounen erlabe wéi zum Beispill Privatversécherungen. An deene sief dat och erlaabt. Mee ech stellen awer d'Fro: Ass et d'Aufgab vun der éffentlecher Hand, deene Leit dat och nach finanziell méi attraktiv ze maachen? An Dir aant et, meng Äntwert dorobber ass éischter „Nee“, firwat ech och mengen, datt deen Dispositif, deen d'Regierung hei proposéiert, wat d'Privatversécherungen ugeet, e Kaddo ass, mee deen net derzou bäidréit, datt d'Sozialversécherung zu Lëtzebuerger méi grouss gëtt.

Datt ee wëllt Leit et interessant maachen, méi laang ze schaffen, also no 60 zum Beispill ze schaffen, oder no 60 an aacht Méint nach weider ze schaffen, an du erfir steierlech Kreditter géif aféieren, wier eppes, wou ech mengen, datt et sozial méi gerecht wier.

Doduerch, datt mer Abatementer aféieren, hu mer eng komesch Courbe, wann ee sech ukuckt, wien dovunner profitéiert. Well déi, déi ganz wéineg verdéngen, profitéieren och relativ wéineg vun engem Abatement, well se schonn eng relativ niddreg Steuerlaascht hunn. Da geet et erëm e bëssen an d'Luucht. Dat heescht, am meeschten, wann een esou wëll, profitéiere Leit, déi esou e méttelt Akommes hunn. An da geet et awer erëm erof, wat den Incitatif ugeet, well den Undeel un der Steuerlaascht, deen een ofsetze kann, da proportional ëmmer weider an d'Luucht geet.

Wéi gesot, ech hätt mer och do éischter e Kredit gewénst, deen, mengen ech, och méi zillförend an och méi sozial cibléiert hätt kënnen agefouert ginn.

Duerfir bliwen ech derbäi: Hei hält de Staat Milliounen Suen an d'Hand, net fir den éffentleche System weider ze perenniséieren, mee fir virun allem am Beräich vun de Privatversécherungen dat méi attraktiv ze maachen. An dach, jo, Privatversécherungen, dat si keng Leit, déi aus puerer Philanthropie Produiten ubidden. Dat si Leit, déi och wëlle Suen dorunner verdéngen.

An ech weess net, ob, oder ech zweifele ganz staark dorunner, datt dat d'Aufgab vun der éffentlecher Hand ass, dat heiten nach weider d'avantage ze ënnerstëtzen, soudatt ech och ka soen: Am Numm vun der Lénker wäerte mer dat hei net matstëmmen. Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An d'Regierung hätt d'Wuert, den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virop emol dem Michel Wolter als Rapporteur villmools merci fir säin ausféierleche Bericht, awer och déi Positioun, déi en duerno geholl huet, wou en eng Rei vun Erklärungen ginn huet, déi mir dat erspueren, soudatt ech mech ka konzentréieren op dat Essentiell.

Jo, ech huelen dat nach eng Kéier un. Mir wäerten an Zukunft, wa mer esou divers ... Ech wousst net, dass deen haut nach géing hannendrukomen. Dat ass den Omnibus 2. Also ech weess, dat si vill steierlech Moosnamen, mee mir deposéieren déi nächst Kéier, wa mer der aus verschidde Beräicher hunn, dat einfach pro Gesetz. Da ginn dat eeben nëmmen zwee, dräi Artikelen. Dann ass et esou.

Mee et ass méi kohärent, och fir d'Diskussioun hei, an och vläicht souguer fir de Vott an der Chamber. Well ech kéint mer virstellen, dass mat deenen zwou leschte Moosnamen, dem reduzéierten Alkohol um Wäin an och deem, wat mer um Niveau vun der CO₂-Steier

maachen, keen e Problem hätt. Also, dat huelen ech un, an dat kënn net méi vir.

Zu de Punkte vum Abatement, wann ee fräiwëlleg méi laang wëllt schaffe goen: Dat ass eppes, wat mer diskutéiert haten, och an de sougenannte Sozialronnen. Mir hunn dat och ëmgesat.

Et ass hei net eng Obligatioun, mee et ass eng Incitatioun, wann ee fräiwëlleg seng Karriär wëllt verlängeren, dat aus diverse Grënn. Dat kënn perséinlecher sinn. An ech mengen, den Här Wolter huet awer och e gutt Argument gesot. A ville Branchen, och beim Staat, hutt Der en Avantage, wann Der Leit hutt, déi eng laangjäreg Experienz hunn, dass Der weider op déi opbaue kënn.

An do gëtt dann d'Fro gestallt: Sinn iwwerhaupt vill Leit, déi dovunner Gebrauch maachen? Ech mengen, et ass schonn en Avantage, deen net onbeträchtlech ass.

Wann ech kucken, een, deen e Revenu imposable ajusté vu 40.000 Euro d'Joer huet, ma dee wënn an der Steuerklass 1 domadder netto 2.200 Euro, an der Steuerklass 1a 1.600 Euro, an der Steuerklass 2 nach eng Kéier 920 Euro.

Deen, deen 100.000 Euro versteierbaart Akommes huet pro Joer, do sinn et an der Steuerklass 1 3.756 Euro, an der Steuerklass 1a de selwechte Betrag, an der Steuerklass 2 3.200 Euro. A bei 150.000 Euro sinn dat an deenen dräi Steuerklassen, déi mer haut hunn, ronn 3.800 Euro netto méi oder 300 Euro de Mount netto méi.

Dat ass net onbeträchtlech. An ech kéint mer schonns virstellen, dass eng Rei Leit, bedéngt duerch hir Liewenssituatioun oder duerch de Fait, dass se awer wëlle méi laang schaffe goen, vun dëser Moosnam wäerte profitéieren.

Da gëtt gesot: „Dir hutt hei kee Steierkredit, Dir hutt e Steierabatement gemaach.“ Mir kënnen net fir all Steierabatement, esou luewenswäert dat och vläicht klénge mag, Steierkreditter asetzen. Dat geet net oder schreift sech net an déi normal Steierlogik an. An dat ass och finanziell net tragbar. Well wa mer dat bis ufänken, jo, da musse mer d'Abattements charges extraordinaires duerch Steierkreditter ersetzen. Da musse mer d'Abattementen huelen, déi d'Leit kënnen ofzéien, well se eng Autosversécherung hunn, an da musse mer dat och duerch Steierkreditter maachen. Ech mengen, dat ass laangfristeg och net ze finanzéieren.

Ech wëll awer soen, dass mer eng Ureegung hate vum Marc Baum an der éischter Sitzung, déi mer an der Finanzkommissioun haten. En huet gesot: „Wat geschitt da mat deem, dee fir de Mindestloun schafft?“ Dat repercutéiert sech och fir deen, wéi den Här Clement et just erkläert huet, net duerch en direkte Steierkredit, dee mer dodrobber setzen, mee duerch d'Awierke vun dem Abatement och op de Mindestlounbezéier.

An de Mindestlounbezéier, deen da méi laang schaffe geet, deem säi Steierkredit vu 4,60 Euro geet op 105 Euro erop. Dat heescht, de Mindestlounbezéier, dee méi laang schaffe geet, huet de Mount netto 100 Euro weider mat dëser Moosnam.

(Interruptions)

An déi Rechnungen sinn och an der Finanzkommissioun ausgedeelt ginn.

Da kommen ech zu dem drëtten Pilier. Selbstverständlech steet dës Regierung zu enger Stärkung vun dem éischten Pilier vun eise Pensiounsversécherungen. Den zweeten Pilier, dat heescht déi betrieblech Versécherung, besteet weider.

An den drëtten Pilier, do wëll ech awer och trotzdeem e bëssen en Historique maachen. Jo, et ass richtig, dee

sougenannten drëtten Pilier ass agefouert ginn 2002 an enger gréisserer Steuerreform, déi ënner enger schwaarz-bloer Koalitioun gemaach ginn ass. Ech wëll awer, fir d'Geschicht vollstänneg ze maachen, soen, dass dat 2002 e progressive Fräibetrag war, en Abatement, deen ee konnt ofsetzen. Dat heescht, wann ee méi al ginn ass, konnt ee progressiv méi Abatement geltend maachen. Bis zu engem, dee 55 Joer al war, dee konnt 3.200 Euro pro Persoun an engem Stot geltend maachen um Titre vun dem drëtten Pilier.

Wat ass dann 2016 ënner enger blo-rout-grénger Majoritéit geschitt? Mee et huet een dee System du schonns méi attraktiv gemaach, andeem een dee progressive Montant, dee jee no Alter an d'Luucht gaangen ass bis op 3.200 Euro, degeneraliséiert huet. Dat heescht, domat waren eigentlech deemools d'Sozialisten an déi gréng d'accord.

Haut maache se der Regierung de Reproche, si géif dee System hei elo fir nëmmen déi déck Steierzueler an d'Luucht setzen.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Jo, mee déi 40 %, Madamm Tanson, dat ass och zu engem groussen Deel Inflationenberengung. Inflationenberengung! D'Hallschent vun deem, wou et an d'Luucht gesat gëtt, ass eng reng Inflationenberengung, dat heescht vun där Moosnam, déi Dir respektiv d'Sozialiste matgedroen hutt, fir dat awer och mol eng Kéier an de richtige Kontext ze setzen.

Et ass hei net eng Schwächung vun dem éischten Pilier. Et ass e Complement, deen een de Leit gëtt, déi wëllen eng Zousatzversécherung maachen. An et ass och eppes – niewent engem Defence Bond, niewent engem Housing Bond an, wat mer jo och nach maachen, engem Green Bond aféieren –, wat en ligne ass domat, wat ënner anerech an vu grénge Politiker op europäeschem Plang ënnerstëtzt gëtt, nämlech dass een eng Spuer- an Investitiounsgesellschaft mécht, eng Spuer- an Investitiounsunion, andeem ee kuckt, dass ee Spuerertrëg vun de Leit drainéiert a Produkter, déi och fir d'Altersversécherung solle sinn.

Dat ass den Ursprung och vun deene sougenannten Draghi- a Letta-Reporter ...

(Hilarité)

... pardon, et ass spët – Rapporten! An et ass dat, wat mer heimat och ëmsetzen.

Duerfir soen ech jiddwerengem, deen dat heite matdréit, Merci fir déi awer breet Zoustëmmung. Wann ech dat elo richtig zesammenzielen – jo, Dir rëselt de Kapp –, dierften am Endeffekt 42 vu 60 oder 59 Deputéierten dës matstëmmen.

(Interruptions)

Dat ass méi wéi eng Verfassungsmajoritéit. Duerfir merci.

An ech wënschen Iech allegueren e schéine Chrëscht-dag an dass déi Produkter dee Succès kennen, dee se verdéngen. Op jidde Fall si se applikabel ab dem 1. Januar d'nächst Joer. An du erfir war och, mengen ech, den Drock hannendrun, fir dass de Projet hei nach fristgerecht virum 1. Januar 2026 ka gestëmmt ginn, vu dass et sech ëm eng Steiermoosnam handelt.

Merci an e schéint neit Joer.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Elo misst Der nach dee Crédit d'impôt dropleeën.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

An da kucke mer, ob dem Här Minister seng mathe-matesch Prognosen hei richteg sinn, andeem mer zum Vott, zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8640 kommen. Den Text steet am Document parle-mentaire 8640^e.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8640 et dispense du second vote constitutionnel

An ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofge-schloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 41, Nee: 18, Abstentiu-nen: 0. Dëse Projet de loi ass also mat 41 Jo-Stëmme géint 18 Nee-Stëmme bei kenger Abstentiuon uge-holl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitu-tionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An dann ass nach eng Motioun zu dësem Projet ofgi vum der Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir wëllt warscheinlech duerno nach e puer Wuert soen. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Ok, gutt, wa keen ...

(Brouhaha)

Jo, d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech waarden dann drop, dass d'Majoritéit sech eens gëtt, wat se wëllt.

Mee op alle Fall soen ech dann nach eng Kéier dat, wat ech virdrun a menger Ried gesot hunn, dass ech denken, dass et wierklech wichteg ass, wann een esou eng Mesür wéi déi heite virgesäit, dass een och kuckt, wat den Impakt dovunner ass.

Well wéi de Minister et gesot huet, geet et jo drëm – an ech mengen, mam Zil si mir op alle Fall d'accord –, ze kucken, dass d'Leit fräiwëlleg méi laang schaffe ginn. An d'Fro ass jo déi: Wann een dat dote mécht, gëtt dat Zil erreecht? A virun allem: Bei wem gräift et?

An duerfir ënnerstëtzt mir op alle Fall déi Motioun hei, déi vun der LSAP deposéiert ginn ass. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, ech mengen, mir kënnen eis deem och just uschléissen. Hei gëtt effektiv eng Evaluatioun gefrot an, le cas échéant, wa sollt erauskommen, datt et Modifikatiounsbedarf gëtt, ass d'Propos, fir dann no där Evaluatioun eventuell Modi-fikatiounen virzehuelen, wa sech dat sollt als noutwen-deg erweisen.

Ech mengen, et ass dat, wat eigentlech Politick, räs-onabel Politick, sollt maachen. An duerfir ënnerstëtzt mer dat hei och.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da stellen ech déi Motioun Nummer 1 hei zum Vott.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 39, Abstentiu-nen: 0. Dës Motioun ass mat 39 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentiuon ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

7. 8514 – Projet de loi portant modification :

1^o du Code de la sécurité sociale ;

2^o de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Or-dre du jour, an dat ass de Projet de loi 8514 iwwert d'Ophiewung vum Gehälterënnerschied tëschent de Beneficiäre vum enger fréizäiteger Altersrent, jee nodeem, ob se Salarié oder net Salarié sinn. D'Riede-zäit ass hei no dem Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, den Här Gérard Schockmel, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Ma-damm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Françoise Kemp. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Här Pre-sident, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, de Projet de loi 8514, deen ech elo virstellen, ännert engersäits de Code de la sécurité sociale an anerersäits d'Loi modi-fiée vum 3. August 1998 iwwert d'Régimes de pen-sion spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes souwéi fir d'Agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois.

Dëse Projet steet an engem ganz definéierte Kontext. Mat engem Arrêt vum 1. März 2024 huet d'Cour constitutionnelle nämlech eng Differenzéierung tëscht de Beneficiäre vum enger Pension de vieillesse anticipée festgestallt, jee nodeem, ob se eng Activité salariée oder non salariée ausüben. Konkreet gesot: Wann ee vun enger Pension de vieillesse anticipée profitéiert huet an eng Activité non salariée aus-geübt huet, huet all Iwwerschreide vum Plaffong automatesch dozou geféiert, datt d'Pension refuséiert oder zeréckgezu gouf.

Aktuell gesäit de Code de la sécurité sociale ënner-schiddlech Reegelen am Hibleck op de Cumul tëschent enger Pension anticipée an engem beruff-leche Revenu vir, jee nodeem, ob dëse Revenu aus enger Salariats- oder enger onofhängeger Aktivitéit staamt. Et gëtt keng Méiglechkeet fir eng proportio-nell Reduktioun. Soubal d'Akomes aus där Activité non salariée op monatlecher Basis en Drëttel vum Salaire social minimum iwwerschreit, gëtt d'Pensioun gestrach.

Wann et sech dogéint ëm e Salairesrevenu handelt, där d'esen iwwert déi festgeluechte Schwell eraus-go, ouni datt d'Rent gekierzt oder gestrach gëtt. D'Viraussetzung ass awer, datt d'Zomm aus Salaire an der virgezunnener Altersrent net méi héich ass wéi d'Moyenne vun de fënnf beschte beruffleche Reve-nuen. Dës Zomm där d'zudem net ënnert engem Re-ferenzbetrag leien, deen ëm 50 % erhéicht ass, also ronn 4.000 Euro am Joer 2025 um aktuellen Index.

Fir Beneficiären, déi eng Activité salariée ausgeübt hunn, war am Droit commun dogéint eng proportio-nal Reduktioun vun der Pensioun virgesinn an net hir einfach a komplett Ophiewung.

D'Cour ass deemno zur Konkusioun komm, datt dës Differenzéierung tëschent deenen zwou Situatiounen, déi si als vergläichbar ugesäit, net mat der Verfas-sung kompatibel ass.

Dës Problematik war iwwregens scho virum Arrêt um Dësch, ënner anerem duerch eng Proposition de loi, déi Enn 2021 vum eise Kolleeg Laurent Mosar a Marc Spautz deposéiert gouf.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Dës Pro-position hat schonn deemools d'Zil, d'Differenzéie-rung tëschent Salarié an Indépendanten an deem Beräich vum Cumul tëschent enger Pension de vieil-lesse anticipée an dem Akomes aus enger beruffle-cher Aktivitéit ofzeschaffen.

De virleienge Projet de loi wëll d'Legislatioun elo kloer mat der Constitutioun a Konformitéit bréngen, andeem en e Mechanismus vun der Reduktioun vun der Pension de vieillesse anticipée och fir d'Benefi-ciären aféiert, déi eng Activité non salariée hunn, an domat déi Reegel géint de Cumul eenheetlech ofschafft.

Op prozeduralem Plang ass de Projet de loi den 19. März 2025 an der Chamber vun der Madamm Minis-tesch fir Gesondheet a Sozial Sécherheet deposéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis den 18. November

2025 ofginn. Hien huet eng Rei Bemierkungen zur Formulatioun gemaach, de materiellen Dispositiv als solchen awer net a Fro gestallt. Besonnesch huet hien zur Kenntnis geholl, datt de Mechanismus vun der Retroaktivitéit, esou wéi en am Projet virgesinn ass, mat der Jurisprudenz am Aklang steet an domat ausnamsweis eng Ofweichung vum Prinzip vum der Non-Retroaktivitéit erlaabt.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hunn den 28. Abrëll 2025 e gemeinsamen Avis virgeluecht an de Projet de loi begrüsst, well en der Differenzierung tëschent de Beneficiairë vum enger Pension de vieillesse anticipée, jee nodeem, ob si eng Activité salariée oder non salariée ausüben, en Enn setzt. Si ënnersträichen, datt si dës Differenzierung schonn 2021 am Kader vum engem Pak u Propositionen, déi op enger Revalorisation vum Statut vum Indépendant geziilt huet, thematiséiert hunn.

D'Chambre des Salariés huet de Projet de loi den 8. Mee 2025 aviséiert. Si weist sech am grouse Ganze favorabel vis-à-vis vum virgesinnene Mechanismus, verweist awer op e puer praktesch Froen, ënner anere op d'Auswirkung op déi Versécherung vum dem Verschibe vum järeliche Recalcul vum de reduziéierte Pensioune vum 1. Abrëll op den 1. Mee. Schlussendlech recommandéiere si, dës Reform an eng méi breet Reflexioun iwwert d'fräiwëlleg Verlängerung vum de Karriären anzuschreiwien.

An der Reunion vum 8. Dezember 2025 huet d'Kommissioun mech als Rapportrice designéiert an de virleiende Rapport ass an der Sëtzung vum 10. Dezember 2025 ugeholl ginn.

Den 9. Dezember 2025 huet d'Kommissioun e Bréif un de Staatsrot geschéckt, fir en doriwwer ze informéieren, datt si senge Bemierkungen aus sengem Avis vum 18. November 2025 nogaangen ass.

No der Adaptatioun an der Verëffentlechung vum Rapport zum betreffende Gesetzesprojet huet de Staatsrot den 11. Dezember 2025 en zousätzlechen Avis ofginn, an deem hien zur Kenntnis hält, datt den Artikel 8 vum Gesetzesprojet am Aklang mat senger Proposition oder Recommendation geännert gouf, an der Meenung ass, datt d'Ännerung um Artikel 16 eng inhaltlech Fro betrëfft a folglech als Amendement un de Gesetzesprojet ze wäerten ass, awer keng weider Bemierkung vu senger Säit aus erfuerdert.

Fir all weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Domat leeën ech meng Kap als Rapportrice of an erlabe mer, e puer Wieder als Spriecherin vum der CSV ze soen.

Discussion générale

Här President, léif Kolleegen, léif Kolleegen, d'Indépendante sinn d'Réckgrat vum eiser Wirtschaft. Si schafen Aarbechtsplazen, iwwerhuele Risiken an droe Verantwortung fir sech selwer, fir hir Mataarbechter a fir d'wirtschaftlech Dynamik an eisem Land.

D'CSV huet ëmmer nees, och am Kontext vum der Covidpandemie, op hir Situatioun higewisen. Grad an dës Krisenzäite gouf däitlech, wéi vulnerabel dës Kategorie ka sinn. Mee Unerkennung eleng geet net duer. Et ass eis Aufgab, och sécherzestellen, datt d'Indépendanten net ongerecht oder onfair behandelt ginn. A genee do setzt de virleienden Text un.

D'Cour constitutionnelle huet an hirem Arrêt vum 1. März 2024 kloer festgehal, datt zwou vergläichbar Situatiounen am geltende Recht ënnerschiddlech behandelt ginn. Esou eng Differenzierung däerfe mir als Gesetzgeber net weider bestoe loossen. De Projet de loi zitt d'Konsequenzen aus deem Arrêt a

setzt eng néideg a kloer Korrektur ëm. Hie féiert zur Gläichbehandlung vu Salariéen an Indépendanten.

Et ass net nëmme juristesche erfuerderlech, mee och politesch konsequent. Et geet net drëms, enger Grupp Virdeeler ze verschafen oder enger anerer eppes ewechzehuelen. Et geet drëms, déi selwecht Reegelen op vergläichbar Situatiounen unzewenden, net méi an och net manner.

A ville Beräicher vum der Wirtschaft steet an den nächste Joren e grouse Generatiounswissel un. De Fortgang vu villen erfuerene Fachleuten an d'Pensioune mécht Weidergi vum Knowhow un déi nächst Generatiounen zu enger zentraler Erausforderung. Besonnesch am Kader vun der Léier spillt dobäi d'Roll vun erfuerene Betribsleeder a Fachkräften eng entscheidend Roll, well d'Tutorat an d'Praxisvermittlung do Schlüsselementer sinn.

An dësem Kontext géif d'Upasse vum Regime fir Onofhängeger un dee vun de Salariéen et erlaben, dass Betribsleeder trotz dem Bezéie vum enger virgezunnener Altersrent weiderhi beruflech aktiv bleiwen. Si kéinten esou hiert Wëssen an hir Erfahrung geziilt un déi jonk Generatioun weiderginn, eng Méiglechkeet, déi besonnesch relevant ass am Licht vum aktueller Manktem u qualifizierter Aarbechtskraaft an dem Besoin vun enger nohalteger Iwwerdroung vu Fachkompetenz.

Fir d'CSV ass dat eng Fro vu Kohärenz. Mir kënnen net op der enger Säit d'Roll an d'Bedeitung vun den Indépendanten ënnersträichen an op der anerer Säit eng Gesetzgebung akzeptéieren, déi si méi schlecht dohinnerstellt wéi déi aner Versécherter. Dat passt net zesummen!

Dës Projet läit am Interesse vun den Indépendanten, am Interesse vun de Salariéen an am Interesse vun der Gläichbehandlung vun alle Bierger virum Gesetz. Aus dëser Grënn kënnen mir als CSV dës Projet matdroen.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Rapportrice villmools Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mündlechen Rapport. An deem éischten ageschriwene Riedner ass den Här Gérard Schockmel. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetzesprojet 8514 gëtt eng grouss Ongerechtegkeet aus der Welt geschafft, an zwar d'Ongläichbehandlung vun den Indépendanten beim Cumul vun enger Fréipensioun mat engem Akommes aus hirer selbstänneger Berufstätigkeet. Bis ewell war d'Regelung vum Anticumul fir d'Indépendanten nämlech eng aner wéi déi fir d'Salariéen. Mat dësem Gesetzesprojet gëtt engem Urteel vum Verfassungsgericht Rechnung gedroen.

De Gesetzesprojet ass och wichteg fir d'Rentereform, well e verstärkt d'Attraktivitéit vun der progressiver Rent fir d'Indépendanten. Si dierfen elo – d'Fréipensioun an d'Akommes aus hirer selbstänneger Aktivitéit cumuléiert – am Joer e Montant verdénge bis zu engem Plaffong, deem der Moyenne vun de fénnef héchste bäitragspflichtige Joresrevenue an hirer Versécherungskarriär entsprécht.

Indépendantë si gewinnt, vill ze schaffen, well si hu keng fest Aarbechtsplaz, kee fest Akommes, sinn a kengem Kollektivvertrag. Fir si ass dës Reegelung interessant, well si engersäits an der Fréipensioun hir Aarbecht reduziéieren kënnen an anerersäits eng gewësse selbstänneg Tätigkeet bäibehalen dierfen, wat ganz am Sënn vun der progressiver Rent ass.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Och fir eis Gesellschaft ass dat e grouse Gewënn, well d'Wirtschaft ass mat enger Penurie un Aarbechtskräfte konfrontéiert a ganz vill Babyboomers hunn an den nächste Joren Usproch op eng Fréipensioun.

Ech denke beispillsweis un de Gesondheetssektor, wou mer alleguerten dervu profitéieren, wann ënner anere Dokteren, Kinesitherapeuten a Psychotherapeuten mat der Berufserfahrung vun engem ganze Liewe weiderhin hir Servicer ubidden. A wien ass net drop ugewisen, wann en doheem e Problem huet, datt en erfahrene Handwerker relativ schnell disponibel ass, fir säi Problem ze léisen?

De Koalitiounsaccord gesäit vir, de Statut vum Indépendant ze reforméieren. Dofir begrüesse mir als DP ausdrécklech de Gesetzesprojet 8514 als en éischte Schrëtt um gudden Wee. Deemno géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Gesetzesprojet matzedroen. A mir wäerten eis och fir weider Entwécklung staarkmaachen, déi der spezieller Situatioun vun den Indépendanten Rechnung droen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Schockmel. An da wier et um honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Souwuel vum Rapporteur wéi och vu mengem Virriedner ass alles gesot ginn. Mir hunn e kloert Gerichtsurteel hei leien. Et ass e verschiddenen Traitement gewiescht vu Salariéen an Indépendanten an enger Situatioun, wou se no der Fréipensioun d'selwecht geschafft hunn, awer aneschtens behandelt gi sinn. Dat Gesetz hei wäert déi Situatioun änneren an domat si mir d'accord. Merci.

M. Georges Engel (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Di Bartolomeo, fir déi Explikatiounen. An ech ginn d'Wuert direkt weider un d'Madamm Lexy Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här Chambers-president. Dës Gesetzesprojet betrëfft e Grondstee vun eisem Rechtsstaat, d'Gläichheet virum Gesetz. Nom Urteel vun der Cour constitutionnelle muss gehandelt ginn. A jo, wann de Legislatuer Ongläichheete schafft, muss e se och korrigéieren.

Wourëms et an dësem Gesetzesprojet konkret geet, hat d'Rapportrice scho gutt erkläert. D'ADR ënnerstëtzt de Grondsatz „nämmelech Aarbecht, nämmelech Reegelen, egal ob Salarié oder Fräieruffler“. Wie Responsabilitéit dréit, e klengen Betrib huet, op eege Rechnung schafft, dierf net benodelegt ginn. Gläichzäitig mussen bei Pensiounsfroen och ëmmer zwou Saachen beduecht ginn: Fairness an Nohaltegkeet.

Dës Gesetzesprojet stellt an den Ae vun der ADR erëm eng Verfassungskonformitéit hier. Dat ass keng Optioun, dat ass eng Pflicht. E bréngt Rechtssécherheet, an dat souguer réckwirkend bis März 2024. E stäerkt déi gesellschaftlech Unerkennung vun der Selbstännegkeet. Wie méi laang schaffe wëll oder muss, soll net duerch willkürlech Schwellen gestrooft ginn.

Mir verlaangen allerdéngs Eierlechkeet bei de Follgen. Schätzungen deiten op héich Méikäscht fir d'CNAP hin. Deelweis zwar kompenséiert, mee déi geschätzte Méikäscht gesi mir kritesch, an net nëmme mir, mee och d'Berufsskummeren. Dowéinst brauch et hei e kloer Monitoring an Transparenz nom effektiven Akraaftriede vun dësem Gesetz.

D'ADR-Fraktioun stëmmt dës Gesetzesprojet selbstverständlech mat.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Schoos. An da geet d'Wuert un d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Ech ka mech kuerzfaassen, well d'Rapportrice extensiv an hirem Rapport op d'Detailer agaangen ass a mer natierlech och mat dësem Gesetz averstane sinn.

Ech hat d'Gefill, dass souwuel gëschter wéi haut eng ganz Rei Riedner och ëmmer erëm drop higewisen hunn, dass mer eis eng Kéier méi am Detail mat der Stärkung vun den Independanten op verschiddenen Dossiere missten auserneesetzen. An ech mengen, dat sollte mer eis virhuele fir dat nächst Joer, also souzesoen als gudd Virsaz vun der Chamber. Dëst ass op alle Fall e wichteg Schrëtt an déi richteg Richtung. Doriwwer erass sollte mer eis Gedanke maachen.

An ech ginn heimat den Accord vun deene Gréngen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Bernard. An dann ass et um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et ass, mengen ech, evident, datt een en Urteel respektéiere muss an datt een dat och ëmsetze soll. Dofir kann dat hei net séier genuch kommen an dofir kënne mir och just eis Zoustëmmung ginn. An zu all den Ausféierungen iwwert d'Inegalitéite, wat Independanten ugeet, kann ech mech just ralliéieren.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Déi Lénk stëmmen dëse Projet mat.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Baum.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Martine Deprez. Madamm Deprez, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci fir déi breet Zoustëmmung.

Et ass jo normal: Et ass en Urteel vun engem Geriicht, dat muss ëmgesat ginn. Mir hunn dat och schonn eigentlech informell ëmgesat, well zënter dem Mäerz 2024 gëtt déi Disposition anticumul net méi applizéiert. An duerfir ass och eng Disposition rétroactive dran, fir all déi Situatiounen dann deementsprechend op de Leescht ze huelen.

Ech soe Merci ... Ech schwätzen dann nach e bëssen, bis jiddwereen heibannen ass.

(Hilarité et interruption)

Jo, et ass nach net eriwuer. Merci nach eng Kéier fir d'Zoustëmmung.

An d'Originn ass effektiv eng Proposition de loi gewiescht vun den honorabelen deemolegen Deputéierte Spautz a Mosar, déi scho vum Staatsrot aviséiert gi war a wou scho pertinent Remarque vum Staatsrot dra waren, déi och an dëse Projet de loi agefloss sinn.

A firwat huet et esou laang gedauert? Mee notament wéinst eben der genauer Formulatioun bei den Independanten. Do ass dat e bësse méi schwéier. Do kann een net einfach vu Salären oder vun Traitementen oder vu Revenu schwätzen, do muss een déi ganz Spannwaît

drabrénge, an duerfir huet d'Redaktioun vun deem Projet de loi e bësse méi laang gedauert.

Ech hunn och mat Satisfaktioun festgestallt, dass verschidde Riedner de Statut de l'indépendant ugeschwat hunn. Mir sinn interministeriell amgaangen, an engem Grupp iwwert de Statut de l'indépendant ze schwätzen, a wäerten och deemnächst doranner virukommen an e puer Saachen en place setzen, déi do mussen en place gesat ginn, fir och d'Selbstständigkeit nach besser ze ënnerstëtzen.

Merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Deprez. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8514. Den Text steet am Document parlementaire 8514⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8514 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Da komme mer zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Abstentoun a bei kenger Nee-Stëmm ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par Mme Mandy Minella), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. 8575 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch ass de Projet de loi 8575 iwwert d'Spidolsgesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt elo direkt d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Françoise Kemp. Madamm Kemp, Dir hutt nach eng Kéier d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Här President, léif Kollegeinnen, léif Kollegeen, de Projet de loi

8575, deem ech Iech haut virstellen, ännert d'Loi modifiée vum 8. Mäerz 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière souwéi hir Annexen.

De Projet füügt sech an d'Logik vum nationale Spidolsplang an a bezweckt, d'Capacitéite vum Spidols wiesen un déi prognostizéiert Besoine bis 2040 unzepassen an d'Resilienz vum System am Fall vu Krisen ze stärken.

Den Text verfollegt dräi Haaptobjektiver:

Éischtens ginn déi minimal a maximal Schwellen u Better, déi an de verschiddenen Etablissementer dierfe geneemegt ginn, nei festgeluecht. Dës Revisioun baséiert op enger aktualiséierter Evaluatioun vun de Besoinen, déi ënner anerem d'demografesch Entwécklung, den Zoustand vun der Gesondheet vun der Bevëlkerung, d'Consommation vu Soine souwéi international Verglechsdate berücksichtegt. Déi maximal Unzuel vu Spidolsbetter, déi dierfe geneemegt ginn, gëtt domat erhéicht, gradewéi d'Capacitéiten an e puer als prioritär identifizéierte Beräicher, besonnesch an der Psychiatrie, an der Reeducatioun an an de Soins palliatifs. Op der anerer Säit ginn an deene Spezialitéiten, wou eng haaptsächlech ambulant Prise en charge soll gefërdert ginn, déi stationär Capacitéiten no ënnen ajustéiert. Dëst huet als Zil, den Outil hospitalier un déi aktuell Parcours de soins unzepassen, ouni dobäi d'Disponibilitéit vu Better fir Héichbe- laaschtungsphasen a Fro ze stellen.

Zweetens integréiert de Projet Reservebetter, déi bei aussergewöhnleche Gesondheetssituatiounen kënnen aktivéiert ginn. De virleiende Projet gesäit d'Planifikatioun vu 50 zousätzleche Better fir jiddweree vun de véier Centres hospitaliers de soins aigus vir, also insgesamt 200 Better. D'Definitioun vun dëse Reservebetter gëtt ergänzt duerch eng Referenz op d'Gesetz vum 8. Dezember 1981 iwwert d'Requisitionen am Fall vun engem bewaffnete Konflikt, enger schwéier internationaler Kris oder enger Katastroph.

Drëttens gesäit de Projet eng terminologesch Upassung am Beräich vun der Prise en charge vun der Obesitéit vir. Am Artikel 28 vun der Loi hospitalière gëtt de Begrëff „obésité morbide“ duerch d'Notioun vun der „obésité avec comorbidité“ ersat. Et gëtt deemno drëms, déi benotzt Terminologie un d'wëssenschaftlech Fortschreiter unzepassen.

D'Amendements gouvernementaux vum 24. Oktober 2025 ergänzen dëse Kader. Si maachen et de Centres hospitaliers méiglech, Sites supplémentaires ze schaffen, déi speziell fir ambulant Soine geduecht sinn, notament an der Dermatologie an an der Ophthalmologie. Dës Aktivitéite mussen an engem streng definéierte Kader stattfannen, fir d'Sécherheet vun de Patienten an d'Komplementaritéit mat der bestoender Offer ze garantéieren.

Parallél dozou gëtt am Sënn vun enger terminologescher Präzisioun a vun enger Kohärenz mat der Annex A iwwert d'Definitioun vu Spidolsservicer op d'Chirurgie générale, digestive oder viscérale verwisen an net méi nëmmen op d'Chirurgie viscérale.

Op prozeduralem Plang ass de Projet de loi den 9. Juli 2025 vun der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozial Sécherheet an der Chamber deposéiert ginn. An der Reunioun vum 16. Juli 2025 gouf de Projet an der Santéskommissioun presentéiert an ech gouf zur Rapportrice ernannt.

D'Amendements gouvernementaux sinn de 24. Oktober 2025 deposéiert ginn an d'Kommissioun huet se zesumme mat déi jeeweilegen Avisen analyséiert.

Den Avis vum Staatsrot vum 18. November 2025 enthält eng Rei Bemierkungen. E freet ënner anerem,

d'Definition vum de Reservebetter nach méi kloer ze faassen an eng Referenz op de Begrëff „crise internationale grave“ am Sënn vum Gesetz vum 8. Dezember 1981 sur les réquisitions ze sträichen. Wat déi zousätzlech ambulant Sitten ugeet, ass déi héich Kierperschaft mam Prinzipp averstanen, mee schléit vir, d'Ophthalmologie net formell un e Service de chirurgie générale am enke gesetzleche Sënn unzeknäppen. Dës Bemierkunge sinn an der Kommissioun berücksichtegt ginn a reflektéiere sech am Text, wéi en Iech virläit.

De 17. September 2025 huet de Collège médical en Avis ofginn, an deem en de Projet de loi am Prinzipp positiv bewäert. Hien ënnersträicht d'Relevanz vum der geziilte Erhéijung vu bestëmmte Capacitéite souwéi den Encadrement vum medezinneschen Ekipement an d'Roll vum de Reservebetter als wichtegt Instrument fir d'Resilienz vum Gesondheetssystem. De Collège médical huet awer Reserve bezüglech der Participatioun oder Representatioun vum der Profession bei der Spidolsplanung, der beruflecher Onofhängegkeet an der therapeutischer Fräiheet an der Reservebetter.

An dem Avis complémentaire vum 19. November 2025 begréisst de Collège médical d'Kreatioun vum extrahospitalieren Zentren a Strukture fir ambulant Dermatologie an Ophthalmologie, ënnersträicht awer weesentlech Konditiounen: gläich Sécherheets-, Hygiènes- an Traçabilitéitskonditiounen wéi am Spidol.

De 25. September 2025 huet de Conseil supérieur de certaines professions de santé de Projet och am Prinzipp positiv ugeholl, awer mat e puer konkrete Recommandatiounen. Hie betount notament d'Noutwendegkeet vum enger gudder, equilibréierter Verdeelung vum de Better iwwert d'ganz Land. Zousätzlech werft de Conseil Froen zur praktescher Organisatioun vum der Pédiatrie chirurgicale op.

D'Sensibilité politique déi gréng hat den 1. Oktober 2025 en Amendement abruecht. D'Kommissioun huet decidéiert, dësen Amendementsvorschlag net weider ze verfollegen. Hie gëtt bei enger nächster Ännerung vum der Spidolsgesetzgebung diskutéiert.

De 17. November 2025 huet d'Fédération des hôpitaux luxembourgeois hire Standpunkt presentéiert. Si begréisst d'Schafung vu Reservebetter an d'Méiglechkeet, ambulant Sitten an engem klengen, kloer reglementéierte Kader ze entwéckelen. Dobäi insistéiert si dorop, datt déi selwecht Standarde vu Sécherheet, Hygiène a Prise en charge konsequent agehale ginn.

Zum Schluss huet den 21. November 2025 d'Chambre de Commerce e puer kritesche Froen opgeworf. Si stellt d'Projektiounen a Fro, op deenen d'Festleeë vum der maximaler Zuel u Better baséiert, an am Kader vum strukturellen Defizit an der Branche Maladie-Maternité vum der CNS freet si sech, wéi nohalteg déi virgesinnene Erweiderunge finanzéierbar sinn.

An hirem Avis vum 1. Dezember 2025 huet d'Chambre des Salariés besonnesch op de Personalmangel an op d'Bedeitung vum der Convention collective am Spidolswiesen higewisen.

An dësem Sënn aktualiséiert de Projet eis Spidolsplanung, stäerkt déi sensibelst Beräicher, schafft e kloer definéierte Kader fir Reservebetter a mécht nei Méiglechkeeten op fir eng ambulant Prise en charge, ëmmer am Respekt vum der Qualitéit vum de Soinen.

Fir all weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Domat leeën ech meng Kap als Rapporteuse of an erlabe mer, e puer Wieder als Spriecherin vum der CSV ze soen.

Discussion générale

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, „Gesondheet ass de Schlëssel zu enger besserer Zukunft fir jiddereen“. Mat dëse Wieder huet de Ban Ki-moon, den eeëmolege Generalsekretär vum de Vereenten Natiounen, op eng einfach, mee déifgräifend Wourecht higewisen.

D'Gesondheetspolitik ass dofir vill méi wéi d'Heele vu Krankheeten. Et geet ëm d'Fro, wéi eng Gesellschaft mat hire schwächste Memberen ëmgeet, wéi vill Wäert si op Preventioun, Mënschewäert an Zougänglechkeet leet a wéi eng Zukunft si hire Kanner a Jugendleche bitt.

Eis Gesondheetspolitik muss dorop opbauen: Preventioun, Mënschewäert, Zougang fir jiddereen an net zulescht Stärkung vum eise Gesondheetssystem, dat all Dag fir eis kämpft. Dokter, Infirmieren, Fleeger an all medezinnesch Personal, Dir sidd Helden!

Dëse Projet de loi passt an d'Visioun vum enger nohalteger, verantwortungsbewosster Gesondheetspolitik. Hie weist, datt mir net kuerzfristeg denken, mee laangfristeg plangen.

Eng Spidolsplanung bis 2040 verlaangt Wäitsicht a Verantwortung. An d'Pandemie huet eis gewisen, wéi fragill d'Systemer kënne ginn, wa se bis un d'Limite gefuer ginn. Si huet eis och gewisen, wéi staark e System ka sinn, wann en op Virsicht, Planung a Kooperatioun opgebaut ass. Dës Erfahrung muss an der Politik Konsequenzen hunn. Kuerz gesot: Et geet drëms, virbereet ze sinn, wann et néideg gëtt, net ze improviséieren am Krisemodus, mee strukturell preparéiert ze sinn.

Mat dësem Projet gi konkret Mëttel op den Dësch geluecht, fir d'Resilienz vum eise Gesondheetssystem ze stäerken. D'CSV ënnerstëtzt e kloer a praktesch ëmsetzbaart Konzept, dat dem Staat Handlungsfäegkeet gëtt, ouni d'Spideeler am Alldag an Onkloerheet ze loossen.

D'Reservebetter si genee esou en Instrument. Si sti fir Wäitsicht, net fir Alarmismus. Gläichzäiteg muss een och kloer soen: Eng modern Gesondheetspolitik ass net just eng Fro vu Spidolsbetter. Eng gudd Planung muss de ganze Parcours de soins am Bléck behalen. A genau do sinn d'Amendements gouvernementaux besonnesch wichteg. Si erlaben, nei medezinnesch Aktivitéiten ausserhalb vum Spidol an engem kloer geregelte Kader ze entwéckelen.

Dat ass eng konkret Ëmsetzung vum Koalitiounsaccord. An esou wéi am Koalitiounsaccord ugekënnegt, wäerte mir an e puer Etappen d'medezinnesch Offer ausserhalb vum Spidol weider ausbauen, ouni awer dës Struktur ze schwächen. Dat ass wichteg, léif Kolleegen, léif Kolleegen. Dës Amendementer sinn déi éischt Etapp.

D'Madamm Ministesch fir Gesondheet huet virun e puer Woche kloer ugekënnegt, datt si an enger zweeter Phas zesumme mat allen Acteuren e Katalog vum Aktivitéiten ausschaffe wëll, déi an Zukunft ausserhalb vum Spidol kënne gemaach ginn. Do wäert et drëm goen, au cas par cas de passende legale Kader ze identifizéieren. D'Ministesch wäert dësen Katalog bis Mëtt des Joers am enken Austausch mat de Parties prenantes opgestallt hunn.

Dat ass voll a ganz am Aklang mat eise Koalitiounsaccord. Fir d'CSV steet nämlech ausser Fro, datt mir fir staark, performant an nohalteg opgestallte Spideeler sinn. Déi virgesinnene Entwécklungen féieren dofir op kee Fall zu enger Schwächung vum eise Spideeler. Zu all Moment wäerte mir dorop oppassen, datt e gudd Mix bestoe bleift. Eis Spideeler dierfen net op e puer

héichkomplex Fäll reduzéiert ginn, si mussen och weiderhin eng breet, qualitativ héichwäerteg Offer garantéieren.

Dat ass och am Interesse vum deene Medezinner, déi exklusiv am Spidol schaffen. Si mussen dovunner ausgoe kënne, datt si och an der Zukunft ënner gudden Konditiounen schaffen wäerten.

An et geet eis och net drëms, de Spideeler eppes ewechzehuelen. Et geet drëms, dem Patient an der Prise en charge méi einfach, méi kloer a manner komplizéiert Weeër opzezeechen. Et geet drëms, d'Waardezäiten ze reduzéieren an de System do ze entlaaschten, wou et sënnavoll ass, ouni Qualitéitsverloscht, ouni Sécherheitsrisiken.

Zum Schluss, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Dëse Projet de loi steet fir eng Gesondheetspolitik, déi virsiichteg plangt, aus der Pandemie geléiert huet an de Bléck no vir riicht. Eng Politik, déi de Mënsch am Mëttelpunkt hält, dat ass d'Approche vum der CSV. An dofir droe mir dësen Projet mat.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Kemp. An da wier et elo un der honorabeler Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu fir d'DP-Fraktioun déi grouss Éier, déi leschte Ried ënnert der Présidence vum dem Fernand Etgen hei hanner mir dierfen ze halen.

Ech kann Iech soen – an ech mengen, Dir schléisst Iech allegueren un –, dass mer de Fernand Etgen allegueren heibanne vermësse wäerten, eng Persoun, déi eis allegueren un d'Häerz gewuess ass an déi e grouss Virbild ass fir ganz villen vum eis an och fir ganz vill Jonker, déi an d'Politik ginn. Duerfir, Ferni, elo scho vum eiser ganzer Ekippen en décke Merci an all Respekt fir d'äi ganze Parcours!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Hartmann. Mee Dir hutt verfeelt, zum Sujet ze schwätzen.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Voilà, ech géif probéieren, dat nach nozehuelen. Dir hat mech elo e bëssen aus dem Konzept bruecht.

De Projet de loi, deen hei virläit, deen huet u sech zwee Haaptsubjetten. Deen een, dat ass d'Erweiderung vum der Zuel vum de Spidolsbetter, an deen aneren, dat ass den Deel Extensioen vum Extrahospitalier.

Bei de Spidolsbetter ass et, mengen ech, ganz wichteg, dass mer hei virun allem och nei Capacitéiten an der Psychiatrie geschaf hunn. Mir hu scho säit e puer Joer och vum der Sociéitéit vum de Psychiateren u sech alarmistesche Messagë kritt, dass effektiv net genuch Spidolsbetter do sinn, notament och an der Pedopsychiatrie.

An dofir mengen ech, ass dat heiten e ganz, ganz wichtegt Zeechen an déi Richtung, dass mer hei zousätzlech Capacitéit schafen, ouni dobäi aus den Aen ze verléieren, dass et och eng Penurie an deem Secteur gëtt, notament u Psychiateren, Dokter, där mer net genuch hunn. An duerfir muss mer och weider ganz aktiv dorunner schaffen, nei Dokter unzezielen, grad och Psychiateren, Pedopsychiateren, fir dass mer deene ville Patienten, déi an dësem Beräich Hëllef brauchen, och den néidegen Encadrement an deenen zousätzleche Better kënne ginn.

Deen zweete Volet vun dësem Text ass eng weider Extensioun a Richtung Extrahospitalier. Do si mer u sech nach am Kader vun dem Gesetz zum Virage ambulatoire, dat nach an der vieregter Legislaturperiod gestëmmt ginn ass. An déi, déi an der vieregter Periode hei waren, wëssen, dass ech dat Gesetz u sech mat enger gedeelter Meenung gestëmmt hat, well ech der Meenung war, dass mer mat deem Gesetz duerchaus en Ufank geschaf hu vun enger Offer, déi och baussent de Spideeler erweidert gëtt, mee enger Offer, déi mer awer duerchaus nach méi wäit kënne bréngen.

Haut stëmme mer elo eng éischt Erweiderung vun Aktivitéiten an der Ophthalmologie an och, wat d'Dermatologie ugeet. A mir sinn awer nach ëmmer an dem Kader vun de Site-supplémentaires, déi u Spideeler gebonne sinn. Ech si ganz frou, an dat war eng laangjäreg DP-Fuerderung, dass mer vun Iech, Madamm Ministre, als Äntwert op meng Question élargie vu virun e puer Wochen och de politesche Message kruten, dass mer zousätzlech zu deene Site-supplémentaire vum de Spideeler an Zukunft och de Patienten d'Méiglechkeet ginn, wéi se am Ausland, an anere Länner, scho laang besteet, baussent de Spideeler op verschidde Behandlungen zeréckzegräifen.

Dat ass eng wichteg Nouvelle fir de Patient. Dat ass och eng Nouvelle, déi dem Patient eng méi séier Behandlung an och eng méi no Behandlung erméiglecht. An dat ass de Wee, dee mir als Demokratesch Partei och an enger Kombinatioun tëschent engem staarke Secteur hospitalier, awer och engem verstärkte Secteur extrahospitalier gesinn.

An ech mengen, wa mer déi béid Offeren do bündelen, da kënne mer dem Patient eng nach besser Gesondheetsversuergung hei zu Lëtzebuerg bidden. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer mat all den Annoncen, déi an dësem Sënn och gemaach goufen, eise Gesondheetssystem nach méi resilient an nach méi nohalte fir d'Zukunft wäerten opbauen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et um honnorablen Här Georges Engel. Ech géif drun erënneren, datt mer beim Projet 8575 sinn an datt Dir awer sollt beim Sujet bleiwen.

(Hilarité)

M. Georges Engel (LSAP) | Här President, dat wäert ech och maachen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 86 %, dat ass den Undeel vun der Populatioun, déi d'lescht Joer zefridde war mat der Disponibilitéit an der Qualitéit vun eiser Gesondheetsversuergung hei zu Lëtzebuerg – 86 %! Dat ass e ganz gutt Resultat aus dem Rapport „Health at a Glance“ vun der OECD. Nëmme d'Schwäiz war mat 89 % e bësse besser. An dat weist, dass de System duerch d'Bänk gutt fonctionéiert.

A fir dass dat och esou bleift a fir datt mer de Pourcentage vläicht souguer nach e bësse méi héich gesat kréien, mussen mer eise Gesondheetssystem permanent weider upassen a verbesseren. An an deem Sënn gesi mer och dëse Gesetzesprojet 8575, wéi de President richteg gesot huet, deen d'Spidolsgesetz ofännert an och upasst.

Wéi d'Rapportrice et scho gesot huet, gëtt d'Bettenzuel un d'Besoine vun der Populatioun ugepasst. Et ass e Virgang, deen an der Natur vun der Saach läit, well d'Populatioun wësst, d'Leit méi al ginn an d'Besoine sech veränneren.

Mee niewent där Upassung féiert de Gesetzesprojet och dat virun, wat d'Spidolsgesetz a virun allem déi

méi rezent Upassung vum Juli 2023 erméiglecht hunn, nämlech verschidden Dénsgichter a Spidolantennen unzëbiden. Dovu gouf jo ganz vill geschwat. Domadder ass ënnert der leschter Regierung de Virage ambulatoire weidergedriwwen ginn. D'Madamm Hartmann huet dat elo grad ugeschwat.

D'Leit sollen Ënnersichungen an Traitementen ambulant ausserhalb vum Spidol, méi no bei hirem Doheem, kënne maachen. Dat ass méi praktesch fir si. Dat ass manner opwenneg, well déi Antenne sinn dann och méi kleng an och méi iwwersiichtlech. A mir fannen et och weider richteg an och gutt, d'Gesondheetsversuergung no bei de Leit, do wou se gebraucht gëtt, virunzeféieren, a begrëssen dofir och dëse Projet.

Fir eis ass et awer och kloer, dass dës Strukturen net duerfe komplett lassgelooss vum de Spideeler funktionéieren, an dat, fir d'Sécherheet vun de Patienten ze garantéieren. Si müssen déi selwecht Qualitéits- a Sécherheetskriterien erfëlle wéi d'Spideeler. An d'Personal muss ënnert deem selwechte Statut schaffen, wéi dat an de Spideeler och ass. Et dierf net drop erauslafen, datt d'Gesondheet zu engem rengen Kommerz gëtt, dass Sozialdumping geschitt oder dass op eemol kee medezinnesch Personal méi ze fannen ass, fir eis Spideeler um Lafen ze halen.

An dat Ganz muss natierlech zesummenhängend geduecht an organiséiert ginn, fir dass déi verschidden Etappe vun eiser Gesondheetsversuergung besser aneneegräifen an d'Acteuren och zesummeschaffen. An dofir wier et och wichteg, d'Soin-primaires, also d'Generalisten, méi no an och méi staark ze ënnestetzen. Si an och mir waarden ongedëlleg op der Regierung hire Projet iwwert d'Dokteschgesellschaften, déi jo elo duerch de Regierungsrat gaangen ass.

Eng aner Iddi, fir d'Versuergung no bei de Leit ze verbesseren, ass d'Konzept vun de sougenannte Community Health Nurses, speziell ausgebildeten Infirmieren oder Infirmières, déi an d'Zesummenaarbecht mat den Dokterinnen, mee och mat soziale Plazen um Niveau vun de Quartieren, vun de Gemengen, vun de Regiounen, e groussen Deel vun der Versuergung a vum Suivi vun de Leit no bei de Leit kënne iwwerhuelen.

D'ANIL, d'Associatioun vun den Infirmieren an Infirmières, hat dozou och eng ganz interessant Publikatioun geschriwwen, déi interessant Pistes opzechent. Et ass derwäert, sech déi unzucken a sech och dorunner ze inspiréieren.

An zu gudder Lescht hunn ech nach eng Fro un d'Madamm Minister. Ech hu festgestallt, datt am Exposé des motifs dovunner rieds gaangen ass, déi sougenannte „Krisebetter“, „lits de réserve sanitaire“, ausserhalb vun de Krisen méi flexibel ze notzen. De Staatsrat huet awer kloergemaach, dass dat net méiglech ass, mee dass déi Better just kënne fir Situatiounen genotzt ginn, déi am Text vum Gesetz virgesi sinn, also am Fall vun enger Krise sanitaire, enger Katastroph, enger schroer internationaler Kris, enger Pandemie, engem terroristeschen Akt, engem groussen Accident. An der Kommissioun ass doriwwer net weider geschwat ginn, mee am Rapport vum Projet de loi steet nach ëmmer dran, dass de Projet d'Konditiounen fir d'Benotze vun dëse Better oplackert, fir ze erméiglechen, dass se flexibel ze notze sinn, also am Géigesaz zu deem, wat de Staatsrat seet. An dofir wär et interessant, vun der Madamm Ministresch ze héieren, wéi si dat gesäit.

Dovu ofgesi géing ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn.

An zum Ferni soen ech just: Tiger, maach et gutt!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Engel. An da wier et elo un der Madamm Lexy Schoos. Et geet ëm d'Établissements hospitaliers, net ëm d'Médecine vétérinaire!

(Hilarité)

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci fir dës Preziosioun. Den Dag ass scho laang, mee esou fit sinn ech awer och elo nach ëmmer am Kapp. Jo, jo!

Här Chamberspräsident, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach eng lescht Keier fir haut: Mir diskutéieren iwwer e Gesetz, dat op den éischte Bléck technesch wierkt, mee a Wierklechkeet d'Fro behandelt, ob d'Mënschen zu Lëtzebuerg matzäit an zuverlässeg déi medezinnesch Behandlung kréien, déi si brauchen, dat am Alldag, mee och a Krisensituatiounen. An dësem Projet ginn dräi grouss Punkten ugepasst: d'Bettkapazitéiten an de Spideeler, déi geplangte Reservebetter, fir an enger Kris preparéiert ze sinn, an d'Méiglechkeet, liicht ophthalmologesch an dermatologesch chirurgesch Agrëffer virzehuelen.

D'ADR gesäit den Handlungsbedarf. Mir hu laang Waardezäiten, Engpäss an de Spideeler an d'Erferung, dass Krisen sech leider net am Virus ukënnegen. A jo, ambulant Strukturen kënne sënnavoll sinn, wa se dem Patient realistesch zeguttkommen.

Dëst Gesetz misst dräi Bedingungen erfëllen: Transparenz, Rechtskloerheet an Ëmsetzbarkeit. A genau do sinn e puer Schwächen an dësem Text verstoppt. Wann déi gesamt Planung sech op eng Bedarfsanalys vum demografesche Wuesstem bis 2040 stäipt, da misst d'Grundlag heifir fir jiddereen novollzéierbar sinn. De strukturelle Planning vun eise Spideeler dierf keen „trust me“ sinn. Et sief dorun erënner, dass mir heibannen an deenen zwee leschte Joren eréischt d'Bettenzuel erhéicht hunn a verschidde Servicer.

Als ADR stelle mir eis och follgend Fro: Wéi kënne mir d'Bettenzuel erhéien, wa mir dach dagan, d'aus héieren, dass d'Spideeler aus allen Néit baschten, renovéiert mussen ginn a mir och nach eng Penurie beim Personal hunn? Dat heescht, d'Patienten hunn zwar e Bett, mee dofir nach laang keng Behandlung. Et ass fir d'ADR net logesch beziéungsweis net novollzéierbar, wéi dat klappe soll. Méi Kapazitéite kaschte Suen, an zwar net nëmme während enger Bauphas, mee dauerhaft am Betrib.

Gläichzäiteg héiere mir awer politesch och dauernd, dass mer gären e Virage ambulatoire hätten. Do stellt der ADR sech awer d'Fro, wéi dat zesummepasst. Wou baue mer stationär aus, mat Better? A wou verleeë mer wiederle Aufgaben an den ambulanten Beräich? A wat bedeecht dat fir déi laangfristeg Drobarkheet, zéimol well d'Finanzéierung souwiesou schonn ënner Drock steet?

Entgéint der Suerg vu verschiddenen Acteuren, dass et zu enger Privatiséierung vum Gesondheetssystem duerch d'Kreatioun vun Antenne kéint kommen, stellt d'ADR am Géigesaz dozou fest, dass et bei dëse Moosnamen erëm an d'Richtung vun enger Zentralisatioun vun eise Gesondheetssystem geet duerch datt ëmmer weidert Ausbaue vum Netz u Spidolantennen. Dat kann eng Visioun sinn, ass awer net déi vun der ADR. Eist Zil ass et net, dass iergendwann all Dokter engem Spidol ugehéiert oder vun der Gesondheetskeess virgeschriwwen kritt, wéi a wat e schafte dierf, ouni déi medezinnesch Entwécklung oder d'Kapazitéit vum Dokter ze berücksichtegen.

D'ADR fuerdert eng gutt a performant Spidolsmedezinn mat engem performanten Netz u fräierufflechen an onofhängegen Dokterinnen – an domadder mengen ech: net un e Spidol gebonnen –, déi hire Beruff ouni Aschränkungen ausüben kënne an hir Patientinnen

beschtméiglech a schnellstméiglech adequat versuerge kënnen.

D'Patientesécherheet: „Liicht dermatologesch an ophthalmologesch Agrëffer“, dat klénkt prinzipiell gutt, mee wat heescht „liicht“ a wat heescht et net? Ouni eng kloer Definitiouen entsteet Onsécherheet, Onsécherheet fir de Patient, fir d'Spideeler a fir d'Finanzéierung. Zousätzlech sief bemierkt, dass d'Standarden an den Antennen de Standarden vun de Spideeler entspreche mussen, inclus enger Continuation des soins an alle Fäll, och bei Komplikatiounen. D'ADR hofft dann och hei – an d'Hoffnung stierft bekanntlech zulescht –, dass den Austausch vun de Patientendonnéen, inclus dem Patientendossier, dann ouni gréisser Komplikatiounen fonctionnéiert.

Zum Schluss wëll ech nach kuerz op d'Reservebetter ze schwätze kommen. Jo, Resilienz an eng gutt Preparatioun si wichteg fir Krisenzäiten. Mir brauchen awer en transparente System – an et ass elo grad och scho vum Kolleg Engel ugeschwat ginn –: Wéini si Reservebetter Reserv? A wéini si se regulär Kapazitéit? Wien aktivéiert se? No wéi enge Krittären? A wien dréit d'Käschten? D'Gesondheetsspolitick dierf net iwwer rhetoresch Ëmweër erkläert ginn – am Krisefall –, mee muss begrënnt sinn.

Summa summarum stëmme mir dës Projet mat an deem Sënn, dass mir dringend d'Waardezäite verkierze mussen an eng effektiv Resilienz a Krisenzäite brauchen. Awer mir erwaarden eis och vun der Regierung, dass si nobessert, wann néideg: kloer Definitiouen, d'Garantie vu Sécherheetsstandarden, e realistesch Personal- a Finanzplang an e Follow-up vun der Effikassitéit vun deem Gesetzesprojet. D'ADR fuerdert en transparent, finanziell stabil, effikass a realistesch Gesamtkonzept fir d'Spideeler a fir eise Gesondheetssystem.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Schoos. An da wier et elo un der Madamm Djuna Bernard. Maacht Dir eis elo keng Komplikatiounen!

(Hilarité)

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, an der Gesondheetsspolitick dierf et ni nëmmen ëm Strukture goen. De Mënsch muss ëmmer am Mëttelpunkt stoen; dee Mënsch, dee gesond wëll bliwen, an deen, deen erëm gesond wëll ginn. Eréischt virun zwou Wochen hu mer hei iwwert d'Fundamenter geschwat, op deenen d'Zukunft vun eisem Gesondheetssystem soll gebaut opginn, a mir waren eis gréisstendeels eens, dass dat solle Solidaritéit, Qualitéit, Sécherheet, Innovatioun a Robustheet sinn, dat an engem Kontext, an deem Personalmangel an demografesche Wandel eis viru grouss Erausforderunge stellen.

De Projet, dee mer haut diskutéieren, probéiert, dees Uspréch méi oder wéiniger gerecht ze ginn. Mir setzen engersäits d'Ziel vu Better an de Kliniken an d'Luucht; eng Noutwendegkeet, well de Bevëlkerungszouwuess, dee mer hei am Land hunn, eis virun dës Flicht stellt. Mee et ass a méi wéi engem Avis kloer gesot ginn: Eng Ziel eleng mécht nach keng Prise en charge. Wann d'Leit feelen, Infirmieren, Dokteschen, Aide-soignanten an Therapeut/innen, da bleiwen déi zousätzlech Better am schlimmste Fall e Reminder, dass mer de Personalmangel nach ëmmer net am Grëff hunn.

Dat gëllt nach bal méi fir den zweete Punkt vun deem Projet de loi, déi nei Servicer, déi an Zukunft kënnen ambulant a Spidolsantennen ugebuede ginn. Duerch

d'Ubannung un d'Spideeler garantéiere mir déi héich Qualitéits- a Sécherheetsstandarden, fir eis Patient/innen ze schützen. A mir erhalen déi héich Standarden vun dem Spidolskollektivvertrag, déi d'Personal schützen, dat an dës Strukture schafft.

Mee och hei stellt sech eng fundamental Fro: Wou ass déi regional Planung? Wou ass d'Strategie, déi seet, wat mer wou am Land brauchen a wéi mer dat mat eise begrenzte Ressources humaines iwwerhaapt stemme kënnen? De Choix, d'Ophthalmologie an d'Dermatologie ambulant auszelagere, jo, dee kënne mir ënnerstëtzen. Besonnesch d'Dermatologie schéngt eis sënnavoll, well d'Entwécklung beim Hautkriib ass weltwäit alarmant a mir zu Lëtzebuerg sinn do wuel keng Ausnam.

Da wëll ech awer nach ganz kuerz op eisen Amendement agoen. Mir hunn am Moment véier Sitten, wou momentan keng Gardesystem generell soll iwwerschaaft ginn an dass an deem Kontext eisen Amendement soll gepréift ginn. Mir ënnerstëtzen dat natierlech, well hei geet et ëm d'Fro, wien an der Nuecht, op de Feierdeeg oder sonndes d'Verantwortung huet, wann et fir e Patient oder eng Patientin eescht gëtt.

D'Madamm Ministesch huet mer bestätegt, dass am Fréijoer de Gardesystem generell soll iwwerschaaft ginn an dass an deem Kontext eisen Amendement soll gepréift ginn. Mir ënnerstëtzen dat natierlech, well hei geet et ëm d'Fro, wien an der Nuecht, op de Feierdeeg oder sonndes d'Verantwortung huet, wann et fir e Patient oder eng Patientin eescht gëtt.

Schlussendlech begrëisse mer och ausdrécklech, dass mer mat deem Projet de loi d'Rééducation fonctionnelle ëmbenennen an d'Terminologie dann och elo erëm pigelt, dass och Kanner a Jugendlecher hei kënne behandelt ginn. Dës Onsécherheet – a mir erënneren eis – huet viru e puer Méint fir eng gewësse Ratlosigkeit gesuergt. An et ass gutt, dass dat heimadder gekläert ass. Ech ginn heimadder d'Zoustëmmung vun deene Gréngen.

An ech wëll Iech awer, Här President, Merci soe fir déi Zäit, déi ech konnt mat Iech hei schaffen. Mee Dir wart ganz vill Jore scho viru mir hei an dëser Chamber. Dir hutt ganz sécher Är Spueren hannerlooss. An ech wënschen Iech eng ganz wuelverdénge Penssioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Bernard. De Fliger ass just gelant. An duerrfir erwaarde mer elo den Här Sven Clement.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Tower, hei schwätzt de Sven Clement: Ready for take-off!

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut awer net iwwer en Take-off, mee iwwert de Gesetzesprojet 8575, dee wichteg Ännerunge fir d'Spideeler mat sech bréngt.

Ech wëll direkt soen: Mir begrëssen dës Gesetz a ville Punkten, well et si Schrëtt an déi richteg Richtung. Et ass gutt an néideg, dass d'Ziel vun de Spidolsbetter a verschidde Beräicher eropgeet. Eis Populatioun gëtt méi al, d'Demografie ännert sech an eis Spideeler sti scho länger ënner Drock. Méi Better a Servicer wéi Chirurgie vasculaire, viscérale, Gynékologie, Neurochirurgie, Onkologie, Hämatonkologie, Nephrologie, Pneumologie, spezialiséiert Pédiatrie, Intensivfleeg an och an der Obstétrique: Jo, dat si Schrëtt, déi d'Realitéit vun eise Bedürfnissen reflektéieren. Dat si substanziiell Erhéijungen, déi noutwendeg sinn.

Besonnesch wichteg a positiv fanne mer awer d'Verstärkung vun der Psychiatrie. Dës ass e Beräich, deen iwwert d'Jore vernoléisst gouf. An endlech gesäit och d'Regierung den Handlungsbedarf. D'Ziel vun de Better an der Akutpsychiatrie, an der Rehabilitatiounspsychiatrie souwéi och an der laangfristeger psychiatrescher Hospitalisatioun ginn erop.

Mee besonnesch ervirhiewe wëll ech awer d'Verstärkung bei de Jonken. D'Psychiatrie infantile kritt 4 zousätzlech Better, vun 12 op 16. Elo seet een: „Vun 12 op 16, dat ass jo net vill.“ Mee dat ass e Plus vun 33 % vun de Better, deen endlech dann och dem Populationswuesstum an deem Beräich Rechnung dréit an och deem Rechnung dréit, dass psychiatresch Erkrankungen grad bei Kanner a Jugendlechen dramatesch zougeholl hunn.

Angscht, Depressiounen, Iessstéierungen, Suicidedanken: Dat sinn alles keng Randtheeme méi. Dat ass déi traureg Realitéit a ville Familien. Als Gesellschaft mussen mer dës jonk Leit opfänken, hinne professionell Hëllef an d'Strukturen ubidden, déi speziell op hir Bedürfnissen zougeschnidde sinn. Dofir ass et esou wichteg, dass mer hei endlech strukturell nozéien an dës vulnerabelste Patientinnen a Patienten déi Versuergung ubidden, déi se verdéngen. Dat ass e wichteg Signal. Psychiatresch Erkrankungen si kee Randtheema méi. Si sinn eng Realitéit, déi an der Mëtt vun der Gesellschaft ass, an dofir mussen mer se och als Gesellschaft zesummen ugoen.

Eng positiv Entwécklung gesi mer och bei der Ouverture, liicht ophthalmologesch an dermatologesch Interventiounen ausserhalb vun de Spideeler kënnen duerchgeföhren. A risikofröie Fäll gëtt net onbedéngt eng komplett Spidolsinfrastruktur gebraucht. Domat maache mer d'Kapazitéite fräi an de Spideeler fir déi Patienten, déi se wierklech brauchen. Well eis Spideeler sinn haut – an dat hu mer schon oft heibanne gesot – iwwerlaascht. D'Urgencé si voll, d'Waardelescht laang an d'Personal ass um Limit, voire doriwwer eraus. Dowéinst ass et esou wichteg, dass mer ambulant Alternativen ausbauen, fir d'Versuergung méi intelligent ze organiséieren, ouni d'Qualitéit ze reduzéieren.

Mee – an dat ass mäi wichtigste Punkt haut – dës Ouverture muss weider ausgebaut ginn. Dës zwou Ouverturë ginn net duer. Mir müssen nach méi Akten, do, wou et méiglech ass, aus de Spideeler erauskréien, ouni dobäi awer d'Qualitéit vun de Servicer ze riskéieren. Mir fuerderen eng modern an effizient Gesondheetsspolitick, déi de Patient an de Mëttelpunkt stellt, net just d'Strukturen.

Mir brauche méi ambulant Chirurgie, méi Diagnostikzentren, méi Alternativen zur stationärer Behandlung. Esou assuere mer eng gutt Prise en charge, ouni alles op d'Spideeler ze drécken. Esou schützen mer eis Spideeler viru enger Iwwerlaaschtung, déi se net méi kënne bewältegen.

Mee loosst eis och realistesch sinn: Dës Projet ass positiv, awer keng Wonnerléisung. Mir kënnen nach esou vill Better schafen, wann net genuch Personal do ass, da bleiwen et just Zuelen um Pabeier. De Personalmangel an de Spideeler ass akut. Et feelt iwwerall medezinnesch Fachpersonal.

An dës Gesetz léist dës fundamentale Problem net. Wéi sollt et och? Et kann een net per Gesetz dekreteieren, dass mer genuch Personal wäerten hunn. Mir brauchen dowéinst dréngend och eng kohärent Strategie, fir méi Gesondheetspersonal ze rekrutéieren, ze forméieren an ze halen. Ouni Personal si méi Better net méi wéi deier eidel Infrastrukturen. An dowéinst, Här President, ass dës Gesetzesprojet e gudde Schrëtt, mee et dierf net de leschte Schrëtt sinn.

A genaous, Här President, wënschen ech Iech dann och, datt haut den Owend e gudd Schrëtt, awer definitiv net de leschte Schrëtt, mee éischter den éischte Schrëtt, fir de Rescht vun den neien Erfarungen ass – a vläicht dann och eng Kéier mam Fliger e bësse méi wäit fort.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. Da kéime mer elo zu den Établissements hospitaliers an zu der Planification aus der Siicht vun engem Theaterschauspiller.

(Hilarité et interruption)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, ech si mer scho bewosst, datt et hei net ëm de Statut de l'artiste professionnel geet, ...

(Hilarité)

... mee ëm en anert wichtegt Gesetz. Ech weess awer och, dass et elo geschwënn 20.10 Auer ass a mer déi zwieleft Debattestonn ugefaangen hunn.

Plusieurs voix | A!

M. Marc Baum (déi Lénk) | An ech wëll eis alleguer – an do zielen ech mech mat derbäi – net onnéideg péngegen, andeem ech dat widerhuelen, wat vill vu menge Virriedner gesot hunn, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... nämlech, datt den Haaptbut vun deem Gesetz hei ...

(Interruption et hilarité)

... d'Erweiterung vun der Betterzuel an déi zwou Aktivitéite sinn, déi an de Spidolsantennen elo autoriséiert ginn; datt dat zwou wichteg, richteg an néideg Moosname sinn; datt ech et absolutt begrëissen, datt et zwar ausserhalb vun de Spideeler stattfënnt, awer net lassgeléist vun de Spideeler, wéi deen een oder anere scho mol esou ee Moment gemengt hat, soen ze kënnen; an ech ginn den Accord vun déi Lénk zu deem Projet.

An ech muss Iech soen, Här President, datt et mer eng extraordinär Eier ass, datt ech, wéi et schéngt, dee leschten Deputéierte sinn, deem Dir d'Wuert erdeelt hutt. Duerfir wënschen ech Iech alles Guddes an deem neie Liewenskapitel, dat Dir elo ufänkt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Baum.

D'Regierung huet d'Wuert. Da si mer elo gespaant op d'Roll vun der Gesondheitsministesch, der Madamm Martine Deprez. Madamm Deprez, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. An esou wéi den Deputéierte Marc Baum et scho gesot huet, ass eigentlech praktesch alles gesot ginn. Ech ginn och net méi am Detail op de Projet de loi an. Ech wëll just nach eng Kéier der Rapportrice felicitéiere fir dee ganz komplette Rapport.

Merci menge Virriedner. Do kann ee praktesch bal alles ënnerschreiw. An dat hei ass just eng éischt Etapp.

Et war awer eng konkreet Fro gestallt ginn zu de Better. Déi Better, déi sinn hei drakomm, well mer am Accord de coalition stoen hunn, mir géifen iwwer e Militärspidol nodenken. E Militärspidol ass awer fir Lëtzebuerg net wierklech machbar.

Dir hutt op de Personalmangel higewisen, Dir hutt drop higewisen, datt esou eng Struktur jo dann och

muss permanent benotzt ginn. An duerfir hu mer mat der Defense zesummen déi heite Mesür en place gesat, datt an all grouse Centre hospitalier 50 Better bäikommen. An déi 50 Better kënnen och reell benotzt ginn.

Wann dann eng Krisesituatioun ass, da gëtt et e Plan de décomptage, dat heescht, déi programmiert Aktivitéite ginn erofgefuer an d'Better gi fräigemaach. Dat heescht, bei engem, deen dann eng programmiert Interventioun hätt missen hunn, déi awer elo net liewensnoutwendeg ass, gëtt dat Bett da fräigemaach, fir am Krisefall anescht beluecht ze ginn. An dat wäerte mer déi nächste Kéier preziséieren, well dat heiten ass elo e Projet gewiescht, wou mer d'Bettenzuel adaptéiert hunn, well mir brauchen déi maximal autorisabel Bettenzuel, fir d'Servicer ze verdeelen.

An am Fréijoer ginn d'Servicer nei verdeelt. A wa mer déi Servicer dann nei verdeelt hunn, wäerte mer déi Präzisiounen drabrénge, déi de Staatsrot monéiert huet, datt ee kéint mol eventuell weider Erklärunge ginn, fir ze wëssen: Wéi ginn déi Better elo attribuëiert respektiv wéi gëtt dann elo decidéiert, wéi se benotzt ginn?

Fir de Rescht si Saachen ugeschwat ginn, déi mer sécher an den nächste Méint nach eng Kéier wäerten uschwätzen: d'Personal, d'Verdeelung vun de Servicer, eng Planung och ausserhalb vun de Spideeler. Do brauche mer eng Carte extrahospitalière, déi amgaangen ass opgestallt ze ginn.

A fir de Rescht soen ech Iech Merci fir déi breet Zoustëmmung. Et ass net déi leschte Kéier, datt mer iwwert d'Spidolswiesen, iwwert d'Gesondheet schwätzen. An et ass mat engem Sproch ugefaange ginn, ech wëll mat engem Sprooch ophalen: „Health for all and all for health“, all zesumme fir d'Gesondheet, fir de Patient am Mëttelpunkt. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools der Madamm Deprez.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8575. Den Text steet am Document parlementaire 8575¹¹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8575 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen bei kenger Abstentioun a bei kenger Nee-Stëmm ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Nancy Arendt), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Stéphanie Weydert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

9. Hommage à M. Fernand Etgen

Da kéime mer elo bei de Punkt Hommage à Monsieur Fernand E-T-G-E-N.

(Hilarité)

Dat ass e ganz sensibelen Dossier. An da brauche mer e weise groe Mann, fir do den Debat ze féieren.

(Hilarité et applaudissements)

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

M. Claude Wiseler, Président | Et ass elo schued, léiwe Ferni, dass de deen do Punkt net konnts selwer maachen, mee dat ass awer leider net méiglech. Ech sinn elo just frou, dass de mer meng Ried net geklaut hues.

(Hilarité)

Jo, et ass déi lescht Sëtzung fir eise Kolleeg, de Vizepräsident Fernand Etgen. No 13 Joer an der Chamber, dovun 5 Joer als Chamberpräsident an 2 als Vizepräsident, donieft 5 Joer als Minister, zitt de Fernand Etgen e Schlusstréck ënner seng aktiv politesch Karriär.

Den Deputéierten aus dem Norden ass en alen Hues an der Politick, well e sech zanter am Ganze 46 Joer engagéiert. Dat ass enorm! Hien ass an all senger verschiddene Poste mat vill Begeeschterung, Elan, Motivatioun an Engagement ugetrueden. Dat hu mer nach eng Kéier gemierkt haut den Owend.

(Hilarité)

1979 ass hie Member vun der DP ginn an dat selwecht Joer an de Gemengerot vu Feele gewielt ginn. Deemools war hie mat 22 Joer dee jéngste Member vun engem Gemengerot hei am Land. Hie war Conseiller, hie war Schäffen an um Enn Buergermeeschter.

Enn 2007 ass de Fernand Etgen fir den Emile Calmes an d'Chamber noeréckelt an duerno ëmmer erëm gewielt ginn, respektiv 2013 fir eng Legislaturperiod an d'Regierung komm, wou hien als Minister zoustänneg war fir d'Relatiounen mam Parlament – hie war eis ëmmer treu –, mee virun allem awer och fir d'Landwirtschaft, de Wäibau an de Konsumentenschutz. Déi Theeme louchen him och an der Chamber um Häerz. D'Landwirtschaft huet de Fernand Etgen a senger DNA. Hien ass, wéi hie selwer sot, „am Stall grouss ginn“.

De Fernand Etgen ass awer besonnesch verbonne mam Norden. Dat wësse mer alleguer. D'Problemer vun der Nordregioun an d'Wuel vun den Éisleker waren him ëmmer immens wichteg a senger parlamentarescher Aarbecht.

Opgrond vu sengem politesch Werdegang a senger berufflecher Experienz vun 30 Joer an der Enregistmentsverwaltung huet hie seng Aarbecht an der Chamber och op d'Beräicher vun der Inne- souwéi vun der Steuerpolitik axéiert, mee och Infrastruktur, Mëttelstand, Tourismus, Jugend, Naturschutz a Klimawandel.

Hie war och en aktive Member an der Lëtzebuerger Delegatioun am CPI.

Op Kleeserchersdag 2018 ass de Fernand Etgen Chamberpresident ginn, ee vun den Héichpunkten a senger politescher Karriär, wéi hien, an ech zitëieren, gesot huet: „E Start zu neien Erausforderungen, Flichten a Missiounen.“

D'Lat, déi säi Virgänger geluecht hat, war „héich genuch“ fir hien, fir „drënner duerchzekommen“, wéi hie selwer gesot huet.

(Hilarité)

Dat ass net meng Zitatioun, et ass seng Zitatioun. Ech wëll dat just preziséieren.

(Hilarité)

Mee Spontanitéit an Humor si fir hien en Deel vum Parlamentarismus. A well hien net op de Mond gefall ass, fällt him dat och net schwéier.

De Fernand Etgen huet als Chamberpresident mat dozou bäigedroen, datt d'Chamber an der Covidkris konnt weider funktionéieren, an huet och d'Moderniséierung vun der Chamber weidergedriwwen an deenen awer, Ferni, schwierigen Zäiten, déi mer do haten.

Och säin Asaz fir d'Ukrain géif ech hei gär ervirsträichen. Als Éisleker weess hie weinst der Ardennenoffensiv genoe, wat et heescht, wann ee vun engem méi Groussen ugegraff gëtt. De Fernand Etgen ass 2023 fir säin Engagement fir d'Ukrain am Numm vum President Selenskyj mam Uerde vum Präz Jaroslaw dem Weisen ausgezeechent ginn.

Hien huet vill an der Chamber erreecht, ouni sech selwer virzedrécken, vill ze téinen oder iwwer sech selwer ze schwätzen. An engem Interview sot hien eng Kéier, datt seng Liblingstugend déi wär, „sech selwer net ze wichteg ze huelen“. Dat ass schonn en aussergewöhnleche Charakterzuch an eisem Milieu.

(Hilarité)

Seng Liblingsbeschäftegung war et nach ëmmer, mat Leit zesummen ze sinn a sech och fir se anzesetzen. Hien huet seng Aarbecht ëmmer seriö gemaach. Mee hien ass awer och e puermol vun enger Tageszeitung als ee vun deene lëschtégsten Deputéierten an dësem Haus bezechent ginn. Meeschtens gewollt lëschtég, mee – Ferni, ech mengen, ech dierf dat soen – och alt emol ongewollt.

(Hilarité)

Wéi och ëmmer, ech kennen de Fernand Etgen nëmme motivéiert a gutt gelaunt. Heiansdo konnt en awer och richtig ongedëlleg ginn oder hafteg – wéi en Tiger.

(Hilarité)

An dann hat ee besser, him aus dem Wee ze goen.

Déi eenzeg Period, wou de Fernand Etgen mer nawell heiansdo – ech soen dat awer och elo haut – zolid op den Nerv gaangen ass, ...

(Hilarité)

... dat war, wéi ech an der Regierung war an hien de Generalsekretär vun der deemools gréisster Oppositionspartei a Spriecher fir Bautepolitik war. En huet dann ëmmer a laange Minutten a mat grousem Calme an Elan a mat totaler Iwwerzeegung dat opgezielt, wat ech alles falsch oder net gemaach hätt. Et war natierlech, wéi Der Iech dat alleguer heibanne kënnt virstellen, näischt dovunner richtig!

(Hilarité)

Mee hie war ëmmer sou persuasiv, datt ech bal selwer iwwerzeegt war vun deem, wat e gesot huet.

(Hilarité)

Léiwe Ferni, du hues aus all Situatioun dat Bescht gemaach, esouguer wann däi Brëll virun engem wichtigen internationale Rendez-vous hei an der Chamber e Bigel verluer huet. Och déi Situatioun hues de bravouréis gemeeschert. Merci fir däin Asaz hei an der Chamber, och als Vizepresident u menger Säit, dee mech ganz oft ersat huet, wann ech e gebraucht hunn, sief dat hei am Plenum oder op verschidde Manifestatiounen hei am Land oder am Ausland. An dat ass och en Appell un däin Nofollger, wien et och ëmmer ass: D'Lat läit héich!

Den 20. Dezember 2007 bass du déi éischte Kéier an der Chamber vereedegt ginn. Bal op den Dag genee 18 Joer méi spët verléiss de se definitiv.

An denger wuelverdängter Pensioun hues de elo méi Zäit fir dech an deng Famill a virun allem fir deng Enkelkanner – an ech si frou, hei d'Madamm Etgen douwen ze begrëssen: Merci, datt Der komm sidd! – an och fir nach méi oft zu Fouss duerch d'Feelenerhecken ze trëppelen an a Rou d'Landschaft ze genéissen an da mat Nostalgie heiansdo un d'Chamber ze denken.

Alles Guddes, Ferni, a villmools merci fir alles!

(Applaudissements)

Ech ginn der elo d'Wuert net, du hëls der et einfach. Jo, voilà.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Joreswiessel, e Wiessel am politesche Liewen, an der politescher Karriär, gëtt gären Ulass zu feierleche Rieden iwwer Vergaangenheet an Zukunft mat bësse Schëllerklappen hei an Nostalgie do. Haut ass esou en Dag.

(Hilarité)

Här President, hunn ech Riedezäit nom Modell 6 zegutt?

M. Claude Wiseler, Président | Jo, allez, fuert duer – mee bleift beim Sujet!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen (DP) | Ech loosse den Tiger eraus, ech gi mech drun!

(Hilarité)

Virewech wëll ech Iech, Här President, Merci soen. Merci fir déi Léif Wierder vu Merci, Luef, Unerkennung a sou weider, déi u meng Adress gericht goufen, an dat an engem Mooss, datt ech bal rout am Gesiicht gi sinn – a wou awer jidderen heibanne weess, datt ech vill léiwer blo hunn.

(Hilarité)

Et goufen och e puer Schläimspuere gezunn, sou datt eis fläissig Botzekipp aus dem Haus se iwwert d'Feierdeeg mat Héichdruck erëm muss ewechmaachen.

(Hilarité)

Hinnen am Virus ee verdängte Merci.

Déi lescht Woche goufe vill Beem geplanzt. Wann ech zrëckkucken, hunn ech fënnemol en Éierebam geplanzt kritt: als Conseiller, als Schaffen, als Buergermeeschter en Nësset, eng Dänn, eng héich Dänn, als Deputéierten, eng Ech fir de Minister. Dat alles, nodeems ech siwemol Kandidat bei Gemengewalen a siwemol Kandidat bei de Landeswale war.

Een, deen e bësse vun der Jalousie geplot war, huet scho fréi zu mir gesot: „Op däi Grafstee kënnt ‚Candidat à vie‘ stoen.“

(Hilarité)

Mee et kum anescht. Bei menger Ovationenfeier als Deputéierten huet de Verrieder vun der Jugend seng Ried opgehal mat de Wierder: „Tiger, hal bäl!“

(Hilarité)

An den Tiger huet net labber gelooss!

Wéi ech Enn 2007 hei am Haus als Deputéierte vereedegt gi sinn, war dat en eenzegaartegen, emouvante Moment fir mech. Ech hat, an ech hunn och haut nach ëmmer, e grouse Respekt virun dësem héijen Haus. A wéi ech dunn 2018 Chamberpresident gi sinn, war dat eng grouss Eier fir mech, éischte Bierger ze sinn. Hei an der Chamber schléit d'Häerz vun eiser Demokratie an duerfir wëll ech Iech alleguer nach eng Kéier Merci soen, datt ech fënnemol Joer hei Äre President hunn dierfe sinn.

Mäi Parcours duerch déi verschidden Institutiounen war villfältig, interessant a léierräich. Souwuel als Gemeengeconseiller, als Schaffen, als Buergermeeschter, als Deputéierten, als Minister ewéi och als Chamberpresident hunn ech ëmmer probéiert, den Norden net aus den Än ze verlëieren, an ech hunn all d'Poste mat grousser Begeescherung gemaach.

Ech wëll duerfir widderhuelen: Wann de Bilan sech weise léisst an Unerkennung fënnit, dann ass dat de Verdéngscht vun alle Leit, déi direkt oder indirekt derzou bäigedroen hunn. Ech war ganz einfach frou, kompetent a loyal Mataarbechter ronderëm mech ze hunn. Hinnen all gëllt mäin opriichtege Merci.

E spezielle Merci geet awer natierlech u meng Partei, d'Demokratesch Partei, un déi vill Memberen, déi haut hei eng Hand upaken a Garant fir e genialen Zesummenhalt sinn. Ech wëll haut versécheren, datt mäin Engagement mir vill Satisfaktioun a Freed bruecht huet. An d'Politick huet mir, och iwwert d'Partei eraus, dauerhaft déif Frëndschafte bruecht. Ech si frou, Iech, egal wou och ëmmer, erëmzugesinn.

Fir déi nächst Wochen a Méint wënschen ech der ganzer Chamber eng glécklech Hand beim Schaffen a Wierke fir Land a Leit.

An natierlech: fir Iech all schéi Feierdeeg.

A fir haut: merci fir Är Gedold.

(Applaudissements)

10. Discours de M. le Président

M. Claude Wiseler, Président | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Abschied vun eisem zukünftigen Éierepresident wär am Fong e gutt Schlusswuert vum Joer. Dofir wëll ech och net laang schwätzen, just kuerz dat hei:

Mir haten dëst Joer eng Rei amüsant Momenter zesummen, mir haten awer och heiansdo méi hefteg Auseinandersetzungen, wéi och haut, well eis Meinungen auserneeginn, heiansdo – oft – wäit ausereeneen. Dat gehéiert, mengen ech, zu eisem Job. An ech mengen, och dofir hunn d'Leit eis an dëst Haus hei gewielt. Dat gehéiert zur politescher Auseinandersetzung.

Mir maachen dat awer am Kader vun enger demokratescher Organisatioun, wou éischstens keen hei am Haus d'Grondprinzipie vun eiser repräsentativer Demokratie a Fro stellt an zweetens jiddwereen de reglementaresche Kader vun eisen Diskussiounen respektéiert. An domat kënne mer op eng organiséiert Aart a Weis och duerch kontrovers an hefteg politesch Auseinandersetzungen kommen.

Ech soen dat, well dat net iwwerall normal ass. An ech sinn Iech alleguer dankbar, datt mir dat hei zu Lëtzebuerg fäerdegbréngen.



An an deem Kontext: Wann Der erausgitt, da gesitt Der dobaussen um Dësch e Buch leien, wou jiddweree sech sollt en Exemplar mathuelen. Eng besënnelech Lektür fir d'Feierdeeg mam Titel „Et si Walen am Dschungel“.

(M. Claude Wiseler montre une documentation.)

Do liest Der dran – wann Der dat liest –, wéi d'Déieren aus dem Dschungel mat der Demokratie ëmginn a wéi si d'Demokratie organiséieren. Do gesitt Der d'Walen, wou de Léiw aus guddem Haus – sou nennt e sech –, den Af, d'Schlaang vum Vollek an d'Fauldéier sech alle véier opstellen, fir Walen ze organiséieren.

Déi Personnage vum Buch sinn natierlech fiktiv an inspiréiere sech u kenger liewender oder verstuerwener Persoun.

(Hilarité)

Den Zentrum fir politesch Bildung an d'Chamber hunn dat als gemeinsam Produktioun erausginn an et gëtt de Kanner verdeelt, wa se hei an d'Chamber kommen am Zuch vun der Demokratie a bei anere Geleeënheeten, fir ze illustréieren, wéi Demokratie funktionéiert.

A wien d'Wale gewënnt, dat soen ech Iech elo net, mee liest et eng Kéier. Et ass extreem interessant. Oder liest et mat Äre Kanner an Enkelen, wann Der der hutt.

Ech wënschen Iech, datt Dir elo no esou enger komplizierter, ustrengender a laanger Woch e puer Deeg Rou kritt. Ech wënschen Iech, datt Der och kënnt dovunner profitéieren. Ech wënschen Iech an Äre Famillje schéi Feierdeeg an e gudden Rutsch. An ech wëll och an Ärem Numm all de Memberen aus der Administratioun, déi eis an eisen Aarbechte begleeten, déi d'Haus hei ënnerhalen oder beschützen, an och all deenen, déi vun eiser Aarbecht an der Effentlechkeet berichten, e ganz grouse Merci soen. Hinnen och e puer schéi Feierdeeg ouni eis a mat hirer Famill an e gudden Rutsch an dat neit Joer.

Merci a bis geschwënn am neie Joer.

(Applaudissements)

D'Regierung huet sech gemellt.

Mme Martine Deprez, Ministre | Jo, kuerz, ganz kuerz. Am Numm vun der Regierung wëllt ech och Merci soen.

Merci dem Fernand, merci dem Ferni. Mir kennen eis scho méi laang duerch meng Fonctioun als UGDA-President. Ech hunn en ëmmer appreciéiert an ech si frou, haut dierfen ...

(Interruption par M. Fernand Etgen et hilarité)

... bei denger leschter Sitzung derbäi ze sinn. E grouse Merci am Numm vun der Regierung.

Merci och dem Deputéierte Jeff Engelen.

An ech schlësse mech de Mercie vum Claude Wiseler un, fir d'Zesummenaarbecht am Laf vum Joer. Mir freeën eis op d'nächst Joer.

Schéi besënnelech Feierdeeg och fir Iech alleguerten, vun de Membere vun der Regierung alleguerten – an och vun deem Neisten.

(Hilarité)

A merci. Merci fir alles. Merci fir Är Zäit dës Woch a bis d'nächst Joer.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci.

(Applaudissements)

An domat ass d'Sézung dann opgehuewen. An donidde gëtt et nach e Patt an e Stéck Kuch.

(La séance publique est levée à 20.28 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Impôt sur le revenu	2895	Marc Goergen	85	Agressions contre des élèves juifs ou israéliens	2990	Marc Goergen	93
Acquisition ou location d'immeubles par l'État	2899	Liz Braz	85	Enseignement linguistique au secondaire	3024	André Bauler, Barbara Agostino	93
Structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale	2905	Charles Weiler	87	Population de perdrix	3042	André Bauler, Luc Emering	93
Régime légal des couples non mariés	2917	Stéphanie Weydert	88	Accidents de la route avec gibier	3047	Marc Goergen	94
Délais de correction des épreuves d'ajournement	2926	Djuna Bernard	89	Personnes apatrides	3055	Paulette Lenert, Claire Delcourt	94
Prise en charge des demandeurs de protection internationale souffrant de traumatismes	2941	Claire Delcourt	89	Communication des banques dans le cadre des aides financières pour études supérieures	3056	Ben Polidori, Liz Braz	96
Contrôles des denrées d'origine animale au Luxembourg	2943	David Wagner	90	Adaptation de la législation concernant les aides financières pour études supérieures	3057	Ben Polidori, Liz Braz	96
Construction d'un nouvel aéroport au Luxembourg	2946	Meris Sehovic	91	Besoin en personnel du CGDIS	3060	Marc Baum	96
Entrée en vigueur de l'accord BBNJ et implications pour le Luxembourg	2950	Franz Fayot	91	Envois de fonds	3061	Fred Keup	97
Action « Earth Night »	2955	André Bauler, Luc Emering	92	Garantie de l'État en matière de construction, d'acquisition ou de rénovation d'un logement privé	3062	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	98
Prix du beurre et du lait	2956	André Bauler, Luc Emering	92	Conditions d'accueil dans les structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale	3065	Djuna Bernard, Joëlle Welfring	98
Retraits de prestations dans le cadre du revenu d'inclusion sociale (REVIS) ainsi que de l'ancien revenu minimum garanti (RMG)	2967	Djuna Bernard	92	Suspension temporaire d'un chirurgien	3634 urgente	Djuna Bernard	99

Impôt sur le revenu | Question **2895** (18/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Iwwert d'Akommessteuer komme fir 2025 ronn 8 Milliarden Euro an d'Staatskeesen. Domadder finanzéieren d'Salariéen, d'Independanten an d'Pensionairen direkt ee Véierel vum ganze Staatsbudget. An der Analyse des données fiscales au Luxembourg 2021 hat de Conseil économique et social (CES) d'Feststellung gemaach, dass ee klengen Deel vun de Steuerzueler de Groussdeel vun der Akomessteuer finanzéiert:

„4,5 % du total des ménages contribuent à 43,2 % des recettes au titre de l'impôt sur le revenu (classes de revenu 130.000 EUR à > 1.000.000 EUR).“ (Säiten 122–125).

De Finanzminister huet interessant Schätzungen dozou geliwwert, wéi vill Leit zu Lëtzebuerg Nettosteierzueler sinn. Deemo wieren „ongeféier 66 % vun de Stéit an der Steuerklass 1 Nettosteierzueler (Steier > 0 €). An der Steuerklass 1A beleet sech dës Prozentsatz op ronn 54 % an an der Steuerklass 2 op ronn 90 %.“ De Finanzminister ass och der Meenung, dass et net méiglech ass, fir belaauschtbar Aussoen iwwer d'Unzuel vun Nettosteierzueler ze maachen, ugesichts vun der Unzuel un Allocatiounen a Servicer, déi hei missten a Betruecht gezu ginn. (Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 2401). D'Reform vun der Akomessteuer, déi d'CSV/DP plangt, soll de Staat all Joer ronn 800 Milliounen Euro méi kaschten.

D'Reform soll dann och virun allem de Portmonnie vun de Leit am Mëttelstand zeguttkommen. D'Fro ass, wie bis zum Mëttelstand Nettosteierzueler ass an dovunner profitéiere wäert.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Wéi vill Euro hëlt de Staat iwwert d'Akommessteuer pro Stot eran (Duerchschnëtt a Median, opgelëscht no Steuerklass)?

2. Huet d'Regierung, am Kader vun der geplangter Steuerreform bei der Akomessteuer, een Iwwerbléck doriwwer, wéi vill de Staat pro Persoun fir d'Liewe vum Bierger finanzéiert?

3. Kann d'Regierung Zuele liwwere fir all concernéierte Ministère, wéi vill de Staat am Duerchschnëtt pro Stot fir:

- Sozialleeschungen (Finanzéierung vum Office social pro Dossier, Duerchschnëttsmontant vun der Subvention de loyer etc.),
 - Kannergeld,
 - Steierkreditter bei der Akomessteuer,
 - Steierkreditter um Logement (Ofsetze vun Immobilienzënsen),
 - Bildung (Duerchschnëttskäscht pro Schüler hei am Land),
 - Kannerbetreuer (Duerchschnëttskäscht fir eng Plaz an enger Maison relais oder Crèche),
 - Altersfleeg (Duerchschnëttskäscht fir all Senior an engem Fleegeheim),
 - Gesondheet (Duerchschnëttsleeschung, déi d'CNS all Joer pro Assuré finanzéiert),
 - Sécherheet (Duerchschnëttskäscht vun engem Polizist, Pompjee)
- bezielt?

Réponse (27/10/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. Den Tableau[†] heidrënner weist den Duerchschnëtt a Median, déi pro Stot u Steiere fir d'Steierjoer 2022 bezuelt goufen, opgelëscht no Steuerklass:

ad 2. an 3. Heidrënner eng net exhaustiv Lëscht vu staatleche Servicer an Hëllef fir de Bierger. Fir

verschidden Hëllef ze kréien, muss ee spezifesch Konditiounen erfëllen, wéi zum Beispill een Akomes, dat net iwwer enger gewëssener Limit läit.

Am Beräich vun der Bildung gëtt de Käschtpunkt pro Schüler laut dem Ministère fir Education, Kanner a Jugend fir d'Joer 2024 follgendermoosse geschat:

- Grondschoul: 24.889 €
- Grondschoul (ouni Bäitrag vun de Gemengen): 18.709 €
- Secondaire: 26.763 €
- Duerchschnëtteleche Käschtpunkt fir eng Plaz an enger Maison relais oder Crèche: 10.006 €.

Am Beräich vum Logement gëtt de Käschtpunkt pro Mount pro Untragssteller laut dem Ministère fir Wunnengsbau fir d'Joer 2024 follgendermoosse geschat:

- Subvention de loyer: 304 €
- Subvention d'intérêt: 202 €
- Subvention d'intérêt fir energeetesche Sanéierung: 65 €.

D'Prime d'accession à la propriété gëtt fir d'Joer 2024 pro Untragssteller op 7.265,12 € geschat.

D'Donnéee vum Familljeministère heidrënner bezéien sech och op d'Joer 2024. D'Zuel vun de Beneficiairen an d'Gesamtmontante stamen aus dem Aktivitéitsbericht vum Familljeministère. An eenzele Fäll goufe verschidde Valeuren aktualiséiert, dat no Récksprouch mam Ministère.[†]

Am Tableau[†] heidrënner d'Donnéee vum der IGSS fir d'Joer 2023:

Betreffend d'Sécherheet:

Den Total vum Budget vun der Police fir d'Joer 2024 louch bei 437,3 Milliounen Euro. D'lescht Joer gouf et 2.505 Polizisten a 736 zivill Mataarbechter. Zu Lëtzebuerg gouf et 2024 ronn 261.000 Stéit. Am Ganze leien d'Käscht fir d'Joer 2024 bei 1.675 Euro pro Stot. Doraus ergëtt sech, dass d'Duerchschnëttskäscht vun engem Polizist respektiv engem zivill Mataarbechter vun der Police sech op 0,52 Euro pro Stot am Joer 2024 belaf hunn.

Wat de CGDIS betrëfft ass ervirzehiewen, dass dës en Établissement public ass, deen administrativ a finanziell autonom ass. Wat de Budget vum CGDIS betrëfft, ass ausserdeem ze soen, dass dës zum Deel vun de Gemenge finanzéiert gëtt an de CGDIS och eegere Recetten duerch Facturation erakritt. Den Impakt fir de Staat louch 2024 bei 58,3 Milliounen Euro, woubäi den Deel vun de Gemenge bei EUR 39,1 Milliounen Euro war, dobäi koumen nach ronn 61,7 Milliounen un TVA, déi dem CGDIS direkt zur Verfügung stoungen (no enger Gesetzesännerung, gëtt dës Deel ab 2025 de Gemengen zougerechent). De CGDIS beschäftegt 328 administrativ an technesch Agenten. D'Unzuel u Pompjeeë beleef sech op 4.520, zesummegeat aus 676 berufflechen an 3.844 fräiwëllege Pompjeeën. Der Einfachheet hallwer ginn déi zwou Kategorien u Pompjeeën hei d'selwecht gerechent, obschonn et hei natierlech e fundamentalen Ënnerschied gëtt wat de finanzielle Volet an Unzuel u geleschte Stonne betrëfft. Am Ganze louchen d'Käscht vum Staatsundeel pro Stot bei 223 Euro. De Gemengendeel war bei 150 Euro an den Undeel aus den TVA-Recettë fir de CGDIS louch bei 236 Euro pro Stot, wat also en Total vu Fonctionnementskäscht vum CGDIS pro Stot vu 609 Euro gemaach huet am Joer 2024. Aus de genannten Zuele resultéiert, dass e Pompjee respektiv en zivill Mataarbechter vum CGDIS de Staat duerchschnëttelech 0,046 Euro pro Stot kascht huet. De Pompjee respektiv den zivill Mataarbechter huet d'Gemenge duerchschnëttelech 0,031 Euro pro Stot kascht a vun der TVA koume ronn

0,049 Euro dobäi, wat also en Total vun 0,13 Euro pro Stot fir 2024 un direkten an indirekte Finanzementer aus Steieren ueget.

Betreffend d'Steierkreditter bei der Akomessteuer an dem Ofsetze vun Immobilienzënsen:

– Am Joer 2022 gouf et nieft de Steierkreditter fir Salariéen (CIS), pensionéiert Leit (CIP) a selbststänneg Leit (CII), elengerzéiend Leit (CIM) an dem Steierkreditt fir Leit, déi de Mindestloun verdéngen (CISSM), och nach den Energie-Steierkreditt (CIE). Vu datt den CIE just während de Joren 2022 an 2023 en place war an esou d'Statistik respektiv d'Interpretation dovunner kéint verfälschen, ass den Duerchschnëtt eng Kéier mat an eng Kéier ouni CIE berechent ginn.

Den Tableau[†] heidrënner weist den Duerchschnëttsmontant u Steierkreditter, deen all Stot an der Moyenne am Joer 2022 krut. Dobäi sollt ee berücksichtegen, dass e Stot aus enger oder méi Persoun bestoe kann:

– Wat d'Ofsetze vun Immobilienzënsen ubelaangt, erlaabt d'Granularitéit vun de verfügbaren Donnéeën keng Schätzung vum Duerchschnëtt pro Stot. D'Ofsetzbarkeit vun Zënskäscht am Zusammenhang mam Hauptwunnsätz oder enger Wunneng, déi verlount ass, ass nämlech mam Rescht vum Akomes aus der Location vun Immobilien an de verfügbaren Informatiounen gemëscht. Et ass dofir der Steuerverwaltung net méiglech, den Duerchschnëtt pro Stot ze bestëmmen.

Acquisition ou location d'immeubles par l'État | Question **2899** (18/09/2025) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

L'acquisition ou la location de bâtiments par l'État soulève un ensemble complexe de questions juridiques, financières et administratives. Dans un contexte où la transparence des marchés publics et le respect des principes de concurrence s'imposent comme des exigences fondamentales, il apparaît essentiel de faire la lumière sur le cadre légal applicable aux projets immobiliers publics, y compris ceux relevant de formules dites « clé en main » ou impliquant des rénovations lourdes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelle est la procédure légale applicable pour l'acquisition ou la location d'immeubles (bâtiments, parcelles) par l'État ? Cette procédure est-elle applicable également aux immeubles « clé en main » ou nécessitant une rénovation majeure avant leur remise à l'État ?

2) Quel est le rôle de l'Administration des bâtiments publics (ABP) dans la conception, la réalisation et le suivi des projets immobiliers intégrés au patrimoine de l'État ? Un membre du Gouvernement peut-il, le cas échéant, se passer de l'ABP et procéder à l'acquisition d'un immeuble ou au lancement d'un projet immobilier sans recourir à son expertise en matière de conception ou de maîtrise d'ouvrage ?

3) Est-il possible pour n'importe quel membre du Gouvernement, autre que le ministre ayant les domaines de l'État dans ses attributions et le Ministre des Travaux publics, d'engager l'État dans une telle acquisition ou opération immobilière ?

4) Quel est le rôle du Comité d'acquisition du Ministère des Finances, tel que prévu par le règlement ministériel du 6 juin 2007, dans l'évaluation de la valeur des immeubles que l'État se propose d'acquérir, vendre ou échanger, et dans la validation des

compromis soumis au ministre ayant les domaines de l'État dans ses attributions ?

5) Quels sont les cas limitatifs où l'État peut attribuer directement un marché public, sans publicité ni mise en concurrence ? Quelles exclusions prévues par la loi ou la directive 2014/24/UE peuvent être invoquées pour justifier une telle attribution ?

6) Comment interpréter la dérogation de l'article 10 de la directive 2014/24/UE ? Cette exclusion couvre-t-elle également les hypothèses où l'acheteur public commande des travaux spécifiques pour obtenir un ouvrage répondant à ses exigences ?

7) Le cadre légal luxembourgeois ou européen permet-il à un pouvoir adjudicateur de segmenter une opération ou de recourir à des montages contractuels – par exemple une cession après rénovation ou un bail « clé en main » – dans le but, ou ayant pour effet, d'éviter les seuils et les obligations de publicité ? Pourriez-vous également confirmer que, selon la jurisprudence de la CJUE, un contrat ou une vente « clé en main » est requalifié en marché public de travaux lorsque l'ouvrage est conçu en fonction des besoins définis par l'acheteur public ?

8) Quels sont les principes fondamentaux applicables à tout achat public, y compris en cas de montage immobilier ou d'opération intégrée ? L'absence de publicité ou de concurrence effective dans une opération de construction ou de rénovation peut-elle être qualifiée de violation de ces principes ?

9) Comment la CJUE interprète-t-elle les montages contractuels immobiliers (ex. ventes avec travaux, baux « clé en main ») au regard de ces principes de concurrence loyale ?

10) En droit luxembourgeois et européen, est-il permis de confier directement des travaux ou services à un opérateur économique qui a participé à la définition du cahier des charges ou réalisé une étude préparatoire ? Quelles mesures spécifiques conformément à la directive 2014/24/UE doivent être mises en œuvre pour neutraliser l'avantage concurrentiel ?

11) L'État peut-il se pré-engager contractuellement (ex. protocole d'étude de faisabilité) auprès d'un opérateur unique, en s'engageant à ne pas prospecter d'autres sites ou à attribuer les travaux ultérieurement au même opérateur, sans mise en concurrence ?

12) Lorsqu'un marché de programmation, d'études d'architecte ou d'ingénieur dépasse les seuils légaux (ex. 79.000 € HT), quelle est la procédure obligatoire (nombre minimal de candidats, motivation, contrôle par la Commission des soumissions) ?

13) Pour les marchés de travaux dont la valeur estimée dépasse les seuils européens (5.538.000 € HT), quelle est la procédure obligatoire – notamment en ce qui concerne le choix entre procédure ouverte ou restreinte ainsi que la publication nationale et européenne ? Quelles sont, le cas échéant, les dérogations prévues en cas de division en lots (article 53, paragraphe 5, de la loi du 8 avril 2018) et quelles en sont les limites, notamment le plafond de 1.000.000 € HT par lot et la limite de 20 % de la valeur cumulée ?

14) Quelles sont les autorités compétentes – administratives, judiciaires ou européennes – pouvant être saisies en cas d'attribution directe injustifiée ou de manquement grave aux obligations de publicité et de concurrence ?

Réponse (28/10/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) L'acquisition tout comme la prise en location d'immeubles par l'État sont soumises aux règles du droit civil.

À cet égard, la Commission des loyers du Ministère des Finances a pour mission principale de prendre en location des locaux pour abriter les services de l'État, ainsi que d'affecter et de mettre en location les domaines de l'État.

Quant au Comité d'acquisition du Ministère des Finances, l'article 2 du règlement ministériel du 6 juin 2007 dispose que ledit comité « a pour mission d'établir la valeur des immeubles que l'État se propose d'acquérir, de vendre ou d'échanger [...] ».

Cette procédure est également applicable aux immeubles clé en main avec la précision que le propriétaire-vendeur est tenu, en amont de la vente, de faire les adaptations ou rénovations nécessaires afin d'être conforme aux prescriptions de la loi respectivement de l'ITM. Dans le cas inverse, les rénovations post acquisition seront effectuées par l'Administration des bâtiments publics.

Dans le cas d'une prise en location, le bailleur est tenu de livrer la chose conforme aux exigences imposées par la loi.

ad 2) En vertu de l'article 2 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics et sans préjudice des dispositions légales et réglementaires fixant les attributions d'autres organes de l'État, l'administration a les attributions suivantes :

« [...] »

– l'étude et l'exécution des bâtiments publics nouveaux financés par l'État, y compris leurs équipements et l'aménagement des alentours ;

– l'étude et l'exécution des bâtiments publics nouveaux réalisés par voie de préfinancement assuré par une institution parastatale, ou un établissement privé, y compris leurs équipements et l'aménagement des alentours ;

[...]

– l'expertise des propriétés bâties à acquérir et à céder par l'État.

Dans l'exercice de ses attributions, l'administration peut faire appel à la collaboration des hommes de l'art du secteur privé. »

En principe, l'ABP est toujours impliquée dans le processus du projet immobilier.

Il est entendu que le Conseil de Gouvernement est souverain de prendre toute décision en matière d'acquisition ou de prise en location.

ad 3) Sauf cas décidés par le Conseil de Gouvernement, seul le ministre ayant les domaines dans ses attributions est compétent pour toutes mutations immobilières ainsi que toutes prises et mises en location.

Au cas d'espèce, le Ministère des Finances met en œuvre la politique domaniale de l'État.

ad 4) Suivant l'article 2 du règlement ministériel du 6 juin 2007 relatif au Comité d'acquisition du Ministère des Finances, « le Comité d'acquisition a pour mission d'établir la valeur des immeubles que l'État se propose d'acquérir, de vendre ou d'échanger en contactant à cet effet respectivement les propriétaires cédants, les amateurs acquéreurs ou les copermutants.

Toute transaction immobilière est consignée dans un compromis. Sous réserve de l'article 5, la validité des compromis est subordonnée à l'approbation du ministre ayant les domaines de l'État dans ses attributions et, si la transaction immobilière est à charge

d'un article budgétaire d'un autre ressort ministériel, du ministre ayant ce ressort dans ses attributions. Tous les compromis doivent contenir une réserve informant les cocontractants de cette condition. »

ad 5) Les hypothèses dans lesquelles l'État, voire tout autre pouvoir adjudicateur peut attribuer un marché public directement sont énumérées aux articles 20 et 64 de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics.

Ainsi l'article 20 (1) a) de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics prévoit que pour les marchés publics de très faible envergure, il est possible de recourir à la procédure négociée ou à la procédure restreinte sans publication d'avis. Le pouvoir adjudicateur peut alors inviter un nombre limité d'opérateurs économiques sans aucune publicité, et négocier directement avec eux. Le seuil d'application de cette possibilité est actuellement fixé par le règlement grand-ducal modifié du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril à 79.000 euros HTVA, de sorte que pour tout marché dont le montant est inférieur à ce seuil, il pourra être recouru à la procédure négociée ou à la procédure restreinte sans publication d'avis sans motivation particulière.

En application de l'article 20 (3) de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics, pour les marchés dont le montant est inférieur à 140.810,60 € hors TVA (valeur actualisée pour l'année 2025 du seuil de quatorze mille euros hors TVA nombre indice 100), il pourra être recouru à la procédure négociée ou la procédure restreinte sans publication à condition que 3 opérateurs économiques soient sollicités.

Pour le surplus les articles 20 et 64 de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics énumèrent de manière précise dans quelles hypothèses il peut être recouru à des procédures restreintes ou à des procédures négociées, tel qu'à titre d'exemple des raisons techniques, en cas d'urgence impérieuse ou encore qu'aucune offre ou uniquement des offres non conformes ou inadmissibles aient été remises après une première mise en concurrence.

Il est à noter que l'article 64 transpose en droit national les cas de figure dans lesquels le recours à la procédure négociée sans publication est autorisé en vertu de la directive 2014/24/UE, tandis que l'article 20 vise les marchés dont l'envergure est inférieure au seuil d'application de cette directive.

ad 6) L'article 10 de la directive 2014/24/UE énumère des exclusions spécifiques pour les marchés publics de services et dispose que cette directive ne s'applique pas aux « marchés publics de services ayant pour objet notamment l'acquisition ou la location, quelles qu'en soient les modalités financières, de terrains, de bâtiments existants ou d'autres biens immeubles ou concernant des droits sur ces biens ».

La question si dans des cas concrets l'acquisition ou la location de biens immeubles relève de l'exception de l'article 10 précité ou si cette démarche est à qualifier de marché public de travaux fait l'objet de plusieurs décisions de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE).

L'on peut relever dans ce cadre que la CJUE a notamment relevé « qu'il y a marché public de travaux quand le pouvoir adjudicateur "a pris des mesures afin de définir les caractéristiques de l'ouvrage ou à tout le moins d'exercer une influence déterminante sur la conception de celui-ci", et que "Tel est, notamment, le cas lorsque les spécifications demandées par le pouvoir adjudicateur vont au-delà des exigences habituelles d'un locataire à l'égard d'un immeuble tel que l'ouvrage concerné" ».

ad 7) En général, suivant l'article 12 (5) a) de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics, le calcul de la valeur estimée d'un marché est fondé sur le montant total payable, estimé par le pouvoir adjudicateur.

En ce qui concerne la deuxième partie de cette question, il y a lieu de se référer à la réponse fournie à la question 6. Avant d'estimer la valeur d'un marché, il convient donc d'analyser si une opération constitue effectivement un marché public.

ad 8) Comme exposé dans la réponse à la question 5, il peut être recouru dans les cas limitativement prévus par les articles 20 et 64 de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics à la procédure négociée sans publication préalable et à la procédure restreinte sans publication d'avis, de sorte que pour autant que les conditions d'application de cet article soient remplies, un marché peut valablement être attribué sans publicité et sans mise en concurrence. Les articles 20 et 64 visent toutes catégories de marchés de sorte qu'ils s'appliquent également aux marchés de travaux de construction et de rénovation.

ad 9) Il y a lieu de se référer à la réponse fournie à la question 6.

ad 10) Les articles 26 et 27 de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics règlent le cas de figure d'un opérateur économique qui a participé à la définition du cahier des charges ou a réalisé une étude préparatoire. Ces articles consistent en une transposition des articles 40 et 41 de la directive 2014/24/UE et visent les consultations préalables du marché et la participation préalable de candidats ou de soumissionnaires.

Ci-dessous les articles concernés :

« Art. 26. Consultations préalables du marché

(1) Avant d'entamer une procédure de passation de marché, les pouvoirs adjudicateurs peuvent réaliser des consultations du marché en vue de préparer la passation de marché et d'informer les opérateurs économiques de leurs projets et de leurs exigences en la matière.

(2) À cette fin, les pouvoirs adjudicateurs peuvent notamment demander ou accepter les avis d'autorités ou d'experts indépendants ou d'acteurs du marché. Ces avis peuvent être utilisés pour la planification et le déroulement de la procédure de passation de marché, à condition que ces avis n'aient pas pour effet de fausser la concurrence et n'entraînent pas une violation des principes de non-discrimination et de transparence.

Art. 27. Participation préalable de candidats ou de soumissionnaires

Lorsqu'un candidat ou soumissionnaire, ou une entreprise liée à un candidat ou à un soumissionnaire, a donné son avis au pouvoir adjudicateur, que ce soit ou non dans le cadre de l'article 26, paragraphes 1^{er} et 2, ou a participé d'une autre façon à la préparation de la procédure de passation de marché, le pouvoir adjudicateur prend des mesures appropriées pour veiller à ce que la concurrence ne soit pas faussée par la participation de ce candidat ou soumissionnaire.

Ces mesures consistent notamment à communiquer aux autres candidats et soumissionnaires des informations utiles échangées dans le contexte de la participation du candidat ou soumissionnaire susmentionné à la préparation de la procédure, ou résultant de cette participation et à fixer des délais adéquats pour la réception des offres. Le candidat ou soumissionnaire concerné n'est exclu de la procédure que s'il n'existe pas d'autre moyen d'assurer le respect du principe de l'égalité de traitement.

Avant qu'une telle exclusion ne soit prononcée, les candidats ou soumissionnaires se voient accorder la possibilité de prouver que leur participation à la préparation de la procédure n'est pas susceptible de fausser la concurrence. Pour les marchés qui relèvent du champ d'application du Livre II, les mesures prises sont consignées dans le rapport individuel sur les procédures d'attribution de marchés, déterminé par voie de règlement grand-ducal. »

Une attribution directe d'un marché public à un opérateur économique ayant participé à la définition du cahier des charges ou ayant réalisé une étude préparatoire n'est prévue ni en droit européen, ni en droit luxembourgeois. Les deux articles précités visent en effet à garantir le libre jeu de la concurrence dans les hypothèses où des consultations préalables ou des participations préalables de candidats ou de soumissionnaires auraient eu lieu. Ce sont les dispositions de ces articles qui doivent être mises en œuvre pour neutraliser un éventuel avantage concurrentiel.

ad 11) L'attribution d'un marché public à un opérateur économique avec lequel un pré-engagement ait été conclu tel que décrit à la question 11 n'est prévu ni dans la directive 2014/24/UE, ni dans la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics.

En vertu de l'exclusion prévue à l'article 56 de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics, les règles relatives aux marchés publics de services ne s'appliquent pas aux marchés ayant pour objet « a) l'acquisition ou la location, quelles qu'en soient les modalités financières, de terrains, de bâtiments existants ou d'autres biens immeubles ou concernant des droits sur ces biens ; [...] ».

Toutefois, l'État lorsqu'il procède à des études évite d'accorder des droits d'exclusivité limitant ses futures options d'action.

ad 12) Tel que mentionné à l'article 20 (3) de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics, les marchés publics dont le montant est inférieur à 140.810,60 € HTVA, mais qui dépassent le seuil de 79.000 € HTVA, peuvent être attribués en recourant à la procédure négociée ou la procédure restreinte sans publication à condition que 3 opérateurs économiques soient sollicités. Ces procédures s'appliquent également pour les marchés de programmation, d'études d'architecte ou d'ingénieur.

Si l'envergure du marché dépasse ce seuil, le pouvoir doit recourir à une procédure d'attribution de marché comportant mise en concurrence, telle que la procédure ouverte, la procédure restreinte (avec publication d'avis) ou la procédure concurrentielle avec négociation ou le dialogue compétitif.

Comme relevé à la question 5, les articles 20 et 64 de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics énumèrent encore dans quelles hypothèses il peut être recouru à des procédures restreintes (sans publication d'avis) ou à des procédures négociées. Ces hypothèses s'appliquent également aux marchés de programmation, d'études d'architecte ou d'ingénieur. Comme prémentionné le recours à ces procédures doit être motivé. Si l'envergure du marché dépasse 502.895 € HTVA (seuil actualisé), la Commission des soumissions doit être sollicitée préalablement suivant l'article 159 (3) de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics.

ad 13) Pour les marchés de travaux dépassant le seuil de 5.538.000 € HTVA, la publication des avis de marché au niveau européen est requise si le pouvoir adjudicateur recourt aux procédures ouvertes, aux procédures restreintes (avec publication d'avis), aux procédures concurrentielles avec négociation ou au dialogue compétitif. Dans les cas prévus par l'article

64 (2) de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics, le recours à la procédure négociée est possible.

L'article 53 (5) de la loi précitée permet, en cas de division en lots, de ne pas attribuer un marché sur base des dispositions du Livre II de la loi précitée, qui consistent en la transposition de la directive 2014/24/UE, mais sur base des dispositions du livre I^{er} de la loi précitée, qui sont la procédure ouverte et la procédure restreinte avec publication d'avis, la publication d'avis se faisant dans ce cas de figure uniquement au niveau national. Par ailleurs le recours à la procédure négociée et à la procédure restreinte sans publication d'avis est également possible sur base de l'article 20 de la loi précitée.

Comme mentionné dans la question, le seuil d'application de cette possibilité de se limiter aux dispositions purement nationales notamment en matière de publication d'avis de marché est 1.000.000 € HTVA par lot et à 20 % de la valeur cumulée du marché de travaux.

ad 14) Si un opérateur économique estime une décision d'attribution d'un marché public injustifiée, il peut introduire une réclamation ou un recours gracieux auprès du pouvoir adjudicateur. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours en annulation, et le président du tribunal administratif d'une demande de sursis à exécution d'un marché public dont il estime l'attribution injustifiée. Le médiateur et la Commission des soumissions peuvent également être saisis dans le cadre de leurs missions respectives.

En ce qui concerne les attributions directes sans publication d'avis de marché, la loi du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics prévoit la possibilité de saisir le président du tribunal d'arrondissement siégeant comme juge de référés afin de déclarer un marché dépourvu d'effets pour les marchés pour lesquels une publicité au niveau européen était requise.

La Commission européenne, en sa qualité de « gardienne des traités », peut être saisie par un État ou par un particulier en cas de manquement à des obligations découlant de la mauvaise application des dispositions contenues dans les directives européennes en matière de marchés publics. La Commission européenne dispose par la suite de la possibilité de saisir la Cour de justice de l'Union européenne.

Structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale | Question 2905 (19/09/2025) de **M. Charles Weiler** (CSV)

Dans le cadre de l'accueil des demandeurs de protection internationale, les communes jouent un rôle important dans la mise à disposition de structures adaptées. À ce sujet, le programme gouvernemental 2023-2028 stipule que « Les DPI seront répartis équitablement à travers le pays. Toutes les communes devront participer et être solidaires en ce qui concerne l'effort de créer des structures pour DPI. »

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Le Gouvernement peut-il fournir une liste des structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale par commune, en précisant leur capacité maximale ?

2) Quel est le nombre actuel de personnes logées dans chacune de ces structures, respectivement le taux d'occupation de celles-ci ?

3) Quelles mesures le Gouvernement entend-il mettre en œuvre afin de sensibiliser et d'inciter les communes à s'impliquer activement dans l'accueil des demandeurs de protection internationale sur leur territoire ?

Réponse (02/12/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) et 2) Veuillez trouver ci-dessous la liste des structures d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale et bénéficiaires de protection temporaire, avec leurs capacités et taux d'occupation respectifs : ↑

ad 3) Tout d'abord, il y a lieu de rappeler que l'intégralité des communes a été contactée proactivement par circulaire (n° 2024-061) afin de les sensibiliser au besoin urgent d'augmenter les capacités dans ce domaine.

Par ailleurs, en tant que ministre responsable de l'Accueil, une de mes priorités est d'échanger directement avec les responsables politiques au niveau local. Ainsi, depuis plusieurs mois, les communes sont contactées au fur et à mesure par mes services afin de mobiliser des capacités supplémentaires – aussi bien sur les sites existants que dans des communes qui ne disposent pas encore d'une structure d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale (SHTDPI) sur leur territoire. Dans ce cadre, jusqu'à présent des entretiens bilatéraux ont eu lieu avec 52 communes.

Par ailleurs, il est profité également d'autres occasions pour sensibiliser aux besoins dans le domaine de l'accueil, notamment lors des cérémonies de signature du pacte communal, où les communes s'engagent à renforcer la cohésion interculturelle au niveau local, à améliorer la participation citoyenne et à lutter contre toutes les formes de racisme et de discrimination. À ce jour, 52 communes ont signé le pacte communal.

.....
Régime légal des couples non mariés | Question 2917 (23/09/2025) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

D'Zesummeliwien an der Famill huet sech an de leschte Joren zu Lëtzebuerg daitlech verännert. Vill Koppelen entscheeden sech bewusst dofir sech net ze bestueden oder sech ze pacsen. Si maachen de Choix sech zesummen e Liewen opzebauen an eng Famill ze grënnen ouni igerendee legale Kader. Am Alldag ginn si als Famill ugesinn, ma am Fall vun engem Doud vum Partner oder beim Thema Ierfschaft huet de Partenaire survivant keng Uspréch op Witwerent oder op en Deel vun der Ierfschaft, ausser en Testament gesäit dat vir. Steierlech hunn aktuell bestueten a gepacste Koppelen och gewëssen Avantage par rapport zu Koppelen, déi just zesummeliwien.

De Finanzminister huet an engem rezenten Interview zur Steierreform betount, dass „et net méi wierklech ubruecht ass, Persounen eleng wéinst hirem Bestietnes Steieravantages ze ginn. Et ass also un der Zäit, op eng Individualiséierung vun der Steier iwwerzegoen, fir datt jidderee gläichméisseg besteiert gëtt, onofhängeg vu sengem Familljestatus.“

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Justizministesch, un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet an un den Här Finanzminister stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu de genannte Suergen a Problemer vu Koppelen, déi weeder bestuet nach gepacst sinn a just mateneen „kummeren“? Gesäit d'Regierung hei e Besoin, fir den aktuelle legale

Kader am Beräich Ierfschaft an Hannerbliwwenerenten ze iwwerdenken? Kéint een sech e spezielle Regime fir Koppelen mat Kanner virstellen?

2. Wa jo, wéi kéint esou eng Reform ausgesi respektiv wéi eng Alternativen zum aktuelle Regime kéinten an d'Diskussioun abruecht ginn?

3. Wéi eng steierlech Ennerscheeder gëtt et aktuell tëscht engem Mariage, engem Pacs a Concubinage? Wéi géng déi steierlech Individualiséierung no der geplangter Reform ausgesinn?

4. Wéi eng Conditionne muss ee momentan erfüllen, fir Usproch op eng Witwerent ze hunn? Gëtt et Ureegungen, fir den aktuelle System ze iwwerschaffen?

5. Huet d'Regierung virgesinn, staatlech Informationscampagnen iwwert d'Rechter an d'Konsequenze vun engem Mariage, engem Pacs respektiv vun engem net offiziell gereegelten Zesummeliwien, a gesäit d'Regierung e Besoin, dës Campagnen an Zukunft auszebauen?

6. Ass virgesinn, datt Koppelen zum Beispill iwwer d'Gemenge méi transparent a praktesch Informatiounen kréien, besonnesch iwwert déi finanziell an ierfschaftlech Auswierkunge wa si sech fir e Mariage respektiv fir e Pacs entscheiden? Hei kéint z. B. och e staatlech ausgeschafften Dépliant de Gemengen zur Verfügung gestallt ginn, fir datt all Gemeng déi selwecht Informatiounen un d'Koppelen weidergëtt.

Réponse (24/11/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. an 2. Den aktuelle legale Kader erlaabt et net bestueten oder net gepacste Koppelen hir patrimonial Relatiounen selwer ze reegelen. Am Beräich vun der Ierfschaft kënnen si Testamenter en faveur vun hirem Liewenspartner ofschléissen. Wéi bei bestueten oder gepacste Koppelen mussen si heibäi natierlech d'Réserve héréditaire respektéieren.

D'Schafe vun engem zousätzleche legale Regime fir „gekummer“ Koppelen géif d'Reegele vun der Dévolution successorale weider verkomplizéieren. D'Notioun vun der „gekummerter“ Koppel misst och legal encadréiert ginn a gläichzäiteg oppe genuch sinn, fir den affektiven a materielle Realitéit vun dëser Koppelen Rechnung ze droen a restriktiv genuch sinn, fir Abusen ze verhënneren.

Aus dës Grënn gëtt d'Schafe vun engem spezielle Regime fir „gekummer“ Koppelen aktuell net envisagéiert.

ad 3. Am Beräich vun der Akommesbesteuerung ginn aktuell bestuete Koppelen gemeinsam verulaaft, ausser si entscheeden sech fir eng Individualbesteuerung oder eng Individualbesteuerung mat Reallocation vum versteierbaren Akommes. Gepacste Koppelen kënnen am Kader vun hirer Steiererklärung fir eng gemeinsam Verulagung (gemeinsamer Besteuerung) optéieren. Soss gi si jee no Situatioun entweder allebéid an der Steierklass 1 besteiert, oder deen een an der Steierklass 1 an deen anere mat Kand an der Steierklass 1a.

Wat déi steierlech Situatioun no der Aféierung vun der Individualiséierung ugeet verweise mir op den Depot vum Gesetzesprojekt.

ad 4. Fir datt de Wittmann/d'Wittfra oder de Partner, dee mam Verstuerwenen ee Pacs geschloss huet, d'Recht op eng Witwepensioun huet, muss fir d'éischt de Verstuerwenen eng Stagekonditioun erfüllen, dat heescht, hie muss an deene leschten 3 Joer viru sengem Doud mindestens 12 Méint Pflichtversécherung, Weiderversécherung oder

fakultativ Versécherung opweise kënnen oder zum Zäitpunkt vu sengem Doud Beneficiaire vun enger Alters- oder Invalidepensioun gewiescht sinn. D'Period vum 3 Joer gëtt verlängert wann se sech mat komplementäre Versécherungszäiten am Sënn vum Artikel 172 vum Code de la sécurité sociale oder mat Perioden, wou de Verstuerwenen d'Allocation d'inclusion oder de Revenu pour personnes gravement handicapées krut, iwwerschneit. D'Stagekonditioun muss awer net erfüllt sinn, wann den Doud vum Verstuerwenen op een Accident oder op eng unerkannte Berufskrankheet zréckzeféieren ass.

Nieft der Stagekonditioun, déi de Verstuerwenen erfëlle muss, gëtt et awer nach aner spezifesch Konditiounen:

– D'Bestietnis oder de Partenariat muss op d'mannst ee Joer gedauert hunn um Dag vum Doud vum Assuré oder um Dag, wou den Assuré d'Alters- oder d'Invalidepensioun krut.

– De Verstuerwenen duerf net scho Beneficiaire vun enger Alters- oder Invalidepensioun gewiescht sinn um Moment vum Bestietnis oder Partenariat.

Wann eng vun deenen zwou Konditiounen net erfüllt ass, huet de Wittmann/d'Wittfra oder de Partner keen Urecht op eng Witwepensioun, ausser eng vun den Ausnamekonditiounen ass erfüllt:

– Den Doud vum Verstuerwenen, deen nach am Berufsliewe war, oder dem Verstuerwenen seng Invalidepensioun sinn direkt op een Accident zréckzeféieren, deen nom Bestietnis oder Partenariat geschitt ass.

– Ee Kand ass während dem Bestietnis oder Partenariat gebuer oder empfaange ginn oder duerch d'Bestietnis legitiméiert ginn.

– Wann den Altersënnerscheed zwëschen dem Verstuerwenen an dem Hannerbliwwene mannet wéi 15 Joer war an d'Bestietnis oder de Partenariat mindestens ee Joer gedauert huet um Dag vum Doud. – Wann den Altersënnerscheed zwëschen dem Verstuerwenen an dem Hannerbliwwenen méi wéi 15 Joer war an d'Bestietnis oder de Partenariat mindestens 10 Joer gedauert huet um Dag vum Doud.

Am Fall vun enger Scheedung oder der Opléisung vum Partenariat virum Doud huet de gescheete Wittmann/déi gescheete Wittfra oder de fréiere Partner och d'Urecht op eng Witwepensioun ënnert deene selwechte Konditiounen wéi de Wittmann/d'Wittfra oder de Partner, awer just ënnert der Konditioun, datt ee virum Doud vum Verstuerwenen sech net nei bestuet huet oder een neie Partenariat agaangen ass.

ad 5. Eng Informationscampagne iwwert d'Rechter an d'Konsequenze vun engem Bestietnis, engem Pacs respektiv vun engem net offiziell gereegelten Zesummeliwien ass aktuell net envisagéiert.

D'Informatiounen iwwert de Mariage an de PACS sinn op enger sëllege staatlechen Internetsäiten accessibel, wéi zum Beispill guichet.lu, justice.etat.lu oder mj.gouvernement.lu.

ad 6. Dem Officier d'état civil seng Missioun ass et d'Deklaratiounen an d'Denonciatiounen vu Pacsen entgéintzehuelen, d'Zoustëmmung vun den zukünftege Conjointen zur Hochzäit ze iwwerpräiwen, d'Bestietnis ze zelebrieren an ze aktéieren. Et ass net dem Officier d'état civil seng Aufgab sech zur Opportunitéit vun de jeeweilege Regimier ze prononcéieren oder fiskalesch respektiv juristesche Explikatiounen, Berodung oder Rotschléi an dësem Domaine ze ginn.

Wéi an der viregter Fro präziséiert gouf sinn déi pertinent Informatiounen op verschiddene staatlechen Internetsäiten accessibel. D'Gemenge kënnen den interesséierte Bierger dës Internetsäiten uginn.

Délais de correction des épreuves d'ajournement | Question 2926 (24/09/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Chaque année, les épreuves d'ajournement de l'examen de fin d'études secondaires ont lieu à la mi-septembre. Même pour les élèves qui réussissent leur épreuve, ce calendrier peut poser problème, dès lors que les cours universitaires dans certains pays débutent déjà avant cette période. La situation est d'autant plus difficile lorsque le délai de correction des épreuves d'ajournement s'avère particulièrement long.

Dans ce contexte, il me revient que cette année, certains élèves ne recevront leurs résultats qu'au cours des derniers jours de septembre.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant aux délais de correction des épreuves d'ajournement ? Est-il exact que certains résultats ne seront disponibles qu'à la fin du mois de septembre ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre, pour les prochaines années, des mesures afin de réduire le délai de correction de ces épreuves ?

3) Monsieur le Ministre est-il informé des difficultés rencontrées par les élèves qui, bien qu'ayant réussi leur épreuve d'ajournement, manquent le début de leur premier semestre universitaire en raison du calendrier tardif de ces épreuves ?

Réponse (27/10/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Les épreuves écrites de la session d'automne de l'examen de fin d'études secondaires ont eu lieu cette année du 15 au 22 septembre 2025 ; une journée de repêchage a été fixée au 23 septembre. Les épreuves orales ont été programmées au 24 septembre.

Les commissions d'examen se sont réunies sous la présidence des commissaires du Gouvernement les vendredi 26 et lundi 29 septembre 2025 afin de prendre les décisions relatives aux épreuves. Les résultats ont été publiés et communiqués aux candidats via l'outil eduGuichet dès la fin des réunions.

Il s'ensuit que l'information mise en avant par l'honorable Députée est exacte ; elle figure d'ailleurs dans le dossier d'information remis à tous les candidats au début de l'année scolaire.

ad 2) En vue de garantir un traitement équitable et juste des candidats, les règlements applicables prévoient une triple correction des copies d'examen (règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires classiques ; règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires générales).

La dernière épreuve écrite ayant eu lieu le 23 septembre (épreuves de repêchage) et les premières décisions ayant été publiées le 26 septembre, il n'est guère possible de réduire le délai de correction.

ad 3) Dans le contexte de l'inscription des élèves à un établissement d'enseignement supérieur, je tiens tout d'abord à signaler que dans de très nombreux cas, une telle inscription peut se faire sous réserve de la réussite de l'épreuve d'ajournement.

Ensuite, dès la prise de décision relative au résultat de l'ajournement, et afin de réduire dans toute la mesure du possible les difficultés que peut rencontrer un élève

ajourné pour s'inscrire à une université, mes services peuvent délivrer les attestations suivantes :

- Certificat de résultats et informations complémentaires aux épreuves d'ajournements en septembre,
- Certificat de réussite (juin et/ou septembre).

Finalement, dès la publication des résultats sur eduGuichet, un certificat de conformité au diplôme de fin d'études secondaires est disponible via le même outil.

Prise en charge des demandeurs de protection internationale souffrant de traumatismes | Question 2941 (25/09/2025) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Parmi les demandeurs de protection internationale (DPI) qui arrivent au Luxembourg et sont hébergés dans les structures gérées par l'Office national de l'accueil (ONA), se trouvent des personnes psychologiquement très fragiles, atteintes de traumatismes ou souffrant de troubles psychiatriques, antérieurs ou concomitants à leur exil. L'identification et la prise en charge de ces troubles sont primordiales pour assurer un accueil digne de ces personnes. Ainsi, les personnes travaillant avec les DPI, aussi bien dans la Direction de l'immigration que dans l'ONA et les gestionnaires partenaires, doivent être formées pour pouvoir détecter et dépister ces personnes atteintes de traumatismes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelles formations sont offertes et obligatoires pour les agents de la Direction de l'immigration et les agents de l'ONA – y compris les encadrants psychosociaux des gestionnaires des structures d'accueil – afin de détecter les personnes vulnérables et de dépister les personnes souffrant de traumatismes ou de stress post-traumatique ? Comment l'offre a-t-elle évolué au cours des dernières années, en particulier depuis 2018 ? Comment le Gouvernement s'assure-t-il que les formations des personnes qui travaillent avec les DPI restent à jour ?

2) Quelles garanties procédurales sont prévues pour les personnes vulnérables et souffrant de traumatismes ?

3) Comment les DPI psychologiquement très fragiles, atteints de traumatismes ou souffrant de troubles psychiatriques sont hébergés ? Quelles adaptations sont possibles et mises en pratique au sein des structures d'accueil ?

4) De manière générale, existe-t-il des offres de traitement psychothérapeutique spécifiques pour les personnes ayant une histoire migratoire, dont les bénéficiaires de protection internationale (BPI) ?

Réponse (27/10/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le personnel de la Direction générale de l'immigration est dûment formé et ce de manière régulière pour identifier et traiter les demandes de protection internationale de personnes vulnérables. Dans ce contexte des formations spécifiques de techniques d'entretien sont organisées par l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (EUAA) en plus de formations relatives à la vulnérabilité, à la traite des êtres humains, aux violences domestiques et aux violences fondées sur le genre. L'EUAA se charge de mettre à jour ses formations et la Direction générale de l'immigration fait un suivi des formations dispensées,

respectivement la fonction publique tient à jour un compte « formation » pour chaque agent. La Direction générale de l'immigration collabore également avec d'autres ministères, administrations et organisations luxembourgeoises, afin de bénéficier de formations dispensées par des spécialistes du domaine, comme par exemple le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité ou encore l'association Femmes en détresse ASBL.

En ce qui concerne l'Office national de l'accueil (ONA), les agents travaillant sur le terrain doivent participer à des formations obligatoires en matière de traite des êtres humains, de mutilations génitales féminines et de diversité sexuelle. Ces formations thématiques sont obligatoires pour tous les encadrants sociaux au sein des structures de l'ONA, qu'il s'agisse d'agents de l'ONA ou de partenaires conventionnés.

Par ailleurs un grand nombre de formations en relation avec la santé mentale et les vulnérabilités sont proposées annuellement à tous les agents de l'ONA : [†]

ad 2) Conformément à la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, tout demandeur identifié comme nécessitant des garanties procédurales spéciales se voit accorder un soutien adéquat et notamment suffisamment de temps afin de créer les conditions requises pour avoir effectivement accès aux procédures et pour qu'il puisse présenter les éléments nécessaires pour étayer sa demande. Le mandataire ou le demandeur lui-même peut solliciter le bénéfice de ces garanties spéciales.

Dès son arrivée au Centre de primo-accueil (CPA), chaque nouvel arrivant bénéficie de plusieurs entretiens permettant la détection, l'évaluation et le suivi des vulnérabilités et des besoins particuliers. Ces entretiens sont réalisés en collaboration avec la Croix-Rouge luxembourgeoise, en charge de l'encadrement socio-éducatif des nouveaux arrivants au CPA. Dès le premier jour, un premier entretien est réalisé permettant une première détection précoce et rapide. Au besoin, une orientation vers des professionnels spécialisés est mise en place pour une analyse plus approfondie. Dans les semaines qui suivent, l'évaluation continue lors des échanges réguliers avec les équipes socio-éducatives sur place qui veillent également à mettre en place d'éventuelles mesures nécessaires à la suite des conclusions du premier entretien. Jusqu'à sa sortie du CPA, le demandeur de protection internationale (DPI) est suivi en continu via l'encadrement socio-éducatif qui renseigne toutes actions médicales, sociales et éducatives.

ad 3) Les vulnérabilités détectées au CPA sont prises en compte pour le relogement vers une Structure d'hébergement temporaire (SHT). Si un DPI est atteint d'un traumatisme ou de troubles psychiatriques, le relogement dans une structure plus petite et calme est privilégié. Par ailleurs, le DPI peut bénéficier d'une chambre individuelle si son état de santé le justifie. Il existe également la possibilité d'intégrer un logement encadré (lit thérapeutique). En cas de troubles mentaux, les encadrants sociaux, en collaboration avec la Direction de la santé (DiSa) du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, orientent le DPI vers un professionnel de la santé ou le service compétent afin qu'ils puissent diagnostiquer et évaluer ce trouble afin d'en assurer un traitement approprié.

Outre la possibilité de relogement vers une structure mieux adaptée, les personnes particulièrement vulnérables font également l'objet d'un suivi et d'une surveillance particulière par l'encadrement social de la structure mais également par les agents de gardiennage. Par ailleurs, dans certains cas, la distribution de

médicaments se fait par des professionnels agréés, que ce soit pour garantir la prise régulière ou pour éviter les éventuels abus pour les patients souffrant d'addictions par exemple.

ad 4) L'ONA travaille en étroite collaboration avec la Cellule Ethno-Psy (CEP) de la Croix-Rouge ainsi qu'avec la Direction de la santé (DiSa) du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. Dans ce contexte, l'ONA et la DiSa finalisent actuellement un parcours de santé mentale spécifique pour la population hébergée au sein des structures de l'ONA. Lors des premières détections de vulnérabilités, la CEP réalise déjà un suivi psychologique au sein du CPA et peut également orienter le demandeur vers un service externe par la suite.

Contrôles des denrées d'origine animale au Luxembourg | Question 2943 (25/09/2025) de M. David Wagner (déi Lénk)

Dans le cadre de l'accord du Mercosur, il a été question pendant les discussions des normes alimentaires, et en particulier de ceux relatifs aux denrées d'origine animale.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) L'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) est-elle la seule entité autorisée à effectuer des contrôles sur la qualité des denrées d'origine animale au Luxembourg ?

– Dans la négative, je vous prie de me donner les noms des autres entités publiques et privées qui y sont autorisées.

2) S'agissant des échantillons prélevés par les vétérinaires-inspecteurs de l'ALVA qui sont ensuite testés au sein d'un laboratoire, pourriez-vous me fournir la liste des substances dont on vérifie la présence respectivement l'absence au sein des denrées d'origine animale ?

3) Pourriez-vous me faire parvenir la même chose de la part d'éventuels autres acteurs autorisés à effectuer de tels contrôles ?

4) Pourriez-vous lister le nombre de contrôles effectués sur les denrées d'origine animale au Luxembourg sur les 10 dernières années, avec une ventilation selon l'entité effectuant le contrôle, selon la fin du contrôle et selon le nombre de fois qu'une découverte négative (produits avariés, découverte de substances non autorisées selon les lois nationales ou européennes) a été faite ?

5) En particulier, combien de fois est-ce que des traces de pesticides ou d'antibiotiques non autorisés ont été trouvées ? Et pourriez-vous préciser le nombre de fois où ces traces ont dépassé les seuils autorisés (en précisant à combien s'élèvent ces derniers) ?

6) Les tests effectués sur les denrées d'origine animale importées de pays hors Union européenne diffèrent-ils de ceux appliqués aux denrées provenant de l'UE ? Dans l'affirmative, quelles sont ces différences ? Dans la négative, pourquoi ne fait-on pas de différence ?

Réponse (27/10/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) L'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) n'est pas la seule entité autorisée à effectuer des contrôles sur la qualité des denrées d'origine animale au Luxembourg, mais elle est l'autorité principale compétente dans ce domaine.

– L'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) est également autorisée à effectuer des

analyses concernant la composition et la qualité de produits agricoles.

ad 2) De 2015 à 2022, les analyses effectuées et interprétées par les inspecteurs vétérinaires de l'ASV (Administration des services vétérinaires) étaient dans le cadre du règlement 96/23/CE.

Les analyses effectuées étaient ventilées dans les groupes suivants :

Groupe A : substances ayant un effet anabolisant et substances non autorisées

Groupe B : médicaments vétérinaires et contaminants :

B1 substances antibactériennes, y compris les sulfamides et quinolones

B2a anthelminthiques

B2b coccidiostatiques

B2c carbamates et pyrétroïdes

B2d tranquillisants

B2d fbl. β -blocker

B2e AINS B2f corticostéroïdes

B3a organochlorés

B3b organophosphorés

B3c métaux lourds

B3d mycotoxines

PSP, DAP, ASP biotoxines marines.

À partir de 2023, suite à la création de l'ALVA (Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire), les échantillons des campagnes de contrôle ont été organisés, prélevés et les résultats interprétés par les agents de l'ALVA et pas spécialement uniquement par les inspecteurs vétérinaires. Les substances recherchées dans le cadre des contrôles VMPPR (veterinary medicinal product residues) en 2025 représentaient 637 substances distinctes. Elles sont réparties suivant les groupes suivants :

Groupe A – Substances pharmacologiquement actives interdites ou non autorisées chez les animaux producteurs d'aliments :

– Sous-groupe A1 : substances à effet hormonal et thyrostatique et β -agonistes dont l'utilisation est interdite par la directive 96/22/CE du Conseil

– Sous-groupe A2 : substances interdites énumérées dans le tableau 2 de l'annexe du règlement (UE) n° 37/2010

– Sous-groupe A3 : substances pharmacologiquement actives, non énumérées dans le tableau 1 de l'annexe du règlement (UE) n° 37/2010, ou substances dont l'utilisation n'est pas autorisée dans l'alimentation des animaux producteurs d'aliments dans l'Union conformément au règlement (UE) n° 1831/2003 du Parlement européen et du Conseil.

Groupe B – Substances pharmacologiquement actives dont l'utilisation chez les animaux producteurs d'aliments est autorisée :

– Sous-groupe B1 : substances pharmacologiquement actives énumérées dans le tableau 1 de l'annexe du règlement (UE) n° 37/2010

– Sous-groupe B2 : coccidiostatiques et histomonostatiques autorisés conformément à la législation de l'Union, pour lesquels des teneurs maximales et des limites maximales de résidus sont prévues par la législation de l'Union.

Les substances recherchées dans le domaine des pesticides étaient en 2025 de 354 substances distinctes selon les programmes coordonnés (pour 2025 : règlement d'exécution 2024/989/EU) et le règlement 396/2005/CE.

Les substances recherchées dans le domaine d'autres contaminants étaient de 22 substances distinctes selon les règlements délégués 931 et 932/2022/EU.

Jusque 2022, tous les détails des campagnes de contrôles des résidus dans les denrées alimentaires

d'origine animale se trouvent dans les rapports annuels du Ministère de l'Agriculture.

À partir de 2023, s'y ajoutent les rapports annuels de l'ALVA (<https://securite-alimentaire.public.lu/fr/organisme/pcnpr/rpt.html>) et les rapports annuels de l'EFSA <https://efsa.onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.2903/sp.efsa.2025.EN-9297>.

ad 3) Le service d'analyse du lait des laboratoires de contrôle et d'essais de l'ASTA est responsable pour la réalisation des contrôles de routine du lait cru dans le cadre du règlement (CE) n° 853/2004. Dans ce contexte, le lait cru luxembourgeois de chaque producteur est testé sur la présence de résidus d'antibiotiques et chimio-thérapeutiques. En raison du grand nombre d'analyses, il s'agit d'un screening non spécifique, suivi d'une confirmation en cas d'un test positif. La liste non exhaustive des résidus recherchés comporte surtout les substances actives des groupes d'antibiotiques suivants :

- β -lactames
- tétracyclines
- sulfamides
- aminoglycosides
- macrolides.

ad 4) Pour l'ALVA : ↑

Le nombre total d'analyses individuelles effectuées sur les denrées alimentaires d'origine animale en production primaire (tous les types de résidus compris) étaient :

2023 : 18.319 (taux NC : 0,01 % – taux détections : 0,32 %)

2024 : 17.775 (taux NC : 0,02 % – taux détections : 0,6 %)

2025 : 21.335 (taux NC Pr : 0,015 % – taux détections Pr : 0,2 %)

Le nombre total d'analyses pour le domaine VMPPR (entre parenthèses les substances uniques) :

2023 : 11.624 (619)

2024 : 13.617 (640)

2025 : 17.146 (637)

Le nombre total d'analyses pour le domaine Pesticide (entre parenthèses les substances uniques) :

2023 : 5.965 (354)

2024 : 3.528 (136)

2025 : 3.519 (144)

Le nombre total d'analyses pour les domaines Contaminants et autres (entre parenthèses les substances uniques) :

2023 : 730 (22)

2024 : 630 (47)

2025 : 670 (47)

Le détail des non-conformités est réparti comme suit : ↑

Les résultats de 2025 sont encore partiels comme l'année n'est pas terminée.

En ce qui concerne les résultats de l'ASTA, sur les 10 dernières années, environ 327.000 échantillons de lait cru ont été testés sur la présence de résidus d'antibiotiques. Le screening a donné un résultat positif pour 652 échantillons et dans seulement 92 cas la concentration détectée n'était pas conforme par rapport aux limites définies dans le règlement (UE) n° 37/2010.

ad 5) Nous n'avons détecté aucun résultat d'antibiotiques ou de résidu de pesticides non autorisés. Il y a lieu de se référer à la réponse à la question 2.

ad 6) En général, les analyses faites sur les denrées d'origine animale importées de pays tiers sont les mêmes que celles réalisées sur les denrées

alimentaires produites au sein de l'Union européenne. On parle du principe de réciprocité.

Les différentes substances, autorisées ou défendues, sont les mêmes à l'intérieur de l'Union que pour les produits destinés à l'importation. Un pays tiers doit être autorisé par la Commission européenne à pouvoir importer un certain produit. Pour cela, il doit prouver qu'il a un plan de surveillance de ces substances qui suit les mêmes critères que ceux des États membres.

En plus, pour les denrées alimentaires d'origine animale, les établissements producteurs dans les pays tiers doivent également être autorisés à l'exportation. C'est un agrément qui suit les critères de l'agrément européen des établissements du secteur alimentaire. Puisque les risques sont les mêmes, les analyses le sont aussi.

Tout ceci s'applique aux analyses faites en routine sur les aliments introduits à partir de pays tiers. La situation est différente en cas de suspicion. Lorsqu'une ou plusieurs analyses montrent qu'il y a un problème avec un certain produit originaire d'un certain pays ou lorsqu'on a une information de tels résultats, alors on peut soumettre cette denrée à une analyse renforcée qui diffère du plan d'échantillonnage de routine.

Construction d'un nouvel aéroport au Luxembourg | Question 2946 (26/09/2025) de M. Meris Sehic (déi gréng)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2737, Madame la Ministre a déclaré que l'Aéroport de Findel atteindra ses limites structurelles à l'horizon 2050-2060 et qu'il convient, dès aujourd'hui, de lancer une réflexion sur la nécessité de construire un nouvel aéroport. Cependant, aucune précision n'a été donnée sur les démarches concrètes déjà entreprises ou planifiées pour identifier et analyser d'éventuels sites alternatifs.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité :

1) Des analyses préliminaires de localisation ont-elles déjà été lancées en vue d'identifier de possibles sites d'implantation pour un nouvel aéroport ? Dans l'affirmative, quels critères (environnementaux, urbanistiques, socioéconomiques, transfrontaliers) sont utilisés pour ce screening ?

2) Si aucune analyse n'a encore été réalisée, à quel horizon temporel la ministre prévoit-elle de lancer officiellement un processus de recherche et d'évaluation de sites alternatifs ?

3) La ministre envisage-t-elle d'associer dès cette phase exploratoire les communes potentiellement concernées ainsi que la société civile, afin d'assurer transparence et acceptabilité sociale d'un tel projet à long terme ?

Réponse (27/10/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Une analyse de localisation n'est pas prévue à ce stade. L'accord de coalition prévoit de moderniser et d'adapter « [l]es infrastructures aéroportuaires aux besoins actuels et futurs afin de garantir un haut niveau de qualité et de service ». C'est ma priorité ! Toutefois, je me devais en tant que ministre du ressort et dans le cadre de ces travaux, d'attirer l'attention sur le fait qu'au vu de l'évolution de l'aviation au niveau mondial et des prévisions actuelles pour le Luxembourg, d'une part, et des possibilités d'extension sur le site du Findel d'autre part, l'Aéroport de Luxembourg allait atteindre les limites de capacité dans un avenir certes encore éloigné, mais prévisible.

ad 2) La recherche et l'évaluation de sites potentiels est un exercice qui doit être réalisé avec circonspection et en tenant compte de tous les critères inhérents qu'un tel projet d'une envergure majeure requiert.

ad 3) Je considère que, le moment venu, un projet de cette envergure requiert évidemment l'adhésion la plus large possible de la population. Une fois le ou les sites potentiels définis, il faudra outre l'échange qu'il y aura dans le cadre des procédures administratives à respecter, associer la population à toutes les phases de ce projet de manière à lui présenter tous les tenants et aboutissants menant aux différentes décisions qui s'imposeront en temps voulu.

Entrée en vigueur de l'accord BBNJ et implications pour le Luxembourg | Question 2950 (29/09/2025) de M. Franz Fayot (LSAP)

Vu que le 60^e pays, à savoir le Maroc, vient d'initier le processus de ratification, l'accord relatif à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (l'accord BBNJ), annexé à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, entrera en vigueur le 17 janvier 2026. Ce traité vise à protéger les zones maritimes internationales contre les effets néfastes de la surpêche, des dérèglements climatiques et des risques liés à l'exploitation minière en eaux profondes.

En tant que pays sans littoral, mais disposant d'une flotte maritime significative sous son pavillon, le Luxembourg a tout intérêt à promouvoir ce traité sur la haute mer afin de préserver son statut de pavillon blanc, d'attirer les armateurs responsables et de renforcer sa position dans le secteur maritime international.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Le Gouvernement est-il au courant du nombre de bateaux sous pavillon maritime luxembourgeois qui sont impliqués dans des activités couvertes par le traité ?

2) Comment le Luxembourg compte-t-il sensibiliser les acteurs économiques nationaux aux enjeux de ce traité ? À quelles instances les acteurs économiques devraient-ils s'adresser pour obtenir de plus amples informations ?

3) Comment le Gouvernement entend-il assurer le suivi et le contrôle des activités des navires battant pavillon luxembourgeois afin de garantir leur conformité avec les dispositions du traité ?

4) Comment le Gouvernement compte-t-il coopérer avec les institutions européennes pour promouvoir une mise en œuvre rapide du traité au sein de l'UE ?

5) Quelles actions le Gouvernement prévoit-il d'entreprendre pour préparer la première COP sur les océans et soutenir la création de sanctuaires océaniques en haute mer, afin d'atteindre l'objectif mondial de conserver au moins 30 % de l'océan d'ici 2030 ?

Réponse (26/11/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le Luxembourg, en tant que pays sans littoral, n'est pas directement concerné par la mise en place de zones de protection en haute mer prévue par l'accord BBNJ. Toutefois des armateurs pourraient être directement impliqués dans certaines activités

réglementées par l'accord et pourraient dès lors bénéficier de la sécurité juridique accrue qu'il offre en tant que cadre international auquel le Luxembourg a souscrit.

Le traité BBNJ prévoit notamment d'introduire des mesures telles que les outils de gestion par zone et leurs plans de gestion, ceci afin de conserver et d'utiliser de manière durable les zones nécessitant une protection.

Le Luxembourg devra veiller à ce que les navires battant pavillon luxembourgeois respectent les nouvelles règles, qui incluent notamment un système de notification concernant les activités relatives aux ressources génériques maritimes. Le Luxembourg devra ainsi en surveiller individuellement ou collectivement la mise en œuvre.

Il convient toutefois de préciser qu'aucun navire de pêche ni aucun navire spécialisé dans l'exploitation minière en haute mer n'est immatriculé au Luxembourg. L'article 1.1.1-1 de la loi du 20 décembre 2024, portant notamment modification de la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, exclut d'ailleurs explicitement les navires de pêche ou les navires ayant une activité analogue de son champ d'application.

ad 2) À titre liminaire, il incombe aux acteurs économiques visés par les dispositions du traité de clarifier les enjeux ainsi que les obligations découlant de leurs activités économiques.

Les ministères compétents sont actuellement en train de se concerter sur les outils d'information/les moyens de sensibilisation à mettre à disposition des acteurs économiques.

ad 3) La mise en œuvre concrète du traité dans le droit luxembourgeois est actuellement à l'étude au sein des ministères compétents.

Néanmoins, comme précisé dans la réponse à la question 1, aucun navire de pêche ni aucun navire spécialisé dans l'exploitation minière en haute mer n'est immatriculé au Luxembourg. Le Luxembourg devra cependant veiller à ce que tous les navires battant pavillon luxembourgeois respectent les nouvelles règles, qui incluent notamment un système de notification concernant les activités relatives aux ressources génériques maritimes.

ad 4) La coordination générale au sein de l'Union européenne en matière de gouvernance des océans, notamment dans le cadre de positions communes sur des questions de politique étrangère d'intérêt général et relatives à l'évolution du droit de la mer, est actuellement assurée par le groupe de travail « Droit de la mer ».

Afin de garantir une approche cohérente et intégrée, la Commission européenne a récemment présenté le « Pacte européen pour les océans ». Ce cadre de gouvernance renforcé vise à assurer l'alignement des actions des différents acteurs et politiques de l'Union en lien avec les océans. L'un des six volets principaux de cette stratégie est dédié à la protection et à la restauration de la santé des océans, en coordonnant l'ensemble des initiatives pertinentes aux niveaux européen et international.

ad 5) Au niveau international, le Luxembourg s'engage activement en faveur d'une ambition forte pour la protection de la biodiversité marine, notamment en soutenant l'objectif mondial de conservation d'au moins 30 % de l'océan d'ici 2030. Dans ce cadre, le Luxembourg est membre de l'Alliance océanique mondiale (GOA), qui promeut une action ambitieuse pour les océans dans le contexte de la Convention sur la diversité biologique (CDB), en particulier l'objectif 30 x 30 pour les océans et les autres engagements du Cadre

mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (GBF).

Fort de son expérience dans la mise en œuvre d'accords multilatéraux, le Luxembourg contribuera activement à la préparation de la première Conférence des Parties (COP) sur les océans, dont la mission principale sera d'établir un cadre de gouvernance opérationnel pour assurer la mise en œuvre efficace de la convention. Cette première étape inclura notamment la définition des organes institutionnels.

À l'issue de cette première COP, le Gouvernement mettra en place les structures de gouvernance nécessaires au niveau national, y compris un mécanisme de partage équitable des bénéfices, afin de garantir une application cohérente et équitable des dispositions de la convention.

Action « Earth Night » | Question 2955 (29/09/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Dëst Joer war d'Aktioun „Earth Night“ op den 19. September festgeluecht ginn. D'Zil vun dëser Aktioun ass, d'Liichtverschmutzung ze thematiséieren an d'Leit dofir ze sensibiliséieren.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Wat fir konkreet Aktiounen sinn dëst Joer an deem Zesammenhang hei zu Lëtzebuerg duerchgefouert ginn?

2. Wéi eng Gemengen an interkommunal Syndikater hu sech un dësem Dag bedeelegt?

3. Si scho fir 2026 nei Projeten envisagéiert, mat Hëllef vun deenen een d'Bierger méi staark abezéie kann?

Réponse (27/10/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. an 2. Et handelt sech bei der „Earth Night“ ëm eng Initiativ vun enger däitscher ASBL, an de Lëtzebuerger Staat huet keng spezifesch Informatiounen heizou.

ad 3. Säit enger ganzer Rei Jore ginn d'Bierger an d'Gemengen iwwert Liichtverschmutzung informéiert:

– Den Naturpark Our war Partner am Interreg-Projet INTERREG Europe NIGHT LIGHT (2017–2021).

– De Leitfaden „Gutes Licht im Außenraum für das Großherzogtum Luxemburg“¹ gouf 2018 ausgeschafft.

– D'Brochure „Pollution lumineuse – préserver l'environnement nocturne pour la biodiversité“² koum 2021 eraus an et gouf säitdeem och eng Rei Presentatiounen zu deem Thema.

– De Projet „D'Naturparken zu Lëtzebuerg ... (een) Insekteräich“, dee vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit finanziell ënnerstëtzt gëtt, behandelt och dëst Thema.

– Iwwert de Klima- an den Naturpakt gëtt op d'Repercussione vun onnéideger Beliichtung (souwuel um Niveau vum Energieverbrauch wéi och um Niveau vun den negativen Auswierkungen op eis Ëmwelt an op d'Gesondheet) opmierksam gemaach, an dozou incitéiert se ze reduzéieren.

– Et gëtt en nationale „Liichtberoder“ (liichtberodung.lu).

– Den Observatoire de l'environnement naturel plangt 2026 nach méi opmierksam op d'Thema Liichtverschmutzung ze maachen.

Ausser dem éischte Punkt, deen e finaliséierte Projet beschreift, ginn dës Aktivitéite weidergefouert resp. weider promovéiert.

Prix du beurre et du lait | Question 2956 (29/09/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

De Präis vum Botter ass an Däitschland bannent engem Joer zolidd gefall. Louch de Präis fir e Weck Botter vun 250 Gramm am Oktober 2024 bei 2,39 Euro, sou läit e lo nach just bei 1,49 Euro. Dorunner schéngt awer net nëmmen den erhéichte Volume u Mëllec schold ze sinn. Am Virfeld vun de Feierdeeg um Joresenn dierften sech d'Zockerbäcker awer doruwwer freeën.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau an der Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz folgend Froe stellen:

1. Wéi presentéiert sech hei zu Lëtzebuerg d'Situatioun um Mëllecmaart? Wéi hunn sech d'Präisser an der Lescht entwéckelt? Wéi héich ass d'Differenz tëscht Biomëllec a konventioneller Mëllec?

2. Wéi héich ass den Undeel vun der Biomëllec an der Gesamtproduktioun u Mëllec?

3. Huet d'Madamm Minister Informatiounen iwwer d'Entwécklung vum Botterpräis hei am Land – dat och am Verglach mat eisen Nopeschlänner?

4. Wat fir aner Ursachen hunn zu enger eventueller Reduzéierung vum Botterpräis bäigedroen?

Réponse (27/10/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. D'Situatioun um Mëllecmaart zu Lëtzebuerg ass am Moment stabil.

Am Joer 2025 louch de Präis fir konventionell Mëllec tëscht 52,64 a 55,95 ct/kg, ouni grouss Schwankunge während dem Joer. [↑]

De Produzentepreis fir Biomëllec louch am Joer 2025 tëscht 59,94 ct/kg an 61,57 ct/kg. [↑]

Am Mount August louch de Präis fir konventionell Mëllec bei 53,12 ct/kg a fir Biomëllec bei 61,28 ct/kg.

D'Differenz am August tëscht konventionell a bio louch also bei 8,16 ct/kg.

Iwwer déi éischt aacht Méint vum Joer (Jan.–Aug. 2024/Jan.–Aug. 2025) gesinn, louch d'Differenz am Verglach mam leschte Joer iwwert de gläichen Zäitraum am Duerchschnitt bei 6,67 ct/kg.

ad 2. Fir d'Joer 2025 (bis August abegraff) gouf eng Gesamtproduktioun vun 319.224.135 kg Mëllec registréiert, dovun 3.084.649 kg Biomëllec, wat engem Undeel vun 0,97 % entsprécht.

ad 3. Laut Statec ass de Botterpräis zu Lëtzebuerg am Duerchschnitt tëscht September 2024 a September 2025 ëm 6,94 % eropgaangen. Et ass dobäi wichteg ze betounen, datt et sech hei ëm Duerchschnittspräisser handelt an net ëm Discounterpräisser.

Quell: Statec

– Statec - Prix [↑]

→ Évolution récente des prix (Excel, 3,67 Mo) [↑]

→ Code 01010501

ad 4. Méiglech Grënn fir de Réckgang vum Botterpräis an Däitschland:

– de Botterpräis war 2024 weesentlech méi héich wéi dat Joer/déi Jore virduer, an ass trotz Réckgang nach

op engem héijen Niveau (nozeliese bei: https://www.ami-informiert.de/ami-maerkte/maerkte/ami-maerkte-agrarwirtschaft/meldungen/single-ansicht?tx_aminews_singleview%5Baction%5D=show&tx_aminews_singleview%5Bcontroller%5D=News&tx_aminews_singleview%5Bnews%5D=53536&cHash=c787fb1039a5ab1b9244aaf9457379cc); – Erhuelung vun de Mëllecquantitéiten am Joer 2025 (nozeliese bei: https://www.ami-informiert.de/ami-maerkte/maerkte/ami-maerkte-agrarwirtschaft/meldungen/single-ansicht?tx_aminews_singleview%5Baction%5D=show&tx_aminews_singleview%5Bcontroller%5D=News&tx_aminews_singleview%5Bnews%5D=55099&cHash=acfa9170287517782e0a36071a7d6f9b); – e méi héije Fettgehalt wéi am Joer 2024 (wat d'Offer nach zousätzlech steigert); – an eng méi niddreg Nofro wéi am Joer 2024.

Retraits de prestations dans le cadre du revenu d'inclusion sociale (REVIS) ainsi que de l'ancien revenu minimum garanti (RMG) | Question 2967 (30/09/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Le dispositif du REVIS, qui a succédé au RMG, poursuit l'objectif d'assurer un filet social aux personnes disposant de faibles revenus, tout en favorisant leur inclusion active. Toutefois, comme dans le régime précédent, les bénéficiaires peuvent se voir retirer temporairement ou définitivement leurs prestations en cas de non-respect de certaines obligations.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Combien de retraits de prestations ont été décidés dans le cadre du RMG, ventilés par année et par motif, jusqu'à son remplacement par le REVIS ?

2) Depuis l'entrée en vigueur du REVIS, combien de retraits de prestations ont été enregistrés, également ventilés par année et par motif ?

3) Quelles conclusions Monsieur le Ministre tire-t-il de l'évaluation du REVIS en ce qui concerne l'efficacité et l'équité du système de retraits appliqué aux bénéficiaires ?

4) Le ministre envisage-t-il des adaptations du cadre actuel ? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes envisagées et selon quel calendrier ces éventuelles mesures pourraient-elles être mises en œuvre ?

Réponse (02/12/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) L'outil informatique permettant la liquidation de l'allocation complémentaire (RMG) renseignait des codes de retrait et de refus pour des motifs différents. Ces codes ont été modifiés à plusieurs reprises au fil des années et la réalisation de statistiques à cet égard n'est pas réalisable de par la volatilité des données qui seraient utilisées.

ad 2) Il est important de signaler que le FNS ne peut pas procéder au tri des dossiers refusés ou annulés pour établir des statistiques. Les chiffres fournis reprennent donc les deux catégories [↑].

ad 3) et 4) La loi modifiée du 28 juillet 2021 relative au revenu d'inclusion sociale prévoit une série de cas de figure qui n'étaient pas détaillés par la loi RMG. Il est donc compliqué, voire impossible de comparer les deux. Tel que prévu par le calendrier des travaux, le premier Plan d'action national de lutte contre la pauvreté se trouve actuellement en phase de finalisation.

¹ Leitfaden für gutes Licht im Außenraum [↑]

² Pollution lumineuse – préserver l'environnement nocturne pour la biodiversité [↑]

L'objectif consiste à présenter le plan d'action avant la fin de l'année. Sous réserve de sa validation par le Conseil de Gouvernement, ce plan inclura effectivement des adaptations du cadre actuel du REVIS.

Agressions contre des élèves juifs ou israéliens | Question 2990 (06/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An enger rezenter parlamentarescher Fro (N° 2963) wollt ech iwwert Ufeindungen opmierksam maachen, déi déi jiddesche Gesellschaft a Staatsbürger israellescher Hierkonft aktuell hei am Land erliewen. Wéi d'Plattform virgule.lu an engem Artikel vum 5. Oktober mell, gëtt et och am Lëtzebuurger Schoulsystem Ufeindungen an Aggressiounen:

„Un jeune Israélien a été violemment agressé par quatre élèves d'origine syrienne dans son école au Luxembourg. L'agression, motivée par l'identité juive de la victime, a suscité une réaction ferme de la direction de l'établissement, bien que les agresseurs n'aient pas été expulsés.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Kann de Bildungsminister dës Fall vun Antisemitismus bestätegen?
2. Wéi sécher si Schüler israellescher an/oder jiddescher Hierkonft aktuell zu Lëtzebuerg?
3. Wéi ferm gëtt an de Schoule géint Antisemitismus virgaangen?
4. Wäert de Bildungsminister an de Schoulen eng Campagne géint Antisemitismus lancéieren?

Réponse (27/10/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Ech ka bestätegen, datt et zu engem Virfall an enger Grondschoul komm ass. Den Ausléiser dovun war e Sträit tëscht de Kanner weinst der Notzung vun enger Schaukel. An deem Zesummenhang sinn Äusserunge gemaach ginn, déi als diskriminatoresch gewäert musse ginn. Et ass direkt mat alle concernéierte Schüler, déi an de Sträitfall implizéiert waren, esouwéi mat hiren Eltere geschwat ginn. Dem Ministère fir Education, Kanner a Jugend war et wichteg, kloerzestellen, datt kee Kand opgrond vu senger Hierkonft oder senger Relioun dierf diskriminéiert ginn.

ad 2. Mir liewen, grad hei zu Lëtzebuerg, an enger multikultureller Gesellschaft. Dës spigelt sech selbstverständlech och an de Schoulen erëm. Et ass an deem Zesummenhang eng vun de Prioritéiten an eise Schoulen, datt d'Schüler léieren, datt si en Deel vun dëser Gesellschaft sinn an datt si déi entsprecheend zentral Wäerter vermittelt kréien, déi en harmonescht Zesummeliewen erméiglechen. Dës Wäerter ginn enner anerem am éischten Artikel vun der Loi modifiée du 20 juillet 2023 relative à l'obligation scolaire festgehal. Heibäi ginn enner anerem de Respekt virun aneren, de Respekt virun der Villfäitgeket vu Meinungen, Iwwerzeegungen a Kulturen esouwéi de Respekt vun de Wäerter vun enger demokratescher Gesellschaft explizit genannt.

D'Wichtegkeet vun der Entwécklung vun de Wäerter spigelt sech och am Plan d'études fir den Enseignement fondamental erëm, dee virgesäit, datt d'Kanner déi Kompetenze mat op de Wee kréien, déi si brauchen, fir hir Konflikter op eng friddlech Aart a Weis ze léisen. Esou gesäit den aktuelle Plan d'études vum Enseignement fondamental am Kader vun den transversale Kompetenzen d'Entwécklung vun den „attitudes relationnelles“ vir. D'Zil ass et, datt

d'Schüler léieren zesummeliewen, deen aneren ze respektéieren, nozelauschten an ze verhandelen. Theeme wéi de Respekt virun anere Mënschen a Konfliktléisung ginn natierlech och am Fach Vie et société behandelt.

ad 3. a 4. D'Mataarbechter aus mengem Ministère esouwéi d'Personal an de Schoulen huelen all Form vun aggressivem Verhalen ëmmer ganz eescht. Et ass an deem Kontext virun allem wichteg, eng preventiv a pedagogesch Approche unzuhuelen, fir géint Antisemitismus ze agéieren, andeems een d'Verstoe vun Emotiounen, d'Konfliktbewältigung, de Respekt virun Diversitéit an d'Empathie fërdert.

Am vum honoréierten Deputéierten ernimmte Fall hunn sech d'Schüler, vun deenen de Sträit ausgaang ass, beim aggresséierte Schüler entschëllegt. Dem aggresséierte Schüler gouf och psychologesche Hëllef ugebueden.

D'Acteure vun der Schoul stinn alle betraffene Schüler an Eltere weiderhi fir Gespréicher oder Hëllefsmoossnamen zur Verfügung.

Beim Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) ass eng schoulintern Formatioun ugefrot gi fir all d'Enseignanten aus der betraffener Grondschoul. An dëser Formatioun wäert nach emol spezifesch op méiglech Sensibiliséierungsaktiounen fir Schülerinnen a Schüler ronderëm d'Wëlkommenskultur an eng diskriminatioonsfräi Schoul agaange ginn.

Allgemeng ass den ZpB ee vun de wichtegsten Acteuren vum Ministère fir Education, Kanner a Jugend, wann et ëm d'Vermëttlung vun demokratesche Valeuren geet. An deem Zesummenhang bitt den ZpB grad am Kontext vun Antisemitismus ëmmer erëm ënnerschiddlech Aktivitéiten, Formatiounsofferen a Publikatiounen un. Dës ginn ënnert anerem alljoers fir de 27. Januar, den „Holocaust Remembrance Day“, verstärkt un d'Schoule kommunizéiert. Virun deem Hannergrond ass aktuell keng weider Campagne géint den Antisemitismus virgesinn.

Enseignement linguistique au secondaire | Question 3024 (13/10/2025) de M. André Bauler | Mme Barbara Agostino (DP)

De Sproochenunterricht ass e wichtege Piler vun eisem Schoulsystem. Well eis Bevëlkerung an de leschte Jore staark geklommen ass a gläichzäiteg eis Schoullandschaft sech verännert, changéiert och d'Unzuel u Schoulstonnen an deene respektive Sproochen.

An deem Kader wollt mir dem Här Minister fir d'Education, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Schoulstonne goufen an all eise Lycéeën (ES, ESG, Enseignement européen etc.) an deenen dräi Sproochen Däitsch, Englesch a Franséisch zanter dem Schouljoer 2020/2021 prestéiert?
2. Wat fir eng vun deenen dräi Sproochen gëtt am ieweschten Zyklus éischter falegelooss wann d'Schüler de Choix hunn?
3. Wéi gesäit d'Situatioun an den nächste 5 Joer aus? Mat wéi ville Schoulstonnen ass an noer Zukunft an dësen dräi Sproochen ze rechnen?
4. Wéi gesinn d'Sproochekombinatiounen an den internationale Schoulen aus? Wat fir eng Kombinatiounen sinn déi heefegst?

Réponse (01/12/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Tableau[†] heidrënner weist d'Zuel vun de wéchentleche Schoulstonnen an deenen dräi

Sproochen am Enseignement secondaire classique (ESC), am Enseignement secondaire général (ESG), an der Formation professionnelle (FP) an am Enseignement secondaire international (ESI). D'Classes d'accueil an d'Klasse vum Brevet de technicien supérieur (BTS) goufen net berücksichtegt.

ad 2. Op den Ofschlossklasse kënnen zwou verschidde Situatiounen sech presentéieren:

– Et stinn dräi Sproochen zur Auswiel, vun deenen d'Schüler der zwou kënnen wielen an eng faleloossen. Dës ass de Fall op folgend Klassen: 1CB, 1CC, 1CE, 1CF, 1CR, 1GED, 1GT2S. Den Tableau[†] heidrënner weist, fir en Total vun 899 Schüler, wéi eng Sprooch falegelooss goufen.

– Eng Sprooch ass obligatoresch (et handelt sech dobäi entweder ëm Franséisch oder Englesch) an d'Schüler wielen eng vun deenen zwou anere Sproochen. Dës ass de Fall op folgend Klassen: 1GSI, 1GSH, 1GSO, 1GA3D, 1GIG, 1GIN, 1GSE, 1G3S, 1GSN, 1GACV, 1CI, 1CP, 1GIGA, 1GIGF, 1GSNA, 1GSNF, 1GSOA, 1GSOF.

Wann d'Franséisch obligatoresch ass, gi folgend Sproochen falegelooss:[†]

Wann d'Englesch obligatoresch ass, gi folgend Sproochen falegelooss:[†]

ad 3. Den Tableau[†] heidrënner weist d'Entwécklung vun der Zuel u wéchentleche Schoulstonnen an deenen dräi Sproochen. Wat de Berechnungsmodus betrëfft, verweisen ech op meng Erklärungen zu der parlamentarescher Fro Nr. 2915.

ad 4. Déi honorabel Deputéierte froen et no de Sproochekombinatiounen an den internationale Schoulen. Dës ginn aus dem folgendem Tableau[†] ervir. Dozou sinn e puer Erklärungen néideg. Als L1 (Langue 1), L2 (Langue 2) an L3 (Langue 3) ginn déi dräi Haaptsproochen bezeechent, tëscht deenen d'Schüler kënnen wielen.

Am europäesche System ass d'L1 d'Sprooch vun der Sektoun an d'L2 ass d'Sprooch, déi een ab dem éischten Joer vun der Primärschoul léiert; ab dem éischten Joer vum Secondaire kënnt d'L3 dobäi.

An eisen agreéierten Europaschoule bidde mir dräi Sproochesektoune un: déi franséischsproocheg, déi däitschsproocheg an déi engleschsproocheg.

Schüler, déi als L1 Portugisesch, Spuenesch oder Italieenesch hunn, sinn op der Sproochesektoun vun hirer L2 ageschriwwen.

Population de perdrix | Question 3042 (15/10/2025) de M. André Bauler | M. Luc Emering (DP)

An Däitschland ass d'Feldhong zum Vogel vum Joer 2026 deklariert ginn. Dës Déier ass ganz staark bedrot a riskéiert a ville Géigende vun Europa ze verschwannen. Sou géllt d'Feldhong an der Schwäiz als ausgestuerwen. Insgesamt ginn haut nach tëscht 30.000 a 60.000 Koppele gezielt.

An deem Kader wollt mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eis Informatiounen iwwer d'Verbreedung vum Feldhong an eisem Land ginn?
2. Wat fir Moossname kënnen dozou bäidroen, fir d'Feldhonger besser ze schützen?
3. Gëtt et ausgewisen Zonen, an deene Feldhonger besonnesch protegéiert solle ginn?
4. Wéi gesäit d'Zesummenaarbecht mat den Acteuren um Terrain a speziell mat den Naturparken aus?

Réponse (24/11/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Feldhong (Perdix perdix) ass eng Vullenaart vun der oppener Gewan mat enger Virleift fir Landschaften, déi aus engem Mosaik aus ville Broochen, vereenzelten Hecken a Gestrépp, deels Gréngland a virun allem Aker bestinn, a bëschräich Gebidder gi gemidden. Obwuel et zu Lëtzebuerg nach plazeweis esou Landschaft gëtt, gëllt d'Feldhong laut der rezenter Rouser Lëscht vun de Brutvullen zu Lëtzebuerg³ als „vum Ausstierwe bedrot“ a beschränkt sech op Einzelobservatiounen. Dës ass e grouse Changeament am Verglach zu der Verbreedung vun där Aart laut dem „Atlas der Brutvögel Luxemburgs“ vun 1980, wou d'Feldhong nach op iwwer 50 % vum Land als Brutvull virkonn ass.

An de leschte Jore gouf et eenzel Ruff- a Fotonoweiser. 2025 gëtt et ee Brutnoweis am Südoste vum Land, an där Regioun op déi d'Prospektioun sech konzentréiert huet.

ad 2. D'Feldhong genéisst zu Lëtzebuerg säit 1982 eng ganzjäreg Schounzäit an ass säit 2011 ganz vun der Lëscht vun de jobaren Aarte gestrach. Domat gehéiert d'Feldhong zu den integral geschützten Aarten zu Lëtzebuerg.

Am Joer 2009 huet den Ëmweltministère een Aktiounspang mat engem Aarteschutz-Programm fir d'Feldhong an d'Liewe geruff, deen an de Folgejore mat der Naturverwaltung, der Centrale ornithologique an de biologesche Statiounen ëmgesat an ausgebaut gouf⁴. Am Fokus vun deem Aktiounspang leien d'Moossnamen, fir déi lescht Virkonne vum Feldhong ze schützen, hire Liewensraum ze optiméieren an nees auszubauen.

Et ass wichteg Flächen ze erhalen oder unzeleeën an d'Gestioun op de Fläche sou ze gestalten, datt se zu engem optimale Feldhong-Liewensraum bäidroen an dat néidegt Narungsangebot bréngen, wéi z. B.:

- Extensiv genotzten Aker- a Broochflächen (ouni Asaz vu Planzeschutzmëttel), mat Präsenz vu spontan opkommenden oder ageseiten eenheemesche Kraider op der Fläche, an enger oppener Landschaft
- Akerfläche mat Zwëschefriichten, Stoppelen a Wanterkulturen – Onversigelt Feldweeër
- Niddreg Hecken a Gestrépp
- Wisen oder Wisendeeler, déi während der Brutzäit (Mee bis Mëtt August) net geméint ginn
- Algrassträifen
- Steekéip oder Doudholz-Hecken (Benjes-Hecken)
- Breet Bléisträifen an ongedüngten Akerrandsträifen
- Ränner vu Feldweeër, déi extensiv geréiert sinn, dat heescht, déi vu Mee bis Mëtt August a virum Wanter net geméint ginn.

Dës Moossnamen an der landwirtschaftlecher Fläche, déi hëllefen, dem Feldhong e bessere Liewensraum ze bidden, gi vum Staat iwwert de Règlement grand-ducal du 24 juillet 2024 relativ aux aides en faveur de la sauvegarde de la biodiversité en milieu rural (dat sougenannte „Biodiversité-Règlement“ mat 5-järeg Kontrakter) speziell finanziell ënnerstëtzt (virun allem Broochen a Bontbroochen, Bléisträifen, Akere mat Wëllkraider) an och mat eejäregen „Eco-Schemes“.

Et ass och wichteg méiglechst Stéierung vum d'Feldhänger ze verréngern:

- Generell solle Foussgänger a Cyclisten op de Weeër bleiwen an d'Hënn un der Längt gehal ginn, fir

d'Feldhänger beim Bréien a bei der Opzuucht vun de Jonken net ze stéieren.

- Gebaier oder aner mënschlech Infrastrukture solle méiglechst net an déi oppe Landschaft gesat ginn, déi e potentielle Liewensraum fir d'Feldhong duerstellen.

- Potenziell Brutplaze kënnen mat speziellen Zénk géint Predatore geschützt ginn.

ad 3. An allen europäesche Vulleschutzgebidder⁵ mat signifikantem Aker-Undeel profitéiert d'Feldhong vun de Schutzmoossnamen. D'Zil ass et dës Héngeraart duerch déi uewe genannte Moossnamen erëm zeréck an dës Gebidder ze kréien.

D'Feldhong ass och eng sougenannt „Schirmart“, dat heescht, wann eppes fir dës Aart gemaach gëtt, profitéieren och vill aner seelen Aarten (Vullen, Insekten, Fliedermais ...) dovunner.

Aktuell leeft ee ganz cibléierte Feldhong-Schutzprojet mat finanzieller Ënnerstëtzung vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit am Südoste vum Land (vum Duelemer Plateau erof bis op Fréiseng a Schengen), well hei déi lescht Virkonne bekannt sinn an och déi rezenter Noweiser hierkommen.

ad 4. D'Zesummenaarbecht vun der Naturverwaltung mat de biologesche Statiounen vun den Naturschutzsyndikater an Naturparken am Feldhong-Schutz leeft exzellent an op verschiddenen Niveaue:

- D'biologesch Statiounen, an enker Zesummenaarbecht mat landwirtschaftleche Beroder, beroden d'Bauern an hëllef bei der Ëmsetzung vum „Biodiversitéits-Règlement“ an den „Eco-Schemes“. All dës Moossname ginn op fräiwëlleger Basis mat de Bewirtschaften ëmgesat.
- D'biologesch Statiounen kënnen sech ëm d'Installatioun vu Strukturelementer, déi meeschtens zu 100 % vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit finanziell ënnerstëtzt ginn.
- D'biologesch Statiounen leeden hir eege Projeten, déi och vum Ëmweltschutzfong ënnerstëtzt ginn. Ee Beispill ass d'Ëmsetzung vum Feldhong-Projet vun der biologescher Statioun SIAS am Südoste vum Land. Bis lo goufen an deem Projet z. B. 96 Hektar Bléiflächen op Akeren a 24,5 Hektar extensiven Aker ugeluecht. Den eenzege Brutnoweis vun 2025 kënn notament och aus deem Gebitt.
- D'biologesch Statiounen droen zur Sensibiliséierung bäi bei de Baueren, Jeeër a Privatleit.

D'Naturverwaltung huet awer och hir eege Projeten zum Feldhong-Schutz lafen, notament duerch d'Promotioun vu Biodiversitéitsverträge, d'Uleeë vu Steekéip (Projet „100 Steekéip fir de Steekauz“ wou bis elo 41 Steekéip op Oppelandflächen ugeluecht goufen), an d'Planze vun Hecken.

Ab Januar 2026 gëtt et ee spezifesch Koordinatiounsgrupp, dee vun den Experten an der Ornithologie vun der Centrale ornithologique vun natur & ëmwelt geleet gëtt. Dës Grupp soll den Echange tëscht allen Acteuren aus de Verwaltungen, Naturschutzsyndikater, Naturparken an ONGe féieren, fir eng zilgeriicht Ëmsetzung vu Moossname fir d'Feldhong an aner typesch Vullenaarten aus dem Oppeland ze garantéieren.

Accidents de la route avec gibier | Question 3047 (16/10/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op meng parlamentaresch Fro N° 5921 aus dem Joer 2022 krut ech d'Unzuel un Accidenter tëschent

Autoe mat Wëldéieren vun der deemoleger Ëmweltministesch. An der Äntwert op d'Fro N° 1680 vum aktuellen Ëmweltminister krut ech geschriwwen, et géife keng Zuelen dozou ginn.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

1. Wéi vill Zesummestéiss gouf et an deene vergaangene 5 Joer, opgelëscht no Mount, tëschent Wëldéieren a Stroossegefiere?

2. Wéi vill goufen der Police gemellt a wéi vill goufe bei Assurance gemellt?

Réponse (18/11/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Op d'parlamentaresch Fro N° 5921 aus dem Joer 2022 huet den deemolegen Transportminister Zuelen zu Accidenter geliwwert, bei deene Mënschen zu Schued komm waren.

Et leie keng Zuele vir, déi d'Gesamtzuel vun Accidenter tëschent Wëldéieren a Stroossegefiere erëm ginn.

ad 2. D'Police hat an de vergaangene fënnf Joer folgend Zuele vun Interventiounen am Kontext vun Zesummestéiss tëschent Wëldéieren a Stroossegefiere:[†]

Dës Zuele representéieren net d'Gesamtzuel vun Accidenter, well d'Police just informéiert gëtt wa Problemer mam Traffick entstinn.

Personnes apatrides | Question 3055 (17/10/2025) de **Mme Paulette Lenert** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Il a été porté à notre connaissance qu'un certain nombre de parents bénéficiaires de la protection internationale rencontrent de graves difficultés administratives lorsqu'il s'agit de faire reconnaître l'identité de leur enfant né au Luxembourg. Ces situations concernent tout particulièrement des familles originaires de pays dans lesquels la garde légale des enfants est attribuée exclusivement au père.

Dans ces cas, la mère ne peut légalement engager seule les démarches nécessaires à l'obtention de documents d'identité ou d'un passeport pour son enfant, même lorsqu'elle est présente sur le territoire luxembourgeois avec l'enfant, et ce alors que le père est absent ou dans l'impossibilité juridique de se présenter aux autorités consulaires, notamment en raison de son statut de réfugié.

La conséquence concrète est une véritable impasse administrative : l'enfant ne peut obtenir aucun document officiel ni être enregistré auprès des autorités de son pays d'origine, ce qui empêche l'introduction d'une demande de titre de séjour en qualité de membre de famille. En l'absence de statut légal, l'accès à des droits fondamentaux tels que les allocations familiales, l'inscription scolaire ou la liberté de circulation s'en trouve fortement restreint. L'enfant court ainsi le risque de se retrouver dans une situation d'apatridie de fait.

En outre, le Luxembourg étant État partie à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides, il lui incombe de prévenir activement les situations d'apatridie, en particulier chez les enfants nés sur son territoire.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelle est la procédure applicable aux enfants nés au Luxembourg, dont l'un des parents est bénéficiaire

³ <https://www.naturemweltasbl.lu/wp-content/uploads/2024/09/Die-Rote-Liste-der-Brutvogel-Luxemburgs-2024.pdf>

⁴ https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/plan_action_especes/perdix_perdix.pdf

⁵ https://environnement.public.lu/fr/natur/biodiversite/mesure_3_zones_especes_proteges/natura_2000.html



de la protection internationale, et pour lesquels il est matériellement ou juridiquement impossible d'obtenir des documents d'identité du pays d'origine ?

2) Le Gouvernement reconnaît-il la possibilité de dispenser les personnes concernées de l'obligation de solliciter des documents consulaires lorsque cette démarche est manifestement irréalisable ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de simplifier la procédure, en prévoyant l'application automatique de la dispense consulaire dans les cas relevant de la protection internationale, et des systèmes juridiques rigides attribuant exclusivement l'autorité parentale au père ? Une révision ou une clarification de l'interprétation de cette disposition est-elle envisagée, afin de prévenir les cas d'apatridie de fait ?

4) Combien de personnes se trouvaient sous le statut d'apatride au Luxembourg entre 2018 et 2024 ? Ces statistiques peuvent-elles être ventilées selon des critères tels que l'âge, le sexe, le pays d'origine et le motif de la demande ?

5) Combien de personnes ont obtenu la nationalité luxembourgeoise sur base de l'article 5, 2° de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise, entre 2018 et 2024 ? Ces données peuvent-elles être mises à disposition selon des critères de ventilation utiles à l'analyse de ces situations ?

6) Parmi ces personnes, combien étaient des enfants nés au Luxembourg ayant obtenu le statut d'apatride sur la même période ? Le Gouvernement dispose-t-il de données spécifiques permettant de distinguer les cas d'enfants nés sur le territoire national et devenus apatrides de fait ? Existe-t-il un mécanisme de suivi particulier pour ces situations ?

Réponse (17/11/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) La loi modifiée du 28 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire prévoit deux types de protection internationale : le statut de réfugié conféré en vertu de la Convention de Genève de 1951 et la protection subsidiaire.

La procédure applicable diffère selon la protection accordée.

Les bénéficiaires du statut de réfugié se voient accorder un titre de séjour avec la mention « protection internationale – statut de réfugié » et un titre de voyage pour réfugiés.

Les bénéficiaires d'une protection subsidiaire se voient accorder un titre de séjour avec la mention « protection internationale – protection subsidiaire ». Pour obtenir un tel titre de séjour ils doivent cependant présenter un passeport national valable.

Un règlement grand-ducal prévoit toutefois qu'un titre de voyage pour étrangers peut être délivré à des personnes résidant sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et dont l'identité et la nationalité sont établies, mais qui ne sont pas en mesure d'obtenir un passeport national de la part des autorités de leur pays d'origine ou lorsque la procédure de délivrance d'un passeport national est excessivement longue ou difficile, de sorte qu'elle est considérée comme dépassant les limites du raisonnable. La charge de la preuve incombe au demandeur.

Lorsque seulement un parent de l'enfant né au Luxembourg est bénéficiaire de la protection internationale et l'autre parent a un titre de séjour en qualité de « membre de famille » de ce bénéficiaire, les parents sont convoqués par le Département Réfugiés pour leur expliquer les deux options qui se présentent à eux pour leur enfant, à savoir l'introduction d'une

demande de protection internationale ou l'introduction d'une demande en obtention d'un titre de séjour en qualité de « membre de famille ». Si la dernière option est choisie et si un des parents est bénéficiaire du statut de réfugié, un titre de voyage pour étrangers est émis au nouveau-né car les parents, de même nationalité, ne peuvent pas s'adresser aux autorités consulaires de leur pays d'origine. Si par contre ce parent est bénéficiaire de la protection subsidiaire, les parents doivent s'adresser aux autorités consulaires de leur pays d'origine pour solliciter un passeport national pour leur enfant.

ad 2) Il est renvoyé à la réponse précédente.

ad 3) Comme expliqué ci-dessus, les bénéficiaires du statut de réfugié obtiennent automatiquement un titre de voyage pour réfugiés alors que les bénéficiaires de la protection subsidiaire peuvent obtenir un titre de voyage pour étrangers en cas d'impossibilité de se voir délivrer un passeport national.

Lorsqu'une mère, bénéficiaire de la protection subsidiaire, ne peut obtenir un passeport national pour son enfant qui est également bénéficiaire de la protection subsidiaire, parce que les autorités consulaires lui en refusent la délivrance au motif que l'autorité parentale revient en exclusivité au père selon la législation nationale du pays d'origine et que ce dernier n'est pas présent ou refuse de faire les démarches nécessaires, la mère se voit accorder sur demande un titre de voyage pour étrangers pour son enfant.

Il existe donc des dispositions légales pour pallier le manque de passeport national. Une « dispense automatique » des démarches à faire auprès des autorités nationales des bénéficiaires de la protection subsidiaire n'est dès lors pas envisagée.

Il y a lieu de clarifier que le seul fait de ne pas disposer d'un passeport national valable ne signifie pas qu'une personne soit apatride. Selon l'article 1^{er} de la Convention de New York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides, un apatride est une personne qui ne dispose d'aucune nationalité et qu'aucun État ne considère comme son ressortissant par application de sa législation. La qualité d'apatride ne se présume pas. Lorsqu'elle est établie, un titre de voyage pour apatrides est délivré à la personne concernée.

Les statistiques fournies ci-après ne concernent donc pas les bénéficiaires d'une protection internationale détenteurs d'un titre de voyage pour réfugié ou pour étrangers, mais les détenteurs d'un titre de voyage pour apatrides.

ad 4) Entre 2018 et 2024, la Direction générale de l'immigration a délivré 17 titres de voyage pour apatrides (premières délivrances). Une ventilation précise pour la période considérée et selon les critères demandés ne peut être fournie. La Direction générale de l'immigration ne dispose par ailleurs pas de statistiques relatives au nombre de personnes qui se trouvaient sous le statut d'apatride au Luxembourg entre 2018 et 2024, nombre qui inclut toutes les personnes sur le territoire disposant pendant cette période d'un titre de voyage pour apatrides valable. Les chiffres publiés annuellement par le Statec sur la population renseignent sur le nombre de personnes apatrides ou sans nationalité connue, ce nombre étant cependant beaucoup plus élevé que si les apatrides étaient recensés séparément.

ad 5) Le droit de la nationalité luxembourgeoise comporte plusieurs dispositions ayant pour finalité de prévenir l'apparition de cas d'apatridie.

Obtient ainsi la nationalité luxembourgeoise aux termes de l'article 3 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise :

« [...] 3° le mineur qui a fait l'objet d'une adoption par un apatride ayant une résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg et s'y trouvant en séjour régulier ;

4° le mineur ayant fait l'objet d'une adoption par des personnes de nationalité étrangère qui ont une résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg et qui s'y trouvent en séjour régulier, à condition qu'il ait perdu sa nationalité par l'effet de l'adoption et que l'application d'aucune loi étrangère ne lui permette d'obtenir la nationalité de l'un ou l'autre de ses adoptants ou que l'attribution de ces mêmes nationalités ne soit possible qu'en cas de résidence dans les pays concernés ; ou

5° le mineur dont le parent obtient la qualité de Luxembourgeois » en application des points 3° et 4°.

Est Luxembourgeois conformément à l'article 5 de la loi précitée :

« 1° le mineur né au Grand-Duché de Luxembourg et ne pouvant pas obtenir une nationalité étrangère en raison du fait que ses parents sont apatrides ;

2° le mineur né au Grand-Duché de Luxembourg de parents non luxembourgeois, à condition que l'application d'aucune loi étrangère ne lui permette d'obtenir la nationalité de l'un ou l'autre de ses parents ou que l'attribution de ces nationalités étrangères ne soit possible qu'en cas de résidence dans les pays concernés [...] ».

Étant donné que, une fois l'apatridie constatée et la nationalité luxembourgeoise accordée aux personnes concernées, seule la nationalité luxembourgeoise est enregistrée dans le système informatique du Ministère de la Justice. Dès lors, il est impossible d'effectuer une recherche informatique et d'établir des statistiques exactes.

À titre indicatif et sans possibilité de vérification informatique précise, on estime qu'entre 2018 et 2024, environ cinq personnes ont acquis la nationalité luxembourgeoise sur la base de l'article 5, 1°, et qu'un nombre équivalent l'a obtenue au titre de l'article 5, 2°.

ad 6) Le statut d'apatride « de droit » est exceptionnel pour un enfant né sur le territoire luxembourgeois, parce que la naissance au Grand-Duché ouvre généralement des perspectives d'obtention de la nationalité luxembourgeoise.

Toutefois, des situations d'apatridie « de fait » peuvent survenir lorsque les parents ne sont pas en mesure de démontrer que leur enfant ne peut obtenir leur nationalité selon les dispositions légales de leur pays d'origine.

Quant aux enfants n'ayant pas bénéficié de la nationalité luxembourgeoise au moment de leur naissance, ces enfants peuvent acquérir ultérieurement cette nationalité par l'introduction de la procédure d'option, visée à l'article 26 de la loi précitée, qui dispose que :

« L'option est ouverte, à partir de l'âge de douze ans, au candidat né au Grand-Duché de Luxembourg, à condition :

1° qu'il ait eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Grand-Duché de Luxembourg pendant au moins cinq années consécutives et précédant immédiatement la déclaration d'option ;

2° qu'un de ses parents ou adoptants non luxembourgeois ait eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Grand-Duché de Luxembourg pendant au moins douze mois consécutifs et précédant immédiatement la naissance. »

Ce mécanisme permet de régulariser la situation des enfants concernés à partir de l'âge de douze ans, sous

réserve de satisfaire aux conditions de résidence habituelle et de séjour régulier au Grand-Duché.

Communication des banques dans le cadre des aides financières pour études supérieures | Question 3056 (17/10/2025) de **M. Ben Polidori** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Am Kader vun de staatlechen Héichschoulhëlfe (AideFi), ass vun enger Rei Studente gemellt ginn, datt et Differenze gëtt tëschent de Montanten, déi an der offizieller Notifikatioun vum Héichschoulministère annoncéiert goufen, an deene Montanten, déi d'Bank tatsächlech ausbezilt, och wann d'Period, fir de Prêt zeréckbezuelen, nach net ugefaangen huet.

Dëst werft eng Rei Froen op, besonnesch um Niveau vun der Transparenz a Kommunikatioun. Et schéngt, datt bei de Bezuelungen Deelbetrag direkt ofgezu ginn, fir fällig Zësen aus viereg Perioden ze decken – och wann d'Studenten doriwwer net virdru kloer informéiert goufen.

An deem Kader wëllt mir der Madamm Ministesch fir Héichschoul a Fuerschung an dem Här Finanzminister folgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung sech dësem Problem bewosst?
2. Ass et am aktuelle Gesetz oder de besteende Reglementer vun der AideFi virgesinn, datt Zësen aus viereg Periode beim Ausbeziele vun enger neier Prêt-Tranche ofgezu kënnen ginn, och wann d'Phas fir d'Zeréckbeziele vum Prêt nach net ugefaangen huet?
3. Wéi eng Informatiounsverpflichtungen hu souwuel d'Partnerbanke wéi och den Héichschoulministère vis-à-vis vun de Beneficiairë betreffend d'Berechnung, de Betrag an d'Ofrechnung vun dësen Zësen?
4. Ass d'Regierung bereet, d'Regelungen oder d'Prozedur unzepassen, fir eng méi kloer, zougänglech a systematesch Informatioun fir déi betraffe Studente sécherzestellen?

Réponse (13/11/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1. An der Vergaangenheet ass dee Punkt vun einzelne Studenten de Servicer vum Ministère fir Fuerschung an Héichschoul zougedroe ginn. An deene Fäll hunn déi betraffe Servicer de Studenten déi diesbezüglich Dispositioun aus der Conventioncadre, déi de Staat mat de konventionéierte Banken huet, erkläert.

ad 2. An der aktueller Versioun vun der Conventioncadre, déi de Staat mat de konventionéierte Banken am Joer 2023 ënnerschriwwen huet, gesinn d'Artikele 7 an 8 Follgendes vir:

„Art. 7. Les intérêts échoient et sont payables semestriellement, à savoir le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Le calcul du nombre de jours se fait sur base du nombre de jours calendrier réel/360. Sous réserve des dispositions de l'article 1154 du Code civil, les intérêts non payés aux échéances sont ajoutés au principal et portent de plein droit les intérêts au profit de la Banque.

Art. 8. Les intérêts en rapport avec l'allocation de prêts aux étudiants à taux d'intérêts réduits sont à charge de l'étudiant à raison de 2 % au maximum par an, la différence sur le taux appliqué étant à charge de l'État, conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente convention. La Banque se réserve le droit de se faire payer les intérêts échus sur toute nouvelle avance accordée par l'État à l'étudiant.”

Dës Dispositiounen waren och schonn an der Convention vum Joer 2018 festgehalen ginn. An der Versioun nach virdru war dat net esou prezis festgehalen ginn.

ad 3. Wat de Ministère fir Fuerschung an Héichschoul betrëfft, ass et esou, dass, wéi an der Äntwert op déi 1. Fro ugedeit, am Fall vun enger Nofro, d'Studenten déi aktuell geltend Reglementatioun erkläert kréien.

Wat déi konventionéiert Banken ugeet, gëllen hei déi allgemeng Reegelen a puncto Transparenz an Informatiounspflicht, déi sech och bei all anerem Finanzproduit oder Prêt applizéieren.

ad 4. Wéi aus der Äntwert op déi 2. Fro ervirgeet, ass dee Punkt scho gereegelt, sou dass momentan do kee weidere Bedarf besteet fir weider Changementer. Wat d'Anhale vun deene Reegelen an d'Kommunikatioun doriwwer ugeet, läit d'Responsabilitéit natierlech bei de betraffene konventionéierte Banken. Dee Punkt wäert vusäit vum Ministère fir Fuerschung an Héichschoul beim Iwwerschaffe vun der Conventioncadre mat de konventionéierte Banken awer nach eng Kieler méi spezifesch thematiséiert ginn.

Adaptation de la législation concernant les aides financières pour études supérieures | Question 3057 (17/10/2025) de **M. Ben Polidori** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Déi finanziell Bähëllef fir Héichschoulstudien (AideFi), gereegelt vun der Loi modifiée vum 24. Juli 2014, solle fir méi Chancëgläichheet beim Zougang zum Enseignement supérieur suergen.

Aus engem rezente Presseartikel geet ervir, dass eenzel Aspekter vum aktuelle Regime zu ongläicher Behandlung féieren – besonnesch fir Studenten, déi als finanziell autonom gëllen.

Sou gëtt de sougenannte „revenu propre“ vum Student aktuell net gestaffelt berücksichtegt, fir de Montant vun de Bähëlfe ze berechnen – am Géigesaz zum „revenu parental“, deem am Artikel 4 Paragraph 3 vum uewe genannte Gesetz no engem progressiv Modell bewäert gëtt. Esoubaul d'Eegenakommes vum Student den onqualifizéierte Mindestloun iwwerschreit, gëtt nëmme nach e Prêt proposéiert – d'Bourse sociale entfält komplett.

Dëst féiert zu enger Benodeelegung vu Studenten, déi hiren Alldag selwer finanzéieren a fir sech wunnen, am Verglach zu deenen, déi nach bei den Eltere liewen.

An deem Kontext géinge mir der Madamm Ministesch fir Héichschoul a Fuerschung folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Studente mat Eegenakommes hunn an de leschte fënnf Joer eng Demande fir d'Studiebähëllef gemaach? Wéi vill dovun haten en Akommes ënner respektiv iwwer dem onqualifizéierte Mindestloun?
2. Wéi héich war an de jeeweilige Joren d'Proportioun vun dësen Demanden am Verglach zur Gesamtziel vun den Demanden? Wéi huet sech d'Altersverdeelung vun de Studente mat eegene Recetten an där Zäit entwéckelt?
3. Zitt d'Regierung d'Afféierung vun engem gestaffelte Modell fir d'Bewäertung vum „revenu propre“ vum Student a Betruecht – analog zu deem, wat fir de Revenu parental gëllt – fir esou déi real Situatioun vun autonome Studente gerecht ze berücksichtegen?
4. Ass virgesinn, e gesetzleche Statut vum „autonome Student“ anzeféieren, deem op Basis vu finanzieller a residentieller Onofhängegkeet definéiert gëtt a kloer, objektiv Krittäre virgesäit?

5. Ass eng Reform vun der Mobilitéetsbourse an der Diskussioun, fir dës zu enger Wunnengsbähëllef fir Studenten ëmzefunktionéieren – op Basis vun hirer realer residentieller Situatioun amplaz dem geografische Standuert vun der Universitéit?

Réponse (13/11/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1. Eng Opschlësslung no deene vun den honorabelen Deputéierte gefrote Krittären ass mam aktuellen Outil informatique, dee fir den Traitement vun de Studiebähëlfe benotzt gëtt, net direkt méiglech. Deemno ass et hei net méiglech, fiabel Donnéeën ze liwweren, déi eng gesécher Äntwert op dës Froestellung kënnen ginn.

ad 2. Aus de Grënn, déi an der Äntwert op déi 1. Fro genannt ginn, ass et net méiglech dës Informatiounen ze liwweren.

ad 3. Et ass ze rappeléieren, dass d'Aide financière prioritär fir Studenten opgestallt ass, déi am Kader vun hirer Formation initiale Vollzäitstudien absolvéieren an déi entweder finanziell vun hiren Elteren ofhängeg sinn oder keng Elteren hunn, déi se finanziell ënnerstëtze kënnen.

Weeder dat aktuell Gesetz, nach de Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures (N° 8636) gesinn eng gestaffelt Bewäertung vum Student no sengem „revenu propre“ vir.

Eng Staffellung vun de Revenue fënnt ausschliesslech statt beim Revenu, deem zur Festleegung vun der Bourse sur critères sociaux benotzt gëtt, andeems een déi sozio-ekonomesch Gesamtsituatioun vum Stot en compte hält, dee fir de Student opkënn.

Eng Ofännerung vun deem System ass och an deem uewe genannte Projet de loi net virgesinn.

ad 4. Den uewe genannte Projet de loi definéiert kloer an objektiv Krittäre fir den „étudiant autonome“. Dëse Statut baséiert op enger finanzieller a residentieller Onofhängegkeet vum Elterenhaushalt.⁶

ad 5. D'Mobilitéetsbourse soll och weiderhin d'international Mobilitéit vun de Studente férdere a soll fir déi Studenten, déi am Ausland studéieren, eng Wunnengsbähëllef sinn. Deemno gesäit den uewe genannte Projet de loi och keng grondsätzlech Ännerung vum aktuelle System vir.

Besoin en personnel du CGDIS | Question 3060 (17/10/2025) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Depuis plusieurs années, le CGDIS est confronté à une pénurie de pompiers, tant volontaires que professionnels. Bien que les rapports annuels récents du CGDIS fassent état d'une légère augmentation des effectifs – passant de 649 à 676 pompiers professionnels et de 6.789 à 6.974 pompiers volontaires entre 2023 et 2024 – force est de constater que ces chiffres demeurent insuffisants pour répondre aux missions et aux défis toujours plus nombreux et complexes auxquels le service est confronté. De plus, les départs à la retraite prévus d'un nombre important de pompiers professionnels au cours des prochaines années risquent d'aggraver encore cette pénurie.

Dans ce contexte, il convient de relever que la carrière de pompier semble aujourd'hui moins attractive que d'autres carrières comparables, notamment celle au sein de la Police grand-ducale. Cette dernière parvient

⁶ Art. 9 Paragraph 3 a 4 https://wdocs-pub.ch.lu/docs/Dossiers_parlementaires/8636/20251010_Depot.pdf

à recruter de nombreux candidats, en partie grâce à l'accès au groupe de traitement B1 pour les policiers de terrain. Les pompiers, en revanche, restent bloqués dans la carrière C1, les groupes de traitement B et A étant réservés au personnel administratif et aux officiers.

Au vu de ce qui précède, je prie Monsieur le Ministre des Affaires intérieures de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

- 1) Quel est le besoin estimé en effectifs afin de résorber la pénurie actuelle de pompiers au sein du CGDIS ?
- 2) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il le sous-effectif des pompiers professionnels du CGDIS ?
- 3) Quelle est la répartition par âge au sein du corps des pompiers professionnels ? Combien de pompiers devraient partir à la retraite d'ici cinq ans, et combien d'ici dix ans ?
- 4) Combien de postes administratifs sont actuellement occupés, par le biais de la mobilité interne, par des pompiers, contribuant ainsi à accentuer le déficit d'effectifs opérationnels ?
- 5) Quelles sont les raisons pour lesquelles la carrière des pompiers professionnels n'a, jusqu'à présent, pas fait l'objet d'une revalorisation ?
- 6) Monsieur le Ministre prévoit-il de revaloriser la carrière des pompiers professionnels, notamment en leur permettant d'accéder au groupe de traitement B1 ?
- 7) Quelles autres mesures Monsieur le Ministre compte-t-il mettre en œuvre afin de rendre le métier de pompier professionnel plus attractif ?

Réponse (14/11/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le Plan national d'organisation des secours (PNOS), tel qu'approuvé par le Gouvernement en conseil en date du 20 octobre 2021 prévoit d'augmenter le nombre de pompiers professionnels du cadre de base en Équivalent temps plein de 344 en 2020 à 538 en 2025 et à 1.092 en 2039, ceci pour permettre d'atteindre le potentiel opérationnel journalier (POJ) nécessaire. [†]

Le nombre de pompiers professionnels du cadre de base en Équivalent temps plein actuellement atteint est de 518,5. Il faut néanmoins noter que les pompiers professionnels sont épaulés par les pompiers volontaires, sans lesquels le modèle luxembourgeois de sécurité civile ne fonctionnerait pas.

Conformément aux dispositions de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, le PNOS dresse l'inventaire des risques de toute nature pour la sécurité des personnes et des biens auxquels doivent faire face les secours et détermine les objectifs de couverture de ces risques par ceux-ci.

Il est révisé au moins tous les cinq ans à l'initiative du ministre ou sur demande du conseil d'administration du CGDIS, ce qui sera par conséquent en 2026.

ad 2) L'honorable Député prétend que « force est de constater que ces chiffres demeurent insuffisants pour répondre aux missions et aux défis toujours plus nombreux ».

Cette analyse sera précisément effectuée lors de l'élaboration de la deuxième édition du PNOS, dont les travaux ont commencé depuis un certain temps. Il faut également noter que la disponibilité des pompiers volontaires constituera un des facteurs les plus importants.

ad 3) Le graphique [†] suivant montre la répartition des pompiers professionnels des cadres de base, moyen et supérieur par âge :

44 pompiers professionnels (tous cadres) auront le droit à la préretraite, ou à la retraite au cours des 5 prochaines années, donc en moyenne environ 5 personnes par année.

À l'horizon de 10 ans, ce chiffre monte à 80 ce qui revient à 8 agents en moyenne par année.

ad 4) Aucun pompier professionnel déclaré médicalement apte n'a été autorisé à participer à une mobilité interne pour un poste réservé au cadre administratif ou technique.

Tout pompier professionnel (tous cadres) est affecté à un ou plusieurs emplois opérationnels dans les domaines prévus par l'article 4 de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile. La notion d'emploi opérationnel inclut, outre le secours à personne, le sauvetage et la lutte contre l'incendie, des fonctions essentielles telles que celles de préventionniste, planificateur, instructeur, opérateur au CSU 112, gestionnaire de crise ou encore commandant des opérations de secours.

ad 5) Avec la réforme des services de secours de 2018, une grande revalorisation des carrières et la création de différents niveaux à chaque groupe de traitement pour les pompiers professionnels ont été réalisées. Les pompiers engagés par certaines communes ou par l'État en tant que salariés ou employés ont pu être fonctionnarisés au groupe de traitement C1. Les « agents pompiers » de la Ville de Luxembourg ou de l'Administration de la navigation aérienne ont, quant à eux, bénéficié de la possibilité d'être reclassés depuis leur groupe de traitement d'origine D1 vers le niveau C1. Des primes de risque et d'astreinte, plus élevées pour le cadre de base que pour les sous-officiers et officiers, ont été introduites et ont permis d'harmoniser à travers le pays la rémunération des pompiers, qui reste donc très attractive.

Lors de la création du CGDIS, un cadre moyen a été instauré, offrant aux pompiers du cadre de base C1, après dix ans de service, la possibilité de remettre leur candidature pour un poste de sous-officier pompier du groupe de traitement B1. Ainsi, depuis la création du CGDIS, plus de 85 pompiers professionnels du cadre de base ont eu l'opportunité d'effectuer un changement de carrière pour accéder au groupe de traitement B1.

L'affirmation de l'honorable Député, selon laquelle les pompiers resteraient bloqués dans la carrière C1, n'est donc pas exacte.

Concernant les postes réservés aux universitaires, le CGDIS propose un recrutement au niveau A2, avec la possibilité d'évoluer vers le grade d'officier-divisionnaire A1 par le biais d'un changement de carrière.

Le projet de loi n° 8315 portant modification de la loi précitée du 27 mars 2018 prévoit également plusieurs évolutions significatives. Il introduit notamment la création de carrières spécifiques pour la chaîne médicale, afin de mieux adapter les parcours aux exigences et aux compétences propres à ce domaine. Par ailleurs, il propose une meilleure structuration et organisation des examens d'engagement et de promotion pour l'ensemble des agents du CGDIS, dont les pompiers professionnels. Enfin, il offre une plus grande flexibilité au conseil d'administration, qui pourra, dans la limite des moyens financiers disponibles, élargir les opportunités de changement de carrière pour les pompiers professionnels. Jusqu'à présent le nombre des pompiers professionnels du cadre moyen ne peut pas dépasser douze pour cent de l'effectif total des pompiers professionnels. Pour les pompiers professionnels du cadre supérieur il s'agit de huit pour cent.

ad 6) Comme précisé à la réponse précédente, le CGDIS offre chaque année à un nombre croissant de

pompiers du cadre de base, ayant accumulé au moins 10 années d'expérience, des postes intéressants dans le groupe de traitement B1, qui est celui du sous-officier pompier. L'accès au groupe de traitement B1 est donc donné depuis 2018.

ad 7) Le CGDIS étant un établissement public autonome, la gestion du personnel incombe au conseil d'administration et au comité directeur du CGDIS et non pas au ministre. Conformément à l'article 18 de la loi précitée du 27 mars 2018, « Le conseil d'administration exerce, en ce qui concerne le personnel du CGDIS, les attributions dévolues au Grand-Duc, au Gouvernement en conseil, au Gouvernement, aux ministres ou à l'autorité investie du pouvoir de nomination par les lois et règlements applicables aux agents de l'État. »

Outre les points soulevés à la réponse à la question 5, le CGDIS prévoit dans son prochain programme de travail un objectif stratégique concernant l'attractivité et l'orientation futures du métier du pompier professionnel, ainsi que des professionnels de santé, dont les sujets incluent les évolutions et avancements en terme de compétences tout au long de la carrière, une meilleure visibilité et promotion de la diversité des métiers de la sécurité civile, ou encore l'offre en termes de mobilité interne.

Par ailleurs, les services concernés du Ministère des Affaires intérieures sont à l'écoute permanente du CGDIS ainsi que des autres acteurs concernés et veillent à la prise en compte des besoins et priorités en matière de sécurité civile.

Envois de fonds | Question 3061 (17/10/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

Verschiddenen internationale Statistiken no, ënner anerem vun „The global Economy“ goufe vu Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, säit 2018 alljoers iwwer zwou Milliarden Euro u Familljememberen a méi aarme Länner iwwerwisen, sougenannte „remittance flows“. En Artikel an der däitscher Tageszeitung „Die Welt“ huet viru Kuerzem drop higewisen, datt am Fall vun eisem Nopeschland an deem Kader och Sue fléissen, déi aus Sozialleschtunge stamen. Esou eng Praxis géif net nëmmen der Grondiddi, datt de Sozialstaat d'prekär Situatioun vu Leit hei am Land soll opfänken, widdersprieche, mee och e klore Feelureiz fir eng bewosst Awanderung an de Sozialstaat duerstellen. Zousätzlech feelen déi Suen eiser Ekonomie.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Finanzminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi Zuele bestätegen? Vu wéi enger Institutioun ginn déi Zuelen hei am Land erhuewen?

2. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi jeeweils déi zéng wichtegst Empfängerländer vun deene sougenannte „remittance flows“ fir deen uewe genannten Zäitraum presentéiert, an dobäi fir alljoers de jeeweilige Montant preziséieren?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, op wéi eng Manéier séchergestallt ass, datt hei keng Sue fléissen, déi aus staatlechen Zouwennunge stamen?

Réponse (01/12/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Et schéngt es wéi wann d'Zuelen, op déi sech den éierbaren Deputéierte bezitt, Fluxen a Richtung Lëtzebuerg viséieren.

Fir d'Compiliatioun vun de sougenannten „opérations courantes“ vun der „balance des paiements“ ass de Statec zoustänneg.

Insoufern dës Zuelen net vum Finanzministère generéiert ginn, ass et net méiglech heizou Stellung ze bezéien.

Garantie de l'État en matière de construction, d'acquisition ou de rénovation d'un logement privé | Question 3062 (17/10/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

La garantie de l'État en matière de construction, d'acquisition ou de rénovation d'un logement privé est destinée à fournir des garanties satisfaisantes aux banques.

Or, en 2024, seulement 3 garanties de l'État ont été accordées, ceci malgré une réforme récente.

Ceci est d'autant plus surprenant que des ménages se voient régulièrement refuser des prêts logement faute de moyens satisfaisants.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

– Combien de demandes pour une garantie de l'État ont été introduites ?

– Combien de demandes ont été refusées, et pour quelles raisons ?

– Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette aide reste trop peu connue, et le cas échéant qu'entend-il faire pour la rendre plus accessible ?

Réponse (03/11/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Entre janvier 2024 et septembre 2025, 46 demandes d'une garantie de l'État pour l'acquisition, la construction respectivement la rénovation d'un logement ont été introduites.

Sur ces 46 demandes, 42 ont connu une suite favorable. 1 seule demande a dû être refusée du fait que le demandeur ne remplissait pas les conditions d'épargne prévues par l'article 13 de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement. ↑

Quant à l'affirmation que la garantie étatique serait peu connue ou accessible, il convient de rappeler que la nouvelle législation en matière d'aides individuelles au logement entrée en vigueur en septembre 2023 prévoit que les banques doivent avoir signé au préalable une convention avec l'État et que les banques de la place financière du Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'ABBL ont collaboré dans l'élaboration du modèle de la convention prévue par l'article 13 de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement. À ce stade, deux instituts financiers ont signé avec l'État ladite convention.

En outre, il faut noter que les demandes en obtention d'une garantie étatique doivent être introduites par les instituts financiers comme il est de leur responsabilité de vérifier les conditions de solvabilité des emprunteurs et de déterminer si, pour un client donné, une garantie étatique permet d'accorder le plan de financement.

Le Service des aides au logement prendra contact prochainement avec l'ABBL afin qu'ils relancent le sujet auprès de leurs membres.

Conditions d'accueil dans les structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale | Question 3065 (17/10/2025) de **Mme Djuna Bernard** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le « Guide sur les conditions d'accueil » publié par l'Agence européenne pour l'asile (EUA, anciennement EASO) constitue un cadre de référence essentiel pour les États membres en matière d'accueil des demandeurs de protection internationale.

Ce guide précise les normes communes à respecter dans les structures d'hébergement, et associe à chaque norme des indicateurs permettant d'évaluer si elle est respectée. Le document contient par exemple des normes en ce qui concerne :

– la superficie disponible par personne dans un logement collectif : un espace minimal de 4 m² pour chaque demandeur, une hauteur minimale de la chambre de 2,10 m, un espace suffisant pour installer un lit et une armoire ;

– le respect de la vie privée dans les logements collectifs : maximum six demandeurs célibataires par chambre, chambres séparées pour demandeurs célibataires féminins et masculins, accès à un espace privé pour des réunions (avec un conseiller juridique, les travailleurs sociaux, etc.), dispositions spécifiques pour demandeurs avec besoins particuliers ;

– conformité du logement avec la réglementation nationale et locale pertinente : lumière naturelle et air frais en suffisance dans les chambres et espaces communs, un système adéquat de régulation de la température, protection des chambres et espaces communs contre un bruit extérieur excessif ;

– une infrastructure sanitaire suffisante, adéquate et en état de fonctionnement : accès à une douche ou une baignoire, un lavabo avec eau chaude et froide, un WC pour 10 personnes, accessible 24/7, au moins une douche ou baignoire pour 12 demandeurs et accessible au moins 8 heures par jour, installations séparées pour les deux sexes.

Les normes du guide visent à garantir que les conditions d'accueil soient dignes, sûres et respectueuses des droits fondamentaux des demandeurs de protection internationale.

Lors de la réunion de la Commission de la Famille du 29 septembre 2025, Monsieur le Ministre a confirmé que toutes les structures d'hébergement étaient conformes aux normes de l'Agence européenne pour l'asile.

Cependant, plusieurs articles dans la presse nationale ont fait état de situations où ces normes ne seraient pas respectées, aussi bien dans le passé que récemment.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'ensemble des structures d'hébergement sont pleinement conformes aux normes du guide sur les conditions d'accueil ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il indiquer dans combien de structures les normes ne sont actuellement pas respectées, et combien de demandeurs demeurent actuellement dans ces structures ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il indiquer s'il existe actuellement des structures qui ne respectent pas les normes établies par l'EUA en matière :

– de superficie disponible par personne,
– de respect de la vie privée,
– de conformité du logement avec la réglementation nationale et locale pertinente et
– d'installations sanitaires ?

Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau détaillé précisant pour chacune des normes mentionnées

– les structures concernées ;

– les indicateurs non atteints pour chaque structure ;
– le nombre de personnes actuellement hébergées dans chaque structure ;
– les mesures correctives prévues pour remédier aux éventuelles lacunes ;
– le calendrier prévu pour la mise en œuvre des mesures correctives ?

3) Enfin, Monsieur le Ministre peut-il préciser les modalités de contrôle actuellement en place pour vérifier le respect de ces normes ?

Réponse (02/12/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Tout d'abord, et tel que confirmé lors de ladite réunion de la Commission de la Famille, il importe de rappeler la forte hétérogénéité que présente le parc immobilier des structures de l'ONA depuis de nombreuses années, couvrant les dernières législatures. En effet, bon nombre des structures ont été intégrées dans le réseau de l'ONA dans une situation d'urgence, et au vu de la saturation constante des capacités d'accueil ainsi que des difficultés liées à la création de nouvelles structures, également évoquées lors de la réunion précitée, continuent à en faire partie. Afin de pouvoir garantir sa mission légale d'accueil, l'ONA n'est à ce jour pas en mesure de réduire le nombre de lits disponibles en renonçant à des structures.

Dans ce cadre, l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA) fournit assistance pratique, juridique, technique, consultative et opérationnelle aux États membres en matière d'accueil dans le but d'harmoniser les pratiques dans ce domaine, notamment à travers ses différentes publications, telles que le « Guide sur les conditions d'accueil », l'« Approche modulaire de l'accueil : Camps de conteneurs » ou encore le « Guide en matière de planification de mesures d'urgence dans le domaine de l'accueil ».

Les recommandations de l'AUEA sont ni obligatoires, ni légalement contraignantes. Compte tenu de l'hétérogénéité des contextes et situations au niveau des États membres, de la variabilité des flux migratoires et du caractère imprévisible des situations de crise, les recommandations de l'AUEA permettent ainsi une certaine flexibilité en fonction de différents cas de figure. Dans ce cadre, il importe de souligner que les recommandations en question permettent aux États membres d'aménager des structures d'accueil d'urgence pouvant offrir des conditions matérielles d'accueil différentes pour faire face aux situations de saturation du dispositif d'accueil.

Cela étant dit, dans les structures d'hébergement temporaire de demandeurs de protection internationale, la superficie disponible par personne est effectivement supérieure aux recommandations de l'AUEA, à l'exception des dortoirs évoqués lors de la réunion en question.

En ce qui concerne le nombre de personnes hébergées dans les différentes structures de l'ONA, je me permets de vous renvoyer à la réponse à la question parlementaire n° 2905.

Dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau Pacte sur la migration et l'asile et de la directive (UE) 2024/1346 établissant les normes d'accueil des demandeurs de protection internationale, les États membres seront soumis à un système européen de suivi (« monitoring ») géré par l'AUEA.

En vertu du nouveau mandat de l'AUEA, adopté en 2024, les systèmes nationaux d'asile et d'accueil feront l'objet d'évaluations périodiques par la Commission européenne, sur la base de rapports transmis

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

par l'agence. Ces évaluations porteront notamment sur :

- la conformité des pratiques nationales avec le droit de l'Union européenne,
- l'efficacité des dispositifs d'accueil,
- la qualité des conditions matérielles et des garanties procédurales offertes aux demandeurs.

Des groupes de travail relatifs à l'établissement de normes et recommandations sont actuellement encore en cours entre l'AUEA et les différents États membres. Une version consolidée sera mise à disposition des États membres courant 2026. Étant donné que les normes de l'AUEA sont en phase de finalisation, un tableau détaillé ne peut pas être fourni à ce stade.

Par ailleurs, il convient de souligner que 3 niveaux de contrôle sont actuellement en place visant à assurer la conformité des structures d'hébergement en matière de conditions d'accueil :

- des contrôles de qualité internes sont réalisés par la Section qualité de l'ONA, portant notamment sur l'analyse des incidents ou des réclamations signalés ;
- des inspections sur le terrain sont effectuées par les gestionnaires de site de l'ONA, qui contrôlent divers aspects techniques, notamment l'état général des locaux, les équipements, le mobilier et les installations sanitaires ;
- des contrôles internes des prestataires eux-mêmes (audits internes), notamment pour les aspects relevant directement de leur responsabilité (comme la propreté dans le cadre d'un contrat de nettoyage,

ou de la sécurité alimentaire dans le cadre des repas fournis).

Parallèlement à ces contrôles, des inspections mensuelles des installations de sécurité sont réalisées par un prestataire de gardiennage sur place.

Suspension temporaire d'un chirurgien | Question urgente 3634 (10/02/2026) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Par décision du 22 janvier 2026, Madame la Ministre a prononcé la suspension temporaire de l'autorisation d'exercer du Dr Philippe Wilmes sur base de l'article 16 (2) de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire.

À la suite d'un recours gracieux introduit par l'intéressé, des irrégularités de procédure concernant l'avis initial du Collège médical ont été soulevées par son conseil. Lors de la réunion de la Commission parlementaire de la Santé et de la Sécurité sociale du 2 février 2026, Madame la Ministre a déclaré que, si des vices de forme devaient être constatés, un nouvel avis devrait être établi et que la procédure devrait alors recommencer, y compris l'audition du médecin concerné sur les nouveaux éléments.

Or, selon des informations rendues publiques, Madame la Ministre reconnaît désormais que l'avis initial du Collège médical n'a pas été adopté de manière régulière. Elle indique toutefois maintenir sa décision de

suspension en se fondant sur un « avis complémentaire » adopté par le Collège médical le 4 février 2026, lequel contiendrait de nouveaux éléments établissant « la gravité apparente de la situation », sans que le médecin concerné n'ait pu être entendu sur ces nouveaux éléments.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que l'avis initial du Collège médical ayant fondé la décision du 22 janvier 2026 n'a pas été adopté conformément aux règles de procédure applicables ?

2) Comment Madame la Ministre justifie-t-elle le maintien de sa décision de suspension temporaire sur la base d'un « avis complémentaire » comportant de nouveaux éléments, alors même qu'elle avait indiqué en commission parlementaire qu'en présence de nouveaux éléments, la procédure devait recommencer ab initio, y compris avec l'audition du médecin concerné ?

3) Sur quelle base légale Madame la Ministre estime-t-elle qu'un avis complémentaire peut régulariser a posteriori une décision administrative prise sur la base d'un avis entaché de vices de forme ?

Réponse (16/02/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Étant donné que l'ordonnance de référé vient d'être rendue en date du 13 février 2026, nous renvoyons aux motivations de la décision du tribunal administratif⁷ qui confirme le maintien de la suspension provisoire.

⁷ <https://ja.public.lu/50001-55000/54247.pdf>

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](#) [x](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799